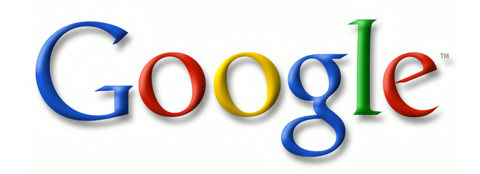


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/


HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 059 424 382
Digitized by Google



HARVARD LAW LIBRARY.

Received Apr. 22, 1903.


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Schweizerische
Zeitschrift für Strafrecht

REVUE PÉNALE SUISSE

In Verbindung

mit den Professoren des Strafrechts der schweizerischen Hochschulen:

G. Favey
Lausanne

Alfred Gautier
Genf

F. H. Mentha
Neuenburg

A. Teichmann
Basel

Emil Zürcher
Zürich

und

Emilio Brusa
Professor des Strafrechts, Turin

Heinrich David
Regierungsrat, Basel

Emile Garçon
Professor des Strafrechts, Lille

L. Guillaume
Direktor des eidg. stat. Bureau

H. Hafner
Bundesrichter, Lausanne

Hanns Gross
Landesgerichtsrat, Graz

J. V. Hürbin
Strafanstaltsdirektor, Lenzburg

Heinrich Lammasch
Professor des Strafrechts, Wien

K. von Lilienthal
Professor des Strafrechts, Heidelberg

Fr. Meili
Professor der Rechte, Zürich

Ernest Picot
Juge à la Cour de Justice, Genève

Emil Rott
Bundesgerichtspräsident, Lausanne

Leo Weber
Bundesrichter, Lausanne

herausgegeben von

Carl Stooss
Professor des Strafrechts in Wien.

Elfter Jahrgang.

Bern.
Expedition der Buchdruckerei Stämpfli & Cie.

Im Buchhandel zu beziehen durch *Georg & Co.*, Verlag in Basel.
1898.

Digitized by Google

Rec. Apr. 22, 1903.

Digitized by Google

Inhaltsverzeichnis. — TABLE DES MATIÈRES.

Digitized by Google

Die Strafgesetzgebung des Bundes und der Kantone.

Législation fédérale et cantonale.

1896.

Dritte Abteilung.

1897.

Erste Abteilung.

Zweite Abteilung.

Entscheidungen in Strafsachen. — Jurisprudence pénale.

I. Bundesgericht. — Tribunal fédéral.

Mitgeteilt von Dr. *Leo Weber,* Bundesrichter in Lausanne.

Urteile der II. Abteilung des Bundesgerichts.

Digitized by Google

II. Kantonale Gerichte. — Tribunaux cantonaux.

Litteratur-Anzeigen. — Bibliographie.

Digitized by Google

Strafrechtszeitung. — Nouvelles pénales.

Strafrecht.

Strafvollzug.

Redigiert von *J. V. Hürbin.*

Die Behandlung jugendlicher Personen.

Digitized by Google

Kriminalstatistik.

Preisaufgaben.

Personalnachrichten.

Anhang. — Supplément.

Sachregister

zu den

Aufsätzen, die in den zehn ersten Jahrgängen der Zeitschrift (1888—1897) erschienen sind.

Digitized by Google

Digitized by Google

Sur le duel et sa répression en Suisse.

Par

Alfred Gautier, professeur à Genève.

I.

On dira peut-être que le besoin ne se faisait pas sentir d'entendre une fois de plus parler du duel; je suis le premier à penser ainsi. Cet article, qui ne brille ni par la nouveauté ni par l'actualité du sujet, je ne l'avais point prémédité, je suis presque étonné de l'avoir écrit. Je m'étais proposé un autre but, je voulais étudier le chapitre des infractions contre la vie dans le projet de code pénal suisse et voilà que, chemin faisant, j'ai cédé à l'envie de dire mon mot sur ce délit, puisque c'en est un, délit qui, à voir l'amas des œuvres qu'il a inspirées, semble agir sur l'esprit des juristes à la façon d'un aimant [1]).

Après tout, peut-être y a-t-il là une préoccupation légitime. D'abord il n'est jamais blâmable de réfléchir sur les questions qui touchent de près à l'honneur; il est bon d'être vis-à-vis de soi-même au clair là-dessus et de se tracer des règles de conduite, quitte peut-être à ne pas toujours les suivre; il est bon même de faire part aux autres du résultat de cet examen, quitte à les voir ne l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, car sur ce sujet chacun pense comme bon lui semble

[1]) Je ne donne pas ici la bibliographie du duel; c'est tout un catalogue et il n'a rien d'inédit. Voir spécialement pour la littérature la plus récente: v. *Liszt,* Lehrbuch, 8e édition, p. 342 et *Garraud,* Traité IV, p. 299. Pour la Suisse: *Fazy,* Le duel, Genève, 1871; *Roguin,* Du duel suivant le droit suisse, etc. Journal du droit international privé, 1891, p. 787 et s.; *Stooss,* Grundzüge. II, p. 29 et s.; *Gressly,* Das Zweikampfdelikt, Soleure, 1896.

Digitized by Google

et ne se laisse pas facilement convertir. Ensuite et surtout, le duel a ce caractère très particulier que nous sommes ou que nous nous sentons un peu à sa merci. Nous tous qui nous qualifions volontiers d'honnêtes gens (n'en soyons pas plus fiers qu'il ne convient; qui sait ce qu'il adviendrait de nous si nous avions été plus mal traités par le sort?), nous pouvons penser que nous ne deviendrons vraisemblablement jamais voleurs, ni meurtriers, ni faussaires, ni incendiaires. Mais si nous pouvons ainsi, sans trop de présomption, nous réciter tout le Décalogue, ou à peu près, et dire: Je ne déroberai point, je ne tuerai point, du moins pas comme l'assassin tue, il ne nous est pas loisible de penser avec la même assurance: Je ne me battrai point. Nous sentons très nettement, au contraire, que, sans que nous y soyons pour rien, un accident peut traverser notre route à l'improviste et nous forcer à résoudre cette alternative: Irai-je ou n'irai-je pas sur le terrain? Voilà sans doute pourquoi tant de gens sont hantés par l'idée du duel, voilà ce qui m'excuse presque d'avoir écrit là-dessus après tant d'autres.

Le duel est-il vraiment une nécessité sociale, le correctif d'une législation impuissante à nous protéger contre certaines attaques, bref, l'homme d'honneur outragé doit-il se battre? Un ministre de la monarchie de juillet, plus doctrinaire pourtant que sanguinaire, M. Guizot, l'affirmait hautement, allant jusqu'à s'écrier: «En vain vous ferez une législation, les hommes de cœur s'en moqueront!» — Un simple professeur de droit ne peut guère se montrer aussi catégorique; enseigner à ceux qui se croient offensés qu'ils peuvent violer la loi en toute sécurité de conscience, franchement ce n'est pas tout à fait là notre mission. Aussi bien, la question posée plus haut n'est pas de notre ressort. Rechercher s'il est juste, s'il est de bonne politique de punir le duel et, dans l'affirmative, en fixer la peine, là se borne la tâche du juriste; il n'a pour le surplus aucune compétence spéciale. Toutefois, puisque j'ai posé ce problème si connu de morale sociale, je veux, sans prétendre en avoir trouvé une solution satisfaisante, dire en deux mots ma façon de penser.

La colère et le préjugé l'emporteront-ils sur l'instinct de conservation et sur la répugnance à commettre un acte immoral? Tel est à peu près l'énoncé de la question pour qui rai-

Digitized by Google

sonne à loisir. Par malheur, le duelliste possible n'en est pas là. S'il était de sang-froid, s'il pouvait s'abriter contre les influences extérieures, nul doute qu'au moment de risquer sa vie contre celle d'autrui, il ne discutât avec lui-même, calculant les chances bonnes et mauvaises. Mais la colère ne lui en laisse pas le loisir et le préjugé ne lui en laisse pas le pouvoir. Le débat intime est, sinon supprimé, au moins obscurci par eux à tel point que la solution en est donnée d'avance ou à peu près. Et de ces deux forces, c'est encore la seconde, celle de l'opinion d'autrui, qui est la plus tenace, la moins variable et la plus dominatrice. La colère tombe, le préjugé reste; la colère diminue avec l'importance de l'offense reçue, le préjugé est toujours identique à lui-même. Si ce n'est pas toujours lui qui impose la décision, c'est toujours lui qui la fait maintenir. Combien vont sur le terrain par la seule raison qu'ils n'osent faire autrement? Combien d'autres, après un défi jeté ou relevé dans la chaleur de la dispute, voudraient, une fois apaisés, revenir en arrière. On a beau n'être pas un lâche, il y a des moments où le motif de la querelle paraît bien mesquin au regard des risques courus. Mais quoi! reculer, battre en retraite, qu'en dirait-on? Et voilà comment le respect humain a tué tant de gens qui ne demandaient qu'à vivre.

Mais à ces forces malfaisantes n'est-il pas possible d'opposer une force adverse et cette barrière n'est-ce pas la loi pénale qui va nous la fournir? car enfin, le duel n'est pas immoral seulement, il est encore prohibé. Hélas! la crainte de la peine n'est pas pour le duelliste le commencement de la sagesse et c'est dans le désert que le législateur crie ses menaces. Comme elle a triomphé de notre répugnance personnelle à courir les risques du combat, ainsi et plus aisément encore la pression de l'extérieur l'emporte sur notre répugnance à transgresser la loi. En l'état actuel des mœurs, la défense légale ne contrebalance pas le soupçon de lâcheté encouru par celui qui se dérobe à la lutte. Ainsi, nous en sommes venus à considérer la loi sur le duel comme une personne de bonne composition, toujours prête à se laisser violer galamment, sans qu'il en résulte pour le justiciable entreprenant des conséquences trop fâcheuses; au contraire, son prestige ne fait que croître aux yeux de bien des gens.



Les choses vont ainsi depuis longtemps et il en sera de même tant que nous vivrons dans la croyance que le sang seul lave l'injure. Au fond, ce préjugé du duel, car c'est lui que je cherche maintenant à décrire, repose sur une idée juste et noble, celle de l'honneur supérieur à tous les autres biens. Ce qui est déjà contestable, c'est la conséquence que nous tirons de là, savoir qu'il ne peut être protégé que par la force. Je veux bien que la valeur d'un objet aux yeux de son propriétaire soit pour ce dernier la mesure de la réaction à exercer en cas d'attaque; dès lors, serait-on tenté de conclure, si l'honneur est notre trésor le plus précieux, tous les moyens doivent nous être bons pour le protéger. Pourtant, pour que l'emploi de la violence se justifie, encore faut-il que, pour la sauvegarde du bien mis en péril, la réaction individuelle soit apte à remplacer la protection sociale insuffisante. C'est le cas de la légitime défense qui sauve la vie menacée. Mais la violence brutale est-elle un procédé efficace pour préserver le bien idéal de l'honneur? J'ai du doute sur ce point. On me dira qu'il n'existe pas d'autre moyen. Il est vrai que nous pensons ainsi, mais c'est là précisément que le préjugé pèse sur nous, car si par un effort de la pensée nous réussissons à secouer pour un moment le joug de la croyance traditionnelle, il nous paraît qu'en somme la punition de l'offenseur par les tribunaux, pourvu qu'elle soit sérieuse, est une répression très efficace et une réparation suffisamment satisfactoire des délits qui touchent à l'honneur. Ces idées n'ont pas cours aujourd'hui, soit, mais elles ont trouvé créance dans l'antiquité, et d'autres temps viendront peut-être qui les remettront en faveur parce qu'ils auront de la sanction pénale une conception plus juste et plus haute. — Mais à quoi bon prophétiser, à quoi bon se débattre contre une manière de penser que nous nous surprenons tous à partager dès que nous sortons de la théorie pure, dès surtout que notre personne est en jeu!

Ce qui est tout à fait abusif, par exemple, ce qui est l'essence même du préjugé, c'est la tyrannie que l'opinion publique, généreuse de la vie d'autrui, prétend exercer au nom du dogme d'après lequel l'injure voudrait du sang. Elle dicte, elle impose souverainement à l'intéressé la conduite à tenir et dans certains milieux, l'excitabilité du point d'honneur, poussée jusqu'à l'éréthisme (surtout quand il s'agit d'apprécier les actes

Digitized by Google

des autres), engendre une véritable contrainte morale. Le mobile est ainsi complètement faussé et beaucoup en viennent à se battre, non pour la prétendue offense, ils ne l'ont pas ressentie, mais pour complaire à ceux qui les traiteraient de lâches s'ils ne mettaient pas flamberge au vent. La peur de perdre ses relations, d'être mis en quarantaine, est souvent plus forte que la peur des blessures. Entre deux maux, ils choisissent celui qui leur paraît le moindre; c'est une forme de l'état de nécessité.

Ce préjugé, nous le subissons tous, nous en sommes imbus jusqu'aux moëlles et comment pourrions-nous nous en dégager, quand tout concourt autour de nous à en renforcer la puissance? Au mépris du précepte évangélique, nul aujourd'hui ne songe à tendre la joue gauche quand la droite est chaude encore de l'affront reçu; qui de nous serrerait de bon cœur la main de ce pacifique héros? Nul ne tient rigueur à qui s'est battu même sans raison valable; beaucoup tournent le dos à qui a refusé de se battre, fût-ce pour les motifs les plus sérieux. Les mœurs judiciaires marchent de front avec les coutumes sociales. Même lorsque les pénalités qu'elle édicte sont raisonnables, la loi sur le duel reste lettre morte, les jurés répondent: Non coupable. Et ce n'est pas seulement parce qu'ils trouvent dans la nature exceptionnelle de l'infraction des motifs de clémence, c'est aussi parce que, faisant un retour sur eux-mêmes, ils s'avouent que dans les mêmes circonstances ils auraient sans doute agi de même. Le duelliste les intéresse parce qu'ils se reconnaissent en lui et le cœur leur manque pour frapper l'auteur d'une faute à laquelle ils se sentent exposés; ils sont bien là les représentants de l'opinion publique.

A côté de la coutume, la littérature porte sa part de responsabilité dans notre façon de penser. Le duel fait bien sur le papier; c'est une péripétie émouvante, c'est un dénouement commode, et les auteurs, à part les moralistes qu'on ne lit guère, auraient mauvaise grâce à condamner un procédé dont ils usent et abusent. Un romancier me rirait au nez si j'allais lui conseiller de choisir pour son héros un jeune homme à principes, un puritain qui, gravement offensé, refuserait d'en appeler aux armes parce qu'il réprouve le duel. Ces gens-là n'intéressent pas; tout autres sont les types qu'on nous a

Digitized by Google

appris à admirer, et d'Artagnan, qui est précisément le duelliste modèle, n'est-il pas pour tous les adolescents, n'est-il pas resté pour beaucoup d'entre nous le personnage aimé par excellence? Nous sommes ainsi bâtis que l'esprit d'aventures, la hardiesse chevaleresque, même quand son bagage de scrupules n'est pas lourd, force plus facilement notre sympathie que la rigide et un peu ennuyeuse vertu.

L'histoire, telle au moins qu'on nous l'enseigne, n'est guère apte à changer nos idées sur ce point. Depuis l'épopée troyenne jusqu'à l'épopée impériale, c'est vers les belles estocades et les grandes batailles, vers ceux qui frappent les unes et gagnent les autres, que notre admiration se porte. Le sang versé, la futilité des motifs de guerre, tout cela ne nous empêche pas d'être éblouis par l'éclat des grands faits d'armes. Quant aux pacificateurs et aux réformateurs, ils restent modestement à l'arrière-plan; les législateurs, je le constate avec quelque mélancolie, ne suscitent guère plus d'enthousiasme et ceux qui ont adoré Napoléon se prosternaient devant le capitaine, non devant l'inspirateur des cinq codes. Bref, ce n'est pas là non plus que nous pouvons puiser un respect exagéré pour la vie humaine.

Il y a autre chose encore. Autrefois, on le sait, le duel était affaire de caste. La noblesse y voyait un privilège, un vestige des temps heureux pour elle de la puissance féodale et comme une lutte dernière contre ce pouvoir royal qui l'avait vaincue. En croisant le fer, raffinés, mignons et bretteurs ressentaient le double plaisir de s'escrimer à raison d'un «desmentir», et aussi de faire échec aux gens du roi. Il semblait donc que l'ancien régime dût entraîner dans sa chute ce monopole d'une caste disparue. On eut, sous le premier empire, l'illusion qu'il en était ainsi; les ennemis du dehors donnaient alors trop de besogne pour que les querelles privées ne chômassent pas quelque peu. Mais ce ne fut qu'un répit et à peine la paix reconquise, le duel ressuscita, d'abord dans l'armée, mais pour se propager bientôt dans toutes ou presque toutes les classes sociales. Cette démocratisation de ce qui fut jadis un privilège s'explique par les lois de l'imitation sans doute, mais aussi par ce trait typique du caractère latin: l'horreur de la discipline, le besoin de fronder et de faire de l'opposition que nous poussons souvent jusqu'à la bravade et

Digitized by Google

qui est une forme aiguë de l'esprit de contradiction. Tout écriteau portant les mots: *Entrée interdite* nous invite à aller voir ce qu'il y a derrière la porte close; la menace nous donne envie de passer outre, l'injonction nous fait cabrer plus qu'elle ne nous stimule; c'est ce qui rend les Gaulois difficiles à gouverner. Sans doute, cet esprit de rébellion innée ne va pas jusqu'à nous pousser à commettre une action vile par le seul fait qu'elle est prohibée. Mais lorsque la chose défendue est de celles que l'honneur ne condamne pas, il ne déplaît pas trop aux bourgeois d'aujourd'hui de se mettre pour un moment au-dessus de la loi, tout comme il était doux aux gentilshommes d'autrefois de narguer l'autorité royale.

Ainsi mœurs, éducation, saveur du fruit défendu, tout contribue à nous fausser le jugement et à faire parler le préjugé plus haut que la raison. Et ne faut-il pas vraiment qu'il en soit ainsi, ne faut-il pas aussi qu'il y ait dans cette façon de trancher un différend par les armes une séduction presque irrésistible, pour que, de gaîté de cœur, nous passions par-dessus tout ce que le procédé a d'absurde? Parmi les phénomènes dont la persistance est inexplicable, c'est au duel qu'appartient la palme. On a cru pouvoir lui comparer sous ce rapport la torture et l'esclavage [1]), mais combien le rapprochement est peu fondé! Le but auquel on faisait servir la torture était déraisonnable, c'est vrai; dans une procédure dépourvue de toute garantie, la position du juge étant, toute proportion gardée, aussi fâcheuse que celle de l'accusé, il fallait à ce magistrat l'aveu à tout prix, l'aveu qui rassure la conscience. Mais ce but une fois admis, la torture était pour l'atteindre un moyen de premier ordre. Quant à l'esclavage, sa valeur économique est hors de discussion et il a fallu pour le déraciner la victoire de la philantrophie sur l'intérêt. Le duel, en revanche, à quoi sert-il et que prouve-t-il?

Nous n'avons certes plus la foi des temps où le combat servait de preuve en justice; nous n'identifions plus victoire et bon droit; nous ne pouvons plus croire que la divinité va se manifester d'une façon tangible, faisant son choix entre les adversaires pour punir le vice et récompenser la vertu. C'est donc réduit à ses propres forces que l'offensé marche au com-

---

[1]) Voir *v. Korwin-Dzbanski,* Der Zweikampf, Vienne, 1893, p. 4.

Digitized by Google

bat; encore fait-il la part belle à son adversaire en lui mettant une arme dans la main. Cette arme, la coutume française lui en donne, il est vrai, le choix, mais l'avantage est mince puisque, à moins d'être lui-même un professionnel, il est toujours exposé à se trouver face à face avec un plus habile. De tous les moyens de satisfaction, le duel est donc le plus aléatoire; heureux encore l'offensé s'il n'y reçoit pas une blessure nouvelle.

Supposons même que la fortune ait favorisé la bonne cause. Victime d'une injure imméritée ou d'une calomnie, je me suis battu et la victoire m'est restée. En suis-je beaucoup plus avancé? Si mon adversaire est mort ou grièvement blessé, le remède à mes propres yeux paraîtra probablement pire que le mal, tant, même en cas d'insulte grave, il y a disproportion entre l'effet et la cause. Il est bien rare que l'offensé veuille la mort du pécheur et le remords est le gain le plus net de ce qu'on appelle, par un euphémisme singulier, un duel heureux. Si les deux antagonistes sont restés indemnes, je ne retire de l'affaire d'autre bénéfice que d'avoir démontré que je n'ai pas peur d'aller sur le terrain; mais cette preuve, notez que mon adversaire l'a faite aussi bien que moi. S'il suffit donc, comme trop de gens semblent l'admettre, de s'être montré courageux pour être sans reproche, il est devenu mon égal et l'injure qu'il m'avait lancée croit en portée avec l'honorabilité de son auteur. Le duel n'a donc pas amélioré ma position. Il n'est guère que deux hypothèses dans lesquelles le résultat de la rencontre puisse être satisfactoire: Celle d'abord où la lésion que j'inflige me parait adéquate à la souffrance que l'offense m'a causée; mais combien peu de chances me sont données de réaliser cette espèce d'équilibre par le talion! Celle ensuite où mon adversaire s'est lâchement comporté sur le terrain, car alors, au moins d'après l'opinion courante, j'ai démontré ma supériorité sur lui, et je puis dédaigner l'offense de celui qui, aux yeux de tous, n'est plus qu'un pleutre.

Remarquez cependant que cette défaillance au moment du combat, c'est moi qui puis en être frappé. La solidité des nerfs ne va pas forcément de conserve avec la bonne conscience. Alors, si c'est moi qui ai manqué de sang-froid à l'instant critique, en faudrait-il conclure que mon adversaire a eu raison de m'adresser une injure sans aucun rapport avec notre cou-

Digitized by Google

rage réciproque et que cette injure je la mérite, puisque j'ai eu peur?

De ce raisonnement par l'absurde, je tire deux conséquences :

La première, c'est l'inanité des satisfactions que le duel procure; et pourtant je n'ai tenu compte que des chances relativement favorables, laissant de côté les occasions nombreuses où l'offensé ne réussit qu'à se faire trouer la peau.

La seconde, c'est l'incurable déraison de ceux, et c'est le grand nombre, qui prétendent, d'après le maintien des parties pendant la lutte, formuler un jugement sur leur caractère, leur valeur et même leurs torts réciproques. C'est encore un des côtés équivoques de cette procédure du duel, qu'elle fait dévier l'attention et déplace le débat. On oublie ce qui s'est passé, pour ne plus s'intéresser qu'au spectacle donné par les combattants; on juge, non d'après le fond de l'affaire, non d'après le mérite intrinsèque des adversaires, mais d'après des circonstances extérieures et accessoires, d'après certaines qualités toutes fortuites. C'est pourquoi tout se ramène trop souvent à une question d'attitude Comme si le courage d'un moment transformait une brebis galeuse en homme d'honneur, comme si le louche personnage qui m'a diffamé devait reconquérir l'estime par le seul fait qu'il a soutenu mon attaque sans broncher. — Aussi bien pourquoi chercher la logique en un domaine qui n'est pas le sien? Qui dira le rapport existant entre une injure et un coup d'épée? N'y a-t-il pas entre le duel et la querelle qu'il doit trancher à peu près autant de distance qu'entre les anciennes ordalies et le fait dont elles étaient censées établir l'existence!

Mais comment s'en passer, dit-on, comment sans lui punir cette classique *offense intime,* celle qui craint le jour, celle pour qui la justice, avec ses audiences à porte ouverte et sa procédure brutale, n'est pas réparation, mais blessure nouvelle. Soit, j'accorde qu'il y a des duels inévitables, mais j'ajoute qu'ils ne sont guère plus raisonnables que les autres, et si le recours aux tribunaux passe aujourd'hui pour un remède assez pitoyable, l'appel aux armes vaut-il beaucoup mieux? Sans revenir sur le fait que les balles se trompent, tandis que la justice du moins ne frappe pas le plaignant, le secret de la rencontre n'est-il pas un leurre? En un temps où l'indiscrétion est vertu

Digitized by Google

professionnelle pour certains journalistes, combien peut-on citer de duels dont le motif n'ait pas été percé à jour et imprimé avec détails à l'appui?

Une dernière superstition, dont je voudrais en passant chercher à faire justice, c'est celle de l'égalité des armes. Nous y attachons une importance majeure, nous y voyons la condition essentielle du duel loyal. Dans le combat entre Achille et Hector, si toutes nos sympathies vont au héros troyen, ce n'est pas seulement parce qu'il est l'époux d'Andromaque, c'est parce qu'il y va de franc jeu, tandis que son antagoniste, cuirassé par son bain, n'est vulnérable qu'à une place par trop exiguë. C'est ce qui fait aussi que beaucoup de spectateurs cessent de s'intéresser à Lohengrin, lorsqu'ils apprennent au troisième acte que ce chevalier prévoyant possède une épée qui le rend invincible et un cor qui lui assure le secours au moment du danger; ainsi prémuni, nous serions même tentés de lui refuser le droit de légitime défense dont il use pourtant sans merci contre l'intrus qui envahit la chambre nuptiale. — Au temps classique du duel, on n'était pas aussi regardant et, dans le combat fameux des mignons, Brantôme [1]) raconte qu'à son adversaire Quélus se plaignant de n'avoir que son épée, Entragues, armé de l'épée et de la dague, répondit sans se déconcerter: «Tu as donc fait une grande faute d'avoir oublié ta dague au logis.» — La raison d'être de ce scrupule tout moderne est probablement celle-ci: nous nous figurons que l'égalité des armes engendre l'égalité des risques et ainsi, péchant une fois de plus contre le bon sens et prenant l'apparence pour la réalité, nous satisfaisons à bon marché notre besoin de loyauté et d'équilibre. Qu'est-ce qu'une égalité rompue (et pas toujours au profit du plus méritant) par la force musculaire supérieure et par la plus grande habitude des armes? Un trompe-l'œil et voilà tout.

Bref, si de cette petite dissertation de morale sociale il m'était permis, sans prétendre avoir rien trouvé de nouveau, de tirer une conclusion, je la formulerais ainsi: Pour qui prend la peine de raisonner, le duel est tout à fait absurde,

---

[1]) Dans son *Discours sur les duels* (Œuvres. Ed. de 1787, t. VIII, p. 76 et s.). Brantôme ajoute: «D'autres disaient que par gentillesse chevaleresque il devait quitter la dague C'est à savoir s'il le devait?»

Digitized by Google

mais, en l'état actuel des mœurs, le duelliste est très excusable.

II.

Il est grand temps de me souvenir que j'écris dans une revue de droit. Pour le juriste, le doute n'est guère possible [1]), le duel doit être réprimé. Mais pourquoi? Comment justifier l'incrimination de cette lutte acceptée par les deux parties? En d'autres termes, dans quelle catégorie d'infractions classer le délit de duel? Les opinions, on le sait, divergent en tous sens. Je ne crois pas qu'on puisse y voir une atteinte à la sécurité générale; elle n'est guère en péril, dans les pays du moins où le duel ne dégénère pas en représentation publique ou peu s'en faut. Faut-il, avec Garraud [2]) et le code italien, voir le caractère prédominant de l'infraction dans la révolte contre l'autorité et en faire un délit contre l'administration de la justice? J'en doute fort. Il se peut que le duel ait pour origine un différend sans aucun caractère juridique et dont les tribunaux ne sauraient connaître. S'agît-il même d'une contestation de droit, rien n'oblige les parties à nantir la justice; on ne punit ni le compromis, ni la transaction, ni la remise de dette. Ce n'est donc pás en tant qu'entorse à la procédure normale, c'est en lui-même et à cause de son caractère particulier, c'est à raison du danger qu'il fait naître pour la vie des participants que le duel doit être frappé [3]). C'est un délit contre la personne qui ne peut valablement consentir à sa propre extermination; la loi doit protéger l'existence même de ceux qui en font bon marché.

Mais, a-t-on objecté, pourquoi s'en tenir alors au seul duel et pourquoi ne pas incriminer certains paris et certains

---

[1]) Contre la répression du duel se sont prononcés notamment: *Kulemann,* Selbsthülfe, Z. XI, p. 344, qui, sans justifier le duel, croit que le remède n'est pas dans la loi pénale. Celle-ci fait fausse route en incriminant un acte que les mœurs approuvent; v. *Korwin-Dzbanski*, loc. cit. passim et spécialement p. 34 et s., d'après lequel l'Etat doit sanctionner les grandes lois sociales et reconnaître le duel en le régularisant. La répression du duel favorise les attaques contre l'honneur; v. *Liszt,* Kriminalpolitische Aufgaben, Z. X, p. 60, se borne à dire qu'il n'aurait rien à objecter contre une loi qui laisserait le duel impuni.

[2]) Traité IV, p. 307.

[3]) Dans ce sens *Stooss*, Grundzüge II, p. 31, et *Gressly,* loc. cit. p. 66-67.

Digitized by Google

exercices sportifs dans lesquels le péril pour la vie est incontestable? L'aréonaute, le jockey en obstacles, le gymnaste au trapèze aérien, le casse-cou pour lequel les Alpes n'ont pas de précipices assez à pic, tous ceux-là et bien d'autres risquent leur existence et celle des compagnons qu'ils entraînent à leur suite. C'est vrai; il y a pourtant entre le duel et ces fantaisies périlleuses une différence sensible. Dans le premier, la lésion corporelle est généralement voulue, elle est l'issue normale de la rencontre; dans les dernières, elle n'est jamais volontaire et ne se produit que par suite d'un accident contre lequel on cherche à se prémunir. Le danger est donc plus marqué dans le duel; il est aussi d'autre nature; il y dérive d'une activité réciproque, d'efforts faits par les combattants pour s'atteindre l'un l'autre. Les exercices dangereux de gymnastique ou d'alpinisme ne sont qu'une sorte de jeu avec les forces de la nature.

Le duel doit être incriminé par une disposition *formelle*. A quel point le silence est un procédé législatif déplorable, c'est ce que montre éloquemment l'exemple de la France. A l'imitation du droit révolutionnaire, le code de 1810 est resté muet; rien dans la loi, pas un mot dans les travaux préparatoires, si ce n'est l'opinion énoncée par le rapporteur de la commission du Corps législatif, M. Monseignat, opinion d'après laquelle le silence du code devait être interprété dans le sens de l'assimilation du duel aux autres infractions contre la personne. Pendant plus de vingt ans, la jurisprudence s'insurge contre cette interprétation extensive. Par onze arrêts, dont plusieurs rendus Chambres réunies, la Cour de cassation proclame l'impunité d'un acte que la loi n'a pas frappé. Puis, brusquement, par arrêt du 22 juin 1837, et grâce aux efforts du procureur-général Dupin, la Cour fait volte-face et juge que l'acte hier encore licite sera, d'après la gravité de ses résultats, assimilé tantôt à l'assassinat (puisque la préméditation est incontestable), tantôt aux coups et blessures, tantôt à la tentative de ces infractions; les témoins deviennent des complices. — Depuis soixante ans, cette jurisprudence a été maintenue, non sans peine d'abord, car les Cours d'appel entrèrent en révolte, plusieurs d'entre elles se faisant un malin plaisir de s'approprier des considérants tirés des anciens arrêts de la Cour suprême et forçant cette dernière à trouver des motifs pour démolir sa propre argumentation.

Digitized by Google

Ainsi, dans un pays où l'interprétation stricte de la loi pénale est l'A B C de toute besogne judiciaire, le même texte, remarque Valette [1]), aura pu servir un jour à déclarer innocent l'auteur d'un acte donné, le lendemain à condamner l'auteur de ce même acte comme coupable d'un délit passible, sous sa forme la plus grave tout au moins, de la peine capitale! Et malgré les défectuosités patentes de cette législation, tous les projets de loi spéciale sur la répression du duel ont jusqu'ici échoué devant les Chambres [2]).

La pratique française est, il est vrai, pleine d'accomodements avec le ciel. En réalité, on n'inquiète guère les duellistes que s'il y a eu mort d'homme ou déloyauté constatée [3]), et cette tolérance pour les cas légers est la meilleure critique du système de la Cour de cassation. D'après cette jurisprudence, en effet, le duel sans résultat est une tentative d'homicide. Si donc le duelliste était un criminel comme un autre, on se hâterait, en pareil cas, de lui faire son procès, car on n'a certes pas coutume de laisser courir ceux qui ont manifesté par des actes d'exécution l'intention de commettre un crime. Fermer les yeux, c'est donc reconnaître que le duelliste n'est pas un assassin, qu'il y a entre eux une différence, ainsi que le bon sens le veut et ainsi que la Cour de cassation ne le veut plus.

Ainsi, l'arbitraire de la poursuite vient s'ajouter à l'arbitraire de la jurisprudence. Et quand on se décide à faire un exemple, autre anomalie. Par un procédé de correctionnalisation qui ne tient pas toujours compte de l'élément intentionnel,

---

[1]) *Rapport sur le duel,* dans les *Mélanges de droit,* de jurisprudence et de législation, II, p. 625, 627.

[2]) Voir notamment le projet présenté par *Valette* (loc. cit. II, p. 687) en 1851. D'autres lui ont succédé sans plus de succès. Le dernier en date est, sauf erreur, celui du député Cluseret en 1889.

[3]) Dans ce sens *Garraud*, Traité IV, p. 310. Rien n'illustre mieux cette tolérance que le mot d'un gardien de la paix rapporté naguère par les journaux. A l'issue d'un duel où il avait été convoqué comme à un spectacle, le public sortait en foule du parc de Saint-Ouen. Un des témoins de l'affaire suivait le flot, tenant une paire d'épées nues. Le serviteur de la loi marche sur lui; va-t-il l'arrêter comme complice? Non, tout se réduit à cette paternelle recommandation: «Enveloppez-les donc! vous pourriez blesser quelqu'un.» — Et le port d'armes aussi est prohibé en France!

Digitized by Google

les duels dont le résultat n'est pas très grave sont traités en simples délits et jugés sans jury, tandis que les cas les plus sérieux sont déférés à la Cour d'assises. On devine le résultat. Les tribunaux correctionnels français ne pèchent pas par excès de mansuétude; se croyant d'ailleurs liés par la jurisprudence de la haute cour, ils condamnent à peu près aussi régulièrement que le jury acquitte [1]). Ainsi, les chances de libération augmentent avec la gravité du résultat et on se trouve avoir tout intérêt à ne pas trop ménager son adversaire.

En Suisse, deux codes se sont rangés à ce système de l'abstention. Le premier est celui d'Appenzell; je ne sais trop comment nos confédérés des Rhodes-Extérieures expliquent ce silence; je suppose avec Gressly [2]) que le besoin d'une loi de ce genre ne se fait pas sentir chez eux. Le second est celui de Genève, et il semble que chez nous au moins les mésaventures de nos voisins de France eussent pu servir de leçon. — Est-ce inadvertance, est-ce, au contraire, dessein arrêté, et nos législateurs ont-ils, comme l'a dit jadis Treilhard, refusé de faire au duel l'honneur de le nommer? La discussion au Grand Conseil ne jette aucun jour sur ce point. Il est vrai que le Rapport à l'appui du projet de code [3]) contient les lignes suivantes:

« Nous estimons tous que les blessures ou la mort qui sont le résultat d'un *duel* constituent des infractions qui doivent être réprimées et punies; seulement, nous pensons qu'il est parfaitement inutile d'élever un piédestal aux duellistes en leur faisant une *place à part.* Un duel est chose rare chez nous, mais à supposer qu'il se produise, les auteurs doivent rentrer dans la catégorie des vulgaires agresseurs. Il n'y a, selon nous, aucune différence entre celui qui donne un coup de couteau ou de bâton dans une lutte en règle en sortant d'un café, et celui qui donne un coup d'épée à son adversaire dans un bois, devant témoins, et après toutes les conventions possibles. Tous les cas du duel rentrent dans notre section..., etc. Quant aux témoins, ils pourront, suivant les circonstances, être traduits comme *complices.* Ainsi donc les *duellistes* sont *punis*, mais ils sont exactement sur le même pied que d'autres *agresseurs* ou *batailleurs.* »

Voilà tout d'abord une façon singulièrement sommaire de juger les choses et je m'en voudrais de ne pas m'arrêter un

---

[1]) *Garraud*, Traité IV, p. 305-306.

[2]) Loc. cit. p. 24.

[3]) Mémorial des séances du Grand Conseil 1873-74, p. 1510.

Digitized by Google

instant à ce paragraphe qui contient à peu près autant d'inexactitudes que de mots. Un piédestal! Singulier témoignage d'estime que de faire à quelqu'un les honneurs du code pénal, même avec une place à part. Le porte-parole de la commission a voulu montrer à quel point il s'élevait au-dessus des préjugés de caste, il a fait couler l'égalité à pleins bords. Il n'a que mépris pour les beaux messieurs qui se battent au coin d'un bois. Ce sont des agresseurs vulgaires. Reste à savoir si cette assimilation serait approuvée par le sentiment public, qui n'a pas tout à fait cependant perdu la notion de ce qui est juste. Ce vulgaire agresseur, veuillez ne pas l'oublier, a devant lui l'épée d'un adversaire qui a consenti à croiser le fer. Quant à la rixe de cabaret, pour laquelle notre rapporteur laisse percer une visible indulgence et qu'il nomme, non sans hardiesse, une lutte en règle, elle a généralement ce caractère que l'une des parties désarmée est assaillie à l'improviste par l'autre. Dès qu'il y a consentement, en revanche, et lutte loyale, peu m'importe que l'affaire se règle au couteau à la porte d'un café ou à l'épée dans une clairière; il y a duel, et le législateur ferme les yeux à la lumière s'il ne reconnaît pas la différence qui sépare cet acte de l'agression ordinaire.

Mais là n'est pas la question. Quelle est la portée obligatoire d'un semblable document, voilà ce qu'il importe de rechercher. Un duel a eu lieu sur terre genevoise, le parquet a poursuivi, que vont faire les juges? Croiront-ils de leur devoir d'interpréter la loi d'après les travaux préparatoires, s'estimeront-ils liés par les étranges affirmations que je viens de critiquer, bref seront-ils tenus de prononcer contre le duelliste les peines ordinaires de l'assassinat ou des coups et blessures (car notre code ne connaît pas l'excuse tirée du consentement de la victime)? Les juges chez nous sont des jurés, et je suis convaincu qu'en pareille aventure le jury, sans s'embarrasser de toutes ces questions, acquitterait haut la main parce que la peine lui semblerait injuste; et pour cette fois il aurait raison. Mais si, par impossible, il venait à condamner et si l'arrêt était déféré à la Cour de cassation cantonale, cette juridiction n'aurait pas deux voies à suivre. Faisant sienne la première jurisprudence de la cour française, qui se trouvait, elle aussi, en face de l'assertion d'un rapporteur, elle devrait dire ceci: L'opinion d'une commission ou de son organe n'a ni force de loi

Digitized by Google

ni caractère impératif d'aucune sorte, elle laisse la question entière. La loi pénale s'interprète strictement et par elle-même, tel est le principe; or, le code de 1874 n'a incriminé ni le duel ni les lésions en duel, donc ces faits ne constituent ni crime ni délit [1]).

Il est vrai que la rareté du duel en Suisse ôte à la question toute importance pratique. A Genève, notamment, il est à peu près inconnu et de mémoire d'homme on n'en pourrait citer d'exemple. Parfois quelques bretteurs venus de l'étranger croient trouver sur notre territoire un champ-clos favorable, mais la police renvoie ces amateurs par delà la frontière sans leur laisser le temps de s'aligner. Cette éclipse du duel, peut-être momentanée, justifie-t-elle le procédé qui consiste à le rayer du code pénal? Je ne le crois pas. De ce qu'un article de loi n'est pas souvent appliqué, il n'est pas toujours permis de conclure qu'il soit superflu, surtout lorsque l'infraction qu'il vise a des caractères spéciaux assez accentués pour ne pouvoir être sans injustice confondue avec les délits les plus voisins d'elle. Mieux vaut donc une disposition précise, ne dût-on s'en servir qu'une fois par siècle, qu'une loi muette et plaçant le juge dans cette alternative: impunité ou assimilation à l'assassinat.

III.

D'où provient cette rareté relative et pourquoi la maladie du duel ne s'est-elle pas propagée en Suisse, au moins pas à l'état endémique; pourquoi nous autres Romands surtout, qui sommes si près de la France, n'avons-nous pas adopté ses mœurs belliqueuses? Il n'est peut-être pas sans intérêt de le rechercher.

La cause la plus apparente est celle-ci: les carrières où se recrutent d'ordinaire les professionnels de l'épée et du pistolet sont chez nous exercées de façon toute pacifique. On sait que les neuf dixièmes des duels français mettent en présence des députés ou des journalistes. Or, à une époque où la violence et l'invective discréditent un peu partout le régime parlementaire, nous pouvons nous sentir fiers de voir nos petites assemblées fédérales et cantonales résister jusqu'ici à

[1]) Dans le même sens *Gressly,* loc. cit. p. 24. D'avis contraire *Roguin,* loc. cit. p. 787.

Digitized by Google

cette contagion. Elles ne font pas toujours de bonne besogne, certes, mais au moins ne font-elles pas beaucoup de bruit et si l'éclat manque le plus souvent à leurs discussions, on y trouve encore la dignité et le respect de l'adversaire. Le duel parlementaire nous est inconnu et je suppose que personne ne s'en afflige. Quant à nos journalistes, il est bien rare qu'ils s'échauffent outre mesure. Pendant les crises aiguës, périodes électorales ou référendaires, la polémique verse parfois dans la personnalité, sans doute, mais elle n'atteint pour ainsi dire jamais l'insulte. Sérieux nos journaux, sérieux parfois jusqu'à la lourdeur, mais peu agressifs et pas injurieux, rien des Drumont ni des Rochefort. Il faudrait d'ailleurs que l'offense fût bien sanglante pour que l'opinion publique estimât que les gouttes d'encre valent des gouttes de sang.

Je crois, en effet, que nous autres Suisses nous vivons non point à l'abri, mais moins à la merci du préjugé qui pousse sur le terrain tant d'honnêtes gens dont le plus secret désir serait de rester au coin du feu. Plus calmes que nos voisins, plus pratiques peut-être, nous avons l'épiderme moins sensible, ce qui ne veut pourtant pas dire que nous nous laisserions éperonner impunément. Qui a raison et qui a tort; est-ce nous qui avons le sang trop froid, est-ce eux, au contraire, qui sont ombrageux à l'excès et ne confondent-ils pas parfois la blessure de l'honneur avec l'égratignure à l'amour-propre? Je suis dans la cause et ne saurais juger sans partialité. A qui s'en remettre? Anglais et Scandinaves répondraient qu'ils ignorent le duel. Les Allemands seraient peut-être du même bord que nous; rencontres d'étudiants mises à part, ils ne vont guère sur le pré que si le motif en vaut la peine, mais alors ils y vont pour de bon et ne connaissent guère les balles échangées sans résultat et les poignées de main réconciliatrices qui, si souvent, figurent dans les procès-verbaux français.

Mais s'il paraît avéré que les Suisses romands ont l'humeur moins combative que leurs voisins de l'ouest, resterait à trouver la cause du phénomène. L'hérédité, celle de race du moins, n'y est pour rien, car enfin nous sommes de sang gaulois nous aussi, et rien n'indique que les tribus allobroges ou helvètes dont nous sommes issus fussent, plus que les Séquanais ou les Arvernes, paresseuses à jouer du glaive. Ce n'est donc pas affaire d'origine et si notre tempérament s'est modifié

Digitized by Google

pour devenir moins batailleur, c'est peu à peu sous l'action continue de la coutume. Loin déjà dans le passé, le contraste se dessine dans les mœurs. Tandis que la monarchie française se voit, par la fréquence des combats singuliers, forcée d'user de rigueur contre les duellistes, tandis que les édits draconiens se succèdent et que, pour épargner le sang de la noblesse, on use parfois de l'échafaud, ce remède homéopathique, rien dans notre histoire ne témoigne que le duel ait jamais été tenu pour un danger public. Les traditions chevaleresques, dont il est le dernier vestige, ne pouvaient s'implanter dans une république patriarcale et bourgeoise où les citoyens ne portaient guère les armes que pour protéger leur ville. Les occasions de querelles particulières étaient ainsi rendues moins fréquentes et d'ailleurs les préoccupations étaient tout autres. Le souci constant de la petite patrie menacée, l'intensité du sentiment religieux sous Calvin et après lui, tout concourait à enlever aux Genevois d'autrefois le goût de ferrailler les uns contre les autres. On sentait alors, comme aux débuts de la république romaine, que le sang d'un défenseur de la cité était denrée trop précieuse pour être gaspillée. Et lorsque l'âge héroïque, le temps des luttes pour l'indépendance et de la ferveur religieuse a pris fin, le pli était pris, les mœurs pacifiques invétérées; elles durent encore et je ne crois pas qu'il faille s'en lamenter.

Au surplus, le problème est-il bien posé? Est-il légitime d'opposer, comme je viens de le faire, la Suisse débonnaire à la France belliqueuse? N'ai-je pas été, après tant d'autres, la dupe de ce mirage qui de loin fait confondre le territoire avec la capitale, la France avec Paris? C'est dans cette ville seulement que la mauvaise herbe du duel trouve son terrain de prédilection. La province n'a pas adopté les mœurs du chef-lieu, au moins en ce qu'elles ont de bruyant et d'outrancier; elle est restée calme, elle nous ressemble un peu; peut-être même sommes-nous plus près d'elle qu'elle ne l'est de sa propre capitale.

Dans cette dernière, un trait de mœurs achève de favoriser l'épanouissement du combat singulier, c'est la fréquence des querelles amoureuses. Dans beaucoup de rencontres, dans celles même où pour la galerie un autre prétexte est mis en avant, les gens avisés cherchent et trouvent la femme. Ainsi,

Digitized by Google

de nos jours comme au temps de la chevalerie, il est de mode que les affaires de ce genre se dénouent par les armes. Est-ce, comme disent les Italiens, un effet de retour atavistique? On serait presque tenté de le croire, tant le phénomène est par lui-même difficile à expliquer. Sans doute, la première tempête de la colère pousse à vouloir supprimer le rival préféré. Mais un duel ne s'improvise guère et, pendant les pourparlers d'usage, le moyen choisi doit paraître bien singulier à qui réfléchit aux conséquences de ses actes. Se faire tuer pour l'infidèle, c'est, pour se faire regretter, un moyen un peu radical. En cas de combat heureux, au contraire, c'est l'autre, mort ou blessé, qui devient intéressant, et même sain et sauf son prestige s'augmente du péril couru et du courage déployé. Mais, encore une fois, à quoi bon raisonner ce qui n'est pas raisonnable? — Ces sortes d'affaires sont chez nous à peu près sans exemple; non certes que nous soyons des saints, mais la femme, celle du moins pour laquelle on est le plus exposé à se battre, et ce n'est généralement pas la meilleure, joue dans notre existence un rôle moins prépondérant peut-être et surtout moins en vue. Nous n'avons pas encore de journaux pour nous renseigner jour après jour sur les menus incidents de l'existence de celles qu'on appelait jadis les filles de joie. Je n'affirme pas que nous soyons moins vicieux; je constate seulement que nous sommes plus discrets.

IV.

La disposition légale qui incrimine le duel doit le soumettre à des règles *spéciales*. Il n'est pas permis de le jeter pêle-mêle avec d'autres infractions, dont ses caractères spécifiques, l'acceptation des risques et la convention préalable qui exclut toute surprise, le séparent nettement. On ne peut donc approuver ni le procédé du législateur vaudois [1]), qui en a fait une simple variété du délit de «batterie», ni surtout celui du code du Tessin qui, appliquant le droit commun, punit pour assassinat ou blessures volontaires et déclare formellement que le duel n'est pas une excuse aux yeux de la loi (ce qui exclut même l'application de la disposition sur le meurtre d'un consentant). Le système du code tessinois aboutit donc en pra-

---

[1]) C. pén. vaudois, art. 247.


Digitized by Google

tique aux mêmes résultats que le silence du code français, tel du moins que la Cour de cassation l'interprète dans sa dernière jurisprudence.

C'est à cette même solution, un peu atténuée pourtant dans sa rigueur, que, dans un écrit récent, s'est rallié Binding [1]. La loi pénale, à l'entendre, fait fausse route lorsqu'elle érige en délit *sui generis* l'acte même de se battre en duel. Ce fait n'a pas la netteté, l'unité voulue pour servir en lui-même de base d'incrimination. Le duel n'est pas un délit, comme le serait par exemple le meurtre en duel; c'est une forme, un cadre qui renferme toute une série d'actes très différents dans leur gravité effective comme dans leur moralité. Tous les degrés s'y trouvent, depuis le simple cas fortuit (rupture d'une lame dans un assaut de salle) jusqu'à l'assassinat ordinaire, en passant par le meurtre, les lésions corporelles et par la tentative de ces infractions. Il n'est donc pas juste de soumettre à une seule et même pénalité des faits aussi disparates; il est notamment des cas où la *custodia honesta* du code allemand, la peine de la forteresse, apparaît comme un privilège absolument immérité. Bref, la vérité est dans le retour au droit commun. Seulement, comme il est équitable après tout de tenir compte de la régularité du combat et du consentement de la victime, le juge devrait avoir la faculté, mais non l'obligation, d'abaisser la peine d'un degré.

Que le duel soit une notion archi-complexe, nul n'en doute; que sous cette étiquette uniforme se dissimulent des espèces très diverses, tant par l'intention que par le résultat, c'est incontestable. Mais est-ce là un phénomène isolé en législation pénale? Non certes. Tous les délits ont leurs faces et leurs degrés variant parfois à l'infini et j'en sais un tout au moins qui, à cet égard, laisse le duel bien loin derrière lui, c'est l'incendie volontaire, véritable boîte à surprises, où l'on peut découvrir presque tous les mobiles et tous les résultats imaginables. De celui qui ne veut que frauder l'assurance jusqu'à celui qui attente sciemment à la vie d'autrui; de la destruction d'une meule de foin jusqu'à l'anéantissement d'une ville entière, toutes les transitions s'y rencontrent. En a-t-on

---

[1]) *Zweikampf und Ehrengericht,* dans la Deutsche Juristen-Zeitung, 1er janvier 1897, p. 2.

Digitized by Google

jamais pris occasion pour lui refuser son état-civil de délit indépendant?

Le législateur ne peut ni ne doit aspirer à la simplicité parfaite. Fût-il, d'ailleurs, au moyen d'une casuistique effrénée, parvenu à subdiviser les notions à l'infini, à réduire à leur plus simple expression les éléments de chaque fait délictueux, que la diversité des mobiles viendrait rendre tout ce travail illusoire. Il y a dans la loi un degré de complexité inévitable et ce degré, je ne crois pas que la notion du duel le dépasse. A vrai dire, plus un délit est complexe, plus le législateur doit mettre le juge à même de tenir compte de toutes les variétés possibles; il doit élargir le pouvoir appréciateur du magistrat, il doit, si possible, lui donner l'option entre plusieurs peines. La complexité du duel une fois constatée, Binding aurait donc pu en déduire cette conclusion: Le mode de répression admis par le code allemand est trop uniforme; je ne crois pas, en revanche, qu'il soit fondé à en tirer celle-ci: Le délit de duel doit être rayé de la législation pénale.

Encore s'il était vrai que l'on pût sans injustice assimiler chaque variété du duel à la catégorie correspondante des délits ordinaires contre la personne. Mais il n'en est rien. Dans chaque cas, la différence essentielle, celle qui dérive du consentement réciproque, persiste et met obstacle à cette identification. Aussi lorsque Binding demande: Ne faut-il pas voir un assassin pur et simple dans celui qui, conscient de son écrasante supériorité aux armes, se fait à dessein provoquer par un moins habile afin de pouvoir le tuer impunément? je crois que même dans ce cas, le plus louche de tous, la réponse négative s'impose. L'assassin ne demande pas à sa victime de le suivre sur le terrain; il ne lui donne pas une arme; il guette et frappe à l'improviste. Quelque vile que puisse être son intention, ce duelliste n'*agirait pas* comme l'assassin. Il ne garde que les apparences de la loyauté, c'est possible, mais en faisant ainsi, d'une part, il renonce à l'avantage de l'attaque imprévue, d'autre part, et si flagrante que soit sa supériorité, il court des risques sérieux. A l'épée, les novices sont toujours à craindre, peut-être parce qu'ils ne voient pas le danger; au pistolet, le sort peut favoriser l'adversaire en l'appelant à tirer le premier. — Il y a donc, même là, des caractères spécifiques qui justifient l'incrimination séparée; et ce qui est vrai dans cette hypothèse l'est *a fortiori* dans toutes les autres.

Digitized by Google

Et puisque j'en suis venu à argumenter contre mon respecté maître de Leipzig, je voudrais, ouvrant ici une parenthèse, expliquer pourquoi, sur un autre point encore, j'ai le regret de me trouver en dissentiment avec lui. Il s'agit de la façon d'envisager l'honneur dans ses rapports avec l'injure. Pour Binding [1]), le trésor idéal de notre honneur personnel est absolument inviolable; seul entre tous nos biens, il défie toute atteinte venant du dehors; la calomnie ne l'entame pas, l'injure imméritée moins encore; elle entache l'honneur de l'offenseur, mais laisse intact celui de l'offensé. Ce qu'elle touche chez ce dernier, c'est autre chose, c'est le besoin d'estime, c'est la volonté jalouse de voir son honneur entouré de considération; elle est donc essentiellement une atteinte à la volonté. Malheur à qui croit le contraire! à qui pense que son honneur est à la merci du premier venu, à qui craint à chaque instant de se le voir ravi par le propos moqueur d'un badaud. Qu'il sait peu de chose du véritable honneur, celui-là, de cet honneur qui, une fois possédé et compris, donne le calme de la force! Poussée ainsi jusqu'à l'hystérie, la susceptibilité du point d'honneur va jusqu'à troubler l'intelligence. Pour qui pense, au contraire, que l'honneur est intangible, qu'il n'a jamais besoin de réparation, le duel devient déraisonnable autant que criminel et l'atteinte subie par la volonté d'être considéré est suffisamment guérie par une décision de justice, revêtue de la plus large publicité.

Ainsi, comme une plante de serre chaude qui se rit de la bise et de la gelée du dehors, notre honneur intime, confortablement à l'abri de toute atteinte extérieure, serait absolument distinct de la bonne renommée, et me sachant honni et méprisé par tous, je pourrais, fort de mon innocence, penser que mon honneur est intact. Je ne sais si je sacrifie au préjugé, mais cette conception élevée, surhumaine, du sentiment de l'honneur, n'est pas la mienne; l'éloquence entraînante de Binding ne m'a pas convaincu et j'ai conscience d'être du nombre de ces malheureux qu'il plaint de n'avoir pas su trouver la paix avec la vérité.

Je crois le sentiment de l'honneur plus complexe, je crois que cette soif de l'estime, ce besoin de voir ma dignité recon-

[1]) Loc. cit. p. 5 et surtout *Die Ehre und ihre Verletzbarkeit*, Leipzig, 1892, p. 24 et s.

Digitized by Google

nue par ceux qui m'entourent, fait partie intégrante de ce qui est mon honneur[1]). En d'autres termes, s'il est malheureusement prouvé qu'on peut être honoré sans être honorable, je doute que sans être honoré on puisse se sentir en possession de l'intégrité honorifique. Nous portons à toute heure un jugement sur notre propre valeur morale et si cette sentence est favorable, notre sentiment de l'honneur est satisfait. Mais cet honneur, fragile comme la sensitive, peut recevoir des blessures de toute sorte et de toute provenance.

Il est atteint par tout acte jugé par nous blâmable, que cet acte ait été commis par nous-mêmes ou par ceux dont nous nous sentons solidaires, ceux dont nous répondons, ceux qui portent notre nom, et cela même si cet acte est resté ignoré de tous. Indépendant ici de la considération extérieure, l'honneur souffre, bien que la réputation soit restée intacte.

Il est atteint aussi par contre-coup par tout ce qui touche à la bonne renommée. La calomnie, l'injure, même gratuite, modifient dans une certaine mesure le jugement que je porte sur moi-même; je m'en veux de l'accepter, je me sens déchu pour l'avoir subie, bref je ne suis plus en possession paisible de mon honneur, je ne m'honore plus pleinement moi-même. Je sens aussi que ces faits ont pu modifier le jugement que portent sur moi ceux à l'opinion desquels je tiens; ils peuvent ajouter foi à l'imputation et me condamner; même sachant combien l'injure ou la calomnie est dénuée de fondement, ils peuvent me blâmer de la subir et croire à ma prudence excessive, plutôt qu'au calme puisé dans le sentiment de ma supériorité sur l'offenseur. Bref, une sorte de réprobation pèse sur moi, qui ne peut pas ne pas influer sur l'idée que j'ai de ma valeur personnelle et je me sens déprécié à mes propres yeux comme à ceux des autres. — D'ailleurs, outre la calomnie, outre l'injure verbale, il y a l'injure matérielle plus cuisante; qui dira qu'un soufflet laisse l'honneur intact? Il y a d'autres atteintes plus douloureuses encore; ceux que frappe la séduction ou l'adultère peuvent-ils planer au-dessus de l'offense et se sentir réconfortés par la pensée que le séducteur étant un misérable, c'est lui qui a perdu l'honneur?

---

[1]) Dans ce sens *v. Korwin-Dzbanski,* loc. cit. p. 14, qui adopte cette formule: Die Ehre ist subjektiv ein Geschätztseinwollen... und objektiv ein solches wirkliches Geschätztsein.

Digitized by Google

Mais, objectera-t-on, en brisant ainsi toute barrière entre l'honneur interne et l'honneur externe, ne vous mettez-vous pas en contradiction avec vous-même? Vous affirmez que l'honneur est solidaire de la bonne renommée; ne sanctionnez-vous pas ainsi pleinement ce préjugé du duel contre lequel vous vous êtes élevé dans vos premières pages? A ce reproche plus spécieux que fondé je réponds:

Non; car, en premier lieu, s'il est vrai que l'honneur souffre de la blessure faite à la réputation, il n'en ressort pas que le duel soit le vrai remède. Le recours aux tribunaux peut être efficace. Il le serait davantage s'il se généralisait, si les honnêtes gens s'entendaient pour créer dans ce sens un courant d'opinion, pour faire admettre la condamnation de l'offenseur comme une réparation suffisante. Il le serait plus encore, si les peines qui frappent la calomnie et l'injure, rendues plus rigoureuses, étaient appliquées d'une main plus ferme et toujours rendues publiques.

Non; car l'opinion publique, celle qui crée le préjugé, c'est l'opinion du premier venu, celle qu'on peut et qu'on doit dédaigner. Chercher à la satisfaire, c'est vouloir se faire l'ami de tout le monde, c'est manquer de caractère et de dignité. Se battre pour lui céder, c'est risquer sa vie par pure gloriole et pour une offense souvent chimérique. La bonne renommée, au contraire, celle à laquelle notre honneur est lié, c'est le jugement porté sur nous par nos pairs, par ceux dont nous reconnaissons la compétence, par ceux dont l'approbation nous est précieuse et nécessaire. Un sacrifice ne doit pas nous arrêter quand il s'agit de la garder intacte.

J'accorde que la limite est délicate à tracer; j'accorde qu'il est difficile souvent de distinguer entre la voix de l'honneur et celle du préjugé, et c'est encore une des raisons qui donnent à ce dernier tant de puissance; il confine à un sentiment infiniment respectable; je concède enfin que les idées de Binding ont sur celles que je défends l'avantage apparent de la simplicité. Mais les formules les plus courtes ne sont pas toujours les plus exactes, surtout en présence de faits complexes, et celle qui dit: L'honneur est inviolable, ne me paraît pas conforme à la réalité des choses.

Digitized by Google

V.

Il ne suffit pas d'avoir prévu le duel, de lui avoir donné l'existence indépendante à laquelle il a droit; il faut encore, et c'est là surtout que la tâche du législateur devient malaisée, il faut trouver le *mode de répression* qui lui convient.

Mais avant de punir, n'est-il pas possible de prévenir, en créant, pour apaiser les querelles et donner satisfaction à l'offensé, une autorité spéciale, assez respectée, assez impartiale pour que chacun s'incline devant ses décisions? Bref, ce que la monarchie française a cherché à faire au moyen du Tribunal des maréchaux [1]), notre siècle ne pourrait-il le réaliser avec les jurys d'honneur?

Dans sa *Sociologie criminelle* [2]), Ferri se prononce en faveur de cette tentative. Il voit dans l'institution de ces tribunaux extraordinaires un «substitutif pénal», une mesure destinée, sinon à faire disparaître le duel, du moins à en faire décroître beaucoup la fréquence. La loi répressive est, selon lui, sans aucune efficacité. Que les tribunaux appliquent une loi spéciale ou qu'ils assimilent le duel aux délits ordinaires, on n'a jamais observé que les rigueurs de la justice aient amené la moindre diminution dans le chiffre des combats, ni que la clémence des magistrats ait jamais produit l'effet contraire. La solution du problème n'est donc pas dans le code, elle est dans la création de jurys d'honneur [3]) dont le fonctionnement peut se décrire ainsi: Obligation, avant de recourir aux armes, de soumettre à ce tribunal le fond de la querelle. Il peut déclarer la rencontre inévitable et dans ce cas les combattants seront à l'abri de toute peine; ainsi sanctionné, le duel sérieux et loyal pourra même avoir un effet bienfaisant, s'il remplace dans les classes populaires la rixe et le guet-apens. Le jury a-t-il au contraire estimé qu'il n'y avait pas lieu à combat, les duellistes qui auront passé outre (ceux aussi, je pense, qui se se-

---

[1]) Voir *Cauchy*, Du duel, Paris 1846, II, p. 201; *Garraud*, Traité, IV, p. 301, note 5; *F. Hélie et Chauveau*, Théorie, III, p. 494.

[2]) P. 237, note 2.

[3]) Dans le même sens *v. Korwin-Dzbansky*, loc. cit., p. 35, mais avec cette notable différence que les juges seraient, d'après lui, choisis par les parties.

Digitized by Google

ront battus sans nantir l'autorité) seront poursuivis et punis d'après les lois ordinaires.

Sous cette forme, l'institution ne me paraît pas viable. Excellent, lorsque les parties le constituent de leur propre initiative et désignent leurs arbitres, le jury d'honneur est inadmissible en tant que juridiction forcée. L'Etat, l'Etat actuel tout au moins, n'a pas pouvoir pour trancher d'office des problèmes de cet ordre; il ne peut d'ailleurs faire dépendre d'un recours préliminaire aux tribunaux la répression ou l'impunité d'un acte. Dans une matière d'ordre intime, peut-il obliger les parties à se conformer à la décision de juges qu'elles n'ont pas choisis, et qu'est-ce qu'un jury d'honneur s'il n'est pas basé sur la confiance? Nous voici devant la grosse difficulté: comment composer ces tribunaux officiels du point d'honneur? La loi y pourvoira elle-même, répond Ferri, et les garanties de sérieux seraient suffisantes, « si l'on disait par exemple que de tout jury devrait faire partie le maire de la ville ou bien le président du Tribunal, etc. ». Est-ce bien certain, Ferri lui-même en est-il bien convaincu et l'*etcætera* qui termine cette trop courte énumération ne révèle-t-il pas chez mon excellent collègue un peu d'embarras lorsqu'il s'agit de recruter ses jurés? Mais, pour prendre le peu qu'il nous donne, je doute qu'il suffise d'être un administrateur municipal intègre, ou même un magistrat consciencieux, pour posséder sur les questions d'honneur des lumières éblouissantes. Ce n'est pas la situation officielle qui fait ici le bon juré, c'est l'autorité du caractère. Je sais bien des maires à qui je remettrais mon honneur volontiers, mais ce n'est pas parce qu'ils sont maires; j'en sais d'autres que je récuserais pour incompétence.

Plus pratique, plus terre à terre si l'on veut, est le moyen préventif en usage en Angleterre [1]). Le provoqué va tout simplement trouver un magistrat qui, sur sa requête, oblige l'autre partie à promettre sous caution que la paix ne sera plus troublée. Je doute pourtant que cette procédure s'acclimate de longtemps sur le continent. Nous ne sommes pas encore assez au-dessus du préjugé pour ne pas voir de mauvais œil celui qui, dans une affaire d'honneur, va chercher la police.

[1]) Voir *Craies,* Du duel en droit anglais, etc., dans la Revue de droit international privé, 1891, p. 68.

Digitized by Google

Puisque les tentatives pour prévenir restent infructueuses, puisque les duels ont lieu, sur quelle pénalité doit s'arrêter le choix du législateur? Sur ce point, les opinions divergent jusqu'à la fantaisie. Schopenhauer [1]) n'a-t-il pas proposé de fouetter les duellistes en public, pour décourager leurs imitateurs possibles? Je cite encore, pour son étrangeté, un projet de loi remontant à l'époque révolutionnaire [2]), qui veut interner pour quelques années les combattants dans une maison de santé. N'est-ce pas plutôt ce législateur ingénieux qui aurait eu besoin d'y faire une petite halte? Un maître d'armes [3]), célèbre à son heure, et qui avait pris le duel en sainte horreur après y avoir quelquefois goûté, demande pour la provocation sans motif légitime des peines flétrissantes. Cette erreur est excusable chez un non-juriste, mais que dire des législateurs [4]) qui y tombent et privent les duellistes de l'exercice des droits civiques, guidés, je pense, dans ce choix par l'idée saugrenue de frapper dans son honneur juridique celui qui s'est montré trop chatouilleux dans son honneur personnel.

Le duel, bien plus encore que le délit politique, étant le délit des honnêtes gens, la voie semble toute tracée. Il s'agit tout simplement de puiser dans la provision des châtiments la peine la plus ménagère de l'honneur. Par malheur, l'arsenal n'est pas riche et trois modes de répression, sans plus, s'offrent au choix: Bannissement, peine pécuniaire, privation de liberté. J'écarte d'emblée le premier, injustifiable en général, inapplicable en l'espèce; l'Etat n'a aucun intérêt à se priver à long terme d'une force utile. Pourquoi soumettre au même mode de répression le délinquant politique et le duelliste? Ce dernier ne menace ni l'existence de l'Etat, ni la forme du gouvernement; quel danger peut créer sa présence sur le territoire? Outre ses inconvénients habituels, cette peine encourt de plus, en Suisse, le reproche d'inconstitutionnalité. — L'amende a du bon [5]), puisqu'il s'agit d'un délit souvent inspiré par la vanité et le désir de jouer un rôle, d'un délit dont les auteurs sont généralement gens solvables; il n'est pas mauvais qu'ils apprennent

---

[1]) Voir *Gressly*, loc. cit., p. 116.

[2]) Cité par *F. Hélie*, III, p. 500.

[3]) *Grisier*, Les armes et le duel, Paris 1847, p. 139 et s.

[4]) Code du *Valais*, art. 240.

[5]) En sens contraire, *Gressly*, l. c., p. 121.

Digitized by Google

à leurs dépens ce qu'il en coûte de jouer au chevalier moyen âge. Tel va sur le terrain par pure jactance, que la perspective d'une forte somme à débourser retiendrait peut-être. Mais, excellente pour servir d'appoint, la peine pécuniaire n'est pas à elle seule, dans les cas graves du moins, une satisfaction suffisante.

Force est donc d'en revenir à la monnaie courante et un peu dépréciée de tout notre système répressif, à l'inévitable peine privative de liberté. Impossible cependant de se dissimuler que ses inconvénients sont plus marqués ici que partout ailleurs, puisque cette peine, sous ses formes habituelles, passe à tort ou à droit pour avilissante et que le duelliste mérite de n'être pas flétri. De là l'idée mise en avant par plusieurs auteurs et réalisée par le code allemand; de là la création d'une *custodia honesta*. Gressly [1]) se prononce dans ce sens, à condition toutefois que les détenus privilégiés soient soumis à une stricte surveillance et que la mesure ne perde pas son caractère répressif. Des craintes se sont manifestées à cet égard en Allemagne [2]) et il y a là un danger qu'on ne saurait méconnaître. D'ailleurs, dans un pays d'égalité comme le nôtre où l'horreur du privilège est poussée parfois jusqu'à l'hydrophobie, je crois que tout essai d'instituer pour certaines catégories de délinquants, pour les duellistes notamment, un mode exceptionnel de répression [3]), serait repoussé avec perte.

Ainsi, les formes les plus rigoureuses de la peine privative de liberté une fois écartées (et cela d'autant plus que dans certains codes elles entraînent forcément la perte des droits honorifiques), reste en tout et partout l'emprisonnement à combiner avec l'amende. On peut donc presque dire du législateur qu'il ne choisit pas la peine du duel, mais qu'il l'accepte faute de mieux, après élimination de toutes les autres.

---

[1]) Loc. cit., p. 119.

[2]) Voir *v. Liszt,* Z., X, p. 60.

[3]) La *custodia honesta* n'est connue que dans bien peu de cantons (voir *Stooss,* Grundzüge, I, p. 325). Seuls Berne et Neuchâtel l'appliquent au duel et non sans prudence comme nous le verrons plus loin. Le projet de code pénal suisse ne crée pas de répression privilégiée. *Stooss* (Motive, Allgemeiner Teil, 1893, p. 40) explique cette abstention par le caractère démocratique de nos usages.

Digitized by Google

Reste à la mesurer et ce n'est guère plus facile. Il est vrai que sur un point tout le monde est d'accord; répression modérée, tel est le cri général [1]; on dénonce l'inefficacité des lois trop sévères et Gressly [2] fait très justement observer qu'il est en pratique trois moyens de les éluder: 1° Le plus radical consiste à ne pas poursuivre; c'est le plus fréquemment mis en usage. 2° Le plus légal consiste à acquitter ou bien à transformer la peine prévue en une autre moins rigoureuse, par exemple par le jeu des circonstances atténuantes. 3° L'*ultima ratio* enfin, c'est la grâce qui agit ici comme correctrice de la loi trop dure, c'est dire qu'elle est déviée de son but.

Mais cette peine empreinte d'une prudente modération, le législateur doit-il la graduer lui-même? doit-il, à l'intérieur de la notion du duel, établir des échelons successifs, à chacun desquels correspondra un degré dans la répression? C'est le procédé législatif le plus usuel. Pour la création de ces subdivisions, on peut utiliser deux critères différents mais susceptibles d'être combinés; tantôt on tient compte de l'intention présumée, tantôt on s'attache à la gravité du résultat. L'un comme l'autre, ces deux procédés me paraissent aboutir à tout autre chose qu'à la justice.

Prenons la méthode objective d'abord, c'est de beaucoup la plus fréquemment employée. Rigoureusement appliquée, elle conduit à distinguer les degrés suivants: 1° Peine du duel simple; 2° Peine du duel n'ayant eu pour suite que des lésions légères; 3° Peine du duel ayant occasionné des blessures graves; 4° Peine du duel à issue mortelle [3]. Le juge est donc étroitement lié et doit, une fois la gravité du résultat matériel constatée, appliquer la répression correspondante. Méthode vicieuse, parce que les résultats ainsi tarifés peuvent être non conformes, peuvent même être directement contraires à l'intention de l'au-

---

[1]) Les *Cahiers des Etats généraux* de 1789 contiennent déjà des vœux en ce sens. *Garraud,* Traité, IV, p. 301, note 5, cite celui du clergé de Dax, ainsi conçu: La sévérité des lois contre le duel rend ces lois entièrement inutiles dans ces circonstances. Le Roi sera supplié d'en faire de plus douces et d'en assurer l'exécution en refusant toutes les lettres de grâce et en n'admettant pas de distinction entre duel prémédité et duel de rencontre.

[2]) Loc. cit., p. 119.

[3]) Voir par exemple Code de *Lucerne,* 176.


Digitized by Google

teur. Il y a un élément d'incertitude dans tout délit, c'est évident, et nul n'est maître de réaliser à un iota près ce qu'il s'est proposé d'accomplir. Dans certains cas toutefois, et faute d'une base d'évaluation plus solide, on comprend à la rigueur que la peine soit dans la loi mesurée d'après la gravité du résultat. C'est notamment ce qui a lieu pour les lésions corporelles ordinaires. Là, celui qui frappe peut jusqu'à un certain point mesurer ses coups; il choisit son moment, il a l'avantage de l'initiative et s'attaque le plus souvent à un homme désarmé. Rien de semblable dans le duel, dans le duel à l'épée surtout qui est le combat classique en pays français. Ici tout est aléatoire; point de victime désignée d'avance; l'adversaire est non seulement sur ses gardes, mais en garde, il tient une arme, il résiste et menace. Ainsi face à face, les deux antagonistes font ce qu'ils peuvent et non ce qu'ils veulent et il serait chimérique de prétendre que dans cette lutte à armes égales chacun est maître de placer et de mesurer son coup comme bon lui semble. Celui que je voulais perforer d'outre en outre pare la botte foudroyante que je lui porte; celui que je désirais ménager se jette et s'embroche sur mon fer. Au pistolet, combien sont-ils les tireurs qui peuvent d'avance mesurer l'effet de leur décharge et dire si la blessure sera légère ou mortelle? Celui dont la balle n'a fait qu'effleurer la tête de son adversaire peut, si l'on regarde à l'intention, être plus coupable que celui qui a blessé ou tué le sien. A tout cela si l'on ajoute encore les effets déconcertants de la maladresse, de la peur et de la surexcitation nerveuse, on arrive à cette conclusion: Mesurer la peine d'après les effets du combat, c'est s'exposer à punir le duelliste pour ce qu'il n'a pas voulu, pour ce que le hasard seul a produit.

Le remède est simple, peut-on penser; il suffit d'avoir recours au critère subjectif et de doser la répression d'après l'intention des coupables. Le malheur veut que, pour le législateur tout au moins, ce procédé soit à peu près impraticable, car l'un des traits typiques du délit qui nous occupe, c'est non seulement l'incertitude qui règne sur cette intention, mais encore son infinie variété. Comment tabler sur ce que s'est proposé le duelliste, alors que, dans nombre de cas, lui-même n'est pas bien au clair à cet égard. L'intention de tuer est rare; même dans le duel à mort, que certains codes traitent plus

Digitized by Google

sévèrement, les adversaires n'en veulent pas toujours à la vie l'un de l'autre et dans leur for intérieur ne souscrivent pas toujours à la rigueur des conditions. L'intention de blesser même n'est pas constante; beaucoup de duellistes n'ont qu'une préoccupation, celle de voir leur réputation sortir intacte de l'aventure; ce qui dès lors leur importe avant tout, c'est le souci de leur maintien et tout le reste leur paraît accessoire; ils vont sur le terrain parce qu'ils ne veulent pas reculer et voient dans la rencontre le seul moyen honorable de vider le différend; le combat une fois engagé, ils font de leur mieux pour rester indemnes, tout en ménageant, par crainte des suites fâcheuses, un adversaire auquel souvent ils n'en veulent guère.

Bref, entre l'homme outragé et altéré de sang et celui qui dans toute l'affaire ne voit qu'une porte de sortie, tant de nuances sont possibles, qu'on ne saurait demander au législateur le plus perspicace d'en tenir compte. Aussi les codes se bornent-ils à ériger parfois en circonstance aggravante l'intention de donner la mort. Ce qui contribue encore à obscurcir la situation, c'est la diversité des intentions en présence; deux délinquants sont face à face, mais l'un ne veut pas ce que veut l'autre. Offensé et offenseur ne poursuivent pas le même dessein; l'un s'engage à fond, l'autre tire en l'air ou se borne à la stricte défensive.

La meilleure solution ne serait-elle donc pas celle-ci: le législateur renoncerait à créer des catégories plus ou moins arbitraires, à parquer le juge dans des compartiments fermés. Il se dirait que, dans un domaine où l'aléa règne en maître, la précision mathématique et la casuistique minutieuse ne sont pas de mise; il se dirait qu'après tout la recherche de l'intention, l'appréciation du résultat dans ses rapports avec la volonté des parties est besogne judiciaire. Il se bornerait donc à édicter pour tous les cas de duel un seul et même mode de répression, quitte à laisser au juge une très large marge, quitte à lui donner même le choix entre plusieurs peines, de façon à lui permettre de tenir compte de l'infinie variété des espèces. J'accorde que cette méthode présente un double danger[1]): Le juge trop clément au duelliste pourra dans un cas grave pro-

[1]) *Gressly*, loc. cit., p. 28, se prononce contre elle.


Digitized by Google

noncer une peine dérisoire; le juge trop systématiquement hostile au duel aura beau jeu pour frapper fort, même si l'affaire est sans importance. Mais, entre deux textes dont l'un est susceptible seulement d'être faussé dans son esprit par un magistrat peu judicieux ou partial (et quelle loi est à l'abri d'un tel risque?), tandis que l'autre peut obliger le meilleur des juges à prononcer une condamnation qu'en conscience il croit imméritée, j'avoue que toutes mes préférences vont au premier.

VI.

Pour justifier mon titre, il s'agit maintenant d'esquisser les traits caractéristiques des lois en vigueur en Suisse. Je puis être bref dans cette revue critique; je puis, sans prétendre à être complet, choisir les points qui me paraîtront les plus dignes d'examen, car, d'une part, le droit comparé suisse en matière de duel a déjà été étudié à diverses reprises [1]), d'autre part, il est un peu tard peut-être pour s'en occuper aujourd'hui. Tout nous permet en effet d'espérer que la mosaïque bigarrée des législations cantonales, ensevelie sous la couche solide d'un droit uniforme, n'excitera bientôt plus d'autre intérêt que celui qui s'attache aux antiquités; et le jour viendra où ceux qui chercheront à reconstituer ce passé de nos institutions pénales s'étonneront que la Suisse ait pu vivre si longtemps sous un régime aussi compliqué.

Il est vrai que la différence des races rend, sur le point spécial que je traite, l'entente législative assez malaisée. Dans leur appréciation du duel, les Germains sont presque toujours influencés et parfois hypnotisés par la préoccupation du combat à la rapière tel qu'il se pratique chez les étudiants d'outre-Rhin et parfois aussi de la Suisse allemande [2]). Je n'ai point compétence pour en parler et ne veux point prendre position dans la controverse qui, alimentée par les variations de la jurisprudence du Tribunal impérial, a régné en Allemagne sur le point de savoir si la rapière est une arme meurtrière et si par conséquent le combat à la rapière est un duel au sens légal du mot. J'avoue qu'il nous est assez difficile, à nous autres,

---

[1]) Voir *Stooss,* Grundzüge, II, p. 29 et s.; *Gressly,* loc. cit., p. 23 et s.; voir aussi *Roguin,* loc. cit., p. 787 et s.

[2]) Voir les *Procès-verbaux* de la Commission des experts, I, p. 341 et s.

Digitized by Google

de prendre au tragique le sport de ces jeunes gens qui, sans trop s'en vouloir et après s'être consciencieusement emmaillotés, se tailladent de temps à autre un petit morceau sur la joue et se font ainsi de très vilaines balâfres dont ils ont la singulière idée de se montrer fiers. Mais même dans le duel sérieux, dans celui qui a une offense pour origine et qui est censé la laver, les usages divergent à bien des égards, tout spécialement sur le nombre et le rôle des auxiliaires. On sait combien les coutumes françaises, celles qui seraient suivies chez nous, sont simples à cet égard. Les deux témoins de l'offensé vont trouver son adversaire qui les met en rapport avec deux représentants de son choix; c'est entre eux quatre que tout se décide, ce sont eux qui règlent les conditions, c'est parmi eux que le sort désigne le directeur du combat. Le duel allemand mobilise au contraire un personnel dont le luxe nous surprend[1]). Outre les seconds (Sekundanten) dont le rôle est à peu près celui de nos témoins pendant la rencontre, outre les porteurs de cartel (Kartellträger) qui sont généralement distincts des précédents, on voit entrer en ligne des personnes chargées par leur seule présence de contrôler la régularité des opérations (Zeugen), plus le directeur suprême du combat (der Unparteiische). Ainsi les mêmes noms ne désignent pas les mêmes emplois; le *Zeuge* allemand n'a rien de commun avec le témoin français et les notions qui ont cours chez les uns ne correspondent à rien chez les autres. Dans ces conditions, la formule est difficile à trouver pour une loi uniforme. Le mieux est encore de ne pas entrer dans le détail et d'éviter de spécifier trop les rôles des divers participants.

Mais revenons à la *lex lata* pour en signaler les points les plus saillants[2]):

---

[1]) Voir par exemple le Code de *Zurich*, art. 94.

[2]) Pour n'avoir pas à citer continuellement les mêmes numéros d'articles, j'indique ici quelles sont dans nos codes les dispositions relatives au duel. Ce sont: *Thurgovie*, art. 264-269; *Vaud*, art. 247-248; *Grisons*, art. 83-86; *Argovie*, art. 131-133; *Valais*, art. 237-244; *Schaffhouse*, art. 118-123; *Lucerne*, art. 176-180 et Polizeistrafgesetz, art. 80; *Obwald*, art. 87 et Polizeistrafgesetz, art. 59; *Berne*, art. 148-149; *Glaris*, art. 105; *Fribourg*, art. 133, art. 376-382; *Zurich*, art. 92-97; *Bâle*, art. 116-120; *Tessin*, art. 322; *Zoug*, art. 79; *Schwyz*, art. 67-68; *Soleure*, art. 110; *St-Gall*, art. 158; *Neuchâtel*, art. 177-182.

Digitized by Google

I. **Incrimination du duel.** On peut, quant à la façon d'envisager le délit qui nous occupe, diviser les codes suisses en cinq groupes:

1° Ceux qui n'en font pas mention. J'ai dit plus haut comment il convenait d'interpréter le silence gardé par Genève et Appenzell Rh.-Ext.

2° Ceux qui, sans punir le duel en lui-même, assimilent expressément les lésions qu'il a causées à celles produites par les autres délits contre la personne. C'est le cas de Tessin qui refuse toute excuse au duelliste.

3° Ceux qui, sans punir le duel en lui-même, frappent d'une peine spéciale, plus douce que celle des délits ordinaires contre la personne, les lésions dont il est la cause (Glaris, Zoug, Schwyz et Soleure, qui ne traite que du cas de mort).

4° Ceux qui frappent le duel lui-même et les lésions en duel de la peine d'une autre infraction. C'est le cas de Vaud, qui applique les dispositions sur la «batterie», y compris l'article 240 lequel punit la rixe sans résultat.

5° Ceux enfin, et ce sont tous les autres, qui punissent comme délit *sui generis* le duel et les lésions qu'il entraîne.

Dans les deux derniers groupes, la peine atteindra donc les deux parties, le blessé aussi bien que l'auteur de la blessure, mais pas avec une rigueur égale; dans les trois premiers, en revanche, le duelliste malheureux ne peut être recherché.

Les *définitions* données par quelques codes ne méritent guère d'être analysées en détail. Plusieurs cantons exigent que le combat ait eu lieu à armes *meurtrières* et l'on sait les difficultés qu'a soulevées l'interprétation de ce terme [1]). Notons encore que d'après Argovie, Lucerne, Obwald et Schwyz, il n'y a duel que s'il y a eu *offense.* Cette restriction, contre laquelle on s'est élevé [2]), a du moins cet avantage qu'elle exclut celles d'entre les rencontres d'étudiants qui ne sont que joutes périodiques et dans lesquelles le ressentiment personnel, l'honneur blessé ne joue aucun rôle.

---

[1]) Voir notamment *Lévi,* Zur Lehre vom Zweikampfverbrechen, Leipzig, 1889, p. 97, et *Gressly,* loc. cit, p. 110.

[2]) Voir *Stooss,* Grundzüge, II, p. 32, et *Gressly,* loc. cit., p. 25.

Digitized by Google

II. **Provocation en duel.** Le fait de lancer ou d'accepter un défi est érigé en délit spécial par les codes de Valais[1]), Schaffhouse et Fribourg (qui laissent cependant provocateur et provoqué impunis lorsqu'avant le commencement du combat ils ont spontanément renoncé à se battre), puis par ceux de Lucerne, Obwald[2]), Zurich, Bâle et St-Gall (qui ne parlent pas du désistement volontaire, c'est-à-dire qui punissent la provocation en elle-même et sans tenir compte du motif pour lequel elle n'a pas eu de suite).

Deux codes mentionnent la provocation, mais ne la punissent que si le duel a eu lieu (Thurgovie[3]) et Grisons). Le silence des autres législations la réduit au rang de simple acte préparatoire.

Bâle et Fribourg aggravent la peine du provocateur s'il s'agit d'un duel à mort, ou si l'intention de tuer ressort du genre de combat choisi.

III. **Les peines du duel.** Lorsqu'il y a eu lésion, tous les codes, sauf Soleure, graduent la peine d'après la gravité du résultat et distinguent entre les éventualités suivantes: Mort, blessures graves (ces deux cas sont parfois confondus), blessures légères (assimilées parfois au cas où les deux adversaires sont restés indemnes). J'ai dit plus haut ce que je pensais de cette façon de procéder; j'accorde que ses inconvénients sont atténués dans la pratique, lorsque dans chaque catégorie le minimum de la peine est plus bas que le maximum de la catégorie inférieure.

---

[1]) Les prescriptions de *Valais* (art. 237 et 242) sont très confuses. Le duel consommé y est défini comme un simple défi; quand donc l'art. 242 parle de désistement volontaire après la provocation, il faut y voir un cas de repentir efficace effaçant la peine déjà encourue du délit parfait.

[2]) Dans *Obwald* (Polizeistrafgesetzbuch, § 59), la notion de la provocation paraît plus étendue que celle du duel lui-même. La première est punissable quel qu'en soit le motif, le second seulement s'il s'agit d'une injure à venger. La provocation est en outre incriminée même au cas où les armes choisies ne sont pas meurtrières.

[3]) L'art. 268 de *Thurgovie* est malaisé à justifier. Il exempte de peine ceux qui, après la provocation mais avant le commencement du combat, se sont désistés spontanément. Mais quelle répression avaient-ils encourue, puisqu'il n'y a pas eu duel?

Digitized by Google

En elles-mêmes, les peines prévues sont d'une sévérité outrée[1]) et trop souvent déshonorantes. Berne seul permet en tous cas l'application de la détention simple (einfache Enthaltung), cette forme de la *custodia honesta,* et les tribunaux, d'après Gressly[2]), usent de cette faculté. Quant au code de Neuchâtel, il a fixé si bas le maximum de la prison civile[3]) qu'il n'a pu l'appliquer au duelliste qu'en l'absence de lésion grave. A part ces deux exceptions, c'est toujours aux formes ordinaires de l'incarcération que nos lois ont recours.

La *réclusion* (Zuchthaus) est employée avec une prodigalité qui choque:

1° Elle est prévue comme *seule peine:*

a) En cas de mort, par Argovie (minimum 4 ans!! maximum 10 ans), Lucerne (minimum 4 mois, maximum 15 ans), Obwald et Glaris.

b) En cas de blessure grave, par Argovie (de 1 à 4 ans).

2° Elle est prévue *alternativement* avec une autre peine privative de liberté:

a) En cas de mort, par Vaud, Grisons, Valais et St-Gall.

b) En cas de blessure grave, par Vaud, Valais et St-Gall.

Les autres codes se contentent, même pour les cas les plus sérieux, d'une peine privative de liberté moins rigoureuse, combinée ou non avec l'amende.

Le duel suivi de blessures légères est partout frappé d'une privation de liberté, souvent cumulée avec une peine pécuniaire. Seul Schaffhouse permet au juge d'opter entre l'emprisonnement et l'amende.

Le duel sans résultat, enfin, est traité presque aussi rigoureusement. Vaud, Obwald, Schaffhouse et St-Gall autorisent seuls le juge à remplacer l'emprisonnement par l'amende (encore le dernier code permet-il le cumul des deux peines). Valais, il est vrai, ne prévoit pas en ce cas l'incarcération du duelliste, mais joint à l'amende la perte des droits politiques.

---

[1]) Dans ce sens *Gressly,* loc. cit., p. 27.

[2]) Loc. cit., p. 34.

[3]) D'après l'art. 23, cette peine ne peut être prononcée pour plus de six mois.

Digitized by Google

La *peine pécuniaire* pourrait être plus largement mise en usage. Neuchâtel est le seul code qui l'applique à tous les cas de duel comme pénalité accessoire et obligatoire; les termes de son article 178 sont même trop absolus; ils enjoignent au juge de prononcer l'amende «contre chacun des duellistes, quel qu'ait été le résultat du duel» et ne permettent donc pas la remise, même en faveur de celui qui a reçu une blessure grave.

Trois législations ont cru devoir fourbir pour l'occasion la vieille arme rouillée du *bannissement*. Ce sont: Fribourg, qui en fait le mode normal de répression et occupe ainsi une place très à part des autres codes. Dans les cas légers, le juge peut choisir entre le bannissement et l'amende et il y a dans cette option entre une simple peine pécuniaire et la privation du territoire quelque chose de peu rationnel. Dans les cas graves, le juge peut cumuler ces deux peines; il le doit s'il s'agit d'un duel à mort. Puis Vaud et Valais, qui, dans les cas de mort et de blessures graves, permettent au tribunal de convertir en bannissement une partie de la peine de l'emprisonnement (mais pas la réclusion). Cette disposition est d'autant plus bizarre dans le code vaudois qu'elle est applicable à ceux qui ont pris part à une rixe ordinaire (art. 244).

Valais fait parmi les moyens répressifs un choix plus étrange encore, en frappant le duelliste de la *privation des droits politiques*. S'il y a de par le monde un délinquant qui paraisse digne de conserver l'intégrité honorifique, c'est pourtant bien celui-là! Cette peine accessoire est d'ailleurs appliquée avec une insigne maladresse. Y a-t-il simple tentative ou duel sans résultat, elle frappe les deux parties indistinctement; dans le cas, au contraire, où le combat a causé la mort ou une blessure quelconque, celui-là seul sera dans la règle privé de ses droits qui a proposé le défi; celui qui l'a accepté n'encourt cette peine que s'il a été le «provocateur de la dispute»!

Mais la palme de l'originalité appartient sans conteste à une disposition du code de Berne (art. 148, alinéa 2), que je signale ici ne sachant trop où la classer, et par laquelle le duel, pourvu qu'il n'ait entraîné ni mort d'homme, ni lésion ayant causé une incapacité de travail de plus de 20 jours, ne peut être poursuivi que sur la *plainte du lésé*. Ainsi l'Etat se

Digitized by Google

met aux ordres de la victime; mais celle-ci s'est exposée sciemment, elle a consenti à la rencontre et c'est après avoir pris part au jeu qu'elle vient dénoncer son partenaire et se plaindre d'avoir été endommagée par lui! Cette victime-là mérite certes peu de voir l'action publique mise à sa merci. Bien plus, la loi bernoise incrimine déjà le seul fait de prendre part au combat; c'est donc aux ordres d'un délinquant que se met l'autorité, et si le lésé porte plainte, il s'expose à être poursuivi et puni lui-même. Aussi est-il permis de croire qu'il n'appellera pas souvent la justice à son aide [1]). Dernière anomalie: Le duel à résultat grave peut être à Berne poursuivi d'office; le duel sans aucun résultat peut l'être aussi, puisqu'il n'y a pas là de victime, donc pas de plainte possible. Ce n'est donc que dans le cas intermédiaire, celui d'une blessure légère, que l'impulsion doit être donnée par la partie lésée.

Notons encore à titre de dispositions caractéristiques:

Celle de Zurich, interdisant les associations qui favorisent le duel et punissant de l'amende la simple affiliation à une société de ce genre.

Celle des codes de Valais, Lucerne, Obwald et Fribourg, d'après laquelle les peines du duel sont applicables même à ceux qui ont été se battre au delà de la frontière, pourvu que le défi ait été lancé et les conditions de la rencontre arrêtées sur le territoire du canton.

Celle, enfin, aux termes de laquelle, même en cas de mort de l'adversaire, Vaud libère de toute peine et Neuchâtel exempte de l'emprisonnement le duelliste grièvement blessé. Vaud donne le motif de cette mansuétude bien justifiable en disant qu'il est suffisamment puni.

IV. **Circonstances aggravantes.** Celles qu'on voit figurer dans nos codes sont les suivantes:

---

[1]) *Gressly,* loc. cit., p. 35, note 17, constate qu'en effet le blessé ne porte jamais plainte contre son adversaire. Il cite le cas d'un étudiant qui, grièvement atteint dans un duel au sabre et voulant prouver que la capacité de travail lui était revenue, se fit avant le vingtième jour conduire en voiture à l'université, rendant ainsi la poursuite d'office impossible. — Est-ce toujours magnanimité pure? ou peut-être la crainte d'être poursuivi en même temps que l'adversaire ne joue-t-elle pas en pareille aventure son rôle plus ou moins conscient?

Digitized by Google

1° *Rigueur des conditions.* La peine est aggravée si les conditions de la rencontre ou le mode choisi pour le combat devaient nécessairement entraîner la mort ou une blessure grave (Thurgovie, Zurich, Neuchâtel), ou encore s'il a été expressément convenu que le combat ne cesserait que par la mort d'un des adversaires et si cette éventualité s'est réalisée (Schaffhouse, Fribourg). Zurich et Neuchâtel vont jusqu'à supprimer en pareil cas toute distinction entre le duel et les délits ordinaires contre la personne, ce qui est injustifiable, puisqu'ici la victime connaissait ces conditions trop rigoureuses et y avait expressément souscrit.

2° *Intention de tuer.* Bâle et Zoug prévoient au lieu de l'emprisonnement la réclusion jusqu'à 10 ans lorsque, l'un des combattants ayant succombé, l'intention de lui donner la mort peut être établie chez son adversaire.

3° *Futilité des motifs.* En cas de duel ayant entraîné la mort ou une lésion grave, Thurgovie et Argovie sévissent plus rigoureusement contre le combattant resté indemne, s'il a fait naître la querelle sans motif sérieux, ou repoussé sans raison des propositions de conciliation acceptables. Argovie édicte ici la peine exorbitante de la réclusion pour 6 ans au moins et 12 ans au plus.

4° *Provocation.* D'après Vaud, le maximum de la peine peut être élevé de moitié contre ceux qui ont été provocacateurs ou qui ont contribué à prolonger le duel. En cas de mort ou de blessures, Valais aggrave la peine pour l'auteur du défi et pour celui qui l'a accepté, s'il a été le provocateur de la dispute.

5° *Déloyauté.* Si le duel est tenu distinct des autres délits similaires, c'est uniquement à cause de l'accord de volontés qui le précède. Les parties conviennent de se soumettre à certaines conditions; il y a là un élément de confiance réciproque. Si cette confiance est trompée, si les règles admises sont violées par l'une des parties, le consentement du duelliste de bonne foi a été surpris, la convention est entachée de dol, elle tombe. Ou plutôt, pour parler un langage moins formaliste, la violation des conditions rompt l'égalité recherchée; elle crée une surprise au détriment du combattant loyal, qui ne s'attendait pas à une attaque du genre de celle qui se produit. L'un

Digitized by Google

des adversaires étant sciemment placé par l'autre dans un état d'infériorité, il n'y a plus duel et les formes observées revêtent même quelque chose d'odieux; elles ne sont qu'une perfidie de plus, destinée à garder les apparences et à masquer la lâcheté de l'attaque. Donc la déloyauté supprime le duel en tant que délit privilégié et justifie l'application des peines ordinaires.

La plupart des législations cantonales l'admettent ainsi. Berne, Bâle, Fribourg et Zoug punissent d'après le droit commun l'auteur d'une lésion quelconque causée par la déloyauté en duel. Schaffhouse, Zurich et Neuchâtel font de même, mais seulement au cas où la violation des règles a entraîné, pour l'adversaire surpris, la mort ou une blessure grave. Cette restriction est fâcheuse; le combat traîtreux cesse d'être un duel, même si ses résultats sont insignifiants; l'auteur de la perfidie ne doit pas bénéficier du cas fortuit qui en a empêché le succès. Il est bien, celui-là, un agresseur vulgaire. C'est ce qu'a compris le code vaudois; il autorise le juge à aggraver la peine (non pas, il est vrai, par application du droit commun, mais par élévation jusqu'à la moitié en sus du maximum) dès qu'il y a déloyauté constatée, même en l'absence de tout résultat dommageable.

6° *Défaut de garanties.* Lorsque la rencontre a eu lieu sans témoins, les codes de Berne et de Neuchâtel font rentrer le duel dans le droit commun; le premier, quelle qu'ait été l'issue de l'affaire, le second seulement en cas de mort ou de blessure grave. C'est trop de sévérité peut-être; entre gens d'honneur, le tête-à-tête n'exclut pas la régularité du combat et si le blessé ne se plaint d'aucune infraction aux conditions, les peines du duel ordinaire suffisent. D'autre part, ces dispositions ont l'avantage de conduire à l'impunité des témoins; il serait par trop illogique de frapper ceux dont l'absence est érigée en circonstance aggravante.

V° **Participation.** Les lignes qui précèdent montrent que je prends résolument parti contre toute répression infligée aux auxiliaires, quels qu'ils soient. Je comprends que la question ait pu se poser au temps où les *seconds,* eux aussi, croisaient le fer les uns contre les autres. Je conçois même qu'on ait proposé de les punir plus rigoureusement que les adversaires

Digitized by Google

proprement dits[1]); ils se battaient pour l'injure d'autrui, pour le plaisir en quelque sorte et sans animosité contre celui que le hasard leur opposait[2]). Mais aujourd'hui que leur mission, lorsqu'elle est sainement comprise tout au moins, s'exerce dans le sens de la pacification et de la régularité, le doute n'est plus possible. J'estime même que l'acceptation du rôle de témoin, rôle ingrat s'il en fût, est un devoir, pourvu qu'on puisse répondre de celui aux côtés duquel on vient se placer.

Seuls Valais et Glaris ont gardé sur cette question de la participation un silence qui nécessite l'application des règles générales. Tessin parle carrément de complicité.

Dans les autres législations, il faut distinguer, d'après la diversité des rôles:

1° Les *porteurs de cartel* qui ont sciemment transmis à l'une des parties le défi de son adversaire. Zurich les frappe de l'amende et de l'emprisonnement; Lucerne et Fribourg de l'emprisonnement seul, Bâle de l'emprisonnement ou de l'amende au choix du juge, Obwald et St-Gall de l'amende seule. — Berne, au contraire, leur assure l'impunité en termes exprès; Fribourg les libère de toute peine lorsqu'ils ont fait des efforts sérieux pour empêcher le combat et aussi lorsque les adversaires se sont volontairement désistés; Bâle dans le premier de ces deux cas, le seul où leur activité pacificatrice apparaisse.

Qui sont ces «Kartellträger», à quelle catégorie de personnes cette mission est-elle confiée d'après les usages allemands? Il ne faut pas se laisser induire en erreur par leur nom qui semble en faire de simples messagers plus ou moins subalternes. Ce sont, au contraire, des hommes de confiance, de vrais fondés de pouvoir qui, leur ambassade une fois transmise, discutent des conditions de la rencontre avec l'adversaire futur de leur mandant. Le sérieux des peines portées contre eux montre l'importance de leur rôle et, bien qu'ils n'assistent pas au combat en cette qualité, la responsabilité des porteurs de cartel paraît au moins aussi engagée que celle des témoins

[1]) Dans ce sens un *Reichsgutachten* de 1668, cité par Lévi, loc. cit., p. 30.

[2]) ... «Qui tous seconds et tiers s'offrirent à se battre, plus par envie de mener les mains, que par grandes inimitiés qu'ils eussent ensemble» *Brantôme*, loc. cit., p. 76.

Digitized by Google

proprement dits. Au moment de leur intervention, la pacification est encore possible; elle ne l'est plus guère au moment du combat, lorsque les seconds entrent en scène. C'est ce qui explique pourquoi certains codes traitent les porteurs de cartel plus durement que ces derniers[1]). Ainsi Zurich et surtout Bâle qui, dans la règle, punit le « Kartellträger » et pas le témoin.

2° *Médecins et chirurgiens.* L'impunité leur est assurée partout, tantôt en termes exprès, tantôt parce qu'ils ne sont pas compris dans la liste des participants incriminés. Fribourg cependant, contient à leur sujet la stupéfiante prescription que voici: « Les médecins et chirurgiens... ne sont obligés de dénoncer le duel projeté ou réalisé que quand ils en sont requis par l'Autorité »!! Voilà donc le secret professionnel à la merci du premier fonctionnaire venu. Comment supposer qu'un médecin qui se respecte hésite un instant entre deux devoirs dont l'importance est à ce point inégale? J'ai trop bonne opinion du corps médical fribourgeois pour penser qu'un de ses membres consente à trahir ceux qui ont eu confiance en lui, à livrer un blessé peut-être, pour obéir à l'injonction d'une autorité quelconque.

3° *Témoins.* Les *seconds* (Sekundanten, c'est-à-dire ceux qui assistent les parties pendant la lutte, fixant la fin des reprises, parant les coups irréguliers, chargeant les armes, etc.), les *témoins,* au sens allemand du mot (Zeugen, bestellte Zeugen, c'est-à-dire les personnes convoquées pour contrôler la marche de l'affaire), et l'*impartial* (der Unparteiische, c'est-à-dire l'autorité suprême, celui qui tranche les contestations survenant entre seconds) étant toujours mentionnés ensemble et soumis au même traitement, je me servirai pour les désigner plus commodément du mot de *témoins* pris dans son acception la plus large.

a) Se prononcent pour l'*impunité des témoins:*

α. Bâle et Soleure dans tous les cas.

β. Thurgovie et Zoug, sauf s'ils ont joué le rôle d'instigateurs.

---

[1]) Dans le même sens *Gretener,* qui, tout en admettant l'impunité des auxiliaires, a proposé à la Commission des experts (Procès-verbaux, II, p. 505), de faire une exception au détriment des porteurs de cartel, sauf au cas où ils auraient fait leur possible pour empêcher la rencontre.

Digitized by Google

γ. Vaud, sauf s'ils ont empêché la réconciliation, excité ou envenimé la querelle, ou encore cherché à aggraver les conditions du combat. Ils sont alors réputés complices.

δ. Argovie, Neuchâtel et Berne, sauf s'ils ont sciemment enfreint les règles du combat. Encore les deux premiers codes ne punissent-ils que si cette violation a eu pour conséquence la mort ou une lésion grave. — Quant à la mesure de la peine, le code argovien, toujours rigoureux, punit le témoin déloyal comme l'auteur même des lésions (lequel est du reste présumé de bonne foi); Neuchâtel le traite en complice et Berne prescrit une peine graduée d'après la gravité du résultat.

b) Se prononcent pour la *punition des témoins:*

α. Schaffhouse, Lucerne, Obwald, Fribourg [1]), Zurich et St-Gall dans tous les cas. La peine est presque toujours l'emprisonnement (à Fribourg pour 2 mois au moins!). Zurich et St-Gall se contentent de l'amende.

β. Grisons et Schwyz, sauf si les témoins ont cherché à empêcher le combat ou à prévenir le résultat dommageable.

Quant à la mesure de la peine des auxiliaires, Grisons la fait dépendre de la gravité des lésions. J'ai critiqué cette méthode en ce qui concerne le duelliste lui-même; pour le témoin elle est encore beaucoup plus déraisonnable, puisque le résultat ne dépend de lui en aucune façon [2]). Schaffhouse est mieux inspiré en proportionnant la répression à la rigueur des conditions du combat. C'est là en effet le vrai terrain où se déploie l'activité des témoins; leur rôle est prépondérant dans la discussion de cette charte des duellistes; il leur serait souvent facile d'imposer une solution pacifique, ou tout au moins de faire adopter l'arme ou le mode de combat le moins dangereux. Si décisive est leur influence pendant ces pourparlers,

[1]) *Fribourg,* art. 381, dit: «Les seconds ainsi que les témoins», ce qui en français, depuis que les seconds ne se battent plus, est tautologie pure (à moins, ce qui n'est pas vraisemblable, qu'on n'entende par témoins les simples spectateurs et qu'on ne ressuscite contre eux les peines de l'ancien régime!). Cet article, pour être intelligible, doit être traduit en allemand. Il s'agit évidemment ici des Sekundanten et des Zeugen.

[2]) Dans le même sens *Gressly,* loc. cit., p. 153.

Digitized by Google

qu'un professionnel de l'escrime[1]) a pu lancer contre eux cette boutade souvent répétée depuis: Ce ne sont point les balles et les épées qui tuent, ce sont les témoins!

La violation des règles du combat, qui dans certains cantons est la condition mise à la répression des témoins (voir plus haut lettres *a* et *d*), fonctionne dans d'autres (ainsi Schaffhouse et peut-être Fribourg et Zurich) comme circonstance aggravante entraînant l'application du droit commun.

VI. **L'excitation** (Anreizung) est le fait de pousser autrui à se battre, non pas en faisant naître dans son esprit l'idée du duel (ce qui serait l'instigation ordinaire), mais en renforçant cette idée déjà née en lui et en pesant ainsi sur la décision. Elle a mille formes: tantôt c'est l'encouragement formel et direct, tantôt le rappel insidieux à la prudence qui agit comme un coup d'éperon, tantôt aussi le dédain dont on menace celui qui viendrait à reculer. Rien de moins honorable que le rôle joué par ces excitateurs; ils se font les représentants du préjugé et poussent le duelliste sur le terrain sans s'y risquer eux-mêmes. La répression est contre eux justifiée à tous égards.

Thurgovie, Lucerne, Obwald et Zurich incriminent l'excitation en elle-même, abstraction faite de ses résultats. Ce dernier code y fait même rentrer le fait de fournir sciemment un local ou des armes, ou de favoriser le duel d'une façon quelconque (retrait de patente pour les aubergistes qui prêtent territoire aux combattants).

D'autres codes ne punissent que si l'excitation a été suivie d'effet, c'est-à-dire si le duel a eu lieu. Ce sont Grisons, Schaffhouse et Neuchâtel qui exige de plus la publicité de l'encouragement.

VII. **L'injure spéciale** (Zweikampfbeleidigung) qui consiste à reprocher à quelqu'un de ne pas s'être battu, ou à lui témoigner du mépris pour refus de duel, est prévue par Thurgovie, Lucerne, Obwald et Neuchâtel (en cas de reproche public). A la peine ordinaire (emprisonnement ou amende), Ob-

---

[1]) *Grisier,* ouvrage cité, p. 86. Dans le même sens se prononce très énergiquement v. Korwin-Dzbansky, loc. cit., p. 49-50.

Digitized by Google

wald ajoute expressément la réparation d'honneur et la rétractation.

VII.

J'ai dit quelles étaient, à mon sens, les conditions à exiger d'une loi sur le duel; je viens d'examiner en quelle mesure les codes suisses d'aujourd'hui se conforment à ces règles. Reste à parler de la loi de demain, à faire l'analyse de l'article que le Projet de code pénal suisse consacre au délit qui nous occupe [1]).

---

[1]) Le *projet primitif* (voir Procès-verbaux de la Commission d'experts, I, p. 338) était ainsi conçu:

Art. 56. La provocation en duel et l'acceptation de cette provocation seront punies de l'amende de 50 à 5000 francs.

Art. 57. Le duel sera puni de l'emprisonnement de 3 mois à 5 ans.
Lorsque les combattants auront cherché par des précautions spéciales à empêcher l'issue mortelle, le tribunal pourra prononcer l'amende de 100 à 10,000 francs.
Celui qui aura sciemment enfreint les règles du combat et par cette violation aura donné la mort ou causé des blessures à son adversaire sera passible de la peine du meurtre ou de celle des voies de fait.
Le projet soumis à la Commission en *seconde lecture* (voir Procès-verbaux, II, p. 502) avait été modifié comme suit:

Art. 57. La provocation en duel et l'acceptation de cette provocation seront punies de l'amende de 50 à 5000 francs, sauf si la rencontre a été évitée par le fait du provocateur ou de l'acceptant.

Art. 58. Le duel sera puni de l'emprisonnement de 1 mois à 5 ans; lorsque les combattants auront cherché par des précautions spéciales à empêcher l'issue mortelle, la peine sera l'emprisonnement jusqu'à 1 an.
A l'emprisonnement pourra être jointe l'amende jusqu'à 5000 francs.
Les participants au duel qui auront sérieusement cherché à empêcher le combat d'avoir lieu ne seront pas punissables.
Celui qui à dessein aura excité l'un des adversaires à se battre sera puni de l'emprisonnement.
Celui qui aura sciemment enfreint les règles du combat et par suite de cette violation aura tué ou blessé son adversaire sera passible de la peine du meurtre ou de celle des voies de fait.
Enfin le *projet de la Commission* (Berne, Stæmpfli, 1897, p. 52) a reçu la teneur suivante:

Art. 58. Der Zweikampf wird mit Gefängnis von 1 Monat bis zu 5 Jahren bestraft; schützen sich die Kämpfenden durch geeignete Vorkehren gegen Lebensgefahr, so ist die Strafe Gefängnis.

Digitized by Google

Les deux premiers projets traitaient de la *provocation* dans un article spécial. Dans la Commission d'experts [1]), un doute s'est manifesté sur l'opportunité de cette façon de procéder. Ne se donnait-on pas ainsi l'air d'ériger la provocation en délit indépendant? Au cas où le duel aurait eu lieu, les juges ne seraient-ils pas tentés de se croire en présence d'un concours entre deux infractions distinctes? alors qu'en réalité il y a, d'une part un simple acte préparatoire, d'autre part un délit consommé dans la répression duquel la peine de l'acte préparatoire est englobée. La rédaction actuelle supprime toute équivoque.

D'après le texte primitif, le simple fait de la provocation était incriminé et l'était en tous cas. Le projet de la commission innove sur ces deux points. Il faut d'abord, pour que la peine soit applicable, qu'il y ait eu *entente* formelle en vue d'un duel, c'est-à-dire sans doute discussion des conditions. La répression des provocations téméraires, lancées et acceptées dans un mouvement de colère, mais restées sans autre suite,

---

Mit der Gefängnisstrafe kann Geldstrafe bis zu 5000 Franken verbunden werden

Als Teilnehmer werden nur diejenigen bestraft, die einen Kämpfenden zu dem Zweikampf angereizt hatten.

Wer den Regeln des Zweikampfes wesentlich zuwiderhandelt und infolgedessen seinen Gegner tötet oder verletzt, wird wegen Tötung oder Körperverletzung bestraft.

Ist ein Zweikampf vereinbart worden, kommt derselbe aber gegen den Willen der Parteien nicht zu stande, so werden der Forderer und der Geforderte mit Geldstrafe von 50 bis 5000 Franken bestraft.

Art. 58. Le duel sera puni de l'emprisonnement de 1 mois à 5 ans; la peine sera l'emprisonnement lorsque les combattants auront cherché par des précautions spéciales à empêcher l'issue mortelle.

Le tribunal pourra en outre prononcer l'amende jusqu'à 5000 francs.

Seront seuls punis pour participation au duel ceux qui auront excité l'un des adversaires à se battre.

Celui qui aura sciemment enfreint les règles du combat et, par suite de cette violation, aura tué ou blessé son adversaire sera passible de la peine du meurtre ou de celle des lésions corporelles.

Lorsque, les conditions d'un duel ayant été arrêtées, le combat aura été empêché par des circonstances indépendantes de la volonté des parties, l'auteur de la provocation et celui qui l'aura reçue seront punis de l'amende de 50 à 5000 francs.

[1]) Voir *Bärlocher,* Proc.-verb., I, p. 341.

Digitized by Google

se trouve donc rendue impossible par le texte nouveau [1]), et c'est un progrès. — En outre, et même en cas d'entente intervenue, la provocation et son acceptation cessent d'être punissables si les parties se sont désistées spontanément [2]) et c'est un progrès encore. — Un membre de la commission avait proposé [3]) de laisser impuni ce qui n'est en somme que l'acte purement préparatoire d'un délit n'offrant pas une gravité exceptionnelle; je regrette que cette opinion n'ait pas trouvé d'écho. — La peine prévue est l'amende.

Quant au *duel consommé,* le projet le traite en bloc, comme un seul délit, sans y établir (sauf une exception dont je vais parler) des degrés de gravité superposés correspondant à des pénalités diverses. Le point de vue adverse a été soutenu par Gretener [4]) qui aurait voulu tout au moins spécifier les deux cas de duel à mort et de duel à issue mortelle. J'ai dit plus haut pourquoi la méthode suivie par le projet me semblait la seule admissible; les résultats sont si souvent fortuits et l'intention présumée est si fréquemment un trompe-l'œil, que le législateur ne saurait sans danger fonder des différences de traitement sur des bases aussi fragiles.

Une seule chose me gâte un peu ce paragraphe, c'est la mention spéciale que l'auteur a cru devoir faire ici du cas où les combattants, par les précautions prises, ont rendu, pour autant que c'était en leur pouvoir, l'issue mortelle impossible. Dans nos idées latines, il n'y a pas duel sans risque de mort. Si donc l'on tenait absolument à parler des rencontres d'étudiants, car c'est de la rapière qu'il s'agit ici, mieux eût valu en faire une infraction à part et reléguer ce pseudo-duel dans le domaine des délits de police.

Le projet ne définit pas le duel, il s'en tient à la notion traditionnelle. A plusieurs reprises pourtant, des membres de

---

[1]) C'est du moins le cas si j'interprète exactement les mots: Ist ein Zweikampf *vereinbart* worden. J'accorde que la traduction française est peut-être un peu hardie, mais l'idée qu'elle exprime est juste; et même en allemand il ne saurait y avoir identité entre la simple *Herausforderung* et la *Vereinbarung*.

[2]) Proposition *Gretener,* Proc.-verb., II, p. 504.

[3]) Voir *Scherb,* Proc.-verb., I, p. 340. *Bärlocher* demandait au contraire l'application d'une peine privative de liberté et cette proposition n'a été repoussée que par le suffrage présidentiel (ibid., p. 341-342).

[4]) Proc.-verb., I, p. 340, II, p 506.


Digitized by Google

la Commission[1]) ont demandé que la restriction du combat à armes meurtrières fût insérée dans le texte. Ils craignaient que par excès de zèle on ne s'avisât de poursuivre, sous prétexte de duel, les exercices souvent dangereux où l'on joute de force et d'adresse, la lutte par exemple, qui est une tradition nationale[2]). Ainsi que l'a répondu Stooss, le bon sens des juges est une ample garantie contre ce risque. D'ailleurs, vu le vague de cette notion, vu les controverses auxquelles elle donne lieu, je crois qu'il est encore plus difficile de discerner ce qui est duel à armes meurtrières que ce qui est duel tout court. Satisfaction partielle est donnée d'autre part à ceux qui auraient voulu préciser sur ce point, par la deuxième partie du premier alinéa (celle précisément que j'aurais désiré voir disparaître); édicter une pénalité plus douce contre ceux qui cherchent à écarter le risque de mort, c'est dire que le danger pour la vie est un des éléments constitutifs du duel normal[3]).

Pour ce dernier délit, la peine prévue est l'emprisonnement de 1 mois à 5 ans[4]). C'était le cas ou jamais en effet, de faire usage de la faculté donnée par l'article 22 et d'élever le maximum de cette peine qui, tant bien que mal, tient ici lieu de *custodia honesta*. La marge entre le minimum et le maximum est largement suffisante. Le juge pourra donc se mouvoir librement dans cet espace et tenir compte de tous les degrés de gravité du résultat dans leur rapport avec l'intention. Ce mode de répression me paraît le meilleur possible.

Quant au combat sans risque pour la vie, contre lequel le projet primitif prononçait l'amende, la Commission a décidé de

---

[1]) Voir *Scherb* et *Gretener*, Proc.-verb., I, p. 339, II, p. 504.

[2]) Il est curieux de constater que les Anglais ne partagent pas ces craintes. Dans le dernier état de la jurisprudence, la boxe, qui est pourtant le sport britannique par excellence, est assimilée au duel et punie comme lui, pourvu cependant qu'il ne s'agisse pas d'un simple assaut de force et d'adresse, pourvu qu'il y ait eu querelle antérieure, différend à trancher par le combat. *Craies*, loc. cit., p. 74.

[3]) Dans ce sens *Stooss*, Proc.-verb., II, p. 504.

[4]) Le minimum de 3 mois prévu par le projet primitif était sans contredit trop élevé. *Bärlocher* en avait proposé la suppression (ce qui aurait permis de prononcer l'emprisonnement pour 8 jours seulement), puis s'est mis d'accord avec Stooss pour la fixation du minimum actuel de 1 mois (Proc.-verb., I, p. 341-342).


Digitized by Google

le punir de l'emprisonnement ordiniaire (minimum 8 jours, maximum 2 ans).

L'amende infligée au duelliste a trouvé dans la Commission des adversaires décidés chez ceux qui se préoccupent surtout des rencontres entre étudiants [1]). Ils ont fait observer qu'appliquée à ces jeunes gens, la peine pécuniaire frappait non point eux, mais les parents qui tiennent les cordons de la bourse. Le point de vue opposé, qui est celui du code neuchâtelois, a été vigoureusement défendu par Cornaz et a fini par triompher [2]). L'amende (maximum 5000 francs) a donc été, pour tous les cas de duel, instituée comme peine accessoire facultative et je crois qu'il n'y a pas lieu de le regretter.

Le quatrième alinéa de l'article 58 prévoit le cas où l'un des duellistes a *sciemment enfreint les règles* du combat. Pour que la peine ordinaire du meurtre ou des lésions corporelles puisse lui être infligée, il faut que cette violation des conditions ait eu un résultat effectif, il faut qu'il y ait blessure. Ainsi, d'après ce paragraphe, le combattant dont la déloyauté constatée est malgré lui demeurée sans effet (par exemple parce qu'un des témoins s'est interposé à temps), reste soumis aux peines du duel. C'est lui faire trop d'honneur. Je regrette que l'application du droit commun soit subordonnée à l'existence d'une lésion et j'aimerais mieux un alinéa ainsi conçu: Celui qui aura sciemment enfreint les règles du combat encourra la peine du meurtre, des lésions corporelles ou de la tentative de ces délits.

Reste la question des *participants* dont la diversité de nos usages rend la solution plus difficile pour un législateur suisse. Ici, il faut convenir qu'après plusieurs sautes d'opinion la Commission a fini par faire d'heureuses retouches et que le texte définitif est très supérieur à l'ancien. Le projet primitif ne parlait pas des auxiliaires; fallait-il donc les traiter en complices? Ce n'était certes pas l'opinion de la majorité; mais, comme une certaine divergence paraissait régner dans les idées sur ce point, Gretener [3]) demanda avec raison que le sort des participants fût réglé par une disposition catégorique. Une

---

[1]) Voir *Bärlocher* et *Morel,* Proc.-verb., I, p. 341-342.
[2]) Proposition *Cornaz,* Proc.-verb., I, p. 342.
[3]) Proc.-verb., I, p. 340

Digitized by Google

rédaction, improvisée par Stooss, fut adoptée à l'unanimité sans débat et devint le texte du second projet. Mais cette disposition, trop rapidement votée, était plus contestable encore que le silence. Elle posait en principe la répression de tous les auxiliaires et ne libérait de peine que ceux qui avaient fait des efforts sérieux pour empêcher la rencontre, fait justificatif assez difficile à établir dans la pratique. En second débat, Scherb [1]), soutenu par Müller, se prononça nettement pour l'impunité et la proposition faite en ce sens l'emporta au vote définitif par neuf voix contre trois. — Le texte nouveau a encore un avantage; il traite de la participation en termes généraux et n'énumère pas les différents auxiliaires du duel allemand [2]). Si le rédacteur du projet avait suivi la méthode opposée, l'article aurait été pour les cantons romands d'une application difficile.

En résumé, si le projet est adopté dans sa teneur actuelle, la Suisse se trouvera dotée d'une excellente législation sur le duel. Sans se perdre en distinctions oiseuses, elle donne au juge toute la latitude nécessaire; sans édicter des pénalités excessives, elle maintient cependant le sérieux de la répression. Une bonne loi c'est bien; une loi inutile serait mieux encore; à nous donc et à nos fils d'en rendre, à force de sagesse, l'application de plus en plus rare, car si le jour vient jamais où l'on pourra sans danger rayer l'article du duel dans le code pénal suisse, c'est que le bon sens aura vaincu le préjugé.

---

1) Proc.-verb., II, p. 504.

2) En sens contraire *Gretener,* qui aurait voulu faire maintenir la peine contre les Kartellträger, sauf lorsqu'ils ont fait des efforts sérieux pour réconcilier les adversaires (Proc.-verb., II, p. 505).


Digitized by Google

Die Zurechnung als Gesetzgebungsfrage.

Eine Entgegnung auf die Schrift von Professor Gretener[1]).

Von

Prof. *Emil Zürcher* in Zürich.

Die besondere Bedeutung, welche die Schrift von Prof. Gretener für die Kritik des Vorentwurfes eines schweizerischen Strafgesetzbuches beansprucht, rechtfertigt es, diese Arbeit einlässlicher zu besprechen, als der Rahmen der Litteraturanzeigen es gestattet. Zunächst soll eine kurze Übersicht des Inhaltes versucht werden, um daran die Auseinandersetzungen über einige Hauptpunkte anzuknüpfen.

In einem ersten Abschnitt: „Zurechnungsfähigkeit und Zurechnung zur Schuld", markiert der Verfasser den Gegensatz zwischen der klassischen Schule und den Positivisten, der darin bestehen soll, dass die Lehre von der Zurechnungsfähigkeit für die Klassiker den Mittelpunkt bilde, während die Positivisten gar nicht nach ihr fragen. Daran knüpfen sich die Erörterungen über die gesetzgeberischen Methoden: Definition der Zurechnungsfähigkeit (Aargauischer Entwurf), Definition der Zurechnungsunfähigkeit (Entwürfe für Uri, Österreich, Norwegen und Russland), Aufzählung der einzelnen Fälle der Zurechnungsunfähigkeit (schweizer. Entwurf). Gretener hält die Aufstellung allgemeiner psychologischer Kriterien für notwendig, insbesondere, um dem Richter einen Massstab zu geben für die Beurteilung der vom Arzt als Grenzfälle bezeichneten Zustände.

---

[1]) Dr. X. *Gretener,* Professor in Bern, die Zurechnungsfähigkeit als Gesetzgebungsfrage. Mit besonderer Rücksicht auf den schweizerischen und russischen Strafgesetzentwurf. Berlin 1897.

Digitized by Google

Die Zurechnungsfähigkeit ist, gemäss den Ausführungen der zu besprechenden Schrift, ein psychologisch-juristischer Begriff; nicht der Mediziner, sondern der Richter urteile über ihr Vorhandensein. Der Strafrichter arbeite hierbei mit den Mitteln der angewandten Psychologie, und nur, wo zu untersuchen ist, ob der Geisteszustand des Thäters zur Zeit der That ein krankhafter war, bedürfe er der Hülfe speciell medizinischer Sachverständiger. Indem der schweizerische Entwurf diesen psychologisch-juristischen Begriff nicht in den Gesetzestext aufgenommen, sondern einfach die Zustände der Geisteskrankheit, des Blödsinns und der Bewusstlosigkeit aufzählt, gebe er das Feld den Medizinern preis, an Stelle das Gerichtes trete die medizinisch-anthropologische Jury der lombrosischen Zukunft.

Ein fernerer Abschnitt: „Würdigung der verschiedenen Methoden der legislativen Behandlung der kriminalistischen Zurechnungsfähigkeit", zieht gewissermassen das Facit des Vorhergehenden. Er betont die Vorzüglichkeit einer Definition der Zurechnungsfähigkeit. An ihre Stelle könnte zur Not eine erschöpfende Aufzählung der Zustände der Zurechnungsunfähigkeit treten. Ob die Aufzählung im Vorentwurf eine vollständige sei, wird im folgenden erörtert und es wird die Frage verneint. Der Ausdruck „Geisteskrankheit" lasse die Übergangsstadien im Ungewissen, ebenso der Ausdruck „Blödsinn" die höheren Grade des Schwachsinns, und der Ausdruck „Bewusstlosigkeit" lasse die Frage der „actio libera in causa" und die des Hypnotismus ungelöst.

„Die Zurechnungsfähigkeit als Gesetzgebungsfrage und die Willensfreiheit." — Untersucht wird hier, ob die Einsicht in die Strafbarkeit der That schon die volle Verantwortlichkeit begründe, oder ob auch noch die Beschaffenheit des Entschlusses von Bedeutung sei. *Berner*, der sonst nicht der Mann ist, der tiefgründigen Erörterungen aus dem Wege geht, hat, wie Gretener bemerkt, mit dem Erfordernis ungestörter Intelligenz für die Annahme strafrechtlicher Verantwortlichkeit sich begnügt und aus praktischen Gründen auf das Erfordernis der Willensfreiheit verzichtet, um die häklichen metaphysischen Fragen der Freiheit zu vermeiden. Dagegen hält Gretener dafür, dass neben dem Moment der Einsicht auch das Willensmoment in Betracht falle. Nicht die Willensfreiheit im metaphysischen Sinn, sondern die empirische Willensfreiheit sei

Digitized by Google

es, welche als notwendige Bedingung eines vernünftigen Wollens festgehalten werden müsse, im Gegensatz zu zwangsmässigem oder impulsivem Handeln, hervorgerufen durch krankhafte Momente.

Darin sind im Grunde Indeterministen und Deterministen einig, denn auch die von den letztern geforderte normale Bestimmbarkeit durch vernünftige Motive ist nicht vorhanden, wenn Krankheit oder andere Einflüsse jenes Abwägen der motivierenden Vorstellungen, das zum Entschlusse führt, oder gar die Innervation der Bewegungsnerven in der Richtung des gefassten Entschlusses gehemmt haben. Wir bitten um Entschuldigung, wenn wir bisweilen Gedankenreihen des Verfassers in eine unserer mechanischen Vorstellungsweise entsprechende Sprache übersetzen. Es ist diese Entschuldigung um so notwendiger, als Gretener mit aller Entschiedenheit gegen das letzte Zurückführen der psychischen Funktionen auf mechanische Bewegungsvorgänge der Materie Stellung nimmt; es ist ihm, trotzdem er die Bedeutungslosigkeit des Streites der Deterministen und Indeterministen für die praktische legislative Ausgestaltung anfänglich zugiebt, ein Bedürfnis, seinen Standpunkt zu kennzeichnen. Auf der einen Seite führe der konsequente Determinismus dazu, die Begriffe der Schuld und der Verantwortlichkeit aufzulösen und an die Stelle der wiedervergeltenden gerechten Strafe ein System polizeilicher Vorbeugungsmassregeln treten zu lassen. Anderseits giebt Gretener aber auch die Gefährlichkeit des absoluten Indeterminismus zu, des Indifferentismus, der jede Hoffnung auf einen bleibenden Erfolg pädagogischer Einwirkung, jede Beeinflussung durch den kategorischen Imperativ des Sittengesetzes wie durch die Furcht vor Strafe ausschliessen würde. Man solle daher den Mittelweg einschlagen, und dieser führe zum relativen Indeterminismus, der zugiebt, dass das „vernünftige“ Wollen ein motiviertes sein muss. Aber die Vorstellungen, welche das Wollen beeinflussen, wirken nicht nötigend ein, erst das Ich erhebe den möglichen Bestimmungsgrund zum wirklichen. Auch die Gewohnheit vermöge nur die Wahl zu beeinflussen, nicht ihre Freiheit aufzuheben. Geisteskranken ohne Wahnvorstellungen fehle es oft nicht an der normalen Einsicht, wohl aber an dieser Freiheit der Entschliessung. Auch hier muss Gretener einen Mittelweg einschlagen zwischen der mate-

Digitized by Google

rialistischen Anschauung, welche gerade in der Gehirnkrankheit, die die normalen Willensvorgänge aufhebt, den Beweis für die körperliche Natur der letztern erblickt, und dem spiritualistischen Pantheismus, der das Wesen der Seele für unendliche Freiheit ansieht; er beugt sich dem weiter nicht ausgesponnenen Satze, dass die Abhängigkeit des Seelenlebens von körperlichen Einflüssen eine unbestreitbare Thatsache sei.

Die gesetzliche Formel der Zurechnungsfähigkeit im russischen Entwurf besteht, wie schon angedeutet, darin, dass zunächst einzelne Geisteszustände aufgezählt werden, welche als Gründe der Zurechnungsunfähigkeit wirken können, und sodann darin, dass die psychologischen Kriterien bezeichnet werden, nach denen in diesen und andern Fällen beurteilt werden soll, ob Zurechnungsfähigkeit vorhanden sei oder nicht. Die psychologischen Kriterien aber kommen in der Doppelfrage zum Ausdruck: Hatte der Thäter zur Zeit der Begehung der That die Fähigkeit besessen, die Beschaffenheit und Bedeutung des Verübten zu erkennen, und hatte er die Fähigkeit, sein Thun zu beherrschen?

Zu der Frage nach der Zurechnungsfähigkeit Jugendlicher stellt der Verfasser die Thatsache fest, dass der russische Entwurf wie der schweizerische Vorentwurf eine Periode absoluter Zurechnungsunfähigkeit, das Kindesalter, anerkennen. Erst auf der zweiten Stufe, der Periode der relativen Zurechnungsunfähigkeit, gehen die Gesetzbücher auseinander: Nach dem russischen Entwurf ist, wenn Zurechnungsfähigkeit angenommen wird, die Strafe zu bestimmen, welche der Jugendliche verwirkt hätte, wenn er zur Zeit der That bereits erwachsen gewesen wäre, und alsdann diese Strafe durch Besserungsanstalt zu ersetzen. Der Vorentwurf dagegen schiebt die Festsetzung einer nach der Schwere der begangenen That bemessenen Vergeltungsstrafe beiseite und lässt den Richter direkt auf eine nur nach der Individualität des Thäters zu wählende Erziehungsmassregel: Verweis, Einzelhaft, Besserungsanstalt, erkennen.

Endlich nimmt Gretener zur Frage der Behandlung vermindert Zurechnungsfähiger Stellung. Der Begriff verminderter Zurechnungsfähigkeit entspreche den Erscheinungen des Lebens; es seien dabei nicht die zweifelhaften Fälle zu verstehen, vielmehr solle zunächst festgestellt werden, dass der Thäter zurechnungsfähig sei, und dann erst zur Feststellung der vermin-

Digitized by Google

derten Fähigkeit geschritten werden. Die strafrechtliche Behandlung solcher Fälle sei, die Konsequenz aus dem Schuldbegriff führe dazu, Bestrafung, aber eine mildere.

Eine Beilage der Schrift enthält Vorschläge und Meinungsäusserungen russischer Psychiater und Kriminalisten, betreffend die Methode der legislativen Behandlung der Zurechnungsfähigkeit. —

Damit haben wir die allgemeinen Gedankengänge der Schrift zu zeichnen versucht. Sie stützen sich auf einen grossen gelehrten Apparat und es ist ein unbestreitbares Verdienst des Verfassers, dass er die uns so schwer zugänglichen Erzeugnisse der russischen Fachlitteratur mit in die Diskussion zwischen bekannteren Autoritäten und Nichtautoritäten hineinzog.

Als gründliche Darstellung der orthodoxen Strafrechtsanschauungen über die vorwürfigen Fragen wird die Schrift stets mit Interesse gelesen werden; als polemische Schrift, wie sie sich selber ausgiebt, gegen die positivistische Richtung einerseits und gegen den schweizerischen Vorentwurf anderseits fordert sie entschiedenen Widerspruch heraus.

Da ist es schon der in den ersten Zeilen skizzierte Gegensatz: Hier die Auffassung des Verbrechens als eines vom öffentlichen Gewissen missbilligten, schuldhaften Rechtsbruches, dort diejenige eines blossen Symptoms antisocialer Neigungen und damit der Gefährlichkeit des verbrecherischen Individuums.

Es gehört zu den Grundregeln der Logik, dass nur Begriffe der gleichen Kategorie zu einander in Gegensatz gesetzt werden dürfen, und gegen diesen Grundsatz verstösst der schlagfertige Kämpe des Klassizismus nach allen Richtungen: Das Verbrechen ein Symptom antisocialer Gesinnung oder, wie hinzugefügt werden muss, der Schwäche socialer Instinkte, beschreibt den Zusammenhang der einzelnen That mit dem Charakter, der ganzen Individualität des Thäters. Unter den klassischen Schulen ist es insbesondere die eminent humane Besserungstheorie, die mit uns Simplizisten durchaus übereinstimmt in der Auffassung, dass die einzelne Verbrechensthat auf eine Schwäche oder Verdorbenheit des Charakters zurückzuführen sei; wie würde sie sonst die Notwendigkeit einer Besserung betonen können? Allerdings ist ja die Besserungstheorie im Verlaufe wieder zurückgedrängt worden von der starren Orthodoxie der absoluten Theorien. Will sich Gretener auf den

Digitized by Google

letztern Standpunkt stellen, dann setze er dem Ursachenbegriff der Positivisten seinen Ursachenbegriff gegenüber, der Herleitung aus antisocialer Neigung oder Schwäche des socialen Fühlens die Herleitung aus der freien Willkür des ungebundenen menschlichen Willens. Wir haben angedeutet, dass es dem Verfasser, nach dem, was er geschrieben, kaum möglich wäre, den Gegensatz auf diese Spitze zu treiben. Sodann weist das Moment der Gefährlichkeit des Thäters offenbar auf den Zweck der Repression des Verbrechens hin; wir möchten auch hier den Verfasser einladen, den Gegensatz scharf zu formulieren: Die Zweckstrafe des Positivismus und die zwecklose Strafe des Klassizismus. Stillschweigend wird ja zugegeben, dass die Auffassung des letztern von Verbrechen und Strafe nicht in die Kategorie der Zweckbestimmung hineinreiche.

Nun aber anderseits der vom öffentlichen Gewissen missbilligte, schuldhafte Rechtsbruch. Wo findet da der Verfasser die Gegensätze, wenn er nicht etwa behaupten will, die positivistische Theorie lasse sich auf diese Kategorien des Begriffes gar nicht ein? Sehen wir im Einzelnen zu. Zuerst der Rechtsbruch. Die Schriftsteller des Aufklärungszeitalters verlangten, im bewussten Gegensatz zu den Missbräuchen des alten Strafrechts auf dem Gebiete der Religions- und Sittlichkeitsverbrechen, Beschränkung des Verbrechensbegriffs auf Rechtsverletzungen, d. h. Verletzung subjektiver Rechte. Das subjektive Recht hat sich aber seither zum Rechtsgut verflüchtigt; man darf diesen Ausdruck wohl gebrauchen, wenn man daran denkt, dass in den Thatbeständen der Erregung öffentlichen Ärgernisses und öffentlicher Tierquälerei Sittlichkeits- und Mitleidsgefühle als Rechtsgüter strafrechtlich geschützt werden. Rechtsbruch bedeutet also im heutigen Strafrecht lediglich die Verletzung einer positiven Rechtsnorm, die möglicherweise ganz primär durch das Strafrecht geschaffen worden ist. Dem Verfasser würde es wohl schwer halten, in der Skizze, welche beispielsweise *Garofalo* von einem zukünftigen Strafrecht entwirft, einen Thatbestand zu finden, der nicht heute schon mit Strafe bedroht ist; entscheidend ist aber das Moment, dass — soweit ich die italienische Litteratur zu übersehen vermag — auch für die Zukunft Gesetze verlangt werden, Gesetze, welche die neuen Repressivmassregeln von begangenen bestimmten Handlungen, soweit sie symptomatisch sind, abhängig

Digitized by Google

machen, nicht etwa von symptomatischen Körperbildungen, die höchstens als Beweismoment in das Strafverfahren eingeführt würden.

Und die Schuldfrage. Hat wirklich der Klassizismus den alleinigen Anspruch auf diese feine Untersuchung der äussern Verknüpfung eines Erfolges mit dem Thun eines Menschen und das Zurückführen dieses Thuns (oder Unterlassens) auf des Thäters selbsteigenes Ich, seine innerste Natur? Wie sorgfältig und fein muss diese Untersuchung durchgeführt werden, wenn die äussere That nur unter dem Gesichtspunkte eines Charaktersymptoms zur Bestrafung gelangt, wie ausserordentlich wichtig ist diese Untersuchung, wenn von ihr auch Art und Mass der Repression abhängt. Das Gefühl für dieses innere Moment, das die Klassiker Schuld nennen, ist bei Lombroso und andern so stark, dass sie die fahrlässigen Verbrechen geradezu zur Pseudokriminalität rechnen, eine, wie mir allerdings scheint, unrichtige Folgerung. Der Klassizismus aber mit seiner Voranstellung des äussern Thatbestandes und seiner Strafabstufung nach diesem hat gar keine Ursache, die Unterscheidung von Schuld und Nichtschuld als seine höchste Tugend zu preisen; wie sehr verleugnet er doch diese Tugend in der Erfolgshaftung beim Körperverletzungsverbrechen, in den Schuldpräsumtionen beim Raufhandel u. s. w., ganz abgesehen von der Stellung des französischen Rechtes zur Schuldfrage im Übertretungsstrafrecht. Das Haupt der „terza scuola", der mit positivistischen Anschauungen trotz seines Widerspruchs sehr behaftete *Alimena*, hat in seinem Werke über die Zurechnung[1]) wacker gestritten für die Ausdehnung der Schulduntersuchung auf das ganze Gebiet des Strafrechtes; er musste darüber vorzugsweise mit den Klassikern streiten. Die Untersuchung der Gefährlichkeit des Thäters und die Untersuchung seiner Schuld sind so nahe miteinander verwandt und verknüpft, dass auch der Positivist für den Kampf sich interessieren muss. Der Vorentwurf hat entschieden das Verdienst, das innere Schuldmoment an die ihm gebührende herrschende Stelle gesetzt zu haben; in den Vorberatungen sahen wir die Vertreter des Klassizismus in diesen Fragen jeweilen auf die Seite der Tradition und der Routine sich schlagen. (Vgl. beispielsweise „Verhandlungen der Expertenkommission" I, S. 349, 359.)

---

[1]) Zeitschrift IX, S. 44.

Digitized by Google

Endlich die Missbilligung durch das öffentliche Gewissen. Ich denke, die Anhänger *Lombrosos* werden das Gewissen nicht abschaffen wollen; den socialen Gefühlen entspricht eine Bewusstseinsform, und das ist das Gewissen[1]). Nur wünschen wir mit den Positivisten, dass das Gewissen etwas weniger lebhafte Sprünge mache von der ersten Erregung in der öffentlichen Meinung bis zur Beurteilung durch die Geschwornen und den Begnadigungsakten der gesetzgebenden Versammlungen. Und ferner wünschen wir mit den Positivisten, dass das Gewissen mehr als stille, verbrecherische Gelüste bekämpfende Macht sich bewähre, denn sich äussere als polternder und racheschnaubender Schreier. Wenn wir übrigens fragen, ob denn wirklich das klassische Strafrecht das Gewissen, das des Einzelnen oder die Äusserung desselben in der Masse, je zur Begriffsbestimmung des Verbrechens oder für die Strafabstufung verwendet habe, so wird uns wohl die Belehrung zu teil, dass das Gewissen dem Moralgebiete angehöre und das Recht nicht energisch genug „moralisierende Tendenzen" bekämpfen könne.

Die letzten Differenzen liegen selbstverständlich noch weiter zurück auf Gebieten, die nicht mehr dem Strafrecht angehören. Von diesen Gebieten aus betritt der eine den Tempel der absoluten Strafrechtsidee, um ihr zu opfern, auch Menschen zu opfern. Jede Betrachtung menschlichen Nutzens und menschlicher Zweckmässigkeit ist fernezuhalten; denn sie schändet die Heiligkeit des Kultus. Und der andere tritt hinein ins Alltagsleben der Menschen, in ihr Ringen und Streben nach Vervollkommnung der Mittel und Formen des Lebens, er möchte den Menschen mit dem Strafrecht eine Waffe geben zur Durchführung ihres Kampfes oder vielmehr — da sie die Waffe schon besitzen — ihren nützlichsten und ausgiebigsten Gebrauch zeigen. Daher darf man von einer Orthodoxie des Klassizismus sprechen;

[1]) In den Berner Studien zur Philosophie und Geschichte, herausgegeben von Dr. L. Stein, erörtert *Niemirower* sehr hübsch den «Zusammenhang von Willensfreiheit, Gewissen, Belohnung und Strafe», insbesondere S. 69 das Gewissen als Parallele der staatlich organisierten Vergeltung. Gretener, der die Schrift citiert, sollte aus dieser Darlegung sich überzeugen lassen, dass die Geschichte zunächst in einer Evolution der Erscheinungen besteht, und die daran sich knüpfende Evolution der Anschauungen und Begriffe das Sekundäre ist, so sehr sekundär, dass die Wortbezeichnungen bleiben können, während die Dinge, die sie ursprünglich bezeichnet, längst sich gänzlich umgeformt haben.

Digitized by Google

denn seit Hugo Grotius befinden sich selbst in den Reihen der Klassiker anders Denkende, die Ziele und Methoden aufstellen, und auf dem Boden praktischer Kriminalpolitik mit sich reden lassen.

Beinahe klingt der Titel des zu besprechenden Werkes: „Eine Gesetzgebungsfrage“, an eine Aufforderung zu kriminalpolitischen Erörterungen an; denn Gesetzgebungsfragen gehören doch in das Gebiet der praktischen Politik. Diese Erwartung wird aber vom Verfasser gründlich getäuscht. Was er uns giebt, sind logisch konstruierte Gebäudeteile, mit vielem Aufwand von Autoren und eigener Dialektik aufgebaut, aber auch mit grundsätzlichem Beiseitelassen jeglichen Thatsachenmaterials. Die Gesetzgebungsfrage besteht für ihn einzig in der Frage der gesetzestechnischen Redaktion der gewonnenen Schlüsse.

Was nun aber den Hauptgegenstand der ganzen Untersuchung bildet, die Zurechnungsfähigkeit und die Zurechnungsunfähigkeit, so ist zunächst einzuräumen, dass der Positivismus mit diesen Begriffen nichts anzufangen weiss. Für die Lösung der Frage, ob sich die Gesellschaft des Thäters zu erwehren habe oder nicht, genügt die Feststellung, dass die That aus dem Mangel oder aus der Schwäche der notwendigsten altruistischen Gefühle erwachsen sei; nur dann halten wir den Thäter für gefährlich. Es ist das jene Untersuchung, die wir wegen der Ähnlichkeit der Untersuchungsgegenstände mit der Schuldfrage des Klassizismus verglichen haben. In der That werden durch diese Untersuchung auch eine Reihe von Fragen erledigt, die das heutige Strafrecht unter verschiedenen Gesichtspunkten der Schuld- oder Strafausschliessung behandelt: Notwehr und Notstand, schwere sittliche Konflikte, wie die Begünstigung von Angehörigen, die actio libera in causa, selbst das Verjährungsmoment findet seine Berücksichtigung. Was noch zu beurteilen bleibt, ist die Wahl des Mittels der socialen Verteidigung.

Für diese Untersuchung ist die Frage, ob der Thäter nach seiner Individualität so handeln musste oder auch anders hätte handeln können, vollends bedeutungslos.

Die Wahl des Verteidigungsmittels ist, wie *Stooss* bezüglich der Behandlung mehrfach Rückfälliger sagt, keine Frage der Handlungsfähigkeit des Verbrechers, sondern seiner Straffähigkeit, auch hier kommt das begangene Verbrechen nur als

Digitized by Google

Symptom in Betracht. Das Symptom führt uns zur Erkenntnis der Krankheit, wenn wir in Bildern uns verständlich machen wollen, die Diagnose aber bildet die Grundlage der Prognose.

Je nachdem Unheilbarkeit oder Heilbarkeit prognostiziert werden kann, wird der Verwahrungs- beziehungsweise Besserungszweck in den Vordergrund gestellt, der letztere in Form einer andauernden Erziehung oder einer kräftigen Mahnung. Und da eine Prognose nicht immer sicher ist, sind die Sicherungsmassregeln so einzurichten, dass durch sie auch die Besserung ermöglicht, die Besserungsstrafen so, dass durch sie auch die einstweilige Sicherung erzielt werde. Das sind Betrachtungen, die jeder gesunden Vernunft zugänglich sein dürften, wenn sie nicht durch metaphysische Vorstellungen getrübt ist.

Doch ist es hier nicht unsere Aufgabe, die positivistische Lehre darzulegen und zu verteidigen. Wir haben schon in dem Berichte an die Jahresversammlung des schweizerischen Juristenvereins von 1892 über die wichtigsten Grundlagen eines einheitlichen Strafrechts uns einverstanden erklärt mit der Beibehaltung hergebrachter Namen, wenn nur in der Sache selber die schlimmsten Übelstände beseitigt würden. Es liegt allerdings die Frage nahe, was denn das klassische Strafrecht mit der Frage nach der Zurechnungs*fähigkeit* noch anfangen will, nachdem die Frage der Schuld, Vorsatz oder Fahrlässigkeit, mit Bezug auf Thäter und That beantwortet sind. Ist festgestellt, dass der Mensch die klare Vorstellung des durch sein Handeln herbeigeführten Erfolges hatte (Vorsatz), oder den Irrtum über den Erfolg hätte vermeiden können (Fahrlässigkeit), was kann es da noch nützen, zu fragen, war der Mensch auch fähig, die Vorstellungen zu bilden, sie abzuwägen, Entschlüsse zu fassen und sie auszuführen? In der That macht es auf uns den Eindruck eines Widerspruchs, wenn der Schwurgerichtspräsident in Genf fragt: 1° L'accusé est-il coupable? 2° L'accusé a-t-il agi avec discernement? oder l'accusé a-t-il agi en état d'aliénation?

Das Verlangen nach einer besonderen Lehre von der Zurechnungsunfähigkeit scheint darauf zu deuten, dass man es mit dem Schuldbegriff nicht so ganz ernst genommen.

Eine praktische Bedeutung ist allerdings dem Begriff der Zurechnungsunfähigkeit nicht abzusprechen. Wie der Begriff der bürgerlichen Handlungsunfähigkeit in einer Reihe von

Digitized by Google

Fällen die Untersuchung, ob der Mensch wirklich gehandelt habe, das heisst auf Grund richtiger Beurteilung der Sachlage, nach Abwägung der Motive einen Entschluss gefasst, also gewollt und den Willen in der Erklärung zum Ausdruck gebracht, abschneidet und den Menschen, wie auch immer die psychischen Vorgänge in ihm sich abgespielt haben mochten, handlungsunfähig erklärt, so funktioniert auch der Begriff der strafrechtlichen Handlungsunfähigkeit. Er schneidet die Untersuchung der Schuldfrage mit Bezug auf die Handlung durch die Betrachtung des ganzen Zustandes des Thäters kurzer Hand ab. So könnte im Genferprozess der Präsident die Frage des Discernement bei Jugendlichen, der Geisteskrankheit bei Erwachsenen aufstellen, nur sollten dann diese Fragen vorangestellt werden, weil erst nach ihrer Verneinung die eingehende und feine Untersuchung der Schuld notwendig wird So hat der Vorentwurf, der den Schuldbegriff insbesondere mit Bezug auf den Vorsatz in seinen Elementen klar darlegt, durchaus recht, wenn er die einzelnen, verhältnismässig leicht festzustellenden Umstände: Kindheit, Geisteskrankheit u. s. w., nennt, in denen die Untersuchung der Schuld abgeschnitten sein soll, um eben für alle andern Fälle diese Untersuchung zu verlangen.

Von diesem Gesichtspunkte aus sind dann allerdings nur Dauerzustände für den Begriff der strafrechtlichen Handlungsunfähigkeit zu verwenden, also Geisteskrankheit, Blödsinn, Kindesalter. Die Bewusstlosigkeit als Zustand der Handlungsunfähigkeit nachzuführen, hat keinen praktischen Sinn, Vorsatz und Fahrlässigkeit schliessen ebensosehr die Bewusstlosigkeit aus, als sie von ihr ausgeschlossen werden, es ist durchaus dieselbe Untersuchung, ob der Thäter im vorliegenden Falle schuldhaft gehandelt habe oder ob er bewusstlos gewesen sei. Gegenteils, die Aufnahme der Bewusstlosigkeit als Grund strafrechtlicher Handlungsunfähigkeit lässt befürchten, einmal, dass dem Wortsinn eine missbräuchliche Ausdehnung gegeben wird; insbesondere aber, dass die Hervorhebung des Erfordernisses „im Momente der That“ aufs neue dem Antrinken mildernder Umstände rufe, während wir mit den Begriffen von Vorsatz und Fahrlässigkeit allein zu viel richtigeren und ungezwungeneren Lösungen kommen. Doch sind wir uns an solche gezwungene Lösungen (actio libera in causa) so sehr gewöhnt, dass dem

Digitized by Google

Vorentwurf wegen des Mitschleppens dieses Inventarstückes kein Vorwurf gemacht werden kann. Hätte man die Bewusstlosigkeit gestrichen, so hätten gelehrte Klassiker ans Volk appelliert, das neue Recht will den Bewusstlosen strafen! Als ob die Sätze über Vorsatz und Fahrlässigkeit nicht da wären.

Aber auch abgesehen von der Beweiserleichterung, welche die Aufstellung von Zuständen der Zurechnungsunfähigkeit uns bietet, können wir uns damit befreunden, weil sie einer Untersuchung rufen, die in recht vielen und wesentlichen Punkten mit der positivistischen Frage nach den zweckmässigsten Repressionsmassregeln übereinstimmt. Dabei ist zweierlei vorausgesetzt. Einmal, dass als Zustände der Zurechnungsunfähigkeit nur solche angesehen werden, die in der That eine andere Repression als durch Einsperrung in Strafanstalten, Geldstrafen u. s. w. erfordern. Das ist wirklich der Fall bei Geisteskrankheit, Blödsinn und Jugend. Und sodann, dass die Anordnung auch der anderweitigen Repressionsmassregeln in die Hand des Richters gelegt werde, und das ist der grosse Fortschritt, welchen der Vorentwurf verwirklichen möchte.

Der Verfasser des Vorentwurfes selber steht auf einem wesentlich andern Standpunkte, den er gegenüber „v. Liszts Angriffen auf die Zurechnungsfähigkeit“ (Bd. IX, S. 417, dieser Zeitschrift) mit aller Schärfe verteidigt hat. Das Erfordernis der Zurechnungsfähigkeit für die Strafbarkeit ist ihm von grundlegender Wichtigkeit, einerseits theoretisch als Begründung für das Recht, zu strafen, und anderseits praktisch als Ablehnung der Gleichwertigkeit der Repressionsmittel, von Strafanstalt und Heilanstalt. Eine theoretische Auseinandersetzung zwischen *Stooss* und den positivistischen Anschauungen ist hier nicht am Platze, seine Erörterungen sollen ja nur die Anordnungen des Vorentwurfs begründen, und mit diesen Anordnungen können wir uns aus kriminalpolitischen Gesichtspunkten einverstanden erklären. Auch ist ohne weiteres zuzugeben, dass wir uns im Denken und Fühlen nicht gleich verhalten gegenüber jedem Urheber einer schlimmen That. Für den Menschen, der bei anscheinend normaler Entwicklung ungezähmten bestialischen Trieben gefrönt hatte, haben wir kaum ein anderes Gefühl als das des Abscheus, für den geistig und sittlich krüppelhaft Entwickelten empfinden wir ein gewisses Mitleid, und eine tiefempfundene Teilnahme begleitet den, der

Digitized by Google

als braver Mann mitten unter uns gelebt und dessen schönes Geistes- und Gemütsleben eine tückische Krankheit zerstört oder wenigstens unterbrochen hat. Recht weit zurück liegt das Gemeinsame, das uns berechtigt, wissenschaftlich von gleichartigen Erscheinungen zu sprechen, so weit zurück, dass wir in der That das Bedürfnis haben, die Verschiedenheit in den Schutzmassregeln zum Ausdruck zu bringen, die Trennung des verbrecherischen vom harmlosen Geisteskranken zu verlangen, wenn wir uns auch noch so sehr eines gemeinsamen Hintergrundes wissenschaftlich bewusst sind.

Was nun aber hier zu erörtern ist, ist das, ob die Angriffe auf die gesetzgeberische Ausgestaltung der in der Lehre von der Zurechnungsfähigkeit liegenden Postulate durch den Vorentwurf gerechtfertigt seien. *Gretener* giebt zu, dass sowohl die Aufstellung psychologischer Kriterien, wie auch die Aufzählung der einzelnen Zustände zum Ziele führen könne, vorausgesetzt, dass die Aufzählung vollständig und die Grenzbestimmungen der aufgezählten Zustände feststehen. Die Vollständigkeit der Aufzählung wird bestritten, aber es fehlt an irgendwelchen thatsächlichen Nachweisen, dass es ausser den aufgezählten Zuständen noch andere gebe, bei denen es wünschbar wäre, die Zurechnung zur Schuld abzuschneiden. Der einzige Hinweis, den wir finden, nämlich auf hypnotische Zustände, ist nicht überzeugend. Die Aufgabe, welche uns solche Zustände stellen, ist offenbar vom Boden der Schuldlehre aus, aus dem Wissens- und Willensmomente im Vorsatz oder in der Fahrlässigkeit zu lösen; sie ist, wenn wir nicht die Schuldfrage in der Handlungsfähigkeitsfrage aufgehen lassen wollen, kein Problem der Zurechnungs*fähigkeit.*

Zuzugeben ist ohne weiteres, dass nicht nur die Feststellung des seelischen Gesundheitszustandes oft gewisse Schwierigkeiten bietet, sondern dass es auch in der That Übergangszustände giebt, deren Einreihung in eine der Klassen: Krankheit und Gesundheit, nicht ohne weiteres gegeben ist. Das ist nun überall so, die Natur kennt keine schroffen Übergänge, wir vermögen in ihren Schöpfungen Typen zu erkennen, deren Merkmale wir zu Begriffselementen verarbeiten, und dann messen wir an den Begriffen die Übergangserscheinungen. Etwas freies Ermessen des Richters ist dabei überall notwendig, denken wir nur an ganz landläufige Begriffe, wie Wohnhaus, Waffe,

Digitized by Google

Gift u. dgl. Für die Frage, wohin sollen wir die konkrete Erscheinung einteilen, ist für den vernünftigen Richter das Zurückgehen auf die Frage, zu welchem praktischen Zwecke denn eigentlich die Begriffe so geschieden werden, von Bedeutung. So richtig nun auch das theoretische Auseinanderhalten der Handlungsfähigkeit und der Straffähigkeit ist, so giebt doch gewiss in zweifelhaften Fällen die Beantwortung der Frage, was wird mit dem Menschen im Gefängnis, was in der Heilanstalt anzufangen sein, eine vernünftige Wegleitung.

Dazu kommt, dass der Vorentwurf für die Zwischenstufen eine besondere Art der Behandlung einführt, was die letzten theoretischen Bedenken zerstreuen muss.

Es liegt allerdings nicht in meiner Aufgabe, den Vorentwurf mit Bezug auf seine Stellungnahme zur Frage der verminderten Zurechnungsunfähigkeit zu verteidigen; das eine hingegen muss ich zugeben, dass die geschickte Kombination von Strafen im klassischen Sinne mit Heilungs- und Sicherungsmassregeln (Art. 13, 28) die kriminalpolitischen Bedenken in hohem Masse abschwächt.

Die Einführung eines Begriffs der Zurechnungsfähigkeit, der gleichbedeutend sein soll mit dem Begriffe der Schuldfähigkeit, hat für Gretener allerdings noch einen besondern Grund, und um dieses Grundes willen müssen wir ihn bekämpfen. Dem Verfasser ist es offenbar darum zu thun, das Erfordernis der Willensfreiheit, des Indeterminismus, sei es des absoluten, sei es des relativen — (ich begreife nicht, wie derselbe Mann, der mit der Wucht seiner Logik die Thatsachen zu meistern gewohnt ist, hier den Thatsachen eine halbe Konzession macht) — in die Schuldlehre wieder hineinzubringen. Die richtige Folgerung, die der Verfasser zieht, ist die Annahme verminderter Zurechnungsfähigkeit, die eine mildere Bestrafung erfordert. Die weitere Folgerung, die aber nicht gezogen wird, ist die Einführung einer Skala des Strafmasses nach Graden der Willensfreiheit, hübsch eingerahmt von der klassischen Erfolgshaftung. Über eines lässt man uns im Zweifel — es ist zuzugeben, dass die besprochene Schrift nicht den Rahmen bot, diese Zweifel zu lösen — nach welchen Symptomen die Willensfreiheit bemessen wird: Hat derjenige am freiesten gehandelt, der einen allen vernünftigen Erwägungen Hohn sprechenden Entschluss gefasst, oder derjenige, bei dem der Einfluss von an

Digitized by Google

sich nicht ganz unvernünftigen Motiven wahrnehmbar war? Im einen Falle war es klar, dass er von der Herrschaft der Vernunft durchaus frei war. Im zweiten Falle kann man sich fragen, hat er die Vernunft beherrscht oder sie ihn?

Die Frage, so barock sie zu sein scheint, ist nicht unberechtigt. *Berner* sagt in seinem klassischen Werke: Grundlinien der Imputationslehre, dass auf der höchsten Stufe der Willensfreiheit derjenige stehe, der nicht anders als gut handeln könne, für den keine Möglichkeit der Wahl zwischen gut und bös vorhanden sei. Diese Leute kommen allerdings nicht vor den Strafrichter; aber für die Anwendung der Lehre von der Zurechnungsfähigkeit ist es vom höchsten Interesse, zu wissen, wie sich das ganze System gestaltet.

Es ist aber weniger die Unsicherheit über das System der Lehre, was uns veranlasst, ihr entgegenzutreten, als die Unwahrheit ihrer Anwendung. Es ist eine grobe Selbsttäuschung und eine Täuschung anderer, wenn behauptet wird, der Richter vermöge festzustellen, ob im einzelnen Falle der Thäter die Fähigkeit hatte, sein Thun zu beherrschen. Vor dem Richter steht der Angeklagte und erzählt, wie er beim Anblick des Gegners von einem Schwindel ergriffen worden, wie er habe fliehen wollen und es nicht vermocht, wie ihm die Sinne geschwunden und er erst wieder zu sich gekommen, als er das heisse Blut des Gegners an seiner Hand gespürt. Da soll nun der Richter, der auf der dritten Stufe der Willensfreiheit nach Berner steht, d. h. die Anfechtung des Bösen gar nicht kennt, auf Grund seiner praktischen Psychologie entscheiden. Der Richter wird die Frage entscheiden, wenn sie ihm gestellt wird, auf Grund seines Mitleids- oder seines Rachebedürfnisses und mit Rücksicht auf die allgemeine Stimmung, aber zu einer sachgemässen Untersuchung und Beweisführung fehlt es ja an allem. Es muss einmal gesagt werden, es ist lauter Humbug diese richterliche Feststellung der Wahlfreiheit des Angeklagten im Einzelfall. Die Fassung des Vorentwurfs, welche nicht die Wahlfreiheit im einzelnen Falle untersucht, sondern von Zuständen des Menschen ausgeht, die eine gewisse Dauer haben und sich auch noch in andern Erscheinungen als in der verbrecherischen That geäussert, somit bewiesen und oft geradezu an der Person des Angeklagten vordemonstriert werden können, steht da auf einem viel sichereren und wahreren Boden.

Digitized by Google

Wir bekämpfen aber vor allem die Wiedereinführung der Untersuchung der Willensfreiheit im einzelnen Falle wegen ihrer Schädlichkeit für die Strafrechtspflege. Das Gefährliche an der ganzen Lehre ist die Annahme unwiderstehlicher Motive und Triebe, die, indem sie den Menschen mitgerissen, ihn willensunfrei erscheinen lassen, die Strafmilderung für die entsetzlichsten und gefährlichsten Verbrecher. Mächtige, fast zwingend einwirkende Motive sind sehr zu berücksichtigen, und wenn es keine schlechten (antisocialen) Motive sind, so verringern sie in hohem Masse die Befürchtung, der Thäter sei ein gefährlicher Mensch. Aber umgekehrt ist es ein Zeichen besonderer Gefährlichkeit, wenn schlechte Motive so sehr die Oberhand über einen Menschen gewinnen können, dass sie zwingend auf ihn einwirken. Hier die Lehre von der Willensfreiheit in Wirksamkeit treten zu lassen, wäre nichts anderes, als die Strafrechtspflege zum Spielzeug dogmatischer Düfteler zu machen.

Auf einen Einwand ist dem Verfasser noch zu antworten. Der Vorentwurf liefere die ganze Entscheidung der Frage, ob Zuchthaus oder Irrenhaus, dem Mediziner aus, er wandle den juristisch-psychologischen Begriff zum medizinischen um. Deutsche Klassiker haben den Stolz des Juristen angerufen, keinen Fussbreit von seinem Gebiete andern Wissenschaften abzutreten; dieser Ruf vermag mich nicht besonders zu erwärmen. Aber dass eine Auseinandersetzung notwendig ist, begreife ich; der Sachverständige und der Richter müssen sich über die Grenzen ihrer Verantwortlichkeit klar sein. Zur Herstellung dieser Klarheit ist es wohl vorerst notwendig, die Unklarheit der Verbindung von Psychologie und Jurisprudenz in einem Begriffe aufzuheben. Ich versuche dies auf einem Umwege.

Leben und Tod sind Erscheinungen, deren wissenschaftliche Erforschung den Naturwissenschaften angehört, sagen wir der Physiologie, es sind physiologische Begriffe. An die Thatsache von Leben und Tod knüpft das Recht gewisse Rechtsfolgen, z. B. die aktive und passive Erbfähigkeit. Meist bedarf der Richter keiner Sachverständigen, um Leben oder Tod festzustellen, dadurch sind aber Leben und Tod noch nicht zu juristisch-physiologischen Begriffen geworden, so wenig als die Erbfähigkeit zu einem solchen wird, wenn der Sachverständige die Fortdauer

Digitized by Google

des Lebens oder den Eintritt des Todes in einem besondern Fall zu konstatieren hatte. Diese Scheidung von Voraussetzung und Rechtsfolge ist auch bei der Frage der Zurechnungsfähigkeit zu machen. Die Zurechnungsfähigkeit, die strafrechtliche Handlungsfähigkeit, ist ein reiner Rechtsbegriff, auch dann, wenn in seine Umschreibung die thatsächlichen Voraussetzungen aufgenommen worden sind. Diese Voraussetzungen aber bleiben Thatsachen, an welche das Recht Folgen knüpft; sie werden nicht zu Rechtsbegriffen, weil diese Folgen an sie geknüpft sind. Die Ermittlung der Thatsachen, das Beweisverfahren, ist keine Operation mit Rechtsbegriffen, sondern ein Verarbeiten von Wahrnehmungen mit allgemeinen Erfahrungsthatsachen zum Thatsachenurteil. Soweit der Richter eines Sachverständigen bedarf, um wahrzunehmen und das Wahrgenommene zu beurteilen, arbeitet der Sachverständige mit den Begriffen seiner Wissenschaft; soweit der Richter als erfahrner und gebildeter Mann die Operation selber vornimmt, braucht er nicht juristische Begriffe, sondern die Begriffe der Wissenschaft, welche sich mit den festzustellenden Thatsachen beschäftigt, indem diese Begriffe eben in seinen Erfahrungs- und Bildungsschatz übergegangen sind. Und auch dann, wenn die Voraussetzungen der Zurechnungsunfähigkeit nicht, wie der Entwurf sagt, Geisteskrankheit u. s. w. wären, sondern der Mangel an der zur Erkenntnis der Strafbarkeit der That nötigen Einsicht oder der Mangel an der Fähigkeit freier Selbstbestimmung, so wären das alles noch keine juristischen Begriffe, sondern Thatsachen, zu deren Bezeichnung durchaus psychologische Begriffe verwendet werden und zu deren Feststellung der Richter in den meisten Fällen mindestens ebensosehr der Sachverständigen bedürfte, als zur Feststellung, dass er in dem Angeklagten einen Narren vor sich habe.

Damit ist nun allerdings die Frage nach der Verteilung der Verantwortlichkeit noch nicht gelöst. Wir gelangen zu der Lösung erst dadurch, dass wir noch eine weitere Betrachtung anstellen. Sie besteht in folgendem: Der Sachverständige ist keine Jury, die die Thatsachenfeststellung mit bindender Kraft gegenüber dem Gerichtshof vornimmt, der Richter bleibt Thatsachenrichter, er soll sich nicht binden, sondern überzeugen lassen durch den Sachverständigen, und als gebildeter und vernünftiger Mann hat er das Gutachten nachzuprüfen; und je

Digitized by Google

gebildeter und vernünftiger er ist, desto eher wird er zu einer richtigen Überzeugung gelangen. Hier handelt aber der Richter nicht als Jurist; der Richter muss eben mehr sein als ein blosser Rechtskundiger.

Da liegt die Lösung der Verantwortlichkeitsfrage. Die freie Stellung des Richters zum Gutachten als Thatsachenrichter, nicht das Verhältnis von Mediziner und Jurist ist massgebend. Es ist eine vollkommene Verkennung der Verhältnisse, wenn z. B. gesagt wird, der Mediziner hat dem Richter die Geisteskrankheit zu beschreiben (medizinische Thatsachenfeststellung) und der Richter hat nun zu entscheiden, ob unter diesen Umständen festgestellt sei, dass der Thäter nicht mehr die zur Erkenntnis der Strafbarkeit nötige Einsicht oder die Möglichkeit freier oder normaler Willensbestimmung besessen. Beides muss der Richter im Urteile feststellen und zu beidem wird ihm, wenn ihn nicht sein psychologischer Dilettantendünkel über alle Bedenken hinwegträgt, die führende Hand des Sachverständigen notwendig sein. Zusammenfassend: Der Sachverständige ist für das Gutachten verantwortlich, der Thatsachenrichter für die dem Urteil zu Grunde gelegten Thatsachenfeststellungen [1]). Über die Rechtsfolgen des konstatierten Zustandes entscheidet dann der Rechtskundige.

Ganz besonders habe ich den Vorentwurf in Schutz zu nehmen mit Bezug auf die Behandlung der Jugendlichen. Hat mir doch Gretener für einen nicht unwesentlichen Punkt die persönliche Verantwortlichkeit besonders zu Gemüte geführt (S. 159). Nun besteht zunächst glücklicherweise Übereinstimmung zwi-

[1]) Viel anderes ist auch in dem Artikel: Das Strafgericht und die Sachverständigen, in dieser Zeitschrift, X, S. 323, nicht gesagt. Es ist aus naheliegenden Gründen begreiflich, wenn der medizinische Sachverständige sich der sonderbaren Frage nach der Willensfreiheit zu entziehen sucht, aber es ist ebenso unbegreiflich, dass dann der Geschworene sich allein zurechtfinden soll. Der Sachverständige ist Gehülfe des Richters, er sollte ihn nicht im Stiche lassen da, wo die Sache anfängt, schwierig zu werden. Oder wird etwa im Civilprozesse, wenn die Wandlung eines Kaufsgeschäftes in Frage steht, der Richter sich begnügen müssen, vom Sachverständigen sich den Zustand der Ware beschreiben zu lassen, um dann die handelswissenschaftlich-juristischen Begriffe des Mittelgutes und der Brauchlichkeit zum vorausgesetzten Zwecke mit einer durch keine Sachkenntnis getrübten Unbefangenheit anzuwenden, oder darf er den Sachverständigen nicht auch hierüber befragen?

Digitized by Google

schen dem russischen Entwurf und dem schweizerischen Vorentwurf über die Ausscheidung einer Altersstufe absoluter Strafunmündigkeit. Da ferner die Altersgrenze des russischen Gesetzes, 10 Jahre, von einer Reihe von Autoritäten angegriffen worden, so durfte Gretener auch gegen die Altersgrenze von 14 Jahren im Vorentwurfe nicht viel einwenden; ebensowenig gegen die in beiden Entwürfen vorgesehenen Besserungs- und Erziehungsmassregeln im Falle der Verneinung der Zurechnungsfähigkeit auf der zweiten Altersstufe.

Dagegen wird angegriffen das Kriterium der Strafmündigkeit und das Verhältnis der Besserungsmassregeln zur begangenen That.

Das Kriterium der Strafmündigkeit nach dem Vorentwurf ist der geistige und sittliche Reifegrad. Ist die geistige und sittliche Entwicklung zurückgeblieben auf der Stufe eines Kindes unter 14 Jahren, so wird der Thäter wie ein Kind behandelt. Der russische Entwurf lässt den jugendlichen Thäter straflos, wenn er die Beschaffenheit und Bedeutung der von ihm begangenen verbrecherischen Handlung nicht zu erkennen oder sein Thun nicht zu beherrschen vermochte. Zuzugeben ist, dass der russische Entwurf einen bedeutenden Fortschritt gegenüber dem französischen Rechte bedeutet, dessen Gesetzestext das Discernement allein entscheiden lässt. Das hebt auch Gretener hervor. Sofort aber wird gegenüber der Fassung des Vorentwurfs ein in der Kommission gefallener Antrag:

> „Stand der Thäter geistig und sittlich auf solcher Stufe, dass er den verbrecherischen Charakter seiner Handlung einzusehen vermochte — — — —" (Die Striche bedeuten Anschluss an die Strafandrohung des Entwurfs.)

als ein solcher bezeichnet, der den einzig richtigen Weg zu einer rationellen Lösung dieser Frage andeutete! (S. 167, dazu Anmerkung 218 und früher S. 163.)

Was nun aber den Unterschied zwischen der russischen und der schweizerischen Fassung anbetrifft, so hat Gretener richtig erkannt, dass die Fassung mit der Behandlung des geistig und sittlich nicht zurückgebliebenen Kindes enge zusammenhängt. Der russische Entwurf lässt — nach den Andeutungen Greteners — die „Besserungsmassregeln" gegenüber dem strafmündig Erklärten von 10—14 Jahren nach der Schwere der

Digitized by Google

That eintreten; die Einweisung in eine Besserungsanstalt erhält dadurch den Charakter einer förmlichen Vergeltungsstrafe. Wenn nun aber die Art des Verbrechens ausschlaggebend ist, muss von der Einsicht in die Beschaffenheit und Bedeutung der einzelnen That die Art der Reaktion abhängig gemacht werden; denn offenbar wird sich die Einsicht zu verschiedenen Verbrechen recht verschieden verhalten. Der Vorentwurf dagegen löst, wie Gretener richtig bemerkt, den Zusammenhang der Erziehungsmassregeln insoweit von der begangenen That ab, als er sich nicht die Ungereimtheit zu schulden kommen lässt, zum jugendlichen Bösewicht zu sagen: Dafür, dass du etwas Böses gethan, wirst du nun zwei oder drei Jahre lang erzogen — sondern die Erziehungs- oder Besserungsmassregel allein dem Charakter des Kindes anzupassen sucht. Das zürcherische Strafgesetzbuch bestimmt in § 11: „Bei jugendlichen Verbrechern kann der Richter im Urteil verfügen, dass sie während der ganzen Strafzeit oder während eines Teiles derselben abgesondert eingesperrt oder in eine Besserungsanstalt gebracht werden.“ Das Obergericht hatte, von der Vergeltungsstrafe ausgehend, die Urteile auf die gewöhnliche Strafart ausgefällt und dann diese in „Korrektionsanstalt“ von gleicher Dauer umgewandelt. Eindringlich und bewegt stellte der verstorbene Professor A. von Orelli das Unrichtige in dieser Behandlung einer rein erzieherisch gedachten Massregel vor; er erzielte durch seine Vorstellungen einen grossen Fortschritt in der zürcherischen Strafrechtspflege [1]. In den Kreisen aller, die mit der verwahrlosten Jugend sich beschäftigen, herrscht nur eine Stimme: Erziehung und nicht Gefängnishaft. Erziehung kann aber nicht mit der Erfolgshaftung des klassischen Strafrechts, sondern lediglich mit dem Bedürfnis des Kindes oder jungen Menschen in Zusammenhang gebracht werden. Der Vorentwurf will einen weitern entschiedenen Fortschritt verwirklichen; wir wollen und dürfen den Fortschritt nicht an den russischen Rückschritt tauschen.

---

[1]) Kreisschreiben des Obergerichts vom 31. Dezember 1889 an die Bezirksgerichte, s. Rechenschaftsbericht des Obergerichtes, 1889, Seite 160.


Digitized by Google

Les sentences indéterminées dans le nouveau projet de Code pénal norvégien.

Par

Andreas Urbye,

Substitut du procureur général à Christiania.

Parmi les mesures qui, dans ces dernières années, ont été proposées pour combattre les criminels d'habitude, les sentences indéterminées sont peut-être celles qui méritent le plus grand intérêt. Cependant, les divergences d'opinion à l'égard de cette réforme sont extrêmement grandes, même chez ceux qui d'habitude prennent la parole en faveur des réformes les plus radicales, et ces sentences n'ont encore été adoptées par aucune législation. Les criminalistes praticiens surtout les ont combattues avec une telle véhémence, qu'on croirait, à les entendre, qu'avec les sentences indéterminées la justice cesserait d'exister. C'est pourquoi il est très intéressant de constater que la commission pénale norvégienne, exclusivement composée de juristes appartenant à la pratique, les a admises dans le nouveau projet de Code pénal norvégien [1]).

Peut-être les dispositions de ce projet méritent-elles d'exciter un intérêt spécial ici en Suisse, où la réforme pénale est aussi à l'ordre du jour, et cela d'autant plus que les conditions

[1]) « Udkast til almindelig borgerlig straffelov for kongeriget Norge », Christiania 1896. — Une traduction allemande de ce projet, faite par le Dr Ernst Rosenfeld, privat-docent à l'université de Halle, et par l'auteur de ces lignes, sera publiée dans une des prochaines livraisons du Bulletin de l'union internationale de droit pénal. Le président de la commission était le procureur général Dr *Bernhard Getz,* qui était aussi l'auteur de l'avant-projet, publié en 1893.

Digitized by Google

naturelles, politiques et sociales des deux pays se ressemblent beaucoup. On trouve en Norvège et en Suisse le même esprit démocratique, la même égalité sociale, le même respect pour la loi chez les juges et le ministère public. C'est à cause de cela que je regarde la législation suisse comme étant de très grande importance pour nous; peut-être aussi la législation norvégienne mériterait-elle d'être plus connue en Suisse que ce n'est actuellement le cas. Dans cet article, je ne traiterai que la question des sentences indéterminées. Comme autres matières d'un intérêt général, j'indique cependant, à titre de renseignement, la législation sur les mesures contre l'abus des boissons alcooliques et les dispositions proposées pour protéger la santé et les mœurs des enfants et des personnes qui dépendent d'autrui.

L'exposé des motifs remarque d'abord, au sujet des sentences indéterminées, que dans l'ancien temps où les peines étaient plus sévères, où spécialement on n'hésitait pas longtemps devant l'application de la peine de mort, on obtenait au moins cet avantage que les criminels d'habitude dangereux étaient ordinairement assez vite mis hors d'état de nuire. Maintenant, les lois pénales et les tribunaux sont devenus plus indulgents et les infractions qui autrefois étaient frappées de la peine de mort entraînent de nos jours, pour la plupart, une simple condamnation à quelques années au plus de peine privative de la liberté. Les criminels d'habitude sont par ce fait devenus un plus grand danger pour la communauté et on a proposé de nombreuses mesures pour parer à ce danger. Avant de choisir entre celles-ci, il faut cependant examiner quels sont les criminels assez dangereux pour que des mesures extraordinaires soient nécessaires contre eux.

Ordinairement, on a cherché à séparer de la grande masse des délinquants une certaine classe, contre laquelle des mesures extraordinaires s'imposent et on a cru trouver le signe caractéristique de cette classe dans *l'incorrigibilité* au point de vue social, soit que celle-ci soit due à certaines dispositions physiques ou à la dégénérescence héréditaire, soit qu'elle soit l'effet pur et simple d'une vie de misère et de crimes. La commission n'a pas adopté cette manière d'envisager la question; elle ne trouve pas que l'incorrigibilité doive être regardée comme un signe caractéristique qui sépare les criminels en

Digitized by Google

deux classes et qui doive avoir pour effet une distinction qualitative dans les mesures à prendre contre ces deux classes.

D'une part, le fait de l'incorrigibilité est très difficile à constater pour les tribunaux, et spécialement l'existence d'un certain nombre de condamnations n'est point la preuve infaillible qu'il s'agit d'un individu incorrigible. Certainement, il y a des récidivistes dont la nature antisociale, innée ou acquise, est tellement forte qu'on ne peut pas la déraciner; mais un plus grand nombre sont récidivistes parce qu'on n'a pas fait tout ce qu'on pouvait faire pour les sauver, ou parce que leurs crimes sont produits par des circonstances qui ne se laissent pas écarter par la voie de la législation. Tantôt la peine en elle-même, tantôt les personnes qui la font exécuter, tantôt le système pénitentiaire, tantôt le milieu dans lequel le criminel se trouve placé après sa libération, ont pour effet que le soin qu'on a pris dans les prisons pour le rendre meilleur — si tant est qu'on ait pris ce soin — reste peine perdue. Et on aura beau réformer le code pénal et le système pénitentiaire tant qu'on voudra, le même fait se reproduira toujours, au moins relativement à un grand nombre de criminels. Le seul fait qu'une personne est plusieurs fois condamnée n'est donc, dans l'opinion de la commission, pas du tout suffisant pour la déclarer incorrigible.

D'autre part, la question de savoir si un individu qui fait voir des dispositions criminelles enracinées, est un incorrigible ou non, est pour le législateur d'importance secondaire. En premier lieu, quand il s'agit des incorrigibles dans la petite criminalité, on arriverait à des résultats peu acceptables si on voulait régler les mesures contre eux seulement au point de vue de leur incorrigibilité; les conséquences logiques d'une telle manière d'envisager les choses seraient: ou bien les regarder comme irresponsables et les laisser impunis, parce que quant à eux la menace de la peine et la peine appliquée sont inefficaces — ou bien les mettre hors d'état de nuire par privation de la liberté pour la vie ou pour un temps indéterminé. Mais aucune de ces conséquences ne peut être adoptée, et spécialement la dernière mesure serait une cure pire que le mal. Pourtant, la distinction a quelque importance même dans la petite criminalité. Contre les criminels d'occasion, il faut

Digitized by Google

principalement appliquer des peines courtes, mais intensives[1]); contre les criminels d'habitude des peines plus longues; celles-ci doivent avoir un caractère éducatif, quand il s'agit des individus chez qui on peut espérer un amendement; contre les délinquants qu'on considère comme incorrigibles, au contraire, elles ont principalement pour but de délivrer la communauté de leur présence. Mais cette distinction ne se laisse pas schématiser dans des dispositions légales; elle doit être faite par les tribunaux et dans les prisons en considérant dans son ensemble la personnalité de chaque criminel.

En second lieu, quand il s'agit des criminels dont les infractions mettent à jour des inclinations dangereuses pour la communauté, par exemple, empoisonneurs, incendiaires, dynamitards, brigands, personnes qui commettent des crimes graves contre les mœurs ou des vols qualifiés, c'est une maigre consolation de penser qu'ils sont peut-être corrigibles, quand il faut avouer qu'au temps de leur libération ils ne sont pas corrigés. Ce qui intéresse la communauté, c'est de les mettre hors d'état de nuire pour aussi longtemps qu'ils sont dangereux. Il importe donc peu de savoir s'ils sont dangereux, parce qu'ils sont incorrigibles ou seulement parce qu'ils sont incorrigés. Or, comme il n'est pas possible au moment de la condamnation de savoir avec certitude s'ils sont corrigés et encore moins *quand* cela se produira, l'incorrigibilité présumée n'a aucune valeur comme marque de distinction au moment où la peine doit être appliquée. Il faut aussi se rappeler que la culpabilité personnelle des incorrigibles est ordinairement moindre que celle des autres criminels, et qu'à ce point de vue les mesures sévères sont peut-être encore plus justifiées contre ces derniers.

C'est par conséquent contre les *criminels dangereux,* sans qu'on se demande s'ils sont incorrigibles ou non, que des mesures extraordinaires sont nécessaires. En considérant d'une

---

[1]) Le projet propose deux espèces d'aggravation pour rendre les peines courtes plus afflictives:

1° Emprisonnement de 7 jusqu'à 20 jours, dans lequel la nourriture consiste seulement en pain et eau avec le sel nécessaire; entre le 4e et 5e jour il y a un, entre le 8e et 9e jour deux, entre le 12e et 13e et entre le 16e et 17e trois jours d'intervalle avec nourriture ordinaire.

2° Emprisonnement avec couche dure de 14 jusqu'à 30 jours.

Les délinquants sont astreints au travail.

Digitized by Google

part que c'est le danger social créé par eux qu'il faut combattre, et de l'autre qu'au temps de la condamnation il n'est pas possible de dire *si* ou éventuellement *quand* ce danger cessera d'exister, le raisonnement porte avec force logique vers les sentences indéterminées, et c'est cette mesure entre toutes celles proposées que la commission a adoptée, en la considérant comme la plus juste et en même temps comme la plus efficace. On aurait pu prendre une autre voie, tendant au même résultat, en prescrivant contre ces criminels des peines très longues et en admettant la libération conditionnelle après l'expiration d'un tiers ou d'un quart de ces peines. Mais quand on considère l'aversion des tribunaux de notre temps pour appliquer des peines longues, il serait à craindre que cette mesure ne manquât son but. Quand je dis que la commission a proposé des sentences *indéterminées,* il faut cependant déjà ici remarquer que le nom n'est pas tout à fait exact. Comme on le verra, le minimum de la peine est dans ces cas aussi fixé par le tribunal, et la loi elle-même règle le maximum. Je crois pourtant qu'on peut se servir de ce terme, parce que la durée de la peine entre ces deux limites est indéterminée.

La première question qui se présente, quand il s'agit de formuler dans la loi une disposition sur les peines indéterminées, est celle-ci: comment désigner les criminels auxquels elles doivent être appliquées? Nous avons vu que c'est le danger social créé par ces délinquants qui rend nécessaire cette mesure extraordinaire, et ce danger se manifeste d'un côté par la gravité du crime[1]), de l'autre par la personnalité du criminel. En conséquence, la loi doit elle-même indiquer en premier lieu les crimes à raison desquels les sentences indéterminées sont admissibles, en second lieu fixer les conditions qui doivent être réalisées pour que les auteurs de ces crimes puissent être condamnés pour un temps indéterminé.

Les crimes auxquels, d'après le projet, les sentences indéterminées peuvent être appliquées, sont (§ 65 du code pénal):

Les crimes les plus graves contre la sécurité et la santé

[1]) Le mot crime est, dans cet article, employé pour désigner toutes les infractions qui ne sont pas seulement des contraventions (comme Verbrechen dans le projet suisse). Il correspond par conséquent aux crimes et délits du Code pénal français, aux Verbrechen et Vergehen du Code pénal allemand.

Digitized by Google

publiques, et contre la sécurité des moyens de transport et de communication (par exemple incendie, inondation, empoisonnement, usage et fabrication d'explosifs, provocation des accidents de chemin de fer, etc.), fausse monnaie, falsification des billets de banque et valeurs d'émission, attentat à la pudeur [1]) avec menace, viol, attentat à la pudeur d'une femme en état d'idiotie, d'aliénation mentale, etc., attentat à la pudeur des enfants, séduction des femmes âgées de moins de 18 ans, ou de moins de 21 ans, quand elles sont confiées ou subordonnées à l'auteur, séduction par ruse, proxénétisme avec circonstances aggravantes, enlèvement des mineurs dans un but de débauche ou de profit, séquestration avec circonstances aggravantes, menaces, lésions corporelles à réitérées fois, lésions corporelles très graves, assassinat et meurtre, avortement commis par un autre que la femme enceinte, vol qualifié, extorsion, brigandage, dommage à la propriété avec circonstances aggravantes.

Cependant, tout auteur d'un de ces crimes ne doit pas être condamné pour une durée indéterminée. Il faut d'abord que le criminel ait commis *deux ou plusieurs* crimes de ces espèces. Pourtant, il n'est pas nécessaire qu'il ait été antérieurement condamné, qu'il soit un récidiviste dans le sens propre de ce mot. Même des prévenus dont le casier judiciaire est blanc, mais qui ont à répondre en même temps de plusieurs infractions devant la justice, peuvent être condamnés de cette façon. L'exposé des motifs justifie ce point de vue en disant que les individus les plus dangereux savent souvent pendant longtemps échapper à toute poursuite criminelle; il faut aussi avouer que dans des circonstances particulières deux ou trois infractions découvertes à la fois peuvent mettre à jour un tel penchant criminel et une disposition si dangereuse, qu'il est tout à fait justifié de regarder les auteurs de ces crimes comme les ennemis irréconciliables de la communauté; cependant, ce cas sera l'exception; ordinairement, les criminels à qui on appliquera les sentences indéterminées seront ou bien des récidivistes, ou bien des individus qui, sans avoir été condamnés, ont commis des infractions en masse ou ont fait du crime leur gagne-pain ordinaire.

---

[1]) Sont qualifiés attentats à la pudeur d'après le projet, d'abord les actes sexuels en dehors du mariage, puis des actes indécents qui ressemblent aux actes sexuels (beischlafähnliches Verhalten).

Digitized by Google

La condition objective pour l'application des sentences indéterminées est donc la commission de deux ou plusieurs crimes des espèces énumerées plus haut. Voyons maintenant quelles sont les dispositions inhérentes à la personnalité du délinquant, c'est-à-dire les conditions subjectives, qui, d'après le projet, justifient cette mesure. Elles sont indiquées comme suit: *quand le criminel, d'après la nature des crimes ou leurs motifs, ou les sentiments qui se manifestent par eux, doit être considéré comme particulièrement dangereux pour la communauté, ou pour la vie, la santé ou la prospérité (Wohl) des particuliers.* C'est donc à la personnalité du criminel telle qu'elle se révèle dans les crimes commis qu'il faut regarder. La connexité des différentes infractions aura naturellement une grande importance pour la décision. Pourtant, il n'est pas nécessaire que celles-ci soient toutes de la même espèce, pourvu que les motifs soient identiques; la sentence indéterminée serait applicable par exemple à celui qui s'est rendu coupable de vol qualifié, puis de proxénétisme dans le but de profit; d'autre part, même si les infractions sont toutes des espèces énumérées plus haut, l'application d'une peine indéterminée ne sera pas ordinairement justifiée s'il n'y a aucune ressemblance entre elles, par exemple, si quelqu'un a commis un vol qualifié, une lésion corporelle grave pour se venger, et un attentat à la pudeur.

Qui décide si une sentence indéterminée sera prononcée? D'après le projet, il faut que le jury et la cour soient d'accord pour l'application de cette mesure, et cet accord doit être constaté de cette manière qu'une question spéciale est posée au jury en termes qui correspondent avec le texte de la loi: Le criminel, en raison de la nature des crimes, etc. . . . doit-il être considéré comme particulièrement dangereux. . . .? C'est seulement lorsque le jury a répondu affirmativement à cette question, qu'une peine de durée indéterminée peut être appliquée. Par conséquent, il est nécessaire de porter devant le jury toutes les affaires où le ministère public veut proposer l'application d'une telle peine. Il est à remarquer que le ministère public, d'après le Code d'instruction pénale norvégien, a le pouvoir discrétionnaire pour porter devant le jury, au lieu de les déférer à la cour des échevins, toutes les affaires criminelles (c'est-à-dire criminelles et correctionnelles) dans lesquelles une peine privative de la liberté peut être prononcée.

Digitized by Google

— L'accord du jury et de la cour formera une garantie très forte contre les abus du système. D'autre part, il n'est pas à craindre que le concours du jury ainsi rendu nécessaire n'empêche l'application des sentences indéterminées là où elles sont à leur place. C'est une expérience qu'on a faite chez nous, et je crois aussi dans d'autres pays[1]), que le jury sait très bien apprécier la nécessité des mesures énergiques contre les criminels d'habitude dangereux.

Si le jury répond affirmativement à la question posée, et si la cour elle aussi trouve qu'une sentence indéterminée doit être prononcée, elle fixe la peine de la manière ordinaire, *mais ordonne, en outre, que le criminel pourra être retenu dans la prison aussi longtemps qu'on le trouvera nécessaire.* Pourtant, la période pendant laquelle il peut être retenu après l'expiration de la peine ne doit pas dépasser le triple de la durée de celle-ci et dans aucun cas 15 ans. Cette dernière disposition a pour but, en premier lieu, de maintenir le courage et l'énergie chez le criminel, qui peut voir, quoique bien éloigné, un point où sa libération doit se produire; en second lieu, de créer une garantie contre les erreurs possibles.

Le délinquant ainsi condamné subit la peine fixée par le jugement comme un criminel ordinaire; seulement, d'après le projet de loi sur l'exécution des peines privatives de la liberté[2]), il doit être séparé des autres prisonniers, sur lesquels il est à craindre qu'il n'eût une influence mauvaise (§ 18). Quand le terme de la peine est arrivé, il doit être provisoirement libéré si on trouve que cette libération peut avoir lieu sans danger (voir loi sur l'exécution des peines, etc., § 29 cp., §§ 21 et 22). Quand cinq ans ont passé sans que le libéré ait commis un crime pouvant entraîner une condamnation à une peine privative de la liberté et sans qu'il ait violé les règles qui lui ont été prescrites à sa libération, celle-ci devient définitive; il faut ajouter que le simple fait qu'il a commis un tel crime ou une telle violation, ne suffit pas pour empêcher que

[1]) Voir p. ex. *E. Picot:* La nouvelle loi genevoise sur le jury dans son application; dans cette Revue, 1893, p. 65.

[2]) «Udkast til lov om fangsels vasenet og om fuldbyrdelse af frihedsstraffe». Christiania 1896. Ce projet est aussi l'œuvre de la commission pénale. Une traduction allemande de ce projet se trouve dans les «Blätter für Gefängniskunde», 1897.

Digitized by Google

sa libération ne devienne définitive, mais il faut qu'avant l'expiration des cinq ans il soit réintégré dans la prison ou arrêté dans le but de réintégration.

Si on ne trouve pas qu'on puisse sans danger le libérer quand la durée de la peine fixée est expirée, il peut, ou bien être gardé dans la prison, ou bien être placé dans une maison de travail; dans les deux cas, il peut être retenu jusqu'à la fin du maximum permis par la loi (le triple de la peine, mais pas plus de 15 ans), si son caractère dangereux reste le même. Cependant, un examen spécial dans le but de constater si on peut le libérer doit en tous cas avoir lieu chaque année. Quoique rien ne soit dit à ce sujet dans les motifs, l'intention est probablement que les criminels regardés comme incorrigibles soient placés dans la maison de travail; ici, le seul but de la peine est de protéger la communauté contre leur présence et de tirer l'avantage le plus grand possible de leur travail.

Toutes les décisions sur la libération et la révocation de celle-ci sont prises par un *collège pénitentiaire* (collège de surveillance dans les maisons de travail). Celui-ci est composé du directeur de la prison ou de la maison de travail, d'un juge, d'un membre du ministère public et deux hommes de confiance (dans les prisons et maisons de travail pour femmes, deux femmes). Les membres de ce collège sont nommés par le département dont les prisons dépendent (actuellement le département de justice et police).

Telles sont les propositions de la commission pénale sur les sentences indéterminées en cas de crimes. Il faut cependant ajouter quelques mots sur certaines mesures d'une nature analogue proposées contre les oisifs, les vagabonds et les ivrognes. Les dispositions sur ce sujet se trouvent dans un projet de loi sur le vagabondage, la mendicité et l'ivresse [1]).

Ce projet est lui aussi l'œuvre de la commission pénale; il a été publié en 1894. D'après ce projet, l'oisiveté, le vagabondage et l'ivresse sont, sous certaines conditions, punis d'emprisonnement jusqu'à trois mois. A côté de la peine, la cour

[1]) «Udkast til lov om lösgjangeri, betleri og drukkenskab», Christiania 1894. Une traduction allemande, faite par le Dr Rosenfeld et l'auteur de ces lignes, sera publiée dans le Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, jointe au projet de code pénal.

Digitized by Google

peut ordonner que le ministère public aura le droit de placer le coupable dans une maison de travail ordinaire ou dans une de ces maisons spécialement destinées aux buveurs, ou encore dans un asile pour la guérison des buveurs. Si le ministère public use de cette faculté, on peut renoncer à l'exécution de la peine et dire que cette mesure en tiendra lieu. La durée de la détention dans la maison de travail ou l'asile est seulement fixée par un maximum qui varie entre 18 mois et 3 ans ou même 6 ans pour vagabondage en cas de récidive. La libération doit avoir lieu quand le but est atteint, c'est-à-dire quand il est à espérer qu'un oisif ou un vagabond veut mener une vie de travail et qu'un ivrogne est guéri. Aucun minimum n'est fixé; seulement, si la peine d'emprisonnement prononcée n'est pas exécutée, la détention dans la maison de travail doit être au moins égale à la durée de la peine. Toute libération d'une maison de travail se fait à titre provisoire, même si elle a lieu à l'expiration du maximum prescrit par la loi, et le libéré peut être réintégré dans la maison de travail, si, dans l'année qui suit la libération, il viole les conditions de cette dernière ou si sa conduite rend d'ailleurs cette mesure nécessaire. La durée de cette nouvelle détention peut, dans tous les cas, être étendue jusqu'à deux ans. Les décisions sur la libération et la révocation de celle-ci sont prises par le collège de surveillance.

En terminant ce résumé, je remarque que je me suis à dessein abstenu de faire des remarques critiques ou des comparaisons avec d'autres projets. J'ai seulement voulu donner un précis objectif des dispositions proposées. Ce qui, d'après mon avis, leur donne un intérêt spécial, c'est que c'est la première fois, que je sache, qu'on a fait entrer les sentences indéterminées dans un code pénal systématique comme un moyen ordinaire dans la lutte contre le crime.

Digitized by Google

Die
Bestrafung der Schüler wegen polizeilicher Vergehen.

Nach einem
von Strafgerichtspräsident Dr. *H. Völlmy* in der Versammlung der Schulsynode von Basel-Stadt am 16. November 1897 gehaltenen Vortrag.

Bis zum Jahre 1893 waren in Basel bei Beurteilung der von jugendlichen Personen begangenen strafbaren Handlungen folgende Bestimmungen massgebend:

Strafgesetz für den Kanton Basel-Stadt vom 17. Juni 1872.

§ 31.

Kinder, welche bei Begehung einer Handlung das zwölfte Lebensjahr nicht vollendet haben, können wegen derselben nicht strafrechtlich verfolgt werden.

Die Polizeidirection wird in solchen Fällen die Kinder der häuslichen Zucht überlassen oder deren Unterbringung in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt beim Kleinen Rath beantragen.

§ 32.

Ein Angeschuldigter, welcher bei Begehung einer Handlung das zwölfte, aber nicht das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat, ist nicht strafbar, wenn ihm die zur Erkenntniss ihrer Strafbarkeit nöthige Einsicht fehlte.

In dem Urtheil oder Dahinstellungsbeschluss ist zu bestimmen, ob derselbe seiner Familie überwiesen oder seine Unterbringung in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt beim Kleinen Rath beantragt werden soll.

§ 33.

Besass dagegen ein solcher Angeschuldigter die Einsicht der Strafbarkeit, so kommen folgende Bestimmungen zur Anwendung:

Digitized by Google

An die Stelle der Zuchthausstrafe tritt Gefängnissstrafe. Ist das Verbrechen mit lebenslänglicher Zuchthausstrafe bedroht, so ist auf Gefängnissstrafe von drei bis fünfzehn Jahren zu erkennen. Ist es mit zeitiger Zuchthausstrafe oder Gefängnissstrafe bedroht, so kann die Strafe unter das niedrigste Strafmass herabgehen, darf aber die Hälfte des höchsten Strafmasses nicht überschreiten.

Polizeistrafgesetz für den Kanton Basel-Stadt vom 23. September 1872.

§ 13.

Wenn Personen, die das zwölfte, aber noch nicht das achtzehnte Altersjahr vollendet haben, eine Polizeiübertretung begehen, so kann in leichteren Fällen statt der Strafe eine Verwarnung eintreten. Werden sie zu Geldbusse oder Schadenersatz verfällt, so können ihre Eltern oder Gewalthaber dafür verantwortlich gemacht werden.

Gegen das in diesen Gesetzesbestimmungen vorgesehene Verfahren wurden mit Recht gewichtige Bedenken erhoben, und zwar sowohl seitens der Strafbehörden wie auch seitens der Schule. Seitens der Strafbehörden wurde hauptsächlich geltend gemacht, mit 12 Jahren sei die Altersgrenze für die Strafmündigkeit zu niedrig gezogen. Nicht nur die Entwicklung des Verstandes, die Fähigkeit, zu unterscheiden, ob etwas recht oder unrecht sei, kommen in Betracht, sondern vor allem auch die Ausbildung des Charakters, die Willensstärke, und diese seien eben bei einem Zwölfjährigen nicht derart, dass eine kriminelle Strafe gerechtfertigt sei. Es wird deshalb allgemein anerkannt, dass die Strafmündigkeit richtiger auf das vierzehnte Altersjahr angesetzt werde. Einzelne wollen sogar bis auf 16 Jahre gehen. Aber nicht nur die Erwägung, dass eine kriminelle Bestrafung nicht gerecht sei, führt dazu, die Altersgrenze für die Strafmündigkeit hinaufzusetzen. Auch rein praktische Gründe gebieten, dass ein Kind möglichst vor Gefängnis und öffentlicher Gerichtsverhandlung verschont werde. Beides wirkt entschieden schädlich auf das kindliche Gemüt. Wie soll das Einsperren im Gefängnisse ohne Beschäftigung und ohne dass belehrend auf das Kind eingewirkt wird, von Gutem sein? Und dann vor allem die öffentliche Gerichtsverhandlung! So ein kleiner Schlingel, vor dem und wegen dessen sich der ganze Apparat einer öffentlichen Gerichtsverhandlung

Digitized by Google

abspielt, steigt entschieden bedeutend im Ansehen bei seinen Mitschülern, wenn er diesen erzählen kann, wie alles da droben zugegangen ist und welch wichtige Rolle er dabei gespielt hat. Seine Strafthat vergisst er dann vollständig. Es gefällt ihm, dass er eine so wichtige Rolle spielen konnte, und wenn er vorher noch Reue gezeigt hat, so ist dies nach der Verhandlung in der Regel nicht mehr der Fall; insbesondere dann, wenn ihn der Richter freisprach. Jugendliche Personen werden verhältnismässig häufig freigesprochen. In den Jahren 1885 bis 1890 sind in Basel 26 Personen im Alter von 12 bis 14 Jahren vor Strafgericht gestellt worden; von diesen wurden 7 freigesprochen, obwohl nur in zwei Fällen die That nicht erwiesen war. Der Richter nahm an, es habe dem Thäter die nötige Einsicht zur Erkenntnis der Strafbarkeit der That gefehlt.

Aber nicht nur die Gerichtsbehörden, auch die Schule erhob Bedenken gegen das bisherige Verfahren. Die Vertreter der Schule wandten ein, es sei bedauerlich, dass über Schüler ein Strafverfahren eingeleitet und durchgeführt werde, ohne dass die Schulbehörden und die Lehrer Kenntnis von der Sache erhalten. Diese kennen die Verhältnisse besser und seien am ehesten in der Lage, zu beurteilen, welche Strafe angemessen sei und was zur Besserung des Schülers am geeignetsten sei.

Alles dies führte dazu, dass am 23. November 1892 ein Gesetz erlassen wurde, „in der Absicht, die Altersgrenze für den Ausschluss strafrechtlicher Verfolgung zu erhöhen und bei jugendlichen Bestraften einen zweckentsprechenden Strafvollzug zu sichern“. Die neuen Gesetzesbestimmungen lauten folgendermassen:

Die §§ 31, 32, 33 des Strafgesetzes vom 17. Juni 1872 erhalten folgende Fassung:

§ 31.

Kinder, welche bei Begehung einer Handlung das 14. Lebensjahr nicht vollendet haben, können wegen derselben nicht strafrechtlich verfolgt werden. Das Polizeidepartement wird in solchen Fällen den Thatbestand feststellen und sodann verfügen, ob die Kinder der häuslichen Zucht oder der disciplinarischen Bestrafung durch die Schulbehörden zu überlassen seien; in schweren Fällen kann es auch von sich aus Polizeihaft bis auf die Dauer einer Woche aussprechen oder die Versorgung in einer Erziehungs- oder

Digitized by Google

Besserungsanstalt beim Regierungsrat beantragen. Ebenso ist das Polizeidepartement befugt, Geldbussen bis auf Fr. 50 auszusprechen. In letzterm Fall können die Inhaber der väterlichen Gewalt für die Busse verantwortlich gemacht werden.

§ 32.

Ein Angeschuldigter, der bei Begehung einer Handlung das 14., aber nicht das 18. Lebensjahr vollendet hat, ist nicht strafbar, wenn ihm die zur Erkenntnis ihrer Strafbarkeit nötige Einsicht fehlte.

In dem Urteil oder Dahinstellungsbeschluss ist zu bestimmen, ob derselbe seiner Familie überwiesen oder seine Unterbringung in einer Erziehungs- oder Besserungsanstalt beim Regierungsrat beantragt werden soll.

§ 33.

Besass dagegen ein solcher Angeschuldigter die Einsicht der Strafbarkeit, so kommen folgende Bestimmungen zur Anwendung:

An die Stelle der Zuchthausstrafe tritt Gefängnisstrafe. Ist das Verbrechen mit lebenslänglicher Zuchthausstrafe bedroht, so ist auf Gefängnisstrafe von 3 bis 15 Jahren zu erkennen. Ist es mit zeitiger Zuchthausstrafe oder Gefängnis bedroht, so kann die Strafe unter das niedrigste Strafmass hinabgehen, darf aber die Hälfte des höchsten Strafmasses nicht überschreiten.

Das Gericht kann bei Verurteilten, die bei Begehung einer strafbaren Handlung das 18. Altersjahr noch nicht vollendet haben, die Vollstreckung der Gefängnisstrafe in einer Erziehungs- oder Besserungsanstalt aussprechen und über die Strafzeit hinaus eine weitere Versorgung beim Regierungsrat beantragen.

Der § 13 des Polizeistrafgesetzes vom 23. September 1872 erhält folgende Fassung:

§ 13.

Wenn Personen, die das vierzehnte, aber noch nicht das achtzehnte Altersjahr vollendet haben, eine Polizeiübertretung begehen, so kann in leichtern Fällen statt der Strafe eine Verwarnung eintreten. Werden sie zu Geldbusse verurteilt, so kann das Gericht die Inhaber der väterlichen Gewalt dafür verantwortlich machen; bezüglich der Haftbarkeit für Schadensersatz gilt Art. 61 des Obligationenrechtes.

Durch diese Gesetzesänderung glaubte man, Übelstände, welche mit einer Bestrafung von Jugendlichen verbunden sind,

Digitized by Google

der Hauptsache nach beseitigt zu haben, und es dürfte diese Annahme nicht grundlos sein. Doch darf nicht verschwiegen werden, dass sich die Bestimmungen über die Bestrafung jugendlicher Personen durch die Schulbehörden nicht vollständig bewährt haben.

Es sind in der That einige Fragen in dem neuen Gesetze nicht klar genug geregelt. Es sind auch mehrere Bedenken gegen die Neuerung erhoben worden, die Beachtung verdienen. Zweck der nachstehenden Ausführungen ist, die Unklarheiten des Gesetzes klarzulegen und die erhobenen Bedenken der Schulbehörden zu beseitigen.

1. Da das Gesetz einfach von „Bestrafung durch die Schulbehörden“ spricht, so kann man im Zweifel sein, *wer* die Strafen aussprechen solle, der Lehrer oder der Rektor bezw. Inspektor oder die Inspektion. Aus den Polizeiakten über die Bestrafung von Schülern ist nur so viel ersichtlich, dass in der Regel der Rektor bezw. Inspektor, etwa einmal auch der Inspektionspräsident, die erfolgten Bestrafungen auf dem Rapport bemerkt. Da die Inspektionen die nähern Verhältnisse nicht kennen, sind sie auch nicht im stande, ein richtiges Urteil zu fällen. Sie sollten sich deshalb mit der Bestrafung von Schülern nicht befassen. In gewissem Sinne gilt dies auch für den Rektor bezw. Inspektor, der mit den Schülern nicht in so nahe Berührung kommt, dass er sich über die häuslichen Verhältnisse und über die Neigungen und Anlagen des Schülers genaue Einsicht verschaffen könnte; darauf kommt es aber bei diesen Schülerbestrafungen vor allem an. Dagegen ist der Lehrer bezw. die Lehrerin, die täglich den Schüler vor Augen haben, die richtige Instanz zur Beurteilung dieser Fälle. Dass die Lehrerschaft dieser Aufgabe durchaus gewachsen ist, wird wohl niemand bezweifeln. Der Rektor bezw. Inspektor sollte nur in schweren Fällen beim Aussprechen der Strafe zu Rate gezogen werden.

2. Es wird behauptet, es fehlen der Schule bestimmte Anhaltspunkte, wie sie bestrafen solle. Dieser Einwand trifft kaum zu. Für die Bestrafungen wegen polizeilicher Vergehen gelten die gleichen Grundsätze wie für alle sonstigen Bestrafungen in der Schule. Hinsichtlich der Strafmittel sind die Vorschriften der Schulordnungen massgebend. Als hauptsächlich in Betracht kommend sei hier erwähnt:

§ 48 der Verordnung für die Sekundarschulen.
§ 43 der Verordnung für die Primarschulen.

Digitized by Google

In diesen Schulordnungen sind folgende Disciplinarmittel vorgesehen: Zurücklegen und Entziehen des Schülertuches und anderer Unterstützungen, vorübergehende Wegweisung aus der Schule bis zur Rücksprache mit den Eltern, mit gewissen Einschränkungen körperliche Züchtigung, Verweisung aus der Schule in den gesetzlich zulässigen Fällen; ausserdem im besondern für die Primarschule: Bemerkung im Klassenbuche, Anzeige an den Schulinspektor, Nachsitzen in der Schule, Bemerkung auf dem Zeugnisse, und im besondern für die Sekundarschulen: Strafklasse oder Arrest in der Schule, Ausschliessen von Kadettenübungen, Schulspaziergängen u. s. w., Verzeigung an die Schulinspektion.

Auf Grund dieser Bestimmungen soll der Lehrer die Strafe aussprechen. Welches der Strafmittel er wählt, hängt von seinem freien Ermessen ab, gewiss mit vollem Recht. Ein verständiger Lehrer wird ohne grosse Schwierigkeit das Richtige finden. Es kann sich allerdings fragen, ob die durch die Schulordnung gebotenen Strafmittel genügend seien. Da und dort sind Räumlichkeiten zur Einschliessung von Schülern eingerichtet worden. Sollte sich dies auch in Basel als notwendig erweisen, so könnte die Schule eine Änderung der Schulgesetzgebung in Vorschlag bringen. Dass dies notwendig und die Einführung von Schulgefängnissen, die doch eher als Rückschritt zu bezeichnen ist, wirklich ein Bedürfnis sei, darf in Anbetracht der mannigfaltigen sonstigen der Schule zu Gebote stehenden Strafmittel doch wohl sehr bezweifelt werden.

Bei der Ausmessung der Strafe sollte der Lehrer nicht nur die Schwere des Vergehens, sondern vor allem auch das bisherige Betragen des Schülers berücksichtigen. Mit der Zeit wird sich eine bestimmte Praxis hinsichtlich der Art der Bestrafung für die polizeilich überwiesenen Fälle bilden. Einstweilen bietet die *einheitliche* Behandlung solcher Schulstrafenfälle namentlich dann noch Schwierigkeiten, wenn Schüler *verschiedener* Klassen an dem nämlichen Vergehen beteiligt sind. Diese Schwierigkeit wird um so rascher schwinden, je mehr sich die Lehrer und Lehrerinnen dazu verstehen, sich über die Art des Vorgehens in solchen Fällen gemeinschaftlich zu beraten. Eine solche Beratung, ein gegenseitiges Sichaussprechen, nützt mehr, und es ist praktischer, als wenn der Lehrer an feste Normen gebunden wäre.

Digitized by Google

Die Lehrerschaft fasst polizeiliche Anzeigen zur Zeit noch etwas zu tragisch auf, und zwar wohl deshalb, weil ein Teil irrigerweise annimmt, alle diese Verfehlungen seien mit grösster Strenge zu behandeln, und sich sogar zur Anwendung körperlicher Züchtigung verpflichtet erachtet. Davon steht im Gesetze kein Wort. Es ist ja keineswegs nötig, dass in jedem Falle eine eigentliche Bestrafung erfolge. Eine ernste Vorstellung, eine vertrauliche Besprechung unter vier Augen kann oft Wunder wirken; sie genügt vollständig den gesetzlichen Vorschriften. Dem Lehrer bleibt es überlassen, das Disciplinarmittel zu wählen, das er für passend erachtet. Man darf dem Lehrerstand das Zutrauen schenken, er werde das Richtige treffen. Gegen die Lehrerschaft soll kein Zwang ausgeübt werden, wie es geschehen würde, wenn z. B. für gewisse Fälle körperliche Züchtigung oder Änderung der Note über das Betragen des Schülers oder dergleichen vorgeschrieben würde. Sollen polizeiliche Bestrafungen auf die Betragensnote überhaupt einen Einfluss haben? Ich verneine diese Frage, welche schon vielfach erörtert worden ist. Das Schulzeugnis soll nur darüber Auskunft geben, wie der Schüler sich in der Schule aufführt. Was der Schüler in der Schule leistet, wie er sich dort beträgt, das soll und kann der Lehrer beurteilen und durch die Zeugnisnoten feststellen. Allerdings können polizeiliche Vergehen die Betragensnote indirekt beeinflussen, indem der Lehrer durch die Verzeigung auf das Betragen eines Schülers aufmerksam wird. Auch steht prinzipiell nichts im Wege, dass der Lehrer, wenn ihm dies zweckmässig erscheint, eine Bestrafung auf dem Zeugnisse bemerkt, jedoch ohne dass dadurch die Note für das Betragen in der Schule geändert wird.

3. Es wird von der Schulbehörde als grosser Übelstand empfunden, dass ein Rapport etwa einmal Unrichtigkeiten enthält und dass der Thatbestand nicht genau festgestellt ist. In Bezug auf die schweren Fälle, d. h. diejenigen, wo es sich um die nach dem Strafgesetz zu beurteilenden Verbrechen oder Vergehen handelt, ist die Klage unbegründet; denn hier findet jeweilen eine genaue Untersuchung durch das Polizeidepartement statt. Dagegen ist richtig, dass bei den blossen Übertretungen, die dem Polizeistrafgesetz unterliegen, eine solche Untersuchung nicht stattfindet. Es entspricht dies den gesetzlichen Bestimmungen über das Verfahren bei Polizeiübertretungen. Es handelt sich

Digitized by Google

hier um leichtere Fälle, bei denen in der Regel der Polizeirapport genügen soll. Nur in besondern Fällen sollen weitere Erhebungen zur Feststellung des Thatbestandes veranstaltet werden. Da bei dem Polizeidepartement jährlich gegen etwa 6—7000 Personen Verzeigungen einlaufen, so ist ein solches allerdings etwas summarisches Verfahren aus praktischen Gründen geboten. Stellt sich in einem einzelnen Fall heraus, dass die Verzeigung ungenau ist, so steht den Organen der Schule gleich wie den Gerichtsbehörden das Recht zu, das Polizeidepartement um Vervollständigung der Akten zu ersuchen.

4. Es wird geklagt, es werde alles der Schule überbürdet, von den übrigen im Gesetze vorgesehenen Mitteln, gegen strafbare Schüler vorzugehen, werde kein Gebrauch gemacht. Diese Mittel sind: Überlassung zur häuslichen Zucht, Polizeihaft bis auf eine Woche, Versorgung in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt und schliesslich Geldbusse bis zu Fr. 50. Die Überlassung zur häuslichen Zucht ist am Platze und sogar einer Bestrafung durch die Schule vorzuziehen, wenn die Eltern Gewähr bieten, dass sie ihr Kind so züchtigen werden, wie es den Umständen angemessen ist. Diese Gewähr wird jedoch nicht selten fehlen. Auf der einen Seite ist zu befürchten, dass der Vater des Kindes in der Aufregung über den „Polizeirapport“ viel zu strenge verfährt, und auf der andern Seite, dass die Eltern ihr Kind gegenüber den Behörden in Schutz nehmen und es im Glauben an seine Unschuld gar nicht bestrafen. In beiden Fällen wird für den erzieherischen, also für den Besserungszweck gar nichts erreicht. Es ist daher mit Umsicht zu erwägen, ob es sich rechtfertige, ein Kind der elterlichen Zucht zu überlassen, besonders weil die Handlungen, welche zu Verzeigungen Anlass geben, meistens ihren Grund in einer mehr oder weniger grossen Verwahrlosung der Kinder durch die Eltern haben. Wenn aber die Eltern genügende Gewähr für eine richtige Behandlung der Kinder bieten, so unterliegt es keinem Bedenken, dass die Schulbehörden das Polizeidepartement ersuchen, das Kind der häuslichen Zucht zu überlassen, oder dass sie selbst in diesem Sinne entscheiden. Die Schule, die die Verhältnisse der Eltern und den Charakter des Schülers kennt, vermag am besten zu beurteilen, ob häusliche Zucht geboten sei. Das Polizeidepartement, das eine sehr grosse Zahl von Verzeigungen zu erledigen hat, kann sich

Digitized by Google

nicht in jedem Falle über die Familienverhältnisse der Verzeigten erkundigen, dazu reichen die Arbeitskräfte dieser Amtsstelle nicht aus. Ein solches Erkundigungsverfahren würde übrigens auch das Publikum belästigen.

Das Gleiche gilt hinsichtlich der polizeilichen Türmung und der vom Polizeidepartement auszusprechenden Geldbussen. Auch hier steht nichts im Wege, dass die Schule die Akten mit einem diesbezüglichen Antrag der Polizei zurückschickt, falls ihr dies bei einem einzelnen Falle richtiger erscheint. Gegen die Eltern können Bussen nicht ausgesprochen werden; die Eltern können jedoch für die Busse „verantwortlich“ erklärt werden. Die Eltern sind daher nur civilrechtlich haftbar; dagegen können Eltern, welche die Busse nicht bezahlen, nicht mit entsprechender Haft belegt werden. Wer die Verhältnisse einigermassen kennt, weiss, dass unter diesen Umständen eine Geldbusse in sehr vielen Fällen nur auf dem Papier steht. Denn die Eltern der Kinder, die zu solchen Klagen Anlass geben, sind meistens unbemittelt; sie müssen dem Verdienst nachgehen und können infolgedessen ihre Kinder nicht gehörig beaufsichtigen. Sollten aber die Eltern im stande sein, eine Busse zu bezahlen, und darf erwartet werden, dass sie ihre Kinder verständig bestrafen werden, ohne ihren Zorn über die Busse, die sie bezahlen mussten, an denselben auszulassen, so mag es angemessen sein, wenn das Polizeidepartement auf Ersuchen der Schulbehörden eine Busse ausspricht.

Ausser den bisher besprochenen Mitteln ist schon in der alten und nun auch in der neuen Gesetzesbestimmung der Antrag auf eine Versorgung in einer Erziehungs- oder Besserungsanstalt erwähnt. Leider wird hiervon viel zu wenig Gebrauch gemacht. Obwohl Baselstadt eine eigene Anstalt besitzt und namhafte Beiträge an auswärtige Institute leistet, kommt die Versorgung, obgleich diese doch unstreitig das beste Mittel zur Besserung des Schülers bietet, zu selten zur Anwendung.

Das Gesetz vom 9. März 1893 betreffend Versorgung verwahrloster Kinder und jugendlicher Bestrafter hat übrigens die Anwendung der Versorgung erweitert. Der Ratschlag des Regierungsrates bemerkt hierüber:

„Ferner sollte die Entfernung aus der Schule und die Versorgung nicht bloss bei andauernder Widersetzlichkeit oder besondern Vergehen, sondern auch allgemeiner in Fällen von

Digitized by Google

Verwahrlosung verfügt werden können, also auch dann, wo der Schüler sich noch keiner besonderen Disciplinarfehler oder Vergehen schuldig gemacht hat, wo aber infolge trauriger häuslicher Verhältnisse, Vernachlässigung der schuldigen Pflege, körperlicher und moralischer Misshandlung u. dgl. Entfernung aus diesen ungesunden verderblichen Verhältnissen und Versetzung in gesunde im Interesse des Kindes dringend geboten erscheint."

Das Gesetz hat dementsprechend als Grund der Versorgung auch die blosse Verwahrlosung aufgeführt. Es kann also auch bei ganz geringen Übertretungen, nicht eigentlichen Vergehen, eine Versorgung eintreten, wenn der Lehrer bei Behandlung des Falles den Eindruck gewinnt, es fehle an der richtigen häuslichen Aufsicht. Wenn von diesen Mitteln mehr als bisher Gebrauch gemacht wird, so kann dies der Schule zu grossem Nutzen gereichen, denn die Schule hat ein bedeutendes Interesse daran, dass verwahrloste Kinder, die durch ihr Beispiel verderblich auf die Mitschüler wirken, aus der Schule entfernt werden, und zwar frühzeitig, bevor sie noch Unheil angestiftet haben.

Aus dem bisher Vorgetragenen ergiebt sich demnach: *Bestrafungen von Kindern unter 14 Jahren sollen in der Regel durch die Schule vorgenommen werden. Wenn aber die Schule in einem einzelnen Falle findet, es sei eine der andern durch das Gesetz festgesetzten Erledigungsarten vorzuziehen, so möge sie diese Massnahme bei dem Polizeidepartement beantragen.*

Leider ist man erst in neuerer Zeit zu der Einsicht gekommen, dass es für den Staat wichtiger ist, Verbrechen zu verhüten, als Verbrechen zu bestrafen. Es ist daher Aufgabe des Staates, das Kind, das Anlagen zeigt, auf Abwege zu geraten, auf den richtigen Weg zurückzuführen; diese Aufgabe vermag die Schule besser zu lösen als die Strafbehörde. Die Schwierigkeiten, welche sich dabei noch hinsichtlich des richtigen Verfahrens ergeben, werden mit der Zeit bei gemeinsamem Vorgehen der Schulmänner und der Gerichtspersonen verschwinden.

Digitized by Google

Un
nouveau motif de revision dans la procédure genevoise.

Par

Alfred Gautier, professeur à Genève.

Au cours de l'année 1896, un sieur François Bérard, originaire du département de l'Ain, qui postulait une place dans une administration française, fut invité à justifier de ses antécédents judiciaires. Il demanda et obtint à cet effet un extrait de son casier et constata, à sa profonde surprise, que ce document portait la mention d'une condamnation pour vol, prononcée contre lui par la Cour correctionnelle de Genève le 28 novembre 1883. Or, à cette dernière date, Bérard ne résidait point à Genève; ce n'était donc pas lui qui avait subi la peine portée au dit arrêt et cet arrêt lui était demeuré inconnu. Il fut bientôt établi qu'un autre personnage s'était emparé de l'état civil de Bérard et s'était fait condamner sous ce nom d'emprunt.

Or, le code genevois d'instruction pénale de 1884, encore en vigueur à cette époque dans sa teneur primitive, ne reconnaissait comme ouvertures à revision que les trois motifs ci-après:

1° Fausseté d'un témoignage à charge, établie par une condamnation pénale (art. 470);

2° Contradiction résultant de deux arrêts inconciliables, condamnant successivement deux individus à raison du même crime ou délit (art. 471);

3° Cas où, postérieurement à sa condamnation, quelques preuves de l'innocence d'un individu viendraient à être découvertes (art. 472).

Digitized by Google

Les faits racontés plus hauts justifiaient-ils l'introduction d'une demande en revision basée sur le dernier de ces trois motifs? La négative paraît indiscutable. Il n'était pas permis de dire qu'on eût, en l'espèce, trouvé des preuves de l'innocence d'un condamné, puisque c'est à juste titre que la peine avait été infligée à celui qui faussement avait prétendu se nommer Bérard. L'erreur des juges avait porté non pas sur la culpabilité du condamné, mais sur son identité seulement.

Le vrai Bérard se voyait donc menacé de voir, sa vie durant, son casier judiciaire noirci par une condamnation qu'il n'avait ni méritée ni subie, lorsque, fort heureusement pour lui, un député au Grand Conseil prit l'initiative d'une réforme du code d'instruction pénale sur ce point spécial. Le chapitre relatif à la revision fut abrogé et remplacé par les dispositions de la *loi du 26 mai 1897* [1]).

Le nouveau texte est très supérieur à l'ancien au point de vue de la précision juridique. Les trois motifs de revision déjà existants ont été maintenus (art. 469), mais leurs éléments constitutifs ont subi quelques modifications très heureuses. Ainsi le condamné victime d'un faux témoignage, pourra désormais se pourvoir en revision, même si le faussaire n'a pas été condamné; il suffit que le caractère mensonger de la déposition soit établi d'une façon quelconque, par l'aveu en particulier. Lorsque deux décisions inconciliables ont condamné deux accusés à raison du même fait, il n'est plus nécessaire qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit; le texte nouveau ouvre le recours quelle que soit la nature de l'infraction qui a donné lieu aux deux jugements impossibles à concilier. La procédure en revision, fort négligée par l'ancien code, est réglée avec beaucoup de clarté par les articles 470 à 472.

Mais l'innovation la plus importante, c'est l'adjonction aux trois motifs ci-dessus d'une quatrième ouverture à revision, ainsi décrite:

Art. 469, 4°. — Si, par suite d'une erreur, il a été attribué à l'inculpé, ou si l'inculpé s'est attribué lui-même un faux état civil appartenant à une personne déterminée qui se trouve ainsi frappée d'une condamnation pour une infraction qu'elle n'a pas commise, et si même l'état civil usurpé se trouve de pure fantaisie.

---

[1]) Voir le texte de cette loi au *Supplément*, p. 129.

Digitized by Google

L'adjonction de ce paragraphe nouveau est certainement un progrès. Ces cas d'usurpation doivent être très fréquents dans la pratique, étant donnée surtout la facilité qu'ont les malfaiteurs à se procurer, par la voie régulière ou par la fraude, les documents qui leur permettent de s'affubler de l'état civil d'autrui. Il y a là un danger permanent contre lequel aucun de nous n'est à l'abri. La fantaisie du premier criminel venu peut, d'un jour à l'autre, imprimer la tache d'une condamnation sur le nom le plus honorable.

Dans ces circonstances nouvelles, Bérard, ce condamné sans le savoir, se trouvait mis à même de recourir utilement contre la condamnation qui avait frappé son sosie. Il se pourvut donc en revision le 9 août 1897. D'après le nouvel article 472, lorsque le recours est ainsi basé sur une simple erreur d'identité, la Cour de cassation, laissant subsister l'arrêt rendu, se borne à ordonner les rectifications et modifications nécessaires, tant de l'état civil que du casier judiciaire. C'est en conformité de cette disposition que la Cour, après avoir ordonné un supplément d'information, a prononcé, le 29 octobre 1897, l'arrêt dont la teneur suit:

ARRÊT

Vu le pourvoi en revision fait au greffe, le 9 août 1897, par le sieur François Bérard, né à Neuville-sur-Ain (département de l'Ain), France, le 27 juin 1860, contre un jugement rendu par la Cour correctionnelle de Genève, le 28 novembre 1883, condamnant un sieur François Bérard à six mois de prison et trois ans d'expulsion pour vol;

Vu les conclusions prises à l'audience du 18 octobre par Me Raisin, avocat, pour sieur Bérard;

Vu les conclusions prises oralement, à l'audience, par M. Navazza, procureur général, lequel a déclaré être d'accord en ce qui concerne la demande en revision formée par sieur Bérard, mais s'opposer à l'adjudication des conclusions de ce dernier en paiement de dommages-intérêts;

Après avoir entendu M. le procureur général Navazza et Me Raisin, avocat, en leurs dires et conclusions, Me Raisin ayant en outre déclaré, en cours de plaidoirie, que les conclusions en dommages-intérêts par lui prises étaient dirigées contre l'Etat de Genève, et après en avoir délibéré;

En la forme:

Attendu que le pourvoi en revision est régulier et qu'il y a lieu de l'admettre;

Au fond:

Vu l'ordonnance préparatoire rendue par la Cour de cassation le 16 août 1897;

Digitized by Google

Vu l'information supplémentaire à laquelle il a été procédé par M. le juge informateur en exécution de l'ordonnance précitée;

Considérant qu'il résulte des dépositions des témoins entendus dans l'instruction et des pièces produites que, lorsque l'individu condamné sous le nom de François Bérard comparaissait à Genève, le 28 novembre 1883, devant la Cour correctionnelle, le recourant résidait à Lausanne, où il était employé comme domestique chez M. E. Secrétan.

Que l'individu condamné sous le nom de François Bérard a subi sa peine dans la prison de Genève et que le recourant résidait à Lausanne pendant cette détention;

Considérant qu'il en ressort d'une manière évidente que l'individu condamné à Genève sous le nom de Bérard et le recourant constituaient deux personnalités différentes et qu'il est matériellement impossible que le recourant ait été, en fait et en droit, condamné et emprisonné à Genève, alors qu'il résidait à Lausanne;

Que c'est donc à tort que le jugement de la Cour correctionnelle du 28 novembre 1883 a attribué à l'individu condamné ledit jour l'état civil et la personnalité de François Bérard, né à Neuville-sur-Ain (France), le 27 juin 1860;

Que cette erreur s'explique par le fait que le supposé Bérard était porteur, au moment de son arrestation, de deux actes de naissance et s'était approprié, par un procédé qui est resté inconnu, l'acte de naissance de François Bérard, prétendant, soit dans l'instruction, soit devant la Cour, s'appeler François Bérard et se disant tel;

Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 26 mai 1897, la demande en revision doit être accueillie si, par suite d'une erreur, il a été attribué à l'inculpé ou si l'inculpé s'est attribué lui-même un faux état civil appartenant à une personne déterminée, qui se trouve ainsi frappée d'une condamnation pour une infraction qu'elle n'a pas commise;

Considérant qu'il résulte de ce que dessus que l'individu condamné sous le nom de François Bérard, le 28 novembre 1883, s'est attribué faussement l'état civil du requérant;

Que c'est donc par suite d'une erreur sur l'état civil du condamné que la Cour correctionnelle a prononcé la condamnation contre le recourant, à raison d'une infraction qu'il n'avait pas commise;

Qu'ainsi la demande en revision est justifiée.

Sur la demande de mille francs de dommages-intérêts:

Considérant que le recourant, en application de l'article 474 de la loi du 26 mai 1897, conclut en définitive à ce qu'il plaise à la Cour condamner l'Etat de Genève à lui payer la somme de mille francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé;

Considérant que la Cour de cassation est un tribunal d'exception dont la compétence est strictement limitée par des dispositions légales;

Que, d'autre part, il est de principe que la Cour de cassation n'apprécie ni les faits ni les circonstances, mais statue en droit, renvoyant, au cas de cassation, le recourant devant d'autres juges;

Considérant que ce principe supérieur a été confirmé dans la loi du 26 mai 1897;

Digitized by Google

Qu'en effet, l'article 472 de ladite loi statue que si le recours en revision est admis, la Cour renvoie l'affaire devant la juridiction compétente pour être statué à nouveau;

Que la seule exception à ce principe supérieur ne trouve son application que lorsque, ainsi que le prévoit le § 2 de l'article 472, il y a impossibilité de procéder à de nouveaux débats par suite du décès du condamné ou de toute autre circonstance et que cette impossibilité est constatée par la Cour d'une manière expresse;

Considérant, d'autre part, qu'en ce qui concerne le recours en revision fondé sur le § 4 de l'article 469, le législateur se borne à statuer que la Cour ordonnera les rectifications et modifications nécessaires, tant d'état civil que du casier judiciaire;

Que tout en posant le principe que des dommages-intérêts peuvent être alloués dans le cas où l'innocence d'un condamné a été établie, le législateur n'attribue pas, d'une manière expresse, à la Cour de cassation le droit de statuer sur ces dommages-intérêts, d'où il ressort que la Cour est incompétente pour apprécier soit l'existence, soit la quotité du dommage;

Considérant que, la Cour de cassation se déclarant incompétente sur la demande de mille francs à titre de dommages-intérêts, il n'y a pas lieu d'examiner, en l'espèce, si l'Etat a été régulièrement mis en cause, s'il est possible d'admettre que le ministère public représente l'Etat, s'il y a eu une faute commise pouvant engendrer une responsabilité et enfin s'il y a eu un préjudice souffert, questions qui mériteraient, pour chacune d'elles, un sérieux examen et à raison desquelles il convient de réserver les droits, tant de l'Etat que du recourant;

Par ces motifs;

La Cour:

Admet, en la forme, le recours en revision, et cela fait:

Au fond:

Ordonne que sur la minute du jugement rendu le 28 novembre 1883 par la Cour correctionnelle de Genève, contre sieur Bérard et Jean Staef, il sera inscrit que ledit jugement doit être rectifié en ce sens qu'il n'est point rendu contre François Bérard, né à Neuville-sur-Ain (département de l'Ain), France, le 27 juin 1860, lequel doit être déchargé de la condamnation prononcée contre lui par ledit jugement;

Ordonne que sur le casier judiciaire dudit François Bérard toute mention concernant une condamnation prononcée contre lui par la Cour correctionnelle de Genève, le 28 novembre 1883, pour vol, sera définitivement rayée et mise à néant;

Se déclare incompétente sur la demande de dommages-intérêts et renvoie le recourant à mieux agir, tous droits réservés, tant au profit du requérant qu'au profit de l'Etat.

Cet arrêt touche à une autre question intéressante, celle de l'*indemnité* due au condamné dont une décision de justice a reconnu l'innocence.

Digitized by Google

L'article 474 du code revisé, maintenant un principe déjà formulé par le code ancien, édicte ce qui suit:

Dans le cas où l'innocence d'un condamné a été établie, il peut être alloué, à lui-même ou à ses ayants droit, des dommages-intérêts proportionnés au préjudice souffert.

C'est sur ce texte que s'appuyait le recourant Bérard pour réclamer à l'Etat de Genève une somme de mille francs à titre de réparation. En se déclarant incompétente, la Cour de cassation n'a fait que se conformer aux règles qui régissent sa juridiction. Elle n'a pas pour mission d'aborder le fond, pas plus au sujet de l'action civile qu'à propos de l'action publique, sauf dans les cas où la loi lui confère expressément ce pouvoir (article 472, alinéa 2).

L'application du texte de l'art. 474 au cas d'une pure erreur d'identité paraît d'ailleurs assez difficile. Le préjudice dont la loi a entendu garantir la réparation, n'est-ce pas plutôt celui qui dérive d'une arrestation et d'une détention imméritées? Dans l'espèce que je viens de raconter, peut-on dire que l'*innocence d'un condamné* ait été établie? Pour ma part, j'en doute. Si Bérard, usant des droits que l'arrêt ci-dessus lui réserve, nantit de sa demande en dommages-intérêts la juridiction compétente, ce tribunal sera appelé à donner sur ce point et pour la première fois l'interprétation de l'article 474.

Digitized by Google

Die Strafgesetzgebung des Bundes und der Kantone.

Jahresbericht für das Jahr 1896.

Législation fédérale et cantonale.

Rapport pour l'année 1896.

Dritte Abteilung.

Glarus. Berichterstatter: Regierungsrat *D. Legler* in Glarus.

Beschluss betreffend unberechtigte Stimmabgabe an der Landsgemeinde, vom 10. Mai 1896.

Wer an den Abstimmungen der Landsgemeinde unberechtigt teilnimmt, verfällt in eine Busse von Fr. 5 bis 20, wovon dem Kläger die Hälfte zukommt. (Landbuch IV, S. 4.)

Verordnung betreffend die freie Zone für die niedere Jagd in der Glärnischkette, erlassen vom Regierungsrat am 16. Juli 1896.

In dem dadurch betroffenen Gebiete dürfen weder Gemsen, noch Rehe, noch Murmeltiere gejagt, sondern es darf einzig die niedere Jagd vom 15. Oktober bis 15. Dezember betrieben werden. — Fahrlässiges oder absichtliches Laufenlassen der Hunde in das oberhalb der Zone befindliche Gebiet wird nach den einschlägigen Bestimmungen der eidgenössischen und kantonalen Gesetze und Verordnungen bestraft. (L. IV, S. 44 und 45.)

Gesetz betreffend die obligatorische Viehversicherung, erlassen von der Landsgemeinde am 10. Mai 1896.

Nach Art. 13, Ziff. 5, wird die Auferlegung von Ordnungsbussen durch die Statuten der einzelnen Versicherungsanstalten bestimmt. (L. IV, S. 126.)

Gesetz über die Viehprämien, erlassen von der Landsgemeinde am 10. Mai 1896.

§ 11. Prämiierte Zuchtstiere muss der Eigentümer bis Ende August des folgenden Jahres im Kanton unterhalten und ist dabei

Digitized by Google

verpflichtet, dieselben, je nach den Klassen, gegen ein Sprunggeld von Fr. 1. 50 bis Fr. 3 zum Belegen der Kühe und Rinder gebrauchen zu lassen.

Prämiierte trächtige Kühe und Rinder dürfen nicht vor dem ersten Werfen, die von prämiierten Kühen geworfenen Kälber und unträchtige Kühe nicht vor einem Jahre nach der Prämiierung ausser den Kanton verkauft werden.

Übertretungen dieser Bestimmungen ziehen nebst Ungültigkeit des betreffenden Gutscheines eine Busse von Fr. 20 nach sich. (L. IV, S. 131—132.)

§ 12. Das Halten von schönen und guten *Zuchtstieren in den Gemeinden* wird durch Verabreichung von Prämien gefördert.

§ 13. Jede solche Prämie beträgt Fr. 150.

§§ 14—18. Die Zuchtstiere sind den Viehbesitzern ein Jahr lang zur Verfügung zu halten, gut zu nähren, zu keinen anstrengenden Arbeiten zu verwenden und nie aus der Gemeinde zu entfernen. — Übertretungen dieser Vorschriften ziehen den Verlust der Prämien nach sich.

Wallis. Berichterstatter: Nationalrat Dr. *Loretan* in Leuk.

Das *Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichtsorganisation,* welches am 1. Januar 1897 in Wirksamkeit getreten ist, enthält mit Bezug auf die Strafgerichtsbarkeit im wesentlichen folgende Bestimmungen:

Die *Strafgerichtsbarkeit* wird ausgeübt: 1. Durch die Polizeigerichte (in jeder Gemeinde bildet der Gemeinderat oder ein Ausschuss desselben das Polizeigericht), 2. durch die Einleitungsrichter (ein Einleitungsrichter in jedem Bezirk, 14 im Kanton), 3. durch die Kreisgerichte (4 Kreisgerichte im Kanton) und 4. durch das Appellationsgericht. Der Appellationsgerichtshof, die Einleitungsrichter und die Kreisgerichte haben ihre Gerichtsschreiber. Diese müssen im Besitze des Notardiploms sein.

Die *Polizeigerichte* erkennen nach einem summarischen, einfachen Verfahren über die im II. Buche des Strafgesetzes, sowie in den Artikeln 148, 196, 287, 301 und 339 desselben vorgesehenen Übertretungen, wie z. B. Hülfsverweigerung bei Unglücksfällen und gemeiner Gefahr, ruhestörender Lärm und grober Unfug, Tierquälerei, Steinwerfen und Abfeuern von Feuerwaffen in den Ortschaften, Auswerfen und Ausgiessen von Materialien auf öffentliche Strassen und Plätze, Feilhalten von verdorbenen Getränken oder Esswaren, Halten von falschem Mass und Gewicht, selbst wenn der Gebrauch davon nicht nachgewiesen ist, ganz leichte Miss-

Digitized by Google

handlungen oder Eigentumsverletzungen, Bettelei und Landstreicherei, öffentliches Ärgernis in den Fällen, wo dasselbe nicht ein schwereres Vergehen bildet, Entwendungen von Feld- und Baumfrüchten von unbedeutendem Wert, leichte Sachbeschädigungen. Ferner ist den Polizeigerichten die Ahndung der Zuwiderhandlungen gegen einzelne Bestimmungen der Forstgesetzgebung und verschiedener anderer Verwaltungsgesetze übertragen. — Für die Feststellung des Thatbestandes der meisten dieser Zuwiderhandlungen sind die amtlichen und auf eigener Wahrnehmung beruhenden Angaben der beeidigten Polizeiorgane, unter Zulassung des Gegenbeweises, beglaubigt. — Die Erkenntnisse der Polizeigerichte werden den Beteiligten mittelst eingeschriebenen Briefes oder durch amtliche Veröffentlichung zur Kenntnis gebracht. Bei offenkundiger Rechtsverletzung ist gegen die polizeigerichtlichen Entscheide der Rekurs an den Einleitungsrichter gewährleistet.

Der *Einleitungsrichter* erkennt als Einzelrichter, nach gewalteter Untersuchung, über einfache Injurien, über einfache und qualifizierte Diebstähle, insofern der Wert der entwendeten Sache nicht 30 Fr. übersteigt, und über Misshandlungen und Körperverletzungen, welche nicht eine mehr als zehntägige Arbeitsunfähigkeit des Verletzten zur Folge haben. In allen diesen Fällen kann Weiterziehung an das Kreisgericht erklärt werden. — Das Untersuchungsverfahren in diesen Fällen, vom Einleitungsrichter als Untersuchungsrichter geleitet, ist ein einfaches, auf rasche Erledigung und prompte Justiz abzielendes. Die Schlussverhandlung ist öffentlich. — Mit Bezug auf die Strafkompetenzen des Einleitungsrichters in Betreibungs- und Konkurssachen hat das Gesetz über die Gerichtsorganisation am kantonalen Einführungsgesetz vom 26. Mai 1891 zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs nichts geändert.

Die *Kreisgerichte* erkennen als erste Instanz über alle Verbrechen und Vergehen, deren erstinstanzliche Beurteilung nach dem Gesagten nicht in der Kompetenz des Einleitungsrichters liegt, und als Berufungsinstanz im Falle der Weiterziehung eines vom Einleitungsrichter in erster Instanz ausgefällten Urteils. — Auch in den Fällen, die von den Kreisgerichten abgeurteilt werden, liegt die Untersuchung in der Hand des Einleitungsrichters, bewegt sich aber in den von der Strafprozessordnung vorgeschriebenen ordentlichen Prozessformen. Die Schlussverhandlung ist öffentlich und mündlich vor versammeltem Kreisgericht. Dabei findet eine nochmalige Einvernahme des Angeklagten und, wenn dieser es begehrt, die öffentliche Wiedereinvernahme der Zeugen statt. Dieses Begehren, welches auch der Amtskläger und die Civilpartei stellen können, muss jedoch wenigstens acht Tage vor den Schlussver-

Digitized by Google

handlungen dem Vorsitzenden eingereicht werden. In Kriminalfällen ist die Verbeiständigung des Angeklagten durch einen Verteidiger vorgeschrieben.

Das *Appellationsgericht* endlich entscheidet endgültig als höchste Instanz über alle Verbrechen und Vergehen, über welche in erster Instanz die Kreisgerichte geurteilt haben, insofern gegen diese Urteile die Weiterziehung ergriffen wird. In gewissen schweren Fällen, wie bei Mord und Brandstiftung, ist die Weiterziehung an das Appellationsgericht gesetzlich vorgeschrieben. Dieselbe findet auf Instanz und unter der Verantwortlichkeit des Amtsklägers statt.

In Strafsachen ist die *Staatsanwaltschaft* bei dem Appellationsgericht durch den Staatsanwalt oder seinen Stellvertreter, bei den Kreisgerichten und bei den Einleitungsrichtern durch den Amtskläger, auch „Berichtsteller" genannt (einer in jedem Bezirk), vertreten. Die Amtskläger haben auch die Verpflichtung, allen Untersuchungshandlungen der Einleitungsrichter beizuwohnen.

Die Ökonomie des Gesetzes, insoweit es das Strafrecht oder den Strafprozess berührt, liegt darin, dass die Strafkompetenzen des Einleitungsrichters ausgedehnt worden sind unter gleichzeitiger Einführung eines rascheren Prozessgangs für die vor dem Forum dieses Richters sich abspielenden Strafhändel.

Digitized by Google

Entscheidungen in Strafsachen. — Jurisprudence pénale.

Kantonale Gerichte. — Tribunaux cantonaux.

Erst- und oberinstanzlicher Entscheid
in Sachen
Jakob Mock wegen Widerhandlung gegen die Streikverordnung und Ehrverletzung.

Mitgeteilt von *W. Ernst*, I. Kammerschreiber des Obergerichts, in Bern.

1. Urteil des Polizeirichters von Bern vom 18. November 1897.

Motive:

I. Jakob Mock von Herisau, geboren 1872, Buchbinder, Speichergasse 29, und Johann Jakob Gächter von Oberriet, St. Gallen, geboren 1873, Schreiner, Schifflaube Nr. 16 in Bern, sind angeschuldigt der Widerhandlung gegen die Polizeiverordnung gegen Ausschreitungen während eines Streiks, erlassen vom Gemeinderat der Stadt Bern am 21. März 1894 und vom Regierungsrat genehmigt am 22. März 1894. Die Klägerin Frau Witwe Anna Neuenschwander klagt noch besonders den Ausdruck „schlechte, miserable Mutter" ein, welchen Mock gegenüber ihr am Abend des 13. Oktober 1897 gebraucht haben soll.

II. Was die Verfassungsmässigkeit der Verordnung [1]) betrifft, so ist diese zu bejahen: Der Gemeinderat der Stadt Bern erliess die Verordnung gestützt auf die im Ingress der Verordnung angeführten gesetzlichen Bestimmungen. Die mit einer Strafsanktion von Gefangenschaft bis zu drei Tagen, womit fakultativ Busse bis zu Fr. 200 verbunden werden kann, versehene Verordnung erhielt die Genehmigung des Regierungsrates. Anzufechten in der Verordnung ist allerdings die Bestimmung, dass ihr Zuwiderhandelnde in Arrest zu setzen sind. Eine solche Arrestnahme qualifiziert sich als eine Verhaftung, die nur nach den einschlagenden Bestimmungen des Strafprozesses in gesetzlicher Weise ausgeführt werden kann. In casu wurden auch die Angeschuldigten nicht in Arrest gesetzt.

[1]) Die Verordnung wird auf der folgenden Seite abgedruckt.

Digitized by Google

Polizeiverordnung gegen Ausschreitungen während eines Streikes.

Der Gemeinderat der Stadt Bern,

gestützt auf § 7 des Gesetzes über das Gemeindewesen vom 6. Dezember 1852, sowie auf die Verordnung über die Ortspolizei vom 12. November 1832, ferner auf Art. 77, 84 und 85 der Verordnung vom 31. Dezember 1832 über die Organisation der Ortspolizei in der Hauptstadt, sowie auf das Dekret vom 1./2. März 1858 betreffend Strafbestimmung über Widerhandlungen gegen Verordnungen und Reglemente des Regierungsrates und gestützt auf Art. 71, Absatz 2, der Staatsverfassung des Kantons Bern,

beschliesst:

Art. 1.

Wer während eines Streikes darauf ausgeht, *durch Wachestehen oder sonstwie* Arbeiter, Arbeitgeber, das Publikum oder die Behörden zu belästigen, oder Arbeiter oder Arbeitgeber an der Ausübung ihres Berufes zu verhindern, oder durch Drohungen einzuschüchtern, ist in Arrest zu setzen und mit *Gefangenschaft bis zu 3 Tagen,* womit *Busse bis zu Fr. 200* verbunden werden kann, zu bestrafen. Vorbehalten bleibt die Anwendung anderer Gesetzesvorschriften, die durch solche Widerhandlungen berührt werden, sowie die Geltendmachung civilrechtlicher Ansprüche für den durch solche Widerhandlungen zugefügten Schaden.

Art. 2.

Die städtische Polizeidirektion eröffnet dem Zuwiderhandelnden eine angemessene Strafe und vollzieht dieselbe sofort, insofern er sich unterzieht. Ist dieses nicht der Fall, so findet Zuführung an den Regierungsstatthalter und Überweisung der Akten an denselben zu Handen des Polizeirichters statt.

Art. 3.

Landesfremde Personen sind nach ausgestandener Strafe an den Regierungsstatthalter zum Zwecke des Heimtransportes, resp. zu polizeilicher Ausschaffung zu überweisen.

Art. 4.

Diese Verordnung unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates und tritt nach erhaltener Sanktion sofort in Kraft.

Bern, den 21. März 1894.

(Unterschriften.)

Vom Regierungsrat genehmigt.

Bern, den 22. März 1894.

(Unterschriften.)

III. Am 11. Oktober 1897 brach in Bern in den Schreibbücherfabriken *Neher & Cie.* und *Müller & Cie.* Streik aus, der einige Wochen fortdauerte.

In der Fabrik Müller & Cie. befanden sich unter den Arbeiterinnen, welche die Arbeit nicht niederlegten, unter anderen die bei ihrer Mutter am Zeltweg 5, Länggasse, in Bern wohnenden beiden Töchter Elise und Rosa Neuenschwander. Mittwoch den 13. Oktober, abends 7 Uhr, begaben sich nun die beiden Angeschuldigten Gächter und Mock in das Haus Zeltweg 5. Da es schon vorgekommen, dass Mock die Elise Neuenschwander, die er schon früher kannte, nach

Digitized by Google

Hause geleitet hatte, wurde den beiden Einlass gewährt. Nach der Anzeige, welche Frau Neuenschwander bereits andern Tags früh auf der städtischen Polizei einreichte und welche sie in der Verhandlung vor dem Richter bestätigte, soll besonders Mock auf jegliche Weise versucht haben, die beiden Töchter Neuenschwander vom Weiterarbeiten in der Fabrik abwendig zu machen; er soll zu denselben gesagt haben, sie müssen helfen streiken, sonst werde er sie in den Zeitungen veröffentlichen und sie verachten und verfolgen, bis die Mädchen aus der Fabrik gejagt würden etc. Die Mutter Neuenschwander habe er als „schlechte, miserable Mutter“ tituliert. Zu der ganzen Sache, heisst es weiter in der Anzeige, habe nur Mock das Wort geführt und solche beleidigende Ausdrücke gebraucht.

IV. Was erstens Gächter betrifft, so geht aus den Zeugenaussagen, wie schon teilweise aus der Anzeige hervor, dass er sich in keiner Weise beleidigend über Frau Neuenschwander äusserte und sich überhaupt ganz passiv verhielt, während Mock das Wort führte. Gächter ist deshalb, da nichts Belastendes gegen ihn vorliegt, freizusprechen. Entschädigung hat Gächter ausdrücklich keine verlangt.

V. Soweit es Mock betrifft, so bestreitet derselbe die Richtigkeit der Anzeige, allein es wird dieselbe bestätigt durch die Aussagen der Elise und Rosa Neuenschwander, sowie teilweise durch diejenigen der beiden weiteren Zeugen Anna Neuenschwander und Lisette Wenger. Übereinstimmend deponieren die Zeugen, dass Mock den Arbeiterinnen ihr Nichtstreiken vorhielt und ihnen drohte, man werde sie verfolgen und verachten. Die beiden Schwestern Neuenschwander deponieren ausserdem, Mock habe sich geäussert, er werde ihnen zuleide thun, was er könne.

Durch sein Verhalten hat sich Mock der Widerhandlung gegen die Streikverordnung in der Weise schuldig gemacht, dass er darauf ausging, Arbeiter durch Drohungen einzuschüchtern. Es darf hierfür der gesetzliche Beweis im Sinne des § 363 St. V. als geleistet betrachtet werden.

Im ferneren darf als erwiesen erachtet werden, dass Mock die Mutter Neuenschwander als eine schlechte, miserable Frau bezeichnete. Der gesetzliche Beweis hierfür ist erbracht durch die unmittelbare Aussage der Frau Neuenschwander in Verbindung mit der Aussage ihrer Töchter und derjenigen der Lisette Wenger. Mock hat sich gegenüber Frau Neuenschwander einer Ehrverletzung im Sinne des Art. 178 St. G. B. schuldig gemacht; die Ehrverletzung ist um so gravierender, als sie geschah einer arbeitsamen Mutter gegenüber in Gegenwart ihrer Kinder; auch die Öffentlichkeit — das andere Merkmal der Ehrverletzung — ist vorhanden, da die Ehrverletzung fiel in Gegenwart mehrerer Personen.

Digitized by Google

VI. Mock ist deshalb einerseits wegen Widerhandlung gegen die erwähnte Polizeiverordnung, andererseits wegen Ehrverletzung der Frau Neuenschwander zu bestrafen.

Aus diesen Gründen wird

erkannt:

1. Johann Jakob Gächter ist von der Anschuldigung wegen Widerhandlung gegen die Polizeiverordnung gegen Ausschreitungen während eines Streiks vom 22. März 1894 freigesprochen.
2. Jakob Mock ist schuldig erklärt der Widerhandlung gegen die genannte Verordnung, sowie der Ehrverletzung gegenüber Frau Witwe Neuenschwander, begangen am 13. Oktober 1897 in Bern, und wird derselbe

   in Anwendung von Art. 1 genannter Verordnung, Art. 178 St. G. B., Art. 59 St. G. B., Art. 368 St. V.

verurteilt:

1. korrektionell zu 1 Tag Gefangenschaft,
2. zu den Kosten des Staates von Fr. 32.

2. Urteil der Polizeikammer des Appellations- und Kassationshofes vom 8. Januar 1898.

Motive:

I. Am 13. Oktober 1897 — während des Streikes der Buchbinder in den Schreibbücherfabriken Neher & Cie. und Müller & Cie. in Bern — begab sich der Appellant Buchbinder Jakob Mock, in Begleitung eines Kameraden, in die Wohnung der Klägerin Frau Neuenschwander, deren in der Schreibbücherfabrik Müller & Cie. arbeitende Töchter Elise und Rosa Neuenschwander die Arbeit nicht mit niedergelegt hatten, und stellte die Frau Neuenschwander hierüber zur Rede. Als diese ihm erklärte, sie dulde nicht, dass ihre Töchter streikten, nannte er sie eine schlechte, miserable Mutter und äusserte sich in drohender Weise, er werde die Elise und Rosa Neuenschswander, welche zugegen waren, (wegen ihrer Nichtbeteiligung am Streik) veröffentlichen und ihnen zuleide thun, was er könne (vgl. die Deposit. der Zeugen Elise und Rosa Neuenschwander); nach den Aussagen des Zeugen Anna Neuenschwander forderte Mock die Elise und Rosa Neuenschwander auch direkt auf, zu streiken.

II. 1. Auf Grund dieses Sachverhalts ist der Appellant Mock der Ehrverletzung gegenüber Frau Neuenschwander und der Widerhandlung gegen die Polizeiverordnung des Gemeinderats der Stadt Bern gegen Ausschreitungen während eines Streiks vom 21. März 1894 angeschuldigt.

2. Gegenüber der ersteren Anschuldigung macht die Verteidigung vor allem aus das Fehlen eines Strafantrages der Frau Neuenschwander geltend.

Digitized by Google

Nun ist freilich in dem als Strafanzeige aufzufassenden, von Frau Neuenschwander als Klägerin unterzeichneten Bericht an die städtische Polizeidirektion, II. Abteilung, vom 14. Oktober 1897 der von Mock gebrauchte ehrverletzende Ausdruck „schlechte, miserable Mutter" mitenthalten.

Allein dass Frau Neuenschwander bezüglich desselben Strafantrag hat stellen wollen, geht aus dem Tenor des Berichts nicht hinlänglich hervor. Es ist vielmehr anzunehmen, Frau Neuenschwander habe jenen Ausdruck lediglich als Begleitumstand in ihre dem Bericht zu Grunde liegende Deposition betreffend die angebliche Widerhandlung des Mock gegen die Streikverordnung aufgenommen.

Der erstinstanzliche Richter hat denn auch in der (nach Überweisung des Berichts als Anzeige) an den Appellanten erlassenen Vorladung zur Einvernahme nach Art. 287 St. V. bloss der Anschuldigung wegen Widerhandlung gegen die Streikverordnung Erwähnung gethan.

Es gebrach demnach in der That der gegen Mock wegen Ehrverletzung eingeleiteten Strafuntersuchung infolge des Fehlens eines bezüglichen Strafantrags der antragsberechtigten Frau Neuenschwander an einer gesetzlichen Voraussetzung.

Dass der hierin liegende Mangel auch nicht etwa dadurch gehoben wurde, dass Frau Neuenschwander nachträglich in der Hauptverhandlung vom 5. November 1897 die Erklärung abgab, sie klage wegen des Ausdrucks „schlechte, miserable Mutter", liegt auf der Hand.

Mock ist demgemäss von der Anschuldigung wegen Ehrverletzung mangels Strafantrages freizusprechen.

3. *a*) Was nun die zweite gegen Mock erhobene Anschuldigung anbelangt, so fällt, an sich, dessen (unter Ziff. I dargestelltes) Verhalten ohne Zweifel unter Art. 1 der citierten Streikverordnung; Mock ist nämlich nach dem aus dem Beweisergebnis sich ergebenden Sachverhalt wirklich während des Buchbinderstreiks darauf ausgegangen, die beiden Arbeiterinnen Elise und Rosa Neuenschwander durch Drohungen einzuschüchtern, beziehungsweise dieselben an der Ausübung ihres Berufes zu verhindern.

Dass dies im Innern eines Hauses, d. h. nicht öffentlich geschehen, steht der Anwendung des Art. 1 der Verordnung nicht im Wege, da letztere, wie aus dem daselbst gewählten Ausdruck „oder sonstwie" hervorgeht, bezüglich der Art und Weise beziehungsweise des Ortes der Begehung keinerlei Einschränkung in diesem Sinne aufstellt, weshalb auch die heute von der Staatsanwaltschaft und der Verteidigung vertretene Auffassung, jener Ausdruck schliesse, parallel zu dem Ausdruck „durch Wache stehen", die Öffentlichkeit der Begehung in sich, nicht zutreffend erscheint.

b) Die Anwendbarkeit der Streikverordnung wird aber im weiteren seitens der Verteidigung aus dem Grunde bestritten, weil dieselbe nicht verfassungs- und gesetzesgemäss zu Recht bestehe.

Digitized by Google

Aus der Prüfung dieses Einwandes, welcher, wenn begründet, allerdings die gegen Mock erhobene Anschuldigung hinfällig zu machen geeignet ist, ergiebt sich nun folgendes:

α) Unzutreffend ist es offenbar, aus der *Form,* in welcher die Straffolgen der Widerhandlung gegen die in der Streikverordnung enthaltenen Bestimmungen normiert sind und die allerdings diejenige eines Rechtssatzes des bürgerlichen Strafrechts ist, zu schliessen, es handle sich auch *inhaltlich* um einen solchen, und im weitern aus *diesem* Grunde die Verfassungswidrigkeit der Streikverordnung herleiten zu wollen.

β) Dagegen ist die *Kompetenz* des Gemeinderats von Bern zum Erlass der *fraglichen Streikverordnung selbst* zu verneinen.

Der § 7 des Gesetzes über das Gemeindewesen vom 6. Dezember 1852, auf welchen im Ingress der Streikverordnung in erster Linie hingewiesen ist, bestimmt, dass es, bis zum Erlass eines besonderen Gesetzes und der nötigen Regierungsverordnungen zur näheren Bestimmung des Umfangs und der Organisation der Ortspolizei, in dieser Hinsicht bei dem wirklich Bestehenden zu verbleiben habe und jeder Gemeinde auf der Grundlage desselben die erforderlichen Lokalreglemente aufzustellen überlassen sei.

Da nun ein Gesetz über Umfang und Organisation der Ortspolizei bis zur Stunde noch nicht erlassen ist, so sind für die Regelung dieser Materie immer noch die gesetzlichen Bestimmungen entscheidend, welche hierüber zur Zeit des Erlasses des Gemeindegesetzes vom 6. Dezember 1852 bestanden haben. Als eine solche stellt sich zunächst die im Ingress der Streikverordnung weiterhin angeführte Verordnung über die Ortspolizei vom 12. November 1832 dar.

Dieselbe ist indessen auch hinsichtlich derjenigen ihrer Bestimmungen, die an sich etwa in Betracht fallen könnten, für die Herleitung der vorliegend in Frage stehenden Kompetenz nicht verwertbar; denn Art. 3 überträgt dem Einwohnergemeinderat *bloss* die *Handhabung* der *Ortspolizeiaufsicht,* sowie die Erlassung der *hierfür* erforderlichen Lokalpolizeiverordnungen (insofern sie nicht durch Gesetze oder andere Verfügungen bereits der Centralpolizei oder dem Regierungsstatthalter übertragen ist); auch lässt sich die in der Streikverordnung normierte Materie unter keine der gemäss Art. 4 der unmittelbaren Aufsicht und Besorgung des Einwohnergemeinderats unterworfenen Polizeigegenstände einordnen.

Massgebend ist nun freilich für die Kompetenzbestimmung des Gemeinderats von Bern zum Erlass der Streikverordnung vornehmlich die von ihm ferner angerufene Verordnung über die Organisation der Ortspolizei in der Hauptstadt vom 31. Dezember 1832, welche, wie aus den Erwägungen hervorgeht, mit Bezug auf die Hauptstadt eine nähere Bestimmung einer-

Digitized by Google

seits der Befugnisse der Einwohnergemeindsbehörde in Sachen der Ortspolizei, andererseits der Aufgaben des dem Regierungsstatthalter untergeordneten Polizeidirektors, sowie überhaupt eine vollständige Ausscheidung der verschiedenen Zweige der Ortspolizei für die Hauptstadt zu treffen bestimmt war. Den Ausgangspunkt für diese Kompetenzausscheidung bildet die Zweiteilung der Materie in das Gebiet der Sicherheitspolizei und in dasjenige der Wohlfahrtspolizei.

Jenes umfasst alles dasjenige, was auf die Handhabung der öffentlichen Ruhe und die Sicherheit des Staates, der Personen und des Eigentums Bezug hat, und wird durch den vom Regierungsrat ernannten Polizeidirektor als Gehülfen des Regierungsstatthalters verwaltet (Art. 1a und 2); dieses begreift diejenigen Gegenstände in sich, welche die Ortspolizei im engeren Sinne betreffen und auf die besondere Wohlfahrt der Bewohner der Hauptstadt Einfluss haben, ohne in das Gebiet der Sicherheitspolizei zu gehören, sowie alle hierzu erforderlichen Lokalanstalten, und ist dem Einwohnergemeinderat übertragen (Art. 1b und 2).

Aus dem Inhalt der Streikverordnung ergiebt sich nun ohne weiteres, dass dieselbe ihrer Natur und Zweckbestimmung nach dem *ersteren* Gebiete angehört, da sie der während der Dauer eines Streiks in erhöhtem Masse bestehenden Gefahr einer Störung der öffentlichen Ruhe und Ordnung durch Ausschreitungen der in der Verordnung genannten Art begegnen will. Daher fällt sie, gemäss Art. 2 der Verordnung vom 31. Dezember 1832, in den Kompetenzenkreis des Polizeidirektors, beziehungsweise des *Staates*, deren ausführendes Organ letzterer war, wie aus dem angeführten Art. 2 der Verordnung vom 31. Dezember 1832 hervorgeht und durch den Umstand bekräftigt wird, dass gemäss § 3 des Dekrets betreffend die Übertragung der Ortspolizei in Bern an die Einwohnergemeinde, vom 15. Februar 1849, diejenigen Attribute des Regierungsstatthalteramts, welche durch die Verordnung vom 31. Dezember 1832 dem Stadtpolizeidirektor übertragen waren, an den Regierungsstatthalter von Bern zurückgefallen sind. Der Gemeinderat von Bern war daher nicht befugt, in Überschreitung des ihm durch die Verordnung vom 31. Dezember 1832 delegierten, *bloss auf die Wohlfahrtspolizei sich beziehenden Verordnungsrechtes* eine in das Gebiet der *staatlichen* Fürsorge fallende Verordnung *sicherheitspolizeilicher* Natur zu erlassen.

Die Art. 77, 84 und 85 (auch 83) der Verordnung vom 31. Dezember 1832, auf welche sich der Gemeinderat von Bern im Ingress der Streikverordnung insbesondere beruft, berechtigen und verpflichten denn auch denselben (in Bestätigung des in Art. 2 aufgestellten Grundsatzes) *lediglich* zur *Mit*aufsicht über die Bewohner der Hauptstadt in Bezug auf die *Handhabung* der allgemeinen Sicherheits- und Sittenpolizei (Art. 77)

Digitized by Google

und zur *Mitwirkung* bei der *Handhabung* der Sicherheitspolizei (Art. 83 bis 85), was selbstverständlicherweise mit einer Verleihung des *Verordnungsrechts* auf dem Gebiete der Sicherheitspolizei nicht verwechselt werden darf. Dass das Dekret vom 1./2. März 1858 betreffend Strafbestimmungen über Widerhandlungen gegen Verordnungen und Reglemente des Regierungsrates und Art. 71, Abs. 2, K. V. für die fragliche Kompetenzbestimmung nicht in Betracht fallen können, da sie selbst lediglich die Zulässigkeit der Aufstellung von *Strafsanktionen* für die Widerhandlung gegen *kompetenterweise* erlassene Verordnungen der Gemeinden betreffen, somit das Vorhandensein der Kompetenz *voraussetzen,* liegt auf der Hand.

c) War mithin der Gemeinderat von Bern zum Erlass der fraglichen Streikverordnung nicht kompetent, so ist dieselbe nicht auf gesetzmässigem Wege zu stande gekommen und daher für die Gerichte unverbindlich. Es hat demnach eine Freisprechung zu erfolgen.

4. Vom Zuspruch einer Entschädigung an den demgemäss von beiden gegen ihn erhobenen Anschuldigungen freizusprechenden Appellanten ist unter den obwaltenden Umständen abzusehen, da die Einleitung der bezüglichen Strafuntersuchung als nicht von vornherein unbegründet erscheint. Dagegen ist demselben eine Entschädigung für die gehabten Verteidigungskosten zu admittieren.

Aus diesen Gründen hat die Polizeikammer erkannt:

1. Jakob Mock wird von der Anschuldigung wegen Widerhandhandlung gegen die Streikverordnung und wegen Ehrverletzung, von letzterer Anschuldigung mangels Strafantrages, freigesprochen, ohne Entschädigung.
2. Die Kosten des erst- und oberinstanzlichen Verfahrens werden dem Staate auferlegt; dem Angeschuldigten wird für seine Verteidigung ein Betrag von Fr. 40 admittiert.

Digitized by Google

Litteratur-Anzeigen. — Bibliographie.

Kriminalpsychologie von Dr. **Hanns Gross.** *Graz, Leuschner & Lubensky, 1898, 721 S.*

Wer das Handbuch für Untersuchungsrichter, Polizeibeamte und Gendarmen von Hanns Gross kennt, das bald nach seinem Erscheinen eine zweite Auflage erlebte, wird die „*Kriminalpsychologie*“ desselben Verfassers ebenfalls kennen lernen wollen. Hanns Gross ist ein so origineller und im besten Sinne unterhaltender Schriftsteller und ein so feiner Beobachter, dass ein Buch über Kriminalpsychologie, das er geschrieben hat, Ausserordentliches erwarten lässt. Wer freilich voraussetzt, dass seine Kriminalpsychologie ein *Lehrbuch* der Kriminalpsychologie sei, wird kaum befriedigt sein. Hanns Gross stellt sich die Aufgabe, *eine Zusammenstellung aller Lehren der Kriminalpsychologie* zu geben, *welche der Kriminalist bei seiner Arbeit notwendig hat.* Hanns Gross will also das, was die Psychologie für den Kriminalisten praktisch Brauchbares bietet, in einem Buch zusammenfassen und die Psychologie in den Dienst des Kriminalisten stellen.

Hanns Gross unterscheidet *Subjektives* und *Objektives.* Als *subjektiv* fasst er die psychische Thätigkeit des *Richters* auf, als *objektiv* die psychische Thätigkeit des *Vernommenen.* Die psychische Thätigkeit des *Richters* teilt Gross in *aufnehmende* und in *konstruktive* Momente. Als *aufnehmende* Momente betrachtet er: 1. die Methode, 2. Psychologisch Edukatives, 3. Phänomenologisches; als *konstruktive* Momente werden behandelt: 1. das Schliessen, 2. das Wissen.

Bei der psychischen Thätigkeit des *Vernommenen,* die unter dem Titel *Objektives* dargestellt wird, bezeichnet Gross als *gemeinsame* Momente: 1. Sinneswahrnehmungen, 2. Wahrnehmung und Auffassung, 3. Vorstellungen, 4. Denkvorgänge, 5. Ideenassociationen, 6. Erinnern und Gedächtnis, 7. den Willen, 8. das Gefühl, 9. die Art der Wiedergabe.

Die Abteilung, welche die *unterscheidenden* Momente erörtert, behandelt: 1. Allgemein Differenzierendes, 2. Besondere Einflüsse, 3. Unrichtigkeiten, 4. Besondere Zustände.

Digitized by Google

Eine Kritik dieses *Systems* liegt nicht in meiner Absicht. Ich gestehe, dass mir die Anordnung des Stoffes nicht vollkommen klar geworden ist. Hanns Gross hätte dem Verständnis durch eine Darlegung seines Planes nachhelfen sollen. So viel scheint mir sicher zu sein, dass die Bedeutung des Werkes nicht in einer lichtvollen und streng durchgeführten Anordnung des Stoffes liegt.

Dagegen verarbeitet Hanns Gross auch in diesem Werke mit bewundernswertem Fleiss und Eifer ein unendliches, teils aus der Litteratur, teils aus der eigenen Erfahrung geschöpftes Material. Der Verfasser giebt freilich nirgends eine strenge Gedankenentwicklung, sondern er *stellt,* wie es seinem Thema entspricht, das, was er als wissenswert und praktisch wichtig erachtet, *zusammen.* Er argumentiert nicht, *er stellt Thatsachen fest.* Hanns Gross ist überhaupt naturwissenschaftlich veranlagt. Die juristische Methode befriedigt ihn nicht; er arbeitet daher wie ein Naturforscher. Was alles Hanns Gross psychologisch-kriminalistisch Interessantes berichtet und verarbeitet, lässt sich in einer kurzen Anzeige nicht einmal andeuten. Wer mit mir überzeugt ist, dass das Gebiet, welches Hanns Gross als Bahnbrecher bearbeitet, für den Kriminalisten wichtig ist und nicht vernachlässigt werden darf, lese die Kriminalpsychologie von Hanns Gross. Sie ist in dem fesselnden, packenden, zwang- und formlosen Stil geschrieben, welcher die strengen Regeln gelehrter Darstellung stürmisch durchbricht.

Wenn auch alles, was Hanns Gross schreibt, leicht hingeworfen ist, so spricht doch auch aus allem, was er schreibt, ein so feuriges Streben nach Wahrheit, also wissenschaftlicher Sinn, und es wird so viel Neues, von dem Kriminalisten stets nur gelegentlich Beachtetes in farbenreicher Mannigfaltigkeit ausgebreitet, dass der Arbeit ein *bedeutender wissenschaftlicher Kern* nicht abgesprochen werden kann.

Was Hanns Gross auszeichnet, ist insbesondere seine anregende Kraft; damit besitzt er wohl eine der wichtigsten Eigenschaften eines guten Lehrers. Es wäre zu bedauern, wenn dem Verfasser des Handbuchs für Untersuchungsrichter und der Kriminalpsychologie nicht Gelegenheit geboten würde, die akademische Jugend in die Gebiete einzuführen, die er dem Kriminalisten man darf wohl sagen eröffnet hat. *Stooss.*

Digitized by Google

Strafrechtszeitung. — Nouvelles pénales.

Strafrecht.

Herabsetzung der Strafminima des Basler Strafgesetzbuches. Am 13. Januar 1898 hat der Grosse Rat des Kantons Baselstadt ohne Opposition einen Anzug von Strafgerichtspräsident Völlmy betr. *Herabsetzung der Strafminima* der Regierung zur Prüfung und Berichterstattung überwiesen. Der Anzugsteller hatte zur Begründung angeführt, dass der Grosse Rat im letzten Jahre drei Fälle von Begnadigungsgesuchen zu behandeln gehabt habe, wobei das verurteilende Gericht die Überzeugung gehabt habe, die laut Gesetz ausgesprochene Minimalstrafe von drei Monaten — es handelte sich jeweilen um schweren Diebstahl — sei den Umständen des Falles nach entschieden zu hart. Im ersten und dritten Falle hat es sich um nicht vorbestrafte Personen gehandelt, die den Keller ihres Nebenmieters mit einem nicht zu der betreffenden Abteilung gehörenden Schlüssel geöffnet und Wein in nicht sehr grossen Quantitäten zur sofortigen Konsumation sich angeeignet hatten. Im zweiten Falle hatte ein bisher gut beleumdeter Bahnarbeiter, der sich mit seiner zahlreichen Familie in grosser finanzieller Notlage befand und deshalb von Nahrungssorgen bedrängt war, durch Einsteigen in eine Halle und Erbrechen einer Kiste zwei Schinken entwendet. Im ersten und zweiten Falle hat damals der Grosse Rat die Strafe auf 6, bezw. 3 Wochen herabgesetzt, im dritten Falle das Begnadigungsgesuch abgewiesen.

Von den Urteilen aus früherer Zeit, die als Beispiele für die Härte der Minimalstrafen angeführt wurden, sind bemerkenswert: Ein Urteil vom 28. Juni 1876, wonach ein N. O., der am 28. Juli auf dem Civilstandsamt als den Geburtstag seines am 23. Juli geborenen Kindes den 26. Juli angegeben hatte, um einer Strafe wegen verspäteter Anzeige zu entgehen, wegen Bewirkung einer falschen Beurkundung in gleichzeitigem Zusammentreffen mit Veränderung des Civilstandes eines Kindes zu 3 Monaten Gefängnis verurteilt wurde. Ferner ein Urteil vom 29. Juni 1887, wonach ein Ph. S., der mittelst einer Leiter eine anderthalb Meter hohe Mauer überstieg und Rosen im Werte von 1 Fr. entwendete, mit 3 Monaten Gefängnis bestraft wurde.

Der Anzugsteller ersuchte die Regierung, nicht nur zu prüfen, ob einzelne Strafminima zu ermässigen, bezw. zu streichen seien, sondern auch

Digitized by Google

zu untersuchen, ob nicht vielleicht eher durch Aufstellung bestimmter Strafmilderungsgründe, ähnlich wie dies im Stoossschen Entwurfe eines schweizerischen Strafrechts geschehen sei, die Strenge des Gesetzes gemildert werden könne.

Die Behandlung jugendlicher Personen.

Das Verfahren gegen Kinder von 12 bis 16 Jahren in Appenzell A.-Rh. Der 38. Rechenschaftsbericht des Regierungsrates an den Kantonsrat von Appenzell A.-Rh. (1896/1897) führt aus:

«In den Kriminalgerichtstabellen fällt unangenehm auf, dass mehrmals absolut strafunmündige Kinder vor Gericht erscheinen mussten. Die Kommission hielte es für zweckmässig, wenn bei einer allfälligen Revision der Strafprozessordnung darauf Bedacht genommen würde, dass absolut strafunmündige Kinder nicht mehr vor Kriminalgericht zu erscheinen hätten. Man könnte für solche ein separates, vielleicht ein Disciplinarverfahren einführen. Wir halten dafür, das gegenwärtige Verfahren sei nicht dazu angethan, Kinder von der Begehung von Verbrechen und Vergehen abzuschrecken und sie gleichzeitig auf bessere Wege zu bringen. Macht man doch sehr oft die Beobachtung, dass die gerichtliche Bestrafung auf die Kinder einen schlimmen Einfluss ausübt. Zudem wird einem Minderjährigen seine ganze Existenz bedroht, wenn er kriminell bestraft wird.»

Eine Einsendung in der «Appenzeller-Zeitung» stellt dabei richtig, dass es sich überall um Kinder von 12 bis 16 Jahren, die Stufe der relativen Strafunmündigkeit, handle, wo eben das Gesetz die Aburteilung durch das Gericht verlange, auch wenn Strafunmündigkeit anzunehmen ist. Das Kriminalgericht habe somit nicht ungesetzlich gehandelt. Davon war eigentlich im Bericht nicht die Rede, aber irreleitend war allerdings der Ausdruck absoluter Strafunmündigkeit; der Ausdruck ist übrigens seither amtlich als Druckfehler hingestellt und in «relativ» verbessert worden.

Mit dieser Berichtigung gewinnt die Bemerkung des Rechenschaftsberichtes eine grosse Bedeutung. Es ist schon oft gesagt worden, dass gegenüber Kindern das «Rachebedürfnis der Gesellschaft» schweigt, und dass ihr Sicherungsbedürfnis durch Erziehungsmassregeln am besten befriedigt wird. Die nötigen Anordnungen überträgt auch unser schweizerischer Vorentwurf dem Richter, und ich wüsste nicht, wem anders die Aufgabe zukommen sollte. Aber das gewöhnliche Verfahren mit seiner ganzen oder halben Öffentlichkeit, mit dem Zuführen und Abführen des Delinquenten durch Landjäger unter dem Zulauf der Schuljugend, das Warten auf der Gerichtslaube unter allerlei zweifelhaftem Publikum, das alles passt auch nicht für Kinder. Ebensowenig die feierliche Gerichtsverhandlung; wenn wir das kontradiktorische Verfahren, das übrigens in Appenzell Ausser-Rhoden nicht sehr ausgebildet ist, beibehalten wollten, wäre es wohl am besten, Staatsanwalt und Verteidiger in Abwesenheit des Jungen plaidieren zu lassen; es ist ja unvermeidlich, dass der eine oder andere etwas sagt, was nicht für das Kindesohr passt. Der Richter muss allerdings das Kind sehen und hören, aber das sollte in einer formlosen,

Digitized by Google

die «Parteischranken» aufhebenden Weise geschehen, womöglich nicht einmal im Gerichtssaal selber.

Es war sehr verdienstlich vom Berichterstatter, darauf hingewiesen zu haben, dass die wichtige Frage der Behandlung jugendlicher Verbrecher auch an den Prozess Anforderungen stellt, und es ist zu wünschen, dass die Anregung recht bald zu einem Versuche gesetzgeberischer Ausgestaltung führe. *Z.*

Gerichtliche Bestrafung von Schülern in Zürich. Der *Geschäftsbericht der Centralschulpflege der Stadt Zürich* pro 1896 stellt fest: «Im Jahre 1896 wurden 17 Schüler vom Bezirksgerichte Zürich verurteilt (1895: 22), nämlich 16 Knaben und 1 Mädchen; davon sind Schweizerbürger: 14 (Kanton Zürich 7, Aargau 4, Thurgau 2, Luzern 1), Ausländer: 3 (Württemberg 2, Tirol 1). 2 Schüler gehörten der Alltagsschule (Kl. V und Kl. VI), 13 der Ergänzungsschule (Kl. I: 5, II: 2, III: 6) und 2 der Singschule an. Wohnhaft waren zur Zeit des Vergehens: im Kreise I: 4, III: 10, IV: 2, V: 1. Die Anklage ging in allen Fällen auf Diebstahl. Der Gesamtbetrag der in Frage stehenden Summe beläuft sich auf Fr. 915 (Minimum Fr. 1. 10, Maximum Fr. 294). Das Urteil lautete: auf Korrektionshaus in 2 Fällen (1 bezw. 3 Jahre), auf Gefängnis in 12 Fällen mit zusammen 199 Tagen (Minimum 1 Tag, Maximum 2 Monate); auf Bussen von Fr. 10, bezw. Fr. 15, in 5 Fällen.

Einer der verurteilten Knaben war schon früher wegen Erregung öffentlichen Ärgernisses ein Jahr in der Korrektionsanstalt Ringweil untergebracht. Ein anderer Knabe war durch den Schulvorstand ein Jahr in einer Familie auf dem Lande versorgt, wurde aber von dem Vater zurückgezogen, und der letztere willigte nicht in eine Verlängerung der Versorgung ein. Ein dritter Knabe war ebenfalls versorgt, riss aber nach wenigen Tagen aus, und die Eltern weigerten sich, ihn wieder herzugeben. Das in Frage stehende Mädchen wurde bereits im Jahre 1894 auf Veranlassung des Schulvorstandes den heimatlichen Behörden (Kt. Aargau) als verwahrlost polizeilich zugeführt; dasselbe kam jedoch nach einigen Tagen wieder hierher zurück. Ein Knabe, der bereits vorbestraft war, stand wegen Gehülfenschaft bei einem ausgezeichneten Diebstahl, an dem seine Mutter, ein Bruder und eine Schwester mitbeteiligt waren, vor Bezirksgericht und wurde für ein Jahr in die Anstalt Ringweil eingewiesen.

Die Zahl der Verurteilungen ist etwas geringer als im Vorjahre, dagegen ist die veruntreute Summe grösser (1895: Fr. 657). Die Grosszahl der Verurteilten gehört wieder der Ergänzungsschule an, während, wie auch im Vorjahre, kein Schüler der Sekundarschule gerichtlich bestraft wurde; die in den letzten drei Jahren verurteilten Schüler der Ergänzungsschule bilden 1—1,2 % der Schüler dieser Schulstufe und 72 % der gerichtlich bestraften Schüler der städtischen Schulen überhaupt. Hindernd für das weitere Einschreiten der Schulbehörden trat der Umstand in den Weg, dass die Verurteilten in ihrer Mehrzahl bereits an der Grenze der Schulpflicht und damit in einem Alter standen, wo die Besserungsanstalten in der Regel die Aufnahme verweigern und die Hebung des Übels überhaupt

Digitized by Google

mit grossen Schwierigkeiten verbunden ist. Es kommt hinzu, dass die Eltern in diesen Fällen nur selten freiwillig sich mit der Versorgung einverstanden erklären, weil die letztere nicht bloss eine Einbusse im täglichen Verdienste für sie bedeutet, sondern ihnen auch noch Ausgaben auferlegt.

Die Erfahrung zeigt, dass die Gefängnisstrafen nicht das richtige Korrektiv für jugendliche Verbrecher im schulpflichtigen Alter sind; durch dieselben wird zwar das Vergehen bestraft; aber das Individuum wird nicht gebessert. An Stelle der Gefängnisstrafe sollte bei jugendlichen Verbrechern die geeignete Versorgung treten; nur durch eine konsequente Erziehung während eines kürzern oder längern Zeitraumes, je nach dem Grade der Verwahrlosung, nicht aber durch den Aufenthalt in einer Gefängniszelle, ist die Möglichkeit geboten, einen auf Abwege geratenen jungen Menschen noch auf rechte Bahnen zu bringen. Die Änderung der bisherigen Gesetzesbestimmungen im Sinne einer Verschiebung des Alters der Strafmündigkeit vom 12. auf das 14. Altersjahr, wie dies der Stoosssche Entwurf für ein schweizerisches Strafgesetz vorsieht, und die Anordnung von Zwangserziehung für alle jugendlichen Verbrecher unter 14 Jahren muss als zeitgemäss bezeichnet werden.»

Die Erziehung armer Mädchen in Anstalten. Anlässlich der strafrechtlichen Verurteilung des Vorstehers der Anstalt Kehrsatz bei Bern wegen Unsittlichkeiten, die er mit den Mädchen der von ihm geleiteten Anstalt verübte, ist im Intelligenzblatt der Stadt Bern, vom 10. Februar 1898 (Nr. 34), der folgende sehr beachtenswerte Aufsatz über «Anstaltserziehung armer Mädchen» erschienen, der von allgemeiner Bedeutung ist.

«Die traurigen Thatsachen der Rettungsanstalt in Kehrsatz (bei Bern) können auch ihre guten Früchte reifen. Das allgemeine Interesse für den armen Lazarus wird durch die öffentliche Diskussion geweckt; man wird suchen, den mannigfaltigen Schäden prophylaktisch entgegenzutreten; die Behörden, welche sonst ihre Aufmerksamkeit nicht solchen Kleinigkeiten widmen, werden genötigt, der Volksstimme bei derartigen Erscheinungen offenes Ohr zu schenken und ihre Bemühungen auf Punkte zu richten, die an und für sich unbedeutend erscheinen, in ihrer Gesamtwirkung jedoch zu Resultaten führen, welche die humansten Bestrebungen als Karikaturen erscheinen lassen.

Wir erlauben uns daher, auch noch auf einige Verhältnisse in der Erziehungspraxis sittlich defekter Mädchen aufmerksam zu machen, die bis dahin vielleicht im Gerichtssaale ihre Würdigung, aber ausserhalb desselben gar keine oder eine flüchtige Betonung fanden.

I. Die Mädchen-Rettungsanstalt Kehrsatz begann ihre Thätigkeit daselbst mit einem kleinern Heimwesen; in rasch aufeinanderfolgenden Zwischenräumen kauften die Behörden stets neue Grundstücke an; das Gut umfasste nun 53 Jucharten und sollte neuerdings vergrössert werden. Das gesamte Areal war äusserst schwer zu bearbeiten, es umfasste steile Abhänge und moosiges Land.

Zieht man die schwachen Kräfte 6—10jähriger Kinder ab, so blieb für die leistungsfähigen ältern Mädchen jeweilen eine Arbeit zu bewältigen,

Digitized by Google

die weit über ihre Kräfte ging. Als regelmässig, ständig eingestellte Dienstboten sah man einen Melker und einen Karrer.

Die Mädchen mussten daher Jauche pumpen, Dünger laden, den Viehstall und die vielen Schweineställe ausmisten, füttern, im Sommer um 4 oder 4 ½ Uhr Grünfutter laden, an Abhängen statt dem Pfluge den Boden wenden, Moosgraben räumen, Rigolen, Weidenkulturen jäten und zu Hause Weiden schälen!! Der Vorsteher selbst musste hinten und vorn dabei sein und arbeiten wie ein Tagelöhner.

Nun darf man wohl die Frage stellen, passten all die genannten Arbeiten für Mädchen? Konnten sie erziehend, läuternd, säubernd auf eine Mädchenseele wirken? Mussten diese täglichen Überlastungen, diese niedrigsten Verrichtungen nicht Zöglinge und Vorsteher, Erzieher und Schüler verrohen? Ganz gewiss! Mädchen sind keine Bauernknechte, und ein Erzieher defekter Kinder darf nicht in dieser «Jogglerei» ersticken, so hineingesteckt werden, dass er darin versumpfen muss! Bei diesem System wird auch weder ein Herren- noch ein Frauenkomitee etwas nützen. Ein Eingreifen von Aussenstehenden kann nur den täglichen Lauf hemmen, ändert aber am System nichts.

Wenn die Arbeit junge Leute veredeln soll, so muss an ihr stets ein gewisser Reiz haften, sei es die Lust der Leistung an und für sich, sei es die Aussicht, dadurch einst zu einem tüchtigen Gliede menschlicher Gesellschaft heranzureifen; der Erzieher sittlich Gefallener muss besonders darauf bedacht sein, durch nützliche Thätigkeit die gute Laune, die eigene Initiative des Zöglings, sein gesamtes Sinnen und Denken zu fördern. Ist dies nicht möglich, so schafft die Arbeit das Gegenteil von dem, das man erreichen soll.

Die landwirtschaftliche Beschäftigung im angegebenen Umfange ist für Mädchen, besonders solche aus städtischen Verhältnissen, jedoch zu allen Zeiten ein Zwang; die gruppenweise Verrichtung der schmierigen Arbeiten mit physischer Überanstrengung veranlasst sie, wie jeden Knecht, zu derber Gegenäusserung, die sich in Fluchen, Schimpfen, Poltern Luft macht; sie nimmt ihnen echte Weiblichkeit, das Schamgefühl und jeden ästhetischen Sinn; er geht hin in Holzschuhen und stinkendem Gewand am Jauchefass! Dazu ist weder das gruppenweise Arbeiten ohne Aufsicht, noch das scharenweise Abkommandieren zu mechanischen Feldverrichtungen dazu angethan, dem seichten Geschwätze und dem Gedankenspielraum geistiger Verirrung Einhalt zu thun. Es ist nicht aus den Augen zu verlieren, dass wir bei unsern Argumenten immer eine Mädchenanstalt von 60 Zöglingen im Auge haben.

Nun ist allerdings die Frage zu beantworten, wie sollen die Mädchen in einer Anstalt beschäftigt werden? Die Lösung dieser Frage übernimmt die Forderung des Lebens, die an die ausgetretenen Zöglinge gestellt wird. Dieselben sollen gute Mägde, Nähterinnen, Wäscherinnen, Büglerinnen etc. werden; eine ganz geringe Zahl wird das Auskommen als Bauernmagd suchen.

In der Anstalt ist also den sogen. weiblichen Handarbeiten, als Nähen, Stricken, Flicken etc., die grösste Aufmerksamkeit zu schenken. Die Mädchen müssen in der Führung der Küche, im Bügeln, Waschen mit

Digitized by Google

grosser Hingabe, wenn nötig durch besondere Kurse und specielle Hülfskräfte, eingeführt werden. Die Anstalt sollte gleichsam eine Haushaltungsschule repräsentieren. Hand in Hand mit diesen Arbeiten geht zum ökonomischen Vorteil des Hauses, zur angenehmen Abwechslung und körperlichen Kräftigung der Mädchen Garten- und Gemüsebau, vielleicht auch nach Möglichkeit Schweine- und Geflügelzucht. Alle diese Arbeiten entsprechen gewiss durchaus der Neigung der Mädchen und fesseln in irgend einer Richtung besondere Anlagen. Sie verlangen auch bei stetig wachsenden Forderungen eigenes Denken und Schauen und wirken veredelnd auf das aus Armut, aus Elend und Schmutz gezogene Kind.

Eine derart eingerichtete Anstalt hätte ausserdem den Vorteil für sich, dass sie einem Frauenkomitee die Gelegenheit bietet, überall helfend einzugreifen, sei es durch Mithülfe im Arbeitssaal, durch besondere Fachkurse, durch direkte Zuwendung von Arbeit oder Veräusserung fertiger Ware. Diese Handreichung verständiger Frauen und Töchter müsste auf jedes Anstaltsglied ermutigend einwirken; sie könnte einer überladenen Hausmutter manche Sorge abnehmen und den Vorsteher in delikaten Angelegenheiten aus dem Spiele lassen.

Und wie einfach würde die gesamte Administration. Ein Stück Land von 3 bis 4 Jucharten mit einem grossen Garten genügte vollauf. Das weitläufige Getriebe mit einem Grossviehbestande gehört absolut nicht zu einer Mädchenanstalt; dieses System ist geradezu eine pädagogische Verirrung und trägt bei all dem Jagen und Hasten nichts ein. Laut dem Berichte der Armendirektion vom Jahr 1884 kam ein Pflegling der Mädchenanstalt Kehrsatz den Staat auf 440 Fr. zu stehen; damals kaufte sie ihre Milch und viele andere Lebensmittel; bei der angedeuteten heutigen Betriebsweise im Jahr 1894 432 Fr.; per Kind schauten also pro Jahr 8 Fr. heraus! Statt einer Vorsteherfamilie könnte auch, dem bereits gestellten Verlangen gemäss, eine Frau als Leiterin angestellt werden.

II. In die Rettungsanstalt treten häufig Mädchen von moralisch verunglückten Eltern; diese Kinder sind an und für sich weder schlecht noch recht, gerade wie die Kinder auf dem Dorfplatz; einzelne Zöglinge sind auch durchaus artige Kinder. Zu diesen Kindern nun steckt man ohne welchen Skrupel 14-, 15jährige Mädchen, die häufig mit Vergehen schlimmster Art behaftet sind. Es kam vor, dass aus der Stadt Bern Mädchen in die Anstalt kamen, die längere Zeit der Prostitution gedient hatten. Der Vorsteher appellierte vergeblich gegen diese Ungeheuerlichkeit. Derartige Mädchen können bekanntlich nicht schweigen; sie erzählen ihren jüngern Kolleginnen aus ihrem Erfahrungskreise haarsträubende Details und vergiften durch ihre unzüchtigen Reden in kurzer Zeit die ganze Anstalt. Man kann nicht erzählen, welche sexuellen Auswüchse ganze Klassen oft ergriffen. Diese Elemente gehören nicht zu Kindern. Entweder man lasse sie laufen oder bringe sie in ganz besondere Obhut, wie die Knaben in der Anstalt Trachselwald, und zwar unter eine energische Frau.

III. Eine Anstalt von 60 Mädchen, die alle mehr oder weniger eine individuelle Behandlung fordern, ist wieder eine Anomalie. Man kann lange von «Familien» reden und verlangen, dass der Vorsteher mit «Vater» und dessen Frau mit «Mutter» angerufen werden; beide fehlen doch, und

Digitized by Google

an Stelle der mütterlichen Liebe und der väterlichen Zucht muss bei einer solchen Schar ein militärisches Regiment treten. Je kleiner eine Anstalt ist, desto mehr nähert sie sich in Gutem und Wahrem dem natürlichen Kreise der Familie; je grösser sie ist, desto mehr ist sie Unnatur, erkünstelte Einrichtung. In Kehrsatz waren zur Leitung dieser Schar zwei Lehrerinnen angestellt, in der Regel selbst noch Kinder, denn die Anstalt war meist ihre erste pädagogische Etappe! Kehren wir also zu Anstaltchen von 20 à 30 Mädchen zurück; dann ist bei ihrer Einrichtung weder ein Patriziersitz, noch ein Schloss, noch ein Kloster mit 100 Jucharten Land und Wald zu erwerben.

IV. Der Staat stellt bei Besetzung einer Vorsteherstelle immer nur den Mann an; die Frau zieht nur als Anhängsel des Mannes mit ins Haus; sie ist nicht besonders gewählte Haushälterin mit einem bestimmten Gehalte; bei keiner Ausschreibung werden von ihr bestimmte Qualifikationen verlangt. So hat sie im Hause der Behörde gegenüber keine bestimmte Verantwortlichkeit zu tragen und keinen eigenen Interessenkreis zu vertreten. Diese Wahlpraxis verrät eine völlige Unterschätzung der Aufgabe einer Vorstehersgattin und muss, auch wenn sie ihrer Stelle gewachsen ist, auf die Dauer erschlaffend auf sie wirken, besonders dann, wenn sie auf männliche Arroganz und Zurückweisung stösst. In manchen Fällen aber ist zu gewärtigen, dass sie nicht die erforderliche Erfahrung und Hingabe mitbringt und nicht über dasjenige Mass geistiger Begabung verfügt, vereint mit einem offenen Auge, das sieht, was kein Komitee entdeckt.

Unter diesem System ist schon mancher gefallen und unter diesem System werden noch andere fallen. Eine Landwirtschaft im angegebenen Umfange absorbiert eine ganze Manneskraft und die Leitung der Erziehungsanstalt fordert einen tüchtigen Erzieher. Kein Vorsteher kann jeder Richtung voll und ganz genügen. Entweder er wird ein Bauer, ein Viehhändler, ein Wirtshauspolitiker, der nicht mehr Zeit hat, ein Buch zur Hand zu nehmen, und völlig versumpft, oder er bleibt ein Lehrer, und dann kommt die Ökonomie zu kurz. In einer Knabenanstalt steht es wesentlich anders; eine Mädchenanstalt nach Muster Kehrsatz jedoch ist keine Rettungsanstalt; sie vernichtet stets den Hirten und die Herde, sei's in dieser oder jener Richtung, in diesem oder jenem Grade.»

Digitized by Google

Kriminalstatistik.

Kriminalstatistik des Kantons Zürich 1892—1895. Der Kanton Zürich hat im Jahr 1892 durch sein statistisches Bureau eine Zusammenfassung der Ergebnisse der Rechtsstatistik der Jahre 1885—1891 in Vergleichung mit den Ergebnissen der Jahre 1875—1884 veröffentlicht. Ein erläuternder Text zu diesem Tabellenwerk [1]) griff noch weiter zurück. Seither sind wiederum 5 obergerichtliche Jahresberichte erschienen, ein halbes Jahrzehnt ist vergangen, und dieser Umstand giebt Veranlassung, einen neuen Abschluss zu ziehen und denselben mit den früheren Abschlüssen zu vergleichen.

Allerdings sind die jährlichen Veröffentlichungen nicht so einlässlich wie die erwähnten zusammenfassenden Darstellungen, aber das Material, das vorhanden ist, ist doch wenigstens das Ergebnis einer endgültigen Auszählung. Dagegen leidet der Massstab, an dem wir die Erscheinungen zunächst messen möchten, die Bevölkerungszahl, an einer bedeutenden Unzuverlässigkeit. Die Zahlen, die wir im folgenden verwenden, sind berechnet auf Grund von Angaben, welche uns vom Vorstand des kantonalen statistischen Bureaus, Herrn Kollbrunner, zur Verfügung gestellt wurden. Die Angaben beruhen auf der Annahme, dass in den Bezirken die Bewegung der Bevölkerung seit 1888 derjenigen von 1880—1888 gleichgeblieben sei, in Zunahme und Abnahme. Für Zürich und Winterthur sind die Ergebnisse städtischer Erhebungen mitberücksichtigt.

Zunächst suchen wir die Gesamtziffer der Kriminalität. Das ist für uns, wie in den früheren Zusammenfassungen, die

Zahl der wegen Verbrechen (und Vergehen) rechtskräftig Verurteilten.

Jahre	Bevölkerung	Zahl der Verurteilten	
		überhaupt	auf 1000 Einwohner
	im jährlichen Durchschnitt:		
1853/1861	261,030	2,074	*7,1*
1862/1871	278,551	1,609	*5,8*
1872/1881	305,906	1,826	*5,9*
1882/1891	334,157	1,914	*5,7*
1892/1896	383,365	2,305	*6,0*
1892	367,971	2,142	*5,8*
1893	375,668	2,195	*5,8*
1894	383,365	2,253	*5,9*
1895	391,064	2,349	*6,0*
1896	398,757	2,584	*6,5*

[1]) *Zürcher und Sträuli*, Grundlagen und Ergebnisse der Statistik der Rechtspflege im Kanton Zürich. Zürich 1895. S. diese Zeitschrift, Bd. IX, S. 501.

Digitized by Google

Aus diesen Zahlen ergiebt sich ein kleines Ansteigen der Kriminalität, im Gegensatz zu dem Rückgange in früheren Jahrzehnten. Ob die Verhältniszahlen richtige sind, wird indes erst die Volkszählung von 1890 lehren.

Bei der zunehmenden Häufigkeit der Verbrechen ist aber die Strenge der Strafverfolgung keineswegs geringer geworden. Es zeigt sich dies aus dem

Verhältnis der Verurteilungen zu den Freisprechungen.

Jahre	Zahl der Verurteilten		Zahl der Freigesprochenen	
	Zahl	%	Zahl	%
1871/1884	25,419	*83,2*	5,139	*16,8*
1885/1891	13,313	*85,2*	2,310	*14,8*
1892/1896	11,523	*87,6*	1,598	*12,4*
1892	2,142	*87,0*	321	*13,0*
1893	2,195	*87,2*	323	*12,8*
1894	2,253	*88,8*	283	*11,2*
1895	2,349	*87,4*	340	*12,6*
1896	2,584	*88,7*	331	*11,3*

Fragen wir uns nun, woher diese Vermehrung der Verbrechen, so erhalten wir Stoff zur Beantwortung der Frage in der Tabelle über

Die Verurteilten nach dem Orte der Begehung.

Bezirke	Bevölkerung 1894	Zahl der Verurteilten		Verurteilte auf 1000 Einwohner		
		1892/96	Jahresdurchschnitt	1892/96	1885/91	1871/84
Zürich	152,151	6,580	1,316	*8,6*	*9,2*	*8,5*
Affoltern . . .	12,206	368	74	*6,2*	*4,3*	*5,0*
Horgen	32,477	818	164	*5,1*	*3,5*	*4,4*
Meilen	18,745	485	97	*5,2*	*4,0*	*4,3*
Hinweil	32,990	401	80	*2,4*	*2,5*	*2,6*
Uster	17,643	292	56	*3,2*	*3,9*	*4,1*
Pfäffikon . . .	16,853	237	47	*2,8*	*2,3*	*3,2*
Winterthur . .	50,050	1,159	232	*4,6*	*4,7*	*5,7*
Andelfingen . .	16,356	386	77	*4,8*	*4,5*	*6,3*
Bülach	20,620	473	95	*4,6*	*4,3*	*5,2*
Dielsdorf . . .	13,247	319	64	*4,9*	*4,1*	*4,5*
Kanton	383,338	11,518	2,303	*6,0*	*5,7*	*5,6*

Im Ausland begangene Verbrechen 5.

Digitized by Google

Wir ersehen daraus, dass in einigen kleineren Bezirken die Verhältniszahlen grössere sind als in den Vorjahren, während gerade der Bezirk der Hauptstadt eine günstigere Ziffer aufweist. Nun ist aber die zum Verbrechen geneigtere städtische Bevölkerung in den letzten Jahren enorm angewachsen im Verhältnis zur übrigen Bevölkerung des Kantons, und das ist es, was die Gesamtziffer ungünstig beeinflusst.

Nun geben uns die Rechenschaftsberichte des Obergerichtes auch noch die

Verteilung der Verbrechen auf die verschiedenen Titel des Strafgesetzbuches.

a. Die Verurteilten:

	1892	1893	1894	1895	1896	Zusammen
I. Kantonales Strafrecht.						
1. Staat u. öffentliche Ordnung	120	107	125	218	202	772
2. Frieden	70	79	97	104	94	444
3. Öffentliche Treue u. Glauben	71	62	29	36	48	246
4. Sittlichkeit	108	115	93	116	128	560
5. Leben und Gesundheit . .	390	362	438	426	464	2,080
6. Persönliche Freiheit . . .	2	3	2	4	1	12
7. Ehrverletzung	182	199	225	198	229	1,033
8. Vermögen	920	939	860	913	1,097	4,729
9. Betrug	227	264	301	275	268	1,335
10. Betreibung und Konkurs .	7	16	19	16	12	70
11. Allgemeine Sicherheit . .	13	23	14	17	14	81
12. Amts- und Dienstpflicht. .	1	2	3	1	3	10
13. Pressvergehen	10	6	10	5	8	39
14. Polizeiübertretungen . . .	12	8	19	11	6	56
II. Bundesstrafrecht.						
1. Litter. u. gewerbl. Eigentum	—	—	1	2	1	4
2. Sicherheit des Verkehrs . .	9	9	15	7	9	49
3. Andere Bundesgesetze . .	—	1	2	—	—	3
Summa	2,142	2,195	2,253	2,349	2,584	11,523

Digitized by Google

b. Die Freigesprochenen:

	1892	1893	1894	1895	1896	Zusammen
I. Kantonales Strafrecht.						
1. Staat u. öffentliche Ordnung	17	4	9	21	19	70
2. Frieden	15	14	19	17	35	100
3. Öffentliche Treue u. Glauben	8	17	13	13	5	56
4. Sittlichkeit	13	19	13	14	12	71
5. Leben und Gesundheit . .	48	57	52	87	82	326
6. Persönliche Freiheit . . .	6	—	—	—	—	6
7. Ehrverletzung	79	73	67	73	59	351
8. Vermögen	88	80	66	65	82	381
9. Betrug	19	14	14	23	18	88
10. Betreibung und Konkurs .	4	6	4	2	4	20
11. Allgemeine Sicherheit . .	6	9	12	10	6	43
12. Amts- und Dienstpflicht . .	3	3	—	—	1	7
13. Pressvergehen	10	4	3	4	—	21
14. Polizeiübertretungen . . .	—	4	2	3	4	13
II. Bundesstrafrecht.						
1. Litter. u. gewerbl. Eigentum	—	2	1	1	—	4
2. Sicherheit des Verkehrs . .	4	16	8	7	4	39
3. Andere Bundesgesetze . .	1	1	—	—	—	2
Summa	321	323	283	340	331	1,598

Digitized by Google

Wir benutzen diese Zahlen zu Vergleichungen nach zwei Richtungen: Zuerst betrachten wir das

Verhältnis der Verurteilungen zu den Freisprechungen bei den einzelnen Verbrechenstiteln in %.

	1892/1896		1885/1891		1871/1884	
	Verurteilt	Freigesprochen	Verurteilt	Freigesprochen	Verurteilt	Freigesprochen
I. Kantonales Strafrecht.						
1. Staat u. öffentliche Ordnung	91,7	8,3	91,1	8,9	89,1	10,9
2. Frieden	81,6	18,4	79,1	20,9	78,8	21,2
3. Öffentliche Treue u. Glauben	81,5	18,5	88,0	12,0	88,0	12,0
4. Sittlichkeit	88,7	11,3	89,8	10,2	86,6	13,4
5. Leben und Gesundheit . .	86,4	13,6	84,4	15,6	82,9	17,1
6. Persönliche Freiheit . . .	66,7	33,3	58,1	41,9	68,0	32,0
7. Ehrverletzung	74,6	25,4	72,6	27,4	68,8	31,2
8. Vermögen	92,6	7,4	89,0	11,0	87,8	12,2
9. Betrug	93,8	6,2	87,8	12,2	84,8	15,2
10. Betreibung und Konkurs .	77.8	22,2	—	—	—	—[1])
11. Allgemeine Sicherheit . .	65,3	34,7	70,5	29,5	69,9	30,1
12. Amts- und Dienstpflicht . .	58,8	41,2	71,9	28,1	70,5	29,5
13. Pressvergehen	65,0	35,0	74,8	25,2	66,3	33,7
14. Polizeiübertretungen . . .	81,2	18,8	—	—	—	—[2])
II. Bundesstrafrecht.						
1. Litter. u. gewerbl. Eigentum	50,0	50,0	54,5	45,5	77,8	22,2
2. Sicherheit des Verkehrs . .	55,7	44,3	65,5	34,5	63,2	36,8
3. Andere Bundesgesetze . .	60,0	40,0	83,5	16,5	100,0	—
Durchschnitt	87,8	12,2	85,2	14,8	83,2	16,8

Bemerkenswert ist die steigende Unnachsichtlichkeit bei Vermögensverbrechen (hauptsächlich Diebstahl) und bei Betrug (Titel 8—10). Auch bei Ehrverletzungen (Titel 7) hat sich die Strenge gesteigert. Das Gebiet des Urheberrechtes (Bundesstrafrecht 1) scheint immer noch ein fruchtbares Feld juristischer Streitfragen zu sein und der Bahnangestellte (Bundesstrafrecht 2) geniesst einer meist nicht unverdienten Nachsicht.

---

[1]) Vor 1892 im vorhergehenden Titel mitinbegriffen.

[2]) Vor 1892 in der Statistik weggelassen. Diese wenigen, mit Gefängnis bedrohten Übertretungsfälle sind nach den Rechenschaftsberichten hier nur mitaufgeführt, um eine lange und zwecklose Umrechnung zu ersparen


Digitized by Google

Sodann betrachten wir die

Relative Häufigkeit der einzelnen Verbrechensgattungen.

Von 1000 Verurteilten waren auf Grund folgender Strafbestimmungen verurteilt:

	1892/96	1885/91	1871/84
I. Kantonales Strafrecht.			
1. Staat und öffentliche Ordnung	67	51	29
2. Frieden	39	41	43
3. Öffentliche Treue und Glauben	21	41	54
4. Sittlichkeit	49	55	32
5. Leben und Gesundheit	181	149	145
6. Persönliche Freiheit	1	1	1
7. Ehrverletzung	90	106	118
8. Vermögen	410	399	439
9. Betrug	116	131	122
10. Betreibung und Konkurs	6	—	—
11. Allgemeine Sicherheit	7	8	10
12. Amts- und Dienstpflicht	1	3	3
13. Pressvergehen	3	6	2
14. Polizeiübertretungen	5	—	—
II. Bundesstrafrecht.			
1. Litterarisches und gewerbliches Eigentum	—	1	—
2. Sicherheit des Verkehrs	4	3	2
3. Andere Bundesgesetze	—	5	—
Summa	1000	1000	1000

Ein Blick auf die Tabelle reicht hin, um sich darüber zu vergewissern, dass der schon in den «Grundlagen», Seite 139, festgestellte Rückgang der Vermögensverbrechen etwas zum Stillstand gekommen, während die gleichzeitige Vermehrung der Verbrechen gegen die Person immer noch fortdauert. Typisch sind in letzterer Hinsicht die Zahlen des 5. Titels, die Tötungs- und Körperverletzungsverbrechen, deren Anteil an der Gesamtkriminalität von 145 ‰ auf 149 ‰ und 181 ‰ gestiegen ist. In der ersten Richtung heben sich von selbst hervor die Titel 8 und 9, hauptsächlich Diebstahl und Betrug. In der letzten Periode ist auch noch Titel 10, Konkurs- und Betreibungsverbrechen, mitzuzählen. Der Anteil an der Gesamtzahl der Verurteilungen betrug dann zuerst 561 ‰, um auf 530 ‰ zu fallen. Die neueste Ziffer ist allerdings wieder 532 ‰; das verschärfte Konkurs- und Betreibungsstrafrecht mag hier den Rückgang der Verurteilungsziffer aufgehalten haben. Entschieden im Rückgange begriffen sind die Bestrafungen wegen Ehrverletzung, trotz der oben bemerkten grösseren Strenge der Gerichte oder vielleicht wegen derselben; das Wahrscheinlichste ist übrigens, dass die grosse Zahl der Freisprechungen in frü-

Digitized by Google

heren Jahren die Kläger vorsichtig gemacht und dadurch die Zahl der gar so unbedeutenden und zweifelhaften Klagen vermindert hat, so dass bei abnehmender Zahl dieser Klagen ihre Qualität sich steigerte.

Weitere Betrachtungen werden sich anstellen lassen, wenn einmal die Zahlen für die einzelnen Verbrechensbegriffe veröffentlicht sein werden; die Einteilung des Gesetzes fasst zu ungleiche Thatbestände zusammen, man denke nur an Diebstahl und Sachbeschädigung in Titel 8. Immerhin herrschen in den Titeln gewisse Verbrechenstypen vor, so der Diebstahl in Titel 8 und der Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen in Titel 1. Das letztere erklärt den Zuwachs an Verbrechen gegen den Staat, es sind nicht etwa die Vorboten einer grossen Revolution, sondern lediglich die täglichen Reibungen lässiger Bürger mit der gesteigerten Thätigkeit der Verkehrs- und Wohlfahrtspolizei überhaupt. Unter den Titel 1 fällt übrigens auch der Bruch der Landesverweisung, ein Vergehen, das mit der vermehrten Anwendung der Verweisung als Strafe naturgemäss häufiger wird.

Schliesslich werfen wir noch einen Blick auf die Verteilung der Verbrechensarten in Stadt und Land, d. h. wir setzen den Bezirk Zürich in Gegensatz zu den übrigen Bezirken, mit Inbegriff des Bezirkes Winterthur, in dessen Gebiete zur Zeit noch das ländliche Element an Zahl das städtische überwiegt.

Zahl der Verurteilten 1892—1896.

Titel der Strafgesetze	Bezirk Zürich		Übrige Bezirke		Total	
	Zahl	‰	Zahl	‰	Zahl	‰
I. Kantonales Strafrecht.						
1. Staat u. öffentliche Ordnung	628	95	144	29	772	67
2. Frieden	177	29	267	54	444	39
3. Öffentliche Treue u. Glauben	143	22	103	21	246	21
4. Sittlichkeit	322	49	238	48	560	49
5. Leben und Gesundheit	1,035	157	1,045	212	2,080	181
6. Persönliche Freiheit	2	—	10	2	12	1
7. Ehrverletzung	471	72	562	114	1,033	90
8. Vermögen	2,810	427	1,919	388	4,729	410
9. Betrug	839	127	496	101	1,335	116
10. Betreibung und Konkurs	45	7	25	5	70	6
11. Allgemeine Sicherheit	29	4	52	11	81	7
12. Amts- und Dienstpflicht	3	—	7	1	10	1
13. Pressvergehen	27	4	12	2	39	3
14. Polizeiübertretungen	25	4	31	6	56	5
II. Bundesstrafrecht.						
1. Litter. u. gewerbl. Eigentum	2	—	2	—	4	—
2. Sicherheit des Verkehrs	21	3	28	6	49	4
3. Andere Bundesgesetze	1	—	2	—	3	—
Summa	6,580	1,000	4,943	1,000	11,523	1,000

Digitized by Google

In die Augen springend ist, dass die Verbrechen gegen das Vermögen (Titel 8—10) in städtischen Verhältnissen noch mehr überwiegen als in ländlichen. Und doch ist die Stadt reicher als das Land. Nach dem Rechenschaftsbericht des Regierungsrates über das Jahr 1896 beträgt das Steuerkapital im Bezirke Zürich 648 Millionen, in allen übrigen Bezirken nur 450 Millionen. Da bestätigt sich wieder aufs schlagendste, was *Albert Meyer* in seiner Abhandlung «Die Verbrechen in ihrem Zusammenhange mit den wirtschaftlichen und socialen Verhältnissen im Kanton Zürich» (Zeitschrift, IX, S. 502) so schön ausgeführt hat, dass nicht nur das Mass, sondern auch die Art der Armut in Betracht zu ziehen sei. Wir wollen weitere Betrachtungen dem Leser überlassen; nur darauf sei noch hingewiesen, wie die gesteigerte Thätigkeit der Polizei und die vermehrten Reibungen in städtischen Verhältnissen beim Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen (Titel 1) stark zu Tage tritt. *Zürcher.*

Digitized by Google

Anhang. — Supplément.

Kanton Aargau.

Verordnung

über die

Ausübung des Begnadigungsrechtes und die Bewilligung der bedingten Freilassung.

Vom 22. November 1897.

Der Grosse Rat des Kantons Aargau,

in Vollziehung von Art. 33, Litt. t (Schlusssatz), der Staatsverfassung [1]),

verordnet:

§ 1.

Alle Gesuche um Strafnachlass und bedingte (provisorische) Freilassung sind bei der *Justizdirektion* einzureichen, welche darüber genaue Kontrolle führt und ihren Bericht zu Handen der Petitionenkommission (§§ 2—7) oder des Regierungsrates (§ 8) erstattet.

Der Justizdirektor wohnt den Sitzungen der Petitionenkommission mit beratender Stimme bei.

Durch ein erstmals rechtzeitig (d. h. innert 14 Tagen nach Rechtskraft des betreffenden Urteils) eingereichtes Begnadigungsgesuch wird bis nach dessen Erledigung durch die Begnadigungsbehörde der Strafvollzug insoweit sistiert, als sonst die Petition gegenstandslos würde.

§ 2.

Die *Petitionenkommission* besammelt sich zur Behandlung der ihr zugewiesenen Strafnachlassgesuche in der Regel zweimal im Jahre, und zwar

1) Art. 33. „Dem Kantonsrate werden nachstehende Pflichten und Befugnisse übertragen:

t) die Gewährung von Amnestie bei politischen Verbrechen und Vergehen, sowie das Recht der Rehabilitation in peinlichen und zuchtpolizeilichen Fällen und der Begnadigung in Straffällen. Über die Ausübung des Begnadigungsrechtes sollen entsprechende Vorschriften erlassen werden.“

Digitized by Google

unmittelbar vor der ordentlichen Mai- und Novembersitzung des Grossen Rates, und im übrigen so oft, als Strafnachlassgesuche vorliegen, deren spätere Erledigung infolge des Strafvollzuges gegenstandslos würde.

Sie erledigt bei *zuchtpolizeilichen* Buss- und Strafurteilen, sofern es sich bei den letztern bloss um Bezirksgefangenschaft handelt, die Strafnachlassgesuche von sich aus sofort endgültig.

Die Petitionenkommission ist nur beschlussfähig, wenn $^2/_3$ der Mitglieder anwesend sind.

Falls die Begnadigung nicht ausgesprochen wird, so sind drei Mitglieder der Kommission berechtigt, die Behandlung des Falles im Plenum des Grossen Rates zu verlangen.

Die Beschlüsse der Kommission werden mit $^2/_3$ Mehrheit gefasst. Ein abgewiesenes Gesuch kann nicht wiederholt werden.

§ 3.

Bei *kriminellen* Fällen und *zuchtpolizeilichen* Strafurteilen mit Freiheitsstrafe über vier Wochen, überhaupt in allen in §§ 2 und 8 nicht besonders geordneten Fällen und bei Urteilen betreffend Pressdelikte sind die Strafnachlassgesuche mit den Berichten der Justizdirektion und der Petitionenkommission dem Grossen Rate zur Erledigung zu unterbreiten.

Wird das Gesuch von diesem abgewiesen, so kann es vor Ablauf eines halben Jahres nicht wiederholt werden, wenn der Grosse Rat nicht ausdrücklich etwas anderes beschliesst.

§ 4.

Die Begnadigungsgesuche (§§ 2 und 3) sind mit den zugehörigen Akten bei je wenigstens drei Mitgliedern der Petitionenkommission in Cirkulation zu setzen. Von diesen drei Mitgliedern, welche durch den Präsidenten der Kommission für jedes einzelne Gesuch bezeichnet werden, hat das erstgenannte das Referat zu erstatten.

Bei der Beschlussfassung ist die Anwesenheit des Referenten oder doch wenigstens von $^2/_3$ der Mitglieder, bei welchen die Akten in Cirkulation gesetzt worden sind, notwendig.

§ 5.

Über sämtliche in einer Sitzungsperiode des Grossen Rates zu behandelnden Petitionen soll ein tabellarisches Protokoll, enthaltend die Anträge der Justizdirektion und der Kommission, vorgelegt werden.

§ 6.

Sobald dieses Protokoll mit den Akten dem Präsidenten des Grossen Rates übergeben ist, wird es unter Kenntnisgabe an den Grossen Rat auf den Kanzleitisch gelegt.

Nachdem sämtliche Akten vor der Behandlung wenigstens einen Tag auf dem Kanzleitisch gelegen, eröffnet der Präsident des Grossen Rates das Kommissionsprotokoll.

Die Specialberichte der Justizdirektion und der Kommission werden nur in folgenden Fällen verlesen:

a) wenn der Antrag der Kommission mit demjenigen der Justizdirektion nicht übereinstimmt;

Digitized by Google

b) infolge besonderer Schlussnahme der Kommission;
c) auf schriftliches oder mündliches Verlangen eines Mitgliedes des Grossen Rates.

§ 7.

Diejenigen Anträge der Kommission, über welche nicht speciell referiert wurde (§ 6), gelten ohne Abstimmung seitens des Grossen Rates als angenommen.

§ 8.

Über Gesuche um bedingte Freilassung entscheidet auf den Bericht und Antrag der Justizdirektion, welche das Gutachten der Strafhauskommission, beziehungsweise der Aufsichtskommission für die Zwangserziehungsanstalt Aarburg einzuholen hat, der *Regierungsrat,* unter Beobachtung der hierfür bestehenden Vorschriften.

§ 9.

Diese Verordnung tritt an Stelle der bisherigen §§ 60 bis und mit 63 des Grossratsreglements.

Aarau, den 22. November 1897.

Der Präsident des Grossen Rates:
Schulthess.

Der Staatsschreiber:
Dr. **A. Zschokke.**

Digitized by Google

Canton de Genève.

LOI

abrogeant le chapitre II, livre II, titre VI du Code d'instruction pénale et le remplaçant par des dispositions nouvelles.

Du 26 mai 1897.

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève fait savoir que:

LE GRAND CONSEIL,

sur la proposition d'un de ses membres,

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

ARTICLE UNIQUE. — Le chapitre II, livre II, titre VI du Code d'instruction pénale du 25 octobre 1884 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

CHAPITRE II.

La Revision.

ART. 469. — Il peut être formé une demande en revision contre un arrêt ou un jugement rendu en matière pénale dans les quatre cas suivants:

1° Lorsque après une condamnation il sera établi qu'un ou plusieurs témoins ont porté un faux témoignage dans le procès. Au cas où la Cour casserait l'arrêt ou le jugement, ces témoins ne seront point admis à déposer dans les nouveaux débats sauf à titre de renseignement;

2° S'il résulte du texte même de deux arrêts ou jugements, en matière pénale, que deux accusés ont été successivement condamnés à raison de la même infraction, et si les deux arrêts ou jugements ne peuvent se concilier;

3° Si des preuves précises et concordantes de l'innocence d'un condamné viennent à être découvertes postérieurement à la condamnation;

4° Si, par suite d'une erreur, il a été attribué à l'inculpé, ou si l'inculpé s'est attribué lui-même un faux état civil appartenant à une personne déterminée qui se trouve ainsi frappée d'une condamnation pour une infraction qu'elle n'a pas commise, et si même l'état civil usurpé se trouve de pure fantaisie.

Digitized by Google

Art. 470. — La demande en revision est introduite devant la Cour de cassation, sous forme d'un pourvoi, avec mémoire à l'appui, fait au Greffe de la Cour de justice et de cassation, contre l'arrêt ou le jugement incriminé, soit par le Ministère public, soit par l'intéressé, et à défaut par ses parents ou héritiers. Si le recourant ne choisit pas un avocat pour soutenir son recours, il lui en est désigné un d'office par le président de la Cour de cassation.

Art. 471. — Le pourvoi en revision est soutenu en audience publique, le Ministère public entendu. Dans le cas où la Cour ne se trouverait pas suffisamment renseignée par les conclusions, plaidoiries et pièces produites, elle peut renvoyer l'affaire au juge informateur pour instruction supplémentaire. Une fois l'instruction close, le juge informateur la transmet à la Cour de cassation en en délivrant copie au recourant et au Ministère public.

Le recours est alors plaidé en audience publique, le Ministère public entendu, et la Cour prononce.

Art. 472. — Si le recours est admis, la Cour casse l'arrêt ou le jugement, et dans le cas prévu par l'alinéa 2 de l'art. 469 les deux décisions inconciliables, et renvoie l'affaire, pour être statué à nouveau, devant la juridiction compétente, où ne doivent siéger ni le même président, ni les mêmes juges, ni les mêmes jurés.

Dans le cas où par suite de décès du condamné ou de toute autre circonstance, il ne serait pas possible de procéder à de nouveaux débats, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité et statuant au fond, annulera la condamnation injuste et prononcera la réhabilitation du condamné.

Art. 473. — Lorsque le recours a pour objet la revision prévue par le paragraphe 4 de l'art. 469, la Cour se borne à ordonner les rectifications et modifications nécessaires, tant d'état civil que de casier judiciaire.

Art. 474. — Dans le cas où l'innocence d'un condamné a été établie, il peut être alloué, à lui-même ou à ses ayants droit, des dommages-intérêts proportionnés au préjudice souffert.

Digitized by Google

Der Italienerkrawall in Zürich.

Von

Bezirksrichter *Otto Lang* in Zürich.

Dass den Italienerkrawall, welcher sich im Juli 1896 in Zürich III abspielte, das Schicksal der litterarischen Verarbeitung, dem in unserer schreiblustigen Zeit sonst nicht leicht etwas entgeht, erst jetzt erreicht, ist nur zum Teil meine Schuld. In einem für diese Zeitschrift bestimmten Aufsatz wird vor allem der Besprechung der Präventivmassregeln, zu denen der Krawall Veranlassung gab, Raum anzuweisen sein. Allein weder die Regierung noch der Grosse Stadtrat von Zürich haben bis heute Zeit gefunden, alle guten Ideen zu verwirklichen, die uns in jener kritischen Zeit eingefallen sind. Die zuletzt genannte Behörde berät eben jetzt eine die Einwohnerkontrolle betreffende Verordnung, deren Begründung an frühere Erfahrungen anknüpft, und die Regierung schuldet dem Gemeinwohl noch eine Verordnung betreffend das Aufgebot von Truppen und den Gebrauch der Waffen in Fällen von Unruhen und von Aufruhr, zu deren Erlass sie sich vor anderthalb Jahren entschloss.

Das Thema gliedert sich naturgemäss in drei Abschnitte, von denen der erste vom Verlauf des Krawalls und seinen Ursachen, der zweite von den strafrechtlichen und civilrechtlichen Folgen und der dritte von den Präventivmassregeln zu handeln hat.

I.

Was *den Verlauf der Unruhen* anbelangt, so werden hier wenige Angaben genügen. In der Nacht vom Samstag den 25. Juli auf Sonntag den 26. Juli wurde anlässlich eines

Digitized by Google

Raufhandels der elsässische Scherenschleifer R. von einem Italiener durch Messerstiche so schwer verwundet, dass er nach wenigen Stunden seinen Verletzungen erlag. Die Untersuchung ergab, dass R. den Italiener zuerst angegriffen und den Streit provoziert hatte — der letztere wurde nur mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bestraft —, allein das Gerücht machte R. zum bedauernswerten Opfer italienischer Rauflust und rief eine grosse Erregung hervor, die noch gesteigert wurde, als am Sonntag (26. Juli) abends 9 Uhr einige Italiener verhaftet wurden. Die Passanten glaubten, es mit den „Mördern" R.'s zu thun zu haben, begleiteten den Gefangenentransport und veranlassten dadurch Volksansammlungen, in welchen das Vorkommnis der letzten Nacht besprochen wurde. Die Menge zerstreute sich erst nachts um 2 Uhr, nachdem sie zuvor noch vor fünf an verschiedenen Strassen gelegene Italienerwirtschaften gezogen war und durch ein Steinbombardement an den Jalousien, Fenstern und am Wirtschaftsmobiliar einen Schaden von Fr. 1000 bis 1500 verursacht hatte. Am folgenden Tage (Montag, 27. Juli) forderte ein im „Tagesanzeiger" erschienenes Inserat die Bürger des III. Kreises zum Besuch einer Volksversammlung auf, in welcher über die Mittel zur Verhütung der „täglich vorkommenden Excesse der italienischen Messerhelden" beraten werden sollte. Während in dieser Versammlung höchst konfuse Reden gehalten wurden, ging die Menge, die sich zwischen 8 und 9 Uhr in den Strassen ansammelte, zielbewusster vor. Sie bombardierte 22 an 17 Strassen gelegene Häuser, in denen sich sogenannte „Italienerwirtschaften" oder Italienerherbergen befanden. Die Polizeibehörden hatten zwar eine Wiederholung der Unruhen vorausgesehen und die Polizeiposten in Aussersihl durch Zuzug von 40 Stadtpolizisten aus andern Kreisen und 35 Kantonspolizisten verstärkt, ausserdem, als sich die Anzeichen für den nahenden Sturm mehrten, den Kreisinstruktor der VI. Division, Oberst Isler, um Unterstützung durch das in der Kaserne befindliche Rekrutenbataillon angegangen. Die Polizei erwies sich aber machtlos gegenüber den anstürmenden Massen, und als kurz vor 10 Uhr die erste Truppenabteilung aus der Kaserne ausrückte, waren jene mit ihrem Zerstörungswerk schon fertig, und um 11 Uhr herrschte wieder Ruhe. Die Um- und Vorsicht der städtischen und kantonalen Behörden wuchs nun in

Digitized by Google

dem Masse, in welchem die Wahrscheinlichkeit erneuter Excesse abnahm. Auf den Dienstag Abend (28. Juli) wurde das Polizeicorps auf 200 Mann verstärkt und eine 100 Mann starke Feuerwehrabteilung aufgeboten, und am Mittwoch (29. Juli) berief der Regierungsrat eine Abteilung Kavallerie und die Bataillone 70 und 71 ein, unterliess es aber nicht, ausserdem auch noch das Bataillon 62 aufs Pikett zu stellen. Am Dienstag sammelten sich nach Feierabend vor der Kaserne wieder grosse Mengen an, Schlachtenbummler, Neugierige, die, als sich nichts mehr zutrug, in Haufen abzogen, um wieder neuen Zuzüglern Platz zu machen. Von zwei Angriffen auf eine Italienerwirtschaft in Wiedikon und kleineren an Laternen verübten Eigentumsschädigungen abgesehen, kam es zu keinen Thätlichkeiten mehr, und am Mittwoch hätte nichts mehr an den Krawall erinnert, wenn die Regierung nicht eine Proklamation hätte anschlagen lassen, in welcher sie zur Ruhe mahnte und die gegen den Aufruhr gerichtete Strafandrohung des zürcherischen Strafgesetzbuches zum Abdruck brachte. Die Infanterie wurde am 3. August, die Kavallerie am folgenden Tage entlassen. Am 4. Oktober genehmigte der Kantonsrat die regierungsrätlichen Massnahmen betreffend das Truppenaufgebot und bewilligte zur Deckung der durch dasselbe verursachten Kosten einen Kredit von 14,000 Franken.

Wenn schon der Verlauf des Krawalls keinen Schluss darauf gestattete, dass er vorbereitet und planmässig geleitet worden sei, so ergaben auch die Strafuntersuchungen keine Anhaltspunkte für eine derartige Annahme. Dass die Schädigungen nur an jenen Häusern verübt wurden, in denen Italiener verkehrten, und dass die benachbarten Häuser von jedem Angriff verschont blieben, erklärt sich einfach genug aus der Veranlassung der Unruhen und daraus, dass die Italienerwirtschaften und Italienerherbergen den Bewohnern Aussersihls sehr gut bekannt sind. Die Auslese der Angriffsobjekte weist also durchaus nicht auf eine besondere Führung hin, und der Umstand, dass in einem ziemlich grossen Umkreis alle von Italienern frequentierten Wirtschaften heimgesucht wurden, hat auch nichts Auffälliges, sobald man sich erinnert, dass die Zahl derjenigen, die sich an den Excessen beteiligten — sei es aktiv, sei es wenigstens durch ihre Gegenwart und ihren Beifall — auf 8—10,000 geschätzt wurde. In den Verhören der Ange-

Digitized by Google

klagten wiederholen sich die Wendungen: „ich bin mitgelaufen“, „ich habe Steine geworfen, weil die andern warfen“, „ich wollte sehen, was es da gebe“.

Die *Ursachen des Krawalls* sind auf verschiedenen Seiten zu suchen, doch ist es nicht ganz leicht, den Einfluss der einzelnen Faktoren abzuschätzen. Zunächst hat man sich zu erinnern an die allgemeinen Verhältnisse, die, obgleich sie in keiner Weise ein Verschulden der italienischen Einwohnerschaft in sich schliessen, doch eine Missstimmung gegen dieselbe erweckten. Ich erwähne folgende Momente:

Die grosse Zahl der in Aussersihl wohnhaften Italiener. Die städtische Volkszählung vom 1. Juni 1894 ergab, dass von den 40,250 Einwohnern des III. Kreises (Aussersihl und Wiedikon) 12,329 Ausländer waren und dass von diesen 2544 der italienischen Nation angehörten. Im Jahre 1896 betrug die Zahl der Italiener im Kreise III bereits 6513 [1]). Nun will diese Zahl für eine Stadt, in welcher das ausländische Element 25 % der ortsanwesenden Bevölkerung ausmacht, an sich noch nicht gar viel bedeuten. Allein verschiedene Umstände tragen dazu bei, sie fühlbar zu machen, so namentlich die *rasche Zunahme,* die in der gesteigerten Bauthätigkeit ihre Erklärung findet. Es wurden beim Kontrollbureau als zugezogen angemeldet: 1894 3017 Italiener, im folgenden Jahre 4951 und im Jahre 1896 7134, von denen jeweilen in der „toten Saison“ natürlich der grösste Teil wieder wegzog; sodann die Thatsache, dass die Italiener wegen der Verschiedenheit der Sprache und der Schwierigkeit gegenseitiger Verständigung sich von dem übrigen Teil der Bevölkerung absondern, gemeinsam wohnen und in bestimmten „Italienerwirtschaften“ verkehren und sich deshalb in einigen Quartieren stark häufen. Das hatte verschiedene Übelstände im Gefolge; namentlich Beunruhigung der Nachbarschaft durch nächtlichen Lärm und die Überfüllung der von ihnen bewohnten Häuser; die Schwierigkeit, die Schriftenkontrolle durchzuführen und die Italiener zur Besteuerung heranzuziehen. Während nach der Wohnungsenquete vom Jahre 1896 in den Kreisen I, II, IV und V die Zahl der Wohnräume annähernd so gross ist wie die

[1]) Ende Januar 1898 betrug die Zahl der Ausländer in der Stadt Zürich 49,360; darunter 31,501 Deutsche, 9950 Italiener, 4663 Österreicher.

Digitized by Google

Zahl der Einwohner (in Zürich I z. B. 27,367 Einwohner und 27,773 Wohnräume, ohne Küchen), kamen im Kreise III auf 50,684 Einwohner nur 34,474 Wohnräume, und von den 8573 Schlafgängern, welche in der ganzen Stadt gezählt wurden, gehörten 5003, d. h. 58 %, dem III. Kreise an.

Von Bedeutung ist ferner der Umstand, dass die italienische Kolonie den andern Bevölkerungsklassen *nur geringe wirtschaftliche Vorteile bietet.* Der Italiener ist äusserst anspruchslos, weder an seine Behausung noch an die Bekleidung und Ernährung stellt er die Anforderungen, die der deutsche oder schweizerische Arbeiter erhebt. Diese Bedürfnislosigkeit — die man unserem Volke aber nicht als ein nachahmenswertes Beispiel darstellen sollte — gestattet es den Italienern, einen beträchtlichen Teil ihres Verdienstes in der Heimat abzulagern. Dazu kommt aber nun noch, dass von dem Wenigen, das sie ausgeben, wiederum nur ein kleiner Teil der einheimischen Bevölkerung zufällt; sie decken vielmehr einen grossen Teil ihrer Bedürfnisse bei den Landsleuten, die als Wirte, Schlafstellenvermieter, Schuhmacher, Feilträger und Viktualienhändler ein gutes Auskommen finden. Infolgedessen fehlt es an allen geselligen und geschäftlichen Beziehungen, die sonst eine Verständigung und einen Ausgleich der Differenzen hätten herbeiführen können.

Es ist begreiflich, dass unter diesen Umständen gewisse Vorkommnisse, die nun wirklich ein Verschulden der Italiener begründen, auf die einheimische Bevölkerung stärker wirken, als es sonst wohl der Fall wäre. Auf ihre Steuerflucht habe ich schon hingewiesen. In einer stadträtlichen Weisung betreffend Besteuerung fremder Arbeiter findet sich die Behauptung, dass von den in Zürich beschäftigten Bauarbeitern etwa 4000 der Steuerpflicht kein Genüge leisten. Auch darüber wurde in der Öffentlichkeit geklagt, dass die jugendlichen italienischen Arbeiter im schulpflichtigen Alter den Schulbesuch versäumen, während die Kinder der Einheimischen zum Besuche der Ergänzungsschule und der Singschule strenge angehalten werden, obgleich die Erfüllung dieser Pflicht oft sehr lästig empfunden wird. Wichtiger ist die schlechte Sitte der Italiener, bei ihren Raufhändeln ohne Not und wegen der geringfügigsten Anlässe sich des Messers oder anderer Waffen zu bedienen. Ich suchte an Hand der Untersuchungsakten festzustellen, in welchem

Digitized by Google

Umfange dieser Vorwurf berechtigt ist. Von den Personen, die wegen im Bezirke Zürich verübter vorsätzlicher Körperverletzungen im Jahre 1895 bestraft wurden, gehörten 24 der italienischen Nation an. Davon haben sich 19 eines Messers bedient, zwei benutzten Bierflaschen und in drei Fällen waren die Verletzungen durch Faustschläge beigebracht. Die Redewendung, die den Gebrauch des Messers bei den Italienern als „Gewohnheit“ bezeichnet, birgt demnach keine grosse Übertreibung in sich. Von den 185 wegen Körperverletzung bestraften Personen anderer Staatsangehörigkeit (Schweizer mit inbegriffen) haben nur 28 zum Messer gegriffen. Dass diese Zustände den Unwillen der Bevölkerung erregen, ist begreiflich. Allein für sich allein würden sie die Erbitterung, welche sich in den am 25. und 26. Juli verübten, zum Teil äusserst rohen Zerstörungen Luft machte, nicht erklären. Mehr als die Ursache bildeten sie nur den äussern Anlass, bei dem die durch die oben geschilderten allgemeinen Verhältnisse hervorgerufene Missstimmung zum Ausdrucke kam. Ausserdem hat aber zu diesen Unruhen — gerade wie zu ähnlichen Vorkommnissen in andern Ländern — nicht wenig die wirtschaftliche Notlage der Arbeiterbevölkerung beigetragen. Dass sich das Gefühl der Zurücksetzung und das dumpfe Gefühl der Not, wie es in der politisch ungeschulten Masse lebt, die keine klare Überlegung anstellt, weder über die Ursachen ihrer misslichen Lage noch über die Mittel zur Besserung, in derartigen Angriffen explosiv äussert, ist keine Seltenheit. Irgend ein aufregendes Vorkommnis — hier die Tötung Remetters — löst gleichsam die lang verhaltene Spannung aus und die Empörung richtet sich dann häufig gegen gewisse Gruppen, die, ohne irgend eine Schuld an den drückenden Zuständen zu tragen, infolge nationaler oder religiöser Gegensätze bei der einheimischen Bevölkerung missliebig oder verhasst sind: hier die Italiener, anderswo die Juden, in tschechischen Gebietsteilen die Deutschen. In diesem Zusammenhange verdienten die Mitteilungen grosses Interesse, welche Kantonsstatistiker Kollbrunner im Grossen Stadtrate machte. Es ging daraus hervor, dass die Zunahme des Gesamtkonsums an Lebensmitteln seit 1892 mit der Zunahme der Bevölkerung nicht Schritt gehalten hat, dass aber die letztere von der Steigerung des Absatzes alkoholischer Getränke bei weitem übertroffen wird.

Digitized by Google

Von der Stimmung, unter deren Herrschaft die grosse Masse steht, lassen sich die Motive, die den einen und andern leiten, recht wohl unterscheiden. Der Einzelne kann bei seiner Mitwirkung eine bestimmte Absicht im Auge haben und trotzdem unterm Zwange des allgemeinen Antriebes stehen, der die Menge mit suggestiver Kraft bewegt und vorwärts treibt. So erklärten z. B. einige Angeschuldigte im Verhör, sie hätten einmal mit Italienern Streit gehabt und sich deshalb an dem Steinbombardement beteiligt. Dass sich der Einzelne je nach seinen persönlichen Eigenschaften jenem Antriebe leichter ergiebt oder ihm zu widerstehen versucht, ist klar. Personen mit verbrecherischen Neigungen werden am raschesten ihre Beherrschung verlieren und in der Masse aufgehen. Von den wegen der Teilnahme am Krawall vor Gericht gestellten Personen war ein grösserer Prozentsatz vorbestraft, als er sich für den Durchschnitt der im strafmündigen Alter stehenden Bevölkerung ergiebt. Von den 40 Angeklagten hatten 13 Vorstrafen erlitten. Andererseits aber steht auch ausser allem Zweifel, dass ungefährliche, besonnene Leute, bei denen eine Neigung zu Gewaltthätigkeiten nicht vorausgesetzt werden darf, der Massensuggestion erliegen. Beispiele dafür geben vielleicht von den verheirateten nicht vorbestraften Angeklagten jene fünf Familienväter ab, von welchen einer drei, einer vier und einer fünf Kinder hatte. Der Strafrichter wird nicht gelten lassen, dass ihre persönliche Verantwortlichkeit aufgehoben sei, schon weil, wo die Kriminalpolitik mit der Psychologie in Konflikt gerät, er sich lieber von jener als von dieser leiten lässt. Aber dass die freie Willensbestimmung durch den Druck einer von grossen Massen ausgehenden Suggestion stark beeinträchtigt und bei schwächern Naturen auch wohl völlig aufgehoben wird, ist eine Thatsache, von deren Richtigkeit man sich am 26. Juli in Aussersihl sehr leicht überzeugen konnte.

II.

Während der Ruhestörungen wurden im ganzen 186 Personen verhaftet, wovon aber nur 40 vor Gericht gestellt wurden. Von den Verhafteten waren 26 Ausländer (Deutsche und Österreicher), 62 Kantonsbürger und 98 Angehörige anderer Kantone. 31 standen im Alter von unter 20 Jahren, 68 waren

Digitized by Google

20—25jährig, 33 25—30 Jahre alt, 54 älter als 30 Jahre. Von den Verhafteten wurden 88 entlassen, ohne dass ihnen eine Gesetzesübertretung nachgewiesen werden konnte, 58 mit Polizeibussen belegt und die übrigen der Bezirksanwaltschaft überwiesen. Die sämtlichen Untersuchungen führte Bezirksanwalt Streuli, wie denn auch, um eine gleichmässige Behandlung zu sichern, alle Prozeduren der nämlichen Abteilung des Bezirksgerichtes zugeteilt wurden.

Nach dem stadträtlichen Berichte sind anlässlich des Krawalls 28 Körperverletzungen vorgekommen. Nur in einem Falle gelang aber die Feststellung des Thäters. Unter den Verletzten befanden sich neun Polizeiangestellte und Militärpersonen und 15 Private, meistens Tumultuanten. Ferner wurden eine Reihe von Diebstählen verübt, die Mehrzahl am Dienstag Nachmittag von Leuten, welche in die Wirtschaften, deren Thüren und Fenster völlig demoliert waren, eindrangen und die Kästen und Büffetts durchstöberten. Entwendet wurden Esswaren, Cigarren und Bier. Ein Schlosser, der sich eine Klarinette aneignete, wurde deshalb vor Gericht gestellt, während die andern Thäter unentdeckt blieben.

Die Bezirksanwaltschaft erhob die ersten Anklagen im August, die letzten im Dezember. Die Mehrzahl, nämlich 11 Anklagen mit 26 Angeklagten, kam Ende September, also zwei Monate nach verübter That, zur Behandlung. Im ganzen sind 19 Anklagen gegen 40 Personen erhoben worden.

Was die *Qualifikation der verübten Vergehen* anbelangt, so frug es sich vor allem, ob ein „Verbrechen gegen den Staat oder die öffentliche Ordnung“ vorliege, im besondern, ob § 73 des zürcherischen Strafgesetzbuches, der vom Aufruhr handelt, zur Anwendung komme. Es versteht, dem Sinne nach in Übereinstimmung mit dem Bundesstrafrecht und den kantonalen Gesetzgebungen, unter Aufruhr die öffentliche Zusammenrottung von Personen in der Absicht, gewaltsam die Verfassung zu ändern oder die Staatsgewalt aufzulösen oder sich den verfassungsgemäss bestellten Behörden mit Gewalt zu widersetzen, um sie zum Erlass oder zur Zurücknahme einer Verfügung zu zwingen, oder wegen einer Amtshandlung Rache zu nehmen. Unter diesen Thatbestand fielen aber nun offensichtlich weder die Vorgänge, die sich am 25., noch diejenigen, die sich am 26. Juli abgespielt hatten. Die Absicht der Tumultuanten ging

Digitized by Google

nach einer ganz andern Richtung; sie wollten die Italiener „vertreiben“ oder sich an ihnen rächen, allerdings — das konnte man häufig hören — mit dem Nebengedanken, dadurch die Behörden zur Herbeiführung besserer Zustände zu zwingen. Soweit sich die Angriffe gegen die Polizei und die Polizeilokale richteten — zwei der letzteren sind sehr stark mitgenommen worden — bezweckten sie freilich die Verhinderung von Arretierungen oder die Freilassung der Verhafteten, und auch die Menge, die sich am Dienstag Abend vor der Kaserne ansammelte, zeigte etwelche Neigung, für die Verhafteten „etwas zu thun“. Nun bestraft das zürcherische Strafgesetzbuch denjenigen, der eine in ihrem Geschäftskreise handelnde Behörde durch gewaltsamen Widerstand am Vollzug einer Anordnung hindert oder sie zur Vornahme einer Amtshandlung zwingt, wegen „Widersetzung gegen amtliche Verfügungen“. Will man auf den Ausdruck „verfassungsgemäss bestellte Behörde“ in § 73 kein Gewicht legen, so würden sich die beiden Thatbestände dadurch voneinander unterscheiden, dass das Vergehen aus § 77 nur von einem oder einzelnen verübt wird, während beim Aufruhr eine grössere Zahl zusammenwirkt. Danach hätten sich wenigstens diejenigen des Aufruhrs schuldig gemacht, welche die Polizeilokale zu erstürmen versuchten. Allein von den hierbei Beteiligten ist niemand festgenommen worden, vielmehr wird den Angeklagten nur Zerstörung an den von Italienern bewohnten und begangenen Häusern und Wirtschaften zur Last gelegt. In diesen Fällen war somit lediglich das Vergehen der böswilligen Eigentumsschädigung (§ 181) in idealer Konkurrenz mit Hausfriedensstörung (§ 87 des Strafgesetzbuches) gegeben. Die Anklagebehörde hat nur auf § 181 abgestellt, ohne den durch die ideale Konkurrenz gegebenen Strafverschärfungsgrund, der zweifelsohne zutraf, geltend zu machen.

Nur auf böswillige Eigentumsschädigung lautete die Anklage gegen 35 Personen, auf Hausfriedensstörung und böswillige Eigentumsschädigung in realer Konkurrenz in drei Fällen, auf Körperverletzung und böswillige Eigentumsschädigung und auf Diebstahl je in einem Falle. Dass von den 40 Angeklagten 13 vorbestraft waren, habe ich schon bemerkt. Zehn waren verheiratet, 30 ledig. Noch nicht 20 Jahre alt waren 9 Angeklagte; im Alter von 21—30 Jahren standen 23, und 8 waren

Digitized by Google

älter als 30 Jahre. Fremden Nationen gehörten 9 Angeklagte an, 14 dem Kanton Zürich und 17 andern Kantonen. Das Gericht erkannte in den Fällen, wo die Thäter Steine geworfen hatten, ohne sich in hervorragender Weise an dem Tumult zu beteiligen, auf 1 Woche Gefängnis und 20—40 Franken Busse, ging aber gegenüber denjenigen Angeklagten, die sich als Anführer aufgespielt oder eine Körperverletzung begangen hatten, auf 3, 4 und 6 Monate und verband damit, soweit es sich um Ausländer handelte, zeitliche Landesverweisung.

Wenn, wie schon oben bemerkt, der Regierungsrat in seiner am 29. Juli erlassenen Proklamation die Androhung aussprach, dass gegen „Ruhestörer gemäss den Bestimmungen des Strafgesetzbuches über den Aufruhr vorgegangen werde“, so war das durch den Zweck des Erlasses gerechtfertigt. Die Bedrohung der Ruhestörer „mit Polizeibusse von 2—15 Fr.“ hätte doch wohl dem Ernste der Situation Abbruch gethan. Juristisch aber war der citierte Satz der Proklamation gewiss anfechtbar. Die Ruhestörung an sich wird vom zürcherischen Strafgesetzbuch so lange nicht kriminell geahndet, als die Teilnehmer nicht eine andere strafbare Handlung begehen. Das deutsche Strafgesetzbuch kennt neben dem Aufruhr noch den harmloseren „Auflauf“, der dann gegeben ist, wenn eine auf öffentlichen Strassen oder Plätzen versammelte Menge der von einem zuständigen Beamten ausgehenden wiederholten Aufforderung zum Auseinandergehen keine Folge leistet. Ähnliche Bestimmungen finden sich in einigen kantonalen Strafgesetzgebungen. Thurgau versteht unter Auflauf die Zusammenrottung mehrerer Personen in der Absicht, der Obrigkeit oder ihren Angestellten Ungehorsam, Geringschätzung oder Missfallen zu bezeigen. Dem Sinne nach gleich Graubünden, Glarus, Zug und Schaffhausen, welch letzterer Kanton dieses Vergehen mit dem Namen „Tumult“ bezeichnet. Während im deutschen Strafgesetzbuch die Strafbarkeit erst beginnt, wenn die Menge der Aufforderung, sich zu entfernen, keine Folge leistet, ist nach den genannten kantonalen Gesetzen die Zusammenrottung nur dann strafbar, wenn dabei Behörden bedroht oder beschimpft werden. Die Frage, ob sich die Bestimmungen des zürcherischen Strafgesetzbuches gegenüber den Vorgängen in Aussersihl als ausreichend erwiesen haben, darf bejaht werden. Der Auflaufparagraph des deutschen Straf-

Digitized by Google

gesetzbuches hätte allerdings ein strafrechtliches Einschreiten gegen alle Tumultuanten und auch gegen diejenigen, die am Dienstag Abend vor der Kaserne demonstrierten, gestattet. Wenn man aber nicht schon wegen der eigenartigen Natur des Massendeliktes und der Schwierigkeit, welche die Frage der strafrechtlichen Verantwortlichkeit und der Zurechnungsfähigkeit hier bereitet, von einer derartigen Strafandrohung absehen will, so verdienen doch die Worte Beachtung, mit denen Professor Stooss in den Motiven zum Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches seine ablehnende Haltung gegenüber der Betrafung des Tumultes begründet. „Die Teilnahme an einer Zusammenrottung“, sagt er, „wird nur dann bestraft, wenn der zusammengerottete Haufen Gewalt oder Drohung geübt hat. Die Vereinigung von Bürgern soll möglichst weitherzig zugelassen werden, und erst wenn sie zu gesetzwidriger Gewalt und Drohung führt, liegt ein strafwürdiges Verbrechen vor.“

Noch ein Wort über die Behandlung *der Schadenersatzforderungen* der durch den Krawall geschädigten Personen. Von 90 Damnifikaten wurden bei den verschiedenen Amtsstellen Entschädigungsansprüche im Gesamtbetrage von Fr. 52,865. 22 angemeldet. Darunter befand sich neben zahlreichen Italienern und österreichischen Staatsangehörigen italienischer Zunge eine Anzahl Schweizer, meist Eigentümer der von jenen bewohnten Häuser oder Wirte. Am 4. Februar 1897 fand eine von Vertretern der Regierung und des Stadtrates Zürich beschickte Konferenz statt, in welcher man sich über die grundsätzliche Stellung zu den Schadenersatzforderungen, die Art des Vorgehens und Verteilung der Kosten besprach. Hierüber wurden folgende Beschlüsse gefasst, die demnächst auch die Genehmigung des Regierungsrates und des Stadtrates erhielten: 1) Obgleich weder nach Massgabe der Gesetzgebung noch nach völkerrechtlichen Grundsätzen eine Pflicht zum Schadenersatz anerkannt werden könne, sollen aus freien Stücken an die Geschädigten Beiträge an den entstandenen Schaden geleistet werden. 2) Dabei soll aber nur der Schaden in Berücksichtigung fallen, der durch die an den Gebäuden und am Mobiliar vorgekommenen Zerstörungen und Beschädigungen entstanden ist. Die Vergütung soll, soweit es sich um Mobiliarschaden handelt, 70 %, soweit es sich um Immobiliarschaden handelt, 80 %

Digitized by Google

nicht übersteigen. Die nach dieser Wegleitung zu leistenden Beiträge sollen nur denjenigen verabreicht werden, die ausdrücklich auf die Geltendmachung weiterer Ansprüche gegenüber Stadt und Staat verzichten. 3) Die Feststellung der Grösse der Entschädigungen und die Ausrichtung derselben (durch Anweisung auf die Stadtkasse) soll durch eine Kommission, in welche die Regierung ein Mitglied, die Stadt Zürich zwei Mitglieder entsendet, erfolgen. 4) Die hieraus entstehenden Auslagen und die Kosten des Truppenaufgebotes sollen von Staat und Stadt je zur Hälfte übernommen werden. Der Regierungsrat delegierte in die Kommission Bezirksanwalt Streuli, die Stadt Zürich den Generalsekretär der freiwilligen Armenpflege und den Polizeikommissär des III. Kreises. Dieselbe legte ihren Beschlussfassungen die Akten der Strafuntersuchung zu Grunde (die Bezirksanwaltschaft hatte den Immobiliarschaden durch einen sachverständigen Baumeister schätzen lassen), gab aber allen Damnifikaten Gelegenheit, ihre Ersatzansprüche mündlich geltend zu machen. Aus dem Berichte, den die Kommission im Juli 1897 der Regierung erstattete, ergiebt sich folgendes:

Im ganzen wurden an 46 Personen, deren Schadenersatzansprüche sich insgesamt auf Fr. 24,146. 15 beliefen, Fr. 7355. 90 ausbezahlt (die grösste Entschädigung betrug Fr. 854). Mit zwei Damnifikaten, von denen der eine Fr. 57, der andere Fr. 800 forderte, konnte eine Einigung nicht erzielt werden. 23 Damnifikaten verzichteten auf Entschädigung, 20 Personen (die mit den andern 23 zusammen Fr. 27,861 gefordert hatten) wurden mit ihren Ansprüchen ganz abgewiesen. Die letzteren verlangten Ersatz des Schadens, der ihnen infolge der zeitweiligen Schliessung der Wirtschaft oder infolge Durchbrennens von Kostgängern erwachsen sei. Die Auslagen, die danach der Stadt und dem Staat aus dem Krawall erwuchsen, beliefen sich auf Fr. 21,011.

Gegen diese Behandlung der Schadenersatzansprüche wird grundsätzlich nicht viel einzuwenden sein. Von einer „völkerrechtlichen Verpflichtung“ zum Schadenersatz, die übrigens nur gegenüber den Ausländern gegolten hätte, kann natürlich nicht gesprochen werden. Es besteht weder ein Gewohnheitsrecht dieses Inhaltes, noch auch regeln unsere Staatsverträge derartige Vorkommnisse. Ebensowenig giebt es im Kanton

Digitized by Google

Zürich eine gesetzliche Bestimmung, durch welche der Staat oder die Gemeinde zum Ersatz des bei Aufläufen entstandenen Schadens verpflichtet würde — im Gegensatz übrigens zu einer frühern Zeit. Im Jahre 1835 ist ein kantonales „Gesetz betreffend die Aufstellung schützender Massregeln gegen gewaltthätige Schädigungen von Eigentum“ erlassen worden, das die Bestimmung enthielt, dass der Schaden, der einem Eigentümer unter Zusammenwirkung einer grösseren Anzahl Menschen zugefügt wird, aus der Staatskasse vergütet werden soll, sofern er den Betrag von Fr. 4000 übersteigt, und dass diese Ausgabe durch eine besondere Vermögens- und Einkommensteuer aufzubringen sei. Veranlassung zu diesem Gesetz hatte die Brandstiftung in Uster vom Jahre 1832 gegeben, durch welche den Eigentümern der eingeäscherten Baumwollspinnerei ein Schaden von Fr. 300,000 a. W. zugefügt worden war. In den Übergangsbestimmungen des jetzt geltenden Strafgesetzbuches vom 8. Januar 1871 wurde jener Erlass ausdrücklich aufgehoben und es besteht kein Zweifel, dass das geltende Recht den durch den Krawall Geschädigten keinen klagbaren Anspruch auf Schadloshaltung durch Staat oder Gemeinde giebt. Im Volke herrschte freilich allgemein die Auffassung, dass der Staat rechtlich verpflichtet sei, den entstandenen Schaden zu vergüten, und man kann sich fragen, ob hier nicht eine Lücke in der Gesetzgebung zu Tage getreten sei. Zu gunsten der gesetzlichen Pflicht der Entschädigung durch den Staat spricht der Umstand, dass die Ursachen eines Aufruhrs in der Regel nicht im schuldhaften Verhalten einzelner Personen, sondern in allgemeinen Missständen liegen, für die oft diejenigen am wenigsten verantwortlich sind, gegen die der Aufruhr sich richtet. Allein bei der Seltenheit der Fälle, in denen ein solches Gesetz zur Anwendung käme, mag man sich dabei beruhigen, dass von Fall zu Fall die Entschädigungsfrage entschieden werde. Dem Krawall von 1896 wird wenigstens eine präjudizierliche Bedeutung zukommen.

III.

Die Meinungen darüber, *welche Bedeutung dem Krawall beizumessen sei*, sind stark auseinandergegangen. Während die einen geneigt waren, darin lediglich einen allerdings rohen Excess zu sehen, der infolge besonderer Umstände einen grössern

Digitized by Google

Umfang annahm als die sonntäglichen Raufereien, wollten andere darin ein bedenkliches Symptom der Verwilderung und der Gesetzlosigkeit der „Massen“ erkennen. Nun forderte die Thatsache, dass sich ein grosser Volksteil durch eine Missstimmung, deren Ursachen auf den verschiedensten Gebieten lagen, zu gewaltthätigen Angriffen verleiten liess, die grösste Beachtung. Allein eine Erklärung, die sich auf die einreissende Zuchtlosigkeit berief oder den Vorfall politisch auszunützen und die socialdemokratische Agitation für ihn verantwortlich zu machen suchte, war — vorausgesetzt, dass sie ernst gemeint war — allzu bequem. Man hat solche Tumulte schon in bäuerlichen Gegenden erlebt, deren Bevölkerung sich durch die loyalste Gesinnung auszeichnete. Eine tiefere Betrachtung verweist uns, so scheint mir, gerade auf den gegenteiligen Standpunkt. Die ernste Bedeutung derartiger Vorkommnisse beruht eben darin, dass sie möglich sind auch *ohne* Zuchtlosigkeit und Verwilderung, und dass auch eine ruhige und verständige Bevölkerung sich zu solchen Excessen, die ohne Wahl unter Schuldigen und Unschuldigen ihre Opfer suchen, hinreissen lassen kann. Das war ein offenes Geheimnis, dass die Aussersihler Unruhen nicht durch die „Hefe der Bevölkerung“ insceniert worden sind, sondern durch Angehörige der eingesessenen Bürgerschaft, und wenn der Tumult auch die raufiustigen Burschen aus allen Ecken und Enden heranzog und diese schliesslich die Führung übernahmen, so änderte das an der Thatsache nichts, dass die Initiative von einer ganz andern Bevölkerungsschicht ausgegangen war.

Bei den Tumulten, die nach Ursache und Verlauf mit unserm Italienerkrawall Ähnlichkeit haben, trafen fast immer folgende vier Momente zusammen: 1) Eine allgemeine Unzufriedenheit infolge wirtschaftlichen Druckes. 2) Eine Steigerung der dadurch bedingten Missstimmung durch irgend welche besondere Verhältnisse, die die Bevölkerung mit bestimmten Personen oder einer bestimmten Personenklasse in Verbindung bringt. 3) Das Gefühl der Hülflosigkeit, das in der Regel zwei Ursachen hat: die Ratlosigkeit, mit der man dem Übel gegenübersteht, und das Gefühl, dass die Bevölkerung bei den Behörden keine Unterstützung finde und dass dieselben ihre Pflicht nicht thun; und 4) ein bestimmter, aufregender Vorfall, der nicht die Ursache, sondern nur die Veranlassung zum Ausbruche

Digitized by Google

des Grolls bildet, trotzdem aber oft dem Aufruhr eine gewisse Richtung giebt. Wo diese Momente zusammentreffen, braucht selbstverständlich nicht notwendig ein Tumult zu entstehen, aber er *kann* entstehen, ohne dass es einer besondern Zuchtlosigkeit und Verwilderung bedarf, also auch bei einem gutgearteten und temperamentlosen Volke.

Diese Auffassung zwingt zur Resignation, aber nicht zur Unthätigkeit. Vor allem giebt sie einen Massstab zur Beurteilung der zahlreichen Vorschläge, die der Krawall gezeitigt hat.

Am 15. August 1896 erstattete der Regierungsrat dem Kantonsrat einen ausführlichen Bericht über die Ruhestörungen. Derselbe wurde an eine Kommission verwiesen und im Rate am 5. Oktober 1896 besprochen. Die Diskussion endigte mit der Genehmigung des durch die Regierung angeordneten Truppenaufgebotes und der Bewilligung eines Kredites von Fr. 14,000 zur Deckung der durch diese Massnahme verursachten Kosten. Bestimmte Vorschläge zur Sanierung der zu Tage getretenen Übelstände machte weder die Regierung noch die Kommission. Jene beschränkte sich auf einige Anregungen, die zwar die Zustimmung der Kommission fanden, im Rate aber teilweise angefochten wurden. Die Regierung stellte zunächst eine Vermehrung des Polizeicorps und — wie oben schon bemerkt — eine Verordnung in Aussicht, durch welche die Berechtigung, in Notfällen Truppen aufzubieten, auch dem Statthalteramt, d. h. der Bezirksbehörde, übertragen werden soll. Der Wunsch der Kommission, es solle der Nachrichtendienst des Polizeicorps besser organisiert werden und sich nicht nur „auf bereits Geschehenes, sondern auch auf die Stimmungen und Bewegungen im Volke erstrecken", wurde, und gewiss mit Recht, im Rate angefochten. Wollte man an sich gegen eine derartige Bestimmung nichts einwenden, so ergeben sich doch sofort die schwersten Bedenken, sobald man daran denkt, wie die untern Polizeiangestellten — über deren „Ungeschicklichkeit" die Leiter der politischen Polizei in Deutschland sich so oft beklagten — derartige Anweisungen verstehen und wie sie ihnen nachzukommen pflegen. Nicht weniger bedenklich erschien der Wunsch der Kommission, dass „die Gerichte bei Aburteilung von Körperverletzungsfällen grösstmögliche Strenge anwenden sollen". Was man vom Richter fordern darf, ist Gewissenhaftigkeit und Unparteilichkeit. Die Zumutung, dass er die grösstmögliche

Digitized by Google

Strenge anwenden solle, kann, wenn sie einen Sinn haben soll und gewissenhafte Unparteilichkeit vorausgesetzt, nur den Sinn haben, dass der Richter zu der von ihm als angemessen erachteten Strafe aus Rücksicht auf die Volksstimmung oder auf die Wiederwahl noch einen Zuschlag machen soll. Das Ansinnen verträgt sich nicht mit der Würde des Richters, und wenn sich zwischen seinen Anschauungen über die Strafwürdigkeit der Vergehen und denjenigen des „Publikums“ eine Kluft zeigt, so wird die Wegwahl des betreffenden Beamten ein geeigneteres Mittel zur Beseitigung jenes Widerspruches sein als der Druck der öffentlichen Meinung, der den Richter in Kollision mit seinen Überzeugungen zu bringen sucht.

Schon am 28. September 1896 legte der Regierungsrat dem Kantonsrat einen Gesetzesentwurf betreffend das Kantonalpolizeicorps vor, durch welchen der Bestand des letztern von 130 auf 160 Mann erhöht werden sollte. Zur Begründung wurde darauf hingewiesen, dass seit der Fixierung des Polizeicorps auf 130 Mann im Jahre 1880 die Bevölkerung des Kantons von 320,000 auf 400,000 Seelen angewachsen sei und dass sich die Aufgaben der Polizei in den letzten Jahren stark vermehrt haben. Dem Kantonsrat genügte aber die Zahl von 160 Mann nicht. Er erhöhte dieselbe auf 180 und verlangte für sich die Befugnis, „den Bestand im Bedürfnisfall weiter zu verstärken“. Das Gesetz passierte am 27. Juni 1897 die Volksabstimmung und wurde mit 37,377 gegen 13,906 Stimmen angenommen. Im beleuchtenden Berichte wurde unter anderem darauf hingewiesen, dass auch durch die „von Zeit zu Zeit wiederkehrenden Streiks“ die an die Polizei gestellten Anforderungen vermehrt worden seien. Ich möchte mir die Bemerkung gestatten, dass bis heute die Arbeiterschaft die Unterstützung der Polizei noch nie beansprucht hat.

Der Stadtrat der Stadt Zürich reihte an seinen Bericht über die Ruhestörungen eine Reihe von Vorschlägen „betreffend Massregeln infolge der Vorkommnisse vom 25.—29. Juli 1896 im Kreise III“ und ergänzte dieselben später durch verschiedene das Polizeiwesen betreffende Anträge (Weisung vom 6. August und 30. September 1896 [1]). Sie wurden mitsamt einer An-

---

[1]) Die „Weisung betreffend die Polizeiorganisationsfragen“ ist im Jahrgang X, Seite 388, dieser Zeitschrift abgedruckt worden.

Digitized by Google

zahl im Grossen Stadtrat gestellter Anträge an eine 15gliedrige Kommission gewiesen, die am 4. März 1897 einen ausführlichen, von Kantonsstatistiker Kollbruner verfasten, 62 Seiten starken Bericht erstattete und eine Reihe von Anträgen stellte. Mit der Beratung dieser Anträge, die den Grossen Stadtrat in acht Sitzungen beschäftigten, kam derselbe im Februar 1898 zu Ende. Zu den bereits genannten Weisungen kamen später noch ein Antrag betreffend Schaffung des Amtes eines Polizeiinstruktors und eine Verordnung betreffend Schriftenabgabe und Einwohnerkontrolle. Wenn ich von der zeitlichen Reihenfolge, in welcher die verschiedenen Anträge erledigt wurden, absehe und das sachlich Zusammengehörige gemeinsam bespreche, so verdienen — nicht nach ihrer innern Bedeutung, aber nach dem Eifer, mit dem man sich ihnen widmete — die Fragen der *Polizeiorganisation* die erste Erwähnung.

Es war menschlich und begreiflich, dass die Behörden, solange man unter dem frischen Eindruck der Ruhestörungen stand, sich mehr damit beschäftigten, wie derartige Vorkommnisse zu unterdrücken, als wie sie zu verhüten seien. Allein diese Beratungen erhielten deshalb einen unangenehmen Beigeschmack, weil man sich oft des Eindrucks nicht erwehrte, dass die Bedeutung der rein repressiven Massregeln überschätzt werde und dass man, wo eine schöpferische vorbeugende Politik am Platze gewesen wäre, sich mit kleinen und kleinlichen Mitteln behalf und begnügte.

Der erste aus Anlass des Krawalls gefasste Beschluss des Grossen Stadtrates ging dahin, dass der Stadtrat ermächtigt sei, bis zur Vermehrung des Polizeicorps die Polizeiwache durch Feuerwehrleute, soweit solche sich freiwillig stellen, zu verstärken. Durch den zweiten wurde der Bestand des Polizeicorps von 170 auf 240 Mann vermehrt. Wenn aber bei der Beratung behauptet wurde, dass die Bevölkerung die Verstärkung der Polizei dringend wünsche, so bewies das Ergebnis der Volksabstimmung über jenen Beschluss, dass man doch in weiten Kreisen als erste Frucht des Krawalls gerne eine andere Massnahme gesehen hätte. Obgleich die bürgerliche Presse ausnahmslos für Annahme der Vorlage plaidierte und die Arbeiterschaft ihr nur schwache Opposition machte, ergab die Abstimmung neben 7236 Verwerfenden bloss 9552 Annehmende. Die Kosten dieser Vermehrung des Polizeicorps wurden auf Fr. 144,000

Digitized by Google

berechnet. Später beschloss der Stadtrat die Einstellung eines Polizeiinstruktors, dessen Besoldung auf Fr. 4000—4500 festgesetzt wurde. Gegen diese Beamtung war um so weniger einzuwenden, als durch die starke Erhöhung des Mannschaftsbestandes die Schulung des Polizeipersonals noch schwieriger geworden war und der Stadtrat mehrfach die Erfahrung machen musste, dass sich nur selten Leute zum Polizeidienst melden, die mehr als eine Primarschulbildung genossen hatten.

Die Anträge, welche der Stadtrat bezüglich Organisation der Polizei stellte, sind in einem frühern Hefte dieser Zeitschrift, auf das hier verwiesen sei, abgedruckt[1]). Gestützt auf eine gründliche Untersuchung und Würdigung der möglichen Organisationsformen, empfahl der Stadtrat die Beibehaltung der bisherigen Organisation, aber eine Ergänzung derselben durch die Schaffung von Revierposten für bestimmte Zwecke.

Der Stadtrat hatte sich dabei namentlich mit folgendem Vorschlage auseinanderzusetzen: Die ganze Stadt soll in eine Anzahl kleiner Polizeireviere eingeteilt und jedem Revier ein Polizeimann zugewiesen werden, der dort zu wohnen und im Umkreis seines Reviers den gesamten Polizeidienst zu versehen habe; also sowohl den eigentlichen Sicherheitsdienst, wie auch die Mitwirkung bei der Einwohnerkontrolle, der Wirtschafts- und Sittenpolizei etc. Die Verteidiger dieses Vorschlages gaben den Vorzug der Arbeitsteilung preis, versprachen sich aber besondere Vorteile davon, dass sich jeder Polizist eine genaue Kenntnis aller Verhältnisse seines Reviers verschaffen könne und dass es namentlich auch möglich sei, die polizeiliche Thätigkeit „von der Strasse mehr in die Häuser zu verlegen“.

Der Stadtrat verwarf aber eine derartige Organisation, schon wegen ihrer finanziellen Tragweite. Er nahm an, dass sie den eigentlichen Posten- und Stationsdienst nicht überflüssig machen würde, und dass, wenn man 100 Reviere mit je etwa 120 Häusern und 1500 Einwohnern schaffen und jedes Revier mit zwei Polizisten besetzen wollte, im ganzen eine Polizeimannschaft von 330 Mann nötig würde.

Der Grosse Stadtrat stimmte den Anträgen mit einigen nicht eben wesentlichen Abänderungen zu. Die Grundzüge der gegenwärtigen Polizeiorganisation sind somit folgende:

---

[1]) X. Jahrgang, 1897, S. 388.

Digitized by Google

Es wird unterschieden zwischen dem eigentlichen Sicherheitsdienst und speciellen polizeilichen Aufgaben, namentlich der Einwohnerkontrolle, der Wirtschafts-, Sitten- und Gesundheitspolizei (soweit die letztere nicht ins Gebiet des Gesundheitswesens fällt). Für den *Sicherheitsdienst* ist in jedem Stadtkreis eine Kreiswache und eine je nach Bedürfnis grössere oder kleinere Zahl Quartierposten (Polizeiposten) eingerichtet. Das ganze Stadtgebiet wird in Polizeireviere eingeteilt, deren Zahl wenigstens 30 betragen soll, und jedes Revier mit vier Polizisten besetzt.

Jedem dieser Polizeireviere wird sodann ein Detektive zugeteilt, der vom Sicherheitsdienst befreit und dafür ausschliesslich mit der Einwohnerkontrolle und den Obliegenheiten der Wirtschafts- und Sittenpolizei betraut ist. Für diese Obliegenheiten können aber auch die andern Polizisten in Anspruch genommen werden. Soweit das Bedürfnis es erfordert, werden für Specialdienste (wie die Fabrikpolizei, Marktpolizei etc.) besondere Detektive bestimmt.

Von dieser Organisation verspricht man sich namentlich eine bessere Durchführung der Einwohnerkontrolle, die freilich durch die starke Fluktuation der Bevölkerung und die überaus häufigen Wohnungswechsel immer grosse Schwierigkeiten bereiten wird. Nach den Ausweisen der Einwohnerkontrolle über die Bevölkerungsvorgänge in der Stadt Zürich sind im Jahr 1896 37,342 Personen zugezogen, 27,268 weggezogen, und umgezogen sind infolge Wohnungswechsels nicht weniger als 59,634 Personen. Dass nicht alle Zuzüge und namentlich nicht alle Wegzüge dem Kontrollbureau angezeigt werden, ist begreiflich. Wieviel Unterlassungen vorkommen, ist daraus zu entnehmen, dass die durch die Volkszählung vom 1. Juni 1894 ermittelte Bevölkerungszahl um 6000 kleiner war, als die durch die Fortschreibung und Berechnung gewonnene Bevölkerungsziffer. Der Stadtrat beantragte deshalb die Revision der aus dem Jahre 1894 stammenden Verordnung betreffend „die Schriftenabgabe und Handhabung der Einwohnerkontrolle“. Dieselbe verpflichtete jeden Neuzugezogenen, sofern er nicht Stadtbürger ist, sich innert acht Tagen auf dem Kreisbureau des Wohnsitzes anzumelden (und zwar in der Regel persönlich), die Ausweisschriften abzugeben und sich um eine Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung zu bewerben. Ferner verlangte sie Anzeige

Digitized by Google

von jedem Wohnungswechsel innert vier Tagen, und zwar sowohl von seiten desjenigen, der die Wohnung wechselte, als auch seitens des Vermieters oder des Haushaltungsvorstandes. Bezüglich des Entzuges und der Verweigerung der Niederlassung war lediglich auf die Bundesverfassung, die Staatsverträge und das kantonale Gemeindegesetz verwiesen. Durch Beschluss des Grossen Stadtrates vom 14. Juli 1897 wurden sodann in dem räumlich sehr ausgedehnten III. Kreise zur Erleichterung des Publikums zwei Quartierbureaux errichtet, auf welchen ebenfalls Schriften abgegeben und Wohnungswechsel angezeigt werden können. Um aber die Kontrolle noch intensiver zu gestalten, beantragte der Stadtrat am 7. Januar 1897 folgende Neuerungen: Wer sich um die Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung bewirbt, hat sich stets persönlich auf dem Kreis- beziehungsweise Quartierbureau zu melden (um über Familienverhältnisse etc. Auskunft geben zu können). Die Pflicht, neu einziehende Personen anzumelden, soll nicht nur dem Vermieter, sondern auch dem Hauseigentümer auferlegt werden (so dass also das Kontrollbureau vom Einzug Kenntnis erhalten würde durch den Mieter, den Vermieter und den Hauseigentümer!). Ferner sollen die Arbeitgeber zur Führung von „Arbeiterbüchern" und die Hauseigentümer beziehungsweise die von diesen zu bezeichnenden Hausmeister zur Führung von „Hausbüchern" verpflichtet und jene ausserdem angehalten werden, von jedem neu eingestellten Arbeiter den Ausweis über die erfolgte Anmeldung auf dem Kreisbureau zu verlangen. Von der Aufnahme von Bestimmungen betreffend Entzug und Verweigerung der Niederlassung wollte der Stadtrat absehen. Nun hatte aber gerade diese Frage den Grossen Stadtrat früher eingehend beschäftigt und er hatte am 2. Juni 1897 hierüber eine Reihe von Grundsätzen aufgestellt, durch welche der Stadtrat zu einer strengeren Praxis veranlasst werden sollte. Die stadträtliche Kommission, an welche diese Vorlage gewiesen wurde, beantragte die Aufnahme folgender Bestimmung: Die Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligung wird denjenigen verweigert, welche sich infolge eines strafgerichtlichen Urteils nicht im Besitze der bürgerlichen Ehren und Rechte befinden. Gegen diese Bestimmung wurden von zwei Seiten Bedenken erhoben. Die Vertreter der Arbeiterschaft wiesen darauf hin, dass dieselbe mit § 33 des Gesetzes betreffend das Gemeindewesen in offenbarem Wider-

Digitized by Google

spruch steht, der die Ausweisung nur unter der weitern Voraussetzung gestattet, „dass der Nachweis eines die öffentliche Sicherheit oder Sittlichkeit gefährdenden Lebenswandels geleistet ist". Von anderer Seite dagegen wurde die Aufnahme der am 2. Juni 1897 gefassten Beschlüsse in diese Verordnung verlangt, in der Meinung, dass damit eine strengere Sichtung der Gesuche um Aufenthaltsbewilligung bewirkt werde. Während nach dem Gemeindegesetz jeder Fall daraufhin zu prüfen ist, ob das subjektive Requisit „der Gefährdung der öffentlichen Sicherheit oder Sittlichkeit" gegeben ist, präsumiert die Verordnung ohne weiteres das Vorhandensein dieser Voraussetzung, wenn gewisse Bestrafungen vorliegen, gestattet also dann dem Stadtrat eine weitere Prüfung des Falles nicht. Dem Sinne nach lässt sich die Verordnung mit den Bestimmungen des Gemeindegesetzes nicht in Einklang bringen. Und man hätte sich um so eher mit dem Hinweis auf die Bestimmungen der Bundes- und Kantonalverfassung begnügen dürfen, als die praktische Bedeutung der Beschlüsse des Grossen Stadtrates eine weittragende nicht sein kann. Denn ob nun von den 20,761 Ausländern, die sich im Jahre 1896 um die Niederlassung bewarben, ein paar Hundert Gesuche mehr oder weniger abgewiesen werden, ändert am Charakter und der Zusammensetzung der Bevölkerung im ganzen herzlich wenig. Und wenn die Notwendigkeit einer Verschärfung der Bestimmungen betreffend die Niederlassung mit dem Hinweis auf die Aussersihler Unruhen bewiesen werden wollte und diese Massregel gefordert wurde, weil *dadurch* der Wiederholung solcher Unruhen vorgebeugt werden könne, so ist das eine Täuschung, die verhängnisvoll werden kann. Leider lag aber den Erörterungen im Grossen Stadtrat die Anschauung zu Grunde, dass mit derartigen polizeilichen Anordnungen alles und jedenfalls das Beste gethan sei, was vor solchen Tumulten schützt.

Viel zu reden gab eine Meinungsverschiedenheit des Stadtrates und der Kommission betreffend die Behandlung der Ausländer. Der Stadtrat vertrat die Auffassung, dass hinsichtlich der Bewilligung und des Entzuges der Niederlassung die Ausländer und die Schweizer auf dem Fusse der Gleichberechtigung zu behandeln seien. Die Kommission verwies dem gegenüber mit Recht darauf, dass die Ausländer sich nicht auf die Bundesverfassung, sondern lediglich auf den Inhalt der bezüglichen Staatsverträge berufen können und dass in den letz-

Digitized by Google

tern das Recht der Niederlassung und der Entzug derselben an andere Voraussetzungen geknüpft wird als in der Bundesverfassung, die, wie sich wohl schon aus dem Wortlaut des Art. 45 ergiebt, nur im Verhältnis von Schweizerbürgern wirksam ist. So verlangt zwar der mit Italien abgeschlossene Niederlassungsvertrag vom 22. Juli 1868 grundsätzlich, dass die Angehörigen des andern Vertragsstaates hinsichtlich ihrer Person auf dem nämlichen Fusse behandelt und auf die nämliche Weise aufgenommen werden, wie die eigenen Staatsangehörigen, gestattet aber die Verweigerung oder den Entzug der Niederlassung aus Gründen, die nach Massgabe von Art. 45 B. V. einem Schweizer gegenüber nicht geltend gemacht werden könnten.

Wenn der Stadtrat, d. h. also die mit der Handhabung der die Niederlassung regelnden Bestimmungen betraute Behörde, sich den Behauptungen der Kommission widersetzte, so geschah es wohl aus dem nicht ganz klaren, aber berechtigten Gefühl heraus, es stelle die Kommission unerfüllbare Zumutungen an ihn. Der Regierungsrat schrieb in seinem Berichte über die Ruhestörungen: „Wenn ihr geringer Lohn die Italiener zu einer dürftigen Lebensweise zwinge und wenn daraus, in Verbindung mit dem Mangel an Ordnungssinn und Reinlichkeit widerwärtige Zustände sich ergeben, so stehe dem Regierungsrat kein Mittel zu Gebote, diese Verhältnisse zu ändern.“ Auch diese Behauptung erklärte die Kommission für „entschieden“ unrichtig und bewies damit nun allerdings, dass sie den in den Niederlassungsverträgen gemachten Vorbehalten eine Bedeutung beimisst, die ihnen selbstverständlich nicht zukommt. Auch durch die rigoroseste Handhabung der Niederlassungsbestimmungen wird weder der Andrang fremder Arbeiter gehemmt, noch deren Lebenshaltung und Lebensweise irgendwie beeinflusst werden können.

Es mag hier auch noch jener Beschluss des Stadtrates von Zürich Erwähnung finden, der in der letzten Zeit die lebhaften Erörterungen darüber veranlasste, an welche Voraussetzungen das Recht der Niederlassung nach den mit Italien und mit Österreich-Ungarn abgeschlossenen Niederlassungsverträgen geknüpft werden darf. Als im Januar dieses Jahres von Italienern mehrere schwere Körperverletzungen verübt wurden — davon zwei mit tödlichem Ausgang — und sich in der Bevölkerung eine gewisse Erregung geltend machte, glaubte der Stadtrat, zur Beruhigung des

Digitized by Google

Publikums wieder etwas thun zu müssen. Er beschloss am 2. Februar, es sei fortan die Niederlassung nur solchen Angehörigen Italiens oder Österreich-Ungarns zu erteilen, „welche neben einem Heimatschein oder Pass ein von der Heimatsbehörde oder vom Konsulat gefertigtes Zeugnis über guten Leumund beibringen“. Gegen diese Anordnung beschwerten sich alsbald die Gesandtschaften der betreffenden Staaten beim Bundesrat. Der Polizeivorstand der Stadt Zürich versuchte in einer längern, an die Regierung gerichteten Zuschrift vom 13. Februar 1898 die angefochtene Massregel zu begründen. Ihr Zweck sei, „unter der fremdländischen Bevölkerung Ordnung zu schaffen, den übrigen Teil der Bevölkerung zu beruhigen und die Stadt von der Krawallgefahr zu befreien“. Und gerechtfertigt werde die Massregel durch Art. 45 B.-V., zweiter Absatz. Schweizern wie Ausländern sei das Recht der freien Niederlassung nur unter der Voraussetzung zugestanden, dass ihnen nicht durch ein strafgerichtliches Urteil die bürgerlichen Ehren und Rechte aberkannt seien. Ob diese Voraussetzung für Schweizerbürger zutreffe, lasse sich durch eine Anfrage bei der Heimatsbehörde leicht feststellen. Dagegen könne dem Stadtrat nicht zugemutet werden, von sich aus in der *Heimatsgemeinde der Ausländer* eine solche Erkundigung einzuziehen. Wenn deshalb vom Ausländer nicht verlangt werden dürfe, dass er selbst ein Leumundszeugnis beibringe, so komme das im Effekt darauf hinaus, dass jene Beschränkung der Niederlassungsfreiheit auf die im Besitz der bürgerlichen Rechte und Ehren befindlichen Personen nur für Schweizer, nicht aber auch für Ausländer gelte. Um für beide die faktische Gleichheit des Niederlassungsrechtes herzustellen, sei jene Anordnung getroffen worden. Der Bundesrat entschied aber dahin, der Beschluss des Stadtrates von Zürich stehe mit den in Frage kommenden Niederlassungsverträgen im Widerspruch. In denselben sei den italienischen und österreichisch-ungarischen Staatsangehörigen die Niederlassung in der Schweiz unter den gleichen Bedingungen gestattet, wie den Bürgern anderer Kantone. Da nun diese die Niederlassung durch Vorlage eines Heimatscheins erwerben, dürfen auch die Angehörigen von Italien und Österreich nur zur Beibringung eines Ausweises über ihre Staatsangehörigkeit angehalten werden. Darauf hob der Stadtrat seinen Beschluss vom 2. Februar am 30. März definitiv auf, beauftragte aber den Polizei-

Digitized by Google

vorstand, „zu prüfen, auf welchen andern Wegen der Zweck des Beschlusses vom 2. Februar angestrebt werden könne“. Einen ähnlichen Auftrag erteilte auch der Bundesrat dem Justiz- und Polizeidepartement.

Von der Einführung der *Hausbücher* nahm der Stadtrat Umgang, dagegen fand die Bestimmung seinen Beifall, dass jeder Arbeitgeber ein Verzeichnis seiner Arbeiter zu führen habe und dass er keinen „von auswärts kommenden Arbeiter“ einstellen dürfe, der sich nicht über seine Anmeldung auf dem Kontrollbureau ausgewiesen hat. Es ist das ein Anleihen bei dem alten „Polizeigesetz für Handwerksgesellen“ vom Jahre 1844. Dadurch werden die Arbeitgeber zu einem Organ der Schriftenkontrolle gemacht. Sie werden verpflichtet, die letztere ihren Arbeitern gegenüber auszuüben, und mit Busse von Fr. 3 bis 15 bedroht, falls sie einen Dienstvertrag abschliessen, ohne sich vergewissert zu haben, ob der betreffende Arbeiter im Besitze der Niederlassungsbewilligung ist. Die Vertreter der Arbeiterschaft vertraten im Grossen Stadtrat den Standpunkt, dass auf dem Wege einer Verordnung weder dem Arbeitgeber diese Pflicht der Schriftenkontrolle noch dem Arbeiter die Pflicht zur Auskunfterteilung auferlegt werden könne. Die Gerichte werden nun die Frage der Gesetzmässigkeit dieser Verordnung zu entscheiden haben, wenn sie nicht auf dem Rekurswege angefochten wird. In einem gewissen Zusammenhange damit steht der am 13. Juni 1897 gefasste Beschluss, durch welchen der Stadtrat eingeladen wurde, bei der Schriftenabgabe für das laufende Rechnungsjahr die Mannssteuer zu beziehen. Ich habe mir von zuständiger Seite bestätigen lassen, dass der Stadtrat dieser Einladung aus naheliegenden Gründen nicht hat nachkommen können.

Von der gesteigerten Fürsorge fürs öffentliche Wohl legen sodann die am gleichen Tage gefassten Beschlüsse Zeugnis ab, die vom Stadtrate eine möglichst genaue Führung der Vorstrafenverzeichnisse und eine strenge Handhabung aller gegen arbeitslose und dauernd existenzlose Personen und Familien gerichteten Bestimmungen verlangt.

Zu den von der Kommission vorgeschlagenen polizeilichen Massregeln gehört ferner der Antrag, es sei in die städtische Polizeiverordnung das Verbot, „Stichwaffen und Revolver, überhaupt Waffen, die gefährlich sind und sich leicht verbergen

Digitized by Google

lassen", zu tragen oder mit solchen Waffen zu hausieren, aufzunehmen. Am 15. Mai 1897 verwarf der Grosse Stadtrat diesen Antrag nach einer erschöpfenden Diskussion mit 44 gegen 31 Stimmen. Die Kommission liess sich jedoch nicht einschüchtern und stellte am 21. August 1897 einen Wiedererwägungsantrag. Einige Bedenken suchte sie dadurch zu beschwichtigen, dass sie der Polizei das Recht einräumte, die Bewilligung zum Waffentragen in besonderen Fällen zu erteilen. In dieser Fassung fand der Antrag eine Mehrheit; er wurde mit 44 gegen 32 Stimmen angenommen.

Eine grosse Bedeutung hat diese „Ergänzung" der Polizeiverordnung nicht. Die Behauptung, dass dadurch die Zahl der Körperverletzungen herabgedrückt werden könne, beruht auf einer falschen thatsächlichen Voraussetzung. Die Fälle, in welchen Vergehen gegen Leib und Leben mit sogenannten „gefährlichen Waffen" verübt werden, sind nämlich nicht so häufig, wie der fleissige Leser der Rubrik „Unglücksfälle und Verbrechen" in den Tagesblättern annehmen könnte. Ich suchte mich auch darüber zu vergewissern, indem ich an Hand der Untersuchungsakten eine genaue Zusammenstellung aller vorsätzlichen Körperverletzungen und Tötungen machte, die im Jahre 1895 im Gebiete des *Bezirkes Zürich* verübt worden sind.[1]) Es ergab sich folgendes: Im genannten Zeitraum sind 209 Personen wegen der genannten Vergehen verurteilt worden. Es wurde die Körperverletzung verursacht:

durch Faustschläge von	55	Personen	= 26,3 %
vermittelst des Spazierstockes oder Schirms von	47	"	= 22,5 %
vermittelst des Taschenmessers von	47	"	= 22,5 %
vermittelst eines harten Gegenstandes, meistens Steine, Hausschlüssel, von	19	"	= 9,1 %
durch Stossen und Umwerfen von	18	"	= 8,6 %
vermittelst anderer Gegenstände von	23	"	= 11,0 %
	209	"	= 100 %

[1]) Die Zahlen, die ich im Grossen Stadtrate anführte, sind angefochten worden, weil ich damals nur die vom Bezirksgerichte Zürich abgeurteilten Fälle berücksichtigt hatte. Ich habe sie nunmehr durch die Fälle ergänzt, die vom Schwurgericht beziehungsweise Obergericht erledigt worden sind.

Digitized by Google

Unter diesen andern Gegenständen befanden sich: *je einmal* eine Axt, eine Schöpfe, ein Richtscheit, ein Besen, ein Stemmeisen, eine Mistgabel, eine Schustergnippe, ein Hagenschwanz, ein Abtrittdeckel, ein Billardqueue, ein Stockdegen, ein Revolver; *zweimal* wurde eine Peitsche und ein Schlagring verwendet; in 5 Fällen diente das Bierglas zum Dreinschlagen und in 2 Fällen waren die Damnifikaten von Hunden gebissen worden, welche die Angeklagten gegen sie gehetzt hatten.

Will man danach für die „Gefährlichkeit“ einer Waffe ein Kriterium aufstellen, so kann es vernünftigerweise nur in der *Häufigkeit* des Gebrauchs und in der Handlichkeit ihrer Form und Grösse gefunden werden. Die gefährlichsten Gegenstände sind dann die Spazierstöcke, die Taschenmesser und die Hausschlüssel, also drei Inventarstücke des modernen Kulturmenschen. Will man die *Wirkungen* des Instrumentes zum Merkmal der Gefährlichkeit machen, so trifft dasselbe allerdings zu für den Revolver; für den Stockdegen aber, der wegen seiner Grösse gar nicht leicht zu handhaben ist, schon viel weniger als für das handliche, leicht und sicher zu führende Taschenmesser. Stockdegen jedoch und Revolver spielen in den Untersuchungen eine ganz nebensächliche Rolle und werden vom harmlosen Hausschlüssel stark in den Schatten gestellt. Diese Behauptungen behalten ihre Richtigkeit auch dann, wenn wir nur die *schweren* Vergehen ins Auge fassen. Ich führe folgende Zahlen an, die sich nicht auf den Bezirk Zürich, sondern auf den ganzen Kanton beziehen. Es sind im Jahre 1895 vom Schwurgericht beziehungsweise Obergericht verurteilt worden: eine Person wegen wiederholten Totschlags und eine wegen Teilnahme an einem Raufhandel, in welchem zwei Menschen getötet wurden (Fall Schabl-Knöpfle), zwei wegen Versuchs von Totschlag, drei wegen Körperverletzung mit tödlichem Ausgang und drei wegen Körperverletzung, die einen schweren bleibenden Nachteil zur Folge hatten (in allen drei Fällen ging ein Auge verloren). Einer dieser Angeklagten hatte mit einem Revolver auf einen Polizisten Schüsse abgefeuert; alle andern hatten ihre Verbrechen mit dem Taschenmesser verübt, also mit einer ungefährlichen Waffe, die wenigstens zur Zeit noch ohne polizeiliche Bewilligung getragen werden darf. Vielleicht diente aber das vom Stadtrat beschlossene Verbot, wenn es auch objektiv wirkungslos bleibt, doch zur Beruhigung — ut aliquid fieri videatur.

Digitized by Google

Als Präventivmassregel schlug des ferneren die Kommission die Einführung der *Polizeistunde* vor. Sie nahm damit einen Antrag wieder auf, der den Grossen Stadtrat schon zu wiederholten Malen beschäftigt hatte. Schon im Jahre 1894 war nämlich der Vorschlag gemacht worden, in die allgemeine Polizeiordnung die Bestimmung aufzunehmen, dass die Wirtschaften nach 12 Uhr nachts zu schliessen seien. In der ersten Abstimmung entschied sich der Rat mit 45 gegen 34 Stimmen dafür, als aber zwei Monate später ein Wiedererwägungsantrag gestellt wurde, sprachen sich nur noch 38 Stimmen für die Polizeistunde, 53 dagegen aus. Auch der Krawall verschaffte ihr keine neuen Anhänger. Der Antrag wurde mit 48 gegen 40 Stimmen abgelehnt.

Während es sich bei den besprochenen Massregeln im wesentlichen um den Erlass von neuen Verordnungen oder die Ausführung bereits bestehender Vorschriften handelte, brachte die Kommission noch einige „Anregungen bei den kantonalen Behörden" in Vorschlag. Nach ihrem Wunsche sollte der Stadtrat sich dafür verwenden: dass das Verbot des Waffentragens auf den ganzen Kanton ausgedehnt werde, dass Körperverletzungen mit möglichster Strenge bestraft und dass anlässlich einer Revision des Strafgesetzbuches die gegen die Körperverletzungen gerichteten Strafandrohungen verschärft werden. Die erste dieser Anregungen wurde vom Rate gebilligt, die zweite, über die ich mich oben schon ausgesprochen habe, verworfen und die dritte zurückgezogen. Ferner befürwortete die Kommission eine Revision des Gemeindegesetzes und des Gesetzes betreffend die Rechtspflege, in dem Sinne, dass die Bussenkompetenz der Gemeinden Zürich und Winterthur erweitert werde. Gegenwärtig findet auf sie die allgemeine Bestimmung des Gemeindegesetzes Anwendung, wonach die Gemeinderäte nur Bussen bis zum Betrage von Fr. 15 verhängen dürfen, Bussen in höherem Betrage aber vom Statthalteramte ausgesprochen werden müssen. Die Kommission wünschte nun, dass die Bussenkompetenz des Statthalteramtes in Zürich und in Winterthur einem städtischen Polizeirichter übertragen, in jedem Falle aber jede dieser beiden Gemeinden berechtigt werde, Bussen bis zu Fr. 100 auszusprechen. Der Grosse Stadtrat erklärte sich damit einverstanden und billigte auch eine Reihe anderer polizeilicher Massnahmen, welche die auf diesem Gebiet wahrhaft schöpferische Kommission in Vorschlag brachte.

Digitized by Google

Ihr Bericht erinnerte sodann noch an einige „*sociale Aufgaben der Gemeinde*“. Wenn ich auch nicht für eine Zeitschrift schriebe, die mir Beschränkung auf diejenigen Punkte, die strafrechtliches und strafprozessrechtliches Interesse haben, auferlegte, könnte ich mich über diesen Abschnitt kurz fassen. Der Grosse Stadtrat befürwortete — im Sinne der Kommissionsvorschläge — die Errichtung eines städtischen Arbeitsnachweises und lud den Stadtrat ein, die Frage der Errichtung oder Unterstützung eines Volkshauses zu „prüfen“. Sodann drückte er den Wunsch aus, dass an der Gewerbeschule jungen Leuten schweizerischer Nationalität Gelegenheit zur Erlernung des Maurer- und Steinhauerhandwerks gegeben und ihnen auch Beschäftigung zugesichert werde, sei es, dass die Stadt denselben selbst Verdienst giebt bei der Erstellung städtischer Bauten, sei es, dass die Übernehmer städtischer Bauten verpflichtet werden, soweit möglich einheimische Arbeiter zu beschäftigen. Wie weit diese Beschlüsse nur eine dekorative Bedeutung haben, muss die Zukunft lehren. Der von den socialdemokratischen Vertretern gestellte Antrag, dass im Pflichtenheft der Übernehmer städtischer Arbeiten ein Minimallohn von 40 Rp. pro Stunde für Handlanger und 45 Rp. für „gelernte Arbeiter“ festgesetzt werde, wurde verworfen.

Wollte man die zahlreichen durch den Krawall verursachten Beschlüsse des Grossen Stadtrates nur unter dem Gesichtspunkte prüfen, ob sie geeignet seien, die Wiederholung solcher Unruhen zu verhüten, so wäre das unbillig. Den Behörden erwuchs auch die allgemeine Pflicht, alle Übelstände, die anlässlich des Krawalls zu Tage getreten waren — mochten sie für den letzteren eine ursächliche Bedeutung haben oder nicht — zu beseitigen. Allein auch wer den nur repressiv wirkenden Massregeln und der erzieherischen Macht der Polizei mehr Gewicht beilegt als der Verfasser, wird sich doch beim Rückblick auf die mittlerweile zum Abschluss geratenen Verhandlungen über den Krawall des Eindrucks nicht erwehren, dass dieselben an fruchtbaren und schöpferischen Gedanken allzu arm sind und dass mit dem Eifer, mit welchem die Polizeigewalt verstärkt und ihre Machtfülle erweitert wurde, das socialpolitische Verständnis nicht Schritt gehalten hat.



La réforme de l'instruction préparatoire en France.

Par

J. Champcommunal,

Avocat, Dr en droit, à Limoges.

La loi du 8 décembre 1897, une des plus importantes qui ait été votée en France depuis longtemps, vient de transformer les règles de l'instruction préparatoire en matière de crimes et de délits. Il y a près de vingt ans qu'il était question d'une réforme considérable comprenant tout le livre Ier du Code d'instruction criminelle. Ce vaste projet fut présenté en 1879 au Sénat par le Gouvernement [1]). Voté par la haute assemblée, mais avec des restrictions proposées par M. Dauphin, ancien Procureur général, qui en transformaient le sens, il fut transmis à la Chambre des députés: celle-ci, sur le rapport de M. Goblet, adopta en première lecture un nouveau texte se rapprochant beaucoup de celui du Gouvernement. La seconde lecture ne put s'engager à temps, et on sait qu'en France les projets non définitivement adoptés deviennent caducs à la fin de chaque législature, dont la durée est de quatre ans. Saisie de nouveau à trois reprises différentes du même projet par le Gouvernement, la Chambre des députés ne parvint pas à le voter; les trois rapports successifs, tous rédigés par M. Bovier-Lapierre, reproduisaient des dispositions analogues à celles du rapport Goblet. En définitive, deux rédactions très différentes se trouvaient en présence: celle du Sénat et celle des commissions de la Chambre des députés.

---

[1]) Le Garde des Sceaux était à ce moment M. Le Royer. Le projet avait été préparé par une commission extra-parlementaire nommée l'année précédente par M. Dufaure.

Digitized by Google

Un sénateur, M. Constans, craignant qu'en présence des divergences existant entre les deux assemblées législatives, la réforme ne fût exposée à un retard indéfini, déposa une proposition en six articles, contenant les dispositions urgentes, en attendant l'élaboration d'une œuvre plus étendue. C'est cette proposition qui vient d'être adoptée après divers incidents et malgré les critiques de la Cour de cassation [1]).

Votée en dernier lieu par la Chambre des députés le 12 novembre 1897, la loi n'a pu être promulguée que le 8 décembre. Par la force même des choses, le pouvoir exécutif a dû user presque entièrement du délai d'un mois que lui accorde la constitution ; il fallait en effet que la Chancellerie ait eu le temps de rédiger des instructions permettant l'application des nouvelles règles [2]).

Les dispositions de la loi du 8 décembre 1897 sont inspirées par la même pensée : protéger plus efficacement la défense [3]). Elles concernent : 1° l'interdiction faite au juge d'instruction de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites — 2° la mise à exécution du mandat d'amener — 3° les formes de la procédure préparatoire — 4° la détention préventive de l'inculpé.

1° Interdiction faite au juge d'instruction de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites (art. 1er).

Cette incompatibilité si rationnelle n'existait pas dans le droit français. On s'en étonne avec d'autant plus de raison qu'un conseiller ayant fait partie de la Chambre des mises en accusation ne peut être membre de la Cour d'assises. (Art. 257 C. instr. crimin.). Ce dernier pourtant n'a pas été mêlé aussi intimement à la procédure préparatoire, et, d'autre part, ce n'est pas lui qui se trouve appelé à statuer sur la culpabilité, ce soin appartenant au jury. Aussi tous les projets étaient-ils

---

[1]) La Cour de cassation a donné en décembre 1896 une consultation sur le rapport de M. le conseiller Falcimaigne en réponse aux questions qui lui avaient été soumises par M. le Garde des Sceaux.

[2]) La circulaire ministérielle a été publiée le 10 décembre 1897.

[3]) Sauf l'art. 2, qui ajoute trois alinéas à l'article 93 du Code d'instruction criminelle, les autres dispositions de la nouvelle loi n'ont pas été incorporées à ce code, ce qui indique nettement son caractère provisoire.


Digitized by Google

d'accord pour édicter la nouvelle interdiction, et la Cour de cassation s'y était-elle montrée favorable. L'observation en est prescrite à peine de nullité.

2° Exécution du mandat d'amener (art. 2, 4, 5, 6).

La nouvelle loi ne refait pas la théorie des mandats ; elle se borne à imposer au juge d'iustruction l'obligation de régler rapidement la situation de l'inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener. Elle cherche à écarter toute incarcération arbitraire.

L'art. 93 C. instr. crim., exigeant que tout individu arrêté en vertu d'un mandat d'amener fût interrogé dans les 24 heures, n'était guère suivi en pratique; d'autre part, les sanctions de cette obligation (art. 112 C. instr. crim.: révocation du procureur de la République, retrait de l'instruction du magistrat instructeur, etc.), restaient en fait inobservées. Il était nécessaire: 1° de formuler en termes plus précis et plus impératifs l'obligation d'interroger dans les 24 heures ; 2° d'édicter des sanctions plus efficaces. Tel est l'objet des al. 2, 3 et 4 ajoutés à l'alinéa primitif de l'art. 93.

Le point de départ du délai accordé pour l'interrogatoire est désormais fixé avec exactitude : c'est le moment de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt. A l'expiration de ce délai, l'inculpé doit être conduit d'office, et sans aucun nouveau retard, par les soins du gardien-chef, devant le procureur de la République, qui requiert du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou de maladie de ce magistrat, l'interrogatoire doit être effectué par le président du Tribunal ou par le juge qu'il désigne ; sinon, la mise en liberté immédiate de l'inculpé s'impose.

L'inobservation de ces obligations engage pénalement la responsabilité de deux personnes : le gardien-chef de la maison de dépôt ou d'arrêt et le procureur de la République. Tout gardien-chef, qui, dans les 24 heures de l'entrée dans la maison de dépôt ou d'arrêt, ne conduit pas l'inculpé non interrogé par le juge d'instruction devant le procureur de la République, commet le délit de détention arbitraire prévu par l'art. 120 C. pénal et puni de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 200 francs. Le procureur de la République se rend coupable de crime, et encourt, aux termes de l'art. 119

Digitized by Google

C. pénal, la dégradation civique: 1° lorsque, après la démarche expresse et formelle du gardien-chef, il ne requiert pas du juge d'instruction l'interrogatoire de l'inculpé; 2° lorsque, n'ayant pu réussir à obtenir l'interrogatoire de l'inculpé, il ne le fait pas immédiatement relâcher.

Telles sont les règles ordinaires; il existe des dispositions spéciales lorsque l'inculpé a été arrêté hors du chef-lieu où siège le magistrat signataire du mandat et dans un autre arrondissement. Cette procédure, qui était mal réglée par le Code d'instruction criminelle, a subi d'heureuses modifications.

Désormais, l'inculpé a le droit de demander à rester détenu au lieu de son arrestation, pourvu que ce lieu se trouve à plus de dix myriamètres du lieu où siège le magistrat signataire du mandat. Après avoir constaté son identité et reçu ses déclarations en l'avertissant qu'il est libre de ne pas en faire, le procureur de la République l'interpelle sur le point de savoir s'il consent à être transféré ou s'il préfère prolonger les effets du mandat d'amener en attendant la décision du juge d'instruction saisi de l'affaire, qui doit prononcer aussitôt après avoir pris connaissance du dossier. La situation de l'inculpé se trouve donc ainsi réglée sans retard.

3° **Formes de la procédure** (art. 3, 7, 9, 10, 12).

Les caractères généraux de la procédure d'instruction préparatoire pouvaient se ramener à trois principaux: procédure écrite, procédure non contradictoire, procédure secrète. D'après la nouvelle loi, la procédure reste écrite; mais elle devient contradictoire, et dans la même mesure elle cesse d'être secrète. Autrefois, l'inculpé, qui ne pouvait exiger un défenseur, n'était pas averti des charges relevées contre lui: il n'avait aucun moyen de les examiner et de les contrôler. Aujourd'hui, il ne se trouve plus seul dans le cabinet du juge d'instruction; il a le droit de demander un défenseur et de prendre connaissance de tous les actes de la procédure. Ce changement résulte des dispositions suivantes que nous allons analyser.

A. Obligations imposées au juge d'instruction lors de la première comparution de l'inculpé.

Le juge d'instruction est tenu à peine de nullité d'avertir l'inculpé, lors de la première comparution, qu'il est libre de ne

Digitized by Google

faire aucune déclaration [1]). On ne veut pas que le magistrat profite du moment de trouble qui suit toute arrestation. La philosophie pénale ne considère plus aujourd'hui l'aveu comme la *reine des preuves,* que l'on doit obtenir par n'importe quel moyen: entre l'accusation et la défense, elle veut une lutte égale [2]).

Cette nouvelle disposition, qui figurait dans tous les projets, comporte deux catégories d'exceptions, qui coupent court à tous les abus: — 1° le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat ou à des confrontations, si l'urgence résulte soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit. Cette dernière espèce a été ajoutée sur la demande de M. Couturier, commissaire du Gouvernement, qui en démontra la nécessité; — 2° l'inculpé peut renoncer à la protection qui lui est accordée, pourvu que sa renonciation soit formelle. Son intérêt lui conseille parfois, en effet, une explication immédiate: il en est ainsi notamment en cas d'erreur sur son identité.

A la première comparution de l'inculpé, le juge d'instruction est encore tenu de l'avertir, à peine de nullité, qu'il a le droit de choisir un défenseur parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les avoués, et qu'à défaut de choix, il lui en sera désigné un d'office sur sa demande [3]). Cette disposition, qui figurait également dans tous les

[1]) Cet avertissement est-il nécessaire lorsque l'inculpé se trouve déjà assisté d'un défenseur lors de la première comparution? Le Tribunal correctionnel de la Seine (10e chambre) vient de consacrer la négative par jugement du 9 février 1898. Cette solution est des plus contestables, la loi n'établissant aucune distinction.

[2]) La protection de la nouvelle loi ne s'étend pas à la phase policière du procès pénal. L'inculpé ne se trouve pas prémuni contre les déclarations imprudentes qu'il peut faire pendant l'enquête officieuse qui a lieu dans nombre de cas — souvent les affaires correctionnelles ne donnent pas lieu à une instruction — et qui est dirigée par les commissaires de police ou par les gendarmes. Sur la demande de plusieurs membres du Parlement, M. le Garde des Sceaux a promis que des instructions seraient données en vue d'éviter tout abus.

[3]) La désignation est faite par le Bâtonnier de l'Ordre des avocats, s'il existe un barreau, et, dans le cas contraire, par le Président du Tribunal.

Digitized by Google

projets et qui avait également reçu l'approbation de la Cour de cassation, constitue en réalité moins une innovation que la généralisation de l'usage suivi depuis déjà longtemps à Paris.

B. Droits du conseil de l'inculpé.

La réforme sur ce point a été des plus laborieuses; depuis près de vingt ans qu'elle était agitée, quatre systèmes furent tour à tour proposés et soutenus par les autorités les plus qualifiées.

D'après le premier système, qui figurait dant le projet du Gouvernement déposé en 1879, et qui reçut l'approbation des commissions successives de la Chambre des députés, la contradiction de l'instruction était complète. Les interrogatoires et les confrontations devaient avoir lieu en présence — ou au moins après bon avertissement — du défenseur de l'inculpé, du ministère public, de la partie civile et de son conseil. Les intéressés pouvaient également assister aux dépositions des témoins comme aux actes matériels de l'information, notamment aux expertises, causes si fréquentes d'erreurs judiciaires; pendant toute la durée de l'information, la procédure restait à leur disposition, et même, avis devait être donné au défenseur d'en prendre connaissance la veille de chaque interrogatoire.

Le second système, fort différent, avait été voté par le Sénat en 1882. L'inculpé et son défenseur conservaient le droit d'assister aux actes matériels de l'enquête, mais non aux dépositions des témoins; les interrogatoires et les confrontations restaient également secrets. Le conseil pouvait tout voir, mais il ne pouvait rien entendre. La communication de la procédure, qui devait lui être faite la veille de chaque interrogatoire, lui permettait seule de prendre connaissance officielle des déclarations effectuées hors de sa présence.

Le troisième système, que préconisait la Cour de cassation, conservait à l'instruction son caractère secret et non contradictoire. Le dossier n'était mis à la disposition du défenseur que la veille du dernier interrogatoire, afin qu'il pût signaler, en cas de besoin, les oublis ou les erreurs de la procédure. C'était, dans toute sa rigueur, le système du contrôle après coup.

Le quatrième système, qui inspirait la proposition Constans, n'opérait aucun changement à l'égard du ministère public et de

Digitized by Google

la partie civile; mais il accordait à la défense d'importantes garanties, qui, donnant satisfaction aux nécessités les plus immédiates, lui assurèrent un succès définitif.

Désormais, l'inculpé, sauf en cas de renonciation de sa part ou d'urgence bien définie[1]), a le droit d'être assisté de son conseil toutes les fois qu'il se trouve appelé à discuter les charges relevées contre lui. En conséquence, le défenseur doit être averti la veille de chaque interrogatoire ou confrontation, et, pour éviter toute contestation, la récente circulaire du Garde des Sceaux exige avec raison que cette convocation lui soit adressée par lettre recommandée. Si le défenseur ne se rend pas à la convocation, le juge peut passer outre, sa présence n'étant pas prescrite à peine de nullité. Si le défenseur se rend à la convocation, il est alors appelé à exercer le droit de contrôle que la nouvelle loi lui confère. Son rôle n'est pas celui d'un spectateur muet et impassible à la façon du garde municipal ou du gendarme. Non seulement il reste libre de prendre des notes, mais encore il est en droit de parler. Pour éviter qu'il enlève, par de continuelles interventions, aux réponses de son client, des autres inculpés ou des témoins confrontés, la spontanéité qui constitue la meilleure garantie de la sincérité, il doit simplement demander la parole au juge d'instruction. Comme il ne s'agit pas d'une audience en raccourci, il n'y a pas lieu de consigner au procès-verbal les discussions qui se sont engagées; il suffit de faire mention que la parole a été accordée ou refusée.

Pour que le défenseur puisse remplir utilement sa mission, il est indispensable qu'il soit tenu au courant des actes de l'information. De là, les deux nouvelles règles prescrites à peine de nullité: 1° la procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille des interrogatoires ou des confrontations que l'inculpé doit subir; 2° le greffier doit donner immédiatement connaissance au conseil de toutes les ordonnances du juge d'instruction, ou, au moins malgré les termes trop généraux de la loi, de toutes celles qui présentent un caractère juridictionnel.

---

[1]) Etat d'un témoin en danger de mort, existence d'indices sur le point de disparaître, transport sur les lieux en cas de flagrant délit.

Digitized by Google

4° **Détention préventive de l'inculpé** (art. 8, 11).

La loi du 8 décembre 1897 apporte deux modifications aux règles de la détention préventive : la première concerne son régime ; la seconde, comblant une lacune, organise un nouveau moyen d'y mettre fin.

Le régime de la détention préventive peut être aggravé par la mise au secret, que le Code d'instruction criminelle (art. 613) par euphémisme qualifie d'interdiction de communiquer. Cette mesure d'une utilité incontestable est cependant si rigoureuse qu'elle présente de graves inconvénients, si elle ne fait pas l'objet d'une sage réglementation. La réforme est des plus heureuses. La mise au secret emportait interdiction de communiquer avec qui que ce soit, par lettre ou verbalement; désormais elle ne peut empêcher l'inculpé de communiquer avec son conseil. La mise au secret était indéfiniment renouvelable par période de dix jours ; son maximum de durée se trouve désormais restreint à vingt jours. Grâce à sa nouvelle organisation, la mise au secret devient superflue — la loi le dit formellement — lorsque la maison de dépôt ou d'arrêt se trouve soumise au régime cellulaire. Il ne s'agit plus, en effet, d'isoler le prisonnier du monde extérieur, d'organiser la torture morale, comme on l'a dit avec exagération, mais non sans quelque apparence de raison : le seul but poursuivi est de soustraire l'inculpé aux pernicieuses influences des autres co-détenus ou d'éviter les collusions entre complices.

L'inculpé peut être mis en liberté provisoire par les juridictions d'instruction : par le juge d'instruction, puis par la section de la Cour d'appel, qui prend le titre de Chambre des mises en accusation. Le Tribunal correctionnel jouit du même droit ; mais, par suite d'une bizarrerie des textes, la Cour de cassation le refusait à la Cour d'assises : en cas de renvoi à une autre session — renvoi provoqué souvent par l'intérêt même de l'accusé — la détention préventive s'imposait dans toute sa rigueur. C'est pour mettre fin à une aussi regrettable erreur de la législation que M. le sénateur Chaumié déposa cet amendement aussitôt adopté : « Lorsque la Cour d'assises saisie d'une affaire criminelle en prononce le renvoi à une autre session, il lui appartient de statuer sur la mise en liberté provisoire de l'accusé. »



Telles sont, rapidement analysées, les dispositions de la loi du 8 décembre 1897. Le lecteur étranger, qui aura bien voulu parcourir ces lignes, trouvera sans doute la réforme aussi timide que restreinte. Son appréciation deviendra plus favorable en remarquant que la nouvelle loi est une loi de conciliation et d'entente, faite en vue d'assurer la consécration immédiate de règles impatiemment attendues par l'opinion publique. Le principe si fécond de la contradiction a été posé ; ses conséquences s'imposeront par la force même des choses, et rendront indispensable dans un avenir prochain l'élaboration d'un nouveau Code de procédure pénale, qui mettra l'ensemble de la législation répressive française au niveau des données de la science et de la philosophie modernes.

Digitized by Google

Die
Graphologie im Dienste der Rechtspflege.

Von

Johannes Marer in Kopenhagen.

Aus: « Nordisk Tidsskrift for Fængselsvæsen og praktisk Strafferet », XXI. Jahrgang 1898, S. 12—30, mit Ermächtigung des Herrn Verfassers und des Herausgebers, Herrn Gefängnisinspektors *S. Grundtvig* in Kopenhagen[1]), übersetzt von Prof. Dr. *Albert Teichmann* in Basel.

Das alte, oft gebrauchte Wort „Nichts Neues unter der Sonne“ findet seine Anwendung auch auf die Graphologie. Wer da meint, dass die Graphologie eine moderne Lehre ist, irrt bedeutend, da das erste die Schrift in ihrem Verhältnis zum Charakter behandelnde Werk bereits 1622 von einem Bologneser Arzte, *Camillo Baldo,* geschrieben wurde. Im Lauf der Zeit hat er indessen viele Nachfolger bekommen und es liegen zur Zeit mindestens 80 Bücher und Broschüren über diesen Gegenstand in sieben verschiedenen Sprachen vor.

Der der Graphologie zu Grunde liegende Gedanke streitet keineswegs gegen die gesunde Vernunft, wie viele stetig und mit gewisser Überlegenheit zu behaupten suchen, die sich nicht einmal mit ihren Anfangsgründen bekannt zu machen bemühten. Niemand bezweifelt doch, dass man aus eines Menschen Blick, Mienenspiel, Stimme und Bewegungen — besonders Bewegungen — auf wichtige Charakterzüge bei ihm Schlüsse ziehen kann; warum sollte man da nicht aus der

[1]) Jüngst wurde ein ausführliches Register über die ersten 20 Jahrgänge dieser bis dahin von Herrn *Fr. Stuckenberg* trefflich geleiteten Zeitschrift (separat) herausgegeben. — Auch der jetzigen Redaktion gebührt Dank für Unterstützung der Veröffentlichung obiger Arbeit in dieser Zeitschrift. (Der Übersetzer.)

Digitized by Google

Schrift auf weiteres schliessen können? Die Schrift ist ja nichts anderes als eine Summe von Bewegungen, die zudem augenblicklich auf dem Papier fixiert werden, so dass eine Untersuchung derselben viel leichter ist, als die aller anderen Bewegungen. Hierzu kommt, dass der Schreibakt nicht allein und nicht absolut von den Arm- und Handmuskeln abhängig ist (denn es hat sich gezeigt, dass man bei einiger Übung ebenso gut mit Mund, Füssen, Knien u. s. w. schreiben kann), sondern auch und zwar sehr wesentlich von centralen Gebieten, gewissen Teilen der Grosshirnrinde, von wo die motorischen Impulse in die Federspitze ausgehen. Mit anderen Worten, es ist eine direkte durch Nervenleitung fortgepflanzte Gehirnthätigkeit, die jeder einzelnen Handschrift ihr besonderes Gepräge giebt. Wie sollte es auch, wäre dem nicht so, geschehen, dass nicht alle Handschriften einander gleichen, ja dass sogar jeder Mensch seine eigene Schrift hat, wie er sein besonderes Gesicht hat?

Bis vor etwas über 25 Jahren wurde die Graphologie nur kindlich tappend oder rein intuitiv geübt (*Lavater*, *Goethe*, *A. v. Humboldt*, *George Sand*, *Walter Scott*, *Henze* u. a.); erst Abbé *Michon* brachte nach 30jährigen gewissenhaften Handschriftstudien die Graphologie 1871 in ein System und gab bis zu seinem Tod (1881) eine Reihe graphologischer Werke heraus[1]. *Crépieux-Jamin* modifizierte dessen System bedeutend und zeigte unter anderem, dass ein Schriftzeichen nur einen relativen Wert hat[2]. In Deutschland hat namentlich der jüngst (15. Juli 1897) verstorbene *W. Preyer*, Professor der Physiologie an der Universität Berlin, sich durch sein bedeutendes Werk „Zur Psychologie des Schreibens" 1895 verdient gemacht, worin er eine exakte Analyse der Schriftzeichen versuchte. Neben ihm müssen u. a. in Deutschland *W. Langenbruch*[3]) und *Hans Busse*[4]), in Italien *Lombroso*[5]) und in Holland *H. W. Cornelis*[6]) genannt werden.

---

1) «Les mystères de l'écriture», 3e éd., 1872 — «Système de graphologie», 10e éd., 1891 — «Méthode pratique de graphologie», 6e éd., 1893.

2) «Traité pratique de graphologie», 8e éd., 1897 — «L'écriture et le caractère», 4e éd., 1896.

3) «Graphologische Studien», 1895.

4) «Die Handschriften-Deutungskunde», 2. Auflage, 1897.

5) «Grafologia», 1895.

6) «Handschrift en Charakter», 1897.

Digitized by Google

Da nun die Graphologie ein Wissen von der Physiologie und Psychologie der Schrift ist, und ihre Ausüber, gestützt auf empirische Kenntnis der Entstehung der Schrift, ganz systematisch vorgehen, wäre es sehr natürlich, wenn Untersuchungsrichter in schwierigen Schriftfragen den Beistand der Graphologen suchten. Hierzu hat man sich jedoch im Auslande nicht besonders geneigt gezeigt.

Von Gutachtern wird doch sonst ein bestimmtes Wissen oder specielles Studium gefordert; von Schriftexperten dies zu fordern, ist niemand eingefallen. Bis vor kurzem hat man nichts über das Verhältnis gewusst, worin die Individualität der Handschrift zu der des Schreibenden steht, und den physischen und psychischen Einfluss, dem die Schrift unterworfen ist, nicht gekannt. In dieser Beziehung hat man durchaus wie das grosse Publikum geurteilt, das der ganz irrigen Meinung ist, ein tüchtiger Lehrer könne jedem jede beliebige Handschrift aufzwingen. Man beging den Fehler, besonders Schreiblehrer, Schulmeister, Autographensammler, Comptoirangestellte, ja selbst Zeichenlehrer, Graveure und Lithographen als Experten zu verwenden. Dieses Verfahren hat da auch sehr häufig die bedauerlichsten Resultate (Dreyfus-Prozess) ergeben, ja in Deutschland haben zufolge ganz irriger Erklärungen sich kräftige Proteste dagegen erhoben, dass Gutachter aus ganz sachunkundigen Personen gewählt werden, ja man hat selbst die Abschaffung der gerichtlichen Schriftexperten gefordert. In diesem Zusammenhange sei an die Schriftbegutachtung in dem berühmten Taube'schen Prozess in Schweden erinnert; man wandte sich da an Bibliothekare, die keine Graphologen waren, und mutete ihnen zu, sich darüber auszusprechen, ob Fräulein Fägerskiöld den bekannten anonymen Brief geschrieben habe oder nicht. Sie gaben die Erklärung ab, dass sie nicht mit dem Anonymus identisch sei. Wenige Tage danach gestand das Fräulein ein, dass sie den Brief geschrieben habe!

Mit unverdrossener Energie haben *Michon*[1]), *Langenbruch*[2]) und *Busse*[3]) in Artikeln und Broschüren für eine durchgreifende

---

[1]) Mémoire à consulter aux magistrats, 1880.

[2]) Die Handschrift, 1895, Nr. 1—3 und 7—9.

[3]) Graphologie und gerichtliche Handschriften-Untersuchungen, 1898. — Deutsche Juristen-Zeitung, 1897, Nr. 11. — Allgemeine österreichische Gerichtszeitung, 1897, Nr. 30.

Digitized by Google

Reform der gerichtlichen Schriftexpertise gekämpft. Der Schreibsachverständige, sagt *Langenbruch*, soll sich nicht auf Schreiben, sondern auf Schrift verstehen; Schreibkunst und Schriftkenntnis sind zwei sehr verschiedene Dinge. Um z. B. den Wert eines alten Gemäldes zu beurteilen, sind besondere Studien und kunsthistorisches Wissen nötig, aber man braucht durchaus nicht malen zu können. In den Prozesssachen, mit denen wir uns hier beschäftigen, ist ja nicht davon die Rede, ob die Schrift kalligraphisch oder nicht geschrieben ist, sondern davon, wer sie geschrieben hat; es sollen Identitätsbeweise geführt werden. Und das können nur Personen, die jedes einzelne Moment der Schrift zu würdigen verstehen, ob es für den Verdächtigten charakteristisch oder nicht ist, ob es eine vorsätzlich ausgeführte Verstellung ist, ob es äusseren Einflüssen (zufällige Stellung beim Schreibakt, benutztes Schreibmaterial oder Unterlage) zuzuschreiben ist, oder aber inneren (Freude, Trauer, Angst, im ganzen genommen Stimmungen) oder vielleicht pathologischen Ursachen oder Suggestion. Hierzu gehören, ausser Beobachtungs- und Kombinationsgabe und einigem Scharfsinn, vor allem andern Specialkenntnisse, Studien und Erfahrung, weshalb eine Schriftexpertise nie eine geistlose und mechanische Arbeit werden kann.

Wie innere Einflüsse die Schrift verändern können, soll durch einige Beispiele gezeigt werden. Bekanntlich schreiben viele Leute schräg aufwärts, andere schräg nieder von links nach rechts. Die aufwärtsgehende Schriftlinie ist Ausdruck eines Lustgefühls (Freude, Munterkeit, Wohlbehagen und der daraus folgenden Eigenschaften), die niedergehende dagegen Zeichen eines Unlustgefühls (Schmerz, Trauer, Verdruss, Müdigkeit und aller daraus resultierenden Eigenschaften). Bei Vergleichung verschiedener Schriftproben einer und derselben Person muss man festzustellen suchen, ob diese Zeichen nur einmal in ihrer Schrift vorkommen oder ob sie stehend darin sich finden; im ersten Fall rühren sie von einer momentanen Gemütsstimmung her, im letzten Fall kann man überzeugt sein, dass es sich nicht um eine Stimmung, sondern um etwas Konstantes, um eine seelische Eigenschaft handelt. Die aufwärtsgehende Linie deutet da auf stetige Munterkeit, Wohlbehagen, Eifrigkeit, Mut, Selbstvertrauen oder Ehrgeiz, während die niedergehende ein Zeichen steter Trauer, des Schmerzes, des Miss-

Digitized by Google

vergnügens, der Schlaffheit, Mutlosigkeit oder des Mangels an Selbstvertrauen ist. Welche dieser Eigenschaften in jedem einzelnen Falle als für den Betreffenden charakteristisch anzugeben sind, muss durch eine Untersuchung der Schrift im ganzen bestimmt werden.

Michon hat in einem sehr interessanten Buche über Napoleons Handschrift[1]) ein mit feinem psychologischem Verständnis ausgeführtes Bild dieses hervorragenden Mannes gegeben, indem er als Grundlage für seine graphologische Studie Handschriften Napoleons von der Belagerung Toulons bis zur Gefangenschaft auf St. Helena benützte. In diesem Buche finden sich die hier reproduzierten Unterschriften, die eine vom Tage nach der Schlacht bei Austerlitz (Fig. 1), wo der Name des Kaisers sehr stark nach aufwärts läuft, die andere von St. Helena (Fig. 2), wo der Name nach unten läuft und nicht einmal schräg, sondern ganz lotrecht.

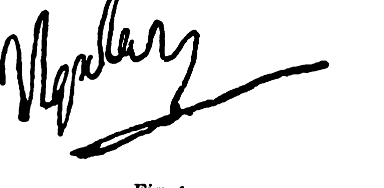


Fig. 1.

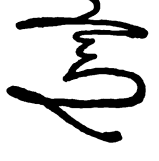


Fig. 2.

Zum Beweise, wie selbst wechselnde Gemütsstimmungen sich in der Handschrift erkennen lassen, soll auf S. 173 ein kleiner Brief hergesetzt werden (Fig. 3).

Bei der Erinnerung an die vergnügliche Theatervorstellung, der die Briefschreiberin beigewohnt, freut sie sich unwillkürlich noch, und die Schrift läuft in den zwei ersten Linien nach oben. Als sie aber den Grund anführen soll, warum ihr Dank so lange ausgeblieben, macht sie der Gedanke an den Tod des Bruders traurig. Die dritte Linie bildet gleichsam den Übergang von Freude zu Trauer und die vierte bis achte Linie

---

[1]) «Histoire de Napoléon Ier d'après son écriture», 1879.

Ich verweise auf die zahlreichen Schriftproben der Unterschriften Napoleons in «Vom Fels zum Meer», 1. Band (Oktober 1884 bis März 1885), S. 595—597, wo auch die fast ganz obiger Fig. 1 entsprechende (auf Seite 596 links) mitgeteilt ist. (Anm. des Übersetzers.)

Digitized by Google

laufen traurig nieder. Noch einmal dankt sie, noch einmal gedenkt sie des vergnügten Abends; die vorletzte Linie richtet sich auf, und die letzte läuft aufwärts.

Tak for Billetterne, De sendte,
Jeg morede mig aldeles udmærket.
Naar jeg først nu skriver til Dem
er Grunden den, at jeg to Dage efter
den Aften mistede min eneste Broder.
Det var, som De kan tænke Dem, en
stor Sorg for os. Jeg har haft saa
meget at tænke paa siden den Tid.
Endnu engang Tak for den
morsomme Aften.

Fig. 3.

Dass solche psychische Verhältnisse zuweilen eine sehr wichtige Rolle bei der Schriftexpertise spielen können, namentlich wo es sich um Fälschungen von Unterschriften handelt, ist leicht einzusehen. Ein Fälscher, der nicht weiss, wie eine Handschrift sich stets verändert, sucht natürlich nur so genau als möglich ein bestimmtes Vorbild nachzuahmen, ohne irgend darauf Rücksicht zu nehmen, ob die gewählte Handschriftprobe ein Ausdruck für den Zustand ist, worin der, dessen Namenszug gefälscht wird, vermutlich bei der Unterschrift gewesen sein mag. Wenn z. B. die Testamentsunterschrift eines Sterbenden als gefälscht erklärt wird, wird der Umstand, dass sie sehr stark nach aufwärts läuft, ein ganz guter Beweis für die Richtigkeit der Annahme einer Fälschung sein, besonders wenn sich zeigt, dass die Unterschrift des Testators, solange er noch gesund war, nach oben lief, während sie seit der Erkrankung eine niederlaufende Tendenz erhalten hat.

Und nun ein anderes Beispiel. Wer würde wohl glauben, dass die beiden nächsten Handschriften (Fig. 4 und 5) von einer und derselben Person herrühren? Doch ist dies der Fall.

Der Schriftenunterschied ist nur dadurch entstanden, dass die erste Schriftprobe in nüchternem Zustande, die andere in

Digitized by Google

einem sehr starken Rausche abgefasst ist. Hier würden die meisten, wenn es sich um Schriftvergleichung handelte, gegenüber einem solchen Falle auf eine Erklärung ganz verzichten. Und doch ist es möglich, Übereinstimmungen hier nachzuweisen. Das Wort „Sie“ findet sich in Fig. 4 wie in Fig. 5

Fig. 4.

Fig. 5.

erste Linie. Das „S“ ist oben mit einer runden Schleife versehen und in scharfem Winkel mit dem „i“ verbunden, das kurz und jäh endet; der i-Punkt hat an beiden Stellen Accentform, das „e“ ist nicht mit dem „i“ verbunden, ist höher als dieses, und sein Ende fliegt aufwärts nach rechts. Also nicht weniger als sieben Ähnlichkeitspunkte, und doch sehen die beiden Worte für oberflächliche Betrachtung absolut nicht gleich aus. Die Schrift in Fig. 5 zeigt lauter ataktische Formen, d. h. sie ist sehr unregelmässig und fast unleserlich, aber keine Spur von Zittern darin. Dr. *Scholz*[1]) hat sehr vergnüglich bewiesen, wie ein Trinker binnen 24 Stunden drei verschiedene Schriftformen leisten kann: normale Schrift in nüchternem Zustande, ataktische Schrift im Rausch und Zitterschrift im Katzenjammer. Leider kann ich keine Probe dieses letzten

[1]) «Die Handschrift und ihre charakteristischen Merkmale», 1888, S. 23.

Digitized by Google

traurigen Stadiums aus dieser Schrift mitteilen. Als Ersatz setze ich dagegen Fig. 6 als hübsches Beispiel einer Zitterschrift hin, die in dem Falle ein Zeichen von Altersschwäche ist.

önskedes udbredte blandt Folket. Saa

Fig. 6.

Vor einem Vierteljahr wurde in einer dänischen Provinzialstadt ein Mann als eines Mordes verdächtig verhaftet. Obschon er auf das bestimmteste sich für unschuldig erklärte, zitterte er doch so vor Schreck, als der Untersuchungsrichter ihn eines Tages aufforderte, nach Diktat einige wenige Zeilen zu schreiben, dass die Schrift schliesslich wie in Fig. 7 herauskam. Die halb ataktische, halb zitternde Schrift ist hier der Ausdruck sehr grosser Angst und ähnelt nur sehr wenig der natürlichen Schrift des Arrestanten, von der Fig. 8 eine Probe giebt.

Fig. 7.

Temmelig lang Tur

Fig. 8.

Wie oben erwähnt, kann Suggestion auch eine Schriftänderung bewirken. Die Ärzte *Ferrari*, *Héricourt* und *Richet* haben zuerst nachgewiesen[1]), dass ein Hypnotisierter, der durch Suggestion einen bestimmten Charakterzug annimmt, seine Handschrift so verändert, dass das für diesen Charakterzug von Graphologen festgestellte Zeichen sich darin zeigt. Diese Versuche wurden im Beisein von Zeugen auch meinerseits mit einem Medium angestellt, das ich nie vorher gesehen hatte, einem Medium, das keine Ahnung von Graphologie hatte, nicht

[1]) «La personnalité et l'écriture», essai de graphologie expérimentale («Revue philosophique», 1866, pp. 414—424).

Digitized by Google

wusste, worauf die Experimente ausgingen, und nach Auferweckung bestimmt erklärte, dass alle die verschiedenen Handschriften, die er während der Hypnose geleistet hatte, von ihm nicht geschrieben sein könnten. Die Suggestionen lauteten, dass er abwechselnd ein geiziger alter Mann, ein flotter junger Verschwender, ein zwölfjähriger Schulknabe, ein tiefbetrübter Greis, Napoleon I. und eine kokette junge Dame werden solle. Er spielte mit einer fast unheimlichen Naturtreue alle diese Rollen und — seine Handschrift veränderte sich stetig, wenn er sich unter den verschiedenen suggerierten Zuständen zum Schreiben niedersetzte. Fig. 9 zeigt seine eigentliche natürliche Schrift vor der Hypnotisierung, Fig. 10 die des zwölfjährigen Schulknaben, Fig. 11 die des tiefbetrübten Greises.[1]

Fig. 9.

Fig. 10.

Fig. 11.

Die hier angeführten Beispiele beweisen deutlich genug, welche Schwierigkeiten zuweilen die Schriftexpertise bieten kann, und dass Kenntnis nicht allein der Physiologie, sondern

[1]) Siehe «Hypnotismus und Graphologie» von *Johannes Marer* in den «Berichten der deutschen graphologischen Gesellschaft», März 1898.

Digitized by Google

auch Psychologie der Schrift in vielen Fällen als unbedingt nötig betrachtet werden muss, wenn man zu bestimmten Resultaten kommen will. Selbstverständlich giebt es auch Handschriftveränderungen oder-verstellungen, denen gegenüber auch der Graphologe machtlos dasteht; namentlich können die durch Suggestion hervorgerufenen bisweilen ihm grosse Schwierigkeiten bereiten.

Untersuchungsrichter haben oft auf photographischem Wege ein Resultat in Schriftprozessen zu erzielen versucht. Hiermit ist man ebenfalls teilweise auf ein verkehrtes Verfahren gekommen. Die Bedeutung der Photographie bei Schriftuntersuchungen ist ganz ungebührlich überschätzt worden. Die photographische Linse giebt nicht das absolut objektive Bild, wie man bisher glaubte, und die in Rechtssachen besonders benutzte Mikrophotographie hat zu den bedenklichsten Fehlschlüssen Anlass gegeben. Dies hat Dr. *Neuhaus*, eine Autorität auf diesem Gebiete, hinreichend erwiesen[1]. Damit soll nicht gesagt sein, dass die Photographie bei Schriftexpertise nicht benützt werden kann; wenn es sich um Radierungen, Überschreibungen oder Überklecksung handelt, hat sie ihre sehr grosse Bedeutung: aber auch nur in diesen Fällen.

Ein deutscher Gerichtschemiker hat vor einiger Zeit die Photographie auf höchst besonderliche Art bei Untersuchung falscher Unterschriften verwendet. Er photographiert eine vermutlich gefälschte Unterschrift auf durchsichtige Gelatine und legt nun diese über eine echte Unterschrift, um zu sehen, ob Deckung stattfindet oder nicht. Niemand jedoch schreibt jemals seine Unterschriften so gleich, dass sie sich völlig decken; rein zufällig kann vielleicht unter einem halben Hundert Unterschriften einmal eine anscheinend vollkommene Übereinstimmung gefunden werden, aber die vollständige Deckung für die Echtheit einer Unterschrift als Beweis anzusehen, ist kurz gesagt thöricht. Decken sich zwei Unterschriften gänzlich, da liegt unzweifelhaft eine Fälschung vor, wahrscheinlich durch Kalkierung erzeugt, aber der deutsche Gerichtschemiker, der mit Schriftpsychologie nicht bekannt ist, ist gerade überzeugt, dass Deckung ein Zeichen der Echtheit der Unterschrift ist. Man kann hieraus ersehen, zu welchen erstaunlichen Resultaten ein Nicht-Grapholog kommen kann.

---

[1]) «Handbuch der Mikrophotographie», 1890, S. 242.


Digitized by Google

Bevor ich in ganz kurzen Zügen dazu übergehe, die Methode nachzuweisen, die der Graphologe bei Schriftexpertise anwendet, will ich darauf hinweisen, dass gewiss in vielen Fällen es zweckmässig wäre, wenn Richter die Grenze für ihr eigenes persönliches, von Sachkundigen nicht unterstütztes Urteil etwas enger zögen, als bisher für nötig angesehen wurde. Man kann ja recht gut ein trefflicher Jurist sein, ohne Handschriften auf richtige Art ansehen und unmittelbar beurteilen zu können, ob die Schrift in einem gewissen Dokument der in einem gewissen andern gleicht, wohlgemerkt so gleicht, dass man entscheiden darf, es seien beide von derselben Person geschrieben.

Welches Verfahren wenden denn nun die Graphologen an? In der Regel ein ganz anderes, als man allgemein annimmt. Die Graphologie hat *insoweit* mit Schriftuntersuchung zu thun, als der Graphologe durch sein Studium im Besitz der Vorkenntnisse ist, die für eine Untersuchung erfordert sind, aber die Schriftexpertise selbst ist nicht Graphologie, da sie durchaus sich nicht für den Charakter des Schreibenden, sondern nur für seine Identität oder Nicht-Identität interessiert. Der Schriftverständige, der nicht Grapholog ist, legt fast stets Gewicht auf grobe, äussere Formen; dem sucht der Grapholog zu entgehen, weil er weiss, dass in den verschiedensten Handschriften stets Ähnlichkeiten begegnen werden (wie viele schreiben nicht einzelne Buchstaben ganz auf gleiche Art?); er richtet seine Aufmerksamkeit auf die feineren Schrifteigentümlichkeiten, die unwillkürlichen Schriftbewegungen, von denen sich die wenigsten emancipieren können; er sucht „das Leben der Schrift zu leben“ und kommt damit weit häufiger zu richtigen Resultaten als Nicht-Graphologen. Freilich kann auch er irren; aber auch der tüchtigste Arzt kann eine verkehrte Diagnose stellen.

Einzelne Beispiele dieser Methode sollen hier angeführt werden.

Ein Mann erklärte neulich, dass er meinen Namen leicht auf zwei höchst verschiedene Arten schreiben könne, so dass es unmöglich wäre, die Identität des Schreibers festzustellen. Er schrieb nun „Marer“ zweimal wie in Fig. 12 und 13.

Fig. 12.

Fig. 13.

Digitized by Google

Hier sind alle Buchstaben verändert. Nichtsdestoweniger finden sich zehn Ähnlichkeitspunkte. In Fig. 12 sind folgende Schrifteigenheiten besonders hervortretend:

1. *M* steht für sich allein,
2. *a*, *r*, *e* und *r* sind unter sich verbunden,
3. die Schriftlinie läuft schräg aufwärts nach rechts,
4. die kleinen Buchstaben werden gegen den Schluss des Namens hin grösser,
5. der erste Niederstrich im *M* ist höher als der andere,
6. die *M*-Striche sind dicht zusammengepresst,
7. *a* ist oben offen,
8. *r* endet mit einem kurzen horizontalen Strich,
9. der Namensunterstrich ist von links nach rechts geschrieben und
10. er endet mit einem kleinen nach unten gehenden Haken.

Alle diese Eigenheiten finden sich in Fig. 13 wieder; jede für sich genommen, sind sie nicht von übertrieben grosser Bedeutung, aber vereint entfernen sie beinahe jeden Zweifel darüber, ob die beiden Namen von zwei verschiedenen Personen geschrieben sein sollten.

Der Fall kommt nicht so selten vor, dass nahe Verwandte fast dieselbe Handschrift haben können, wenn sie im Charakter übereinstimmen. So schreiben zwei Brüder, die „Petersen" heissen, ihren Namen anscheinend völlig gleich (Fig. 14 und 15)[1]; man kann deren Unterschriften nicht voneinander scheiden

Fig. 14. Fig. 15.

und doch besteht der sehr grosse Unterschied, dass der eine Bruder den Querstrich durch das *t* setzt, wenn er den ganzen Namen geschrieben hat, während der andere ihn anbringt, sobald er das *t* geschrieben hat; letzteres ist aus der Lücke zwischen *t* und *e* ersichtlich.

In Frankreich — so gut wie in Deutschland, England, der Schweiz und andern Ländern — bestehen schon viele Jahre Schriftexperten, alle beeidigt. Jedes französische Obergericht

[1]) Fig. 12—15 sind von mir nach der Erinnerung wiedergegeben.

Digitized by Google

und Untergericht hat solche, drei an Zahl; so finden sich also mehrere Hundert in Frankreich. Sie sind nicht fest engagiert, sondern werden für jedes Gutachten honoriert, je nach der Wichtigkeit der Sache und der Arbeit, die die Begutachtung gemacht hat.

Wenn man gesagt hat, dass die Graphologen *Dreyfus* für schuldig erklärt haben, so beruht dies auf einem Missverständnis; die Begriffe der Leute sind in dieser Beziehung merkwürdig verwirrt, weil man meint, dass alle Schriftexperten auch Graphologen sind. In dem Dreyfus-Prozess wurde ein Gutachten von vier nicht-graphologischen Sachverständigen: *Gobert*, *Pelletier*, *Charavay* und *Teyssonnières* abgegeben; Gobert erklärte, dass das anonyme Billet wohl von einem andern als von Dreyfus geschrieben sein könne, und Pelletier, dass es nicht von ihm geschrieben sei; dagegen waren die beiden andern überzeugt, dass Dreyfus der Schuldige wäre.

Man erzählt nun, dass der Polizeibeamte *Bertillon* — nicht zu verwechseln mit Dr. Bertillon, dem Erfinder des anthropometrischen Systems — als fünfter Sachkundiger ein Gutachten zu ungunsten von Dreyfus abgegeben hat. Er, der übrigens ein reiner Dilettant auf dem Gebiete der Graphologie und, worauf alles deutet, halb verrückt ist, hat inzwischen öffentlich erklärt, dass er nur „demonstriert", doch kein Gutachten abgegeben hat. Wie sich dies nun auch verhalten mag, muss es jedenfalls als sehr unbesonnen und unverantwortlich von dem niedergesetzten Kriegsgerichte betrachtet werden, Dreyfus zu verurteilen, wenn nicht alle die Schriftverständigen einig waren. Hierzu kommt, dass ein Faksimile des Billets, das im November 1896 im „Matin" veröffentlicht wurde, zusammen mit Faksimiles von Briefen des Dreyfus von *Bernard Lazare* an elf angesehene Experten (zumeist Graphologen) in Frankreich und im Auslande gesandt wurde — u. a. an *Paul Moriaud*, Professor der Rechte in Genf, an Professor *Preyer* und an *Gurrin*, Schriftverständiger an der Bank von England — und alle haben einstimmig erklärt [1]), dass Dreyfus das Billet nicht geschrieben hat.

Leider gestattet der Raum nicht, eine Reproduktion desselben und einzelner Briefe des Dreyfus hierher zu setzen.

---

[1]) Ihre sehr ausführlichen Erklärungen finden sich in der Schrift von *Bernard Lazare*, «Une erreur judiciaire», 1897.


Digitized by Google

So viel soll doch gesagt werden, dass bei einer oberflächlichen Betrachtung die Ähnlichkeit zwischen den zwei Handschriften im höchsten Grade erstaunlich ist. Aber vertieft man sich in das Studium der Schriftstücke, so zeigt sich bald, dass sie in Einzelheiten so sehr verschieden sind, dass gar kein Zweifel darüber bestehen kann, dass Dreyfus *nicht* identisch mit dem Anonymus ist. Von den charakteristischen Schriftverschiedenheiten, auf die die meisten Graphologen besonderes Gewicht gelegt haben, sollen hier zwei der zumeist ins Auge fallenden angeführt werden. Die anonyme Schrift hat fünf doppelte *s*, die alle *sſ* geschrieben sind (Fig. 16); Dreyfus schreibt nie so, vielmehr entweder *ss* oder *ſs* (Fig. 17). Weiter finden sich im Billet vier *je* (Fig. 18), die nicht die mindeste Ähnlichkeit mit denen bei Dreyfus (Fig. 19) haben.

Fig. 16. Fig. 17. Fig. 18. Fig. 19.

Anonymi sind in der Regel nicht sehr erfinderisch, wenn sie ihre Schrift verstellen wollen; wenn diese nach rechts läuft, pflegen sie in der Regel dieselbe lotrecht emporzustellen oder sie nach links überzuwerfen, oder sie fügen alle Arten Schnörkeleien und Bogen hinzu, um die Schrift unkenntlich zu machen; vielleicht machen sie dieselbe auch fein, zart und klein, während sie sonst dick, kräftig und gross ist — und umgekehrt. Hat man jedoch Schriftproben von Personen zur Vergleichung erhalten, die als Verfasser anonymer Briefe verdächtigt sind, ergiebt sich ziemlich oft, dass ihre Versuche, durch verstellte Schrift sich der Entdeckung zu entziehen, an der mangelnden Fähigkeit scheitern, sich von ihrer gewöhnlichen Schreibart frei zu machen; i-Punkte, Kommata, Punkte und t-Striche können wegen Form und Stellung zu den Buchstaben oder Worten, trotzdem sie unbedeutende kleine Dinge sind, an die ein Anonymus selten denkt, u. a. recht oft ihn verraten — oder vielmehr „sie“: denn die meisten anonymen Briefe schreiben sich bekanntlich von Damen her.

Vor mehreren Jahren wurde mir ein gemeiner anonymer Brief vorgelegt, der so aussah, als sei er mit Schreibmaschine geschrieben. Der Absender hatte eine rührende Sorgfalt und

Digitized by Google

ungeheure Arbeit darauf verwandt, alle seine gewöhnlichen Buchstaben in lateinische Druckbuchstaben umzuschaffen. Leider war dies für ihn nutzlose Mühe. Ich untersuchte genau die natürliche Handschrift des Verdächtigten. Die Linien liefen stark abwärts, und der unbeschriebene Papierrand, der zu oberst auf den Briefseiten sehr breit war, wurde schmäler und schmäler gegen den Schluss der Seite. Der gute Mann hatte mehr als genug damit zu thun gehabt, seine Buchstaben zu „zeichnen"; an die Richtung der Linien und die Breite des Papierrandes hatte er nicht einen Augenblick gedacht. Selbstverständlich waren diese beiden Schrifteigentümlichkeiten lange nicht so stark ausgeprägt in dem anonymen Schreiben, aber sie waren doch vorhanden. Die nervöse Natur des Betreffenden gab sich in seiner gewöhnlichen Schrift kund, indem er bei mehreren Niederstrichen, besonders bei *S* — plötzlich innehielt und dann fortfuhr, so dass im Strich ein Bruch, ein kleiner offener Raum (Fig. 20) entstand. Diese Eigentümlichkeit liess sich lange in der anonymen Schrift (Fig. 21) nicht wiederfinden. Erst als eine starke Lupe bei der Untersuchung zu

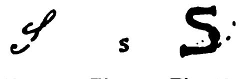


Fig. 20. Fig. 21. Fig. 22.

Hülfe genommen wurde, erwies sich, dass seine kunstfertig gezeichneten *S* mit einem kleinen Knopf unten nach rechts (Fig. 22) versehen waren. Er hatte also auch in ***diesen*** *S* es nicht unterlassen können, eine Lücke zu machen; er hatte es aber selbst entdeckt und es zu verdecken versucht. — Ferner schrieb der Mann gewöhnlich nach der ältern dänischen Orthographie das nicht lautende *j* in Wörtern, wie ***gerne, skön*** u. s. w. In dem anonymen Briefe war indessen die moderne Rechtschreibung befolgt. Um zu sehen, ob nicht eine Wassermarke im Papiere ihn vielleicht verrate, hielt ich das Papier gegen das Licht und fand da — keine Wassermarke, dagegen an einer Stelle einen kleinen, lichten Fleck, der darauf deutete, dass dort eine Radierung vorgenommen war; es war in ***gerne*** nach dem Buchstaben *g* ausradiert. Der Anonymus hatte zuerst *gj* geschrieben und dann das *j* ausradiert. Dies in Verbindung mit andern „Kleinigkeiten" bewies zur Evidenz, dass der Verdächtigte wirklich der Schreiber war.

Digitized by Google

Ein anderer neulich in meiner Expertenthätigkeit vorgekommener Fall soll noch angeführt werden. Auch hier drehte es sich um einen anonymen Brief. Der Anonymus hatte seine Schrift ganz vortrefflich verstellt. Seine natürliche Schrift zeigte indessen einige ganz merkwürdige *ø* und *o*. In der Regel pflegt man ja diese Buchstaben so zu schreiben, dass man oben rechts beginnt, die Feder nach links hinunter führt und da abschliesst, wo man begonnen hat. Dagegen begann der Anonymus unten links, führte darauf die Feder im Kreis aufwärts nach rechts und endete nach rechts vor der Anfangsstelle, so dass der Buchstabe das Aussehen eines *s* erhielt, das oben rund war (Fig. 23). Die nächsten beiden Figuren (24 und 25) zeigen eines der *ø* der anonymen Schrift in natürlicher Grösse und vergrössert. Mit blossem Auge kann ein kleiner Schwanz an der linken Seite des Buchstabens mit Not in Fig. 24 entdeckt werden, in der Vergrösserung wird er deutlich gesehen; das ist der Anfangsstrich des *s*.



Fig. 23. Fig. 24. Fig. 25.

Wie man hiernach verstehen wird, kann die Anwendung von Lupe oder Mikroskop ihre grosse Bedeutung bei der Schriftexpertise haben.

Dass die Graphologie selbst zuweilen mit Erfolg bei solchen Untersuchungen benutzt werden kann, geht aus folgendem Beispiel hervor. Es fand sich eines Tags ein Mann bei mir mit einem anonymen Brief, den er erhalten hatte, und mit einer Schriftprobe der Person ein, die er im Verdacht hatte. Er versicherte mir, dass nur der Verdächtigte den Brief geschrieben haben könne, da *er* allein die darin besprochenen Sachen kenne. Leider war er nun aber zum Resultat gekommen, dass die Handschriften einander gar nicht glichen, und wandte sich nun zur Lösung des Rätsels an mich. Nachdem ich nur kurz die Papiere angesehen hatte, teilte ich ihm mit, dass gar keine Rede davon sein könne, dass der Betreffende den anonymen Brief geschrieben habe; „aber — setzte ich hinzu — ich kann Ihnen vielleicht doch etwas über den Anonymus sagen. Der

Digitized by Google

Brief ist nicht von einem Herrn, sondern einer Dame geschrieben, einer ältlichen Dame, mindestens fünfzig Jahre alt; sie ist eine ordinäre und unbegabte Person, sehr kränklich und unglaublich geschwätzig". Der Mann stand einen Augenblick wie vom Himmel gefallen da und sah mich an — und brach dann in die Worte aus: „Das ist seine Frau!"

Im Anschluss an das letzte Beispiel sei bemerkt, dass Professor Preyer behauptet hat [1]), dass das Gericht nicht bei Schriftexpertise allein Nutzen von Graphologen ziehen könne; er meint nämlich, dass es von grösster Bedeutung für Untersuchungsrichter sein würde, auf graphologischem Wege den Charakter des Angeklagten kennen zu lernen und zu erfahren, welches Gewicht sie der Aussage und Auffassungsgabe der Zeugen beilegen können. Dass man jedoch mit der geringen Kenntnis der Graphologie bei uns so weit greifen solle, kann vorläufig wohl billigerweise nicht verlangt werden. Es muss schon als etwas Grosses angesehen werden, wenn nicht wenige dänische Richter in neuerer Zeit — im Gegensatze zum Auslande — einen offenen Blick für die Hülfe haben, die sie in vielen Fällen von den wirklich Schriftverständigen haben können. Es ist wohl auch nicht zu bezweifeln, dass die Graphologie zur Reform der gerichtlichen Schriftexpertise berufen ist; „sie giebt — wie Langenbruch gesagt hat — der Schriftenvergleichung Grundlage und Methode und setzt so die Richter besser in den Stand, die von den Sachverständigen behaupteten Thatsachen *objektiv* nachzuprüfen, während sie bisher darauf angewiesen waren, ihr Urteil von dem Mass des Zutrauens abhängig zu machen, das sie dem jeweiligen Sachverständigen entgegenbrachten". So bleibt das Gutachten des Experten gerade das, was es sein soll: ein Hülfsmittel für den Richter, so dass er selbst sich eine Meinung über die vorliegende Sache bilden und danach seine Schlüsse ziehen kann.

---

[1]) «Die Handschrift der Verbrecher» — in der «Zeitschrift für Kriminal-Anthropologie», 1897, Nr. 1.



La réforme du casier judiciaire en Suisse.

Par

Ferdinand Virieux,
Conseiller d'Etat à Lausanne.

Dans le sens propre du mot un *casier* est un meuble de bureau muni d'un certain nombre de compartiments destinés au classement méthodique de documents quelconques.

En 1850 l'administration française organisait un service de classement des condamnations prononcées par les tribunaux, classement permettant de trouver si une personne déterminée avait été frappée ou n'avait pas été frappée d'une condamnation pénale; la base matérielle du système était précisément un casier installé dans les bureaux où devaient se faire les recherches.

De là l'expression française *casier judiciaire.* Une pièce constatant que tel nom n'est pas renfermé dans le casier ou bien, au contraire, que tel nom figure au casier, accompagné d'une ou de plusieurs condamnations, est un *extrait du casier judiciaire.*

Le langage courant, toujours porté aux abréviations admet l'expression «*casier judiciaire*» employée pour «*extrait du casier judiciaire*». On écrira «envoyez-moi mon casier». Toujours dans le langage courant, l'extrait dans lequel on ne relève aucune condamnation est dit «*casier blanc*»; pour indiquer qu'un homme a été condamné, on dira: «*il a un casier*».

Le mot casier n'est pas traduisible littéralement en allemand. Le meilleur équivalent que nous connaissions est celui de «*Strafkontrolle*».

Nous n'avons point à justifier ici l'importance d'une bonne organisation du casier judiciaire: d'elle dépend l'application de

Digitized by Google

principes théoriques capitaux en droit pénal, comme l'aggravation de la peine pour le récidiviste ou la concession justifiée d'un sursis pour l'exécution du jugement si le délinquant en est à sa première faute.

D'autre part, les citoyens qui n'ont jamais eu affaire avec la justice pénale doivent pouvoir en obtenir un témoignage officiel s'ils y ont un intérêt légitime. Or, comment donner de telles déclarations en l'absence d'un système permettant de les délivrer en toute sûreté. Il y a une analogie lointaine entre nos régistres fonciers qui permettent de déclarer à coup sûr telle parcelle du territoire franche de charges et un bon enrégistrement des condamnations pénales qui autorise à dire en pleine sécurité: tel citoyen n'a jamais été condamné.

Ajoutons que le casier judiciaire doit surtout être fermé à toutes les curiosités non justifiées; il est à la disposition de l'autorité pour en faire l'emploi prévu par les lois. Quant aux particuliers, voici ce qui en est: chacun peut demander son propre casier pour en faire l'usage qui lui convient. Mais sous aucun prétexte quelconque un particulier ne peut obtenir le casier d'une autre personne.

Or le casier judiciaire *suisse* est à organiser.

Nous nous empressons de rendre hommage à l'ordre parfait qui règne dans la régistrature pénale de la plupart des cantons.

Nous savons qu'au point de vue *cantonal* nos diverses administrations peuvent en général donner un relevé exact des condamnations prononcées dans leur *territoire.*

Mais à moins de demander vingt-cinq extraits du casier judiciaire, on n'est jamais certain d'avoir un tableau exact du passé pénal d'un inculpé.

Or, nous disons que sans aucun bouleversement quelconque et sans augmenter les frais, il serait très facile de nous mettre à la hauteur des grands pays qui nous avoisinent, notamment de la France.

La base du système serait celle-ci: toute condamnation pénale définitive serait immédiatement portée à la connaissance du *canton d'origine* du condamné et cela par envoi d'un extrait du jugement sur formulaire uniforme.

La circulaire adressée par le Conseil fédéral à tous les Etats confédérés le 29 décembre 1880 a essayé d'organiser

Digitized by Google

une communication des jugements au canton d'origine du condamné.

Mais elle a été mal exécutée et contenait un vice originel irrémédiable en disant ceci: « Vous pouvez exclure sans scrupule de cette communication les jugements en simple police et en police correctionnelle pour de faibles délits ».

A notre avis il faut ou bien communiquer *tous* les jugements ou n'en communiquer aucun. Qu'est-ce qu'un *faible* délit?

Chaque canton organiserait son casier comme bon lui semblerait, conserverait le système qu'il a maintenant ou le modifierait à sa guise. Tout ce que l'on demanderait, c'est de l'exactitude.

Les extraits du casier judiciaire seraient alors délivrés *exclusivement* par le canton d'origine de la personne en cause. En d'autres termes le canton d'origine aurait le relevé de toutes les condamnations qui pourraient être infligées dans toute la Suisse à l'un de ses ressortissants.

Il y a pour charger le canton d'origine de la tenue du casier de ses ressortissants cette raison majeure que ce même canton possède également leur état-civil complet.

Or, état-civil et casier judiciaire doivent marcher de front. La qualité maîtresse du casier judiciaire, c'est son exactitude absolue, entre autres en ce qui concerne l'état-civil des condamnés.

La base de l'établissement d'un casier doit toujours être les registres d'état-civil.

Les cantons devront s'organiser de telle façon que leurs archives d'état-civil et leur casier central cantonal soient installés au même endroit et constituent des bureaux parallèles.

Un canton tiendrait le casier central destiné aux étrangers à la Suisse condamnés en Suisse.

Telles seraient les grandes lignes du système.

Son application donnerait lieu à un certain nombre de difficultés d'exécution que nous prévoyons mais dans le détail desquelles nous ne voulons pas entrer maintenant. Nous sommes certains qu'une simple conférence de délégués cantonaux pourrait organiser tout le système et le faire marcher.

Quant aux étrangers à la Suisse condamnés en Suisse on chargerait un canton de tenir leur casier; la charge ne serait

Digitized by Google

pas bien lourde et l'administration ainsi mise à contribution serait indemnisée par les autres cantons, par exemple au moyen d'un émolument pour chaque extrait de casier judiciaire réclamé.

Rappelons que depuis nombre d'années le canton de Berne publie le recueil des *signalements* pour toute la Suisse. Chaque canton est abonné à un certain nombre d'exemplaires et paye à raison de leur nombre.

Jusqu'ici, à notre connaissance, aucune difficulté quelconque n'est résultée de cet état de choses.

On pourrait aussi payer une modique finance pour tout bulletin envoyé au casier central.

Espérons que l'on va se mettre à l'œuvre et que cette réforme si utile aboutira sans qu'il faille recourir à une loi fédérale.

Digitized by Google

Bibliographie

über den

Vorentwurf zu einem Schweizerischen Strafgesetzbuch

in chronologischer Anordnung

ausgearbeitet von Professor Dr. *Albert Teichmann* in Basel.

§ 1. Vorarbeiten.

1. „Die *Schweizerischen Strafgesetzbücher* zur Vergleichung zusammengestellt und im Auftrage des Bundesrathes herausgegeben von *Carl Stooss*". Basel und Genf, Commissionsverlag von H. Georg, 1890.

2. *Carl Stooss:* „Welche Anforderungen stellt die Kriminalpolitik an ein eidgenössisches Strafgesetzbuch?" — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht", herausgegeben von *Carl Stooss,* Professor der Rechte in Bern, IV. Jahrgang, Bern, Expedition der Stämpflischen Buchdruckerei, 1891, S. 245—267. — Erschien auch separat unter dem Titel: „Zur Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechts". Basel und Genf, H. Georg, 1891.

3. Prof. Dr. *A. Fervers* in Freiburg: „Das sogenannte internationale Strafrecht in der Schweiz". Ein Beitrag zu den Vorarbeiten zur Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechts — ebenda, IV, S. 271—333.

4. Präsident Dr. *E. Thurneysen* in Basel: „Einige Bemerkungen zu den Vorschlägen für das eidgenössische Strafgesetz" — ebenda, IV, S. 453—463.

5. Direktor *J. V. Hürbin* in Lenzburg: „Aphoristische Bemerkungen zu dem Vortrage von Professor Stooss über die kriminalpolitischen

Digitized by Google

Anforderungen an ein eidgenössisches Strafgesetzbuch" — ebenda, IV, S. 464—469.

6. Dr. *Max E. Porret,* avocat à Neuchâtel: „Les écrits contre les mœurs". Mémoire présenté au Congrès intercantonal contre la littérature immorale sur l'état de la législation en Suisse et les lacunes à combler — ebenda, IV, S. 470—486.

7. „Die *Grundzüge des Schweizerischen Strafrechts* im Auftrage des Bundesrathes vergleichend dargestellt von *Carl Stooss*". Basel und Genf, Verlag von H. Georg, erster Band, 1892.

8. Prof. Dr. *Emil Zürcher* in Zürich: „Die Grundlagen eines einheitlichen Strafrechts". Aus den Verhandlungen des schweizerischen Juristenvereins — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht", V, 1892, S. 406—412.

9. Dr. *L. Guillaume,* directeur du Bureau fédéral de statistique à Berne: „Les récidivistes et le Code pénal suisse". Opinions des directeurs de pénitenciers de la Suisse, recueillies et annotées — ebenda, VI, 1893, S. 292—312.

10. *Auguste Cornaz:* Notes concernant un avant-projet de code pénal suisse. Neuchâtel, Imprimerie Paul Seiler, 1893.

11. „Die *Grundzüge des Schweizerischen Strafrechts* im Auftrage des Bundesrathes vergleichend dargestellt von *Carl Stooss*". Basel und Genf, Verlag von H. Georg, zweiter Band, 1893.

12. Prof. *W. von Speyr,* Direktor der Heil- und Pflegeanstalt Waldau: „Wie ist die Zurechnungsfähigkeit in einem schweizerischen Strafgesetzbuche zu bestimmen?" Referat, der Versammlung des Vereins schweizerischer Irrenärzte in Chur am 22. und 23. Mai 1893 erstattet — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht", VII, 1894, S. 183—191.

13. Entwenden und stehlen — ebenda, VII, S. 232—233.

14. *Alfred Gautier,* professeur à Genève: „Contre la répression pénale de l'adultère" — ebenda, VII, S. 355—379.

15. *Carl Stooss:* „Gegen den Mädchenhandel". Referat für den internationalen Gefängniskongress von Paris — ebenda, VII, S. 380 bis 384.


Digitized by Google

16. *Carl Stooss:* „Das Pressdelikt". Aus der Diskussion des bernischen Juristenvereins (18. Dezember 1894) — ebenda, VII, S. 424 bis 427.

17. Bundesrichter Dr. *J. Morel* in Lausanne: „Die strafrechtliche Verfolgung der sog. Pressdelikte" — ebenda, VIII, 1895, S. 1—9.

18. Prof. Dr. *Carl Emmert* in Bern: „Über psychische Zustände, welche Strafbarkeit ausschliessen oder vermindern" — ebenda, VIII, S. 65—74.

19. *Carl Stooss:* „Pressdelikt und Pressfreiheit" — ebenda, VIII, S. 75—81.

20. *Carl Stooss:* „Die Sittlichkeitsverbrechen nach Zürcher Strafrecht" — ebenda, VIII, S. 200—222.

21. Strafgerichtspräsident Dr. *Heinrich David* in Basel: „Ein Beitrag zur strafrechtlichen Behandlung der Pressdelikte" — in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht", herausgegeben von *Carl Stooss,* Professor des Strafrechts in Wien, IX. Jahrgang, Bern, Expedition der Buchdruckerei Stämpfli & Cie., 1896, S. 1—9.

22. *Carl Stooss:* „Das Motiv im Entwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch" — ebenda, IX, S. 167—174.

23. *Carl Stooss:* „Unzüchtige Handlungen von Ärzten" — ebenda, IX, S. 228—230.

24. *Carl Stooss:* „von Liszts Angriffe auf die Zurechnungsfähigkeit" — ebenda, IX, S. 417—429.

§ 2. Der Entwurf von 1893.

I. Amtliche Veröffentlichungen.

25. (1) *Vorentwurf zu einem Schweizerischen Strafgesetzbuch.* Allgemeiner Teil. Im Auftrage des Bundesrates ausgearbeitet von *Carl Stooss.* — *Avant-projet de code pénal suisse.* Partie générale. Traduit par mission du Département fédéral de justice et de police par *Alfred Gautier.* Basel und Genf, Verlag von Georg & Cie., 1893, gr. 8° (35 S.).

26. (2) *Motive zu dem Vorentwurf eines Schweizerischen Strafgesetzbuches.* Allgemeiner Teil. Im Auftrage des Bundesrates verfasst von *Carl Stooss.* September 1893. Basel und Genf, Verlag von Georg & Cie., 1893, gr. 8° (88 S.) und folio (86 S.).

Digitized by Google

27. (3) *Exposé des motifs de l'Avant-projet de code pénal suisse.* Partie générale. Rédigé par mission du Conseil fédéral par *Carl Stooss.* Traduit par mission du Département fédéral de justice et de police par *Alfred Gautier.* Septembre 1893. Bâle et Genève, Georg & Cie., éditeurs, 1893, gr. 8° (80 S.).

28. (4) *Schweizerisches Strafrecht — Droit pénal suisse.* Verhandlungen der vom Eidg. Justizdepartement einberufenen Expertenkommission — Délibérations de la commission d'experts, convoquée par le Département fédéral de justice. 1. Teil — 1re Partie. September und Oktober 1893 — Septembre et Octobre 1893. *Anhang:* Vom Eidg. Statistischen Bureau angefertigte statistische Tabellen — *Annexes:* Tableaux statistiques, dressés par le Bureau fédéral de statistique. Bern, Buchdruckerei J. Schmidt, 1894, gr. 8° (423 S.).

II. Anzeigen und Referate.

29. Dr. *Henri Le Fort:* „Législation. Un avant-projet de code pénal suisse" — in „La semaine judiciaire", XVe année. Genève, 1893, pp. 635—639.

30. *Meves:* in „Archiv für Strafrecht", XLII. Jahrgang. Berlin, 1894, R. v. Deckers Verlag, S. 85, 86.

31. *B.:* in „Zeitschrift für internationales Privat- und Strafrecht", begründet von *F. Böhm,* IV. Band. Leipzig, Duncker & Humblot, 1894, S. 220, 221.

32. *Birkmeyer:* in „Kritische Vierteljahresschrift", Band XXXVI. München, R. Oldenbourg, 1894, S. 301, 302.

33. *St.:* in „Der Gerichtssaal", herausgegeben von Dr. *M. Stenglein,* Reichsgerichtsrath, Band XLIX, 1894. Stuttgart, Ferdinand Enke, S. 387—389, 464, 465, 479; Band L, 1895, S. 388.

34. *Georges Leloir:* „Note sur un avant-projet de code pénal suisse" — in „Bulletin de la Société de législation comparée". Paris, 1894, pp. 397—408.

35. Archives de l'anthropologie criminelle, tome IX. Lyon, A.-H. Storck, 1894, pp. 117—119.

III. Kritiken.

36. Geheimerat Prof. Dr. *Adolf Wach* in Leipzig: „Gutachten über den Vorentwurf zu einem Schweizerischen Strafgesetzbuch. Auf

Digitized by Google

Einladung des Eidg. Justizdepartements verfasst". Bern, Buchdruckerei Karl Stämpfli & Cie., 1893.

37. Prof. Dr. *Franz von Liszt* in Halle: „Der Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzes" — in „Die Zukunft", Herausgeber: *Maximilian Harden*. 5. Band. Berlin, 1893, Verlag von O. Häring, S. 14—18.

38. Prof. Dr. *Franz von Liszt* in Halle: „Die Forderungen der Kriminalpolitik und der Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches" — in „Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik", herausgegeben von Dr. *Heinrich Braun*. VI. Band. Berlin, J. Guttentag, Verlagsbuchhandlung, 1893, S. 394—428.

39. Dr. *Hugo Heinemann* in Berlin: in „Sozialpolitisches Centralblatt" von Dr. *H. Braun*. Berlin, C. Heymanns Verlag. III. Jahrgang, 1893, Nr. 6: Entwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch, S. 61—63 — Nr. 7: Das Strafensystem, S. 74—76 — Nr. 8: Sozialpolitisches, S. 88—90.

40. *Enrico Ferri*, prof. ord. di diritto penale in Pisa: „Il progetto di codice penale svizzero" — in „La scuola positiva nella giurisprudenza penale", Anno III. Roma, 1893, pp. 701—707, 753—759.

41. *Alfred Gautier*: „Un avant-projet de code pénal suisse" — im „Journal de Genève", 1893, Nr. 207 (1er septembre), Nr. 208 (2 septembre).

42. *E. Zürcher*: „Zum Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches" — in „Der Bund", 1893, Nr. 255, vom 13./14. September, Nr. 256, erstes Blatt, vom 14./15. September, zweites Blatt vom 15. September, Nr. 257, erstes Blatt vom 15./16. September, zweites Blatt vom 16. September.

43. „Über einige sonderbare Bestimmungen des Entwurfes zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch" — in „Neue Zürcher-Zeitung", Nr. 311, vom 7. November 1893 — und Entgegnung von *Stooss* in Nr. 319, vom 15. November 1893.

44. „Unser neues schweizerisches Strafrecht" — in „Der Landbote und Tagblatt der Stadt Winterthur", 1893, Nr. 264 (9. November), 265 (10. November), 267 (12. November), 270 (16. November).

45. Dr. *Eduard Thurneysen*, Präsident in Basel: „Zum Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch. Allgemeiner Teil" — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht", VI, 1893, S. 369—388.

Digitized by Google

46. Prof. Dr. *A. Merkel* in Strassburg: „Über Herrn Thurneysens Kritik des Vorentwurfs zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch“ — ebenda, VII, 1894, S. 1—14.

47. *Carl Stooss:* „Thurneysens Bedenken gegen den Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch“ — ebenda, VII, S. 173 bis 182.

48. Dr. *E. Thurneysen* in Basel, Präsident: „Zum Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches. Allgemeiner Teil. Replik“ — ebenda, VII, S. 261—266.

49. *Carl Stooss:* „Schlussbemerkung zu der Replik des Herrn Präsidenten Thurneysen“ — ebenda, VII, S. 267, 268.

50. *Alfred Gautier*, professeur à Genève: „Deux projets. La réforme pénale en France et en Suisse“ — ebenda, VII, S. 44—117.

51. Dr. *Placid Meyer von Schauensee,* Oberrichter in Luzern: „Strafzumessung und Strafmilderung nach dem Vorentwurfe zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch“ — ebenda, VII, S. 129—137.

52. *E. Garçon*, professeur de droit criminel à Lille: „Projet de code pénal fédéral suisse“ — in „Revue pénitentiaire. Bulletin de la Société générale des prisons.“ XVIII° année. Paris, Librairie Marchal et Billard, 1894, pp. 181—205.

53. „Ein Schweizer Strafgesetzbuch“ — in „Die Grenzboten“. 53. Jahrgang. Leipzig, Verlag von Fr. Wilh. Grunow, 1894. Zweites Vierteljahr. S. 530—534. Vgl. N° 73.

54. *Hanns Gross:* „Undecima hora. Zum Stooss'schen Vorentwurf für ein schweizerisches Strafgesetzbuch“ — in „Allgemeine österreichische Gerichtszeitung“. Verlag von Manz, Wien. XLV. Jahrgang, 1894, Nr. 39 vom 22. September.

55. *Bernardino Alimena,* professore nella Università di Napoli: „Il progetto di codice penale svizzero“ — in „Rivista penale di dottrina, legislazione e giurisprudenza“, diretta da *Luigi Lucchini.* Vol. XL (X della 3ª serie), 1894, Roma, pp. 10—23.

56. *G. A. van Hamel,* Professor in Amsterdam: „Het avant-projet voor en Zwitsersch Wetboek van Strafrecht — in „Tijdschrift voor Strafrecht“, Deel VIII, Leiden, E. J. Brill, 1894, bl. 168 bis 186, 341—380 (zitiert nach Separatabdruck).

Digitized by Google

57. *L. Fayer,* Professor in Budapest — in „Jogtudományi Közlöny" (Juristenzeitung), Budapest 1894, Nr. 38 — in magyarischer Sprache (nach Angabe des Verfassers).

58. *Hans Tobler:* „Die Grenzgebiete zwischen Notstand und Notwehr". Züricher Dissertation. Zürich, Ed. Leemann, 1894.

59. А. Л.: „ШВЕЙЦАРСКІЙ ПРОЕКТЪ УГОЛОВНАГО УЛОЖЕНІЯ" (Schweizer Strafgesetzentwurf) — im „Journal des Juristenvereins der kais. Universität St. Petersburg", 1894, pp. 1—20.[1])

60. В. В. ПРЖЕВАЛЬСКІЙ: „ОБЪЕДИНЕНІЕ УГОЛОВНАГО ЗАКОНОДАТЕЛЬСТВА ВЪ ШВЕЙЦАРІИ", С.-ПЕТЕРБУРГЪ 1894 (*W. W. Przewalsky:* Vereinheitlichung der Strafgesetzgebung in der Schweiz), pp. 84—124.

Separatabdruck aus „Sammlung der Rechtswissenschaft und der socialen Wissenschaften".[2])

61. Prof. Dr. *von Lilienthal* in Marburg: „Der Stoosssche Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches I" — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft", XV. Band. Berlin, J. Guttentag, Verlagsbuchhandlung, 1895, S. 97—158. Vgl. N° 88.

62. *Robert Lengweiler:* „Die Zwangserziehung der verwahrlosten, lasterhaften und verbrecherischen Jugend". Berner Dissertation. St. Gallen, Druck der Honeggerschen Buchdruckerei, 1895.

63. *Bruno Heberlein:* „Exzess der Notwehr". Berner Dissertation. Rorschach, Buchdruckerei W. Koch, 1895.

§ 3. Der Entwurf von 1894.

I. Amtliche Veröffentlichungen.

64. (1) *Schweizerisches Strafgesetzbuch.* — Vorentwurf, im Auftrage des schweizerischen Bundesrates ausgearbeitet von *Carl Stooss.* Amtliche Ausgabe. Juli 1894. Bern, Buchdruckerei Karl Stämpfli & Cie., 1894. Folio (61 S.)

65. (2) *Schweizerisches Strafgesetzbuch.* — Motive zu dem Vorentwurf, im Auftrage des schweizerischen Bundesrates verfasst von *Carl Stooss.* Amtliche Ausgabe. August 1894. Bern, Buchdruckerei Karl Stämpfli & Cie., 1894. Folio (IV, 118 S.)

---

[1]) Vgl. über diese Zeitschrift Comte *L. Kamarowsky* in der «Revue de droit international et de législation comparée», XXVII, Bruxelles 1895, p. 84.

[2]) Vgl. ebenda, p. 83.

Digitized by Google

66. (3) *Schweizerisches Strafgesetzbuch.* — Vorentwurf mit Motiven, im Auftrage des schweizerischen Bundesrates ausgearbeitet von *Carl Stooss* und französische Übersetzung des Vorentwurfs von *Alfred Gautier.* Basel und Genf, Verlag von Georg & Cie., 1894. gr. 8° (VII, 240 S.).

67. (4) *Code pénal suisse.* — Avant-projet de Code pénal et motifs à l'appui de l'avant-projet, travaux préparatoires rédigés par mission du Conseil fédéral suisse par *C. Stooss.* Traduits par mission du Département fédéral de justice par *A. Gautier.* Bâle et Genève, Georg & Cie., 1894. gr. 8° (VII, 176 S.)

II. Anzeigen und Beiträge.

68. „Eingabe des zürcherischen Frauenbundes zur Hebung der Sittlichkeit an den schweizerischen Bundesrat" — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht", VI, S. 442—452.

69. „Il progetto di codice penale svizzero" — in „Repertorio di giurisprudenza patria cantonale e federale ed amministrativa". Redattori: Dr. *Luigi Colombi*, consigliere di Stato, Avv. *Stefano Gabuzzi.* Vol. XIV, anno 1894. Bellinzona, Tip. e Lit. Eredi C. Colombi, p. 672.

70. Dr. *Robert Schmid:* „Die strafrechtliche Verantwortlichkeit für Pressvergehen". Züricher Dissertation. Zürich, Druck von Friedrich Schulthess, 1894.

71. *Stooss:* „Die strafrechtliche Verantwortlichkeit für Pressdelikte" — in „Der Bund", Nr. 263 vom 21./22. September 1894.

72. Dr. *Carl Stooss,* Professor der Rechte an der Hochschule Bern: „Der Kampf gegen das Verbrechen". Akademischer Vortrag. Bern, Hans Körber, 1894.

73. „Ein Schweizer Strafgesetzbuch" — in „Die Grenzboten". 54. Jahrgang. Drittes Vierteljahr, Leipzig 1895, S. 1—7. Vgl. N° 53.

74. Mentor: „Der Kampf gegen die Unsittlichkeit und der Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches". Zürich, Verlag von E. Speidel, 1895.

75. *Carl Stooss:* „Dolus eventualis und Gefährdung" — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft", Berlin 1895, Bd. XV, S. 199—201.

Digitized by Google

76. *Verhandlungen des Schweizerischen Juristenvereins,* XXXII. Versammlung in Basel am 3. und 4. September 1894 — in „Zeitschrift für schweizerisches Recht", herausgegeben von ***Andreas Heusler,*** Bd. XXXV, S. 595—677.

Thema: „Wie soll das Pressdelikt in einem schweizerischen Strafgesetzbuche behandelt werden?" — Referenten: ***Auguste Paccaud,*** substitut du procureur général à Lausanne, und Dr. ***Heinrich David,*** Strafgerichtspräsident in Basel.

77. *Verhandlungen des Schweizerischen Juristenvereins,* XXXIII. Versammlung zu Bern am 23. und 24. September 1895 — in „Zeitschrift für schweizerisches Recht", Bd. XXXVI, S. 471—612.

Referate über „Die Behandlung der Gewohnheitsverbrecher in dem schweizerischen Strafgesetzbuche" von Bundesanwalt *Albert Scherb* in Bern und *Georges Favey,* docteur en droit, professeur à Lausanne.

78. *Verhandlungen des schweizerischen Vereins für Straf- und Gefängniswesen* und der interkantonalen Vereinigung der schweizerischen Schutzaufsichtsvereine. XIX. Versammlung in Lausanne und Chillon am 14. und 15. Oktober 1895. Aarau, Druck und Verlag von H. R. Sauerländer & Cie., 1896.

Referate: 1. „Des transports de police" von *Virieux,* conseiller d'État, und *J. Cuénoud,* ancien directeur de la police de Genève. — 2. „Die Strafarten, Strafanstalten und der Strafvollzug im Sinne und Geiste des Vorentwurfes eines schweizerischen Strafgesetzes und die hierfür notwendige Unterstützung durch den Bund" — nach der Schrift von Strafanstaltsdirektor *J. V. Hürbin,* „Der Strafvollzug im Sinne des Vorentwurfs zum neuen schweizerischen Strafgesetzbuch", Aarau 1895. — Korreferat von *E. Favre.*

III. Kritiken.

79. *E. Zürcher:* „Der Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches" — in „Züricher Post", 1894, Nr. 223 (23. September), 226 (27. September), 228 (29. September).

80. „Unser neues schweizerisches Strafrecht" — in „Der Landbote und Tagblatt der Stadt Winterthur", 1894, Nr. 237 (10. Oktober), 240 (13. Oktober), 242 (16. Oktober).

81. Dr. *Hugo Heinemann* in Berlin: „Arbeiterschutz im schweizerischen Strafgesetzentwurf" — in „Sozialpolitisches Centralblatt",

Digitized by Google

Herausgeber: Dr. *Heinrich Braun* in Berlin. IV. Jahrgang, Nr. 9, Berlin, den 26. November 1894, S. 99—101. — Auch vorher in seinem Aufsatze „Über den österreichischen Strafgesetzentwurf und die arbeitende Klasse“ — im „Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik“, Bd. VII, Berlin, Carl Heymanns Verlag, 1894, S. 368, 372, 377, 405, 408.

82. *Stooss:* „Zur Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechts“ — in „Der Bund“, 1894, Nr. 342 vom 10. Dezember.

83. Prof. *Lammasch* in Wien: „Der Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches“ — in „Zeitschrift für Schweizer Strafrecht“, Bd. VIII (1895), S. 121—142.

84. Prof. Dr. *Emil Zürcher* in Zürich: „Die Kodifikation der Übertretungen mit Rücksicht auf den Vorentwurf des schweizerischen Strafgesetzbuches“ — ebenda, VIII, S. 143—181.

85. Dr. jur. *Theodor Weiss* in Zürich: „Glossen zum Vorentwurf des schweizerischen Strafgesetzbuches. I. Concurrence déloyale“ — ebenda, VIII, S. 293—306.

86. *F. Chicherio,* direttore del Penitenziere cantonale in Lugano: „Le disposizioni generali del Progetto di Codice penale svizzero“ — in „Repertorio di giurisprudenza patria“, vol. XV, anno 1895, Bellinzona, pp. 529—554, 577—596, 625—647, 671—695, 719—737.

87. *Albert Friedrich Berner:* „Lehrbuch des deutschen Strafrechts“. 17. Aufl., Leipzig 1895, p. XIII, XIV.

88. Prof. *von Lilienthal* in Marburg: „Der Stoosssche Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches“ II. — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft“, Bd. XV, S. 260—356. Vgl. N° 61.

89. *Anton Züblin:* „Die moderne Spionagegesetzgebung“. Züricher Dissertation. Uster-Zürich, Druck von A. Gull (vorm. A. Diggelmann), 1895.

90. *Richard Schmidt:* „Die Aufgaben der Strafrechtspflege“. Leipzig, Verlag von Duncker & Humblot, 1895, S. 275 ff., 305, 310.

91. *Rudolf Merkel:* „Die Kollision rechtmässiger Interessen und die Schadensersatzpflicht bei rechtmässigen Handlungen“. Strassburg, Verlag von Karl J. Trübner, 1895, S. 39, 90, 93 ff., 106.

Digitized by Google

92. Prof. *Lammasch* in Wien: „Die Aufgaben der Strafrechtspflege“ — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft“, Bd. XV, S. 651—655.

93. Prof. Dr. *Gretener:* „Der schweizerische Strafgesetzentwurf. Beratungen der eidgenössischen Expertenkommission“ — in „Der Gerichtssaal“, Bd. LI, Stuttgart 1895, S. 458—464.

94. *Pfenninger:* „Das Pressdelikt und der Stooss'sche Entwurf“ — in „Neue Zürcher-Zeitung“, Nrn. 101, 102, 103 vom 11., 12. und 13. April 1895.

95. *Pfenninger:* „Mord und Totschlag“ — im „Tagesanzeiger für Stadt und Kanton Zürich“, Nr. 90 vom 18. April 1895.

96. Oberrichter Dr. *Meyer v. Schauensee:* „Über die Verhandlungen der eidgenössischen Expertenkommission für Strafrecht“ — in „Basler Nachrichten“, 1895, Nrn. 225, 226, 227 vom 20., 21., 22. August; dagegen:

97. Prof. *Zürcher:* „Der Strafgesetz-Vorentwurf und die Rechtswissenschaft“ — in „Basler Nachrichten“, 1895, Nrn. 233, 234 vom 29., 30. August; dagegen:

98. Oberrichter Dr. *Meyer v. Schauensee:* „Der Strafgesetz-Entwurf und die Rechtspflege“ — in „Basler Nachrichten“, 1895, Nr. 258 vom 23. September.

99. *Stooss:* „Die Verwahrung vielfach Rückfälliger“ — in „Züricher Post“, 1895, Nr. 234 vom 5. Oktober.

100. *Victor Wellauer:* „Der Selbstmord, insbesondere Anstiftung und Beihülfe zum Selbstmord“. Berner Dissertation. St. Gallen 1896.

101. Dr. *Friedrich Doerr:* „Über das Objekt bei den strafbaren Angriffen auf vermögensrechtliche Interessen“. Gekrönte Preisschrift. Breslau 1897. Schletter'sche Buchhandlung. S. 221—223.

102. *Auguste Gonset:* „De la corruption des fonctionnaires publics“. (Berner Dissertation.) Neuchâtel, Imprimerie Delachaux & Niestlé, 1897.

§ 4. Der Entwurf von 1896.

I. Amtliche Veröffentlichungen.

103. (1) *Schweizerisches Strafrecht.* Verhandlungen der von dem eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement einberufenen

Digitized by Google

Expertenkommission über den Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch.

I. Band: Allgemeiner Teil (erste Lesung). Besonderer Teil: Verbrechen gegen Leib und Leben und gegen das Vermögen (erste Lesung). Bern, Buchdruckerei Stämpfli & Cie., 1896, gr. 8° (435 S.).

II. Band. Besonderer Teil, mit Ausschluss der Verbrechen gegen Leib und Leben und gegen das Vermögen (erste Lesung). Allgemeiner und besonderer Teil (zweite Lesung). Bern, Buchdruckerei Stämpfli & Cie., 1896, gr. 8° (806 S.).

104. (2) *Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch nach den Beschlüssen der Expertenkommission.* — Avant-Projet de Code pénal suisse modifié d'après les décisions de la commission d'experts. Bern, Buchdruckerei Stämpfli & Cie., 1896, gr. 8° (VII, 181 S.).

Abgedruckt: 1. in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht — Revue pénale suisse", herausgegeben von *Carl Stooss,* Professor des Strafrechts in Wien. IX. Jahrg. Bern, Expedition der Buchdruckerei Stämpfli & Cie., 1896, S. 61—114. — 2. als Beilage zu Band VI der „Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung". Berlin, J. Guttentag, Verlagsbuchhandlung, 1896, gr. 8° (IX, 132 S.).

105. (3) *Botschaft des Bundesrates* an die Bundesversammlung betreffend die Revision der Bundesverfassung zur Einführung der Rechtseinheit, vom 28. November 1896 — im „Bundesblatt" 1896, Bd. IV, S. 733—790; — abgedruckt (im strafrechtlichen Teil) in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht", IX, S. 449—479.

106. (4) *Schweizerisches Strafrecht.* Mitgeteilt vom eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement — in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht", X, S. 98—100.

II. Beiträge.

107. *Carl Stooss:* „Der Geist der modernen Strafgesetzgebung" — in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht", Bd. IX, S. 269 bis 290. — Auch separat erschienen: Wien 1896, Manzsche k. und k. Hof-Verlags- und Universitäts-Buchhandlung.

Digitized by Google

108. „Der Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches“ — im „Schweizer. Handels-Courier“, Biel 1896, Nr. 82 vom 7. April.

109. „Ruft nicht dem — Henker!“ — im „Bote der Urschweiz“, 1896, Nr. 30 vom 15. April.

110. „Der Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches“ — im „Vaterland“, Nr. 87 vom 17. April 1896.

111. „Stellung der schweizerischen Katholiken zur Frage der Rechtseinheit“ — ebenda, 1896, Nr. 210 vom 13. September 1896 („ohne Todesstrafe unannehmbar!“).

112. „Die Vorbeugung gegen Verbrechen nach der Vorlage des Bundesrates“ von *Carl Stooss* — in „Der Bund“, Nr. 347 vom 14. Dezember 1896.

113. *Carl Stooss:* „Das schweizerische Strafgesetzbuch“ — im „Gerichtssaal“, Bd. LIII, 1897, S. 471—473.

114. *Verhandlungen des Schweizerischen Vereins für Straf- und Gefängniswesen* und der interkantonalen Vereinigung der schweizerischen Schutzaufsichtsvereine in Bern und Witzwyl am 27. und 28. September 1897. XX. Versammlung. Aarau, Druck von H. R. Sauerländer & Cie., 1897 und 1898.

Referate: 1. „Warum wünschen wir die Vereinheitlichung des schweizerischen Strafrechts?“ — Referenten: Fürsprech *Rudolf Kocher,* alt Oberrichter in Bern, und Dr *Eugène Borel,* avocat à Neuchâtel. — 2. „Was erwarten die Schutzaufsichtsvereine von der Vereinheitlichung des Strafrechts?“ — Referenten: Pfarrer *Kupferschmid* in Zürich und Gerichtspräsident Prof. *E. Bise* in Freiburg.

III. Kritiken.

115. Prof. Dr. *von Liszt:* „Die psychologischen Grundlagen der Kriminalpolitik“ — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft“, Bd. XVI, S. 499—510.

116. Dr. *Hanns Gross:* „Zum Kommissionalentwurf des schweizerischen Strafgesetzbuches“ — in „Allgemeine österreichische Gerichtszeitung“. Redakteure: Dr. *Eduard Coumont,* Dr. *Carl Schreiber.* Verlag von Manz, Wien. XLVII. Jahrgang, 1896, S. 353—355.



117. Dr. *Hugo Hoegel:* „Die Strafrechtsreform“ — in „Juristische Blätter“. Herausgeber und Redakteure: Dr. *Robert Schindler,* Dr. *Edmund Benedikt.* XXV. Jahrg., Wien 1896, S. 613, 614.

118. Dr. *Placid Meyer von Schauensee,* Oberrichter in Luzern, Mitglied der Expertenkommission für ein schweizerisches Strafgesetz: „Zur Geschichte und Kritik des Stooss'schen Entwurfs für ein schweizerisches Strafgesetz“. Luzern, Verlag von Geschw. Doleschal's Buchhandlung, Nachfolger J. Eisenring, 1897.

119. Dr. *X. Gretener,* Professor der Rechte an der Universität Bern: „Die Zurechnungsfähigkeit als Gesetzgebungsfrage. Mit besonderer Rücksicht auf den schweizerischen und russischen Strafgesetzentwurf“. Berlin, Puttkammer & Mühlbrecht, 1897.

120. *Louis Bridel,* professeur à la faculté de droit de Genève: „Le futur Code pénal suisse et la question des mœurs“ — in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht“, X, 1897, S. 37—54.

121. Prof. Dr. *A. Teichmann* in Basel: „Zur Lehre von der Urkundenfälschung“ — ebenda, X, S. 173—194.

122. „Eingabe der Union für Frauenbestrebungen an das eidgenössische Justizdepartement zu Handen der Kommission für ein schweizerisches Strafrecht“ — ebenda, X, S. 314—316.

123. Dr. *Damme,* kaiserl. Regierungsrat in Berlin: „Der Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches als Kulturniederschlag vom Ende des 19. Jahrhunderts“ — in „Preussische Jahrbücher“, herausgegeben von *Hans Delbrück,* Bd. 88 (1897), Berlin, Verlag von Georg Stilke, S. 87—111.

124. *Luigi Lucchini,* Prof. ord. di diritto e procedura penale nell' Università di Bologna: „Il progetto di codice penale svizzero“ — in seiner „Rivista penale“. Torino, Unione tipografico-editrice Torinese, vol. XLV, 1897, pp. 5—24. — Auch abgedruckt im „Repertorio di giurisprudenza patria“, vol. XVII, 1897, pp. 241—279.

125. *Albéric Rolin,* professeur à l'université de Gand: „Avant-projet d'un code pénal suisse“ — in der „Revue de droit international et de législation comparée“, t. XXIX, Bruxelles 1897, pp. 26—48, 126—152.

126. Prof. *Zucker* in Prag: „Der schweizerische Strafgesetzentwurf und die strafrechtliche Zurechnungsfähigkeit jugendlicher Personen“ — im „Gerichtssaal“, Bd. LIV, 1897, S. 413—433.

Digitized by Google

127. Prof. Dr. *Friedrich Oetker* in Würzburg: „Der Versuch und die schweizerischen Strafgesetzentwürfe" — in „Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft", Bd. XVII, 1897, S. 53—69.

128. Dr. *Ernst Beling*, Privatdozent an der Universität Breslau: „Das internationale Strafrecht im Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch" — ebenda, XVII, S. 303—373.

129. Dr. *Wilhelm*, Gerichtsassessor: „Die allgemeinen Bestimmungen des Vorentwurfs zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch" — in „Deutsche Juristen-Zeitung", herausgegeben von *Laband*, *Stenglein* und *Staub*. Berlin, Otto Liebmann. II. Jahrgang, 1897, S. 255—258.

130. Dr. *Hugo Hoegel*: „Straffälligkeit und Strafzumessung". Wien 1897, Verlag von Moritz Perles.

131. *Georg Keel*: „Industrielle und kommerzielle Ringe und Kartelle und ihre strafrechtliche Behandlung". Züricher Dissertation. Zürich, Buchdruckerei Schmid & Surber, 1897.

132. *Eugen Liechti*: „Die Verrufserklärungen im modernen Erwerbsleben, speciell Boykott und Arbeitersperre". Züricher Dissertation. Zürich, Art. Institut Orell Füssli, 1897.

133. Dr. jur. *Oskar Busch*: „Gefahr und Gefährdungsvorsatz in der Dogmatik des modernen Strafrechts". Leipzig, Verlag von Veit & Cie., 1897.

134. Dr. *Stjepan Posilović*, Rat am Agramer Kassationshof: „Osnova Švajcarskog kaznenog zakona" (Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzes) — in der von Professor Dr. *Josip Šilović* im XXIII. Jahrgang herausgegebenen Monatsschrift des Agramer Juristenvereins („Mjesečnik pravničkoga druztva u Zagrebu"), 1897, pp. 472—477, 544—549, 593—599. — Verdanke ich der Güte des Herrn Herausgebers.

135. Prof. Dr. *E. Zürcher* in Zürich: „Die Strafrechtseinheit und der Vorentwurf des schweizerischen Strafgesetzbuches" — in „Schweizerisches kaufmännisches Centralblatt", 1897, Nr. 39 (25. September), Nr. 40 (2. Oktober); auch Nr. 13 (27. März 1897) über den Vortrag des Verfassers in St. Gallen.

136. Prof. *Zürcher*: „Der Thierschutz im schweizerischen Strafgesetzbuch" — in „Der Thierfreund", Aarau 1897, Nr. 5 vom September/Oktober.

Digitized by Google

137. *Joseph Litschi:* „Social- und wirtschaftspolitische Ideen in den beiden Vorentwürfen zu einem schweizerischen Strafgesetz“ — in „Schweizerische Blätter für Wirtschafts- und Socialpolitik“, V. Jahrg., Bern 1897, S. 219—246.

138. Prof. Dr. *J. Kohler* in Berlin: „Über den Begriff der Unzucht mit öffentlichem Ärgernis. Mit Rücksicht auf einen Schweizer Kriminalfall“ — im „Archiv für Strafrecht“, Bd. XLV, S. 175 bis 213.

139. *Alfred Gautier,* professeur à Genève: „Sur le duel et sa répression en Suisse“ — in „Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht“, Bd. XI, 1898, S. 45—50.

140. Prof. *Emil Zürcher* in Zürich: „Die Zurechnung als Gesetzgebungsfrage. Eine Entgegnung auf die Schrift von Professor *Gretener*“ — ebenda, XI, S. 51—70.

141. „Der Buchdrucker im Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuchs“ — in „Mitteilungen für den Verein Schweizerischer Buchdruckereibesitzer“, 23ᵉ année, Nº 4 du 26 janvier 1898, Zürich.

142. Prof. *Carl Stooss* in Wien: „Die Behandlung jugendlicher Personen nach dem schweizerischen Strafgesetzentwurf“ — im „Gerichtssaal“, Bd. LV (1898), S. 215—234.

Abgeschlossen Anfang April 1898.


Digitized by Google

Bibliographie des kritischen Materials

nach

der Legalordnung des Vorentwurfes von 1896

bearbeitet von Prof. Dr. *Albert Teichmann* in Basel.

Verzeichnis der im Nachfolgenden gebrauchten Abkürzungen.

Die im Texte hinter dem Verfassernamen angegebene Zahl, meist in Klammern, bezeichnet genau die in Betracht gezogene Stelle (Seite); eine etwaige zweite die Seite des Separatabdrucks; die dritte (bei **Lucchini**) die Seite des weiteren Abdrucks im „Repertorio di giurisprudenza patria“.

Alimena: Rivista penale, vol. XL, 1894, pp. 10—23.
Beling: Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, Bd. XVII, S. 303—373.
Berner: Lehrbuch des deutschen Strafrechts, 17. Aufl., 1895.
Bridel: Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht, Bd. X, S. 37—54.
Bühler: Die Schweizer Presse, herausgegeben vom Verein der Schweizer Presse Bern 1896, S. 185—202 („Pressfreiheit und strafrechtliche Verantwortlichkeit der Schweizer Presse von Dr. M. Bühler“).
Busch: Dr. jur. Oskar Busch, Gefahr und Gefährdungsvorsatz in der Dogmatik des modernen Strafrechts. Leipzig, Verlag von Veit & Co., 1897.
Chicherio: Recension im „Repertorio di giurisprudenza patria“, Bd. XV, 1895, pp. 529 bis 554, 577—596, 625—647, 671—695, 719—737.
Cornaz: Notes concernant un avant-projet de Code pénal suisse. Neuchâtel 1893.
Damme: Preussische Jahrbücher, Bd. 88, S. 87—111.
Doerr: Über das Objekt bei den strafbaren Angriffen auf vermögensrechtliche Interessen, Breslau 1897. Gekrönte Preisschrift.
Elias: De plaats van het misdrijf. Amsterdamer These, 1894.
Ferri: La scuola positiva, Anno III, pp. 701—707, 753—759.
Garçon: Revue pénitentiaire. Année XVIII, pp. 181—205.
Gautier: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VII, S. 44—117.
Gonset: De la corruption des fonctionnaires publics. Dissertation. Neuchâtel 1897.
Grenzbotenartikel I: Grenzboten, 53. Jahrgang, 2. Vierteljahr 1894, S. 530—534,
„ II: Grenzboten, 54. „ 3. „ 1895, S. 1—7.
Gretener: Die Zurechnungsfähigkeit als Gesetzgebungsfrage. Berlin 1897.
Gross: Allgemeine österreichische Gerichtszeitung, 1894, Nr. 39 vom 22. Sept.
van Hamel: Separatabdruck aus „Tijdschrift voor Strafrecht“, Deel VIII, Leiden, J. Brill, 1894, bl. 168-186, 341—380.
Heberlein: Exzess der Notwehr. Berner Dissertation. Rorschach 1895.
Heinemann I: Sozialpolitisches Centralblatt, III. Jahrg., 1893, S. 61—63, 73—76, 88—90,
„ II: „ „ IV. „ 1894, S. 99—101.
Hoegel: Straffälligkeit und Strafzumessung. Wien 1897.

Digitized by Google

Keel: Industrielle und kommerzielle Ringe und Kartelle und ihre strafrechtliche Behandlung. Zürich 1897.

Kohler: Separatabdruck aus „Archiv für Strafrecht“, Bd. XLV, S. 175—213. bezw. S. 9—47 der „Kleinere strafrechtliche Abhandlungen“.

Lammasch: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VIII, S. 121—142.

Liechti: Die Verrufserklärungen im modernen Erwerbsleben, speciell Boykott und Arbeitersperre. Dissertation. Zürich 1897.

v. Lilienthal: Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft. Bd. XV, S. 97—158, 260—356.

v. Liszt: Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik, Bd. VI, S. 394—428.

Litschi: Schweizerische Blätter für Wirtschafts- und Socialpolitik, V. Jahrgang, 1897, S. 219-246.

Lucchini: Rivista penale, vol. XLV, pp. 5—24.

Merkel: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VII. S. 1—14.

Meyer v. Schauensee I: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VII, S. 129—137,

„ II: Zur Geschichte und Kritik des Stooss'schen Entwurfes für ein schweizerisches Strafgesetzbuch. Luzern 1897.

Oetker: Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, Bd. XVII, S. 53-69.

Pfenninger I: Neue Zürcher-Zeitung, 1895, Nrn. 101, 102, 103.

„ II: Tages-Anzeiger für Stadt und Kanton Zürich, 1895, Nr. 90.

Posilović: Die in der chronologischen Bibliographie, Nr. 134, aufgeführte Arbeit in kroatischer Sprache.

Przewalsky: Die ebenda, Nr. 60, aufgeführte Arbeit in russischer Sprache.

Rolin: Revue de droit international et de législation comparée, tome XXIX, pp. 26-48, 126—152.

Schmidt: Die Aufgaben der Strafrechtspflege. Leipzig 1895.

Teichmann: Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht, Bd. X, S. 173—194.

Thurneysen I: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VI, S. 369—388.

„ II: Ebenda, Bd. VII, S. 261—266.

Tobler: Die Grenzgebiete zwischen Notstand und Notwehr. Dissertation. Zürich 1894.

Urbye: Separatabdruck aus der „Norsk Retstidende“ vom 22. Mai 1895.

Wach: Gutachten über den Vorentwurf zu einem Schweizerischen Strafgesetzbuch. Bern 1893.

Weiss: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VIII, S. 293—306.

Wilhelm: Deutsche Juristen-Zeitung, 1897, S. 255-258.

Zucker: Gerichtssaal, Bd. LIV, S. 413—433.

Züblin: Die moderne Spionagegesetzgebung. Dissertation. Uster-Zürich 1895.

Zürcher I: Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Bd. VIII. S. 143—181.

„ II: Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht, Bd. XI, S. 51—70.

Zeitschriften:

GS = Der Gerichtssaal, herausgegeben von Dr. *M. Stenglein*. Stuttgart, Ferdinand Enke.

RP = Rivista penale, diretta da *Luigi Lucchini*. Torino, Unione tipografico-editrice.

Rev. pénit. = Revue pénitentiaire. Bulletin de la Société générale des prisons. Paris.

Z = Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft. Berlin, J. Guttentag, Verlagsbuchhandlung.

ZSt = die von *Carl Stooss* herausgegebene Zeitschrift für Schweizer Strafrecht. Bern, Expedition der Buchdruckerei Stämpfli & Cie.

Digitized by Google

Erster Abschnitt.

I. **Allgemeine Bemerkung.** — Behufs leichterer Verweisung sollten — wie *Lucchini* (7, 5, 244) meint — mehrere lange inhaltreiche Artikel in numerierte Absätze zerlegt werden.

II. **Allgemeine Frage des aufzunehmenden Inhalts, der Einteilung der strafbaren Handlungen.**

1. Die **Zweiteilung** wird gebilligt von *Wach* (4), *v. Liszt* (396), *Gautier* (53), *Alimena* (13, 6), *Chicherio* (538), *Lucchini* (7, 5, 244), *Damme* (91). Dagegen neigt *Rolin* (28—30) mehr zur Dreiteilung hin. — *Gretener* (ZSt VI 228) erachtet die Zweiteilung in der Natur der Sache begründet, auch gesetzgeberisch durchführbar, und *Sichart* (Z XI 484, XVII 384) aus Rücksicht auf eine einzige Freiheitsstrafe (Gefängnis) als Regel diese Einteilung für höchst wichtig.

2. **Für die Dreiteilung** ist *Friedmann,* zur Reform des österr. Strafrechtes, Wien 1891, S. 10 ff.; — *Oskar Meyer,* Bedeutung und Wert der Dreiteilung der strafbaren Handlungen für das deutsche Reichsrecht, Berlin 1891 (gebilligt von *Stenglein* im GS XLV 391, vgl. Z XII 915); — *Garçon* bei Besprechung des russischen Entwurfs (Rev. pénit. 1896 p. 691).[1] — **Gegen die Dreiteilung** des französischen Entwurfs erklärt sich *Gautier* (48—53), gegen die des russischen *Alimena* (RP XLV 1897 p. 429); — **gegen jede Einteilung,** insbesondere die Dreiteilung, *Zucker* (GS XLV 425, XLVIII 429).

[1]) So sagt auch *Jarno* in «Les institutions pénitentiaires de la France en 1895», Paris 1895, p. 20: «Mais il est douteux que cette division (bipartite) du Code hollandais de 1881, comme aussi du Code italien de 1889, d'ailleurs souvent incertaine et sujette à des difficultés dans son principe, présente les avantages pratiques du Code français.» — Auf dem Pariser Kongresse von 1895 einigte man sich auf folgende Erklärung (Revue pénitentiaire, 1895, pp. 1006, 1089):

1° La division bipartite est une division scientifique et rationnelle.

2° Il n'y a pas lieu d'en proposer l'abandon aux États qui l'ont adoptée.

3° Mais il peut être utile d'établir une corrélation entre la signification des infractions et la classification des juridictions; là où, pour arriver

Digitized by Google

à cette corrélation, il est nécessaire de subdiviser la première catégorie des infractions sous le nom de délits majeurs et mineurs, ou même de crimes ou délits, cette division tripartite a un caractère pratique qui en justifie le maintien.

3. Für die **Zweiteilung** im **norwegischen Entwurfe** zog man die Schwere und Gefährlichkeit der Handlung, wie die dafür angesetzte Strafe in Betracht, daneben prozessuelle Rücksichten, indem man zur ersten Klasse der Verbrechen Handlungen rechnete, bei denen die Entscheidung für das Individuum oder die Gesellschaft von grösserer Bedeutung ist oder aber die Beweisfrage von besonderer Schwierigkeit sein kann (wie in Beleidigungsfällen), oder endlich die Verurteilung trotz Geringfügigkeit der Strafe auf den Verurteilten einen bleibenden Makel werfen würde. Anderseits sind einzelne Handlungen, bei denen die Strafe recht hoch ausfallen kann, den Übertretungen zugerechnet worden, wo nicht anzunehmen ist, dass sich an die Verurteilung weitere Folgen für die gesellschaftliche Stellung des Verurteilten knüpfen werden, namentlich weil er schon mehr oder minder dem Verbrecherproletariate angehört. Vgl. *Urbye* (8).

III. **Durchführung der Einteilung.** — Eine konsequentere Durchführung halten *Lucchini* (7, 5, 245) und *Rolin* (29) für möglich und wünschenswert. *van Hamel* (5) erachtet die Aufnahme von „Übertretungen" schon aus Rücksicht auf die kantonale Kompetenz für bedenklich. Vgl. auch unten zu den **Artt. 210 ff.**

Art. 1. Die Richtigkeit des Satzes „nulla pœna sine lege" wird angefochten von *Beling* (325) und mindestens Abschwächung durch die Klausel verlangt: „sofern nicht eine völkerrechtliche Pflicht zur Bestrafung obwaltet" (326, 369). — *v. Lilienthal* (262) und *Rolin* (31) wünschen den Zusatz: „zur Zeit der Begehung".

Art. 2. Strafantrag. — *Wach* (6) beanstandet die Behandlung an diesem Orte. — *Chicherio* (539) verweist die Regelung ins Prozessrecht. — Eine Aufzählung der ihm geeignet erscheinenden Fälle giebt *Cornaz* (20). — *Lucchini* (10, 8, 251 und 13, 11, 256) stimmt der Behandlung zu, möchte jedoch die Bestimmung über Rückzug im 4. Abschnitt aufgenommen wissen. — *Damme* (82) weist auf die Wichtigkeit der Bestimmung über Fortführung des Verfahrens trotz Zurücknahme des Antrags hin. — *v. Lilienthal* (263

Digitized by Google

bis 265) hält den Antrag nicht für eine Bedingung der Strafbarkeit, wie dies nach der Stellung im Entwurfe anzunehmen wäre, meint auch, dass die nachfolgenden Bestimmungen des Artikels mit dieser Auffassung nicht harmonieren. — Einzelheiten berührte *Geyer* (Z IV 241) und *Gretener* (ZSt VI 244). — Subsidiäre Verfolgung von Amts wegen bei allen Antragsdelikten wünscht *Lammasch* (134): „bei öffentlichem Interesse hieran“.

Eine scharfe Trennung von Antrags- und Privatanklagefällen befürworten *v. Liszt* (GS XXIX 203, Lehrbuch, 8. Aufl., 1897, S. 193) und *Geyer* (Z IV 241). Gegen Aufnahme von *Antragsdelikten* erklärte sich sehr entschieden *Medem* (GS XXIX 509 ff., 561 ff.), ähnlich neuestens *Hoegel* mit eingehenden Vorschlägen über die Privatanklagefälle (60—66). Gegen die Ansicht, dass nach den einen der Antrag lediglich «Prozessvoraussetzung», nach den andern «Bedingung der Strafbarkeit» sei, führt jetzt *Kitzinger* (GS LV 1898 S. 72 ff.) aus, dass durch den Antrag nur die Strafe, nicht aber die Strafbarkeit bedingt sei, indem Strafbarkeit vorhanden ist, diese aber durch den Mangel des Antrags zunächst noch und, wenn die Antragsfrist versäumt wird, für immer daran verhindert wird, sich zur Strafe zu verdichten.

Artt. 3—6. Räumliches Geltungsgebiet. — *Wach* (6) erachtet die Bestimmungen als sehr weitgehend. — *v. Lilienthal* (268) spricht gegen ausnahmslose Anerkennung des passiven Nationalitätsprinzipes. — Auch *Rolin* (32—34) beanstandet die allzugrosse Kompetenzausdehnung und die inkonsequente Beachtung des fremden Rechtes in einzelnen Beziehungen. — *Gautier* (54) möchte den im Auslande gegen einen Schweizer Delinquierenden nicht seinem natürlichen Richter entzogen wissen. — *Damme* (93) begrüsst die Möglichkeit der Bestrafung der auf staatenlosem Gebiet begangenen Handlungen. — Verschiedene Änderungen schlagen vor: *Lammasch* (134—136) und *Beling* (305—330, 369).

Die Regelung des *Ortes der Begehung* wird gebilligt von *Elias* (60) und *v. Lilienthal* (267), beanstandet von *Beling* (311—320, 369). — Die gleiche Regelung, wie im Entwurf, findet sich unter Hinweis auf den schweizerischen Entwurf und New-Yorker Strafgesetz § 676 (Z IV Anhang IV S. 140) im norwegischen Entwurf, § 12, letzter Absatz. Vgl. *Urbye* (10).

Art. 7. Zeitliches Geltungsgebiet. — *v. Lilienthal* (270) stimmt zu. — *Chicherio* (549) hält die Bestimmung nicht für ausreichend. — *Ferri* (703) erachtet das neue Gesetz, ausser wo eine früher nicht strafbare Handlung jetzt für strafbar erklärt wird, stets für rück-

Digitized by Google

wirkend. — *Beling* (360, 369) sieht als *Begehungszeit* nur den Zeitpunkt an, in dem gehandelt wird. — Vgl. auch *v. Weinrich* in Z XVII 810—815.

Nach *Kloeppel*, Das Reichspressrecht, Leipzig 1894, S. 287, ergreift das neue Gesetz ohne weiteres alle noch nicht abgeurteilten Straffälle; § 2, Abs. 2, des deutschen St. G. B. enthält hier in der Richtung eine positive Ausnahme, dass er für die Art der Bestrafung das ältere Gesetz gelten lässt, wenn es das «mildeste» ist, während § 2, Abs. 1, positive Verkennung des richtigen Grundsatzes ist. — Nähere Ausführung einzelner Fragen bei *Oscar Lehmann*, Das zeitliche Herrschaftsgebiet des Strafrechtssätze, namentlich mit Rücksicht auf das schweizerische Strafrecht, Berner Diss., Luzern 1896 — und auf dem Pariser Kongresse von 1895 (Rev. pénit. 1895, pp. 998 bis 1000, und Rapport par M. *Gustave Correvon*, Melun, Imprimerie administrative, 1895). Namentlich aber *Gabba*, Retroattività delle leggi, (3), Torino 1897, Vol. III.

Art. 8. Persönliches Geltungsgebiet. — Kurz berührt von *Beling* (310). Eingehende Erörterung aller hierher gehörigen Fragen bei *v. Martitz*, Internationale Rechtshilfe in Strafsachen, I. Abth., Leipzig 1888, S. 115 ff., II. Abth., 1897, S. 27, 627.

Etwaigen Bedürfnissen, die sich geltend machen könnten, um gegen Personengesamtheiten vorgehen zu können, liesse sich nach § 36 des norwegischen Entwurfs genügen, wonach die durch eine strafbare Handlung oder Wirksamkeit erworbene Bereicherung bei dem, in dessen Namen der Schuldige gehandelt hat — also auch bei Aktiengesellschaften, deren Vertreter strafbare Handlungen beging —, konfisziert werden kann, ohne dass gegen jemand eine Untersuchung eingeleitet sein braucht oder eingeleitet werden kann. Diese Einziehung, die nach § 68 ohne Rücksicht auf etwaige Verjährung der strafbaren Handlung erfolgen kann, ist insoweit noch nachdrücklicher, als blosse Geldstrafe sein würde. Vgl. *Urbye* (9).

Art. 9. Strafmündigkeit mit 14 Jahren wird gebilligt von *Wach* (7), *van Hamel* (15), *v. Lilienthal* (106) und *David* (ZSt VI 406). — *Rolin* (34) möchte sich dem Civilrechte anschliessen, ebenso *Hoegel* die Strafmündigkeit mit der bürgerlich-rechtlichen Mündigkeit zusammenfallen lassen, wobei er eingehende Vorschläge bringt (180, 186). Diese Grenze findet ferner Beifall bei *v. Slupecki*, Die Lehre von den jugendlichen Verbrechern, Tübingen 1895, S. 79; — *Hamann* (Blätter für Gefängniskunde, Bd. XXXI, 101); — *Appleton*, De la fixation d'un âge d'irresponsabilité pénale (Extrait de la Revue générale 1894); — *Alimena*, I limiti e i modificatori dell' imputabilità, vol. II, 1896, Torino, p. 290; — *Hartmann*, Der jugendliche Verbrecher im Strafhause, Hamburg 1892, S. 18.

Digitized by Google

Diese Altersgrenze hat auch das neue norwegische Gesetz vom 6. Juni 1896 betreffend die Behandlung verwahrloster Kinder, § 4 (Z XVII Anlage), und das Gesetz gleichen Datums, das die Grenze von 14 Jahren annimmt (nach Notiz in *A. Berger*, Jugend-Schutz und Jugend-Besserung, Leipzig 1897, S. 823).

Für 13 Jahre erklärt sich *Ferriani,* Minorenni delinquenti, Milano 1895 (nach Notiz in Rev. pénit., 1897, p. 1177); — für 12 oder 14 Jahre *Moldenhauer* (Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, VI, pp. 455—458, Rev. pénit., 1897, p. 1300); — für 12 Jahre wohl auch *Gretener* (143), entgegen dem russischen Entwurfe mit 10 Jahren, und *Cornaz* (21). — *Berner* (p. XIV) meint, dass die seither gemachten Erfahrungen weit eher geeignet sind, tiefer (als 12 Jahre) herabzugehen, als höher hinauf. — *Zucker* (432, 20, und in *Grünhuts* Zeitschrift, XXIV, S. 726) hält sich an das zehnte Jahr, das im neuesten russisch-polnischen Gesetze vom 2./14. Juni 1897 über jugendliche Verbrecher angenommen ist, wie *Moldenhauer* in Rivista di discipline carcerarie, XXIII, pp. 170—175, berichtet.

Im übrigen geht *Thurneysen I* (371) mit Straflosigkeit und administrativer Behandlung von Kindern unter 14 Jahren einig. — *v. Lilienthal* befürchtet (107), es werde für die kantonalen Behörden die Versuchung gross sein, statt der teuern Zwangserziehung die billige Schulstrafe zu wählen, auch wo erstere mehr am Platze wäre.

Über die *Schulstrafgesetzgebung* Neuchâtels handelt: *G. Haldimann,* L'enfance vicieuse et la législation pénale. Berner Dissertation. Neuchâtel, Imprimerie Attinger frères, 1896, pp. 74—78. Vgl. auch die Ausführungen von *Völlmy* (ZSt XI 81—90).

Art. 10. Jugendliches Alter. — *Cornaz* (21 ss.) spricht sich angesichts der jetzt um sich greifenden Tendenz, die Frage nach dem Unterscheidungsvermögen (discernement) oder einem stellvertretenden Vermögen fallen zu lassen und nur prüfen zu lassen, welche Behandlungsweise gegenüber der Persönlichkeit des Thäters zweckmässig erscheine, sehr entschieden dagegen aus „de traiter les jeunes délinquants comme des êtres plus ou moins irresponsables au sujet desquels il convient seulement de prendre des précautions particulières". So hartnäckig jene neue Richtung für ihre Auffassung einsteht, so beharrlich wird von seiten namentlich niederländischer Schriftsteller die alte Frage nach dem „oordeel des onderscheids" auch heute noch als praktisch festgehalten, wenn auch über die nähere Begriffsbestimmung sich grosse Meinungs-

Digitized by Google

verschiedenheiten gebildet haben.[1]) So wird denn namentlich von Franzosen die deutsche Formel „un discernement suffisant pour connaître la punibilité“ als Fortschritt betrachtet. Unter den deutschen Schriftstellern aber hat jüngst *Berner* anerkannt, man habe mit Recht darauf aufmerksam gemacht, dass neben der Einsicht der *Wille* ins Gewicht falle, und es nicht bloss auf die Beurteilung der einzelnen Handlung durch den Richter ankomme; hierin lägen die zwei Fehler des Gesetzes. Ihnen wäre abzuhelfen, wenn man „die Strafmündigkeit als einen besonderen Begriff hinstellte und sie, wie es die Schweiz beabsichtigt, auf die sittliche und geistige Reife der Person gründete“. Dieser auch sonst noch vertretenen Ansicht der Aufstellung eines besonderen Begriffs der Strafmündigkeit Jugendlicher trat *Gretener* (162) entgegen. Im allgemeinen hat man das im Entwurf hervorgehobene Kriterium sittlicher und geistiger Reife als einen vielleicht besseren, immerhin wohl zu den gleichen Resultaten, wie das frühere Unterscheidungsvermögen, führenden Ausdruck erachtet (*Thurneysen I* 371), andererseits aber auch diese Fassung als mit einem unbekannten Faktor rechnend heftig angegriffen. Man wisse nicht, nach welchen Kriterien die richterliche Entscheidung sich richten soll. Sodann hat namentlich *Gretener* (165) betont, dass man mit dem Massstabe der Reife, d. h. Entwicklungsstufe eines Kindes von 14 Jahren, zu einer von den modernen Gesetzbüchern und Entwürfen gänzlich abweichenden Behandlung der Periode der sog. zweifelhaften Zurechnungsfähigkeit komme. Der grosse, vom Entwurfe beabsichtigte Fortschritt könne nur dadurch zu einem wirklichen gemacht werden, dass man das bisher allein beachtete intellektuelle Moment durch das Willensmoment, die Fähigkeit der Selbstbestimmung, ergänze (168) und sich etwa dem nunmehrigen Art. 34 des russischen Entwurfs[2]) anschlösse (150, 161). — *Zucker* (432, 20) möchte von dem „Mangel des Verständnisses der begangenen Strafthat“ gesprochen wissen.

[1]) *Boissevain*, Samenwerking tusschen overheid en bijzondere personen bij de dwangopvoeding van jeugdige misdadigers. Amsterdam 1894. — *Savornin Lohman*, De gronden voor en het karakter van de dwangopvoeding van jeugdige personen, Amsterdam 1895. — *Engelen*, De verwaarloosde jeugd en de jeugdige misdadigers (im Rechtsgeleerd Magazijn, Bd. XIV).

[2]) Lautet: «Nicht zur Schuld wird zugerechnet die Handlung eines Jugendlichen vom vollendeten zehnten bis zum vollendeten siebzehnten Lebensjahre, wenn derselbe die Beschaffenheit und Bedeutung der von ihm begangenen verbrecherischen Handlung nicht zu erkennen oder sein Thun nicht zu beherrschen vermochte.»


Digitized by Google

Im einzelnen glauben *Wach* (7), *Thurneysen I* (371), *Garçon* (198) und *Zucker* (419, 7), dass mit einer Strafe von drei Tagen bis zu drei Monaten nicht auszukommen sei. — *Rolin* (35) erachtet die dem Richter zugewiesenen Entscheidungen als zu weit gehend. — *v. Liszt* (404) und *Merkel* (5) stimmen den Sätzen des Entwurfs lebhaft zu, ebenso neuestens *Zürcher II* (70). — *van Hamel* (28) begrüsst die Heranziehung der Schutzaufsichtsvereine; nur wünscht er den Ausdruck „Missbrauch der Freiheit" durch eine andere, bestimmtere Wendung ersetzt. — Die mannigfachen Ausstellungen von *Zucker* (420, 8) bespricht, als meist auf Missverständnis des Textes beruhend, eingehend *Stooss* (GS LV 215—234). Er weist dabei auf das neue bernische Gesetz über das Armen- und Niederlassungswesen vom 28. November 1897 mit seiner Novelle zum Strafgesetzbuche hin, das sich eng an den Vorentwurf anschloss.

Aus der Litteratur dieser Fragen sei hervorgehoben: *Alexandre Gavard,* L'enfance abandonnée et les moyens de la protéger, Genève 1892; — *Lengweiler,* Die Zwangserziehung der verwahrlosten, lasterhaften und verbrecherischen Jugend, Berner Dissertation, St. Gallen 1895; — Direktor *Fliegenschmidt,* Zur Zwangserziehung jugendlicher Rechtsbrecher (Blätter für Gefängniskunde, Bd. XXXI, 1897, S. 181 bis 226).

Sodann dürfte für die Massregeln gegen verbrecherische Jugendliche auf folgende Erörterungen bei Gelegenheit von Kongressen hinzuweisen sein:

1. Sehr eingehende Debatten der 26. Versammlung der *niederländischen Juristenvereinigung* vom 30./31. August 1895 endeten mit Fassung folgender Beschlüsse:

1. Sollte die Gesetzgebung nachfolgende Massregeln annehmen?
   - *a)* **Verweis**: ja, mit allen Stimmen gegen 2.
   - *b)* **Schulstrafen**:
     - *α)* angewandt auf zur Schule gehende Kinder: ja, mit allen gegen 4,
     - *β)* » » andere: ja, mit allen gegen 17 Stimmen.
   - *c)* **Zwangserziehung**: ja.
   - *d)* **Körperliche Züchtigung**: nein, gegen 25 Stimmen.
   - *e)* **Geldstrafe**: ja.
   - *f)* **Haft**: ja, gegen 5 Stimmen.
   - *g)* **Gefägnisstrafe**: ja, gegen 14 Stimmen.

2. Sollte bei Zwangserziehung
   - *a)* neben Unterbringung in einer Reichserziehungsanstalt, in einer privaten Erziehungsanstalt unter Aufsicht der Behörde — Unterbringung bei Privaten unter solcher Aufsicht zugelassen werden? — ja;

Digitized by Google

b) die Dauer der Unterbringung nicht durch richterlichen Spruch von vornherein bestimmt, wohl aber durch ein allgemeines Zeitmaximum begrenzt sein, vorbehalten bedingte oder unbedingte Entlassung? — ja.

3. Müsste zu einer guten Wirksamkeit der Zwangserziehung gänzliche oder teilweise Entziehung der väterlichen Gewalt möglich sein? — ja.

4. Müsste
   a) das Gesetz eine Altersgrenze aufstellen, unter der die Massregeln von 1, *e, f, g* (oben) ausgeschlossen wären? — ja, gegen 4 Stimmen;
   b) diese Altersgrenze auf 12 Jahre angesetzt werden? — ja, gegen 6 Stimmen.

5. *a)* Sollte im Gesetz eine maximale Altersgrenze junger Personen aufgestellt werden? — ja, gegen 4 Stimmen;
   b) wenn ja, sollte die Grenze von 16 auf 18 Jahre erhöht werden? — ja, gegen 20 Stimmen.

6. Sollte rücksichtlich jugendlicher Personen zwischen 12 und 18 Jahren die Entscheidung abhängig sein von vorangehendem Beschluss über «Unterscheidungsvermögen»? — nein.

7. Sollte der Richter auch beschliessen können, dass auf Erstehung einer Gefängnisstrafe noch Zwangserziehung folgen soll? — ja, mit nahezu allen Stimmen.

(Entnommen dem «Rechtsgeleerd Magazijn», Bd. XIV, S. 642/3.) — Diese Beschlüsse wurden eingehend besprochen von *J. Domela Nieuwenhuis,* in «Tijdschrift voor Strafrecht», deel X, «De zoogenaamde strafrechtelijke minderjarigheid», bl. 111—155, 237—272.

2. In der Generalversammlung der *Rheinisch-Westfälischen Gefängnisgesellschaft* vom 10. Oktober 1895 wurden folgende Leitsätze angenommen:

1. Es empfiehlt sich, mit den Reformen auf dem Gebiete der Strafrechtspflege (Hinaufrücken der Grenze der Strafmündigkeit auf das 14. Lebensjahr, Zulassung der Erziehung neben und statt der Strafe u. s. w.) zugleich die überwachte Erziehung unter Oberaufsicht des Staates einzuführen.

2. Diese Erziehung findet statt:
   a) gegen verbrecherische Kinder vom 6.—14. Lebensjahr;
   b) » » Jugendliche vom 14.—18. Lebensjahr, gegen welche neben oder statt der Strafe auf überwachte Erziehung erkannt ist;
   c) gegen verwahrloste Kinder und jugendliche Personen, welche das 16. Lebensjahr noch nicht überschritten haben.

3. Die Anordnung dieser Erziehung steht in den Fällen 2 *a* und *c* dem Vormundschaftsrichter, im Falle 2 *b* dem Strafrichter, die Ausführung der Verwaltungsbehörde zu. Vor der Anordnung ist in allen Fällen den Eltern Gelegenheit zur Äusserung zu geben.

4. Diese Erziehung findet statt bis zum 21., ausnahmsweise bis zum 18. Lebensjahre, und zwar

Digitized by Google

a) in der eigenen Familie;
b) in einer geeigneten fremden Familie;
c) in Erziehungsanstalten, welche für jugendliche Personen über 14 Jahren nach Geschlechtern getrennt und konfessionell einzurichten sind.

5. (Näheres.)
6. In der Erziehungsanstalt sind diejenigen Zöglinge, welche nach dem 14. Lebensjahre der Erziehung überwiesen sind, thunlichst von denen getrennt zu halten, deren Überweisung vor diesem Zeitpunkte erfolgt ist. Verbrecherische Jugendliche (vom 14.—18. Jahr) sind regelmässig zunächst einer staatlichen Anstalt zu überweisen, in welche, soweit als möglich, nur solche aufzunehmen sind.

(Entnommen: Gerichtssaal, LII, S. 479, 480, wo *Stenglein,* abgesehen von geringen Änderungen, sich zustimmend erklärte.)

3. Beschlüsse des V. Intern. Penit. Kongresses 1895 zu Paris (Revue pénit. 1895, pp. 1054, 1055) lauten:

«Les enfants traduits en justice pourront, suivant leur âge, la nature «des actes pour lesquels ils auront été traduits, et leur degré de discernement, «être envoyés dans des établissements publics ou privés, ayant soit un «caractère de bienfaisance et de préservation, soit un caractère de réforme.

«Les enfants de moins de douze ans seront toujours envoyés dans des «établissements de préservation. Les enfants condamnés seront envoyés «dans des établissements ou quartiers spéciaux.

«Il appartient à l'autorité judiciaire de décider si l'enfant sera remis «à la tutelle administrative. Le choix du régime et, s'il y a lieu, le change- «ment à y apporter appartiendront à l'autorité chargée de l'éducation de «l'enfant.»

Art. 11. Unzurechnungsfähigkeit. Verminderte Zurechnungsfähigkeit. — Zustimmend äussert sich *Chicherio* (547); auch wegen Vermeidung des Ausdruckes „Willensfreiheit" *v. Lilienthal* (275), während er die weitgehende Strafmilderung bei verminderter Zurechnungsfähigkeit beanstandet. — ***Alimena*** (15, 8) fordert besondere Behandlung der Trunkenheit und lehnt verminderte Zurechnungsfähigkeit ab. — ***Ferri*** (704) sieht die schwierige Frage nicht als gelöst an und verwirft verminderte Zurechnungsfähigkeit. — ***Rolin*** (36) spricht sich für verminderte Zurechnungsfähigkeit, als mit Recht aufgenommen, aus, zweifelt dagegen, ob bloss der Zeitpunkt der Begehung in Betracht fallen darf (37). — ***Damme*** (94) hält die Klippe des Determinismus und der Willensfreiheit für glücklich umgangen. — ***Lucchini*** (9, 7, 249) zieht die Formel des niederländischen Strafgesetzbuches, Art. 37, vor.[1]) — ***Meyer v. Schauensee II*** (51) hält die Regelung nicht für konform mit dem Vorschlage der Irrenärzte. — Der Behandlung der schwierigen Gesetzgebungsfrage ist die Mono-

Digitized by Google

graphie von *Gretener* gewidmet. Er tritt entschieden für Vorzüge der Regelung im russischen Entwurfe [2]) ein. — Dem gegenüber steht *Zürcher II* (51—70) in seiner Entgegnung auf diese Schrift völlig auf dem Standpunkt des Entwurfs, der einen wirklichen Fortschritt ermögliche, während es Rückschritt wäre, dem russischen zu folgen. — Zustimmend äussert sich *Wilhelm* (256).

[1]) Lautet: «Nicht strafbar ist, wer eine Handlung begeht, die ihm wegen mangelhafter Entwicklung oder krankhafter Störung seiner Geistesthätigkeit nicht zugerechnet werden kann.»

[2]) Art. 33, Abs. 1, lautet: «Zur Schuld wird nicht zugerechnet eine Handlung, welche von einer Person begangen worden, die wegen Unzulänglichkeit ihrer Verstandeskräfte oder wegen krankhafter Störung ihrer Geistesthätigkeit oder wegen des Zustandes der Bewusstlosigkeit zur Zeit der Begehung der That die Beschaffenheit *und* die Bedeutung des Verübten nicht zu erkennen oder ihr Thun nicht zu beherrschen vermochte.»

Norwegischer Entwurf, § 44: «Eine Handlung ist nicht strafbar, wenn der Handelnde bei ihrer Vornahme, auf Grund mangelhafter Entwicklung der Geisteskräfte oder ihrer Schwächung, ihr Wesen *und* ihre rechtswidrige Beschaffenheit nicht verstehen konnte, oder wegen eines solchen Grundes oder zufolge Zwanges, drohender Gefahr oder eines besonderen Geisteszustandes nicht seiner selbst mächtig war.»

An den herausgehobenen Stellen glauben *Gretener* (129) und *Urbye* (14) statt «und» lesen zu sollen: «oder». Vgl. die Polemik *Lammasch—v. Liszt* in «Deutsche Juristen-Zeitung», III (1898), S. 92—94.

Eine eigene Fassung verteidigt im Anschluss an die deutsche Formulierung *van Calker* in «Deutsche Juristen-Zeitung», 1897, S. 29, indem er vorschlägt, zu sagen:

«Eine strafbare Handlung ist nicht vorhanden, wenn dem Thäter zur «Zeit der Begehung der Handlung infolge von Trübung des Bewusstseins, «mangelnder oder krankhafter Störung der Geistesthätigkeit die Fähigkeit «gefehlt hat, die Gesetzwidrigkeit der Handlung zu erkennen, oder den «zur Begehung derselben drängenden Trieb zu beherrschen.»

Art. 12. Untersuchung des Geisteszustandes. — *Chicherio* (550) vermisst eine Altersgrenze für Taubstumme. — *Lucchini* (10, 8, 250) findet die Erwähnung Epileptischer befremdlich. — *Gretener* (32, 186) berührt die Sachverständigenfrage.

Art. 13. Verwahrung und Versorgung wird gebilligt namentlich von *Garçon* (192) und *Rolin* (38), unter Voraussetzung des Einverständnisses der Anstaltsverwaltung. — *Meyer v. Schauensee II* (45) lehnt den Artikel, als rein in medizinischem Interesse redigiert, ab, stösst sich namentlich an die Formel „*Wohl* eines Unzurechnungsfähigen oder vermindert Zurechnungsfähigen“ und die Bestimmung

Digitized by Google

in Abs. 3 (49). — *Oetker* (Z XVII 588/9) schlägt Überweisung an die Verwaltungsbehörde auch im ersten Absatz vor und sieht nicht ein, warum die Entlassung nach eingetretener Heilung (Art. 28) — wie hier — vom *Gericht* verfügt werden soll.

1. Über **geisteskranke Verbrecher** handelten in neuester Zeit: *Constant,* «Des aliénés criminels. Nécessité d'une législation spéciale» (in «La France judiciaire», juin 1897, pp. 161—171, mit Gesetzvorschlag). — *Raoul de la Grasserie* im «Jahrbuch der internationalen Vereinigung für vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre zu Berlin», III (1897), S. 223—259, mit Hinweis auf England und das neue portugiesische Gesetz vom 10. Januar 1895. — Prof. Dr. *Paul Flechsig,* «Die Grenzen geistiger Gesundheit und Krankheit», Leipzig, Veit & Comp., 1896.

Längere Beratungen über diese Frage in der *Société générale des prisons* (Rev. pénit. XXI (1897) 766—794, 852—879, 997—1023, 1260—1291), mit *Enquête sur la législation des aliénés dits criminels,* pp. 795—824, darunter das *Tessiner Gesetz vom 8. Mai 1898* (pp. 809, 810); — ebenso über die Frage: *„L'alcoolisme et la loi pénale"*, Rev. pénit. XXI (1897) 6—45, 268—295, 443—488 (481 über die Anstalt *Ellikon* und das St. Galler Gesetz vom 29. Juni 1891), wo auch pp. 712—724 über *deux projets de loi belges* (récidivistes et aliénés criminels) gehandelt wird.

2. *Gegen* die Richtung **Lombrosos:** *Koch,* «Die Frage nach dem gebornen Verbrecher», Ravensburg 1894. — *Johannes Jäger,* «Beiträge zur Lösung des Verbrecherproblems», Erlangen 1895. — *G. Velardita,* «La delinquenza nata» (in «Rivista italiana di filosofia», diretta dal comm. *Luigi Ferri,* IX° anno, vol. I, Roma 1894, pp. 169—199). — *Sernoff* im Biologischen Centralblatt, 1896, Bd. XVI, S. 305—344, auch in besonderer Schrift *D. Sernoff,* «Die Lehre Lombrosos und ihre anatomischen Grundlagen im Lichte moderner Forschung», deutsch von *Weinberg,* Leipzig 1896 (Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, XVII, S. 922, Nr. 37). — Dr. *Grassl* über den «Delinquente nato» (in *Friedreichs* Blättern für gerichtliche Medizin und Sanitätspolizei, Nürnberg, Bd. XLV, S. 54—71, 146—154).

Art. 14. Schuld. — Die Stoffanordnung wird von *Lucchini* (8, 6, 246) und *Rolin* (38) beanstandet. — *v. Liszt* (406) verwirft die Definitionen unter Aufstellung eigener, ebenso *v. Lilienthal* (277—285); — *van Hamel* (51) und *Ferri* (705) halten sie nicht für ausreichend. — *Lucchini* (9, 7, 248) weist auf die im Entwurf noch sonst begegnenden Formeln für „Vorsatz" hin und beanstandet die Definition für culpa. — *Damme* (92) findet eine dritte Art in Art. 59 bedroht. — *Lammasch* (126) fordert einen Zusatz betreffend Straffreiheit trotz Fahrlässigkeit und Bestimmungen über Trunkenheit (136—138). — *Gretener* (110—140 und in ZSt VI 232) bevorzugt — wie *v. Liszt* (407) — die Fassung des russischen Entwurfs und würde sagen: „Eine strafbare Handlung gilt als vorsätzlich begangen, wenn der Schuldige bei deren Begehung die wesentlichen Merkmale des Thatbestandes zu verwirklichen beabsichtigt oder in deren Verwirk-

Digitized by Google

lichung eingewilligt hat." — *Geyer* (Z IV 209) empfahl zu sagen: „. . . wenn der Verbrecher durch seine Handlung den Eintritt des Übels herbeiführen will, dessen Herbeiführung das Gesetz bei Strafe verbietet, oder wenn er den Eintritt eines solchen Übels als Folge seiner Handlung vorhersieht und zulässt." Weiteres bei *v. Weinrich* (Z XVII 818—834) und *Horn* im „Archiv für Strafrecht", XLIII, S. 214 ff.

Auch für die Fahrlässigkeit empfiehlt *Gretener* a. a. O. VI 234 die russische Formulierung «eine strafbare Handlung gilt als fahrlässig begangen, wenn der Schuldige bei Begehung derselben den rechtswidrigen Erfolg voraussah, doch denselben zu vermeiden gedachte, oder wenn er, obwohl er den rechtswidrigen Erfolg nicht voraussah, denselben doch voraussehen konnte oder sollte». Streichung der beiden Worte «*oder sollte*» wünschte *Geyer* (a. a. O. IV 209) im Einverständnis mit *Schütze* (GS XXXV 107).

Art. 15. Irrtum. — Diese Frage bedarf weiterer Regelung nach *Ferri* (705) und *van Hamel* (51). — *Rolin* (38) würde den § 59 des deutschen Strafgesetzbuchs vorziehen. — *Lucchini* (10, 8, 250) äussert Bedenken gegen Abs. 2 dieses Artikels und Art. 18; *Rolin* (39) gegen Abs. 3. — Durch den Zusatz in Abs. 1 sind mancherlei Bedenken beseitigt. — *Gretener* (a. a. O. VI 233) möchte eine Bestimmung über Unkenntnis des Strafgesetzes als Ausschliessungsgrund der Zurechnung aufgenommen wissen, ähnlich der Fassung bei *Geyer* (Z III 628, 629).[1]) Weiteres bei *v. Weinrich* (Z XVII 802—810).

[1]) «Unkenntnis des Strafgesetzes schliesst die Zurechnung aus, sofern es dem Thäter infolge jener Unkenntnis nicht möglich war, die Strafwürdigkeit seiner Handlung zu erkennen.»

Art. 16. Teilnahme. — *Wach* (7) spricht sich für accessorische Natur der Anstiftung aus und vermisst Berücksichtigung der Mitthäterschaft (8). — *Ferri* (706) ist von gleicher Schuld des Thäters und des Anstifters nicht überzeugt, hält die Bestimmung für zu kurz und wünscht Stellungnahme zu den neuesten Forschungen von *Sighele.*[1]) — *v. Liszt* (410) billigt die Kürze der Bestimmung und empfiehlt, dass der Gehilfe milder gestraft werden könne. — *v. Lilienthal* (287) stimmt fakultativer Strafmilderung für den Gehilfen zu, die auch von *van Hamel* (52) und *Gautier* (113) vertreten wird. — *Lucchini* (10, 8, 250) beanstandet die lakonische Bestimmung, ebenso *Meyer v. Schauensee II* (32) und *Rolin* (44). — Vorschläge der Regelung bei *Hoegel* (211) — im Gutachten von *Nicalodoni*

Digitized by Google

(Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung, V, S. 347) — im Gutachten von *Getz* über die ganz abweichende Behandlung im norwegischen[2]) Entwurfe (ebenda, V, S. 348 ff.) — sowie den Linzer Verhandlungen (ebenda, V, S. 513 ff.).

[1]) d. h. die Werke von *Sighele:* «La folla delinquente», Torino 1891. «La coppia criminale», Torino 1893, 2ª ed. 1898. — Spätere Werke: «Psychologie des Auflaufs und der Massenverbrechen», deutsch von *Kurella,* Dresden 1897. — «Psychologie des sectes», Paris 1898.

[2]) Der Entwurf enthält in § 58 die Bestimmung:
«War, wo mehrere zu einem strafbaren Zwecke zusammenwirkten, die Mitwirkung eines derselben wesentlich durch seine abhängige Stellung gegenüber einem andern Beteiligten veranlasst oder ist sie gegenüber derjenigen anderer von geringer Bedeutung gewesen, kann die Strafe für den Betreffenden unter das für die Handlung bestimmte Strafmass und zu einer milderen Strafart herabgesetzt werden. Wo die Strafe sonst hätte in Geldstrafe festgesetzt werden können, sowie bei Übertretungen, kann sie ganz entfallen.»

Art. 17. Versuch. — Unbedingte Straflosigkeit der Vorbereitungshandlungen bekämpft *Ferri* (706). — *v. Liszt* scheidet (410) scharf zwischen versuchtem und fehlgeschlagenem Verbrechen. — *v. Lilienthal* (290) ist mit Weglassung einer Begriffsbestimmung einverstanden; sonstige Einwendungen sind im jetzigen Texte erledigt. — *Lucchini* (10, 8, 251) ist durchaus einverstanden. — *Rolin* (44) verweist auf §§ 34 und 35 des Züricher Strafgesetzbuchs als Vorbild. — *Damme* (96) weist auf die nach dem Entwurfe gegenüber dem jetzigen deutschen Rechte weiter ausgedehnte Strafbarkeit hin. — *Oetker* empfiehlt (66) Aufnahme des Momentes des „Anfanges der Ausführung“, das trotz aller Einwendungen dem Gesetzgeber anzuraten sei, welcher Fassung sich auch der Entwurf nähere; er billigt völlig (69) die prägnante Kürze für die aus eigenem Antrieb zufolge Abstehens gewährte Straffreiheit und die Gleichbehandlung des beendigten Versuchs, äussert dagegen Bedenken gegen die vom sogenannten untauglichen Versuch handelnde Bestimmung, welche Fälle vereinigt, die der verschiedensten Beurteilung unterliegen (64). Der sogenannte untaugliche Versuch könne nicht nur im Falle der Gefährdung bestraft werden. Etwaige Strafmilderung in einzelnen Fällen (63) könne gewährt werden, „wenn die aufgewandte Thätigkeit auch bei vollem Abschlusse nach richterlichem Ermessen als ganz ungefährlich erscheinen würde“. Als Strafe empfehle sich Verweis, in schwereren Fällen Friedensbürgschaft (64).

Digitized by Google

So lautet auch § 49 des norwegischen Entwurfs: «Strafbarer Versuch liegt vor, wenn ein Verbrechen nicht vollendet, aber eine Handlung vorgenommen ist, durch die der Thäter die Ausführung zu beginnen beabsichtigte.» Vgl. *Lammasch* in Z XIV 510 — *Urbye* (23—25) und die neuere Arbeit von *Alimena* in RP XLIII 529 sgg.

In Strafbarkeitserklärung des untauglichen Versuches geht sehr weit *R. Saleilles* in seiner höchst beachtenswerten Arbeit «Essai sur la tentative et plus particulièrement sur la tentative irréalisable» (Rev. pénit. 1897 pp. 53—88, 321—357), ebenso das Gutachten von Prof. *Thiry* (Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung, VI, 305—308), weniger weit das von Prof. *Roux* (ebenda, VI, 340—346). — Gegen die positive Schule richtet sich *Restano,* «Il tentativo secondo la scuola criminale positiva», Savona 1895. — Vorschläge der Regelung bei *Bauke,* «Rechtswissenschaftliche Untersuchungen», Berlin 1897, S. 240/1 und bei *Hoegel* (211). — *James Goldschmidt,* «Die Lehre vom unbeendigten und beendigten Versuch», Breslau 1897, spricht für höhere Maximalstrafe des unbeendigten Versuchs bei niedrigerer Minimalstrafe des beendigten (S. 70/71).

Art. 18. Rechtmässige Handlungen. — Diese Bestimmung wird von *Lucchini* (10, 8, 250) für praktisch schwer durchführbar, von *Rolin* (39) für bedenklich gehalten.

Art. 19. Notwehr. — *Alimena* (16, 9) empfiehlt Vorsicht beim Excess, worin ihm *Chicherio* (589) zuzustimmen scheint. — *Ferri* (707) ist für strenge Handhabung des Rechtes der Abwehr. — *Lucchini* (10, 8, 251), *Rolin* (40), *Gautier* (114) und *Lammasch* (129) stimmen dem Entwurfe zu; ebenso *v. Lilienthal* (292). — *Tobler* (85) stösst sich an den Passus „in einer den Umständen angemessenen Weise" und empfiehlt Adoptierung der deutschen Strafgesetzbuchsformel. — Einen Gesetzvorschlag bringt *Heberlein* (58). [1]) — *Rolin* (43) weist auf einige in der Praxis Schwierigkeiten bereitende Angriffe gegenüber Grundeigentümern hin, für die eine Regelung (wie im russischen Entwurf) wünschenswert wäre.

[1]) *Heberlein* schlägt folgende Fassung vor:

«Eine Handlung ist nicht strafbar, wenn sie Notwehr ist.

«Notwehr ist diejenige Verteidigung, welche dem Abwehrenden erfor-«derlich scheinen konnte, um einen unmittelbar drohenden oder begonnenen «rechtswidrigen Angriff abzuwenden.

«Überschreitet der Abwehrende die Grenzen der Notwehr, so mildert «der Richter die Strafe unbeschränkt; hat er in einer durch den Angriff «verursachten heftigen Gemütsbewegung gehandelt, so bleibt er straflos.»

Der *norwegische Entwurf,* § 48, bestimmt: «Notwehr liegt vor, wenn eine sonst strafbare Handlung zur Abwehr oder Verteidigung gegen einen

Digitized by Google

rechtswidrigen Angriff auf jemandes Person oder Vermögensrechte vorgenommen wird, sofern die Handlung nicht das Mass dessen überschreitet, was sich als hierzu notwendig darstellte und auch in Anbetracht der Gefährlichkeit des Angriffs, der Schuld des Angreifers oder des angegriffenen Rechtsgutes es nicht unbedingt unzulässig erachtet werden muss, ein so schweres Übel, wie mit der Handlung beabsichtigt, zuzufügen.» Vgl. *Lammasch* in Z XIV 508, *Urbye* (12, 13).

Art. 20. Notstand. — Einige von *v. Lilienthal* geäusserte Bedenken (294) sind wohl jetzt gehoben. — *v. Liszt* (412) vertritt die Ansicht, dass es sich auch hier um Rechtsausübung handle. — Zustimmend erklären sich *Lucchini* (10, 8, 251), *Damme* (97), *Lammasch* (129), *Chicherio* (590). — *Gautier* glaubt (117), dass trotz der etwas vagen Ausdrücke ohne ein sehr weites Ermessen des Richters nicht auszukommen sei. — *Rolin* empfiehlt (41) nähere Bestimmung der betreffenden Umstände. — Für verschiedene Behandlung zweier getrennter Fälle (Schutz für das Leben der Person, oder andere Güter), wie im russischen Entwurf, entschied man sich auch im bulgarischen Strafgesetzbuch. [1]) — Vorschläge der Regelung bringt *R. Merkel,* „Kollision rechtmässiger Interessen", 1895, S. 97 ff.

[1]) Art. 46 des neuen bulgarischen Strafgesetzbuches von 1896 glaubte ich (Z XVIII Beilage S. 8) so übersetzen zu können:

«Nicht bestraft wird, wer eine Handlung begeht, um sein Leben oder das Leben seiner Angehörigen aus einer unmittelbaren Gefahr zu erretten, die aus äusserster Not oder Bedrohung oder unüberwindlicher Gewalt hervorgeht, wenn diese Gefahr auf andere Weise nicht abgewendet werden kann.

«Unter gleichen Bedingungen wird nicht bestraft, wer eine Handlung begeht, um seine Gesundheit, Freiheit, Keuschheit oder andere persönliche oder sachliche Güter zu retten, wenn die Zufügung des Schadens wegen Geringfügigkeit dem erretteten Gute entsprechend erachtet wird.

«Diese Vorschriften finden keine Anwendung, wenn schon die Abwendung der Gefahr eine strafbare Handlung darstellt.»

Und der *norwegische Entwurf,* § 47, bestimmt:

«Niemand kann wegen einer Handlung bestraft werden, die er vorgenommen hat, um jemandes Person oder Eigentum aus einer auf andere Weise unabwendbaren Gefahr zu erretten, die sich ihm im Verhältnis zu dem Schaden, der durch seine Handlung verursacht werden konnte, als eine besonders bedeutende darstellen musste.

«Wie weit diese Regel auf jemanden anwendbar ist, der durch eigene Schuld in Notstand geriet, entscheidet sich nach den Umständen des Falles.» — Vgl. *Lammasch* in Z XIV 509, *Urbye* (13).


Digitized by Google

Zweiter Abschnitt.

Strafen und sichernde Massnahmen.

1. **Allgemeine Bemerkung.** — *Rolin* (45) meint, dass alle Bestimmungen der Abschnitte 2—5 unter dem Titel des Abschnittes 2 in besonderen Abteilungen vereinigt werden sollten und fordert grössere Klarheit über die Natur der Strafmittel gegenüber Sicherungsmassregeln. Letzterer Wunsch wird auch sonst vielfach geäussert: z. B. *Thurneysen I* (388), *II* (262 ff.), *Rolin* (46), *Meyer v. Schauensee II* (38).

2. **Frage der Todesstrafe.** — Während die Nichtaufnahme dieses — zur Zeit für einen *Vierteil* der Schweizerbevölkerung geltenden — Strafmittels vielfach durchaus gebilligt wird, äussern gegen die Zweckmässigkeit der Nichtaufnahme einige Bedenken *Damme* (98) und *Lammasch* (131) — wohl auch *Thurneysen I* (374) und *Meyer v. Schauensee II* (37).

Von neueren Untersuchungen hebe ich hervor die Arbeit von *Loosjes* in Rev. pénit. 1896 pp. 319—326 (ausführlicher in der «Tijdschrift voor Strafrecht», IX, S. 121—171), die auf Grund sorgfältiger statistischer Daten zu dem Resultat gelangt, dass der abschreckende Charakter der Todesstrafe doch sehr ungewiss ist, während der Verfasser anerkennt, dass die Frage auch für die Niederlande noch eine aktuelle ist. — Sehr entschieden *gegen* die Todesstrafe *Farese* («La scuola positiva», III, pp. 1078—1088); — *für* sie *Rouvin,* «Esquisse d'une réforme pénale», Paris 1894 (Rev. pénit. 1894 897 ss.). Sehr beachtenswert *v. Rothmund* im GS XXIX 583—596. Dazu etwa noch: «Rivista di discipline carcerarie», XXII (1897), pp. 441—443, und *Hiltys* Jahrbuch, IX, S. 487—491. — *Hürbin* erachtet sie in ZSt VI 441 nicht für notwendig. — Ebenso *Francart* in «Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung», VII, S. 36—46 (Belgien).

3. **Lebenslängliche Freiheitsstrafe,** verworfen von *Chicherio* (633), dem Geiste des Entwurfes widersprechend nach Ansicht von *Thurneysen I* (374), ungeeignet nach *Ferri* (754).

Eingehende Beratungen fanden in der *Société générale des prisons* im Jahre 1894 über die Thesen von *Vanier* („*Sur les longues peines* et spécialement leur mode d'exécution"), in Rev. pénit. p. 595/6; ebenso über „*Peines déshonorantes et non déshonorantes*" in den Jahren 1896 und 1897 statt.

4. **Hauptfreiheitsstrafen.** — *Garçon* (187) neigt zum Systeme paralleler Freiheitsstrafen hin, ist gegen kurze, selbst im Minimum

Digitized by Google

von 8 Tagen, und nur dreimonatliche Einzelhaft. — *Wach* (8) findet absolute Durchführung strenger Einzelhaft bis zu 3 Monaten zu weit gehend. — *Lammasch* (124) und *Przewalsky* (102) halten achttägiges Minimum für zu niedrig; ersterer empfiehlt auch (127, 130, 132, 133) verschiedene Zusatzbestimmungen. — *Thurneysen I* (378) möchte unter 8 Tage herabgehen, *Gautier* (62) zu 15 Tagen hinaufgehen, wie der französische Entwurf. — *Alimena* (20, 13) wünscht statt achttägigem Gefängnis Erwägung anderer Massregeln und lobt die Bestimmungen über die Art der Arbeit. — *Meyer v. Schauensee II* (40) empfiehlt Anschluss an *Sichart* (Z XI 478—514 und jetzt XVII 374—389). — Dem tritt *Hoegel* (148) entgegen, speciell gegen den Entwurf (151, 152).

Über die für Deutschland geplanten Freiheitsstrafvollzugsgrundsätze vgl. *Aschrott* in Z XVIII 384—400.

5. **Vorläufige Entlassung,** durchaus gebilligt, namentlich lebhaft von *Garçon* (189), *Gautier* (65), *Ferri* (754), *Damme* (99), *v. Liszt* (414), *Rolin* (128), *van Hamel* (28), der die Heranziehung der Schutzaufsichtsvereine begrüsst. — *Wach* (9) hielt Ausdehnung auf kürzere Strafen erwägenswert.

6. **Verwahrung vielfach Rückfälliger,** beanstandet von *Ferri* (754), der sich für „reclusione a tempo indeterminato" ausspricht; gebilligt von *Garçon* (190), *Merkel* (7), im ganzen auch von *van Hamel* (30, 31). — *Gegen* die Regelung mehr im einzelnen erklären sich *Wach* (10), *v. Liszt* (420—422), *Meyer v. Schauensee II* (41—44), *Thurneysen I* (374 ff.), *Rolin* (128, 129). — Dem Entwurf stimmt im wesentlichen *Lucchini* (11, 9, 252) zu. — *Lammasch* empfiehlt (126, 127) einige Ergänzungen. Ausführliche Besprechung bei *v. Lilienthal* (115—130). — Nach *Wilhelm* (255) entspricht die Massregel einem praktischen Bedürfnis; es sei abzuwarten, ob sie sich bewährt.

7. **Arbeitsanstalt**, gebilligt von *Alimena* (22, 15), *van Hamel* (37), *Heinemann I* (63), abgesehen von der Dauer der Massregel. — *Rolin* (129) wünscht nähere Aufklärung über die betreffende Anstalt. — Einige Bedenken äussern *v. Liszt* (423), *Gautier* (77) und *v. Lilienthal* (111—115). — Vgl. auch *Hoegel* (166, 167).

8. **Wirtshausverbot,** schwer durchführbar nach *Garçon* (192), zweifelhaften Wertes nach *Chicherio* (645), gebilligt von *Rolin* (129)

Digitized by Google

und *v. Lilienthal* (303). — *Lucchini* (11, 9, 253) vermisst eine Sanktion für Übertretung. — *v. Liszt* (423) wünscht Aufklärung, ob *neben* Freiheits- oder Geldstrafe oder aber *statt* derselben dies Verbot erlassen wird.

9. **Trinkerheilanstalt,** gebilligt von *Garçon* (193), *van Hamel* (38). — Bedenken äussern *v. Liszt* (424), *Gautier* (78), *v. Lilienthal* (154) und *Rolin* (129, 130) hauptsächlich wegen Anordnung oder Aufhebung durch den Richter und der unter diese Massregel fallenden Personen.

10. **Geldstrafe.** — *Thurneysen I* (379) hält Anpassung je nach den Vermögensverhältnissen für problematischen Wertes, Abwendung der Haft durch freiwillige Arbeit nur ausnahmsweise ausführbar und spricht sich gegen Zuweisung eines Teiles an den Verletzten aus (382). — Dem gegenüber vertritt *Merkel* (13) den Standpunkt des Entwurfs unter Hinweis auf die Verhandlungen des deutschen Juristentages und sein Gutachten für diesen.[1]) — *van Hamel* (44—50) erklärt die Frage des Abverdienenlassens und die der Regelung des Schadensersatzes weiter erwägenswert. — *v. Lilienthal* (140) empfiehlt Androhung in Bruchteilen des Einkommens und strenge Eintreibung der Ratenzahlungen. — *Gautier* (72) glaubt an die Durchführbarkeit der Regelung. — *Garçon* (194) möchte die Patronagegesellschaften für Beschaffung von Arbeit herangezogen wissen und wünscht gesetzliche Normierung des Wertes eines Arbeitstages (195). — *v. Liszt* (418), *Alimena* (21, 14) und *Ferri* (755) anerkennen, dass den Interessen des Verletzten Rechnung getragen wird. Zustimmend auch *Heinemann I* (74—76) und *Wilhelm* (257). — *Rolin* (130) stösst sich an Betreibung durch den Richter. — *Meyer v. Schauensee II* (52) verwirft die exorbitant hohen Maxima und die doch schliesslich zugelassene Freiheitsstrafe bei der unglücklichsten Klasse.

Gegen die Geldstrafe, die nur gleichmässig treffen könnte, wenn sie den Vermögensverhältnissen auf das Genaueste angepasst würde — was menschenunmöglich —, aber ersetzbar durch einen alle gleich treffenden *Hausarrest,* erklärt sich *Gross* (328). Ähnlich die neueste Bekämpfung durch *Ciccarelli* („La scuola positiva“, VII, pp. 577—598). — Weitere Ausführungen über Anwendung der Geldstrafe bei *Hoegel* (154—159).

[1]) Der XXII. deutsche Juristentag fasste 9. September 1893 zu Augsburg folgende Beschlüsse:

Digitized by Google

1. Die Geldstrafe ist im Sinne des Grundsatzes, dass die Strafe bei gleicher Strafbarkeit gleich empfindlich treffen soll, unter Berücksichtigung aller Vermögens-, Erwerbs- und Einkommensverhältnisse zu bemessen.
2. Die in Summen ausgedrückten Höchstbeträge der Geldstrafen sind, von solchen Übertretungen abgesehen, bei denen die Strafe nur die Bedeutung einer Rüge hat, zu verwerfen.
3. Die Androhung der Geldstrafe als fakultative Haupt- und Nebenstrafe ist auf ein grösseres Anwendungsgebiet als bisher zu erstrecken, insbesondere auf alle Delikte, welche erfahrungsgemäss meist aus Gewinnsucht begangen werden.
4. Eine obligatorische Androhung der Geldstrafe als Zusatzstrafe erscheint nicht empfehlenswert.
5. Bei alternativer Androhung von Freiheits- oder Geldstrafen soll die letztere ausgeschlossen sein, wenn die Handlung aus einer unehrenhaften Gesinnung hervorgegangen ist.
6. Die Leistung der Geldstrafe ist denjenigen Schuldigen, welche keinen exequierbaren Besitz haben, durch die Zulassung und genauere Regelung von Teilzahlungen zu erleichtern.

(Verhandlungen des XXII. deutschen Juristentages, IV. Bd., Berlin 1893, S. 433—435.)

Der XXIII. deutsche Juristentag beschloss 12. September 1895 zu Bremen:

Unter der Voraussetzung, dass die Zahlung der Geldstrafen im Sinne der hierauf bezüglichen Beschlüsse des vorigen Juristentages (1 und 6), sowie durch weitere Vorkehrungen (Einführung von Gerichtskostenmarken zur Erleichterung der Ratenzahlungen, Vereinbarungen mit Arbeitgebern und mit Schutzfürsorgevereinen in Bezug auf vorschussweise Zahlungen) erleichtert und die Uneinbringlichkeit der Geldstrafen hierdurch auf eine mässige Zahl von Ausnahmefällen eingeschränkt werde, empfehlen sich folgende Grundsätze:

1. Die nicht beizutreibenden Geldstrafen sind, von dauernder Arbeitsunfähigkeit der Verurteilten abgesehen, nicht in Freiheitsstrafen umzuwandeln, sondern abzuverdienen. Die Pflicht zur Geldzahlung wandelt sich in die Pflicht zu geldwerten Arbeitsleistungen.
2. Den nicht fluchtverdächtigen Verurteilten ist die Erfüllung dieser Pflicht in der Form freier Beteiligung an Arbeiten für öffentliche Zwecke, ohne jede Unterscheidung von straffreien Arbeitern, zu ermöglichen. Ihre bezüglichen Leistungen sind mit Berücksichtigung des ortsüblichen Tagelohnes, unter Abzug gewisser Bruchteile desselben, zu bewerten.
3. Beschränkte Arbeitsfähigkeit ist bei Regelung des Abverdienens zu berücksichtigen. Bei absolut Arbeitsunfähigen tritt an die Stelle desselben einfache Haft, in geeigneten Fällen nach den Grundsätzen der bedingten Verurteilung.
4. Gegen fluchtverdächtige Verurteilte, sowie gegen diejenigen, welche von der Vergünstigung des Abverdienens keinen Gebrauch gemacht oder dieselbe durch ihr Verhalten verwirkt haben, ist auf Grund richter-

Digitized by Google

licher Beschlussfassung das erzwungene Abverdienen in einer Anstalt (Gefängnis) durchzuführen. Dieser Abverdienungszwang ist eine Vollstreckungsform der Geldstrafe, nicht Ersatzstrafe. Die erzwungene Arbeit ist geringer zu bewerten, als die freiwillig geleistete.

(Verhandlungen des XXIII. deutschen Juristentages, II. Band, Berlin 1895, S. 452/3.)

Erwähnt seien ferner die Bestimmungen des norwegischen Entwurfs:

§ 27. Wegen Verbrechen können Geldstrafen von 3 bis 20,000 Kronen und wegen Übertretungen von 1 bis 10,000 Kronen verhängt werden. Innerhalb dieser Grenzen ist die Geldstrafe der Regel nach so festzusetzen, dass die niedrigste wegen eines Verbrechens verhängte Geldstrafe nicht unter das vermutliche Einkommen des Verurteilten für 2 Tage geht, und die höchste nicht dieses Einkommen für 3 Monate übersteigt — und die niedrigste für eine Übertretung nicht unter sein Einkommen für ½ Tag, wie die höchste über sein Einkommen für 1½ Monate geht. Ist kein zu Grund zu legendes Einkommen vorhanden, so ist der durchschnittlich anzunehmende Verbrauch der Person an die Stelle zu setzen. Hierbei ist besondere Rücksicht auf die Vermögensverhältnisse des Verurteilten und das, was er etwa nach seiner Lebensstellung entrichten kann, zu nehmen.

Geldstrafen verfallen der Staatskasse.

§ 28. Nach näherer königlicher Verordnung kann Zahlung in Raten zugestanden oder Abverdienen in Arbeiten für den Staat oder die Gemeinde zugelassen werden. Mangels Zahlung oder Abverdienens erfolgt Betreibung, sofern nicht die Vermögensumstände oder der Erwerb des Verurteilten dadurch wesentlichen Schaden litten. Die richterliche Festsetzung erfolgt in Verhängung einer Gefängnisstrafe von 1 Tag bis zu 3 (bezw. 4½) Monaten, welche Strafe eintritt, wenn die Geldstrafe nicht in einer der erwähnten Formen erlegt wird.

Hat der Verurteilte einen Teil der Geldstrafe bezahlt, während der Rest in Freiheitsstrafe zu verwandeln ist, ist letztere entsprechend herabzusetzen, doch so, dass Teile eines Tages einem ganzen gleich gerechnet werden. Ist ein Teil der Geldstrafe durch Freiheitsstrafe getilgt und wird Zahlung des Restbetrages angeboten, so wird bei dieser Berechnung allein Rücksicht genommen auf ganze Tage verbüsster Freiheitsstrafe.

11. **Konfiskation.** — *v. Lilienthal* (307) wünscht genauere Bezeichnung der einziehbaren Gegenstände. — *Gautier* (79) hält das Eingreifen polizeilicher Organe für ausreichend.

12. **Ehrenfähigkeit und Amtsentsetzung.** — *v. Liszt* (417) erklärt diese Massregeln für Strafen. — Einige Bedenken bei *v. Lilienthal* (305) und *van Hamel* (34). — Entschieden gegen Ehrenstrafen etc. *Gross* (327).[1])

[1]) Vgl. dazu seine Schrift: «Über die Ehrenfolgen bei strafgerichtlichen Verurteilungen», Graz 1874. — Anderer Ansicht *Köhne* in Z VIII 439—464. — *Hoegel* ist (169) der Meinung, dass Ehrenstrafen nicht in das Strafgesetz

Digitized by Google

gehören; Ehrenfolgen mögen mittelbare Strafzwecke fördern, ihre unmittelbare Aufgabe ist aber nicht, Strafe oder Nebenstrafe zu sein.

13. **Berufsentziehung.** — *v. Lilienthal* (306), *Damme* (102) und *Rolin* (131) äussern Bedenken wegen oft grosser Härte oder schwerer Durchführbarkeit.

14. **Entziehung väterlicher (vormundschaftlicher) Gewalt** auf Zeit von *Wach* (9) nicht für praktisch erachtet.

15. **Öffentliche Bekanntmachung** gebilligt von *Ferri* (755), *v. Liszt* (417), *v. Lilienthal* (308), weniger von *van Hamel* (33) und *Chicherio* (686). — *Rolin* (131) setzt in Absatz 2 des Art. 36 voraus, dass der Freigesprochene Veröffentlichung verlangt.

16. **Friedensbürgschaft** unter gewissen Kautelen begrüsst von *Alimena* (22, 15), *van Hamel* (35), *Ferri* (755), *Gautier* (79), *v. Lilienthal* (157). — Zustimmend der *Grenzbotenartikel I* (532). — *Rolin* (132) möchte im Falle der Nichteinhaltung des Versprechens die Kaution dem Verletzten zugesprochen wissen. Er hält völlige Beseitigung der *Stellung unter Polizeiaufsicht* nicht für thunlich (136).

Dritter Abschnitt.

Strafmass.

Art. 38. Strafzumessung. — *Lucchini* (12, 10, 254) hält die Bestimmung für ganz weise, aber kaum in das Gesetz aufnehmbar, weil zu wenig konkret und kontrollierbar.

Artt. 39—41. Strafmilderung, Straferhöhung. — Gegen die Aufzählung zulässiger Milderungsgründe ist *Gross* (327). — Sonst wird eine solche durchaus begrüsst, wenn auch für recht schwierig erklärt. So erscheint die Regelung *Wach* (6) verbesserungsbedürftig. — Einzelheiten erörtern *Thurneysen I* (383—385), *Meyer v. Schauensee I* (32—35), *II* (134—136), *v. Lilienthal* (148—152), *Ferri* (756), *Chicherio* (689—692), *Lucchini* (12, 10, 255), *Gautier* (107), *Rolin* (132). Besonders wird der mehr subjektive Standpunkt — gegenüber der Wertung der Schwere der Verletzung — und die Charakterisierung des Motivs angegriffen.

Digitized by Google

Über letzteren Punkt verbreiten sich die näheren Untersuchungen von *v. Liszt* (Z XVI 483—510), *Thomsen* (Z XVII 272—302), *Kraus* (Z XVII 467—487), *v. Weinrich* (Z XVII 852), *Stooss* (ZSt IX 167 bis 174), *Florian* in „Archivio giuridico", LVI, pp. 395—428, LVII, pp. 217—242, mit reichem Material. — Eingehende Vorschläge macht *Hoegel* (116, 117, 170, 171) nach Beleuchtung des Entwurfs (96—101). — Gegen die Strenge des Art. 41 namentlich *Rolin* (134—136).

Art. 42. Ausländische Vorstrafen in Betracht fallend. — Dies wird gebilligt von *v. Liszt* (426), *Garçon* (203) und *Chicherio* (693).

Art. 43. Zusammentreffen beanstandet von *Rolin* (133) und *Hoegel* (98).

Art. 44. Rückfällige. — Die Bestimmung wird gebilligt von *Garçon* (203—205) vorbehaltlich des Verteidigungsrechtes vor betreffender Behörde, *v. Liszt* (422), *van Hamel* (29—31), *Gautier* (93 bis 99), *v. Lilienthal* (119—130), *Lucchini* (11, 9, 253). — Ablehnend äussern sich *Wach* (10) und *Rolin* (135). Mehr referierend *Damme* (102, 103). — *Hoegel* (193—200) bespricht die Frage. — Besondere Ausstellungen erheben jetzt *v. Liszt* (Z XVI 510), *Lammasch* (Z XV 652), *Meyer v. Schauensee II* (41—44); auch *Marri* in „Rivista di discipline carcerarie", XXII, p. 593. — Gegen eine feste Zeitgrenze *v. Lilienthal* (126) und *Oetker* (Z XVII 578).

Art. 45. Zusammentreffen von Freiheitsstrafen. — *Ferri* (757) sagt: „concede il solito sconto del tanto per cento ai grossisti del delitto". — *v. Liszt* (426) hält die einfache Vorschrift für ausreichend, *Chicherio* (695) für zu einfach. — *Lammasch* (139) schlägt eine andere Fassung vor, ebenso *v. Lilienthal* (311). — *Rolin* (133, 134) wünscht Trennung realer und ideeller Konkurrenz, ebenso *Meyer v. Schauensee II* (35). — Eingehende Regelung schlägt auch *Hoegel* vor (211, 212).

Art. 46. Strafanrechnung (imputation sur la peine), verworfen von *Ferri* (757), in obligatorischer Form verteidigt von *Rolin* (134). — Gegen den Schlusssatz des Artikels erklärt sich *Meyer v. Schauensee II* (45).

Digitized by Google

Vierter Abschnitt.

Wegfall der Strafe.

Art. 47. — Der Schluss des Artikels könnte nach *Ferri* (757) wegfallen; ähnlich *Rolin* (137) und *Lucchini* (13, 11, 256). Letzterer vermisst Amnestie, Gnadenerlass und freiwilligen Ersatz. — Kurze Bemerkung bei *v. Lilienthal* (311). — *v. Liszt* (426) hebt hervor, dass die in Deutschland zulässige Vollstreckung einer rechtskräftigen Geldstrafe in den Nachlass ausgeschlossen ist.

Vgl. *Prenner,* «Die Vollstreckung der Geldstrafe in den Nachlass des Schuldigen», München 1897.

Artt. 48, 49. Verjährung. — *v. Lilienthal* (313) ist einverstanden damit, dass endlich doch Verjährung eintritt. — *Lammasch* tritt (140—142) für eine wesentliche Einschränkung des Anwendungsgebietes ein mit besonderen Vorschlägen. — *Rolin* (137) ist gleichfalls für eine durch ein Maximum begrenzte Unterbrechungsmöglichkeit; dagegen findet er die Fristen zu hoch angesetzt und das an sich bestreitbare Institut des Ruhens der Verjährung in dem herausgehobenen Falle unnötig. Nebenbei beanstandet er die französische Übersetzung des vorletzten Absatzes in Art. 48. — *Damme* (104, 105) erachtet die über endlichen Eintritt der Verjährung gegebene Vorschrift nachahmenswert. — *Lucchini* (13, 11, 257) stösst sich an Unterbrechung durch „jede" Verfolgungshandlung. Ebenso die Motive zum norwegischen Entwurf, S. 129.

Neuere Arbeiten schrieben: *Bühler,* «Die Verjährung im Strafrecht mit besonderer Berücksichtigung der schweizerischen Strafgesetze», Berner Dissertation, 1893; *Zerboglio,* «Della prescrizione penale», Torino 1893, und *G. del Prete,* «La prescrizione in diritto penale», Lucca 1898.

Art. 50. Einstellung des Strafvollzugs. — Für diese Massregel sind *Ferri* (758), *v. Liszt* (427), *Lucchini* (13, 11, 257), *Gautier* (99 bis 104) unter Änderung einzelner Bedingungen. — Bedenken äussert *Thurneysen I* (385—388) namentlich auch rücksichtlich des Maximums von 6 Monaten, das bedeutend herabgesetzt werden sollte, worin ihm *Merkel* (9) zustimmt und ähnlich *Rolin* (138, 139). — Für vorsichtige Begrenzung spricht *Oetker* (Z XVII 567—574).

Gegner des Instituts ist *Hoegel* (117—129). — *Anhänger* sind z. B. *R. Mumm,* „Die Gefängnisstrafe und die bedingte Verurteilung

Digitized by Google

im modernen Strafrecht", 2. Ausg., Hamburg 1896; — *Julius Bachem*, „Die bedingte Verurteilung", 2. Aufl., Köln 1895; — *A. Mornet*, „De la suspension des peines en cas de première condamnation et de leur aggravation à raison de la récidive", Pariser These, 1895.

Reiches Material bietet die Denkschrift für den deutschen Reichstag vom 15. Januar 1896 (9. Legislaturperiode, IV. Session, 1895/6), 2. Aufl., Berlin 1898. — Vgl. auch neueste „Loi vaudoise du 13 mai 1897 sur le sursis à l'exécution des peines" in der ZSt X 286—289.

Über „*unbestimmte Verurteilung*" handelt die wichtige Pariser These von *F. Lévy*, „Des sentences indéterminées", Paris 1896. — *Gegner* dieses Instituts sind *Schmidt* (290 ff.), *Oetker* (Z XVII 577 bis 585) und *Hoegel* (130—142). — *Anhänger* sind z. B. *Vargha*, „Abschaffung der Strafknechtschaft", Bd. II, Graz 1895, S. 504 ff.; und *Hugo Heim*, „Die jüngsten und die ältesten Verbrecher", Berlin 1897, S. 194—201. — Vgl. auch „Actes du Congrès international d'anthropologie criminelle tenu à Genève du 24 au 29 août 1896", Genève 1897, pp. 364—374 (mit Rede von *Correvon,* pp. 365/6).

Über die Verwendung im norwegischen Entwurf, § 65 (Gefängnisgesetz § 24), vgl. jetzt die ausführliche Darstellung von *Urbye* in ZSt XI 71—80.

Fünfter Abschnitt.

Art. 51. Zeitberechnung. — *v. Lilienthal* (315) wünscht auch für den Monat kalendermässige Berechnung. — *Lammasch* (132) möchte Strafen unter 2 Monaten nach Wochen bemessen wissen.

Die einzelnen Verbrechen und deren Bestrafung.

Erster Abschnitt.

Verbrechen gegen Leib und Leben.

Art. 52. Tötung. Mord. Totschlag. — *v. Lilienthal* (316) billigt die von der sonst üblichen abweichende Behandlung dieser Materie, zieht die Unterscheidung von Mord und Totschlag sowohl der

Digitized by Google

deutschen wie der französischen vor, beanstandet dagegen das sehr hohe Mindestmass des Totschlags. — *Pfenninger II* fordert Anschluss an die vorzügliche Formulierung des deutschen Reichsstrafgesetzbuches. — *Rolin* (140) bedauert das Fallenlassen der „préméditation" als des wahren „motif psychologique de majorisation de la peine" und hält dagegen die Qualifizierung im Falle der Tötung, „um die Begehung eines andern Verbrechens zu verdecken oder zu erleichtern" nicht für immer zutreffend. — *Lucchini* (15, 13, 260), sonst zustimmend, vermisst einige qualifizierte Fälle des italienischen Rechts. — *Posilović* (547) spricht für Aufnahme des Kriteriums der Überlegung. — *Meyer v. Schauensee II* (58) hält die in der Marginalie, Absatz 2 und 3, ausgedrückte Unterscheidung von Mord und Totschlag für eine rein äusserliche und wünscht von neuem die Aufnahme eines inneren und rechtlich definierbaren Kriteriums der „Gemütserregung" — wie sie *Wachenfeld*[1]) (und früher *Feuerbach*) vorschlug —, sodann Behandlung der Körperverletzung mit tödlichem Ausgang im Anschluss an die vorsätzliche Tötung. — *Damme* (105, 106) stimmt dem Entwurfe zu.

[1]) *Wachenfeld,* «Die Begriffe von Mord und Totschlag», Marburg 1890, Schlussseite, schlug vor:

§ 1. Wer vorsätzlich einen Menschen tötet, wird, wenn er den Entschluss nicht in der Erregung gefasst oder ausgeführt hat, wegen Mordes ... bestraft.

§ 2. Wer vorsätzlich einen Menschen tötet, wird, wenn er den Entschluss in der Erregung gefasst und ausgeführt hat, wegen Totschlages ... bestraft.

§ 3. War der Vorsatz nicht auf Tötung gerichtet, so ist die Strafe in den Fällen der vorhergehenden Paragraphen (um ein Drittel) zu ermässigen.

Andererseits schlug *v. Holtzendorff,* «Das Verbrechen des Mordes und die Todesstrafe», Berlin 1875, S. 275, folgende Fassung vor:

1. Wer vorsätzlich einen Menschen tötet, wird wegen Mordes mit Zuchthaus von 10 bis zu 15 Jahren bestraft.
2. Wer in gewinnsüchtiger Absicht oder um eines rechtswidrigen Vorteils willen oder bei Unternehmung einer strafbaren Handlung, um sich der Entdeckung oder Ergreifung zu entziehen, vorsätzlich einen Menschen tötet, wird mit lebenslänglicher Zuchthausstrafe, in minder schweren Fällen nicht unter 12 Jahren, bestraft. Dieselbe Strafe trifft denjenigen, der vorsätzlich einen Beamten in der rechtmässigen Ausübung seines Amtes tötet.
3. Wer vorsätzlich einen Menschen tötet, von welchem er schwer beleidigt wurde, ist mit Zuchthaus oder Gefängnisstrafe nicht unter 3 Jahren zu bestrafen.

Digitized by Google

4. Wer, ohne eigene Schuld zum Zorn gereizt und auf der Stelle zur That hingerissen, vorsätzlich einen Menschen tötet, der ihm oder einem Angehörigen oder einem Schutzbefohlenen eine Misshandlung oder schwere Beleidigung zufügte, wird wegen Totschlags mit Gefängnisstrafe oder Festungshaft nicht unter 6 Monaten bestraft.

Dem russischen Entwurf folgt das bulgarische Strafgesetz, Artt. 248—250.

Neuere Litteratur.

Bonanno, «Uxoricidii ed uxoricidi» — in «La scuola positiva», III (1893), pp. 686—691. — *Ferri,* «Il contegno degli omicidi pazzi» — ebenda, III, pp. 398—409, 446—461, 481—502, 543—561. — *Finzi,* «Il valore psicologico della premeditazione» — ebenda, VII, 385 sgg. — *Ferri,* «L'omicidio nell'antropologia criminale», Torino 1895. — *Aubry,* «La contagion du meurtre», 3e édition, Paris 1896. — *Dumas,* «Libéricide ou meurtre des enfants mineurs par leurs parents», Lyon 1893. — *Duval,* «Sévices et mauvais traitements aux enfants», Lyon 1893. — *Chickerio,* «Le sevizie contro la prole» — in «Repertorio di giurisprudenza patria», XV, 1895, pp. 227—240, auf Grund von *Ferriani,* «Madri snaturate», jetzt deutsch von *A. Ruhemann,* Berlin 1897 («Entartete Mütter»). — Dr. *F. C. Stubenrath,* «Über Aspirationspneumonie». Würzburg 1898.

Art. 53. Tötung auf Verlangen, berührt von *v. Lilienthal* (316) und *Rolin* (141). — *Lucchini* (14, 12, 259) nennt die Bestimmung „giusta previsione, purchè tuttavia i motivi si mettano chiaramente dalla parte dell' ucciso e non da quella dell' uccisore".

Der norwegische Entwurf giebt §§ 235 und 236 Strafherabsetzung oder Strafmilderung hier wie bei Mitwirkung zum Selbstmord nach. Motive, S. 218, 219. — Vgl. *Lammasch* in Z XIV 518; auch *F. Garrelts,* «Über die Tötung auf Verlangen als Verbrechen im Sinne des § 1 Reichsstrafgesetzbuch und über die Bestrafung des Versuches dieses Delikts». Dissertation. Göttingen 1896.

Art. 54. Anstiftung und Beihilfe zum Selbstmord. — Das von *v. Lilienthal* (316) beanstandete niedrige Strafmass für Anstiftung ist jetzt erhöht; er hält Beihilfe nicht für strafwürdig. — *Damme* (106) scheint einverstanden.

Victor Wellauer, «Der Selbstmord, insbesondere Anstiftung und Beihülfe zum Selbstmord». Berner Dissertation. St. Gallen 1896, S. 95, schlägt vor, zu sagen:

«Wer einen andern zum Selbstmord verleitet oder ihm wissentlich «dabei behülflich ist, wird, wenn es zum Selbstmord oder wenigstens einem «Versuche desselben gekommen ist, mit Gefängnis bis zu 1 Jahr bestraft. «Handelte er aus selbstsüchtigen Beweggründen, so tritt Zuchthausstrafe «von 1 bis zu 5 Jahren ein.»

Vgl. auch *Max v. Obstfelder,* «Teilnahme am Selbstmord». Dissertation. Göttingen 1896, und *Durkheim,* «Le suicide. Étude de sociologie». Paris 1897 (besprochen im Literarischen Centralblatt, 1898, Sp. 462).

Digitized by Google

Art. 55. Kindestötung. — *v. Lilienthal* (317) und *Posilović* (547) stimmen der Formulierung des kritischen Zustandes zu. — *Meyer v. Schauensee II* (59) beanstandet im Anschluss an *Gretener* und *Wehrli* [1]) die Ausdehnung der Privilegierung auf eheliche Kinder, eventuell Zulässigkeit der ganzen Bestimmung angesichts der Anerkennung geminderter Zurechnungsfähigkeit, wie auch Nichtberücksichtigung weiterer Motive des Kindsmordes.

[1]) *Julius Wehrli,* « Der Kindsmord ». Berner Dissertation. Frauenfeld, J. Hubers Buchdruckerei, 1889.

Über Strafbarkeit des Schwängerers nach norwegischem Gesetz vom 18. Juni 1892 und jetzt dem Entwurf, §§ 240, 241, vgl. Statsadvokat *Andreas Urbye* in der Zeitschrift « Ringeren », Kristiania 1898, Nr. 16, Seite 11/12, und *Lammasch* in Z XIV 518, 520 über Kindestötung und Aussetzung.

Art. 56. Abtreibung. — *v. Lilienthal* (317) zweifelt an schwerer Strafbarkeit von Ärzten, Apothekern und Hebammen bei unentgeltlichem, nicht gewerbsmässigem Eingreifen und hält es für einen Fortschritt, dass fahrlässiges Verhalten des Thäters allein, nicht Zufall, Strafschärfung bewirken soll. — *Rolin* (141) würde hier, wie in Art. 55, zwischen ehelicher und unehelicher Mutter unterscheiden. — *Lucchini* (15, 13, 260) stellt den mit Einwilligung der Mutter Handelnden oder Helfenden der Mutter in Strafbarkeit nicht gleich. — *Posilović* (547) hebt die Verjährungsbestimmung hervor.

Vgl. *R. Balestrini,* « Aborto, infanticidio ed esposizione d'infante », Torino 1888. — *F. Moutier,* « De l'avortement criminel, étude des moyens de le prévenir et de le réprimer ». Thèse. Paris 1894. — *Mellusi,* « La madre delinquente », Roma 1897.

Art. 57. Aussetzung. — *v. Lilienthal* (318) wünscht Berücksichtigung der Voraussehbarkeit bei Leibesgefährdung. — *Rolin* (141) lässt den Fall bald unter „meurtre", bald unter „assassinat" fallen. — *Lucchini* (14, 12, 259) ist gegen die Trennung von Aussetzung und Verlassen in hilfloser Lage und würde auch die Fälle der Artt. 59 und 68 hier einfügen.

H. Schmidt, Aussetzung und Gefährdung. Dissertation. Göttingen 1896, S. 92, 93, schlägt folgende Fassung vor:

1. Wer eine wegen jugendlichen Alters, Gebrechen, Krankheit oder Bewusstlosigkeit hülflose Person in der Absicht, sich derselben zu entledigen, aussetzt, oder wer eine solche Person, wenn dieselbe unter seiner Obhut steht oder wenn er für die Unterbringung, Fortschaffung oder Aufnahme derselben zu sorgen hat, in gleicher Ab-



steht in hülfloser Lage vorsätzlich verlässt, wird mit Gefängnis nicht unter 3 Monaten bestraft.

Wird die Handlung von leiblichen Eltern gegen ihr Kind begangen, so tritt Gefängnis nicht unter 6 Monaten ein.

2. Ist durch die Handlung eine schwere Körperverletzung der ausgesetzten oder verlassenen Person verursacht worden, so tritt Zuchthaus bis zu 10 Jahren ein und, wenn durch die Handlung der Tod verursacht worden ist, Zuchthaus nicht unter 3 Jahren ein.

Versuch ist strafbar.

Art. 58. ***Zweikampf.*** — *v. Lilienthal* (318) vermisst Begriffsbestimmung und besondere Bestimmungen über die Behandlung des Eintrittes schwerer Folgen. — *Rolin* (141) billigt namentlich Abs. 3; ebenso *Posilović* (547), letzterer auch Abs. 4. — *Lucchini* (22, 20, 275) hätte nichts gegen Übergehung und hält eventuell die Stellung unter die Delikte gegen die Rechtspflege für richtiger. — Ausführlich nimmt *Gautier* (ZSt XI 1 ff.) Stellung zum Entwurf (45—50). Er äussert Bedenken gegen den Schluss des Abs. 1, weil „dans nos idées latines, il n'y a pas duel sans risque de mort", und beantragt Streichung der Worte „et par suite de cette violation" in Abs. 4. Im übrigen ist er völlig einverstanden.

Vgl. *Ernst Gressly*, «Das Zweikampfdelikt». Berner Dissertation. Solothurn, Druck der Zepfelschen Buchdruckerei, 1896. — *Andrireau*, «Le duel». Thèse. Paris 1895. — *Binding*, «Zweikampf und Ehrengericht» — in «Deutsche Juristen-Zeitung», 1897, S. 2—9, und Mitteilung des (etwa seinen Anschauungen entsprechenden) ungarischen Entwurfs von 1843, ebenda, S. 81, 82. — Weitere neueste Litteratur besprochen in Z XVIII 576—582.

Art. 59. Lebens- und Leibesgefährdung. — *v. Lilienthal* (318) äussert Bedenken und hätte die Erwähnung ärztlicher Eingriffe gewünscht. — *Meyer v. Schauensee II* (60) erklärt sich gegen den Artikel. — *Heinemann II* (100) stimmt lebhaft zu und ebenso in eingehender Erörterung *Busch* (71—78). — *Litschi* (238) erachtet besondere Bedrohung der Gesundheitsgefährdung in besonderem Artikel mit besonderer Strafdrohung für nötig.

1. *H. Dietrich*, «Die Straflosigkeit ärztlicher Eingriffe». Marburger Dissertation. Fulda 1896, S. 88, 89, erklärt sich gegen Kodifikation des ärztlichen Rechtes und schliesst sich dem von den Ärzten mit Recht so oft gemachten Vorschlag an, den gewerbsmässigen Betrieb der Heilkunde an gewisse Bedingungen zu knüpfen und die Kurpfuscherei unter empfindliche Polizeistrafe zu stellen, speciell der Kurpfuscherei auf dem Gebiete der Psychiatrie das Handwerk zu legen.

Digitized by Google

2. Die «Société de médecine légale de Belgique» schloss sich in der Sitzung vom 28. März 1891 folgenden «conclusions» des Referenten *Alfred Moreau* an:

«Tout médecin ou chirurgien qui cause préjudice à un malade, est responsable lorsqu'on peut lui imputer

1° de s'être rendu coupable d'un manque absolu de soins, en dehors de toute question scientifique;

2° d'avoir, dans un traitement ou une opération, soit par négligence, soit par ignorance, omis d'observer une règle scientifique que tout médecin quelconque doit nécessairement connaître et respecter;

3° d'avoir échoué dans une expérience nouvelle, qu'il a entreprise soit sans études préalables, soit sans l'autorisation du malade, soit dans un but de pure curiosité.

Dans tous les autres cas, quelque dommage qu'il ait pu infliger, le médecin ou le chirurgien est irresponsable.»

Vgl. *Alfred Moreau,* «La responsabilité médicale». Bruxelles, Emile Bruylant, 1891, pp. 56, 57. — Ferner die Erörterungen von *Stooss* (ZSt VI 58—61, VII 192—198) und *Oppenheim* (ZSt VI 332—352), sowie *Stoppato,* «L'evento punibile». Padova-Verona 1898, pp. 241—246, und *Kitzinger* im GS LV 87. Neueste Schrift von *P. Brouardel,* «La responsabilité médicale». Paris 1897.

Art. 60. Gefährdung durch Bauen. — *Lucchini* (14, 12, 259) hält diese Bestimmung für zu kasuistisch. — *Litschi* (238) erachtet sie für nicht weit genug gehend.

Artt. 62—69. Körperverletzung. — *v. Lilienthal* (320) äussert mancherlei Bedenken, ebenso *Lucchini* (15, 13, 260) und besonders *Meyer v. Schauensee II* (63 ff.). — *Rolin* (141) nimmt Anstoss an der Forderung des Antrags in Art. 62 und Fehlen desselben in Art. 69, während das Umgekehrte wohl richtiger wäre.

Die Bestimmung des Art. 68 wird von *Damme* (106) eine in ihren Folgen nicht ganz übersehbare, dem socialen Problem Rechnung tragende genannt, deren verständige Handhabung höchst segensreich zu gunsten der unteren Klasse wirken könnte. — Ähnlich *Heinemann II* (101) und *Posilović* (547). — *Litschi* (226) spricht sich im Anschluss an *Heinemann* für Schutz der Arbeitskraft aus, mag auch das Problem des Schutzes gegen Ausbeutung der Arbeitskraft unter den heutigen gesellschaftlichen Verhältnissen schwer in gesetzliche Form gebracht werden können. — Bedenken äussert *Meyer v. Schauensee II* (28). Er fordert Bestimmungen über Raufhandel (71). — Zustimmend äussert sich der *Grenzbotenartikel II* (6).

Digitized by Google

Zweiter Abschnitt.

Verbrechen gegen das Vermögen.

Artt. 70—75. Diebstahl, Veruntreuung, Unterschlagung. — *v. Lilienthal* (322—325) billigt den zu Grunde liegenden ökonomischen Gedanken. Er dürfte mit der jetzigen Fassung von Art. 73 („eine Sache, die ihm anvertraut worden ist") einverstanden sein. — *Meyer v. Schauensee II* (73—77) beanstandet besonders die Behandlung der Unterschlagung. — *Lucchini* (16, 14, 262) vermisst die Erwähnung des Momentes der „beweglichen" Sache beim Diebstahl und würde „trar profitto" statt „arrichirsi" sagen, vermerkt ferner das Fehlen besonderer qualifizierter Fälle unter Ablehnung des Falles in Art. 72. — *Rolin* (142) stösst sich namentlich an die Behandlung der Fälle in den Artt. 71 und 74, wie 82, und an die allzu grosse Strenge einzelner Bestimmungen. — *Posilović* (548) billigt die Bereicherungsabsicht als Kriterium des Diebstahls, ist mit Scheidung von Veruntreuung und Unterschlagung, auch den Artt. 71 und 74 einverstanden, fordert dagegen nähere Ausführung für den Passus „auf gefährliche oder freche Art" in Art. 70. — *Damme* (106) mehr referierend. — Zustimmend äussert sich der *Grenzbotenartikel II* (2).

Gegenüber der von *Binding* (Grundriss II, 1, 119) festgehaltenen Eigentumstheorie wird namentlich von *Doerr* die Vermögenstheorie vertreten, der sich St(englein) in GS LIV 320 de lege ferenda bei Besprechung dieser Schrift geneigt zeigt. — Dieser Richtung folgt Dr. jur. *Miliwoje J. Sch. Pačić* in der Münchener Dissertation „Über das Verhältnis der unerlaubten Selbsthülfe zu den Vermögensdelikten", München 1897. — Die bisherige Theorie wird gegen Doerr eingehend von *Kleinfeller* vertreten (Krit. Vierteljahresschrift, 3. Folge, IV. Band, S. 233—242.) — Voranstellung der Unterschlagung als Grundform empfiehlt *Lauterburg* (ZSt VI 216). — *Lammasch* (130) lobt die Behandlung der Vermögensdelikte im Familienverbande, beanstandet dagegen die Aufstellung des Antragserfordernisses bei der Veruntreuung (133) und glaubt (137), dass man für gewisse Fälle die Unterschlagung, als subsidiären Begriff, der Veruntreuung an die Seite stellen müsse. Über Einzelfragen vgl. seine Schrift: „Diebstahl und Beleidigung", Wien 1893, und seine Bemerkungen über den norwegischen Entwurf (Z XIV 517).

Neuestens ist die Beurteilung der *Verwendung fremder Elektricität* Gegenstand zahlreicher Untersuchungen geworden. Eine gesetzliche Be-

Digitized by Google

stimmung enthält die von Dr. *Freudenthal* in der Z XVII 885 zitierte englische «*Electric Lighting Act*» von 1882, Sect. 23 (45/46 Vict., ch. 56), mitgeteilt auch im «Annuaire de législation étrangère», XII (1883), p. 269, wozu *Schuster* (in «Strafgesetzgebung der Gegenwart», 1894, I, S. 661, Note 3) bemerkt, dass man weder von «Wegnehmen» noch von einer «Sache» sprechen könne. *Gegen* die Sachnatur erklärte sich das deutsche Reichsgericht, E. 29, 111, *für* diese O. L. G. München, 15, I, 1895, und 20, XI, 1897. Für die eine oder andere Ansicht sprechen die Verfasser der Abhandlungen in der Deutschen Juristen-Zeitung, 1896, S. 473; 1898, S. 11, 36, 58, 76, 102, 115, während daselbst sich 1898, S. 49—51, Prof. *Baron* und S. 73—74 *Wittko* für *Sachbeschädigung* erklären. Weiteres in Z. XVII, 488 bis 492; GS LIV 144—150; Archiv für Strafrecht, XLV, S. 84—92; *Grünhuts* Zeitschrift, XXIV, S. 611—620 (Prof. E. Danz). — *Gegen* die Sachnatur auch *v. Liszt,* Lehrbuch, 8. Aufl., S. 445, Note 3, und *R. de Notaristefani,* «Furto di elettricità» (Estratto dalla *Domenica giudiziaria,* Anno III, n[i] 8—9, Napoli 1898), der höchstens in einigen Fällen — nicht wie *Stenglein* in weiterem Masse — Betrug als vorliegend annimmt. — *Dalcke* (GA XLV 407) verteidigt Annahme von Diebstahl.

Artt. 76, 77. Raub, Erpressung. — *v. Lilienthal* (325) billigt die Formulierung des Unterschiedes beider Delikte, erachtet aber den Ausdruck „unrechtmässiger Vorteil" für nicht ganz klar. — Diesen Ausdruck hält auch *Posilović* (548) für ziemlich weit greifend.

Über „Drohung mit nicht rechtswidrigen Handlungen" namentlich *Binding* Grundriss II, 1, S. 203, 204, und Göttinger Dissertation von *W. Glashoff* zur Lehre von der Erpressung insbesondere durch Drohung mit an sich nicht strafbaren Handlungen. Göttingen, W. F. Kästner, 1896. — Über die Entbehrlichkeit eines Erpressungsparagraphen bei richtigerer Fassung eines auch die immateriellen Lebensgüter besser schützenden Nötigungsparagraphen vgl. die wichtige Arbeit von *James Goldschmidt,* „Die Strafbarkeit der widerrechtlichen Nötigung nach dem Reichsstrafgesetzbuch", Breslau 1897.

Art. 78. Hehlerei ist nach Ansicht von *v. Lilienthal* (325) mit Recht hierher gestellt in Trennung von der Begünstigung. — *Rolin* (143) stimmt besonders dem Absatz 2 zu.

Art. 79. Eigentumsbeschädigung. — *v. Lilienthal* (325) war einverstanden mit der Erweiterung zur *„Vermögensbeschädigung"*, vermisste aber die schwereren Fälle der §§ 304 und 305 des deutschen Reichsstrafgesetzbuchs. — *Lucchini* (16, 14, 263) hält eingehendere Regelung für nötig, wünscht auch Fortlassung von „jugendlich" in Absatz 3. — *Rolin* (143) möchte in Absatz 2 „Rachsucht" streichen.

Digitized by Google

Gegen die Fassung des § 304 und die Einfügung des nicht hierher gehörigen § 305 erklärt sich *v. Liszt,* Lehrbuch (8), S. 472, ebenso gegen die von *Lueder* hauptsächlich vertretene Ausdehnung zur Vermögensschädigung, sowie die von *Uhlmann*, «Zur einfachen Sachbeschädigung», Fürth 1893, verlangte Ausdehnung des Schutzes auf andere dingliche Rechte. — Gegen jene Ausdehnung zur Vermögensschädigung spricht sich auch *Binding,* Grundriss II, 1, S. 124, aus.

Art. 80. Unehrliche Konkurrenz. — *Rolin* (143) äussert gegen die Formulierung und die überhaupt auf diesem Gebiete bewiesene grosse Strenge als zu weit gehend Bedenken. Er meint, dass „en dehors de faits plus nettement définis" Schadenersatz genügen dürfte. — *Weiss* (301 ff.) sonst einverstanden, regt Änderungen der Formulierung und der Strafbestimmung an. — Einige Bemerkungen bei *Litschi* (233, 240).

Artt. 81—83. Betrug, Warenfälschung und Warenbetrug. — *v. Lilienthal* (326) weist auf die durch die Fassung geschaffene grosse Ausdehnung strafbarer Täuschungen hin, wie auf die dabei bewiesene Strenge. — *Meyer v. Schauensee II* (75) beanstandet, dass Vollendung schon mit der Täuschung eintreten soll. — *Posilović* (549) stösst sich an den Ausdruck „freche Art" in Art. 81 und hält Art. 83 nicht für nötig. — *Rolin* (143) erklärt „Betrug" nicht gleichbedeutend mit „escroquerie", zweifelt hinsichtlich des Vollendungsmomentes und schlägt eine andere Übersetzung des Passus „im Werte verringerte Waren" in Art. 83 vor. — *Litschi* (244) findet Art. 83 vortrefflich und wünscht (228) einen weitern Artikel gegen das Geheimmittelunwesen.

Reiches Material in *Rommel,* «Der Betrug. Strafrechtliche Studie unter vollständiger Berücksichtigung der einschlägigen Rechtsprechung des Reichsgerichts zum Gebrauch für die Praxis, das Studium und den täglichen Verkehr», Leipzig 1894. — *Binding,* Grundriss II, 1, S. 177—198. — *Kohler,* «Treue und Glauben im Verkehr», Berlin 1893.

Artt. 84—92. Wucher, Untreue, Konkurs. — *v. Lilienthal* (327) äussert Bedenken gegen die Wucherbestimmungen und die „Ausbeutung durch Börsenspiel"; ebenso hegt *Rolin* (144) Bedenken wegen zu grosser Unbestimmtheit der Thatbestände und Strenge der Strafen. Jedenfalls sollte in Art. 87 zwischen Kaufleuten und Nichtkaufleuten unterschieden werden. — *Lucchini* (15, 13, 261) beanstandet die Erwähnung der Bankerottdelikte an diesem Orte. — Gegen Art. 85 erklärt sich der *Grenzbotenartikel II* (6). — *Posilović*

Digitized by Google

(549) hält die Strafe des Art. 84, Abs. 3, für drakonisch, stimmt dagegen Absatz 4 zu. — *Litschi* (239) gedenkt des wohl auch strafbaren Wuchers in Kartellen und der Ausbeutung durch die Börse (240); er stimmt Art. 92 zu. — *Klee* (138) hält Art. 84 für genügend gegenüber Ausschreitungen der Kartelle.

Dritter Abschnitt.

Verbrechen gegen den Frieden und die persönliche Sicherheit.

Art. 93. Hausfriedensbruch. — *v. Lilienthal* (329) vermisst die Thatbestände der §§ 123, Abs. 3, und 124 des Reichsstrafgesetzbuchs. — *Posilović* (549) gedenkt schwererer Fälle, in denen der Antrag nicht gerechtfertigt wäre.

Vgl. *K. Wüest*, « Der Hausfriedensbruch mit besonderer Berücksichtigung der geltenden schweizerischen Strafgesetzbücher ». Berner Dissertation. Luzern, Buchdruckerei H. Keller, 1894.

Artt. 94—96. Verletzung von Geheimnissen. — Die Stellung an diesen Ort wird beanstandet von *v. Lilienthal* (329), *Meyer v. Schauensee II* (62), *Lucchini* (16, 14, 263), *Rolin* (145). — Verschiedene Ausstellungen macht *Lucchini* (16, 14, 264) betreffs der Thatbestände. — *Rolin* wünscht (146) nähere Bestimmung über den Kreis der verpflichteten Personen und den Umfang dessen, was als „anvertraut" und „unbefugt" gelten soll, auch in Art. 95 wenigstens „böswillige, betrügerische Absicht", wie in Art. 309 des Code pénal belge. [1]) — *Damme* (107) glaubt, dass die Schweiz eines intensiveren Schutzes des Fabrikationsgeheimnisses bedarf, weil sie auf chemische und andere Herstellungsverfahren einen Patentschutz nicht gewährt. Immerhin betont er die Schwierigkeit der richtigen Auffassung des Begriffs „Geheimnis". — *Litschi* (242) ist mit Schutz des Fabrikationsgeheimnisses einverstanden, fordert aber auch Schutz gegen die unsittlichen Tendenzen kapitalistischer Kartellfreiheit und Schutz der Koalitionsfreiheit der Arbeiter (243).

[1]) Lautet: « Celui, qui aura méchamment ou frauduleusement communiqué des secrets de la fabrique dans laquelle il a été ou est encore employé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs à deux mille francs. »

Bei den Verhandlungen des 19. deutschen Juristentages wurde 1888 beschlossen: « Es ist ratsam, das Strafgesetzbuch dahin zu ergänzen, dass

Digitized by Google

der Verrat an Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnissen als Vergehen unter dem Gesichtspunkte der Untreue strafbar sei.» Vgl. Verhandlungen I, S. 71 bis 129, III, S. 239—272.

Neuere Litteratur.

1. **Briefgeheimnis:** *Kohler,* «Das Recht an Briefen» (Archiv für bürgerliches Recht, VII, S. 94—149, auch separat, Berlin 1893). — *Friedländer,* «Die Verletzung des Briefgeheimnisses» (Z XVI 756—789). — *Péret,* «Secret des lettres». Thèse. Paris 1895. — *F. S. Lombardi,* «Sui delitti contro l'inviolabilità dei segreti» (Supplemento alla Rivista penale, IV, 1895/6, pp. 229 bis 246).

2. **Berufs- und ärztliches Geheimnis:** *P. Verwaest,* «Le secret professionnel», Paris 1892. — *Chaumont,* «Le secret professionnel». Thèse. Paris 1895. — *Brouardel,* «Le secret médical», 2e éd., Paris 1893. — *Placzek,* «Das Berufsgeheimnis des Arztes», 2. Aufl., Leipzig 1898. — *Franz Günther,* «Die Verschwiegenheitspflicht des Arztes nach § 300 des Reichsstrafgesetzbuchs». Rostocker Dissertation 1894, kommt (S. 41) zu dem Resultat: «Ärzte dürfen von ihren in Ausübung ihres Berufs wahrgenommenen Privatgeheimnissen niemandem — auch nicht zu bloss wissenschaftlichen Zwecken und selbst nicht als Zeugen vor Gericht mitteilen, es sei denn, dass eine rechtliche Specialvorschrift sie zur Offenbarung verpflichtet, oder der Anvertrauende und der (mit letzterem nicht immer identische) Patient sie von der Verpflichtung zur Verschwiegenheit entbinden. Zur Stellung des Strafantrags sind nur der Patient und der Anvertrauende berechtigt.»

Artt. 97, 98. Bedrohung wird gebilligt von *v. Lilienthal* (330) und *Lucchini* (17, 15, 264). — *Posilović* (549) stösst sich an den Antrag in Art. 97.

Artt. 99, 100. Aufforderung zu Verbrechen, Zusammenrottung. — *Posilović* (549) erachtet Art. 99 für gerechtfertigt.

Art. 101. Störung und Hinderung des Gottesdienstes. — Der Art. 94 des Entwurfes von 1894 fand Billigung bei *v. Lilienthal* (331). — *Lammasch* (130) bedauert, dass die spätere Fassung jenes frühere Minimum preisgegeben hat. — Auch *Meyer v. Schauensee II* (77—79) hält die jetzige Fassung für ungenügend. — *Posilović* (549) ist gleicher Ansicht.

L. Villiger, «Die Religions-Delikte in historisch-dogmatischer Darstellung mit Berücksichtigung des schweizerischen Rechts». Berner Dissertation. Zug 1894. — *D. Streiff,* «Die Religionsfreiheit und die Massnahmen der Kantone und des Bundes gemäss Art. 50, Abs. 2, der schweizerischen Bundesverfassung». Zürcher Dissertation. Zürich 1895. — *G. Crusen,* «Der strafrechtliche Schutz des Rechtsguts der Pietät» (Abhandl. des krimin. Seminars von v. Liszt, II. Bd., 1. Heft). Berlin 1890. — *Kohler,* «Studien

Digitized by Google

aus dem Strafrecht I», Mannheim 1890, S. 160—224. — *v. Salis*, «Die Religionsfreiheit in der Praxis», Bern 1892. — *Kahl*, «Lehrsystem des Kirchenrechts und der Kirchenpolitik», Freiburg i. B. und Leipzig 1894, S. 388 bis 394. — *Wach*, «Die Beschimpfung von Religionsgesellschaften» — in «Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht», Bd. II, 1892, S. 161 ff. — *Stooss* (ZSt V 515) und *Gernerth* in Z XVI 315 ff. — *van Calker* ebenda XII 443 ff. — *Binding*, Grundriss II, 1, S. 81—86. — *F. S. Lombardi*, «Interno ai delitti contro la libertà dei culti» im «Supplemento alla Rivista penale», IV, 1895/6, pp. 110 bis 126, 129—145.

Art. 102. Totenfrieden. — *Damme* (108) hebt die sprachlich schöne Diktion hervor.

Vgl. *Binding*, Grundriss II, 1, S. 86—88.

Vierter Abschnitt.

Verbrechen gegen die Freiheit.

Artt. 103—107. Nötigung, Freiheitsberaubung, Entführung. — *v. Lilienthal* äusserte sich (332) über wesentlich andere Fassung. — *Lucchini* (17, 15, 264) beanstandet die Stellung dieser Artikel. — *Posilović* (593) ist mit dem Antrag in Art. 105 einverstanden. — *Meyer v. Schauensee II* (80) gedenkt des nicht berührten Verhältnisses der Nötigung zur unerlaubten Selbsthülfe. — *Chicherio* (Repertorio di giurisprudenza patria, XVII (1897), p. 718) fordert am Schlusse seines Artikels „Gli scioperi nella economia e nella questione sociale“ (ebenda pp. 625—644, 673—718) besondere Strafbestimmungen für Strike im Anschluss an Codice penale ticinese, Artt. 234, 339.[1]) — *Liechti* (60) ist gegen Strafbarerklärung von Boykotts u. a. — Wichtig die Ausführungen von *Goldschmidt* in der zu Art. 77 oben genannten Schrift.

«Über Selbsthülfe» vgl. *Lauterburg* (ZSt I 97—111, II 152—213) und *Stoppato*, «L'esercizio arbitrario delle proprie ragioni», Padova-Verona, 1895.

[1]) Art. 339 lautet:

§ 1. Fuori dei casi specialmente preveduti dalla legge, chiunque usa violenza o minaccia, anche in modo simbolico, per costringere, senza diritto, taluno a fare, tollerare od ommettere qualche cosa, è punito colla detenzione dal secondo al terzo grado e colla multa dal primo al terzo grado.

§ 2. La detenzione non sarà meno del massimo del secondo grado, se venne raggiunto l'intento.

Art. 234 lautet:

§ 1. Ogni violenza, minaccia o raggiro fraudulento, atto a restringere od impedire la libertà dell' industria e del commercio, od a produrre o man-

Digitized by Google

tenere la cessazione del lavoro, commessa per estorcere aumento o diminuzione di salari, o patti diversi da quelli stabiliti od accettati, è punito col primo al secondo grado di detenzione.

§ 2. Se ha esistito coalizione d'operai contro padroni o imprenditori, o di questi contro quelli, la pena si accresce di un grado, e si aggiunge la multa dal secondo al terzo grado, se la pena è applicata ai padroni o imprenditori.

Fünfter Abschnitt.

Verbrechen gegen die geschlechtliche Sittlichkeit und Freiheit.

Artt. 108—125. — *v. Lilienthal* (332) befürchtet schlimme Folgen von der hier in den vielen Detailbestimmungen entwickelten grossen Strenge. — Eine gleiche Ansicht äussert ***Damme*** (108, 109) und ***Rolin*** (146) unter Ablehnung der Artt. 124 und 125. — ***Lucchini*** (17) ist einverstanden mit den Artt. 108—111 und 115, namentlich (18) mit Erwähnung der Körperverletzung in Art. 114, beanstandet dagegen Art. 123 wegen Nichtaufnahme des Momentes des „scandalo pubblico", ferner Artt. 124 und 125. — ***Posilović*** (593) fordert Bestrafung von Sodomie, Päderastie etc. und hält Art. 118 letzten Absatz wie Art. 119 für zu streng. — Einige Bestimmungen berührt ***Meyer v. Schauensee II*** (80—83). — ***Bridel*** (49) wünscht in Art. 112 die Altersgrenze auf 16 Jahre angesetzt, den sehr begrüssten Art. 115 durch einen Zusatzartikel ergänzt (52), Textänderung in Art. 116 und Ergänzung durch einen Art. 116[bis] (47), andere Fassung in Art. 119 (48). — ***Litschi*** (244) stimmt den Artt. 113, 115, 117 und 118 zu. — ***Kohler*** (39) ist einverstanden mit den Artt. 110 und 115, auch Art. 118, wobei nur in Betracht fallen sollte, ob zwischen Eltern und Kindern noch ein Autoritätsverhältnis besteht und die Kuppelei unter Missachtung dieses Verhältnisses stattfindet. Im übrigen hält er dafür, dass die Strafbarkeit jedes Bordellhaltens sich nicht durchführen lässt (35) und Art. 120 fehlerhaft ist, weil er nicht zur Geltung bringt, dass eine „beabsichtigte Geschlechtlichkeit" vorliegen muss (44).

Art. 121 dürfte durch Einbeziehung von «Gegenständen» dem Vorschlage von ***Hugo Meyer,*** Lehrbuch (5), 1895, S. 747/8, und ***Nicolaus Hatzipetros,*** «Begriff der unzüchtigen Schrift und ihrer Verbreitung», Guben 1896 (Göttinger Dissertation), S. 51, entsprechen.

Digitized by Google

Über die *Prostitutionsfrage* namentlich: *Stursberg,* «Die Prostitutionsfrage in Deutschland und ihre Bekämpfung» (2), Düsseldorf 1887. — *Schmölder,* «Die Bestrafung und polizeiliche Behandlung der gewerbsmässigen Unzucht», Düsseldorf 1892. — Dr. *Zehnder,* «Die Gefahren der Prostitution und ihre gesetzliche Bekämpfung mit besonderer Berücksichtigung der zürcherischen Verhältnisse», Zürich 1891. — *Barre* im «Archiv für Strafrecht», XL, S. 126—135.

Über *widernatürliche Unzucht: v. Erkelens,* «Strafgesetz und widernatürliche Unzucht», Berlin 1895. — *v. Krafft-Ebing,* «Der Konträrsexuale vor dem Strafrichter» (2), Leipzig und Wien 1895. — *Havelock Ellis* und *J. A. Symonds,* «Das konträre Geschlechtsgefühl», deutsch von *Kurella.* Leipzig 1896 (Bibliothek für Socialwissenschaft, Bd. 7). — *F. Puglia,* «Dei delitti di libidine e di alcuni reati affini» (2), Napoli 1898; und die Abhandlungen im GS LI 440—457, LII 371—385, LIII 103—121, 443—449, und in Z XII 34—54.

Über *Unzucht mit öffentlichem Ärgernis:* «Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht», X, S. 55—77 *(v. Lilienthal),* 247—253 *(Zürcher),* und «Archiv für Strafrecht», XLV, S. 175—213 *(Kohler),* auch Separatabruck.

Sechster Abschnitt.

Verbrechen gegen Familienrechte.

Art. 126. Mehrfache Ehe. — *Rolin* (147) beanstandet die mit dem Thatbestande nicht harmonierende Verjährungsbestimmung.

Art. 128. Ehebruch. — *Meyer v. Schauensee II* (79) vermisst Berücksichtigung der Vorschriften der katholischen Kirche. — Ähnlich *Gautier* (ZSt VII 372—379), überhaupt von Strafwürdigkeit nicht überzeugt, höchstens für Bestrafung durch das Gericht bei Zustimmung des beleidigten Gatten.

Ebenso *Bouché,* «Étude sur l'adultère». Thèse. Paris 1893.

Art. 129. Vernachlässigung von Pflegebefohlenen, gebilligt von *v. Lilienthal* (339) und *Lucchini* (17, 15, 267).

Siebenter Abschnitt.

Verbrechen gegen die Ehre, den guten Ruf und gegen den Kredit.

Artt. 131—135. — *v. Lilienthal* (340) hält die „Abrede" (jetzt Art. 132, Abs. 5) für praktisch wertvoll, ebenso den Ausschluss des

Digitized by Google

Wahrheitsbeweises bei Vorgängen des ehelichen oder des Familienlebens, dagegen Beweisbarkeit einer strafbaren Handlung nur durch Strafurteil nur dann für angemessen, wenn überall auf dem Wege der subsidiären Privatklage die Strafverfolgung herbeigeführt werden könnte. — *Meyer v. Schauensee II* (83—87) hält die Regelung der Beweisfrage für ausserordentlich wichtig und wünscht nähere Fixierung des objektiven Kriteriums „hinreichender Gründe", „berechtigter Interessen". — *Rölin* (148) äussert Bedenken gegen Art. 134, da hier wohl Schadenersatz genügen könnte, auch andererseits Art. 80 schon vorgesorgt hat. — *Lucchini* (19, 17, 269) begrüsst den Fortschritt auf diesem Gebiete, beanstandet lediglich den in alten Geleisen sich bewegenden Art. 135. — *Damme* (109, 110) hält vieles für nachahmenswert. — *Posilović* (594) billigt Trennung von Verleumdung und übler Nachrede, ebenso Art. 132, Abs. 4, und Art. 133, Abs. 2. — Die Kreditschädigung berührt *Litschi* (229, 237), ebenso die Bestimmung des Art. 135 (245, 246).

Meinungsaustausch über pressrechtliche Verantwortlichkeit auf dem Basler Juristentage von 1894, sodann in ZSt VIII 1—9, 75—81, IX 1—9, zwischen *Morel, Stooss* und *David.* — *Bühler* (201) bezeichnet den Art. 135 als Vermittlung zwischen dem System der ausschliesslichen und stufenweisen Verantwortlichkeit und den allgemeinen Grundsätzen des gemeinen Rechts, indem die letzteren überwiegen; er selbst hält an seinem früheren Antrag (200) fest, zu sagen:

«Wird eine Verleumdung, eine üble Nachrede oder eine Beschimpfung «ohne den Namen des Verfassers in einer Zeitung oder in einer Zeitschrift «veröffentlicht, so wird nur der Redakteur verfolgt.

«Nennt sich der Verfasser oder nennt der Redakteur den Verfasser, «und kann dieser vor Gericht gestellt werden, so ist der Redakteur wegen «der Veröffentlichung nicht strafbar.»

Er wünscht auch gewisse Delikte politischer Natur den gegen die Ehre gerichteten gleichgestellt. — *Pfenninger I* vertritt die Selbständigkeit des Pressdelikts, die ausschliessende Verantwortlichkeit des Redakteurs innerhalb bestimmter Grenzen, die selbständige Strafe, wo das gemeine Recht nicht ausreicht und daneben ergänzende Mittel der Wiederherstellung, Berichtigung. —

Der Verfasser des Artikels «Note al progetto di legge sulla stampa», im «Repertorio di giurisprudenza patria», XVII (1897), pp. 49—68, lehnt sich im wesentlichen an das deutsche Reichspressgesetz an. Die Hauptbestimmungen lauten (66):

Art. 7. Se dal contenuto di una pubblicazione periodica risulta l'esistenza di un atto delittuoso, il redattore responsabile sarà punito come autore del delitto o coautore del delitto stesso, a meno che egli provi di non aver partecipato volontariamente alla pubblicazione incriminata.

Digitized by Google

Art. 8. Se dal contenuto d' una pubblicazione periodica risulta l' esistenza di un atto delittuoso, il redattore responsabile, l' editore et lo stampatore, qualora non fossero imputabili come autori o complici, sono passibili in ragione della loro imprudenza o negligenza, della pena della multa dal primo al terzo grado, a seconda della gravità del delitto principale, a meno ch' essi dimostrino d' aver usata la necessaria diligenza, o provino le circostanze che la resero impossibile.

Se l'editore o lo stampatore dimostreranno d' aver conosciuto all' epoca della pubblicazione il nome dell' autore o d' una delle persone che li precedono nell' elenco delle responsabilità determinato nel primo alinea del presente articolo, si riterrà ch' essi abbiano raggiunta la prova della necessaria diligenza e saranno esenti da ogni pena.

Art. 9. Nelle pubblicazioni non periodiche, la responsabilità dell' editore sarà equiparata a quella che spetterebbe al redattore responsabile, se si trattasse di pubblicazione periodica. La responsabilità dello stampatore è eguale in entrambi i casi.

Besondere Vorschläge der Regelung auch bei *R. Schmid*, «Die strafrechtliche Verantwortlichkeit für Pressvergehen», Zürich 1894. —

Der *norwegische* Entwurf schliesst sich dem niederländischen Strafgesetzbuch, Art. 418/9, an und bestimmt:

§ 322. Der Herausgeber (Redaktor) einer Druckschrift von strafbarem Inhalt ist als solcher als dafür verantwortlich zu erklären - doch keinenfalls höher als mit Geldstrafe oder Gefängnis bis zu 1 Jahr zu bestrafen — sofern

1. der Verfasser unbekannt ist und nicht auf Aufforderung vor Gericht genannt wird, wenn die Untersuchung bei ihm eingeleitet ist oder nachdem der Einspruch gegen die Verfolgung durch endliches Erkenntnis verworfen ist, oder
2. sofern der Verfasser nicht bestraft wird und der Herausgeber bei der Herausgabe Umstände kannte, die es wahrscheinlich machten, dass der Verfasser nicht gestraft werden könne oder sich der Bestrafung zu entziehen gedachte .....

§ 323. Die Bestimmung des § 322 findet entsprechend Anwendung auf den Verleger, sofern einer der daselbst genannten Umstände sowohl für den Herausgeber wie den Verfasser vorliegt, und auf den Drucker, sofern diese auch für den Drucker vorliegen.

§ 431. Der Herausgeber einer Zeitung oder Zeitschrift, der etwas zum Druck befördert, das ihn strafrechtlich verantwortlich gemacht hätte, wenn er erwiesenermassen den Inhalt desselben gekannt hätte, wird mit Geldstrafe bestraft.

Enthält das Gedruckte ein Verbrechen, das, wenn der Herausgeber erwiesenermassen den Inhalt gekannt hätte, ihm Verurteilung zu Gefängnis über 6 Monate oder eine andere gleich hohe Strafe hätte zuziehen können, so kann Haft bis zu 4 Monaten verhängt werden.

Der Herausgeber ist straffrei, wenn er beweist, dass er sich keine Unachtsamkeit zu Schulden kommen liess.

Digitized by Google

Die sehr umfangreiche Litteratur ist berücksichtigt in *Binding,* Grundriss, II, 1, S. 52 ff. — *v. Liszt,* Lehrbuch (8), S. 349 ff. — *Hugo Meyer,* Lehrbuch (5), S. 514 ff.

Ausführliche Erörterung bei *v. Bar,* im GS LII 81—208, «Zur Lehre von der Beleidigung mit besonderer Rücksicht auf die Presse». — *Eugenio Florian,* «La teoria psicologica della diffamazione», Torino 1893 (kritisiert von *P. Tuozzi,* «La buona fede nei delitti contro l'onore» im «Supplemento alla Rivista penale», IV, 1895/6, pp. 364—375). — *Banke,* «Rechtswissenschaftliche Untersuchungen», Berlin 1897, S. 129—206.

Achter Abschnitt.

Verbrechen gegen öffentliche Treue und Glauben.

Artt. 136—141. Urkundenfälschung. — *v. Lilienthal* (341) neigt zu der Ansicht hin, dass die Vollendung erst im Gebrauchmachen liege, und vermisst die Erwähnung von Vernichtung und Beschädigung von Urkunden (342). — *Rolin* (148) beanstandet die schwere Strafe in dem kaum hierher gehörigen Fall des Art. 141. — *Lucchini* (20, 18, 270) spricht sich gegen die Ausdehnung des Urkundenbegriffs aus, vermisst Unterscheidung von Original und Kopie, wie auch den Fall des Art. 279 Cod. pen. ital. — *Teichmann* (191) begrüsst die geplante Beschränkung auf Schriftstücke, die aber durch den Zusatz in Absatz 3 des Art. 136 verdunkelt wird. Die Verwendung des Ausdrucks „Urkunde" bereitet für die Übersetzung in beide andern Sprachen grosse Schwierigkeiten. Zweifelhaften Wertes erscheint die scharfe Trennung von Privaturkunden gegenüber öffentlichen Urkunden, wenn namentlich danach das Vollendungsmoment in verschiedene Zeitpunkte verlegt wird. Die sehr schwer zu gebende Definition der öffentlichen Urkunde sollte aber jedenfalls auch der „vorschriftsmässigen Form" Erwähnung thun. Auch sollten gewisse wichtige Privaturkunden für den Fall der Verfälschung (192) den öffentlichen für die Frage der Strafbarkeit gleichgestellt werden. Wünschenswert wäre nähere Bestimmung darüber, was als „Gebrauchmachen" anzusehen ist und dass „in rechtswidriger Absicht" gehandelt sein muss (193). Art. 138 sollte eine andere Fassung, namentlich einen auf die Beweisbestimmung bezüglichen Zusatz erhalten. — *Meyer v. Schauensee II* (87—95) hält es für inkonsequent, das Vollendungsmoment je nach Art der Urkunde anders zu bestimmen, wünscht auch Berücksichtigung der

Digitized by Google

Unterdrückung, Vernichtung oder Beschädigung von Urkunden, nähere Erwägung der Notwendigkeit oder Zweckmässigkeit, Bestimmungen über intellektuelle Urkundenfälschung aufzunehmen oder eine kulpose anzuerkennen.

Der Materie ist die neueste eingehende Monographie von *Lenz*, „Die Fälschungsverbrechen in dogmatischer und rechtsvergleichender Darstellung“, I. Band: „Die Urkundenfälschung“, Stuttgart 1897, gewidmet. Gegenüber dem bisherigen Streit über Beweisfähigkeit oder Beweisbestimmung der Urkunde glaubt der Verfasser streng zwischen zwei Formen — *Prozessurkunde* und andererseits *Verkehrsurkunde* — scheiden zu sollen. Jene umfasse jede Schrift, die eine für den Rechtsstreit erhebliche Thatsache verkörpert, mag sie auch von vornherein gar nicht zum Beweise einer Thatsache bestimmt gewesen sein. Diese dagegen sei charakterisiert durch die Absicht des Ausstellers, eine bestimmte Thatsache von rechtlicher Relevanz in der durch Gesetz oder Verkehrssitte vorgeschriebenen Form zu dauerndem Ausdruck zu bringen (S. 46, 47), und sei dann teils *Dispositiv-*, teils *Zeugnis-Urkunde*. — Zu einem einheitlichen Begriff der Urkunde gelangt *Frank*, „Das Strafgesetzbuch für das Deutsche Reich“, Leipzig 1897, S. 329, indem er im Sinne des deutschen Rechts, das durchaus über den Kreis der Schrifturkunde hinausgegangen, als Urkunde „eine auf einem Gegenstande derartig verkörperte Erklärung, dass sie mit dem Gegenstande zu dauernder Einheit verbunden wird“, ansieht; — und andrerseits *F. Goldschmit* im GS LV 161—214, der S. 168 als „Urkunde“ jeden körperlichen Gegenstand bezeichnet, in welchem ein über die Person des Ausstellers hinausgehend erkennbarer, zum Beweise von rechtlichen oder nicht rechtlichen Thatsachen geeigneter Inhalt von Menschenhand niedergelegt ist.

Lenz will (S. 256) private Falschbeurkundung wegen der mangelnden Glaubwürdigkeit des einfachen schriftlichen Zeugnisses straflos lassen, ausgenommen falsche Eintragungen in die Handelsbücher der Kaufleute, die Tagebücher und Schlussnoten der Handelsmakler wegen der ihnen durch den Verkehr oder gar das Gesetz verliehenen Beweiskraft. Ausstellung eines unwahren Gesundheitszeugnisses gehöre systematisch richtiger zum Betruge; Gebrauch eines solchen wäre höchstens als Übertretung zu strafen. Die Bewirkung einer unwahren öffentlichen Beurkundung oder die sogenannte intellektuelle Urkundenfälschung sei ein Delikt gegen die Rechtspflege; der Gebrauch einer solchen Beurkundung zum Zwecke einer Täuschung sei kein selbständiges Delikt, sondern unter Umständen Betrug (S. 243). — Vgl. m. Besprechung auch des wichtigen Werkes von *Thyrén* in ZSt X 463—466.

Digitized by Google

Artt. 142—152. Münzfälschung. — *v. Lilienthal* (342) vermisste bei Münzverringerung (früher Art. 130, jetzt 145) Geldnebenstrafe und Erwähnung des in § 148 des Reichsstrafgesetzbuches bedrohten Falles.[1]) — *Posilović* (594) berührt die Milde des Art. 142 gegenüber dem österreichischen Rechte.

[1]) «Wer nachgemachtes oder verfälschtes Geld als echtes empfängt und nach erkannter Unechtheit als echtes in Verkehr bringt». Vgl. hierüber *Julius Caspar,* «Abschieben falschen Geldes». Dissertation. Göttingen 1896.

Neunter und zehnter Abschnitt.

Artt. 153--170. — Beifällig äussert sich *v. Lilienthal* (344 ff.); er hält den Ausdruck „jemandem übergiebt" (jetzt Art. 157) und den der „Seuche", wie auch „gemeine Gefahr" der Erläuterung bedürftig. — Einbeziehung des zehnten Abschnitts wünschen *Rolin* (148) und *Lucchini.* Letzterer macht (20, 18, 271) einige Ausstellungen an den Artt. 155, 156, 161 und 166. — Gegen Art. 168 spricht sich *Meyer v. Schauensee II* (70, 71) aus.

Elfter Abschnitt.

Verbrechen gegen den Staat.

Artt. 171—177. — *v. Lilienthal* (347) äusserte Bedenken gegen die Bestimmung über Landesverrat (jetzt 173, 174), Beschimpfung eines befreundeten Volkes und Feindseligkeit an nationalen Zeichen befreundeter Staaten (348). — *Rolin* (149) beanstandet die Titelüberschrift, sodann das Fehlen eines Maximums der Zuchthausstrafe in Art. 171. Im übrigen müsste wohl zwischen In- und Ausländern und Begehung im In- oder Auslande unterschieden werden. — *Lucchini* (21, 19, 273) vermisst Bestimmungen über Verschwörung, bewaffnete Banden, Aufreizung, Angriffe gegen das Staatsoberhaupt oder Institutionen etc. — *Posilović* (595) berührt die Kürze der Bestimmungen gegenüber dem österreichischen Rechte. — *Züblin* (159) schlägt zur Ergänzung des Landesverratsartikels einen „als Übertretung gedachten" Artikel vor.[1])

[1]) Lautend: «Wer im Umkreise von 10 Kilometern um eine Befestigungsanlage fahrlässig eine Handlung begeht, durch welche die Interessen der Eidgenossenschaft im Falle eines Krieges geschädigt oder gefährdet werden, wird mit Haft bis auf 3 Monate oder mit Geldstrafe bis auf 1000 Franken

Digitized by Google

oder mit beidem bestraft.» — Vgl. auch *Detourbet,* «L'espionnage et la trahison». Thèse. Paris 1897.

Die neueste umfassende Arbeit von Dr. *Max Epstein,* «Der Landesverrat in historischer, dogmatischer und rechtsvergleichender Darstellung», Breslau 1898, erachtet als Hochverrat (52) den Staatsverrat, bei welchem eine gewaltsame Veränderung des Staates bezweckt wird und als Landesverrat oder besser *Treuverrat* (60) den Staatsverrat, der durch heimliches Einverständnis mit dem Feinde zur Ausführung gebracht wird. Sie erörtert eingehend den Landesverrat als ein Delikt, dessen nähere Definierung der Willkür des Gesetzgebers überlassen bleibt, indem nur wenige Grundgedanken des Begriffs feststehen (62).

Zwölfter Abschnitt.

Verbrechen gegen die Ausübung politischer Rechte.

Artt. 178, 179. — *v. Lilienthal* äusserte (348, 349) Bedenken gegen die Artt. 160, 161 des Entwurfes von 1894. — *Rolin* (150) ist mit der jetzigen Fassung einverstanden. — *Meyer v. Schauensee* bedauert II (28) Fallenlassen des Art. 161 des Entwurfes von 1894.

Vgl. Dr. *Berthold Freudenthal,* «Die Wahlbestechung.» Breslau, Schletter-sche Buchhandlung, 1896. — *Ambrogio Negri,* «Corruzione, coercizione e frode in materia elettorale», (RP XLV, 1897, pp. 325—360).

Dreizehnter Abschnitt.

Verbrechen gegen die Staatsgewalt.

Artt. 180—191. — *Lucchini* (22, 20, 274) vermisst Beleidigung öffentlicher Beamter, Prahlerei mit Einfluss bei solchen Beamten, Nichterfüllung von Verpflichtungen und Betrügereien bei öffentlichen Lieferungen. — *Rolin* (150) beanstandet Art. 186, da die anderwärts in der Praxis angenommene Auffassung der Anwerbung für eine *feindliche* Macht hier zur Rechtfertigung nicht verwendet werden kann.

Vierzehnter Abschnitt.

Verbrechen gegen die Rechstpflege.

Artt. 192—199. — *v. Lilienthal* (350) hält den zweiten Fall des Art. 169 (jetzt 192) nicht für besonders nötig, ist einverstanden mit

Digitized by Google

der Behandlung der Begünstigung (351), abgesehen allerdings von dem „Erlass der Strafe" durch den Richter, der hierin ein Begnadigungsrecht besässe, im wesentlichen auch mit den weiteren Bestimmungen. — *Lucchini* (22, 20, 274) vermisst namentlich die Bedrohung der unerlaubten Selbsthülfe, lobt dagegen die Artt. 194, 195 und 198. — *Damme* (110) findet Art. 193, Abs. 2, einem Gefühle der Gerechtigkeit entsprungen, dennoch nicht ganz unbedenklich und hebt (111) die Erwähnung des Dolmetschers hervor. — *Rolin* (151) möchte die falsche Anschuldigung eher zur Verleumdung gestellt wissen, begrüsst dagegen die Bestimmung in Art. 194.

Vgl. *Adolf Feldner,* «Die falsche Anschuldigung.» Göttinger Dissertation. Druck von Fr. Warneburg in Lübbecke, 1896. — *Arthur Eichmann,* «Über das Wesen der verleumderischen Beleidigung und der falschen Anschuldigung», Dissertation. Leipzig, Druck von Sellmann & Henne, 1896, führt (S. 57 ff., 71) aus, dass die falsche Anschuldigung weder in objektiver noch in subjektiver Beziehung die Verleumdung in sich schliesst, wohl aber mit letzterem Vergehen ideell konkurriert, sobald dessen Thatbestand zugleich in dem ihrigen enthalten ist.

Fünfzehnter Abschnitt.

Amtsverbrechen.

Artt. 200—209. — *Meyer v. Schauensee II* (96—99) wünscht Präcisierung des Amtsmissbrauchs und der Amtsausbeutung, genauere Regelung der Rechtsbeugung, der Rechtsverweigerung und der sonstigen z. B. im deutschen Strafgesetzbuch bedrohten Handlungen. — *Lucchini* (23, 21, 276) vermisst namentlich Amtsunterschlagung (art. 168, Cod. pen. ital.) und Amtserpressung (ebenda, Art. 169), möchte einzelne Thatbestände oben bei Offenbarung von Geheimnissen erwähnt sehen und spricht für eine allgemeine Bestimmung wie in Art. 209, Cod. pen. ital.[1]) Schwierig erscheint ihm die Scheidung der in Art. 209 und 138 genannten Beamten, mit öffentlichem Glauben ausgestatteten Personen und öffentlichen Angestellten. — *Gonset* (135) stimmt den Artt. 185 und 203 zu, vorbehaltlich einer kleinen Änderung des französischen Textes in Art. 203 (130).

[1]) Lautet: «Quando alcuno, per commettere un delitto, si valga delle facoltà o dei mezzi inerenti alle pubbliche funzioni delle quali è rivestito, la pena stabilita per il delitto commesso è aumentata da un sesto ad un terzo, salvo che la qualità di pubblico ufficiale sia già considerata dalla legge.»

Digitized by Google

Zweites Buch.

Von den Übertretungen.

Allgemeine Fragen. — *Meyer v. Schauensee* führt *II* (99 ff.) aus, dass drei Fragen zu prüfen sind: 1. das Verhältnis des kriminellen Unrechts zum bloss polizeilichen, 2. der Umfang der in das eidgenössische Strafgesetzbuch aufzunehmenden Übertretungen, 3. die Abgrenzung der eidgenössischen und kantonalen Kompetenzen. Für die Grenzregulierung zwischen kantonalem und eidgenössischem Rechte müsse die Frage aufgeworfen werden, ob das betreffende Verbot einem *gemeinsamen* Bedürfnisse entspreche (104), indem dann der Bund völlig zweckmässig auch Verbote lokalen Charakters aufstellen könne. Ein solches gemeinsames Bedürfnis lasse sich bei einzelnen hier aufgenommenen Fällen nicht konstatieren (105). Es fehle an einer Bestimmung über das von den Kantonen zu befolgende Strafensystem und das Maximum der Strafen, ferner an einer Regelung der Natur und rechtlichen Wirkung sowohl der Polizeiverordnung wie der Polizeistrafverfügung (105—111).

Die eingehende Erörterung dieser Materie durch *Zürcher I* (143—181) gipfelt in Zustimmung zu dem Vorgehen des Redaktors und Aufstellung von zwei Vorschlägen (179, 181). — Bedenken rücksichtlich Aufnahme dieses Teils in das Gesetzbuch äussert *Lucchini* (24, 22, 278), ganz allgemeine *Rolin* (151).

Neueste Studie von *Pietro Lanza* im «Supplemento alla Rivista penale», IV, 1895/96, pp. 338—356.

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln.

Art. 225 beanstandet von *Meyer v. Schauensee II* (111).

Über diese «Filouterie d'aliments ou grivelerie» — bedroht im französischen Gesetze vom 26. Juli 1873 – vgl. *Garraud,* V, 223—226, der von über 3000 Verurteilungen per Jahr wegen dieses Verhaltens berichtet, was die Notwendigkeit der Bedrohung beweise. — *Gegen* eine solche Bestimmung neuestens (wie früher *Carrara*) *Pittaluga* in «Rivista penale, supplemento», I, 1892/93, pp. 296—304. — Strafandrohung auch im norwegischen Entwurf, § 402.

Art. 228 beanstandet von *Posilović* (595).

Art. 229 in dem Passus „oder ähnliche Handlungen" beanstandet von *Damme* (111).

Digitized by Google

Artt. 232, 233 sollten nach Ansicht von *Bridel* (42—45) in abgeänderter Fassung dem fünften Abschnitt eingereiht werden.

Art. 242 beanstandet von *v. Lilienthal* (355). — *Für* die Strafbarkeit erklärt sich *Eberhard Müller,* „Die strafbare Hülfeverweigerung". Dissertation. Göttingen 1896. — Ebenso norwegischer Entwurf, §§ 387—389.

Art. 249 gebilligt von *Damme* (111).

Art. 250 gebilligt von *Zürcher* (im „Thierfreund").

Art. 256. *Bühler* (202) meint, man könne fragen, ob die Anwendung der Bezeichnung von Redaktor und Herausgeber mit dem Inhalt des Art. 135 in Einklang steht. — Zustimmung aus Buchdruckerkreisen im Aufsatze der Nr. 141 der chronologischen Bibliographie.

Schlussbemerkung. Die Übersetzung des Entwurfs eines Allgemeinen bürgerlichen Strafgesetzbuches für das Königreich Norwegen von Gerichtsassessor und Privatdozent Dr. *Ernst Rosenfeld* und Staatsanwalt *Andreas Urbye* ist nunmehr als Beilage zu den »Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung", Bd. VII, Heft 1, erschienen.


Digitized by Google

Die Strafgesetzgebung des Bundes und der Kantone.

Jahresbericht für das Jahr 1897.

Législation fédérale et cantonale.

Rapport pour l'année 1897.

Erste Abteilung.

Zürich. Berichterstatter: Prof. *Zürcher* in Zürich.

I. Zwei Neuerungen betreffend das *Strafgesetzbuch.*

Zunächst ist dasselbe in seinem IV. Titel: Verbrechen gegen die Sittlichkeit, abgeändert und ergänzt worden durch das *Gesetz vom 27. Juni.* Siehe diese Zeitschrift, Bd. X, S. 247, 266, 470.

Sodann erfolgte durch Beschluss des Kantonsrates *die Neue Ausgabe des Strafgesetzbuches* vom 6. Dezember 1897.

Das Gesetz betreffend die Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs, vom 5. Juli 1891, hatte in § 132 den Kantonsrat ermächtigt, das privatrechtliche Gesetzbuch, das Gesetz betreffend die Rechtspflege und das Strafgesetzbuch unter Einfügung der seit Erlass dieser Gesetze beschlossenen Abänderungen neu herausgeben zu lassen.

Das Gesetz betreffend die Rechtspflege (Gerichtsverfassung, Civil- und Strafprozessordnung) befindet sich zur Zeit in einer Totalrevision begriffen, mit Bezug auf das Strafgesetzbuch machte der Kantonsrat durch die vorliegende Neuausgabe von der erteilten Ermächtigung Gebrauch.

Die erste Aufgabe war die Einfügung der seitherigen Abänderungsgesetze:

1. des Gesetzes betreffend den Wucher, vom 27. Mai 1883;
2. der §§ 103—110, sowie 112 des Gesetzes betreffend die Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs, vom 5. Juli 1891;
3. des Gesetzes vom 27. Juni 1897.

Digitized by Google

Vom Einführungsgesetz sind als X. Titel: Verbrechen in Konkurs- und Betreibungssachen, die Strafbestimmungen, die sich auf Verbrechen (Vergehen) beziehen, aufgenommen worden, während die Ordnungsstrafandrohungen einstweilen noch im Einführungsgesetz zu suchen sind.

Das Ganze ist nun fortlaufend paragraphiert worden, die Zahl der Paragraphen ist dadurch von 227 auf 242 gestiegen.

Daneben zeigten sich noch einige Textveränderungen notwendig:

§ 18, Absatz 3, der von der Landesverweisung gegenüber Schweizerbürgern gesprochen, ist, weil im Widerspruch mit Art. 44/60 der Bundesverfassung, gestrichen worden.

§ 30. Statt „Kriminalabteilung des Obergerichts" ist gemäss § 107 des Rechtspflegegesetzes von 1875 „Obergericht" eingesetzt worden.

§ 45 ermächtigte die „Polizeibehörden", die Unterbringung verbrecherischer Kinder in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt zu verfügen. Gemäss § 9 des Gesetzes betreffend die Errichtung staatlicher Korrektionsanstalten, vom 4. Mai 1879, ist es nunmehr „der Bezirksrat" als Obervormundschaftsbehörde, von welchem die Verfügung ausgeht.

§ 224 (jetzt 239) bestimmte, dass für die Prozesskosten und Entschädigungen, welche von dem Verurteilten nicht erhältlich sind, die ihm (strafrechtlich) nachgehenden Personen subsidiär haften. Nachdem das Obligationenrecht die Haftung aus strafbaren Handlungen durch Art. 50 ff. in erschöpfender Weise geordnet, musste die Bestimmung des § 224 auf Prozesskosten und „Prozessentschädigungen" beschränkt werden. (Vgl. die Verhandlungen des schweizerischen Juristenvereins 1886, insbesondere das Referat von *Stooss*, abgedruckt in der Zeitschrift für schweizerisches Recht, N. F., V, S. 571 ff.)

Art. 2 des Kantonsratsbeschlusses weist die Gerichte und Behörden an, in ihren Entscheidungen sich fortan ausschliesslich auf die neue Ausgabe des Strafgesetzbuches zu beziehen.

Die neue Ausgabe will in keinem Punkte neues Recht schaffen, sondern lediglich den gegenwärtigen Rechtszustand übersichtlich darlegen, es findet daher auch keine Volksabstimmung über die Neuausgabe statt.

II. Auf dem Gebiete der *Sicherheits-* und der *Gesundheitspolizei* sind folgende Verordnungen mit Strafandrohungen erlassen worden:

Verordnung betreffend *die Aufstellung und den Betrieb von Acetylengas-Beleuchtungs-Apparaten*, vom 18. November. — Die Aufstellung und der Betrieb ist nur mit schriftlicher Bewilligung der Polizeidirektion gestattet, welche eine fachmännische Untersuchung

Digitized by Google

der Anlage veranstaltet. Es sind sodann weitere Vorsichtsmassregeln vorgesehen. Zuwiderhandeln gegen diese Verordnung wird, sofern nicht die Bestimmungen des Strafgesetzbuches zur Anwendung kommen, mit Entzug der erteilten Bewilligung und mit Polizeibusse geahndet.

Verordnung betreffend *die ärztlichen, zahnärztlichen und tierärztlichen Gehülfen,* vom 25. Juni. — Der Eintritt und die Anstellung bedarf für solche, die nicht zur selbständigen Berufsausübung patentiert sind, der Bewilligung der Sanitätsdirektion u s. w. Übertretung der Bestimmung dieser Verordnung wird gemäss § 42 des Gesetzes betreffend das Medizinalwesen, vom 2. Oktober 1854, bestraft.

Verordnung betreffend *die Herstellung und den Verkauf von künstlichen kohlensauren Wassern und Limonaden,* vom 16. Januar. Es wird (§ 12) auf die Strafbestimmungen des Gesetzes betreffend die öffentliche Gesundheitspflege, vom 10. Dezember 1876, verwiesen.

III. *Disciplinarrechtliche Bestimmungen* enthalten:

Reglement für das Ökonomie-Personal der Pflegeanstalt Wülflingen, vom 1. Januar.

§ 7. Der Verwaltung stehen den Angestellten gegenüber folgende Disciplinarmittel zur Verfügung: *a)* Verweis, *b)* Ordnungsbussen bis auf 5 Fr., welche der Trinkgelderkasse zufallen, *c)* sofortige Entlassung mit oder ohne Lohnabzug. Allfällige Beschwerden gegen verhängte Strafen können bei der Sanitätsdirektion vorgebracht werden, welche hierüber endgültig entscheidet.

Reglement für das Wartpersonal der Pflegeanstalt Wülflingen, vom 1. Januar.

§ 67. Das Wartpersonal steht unter der Disciplinarbefugnis des Arztes, resp. des Verwalters. Die von ihnen zu verhängenden Strafen bestehen in: *a)* Verweis, *b)* Verweigerung des Urlaubs, *c)* Geldbusse bis auf 10 Fr., *d)* sofortiger Entlassung, in der Regel mit Lohnabzug für 14 Tage und ohne Vergütung für wegfallende Kündigungsfrist. — § 68. Sofortige Entlassung soll verhängt werden bei gröblichem und wiederholtem Ungehorsam, bei schwerer Trunkenheit, bei wiederholtem Lügen oder Entstellen von Thatsachen, bei schlechter Behandlung der Kranken, bei Unsittlichkeit, bei Vergehen und Verbrechen. — § 70. Gegen verhängte Disciplinarstrafen kann innerhalb 10 Tagen an die Sanitätsdirektion rekurriert werden. — § 71. Beim Verlassen des Dienstes vor Ablauf der Kündigung soll ein entsprechender Lohnabzug gemacht werden.

Hausordnung der Pflegeanstalt Wülflingen, vom 1. Januar.

Übertretungen der Hausordnung werden gerügt oder bestraft mit Entziehung von Fleisch und Wein, Beschränkung des freien

Digitized by Google

Ausgangs auf das Gebiet innerhalb des Zaunes, Entziehung des Ausganges und Isolierung auf die Abteilung, Versetzung auf eine andere Abteilung, Entzug des Monatsgeldes, Versetzung in eine Zelle.

Gesetz betreffend *das Kantonspolizeicorps*, vom 27. Juni. (Siehe Zeitschrift, X, S. 475.)

Nach § 16 werden Verbrechen und Vergehen der Corpsangehörigen nach dem bürgerlichen Strafgesetze beurteilt. Bei Disciplinarvergehen findet das Gesetz betreffend die Ordnungsstrafen (Verweis, Geldbussen, Einstellung im Dienst als Strafmittel vorsehend) und die einschlägigen Bestimmungen des eidgenössischen Militärstrafgesetzes Anwendung.

Verordnung zum Gesetze betreffend das Kantonspolizeicorps, vom 13. September.

§ 39. Die Strafkompetenz in Bezug auf Disciplinarvergehen steht gegenüber der Mannschaft den Offizieren, gegenüber den letztern der Polizeidirektion zu; die diesbezüglichen Verfügungen können jedoch innerhalb 4 Tagen an die unmittelbar vorgesetzte Behörde, welche endgültig entscheidet, rekurriert werden. — Der Betrag der Bussen fällt in die Invalidenkasse des Polizeicorps.

Luzern. Berichterstatter: Dr. *Edmund von Schumacher*, Regierungsrat und Justizdirektor in Luzern.

Im Jahre 1897 wurden die *Bestimmungen des Polizeistrafgesetzes betreffend Sonntagspolizei* revidiert. Aus der betreffenden Gesetzesnovelle vom 2. Juni/14. Juli 1897 sind folgende Bestimmungen hervorzuheben:

§ 1. An den öffentlichen Ruhetagen sind alle Beschäftigungen, welche in industriellem, gewerblichem und landwirtschaftlichem Betriebe ausgeübt werden, sowie Beschäftigungen anderer Art, durch welche Lärm oder Störung verursacht wird, untersagt.

§ 3. Verkaufsläden, Magazine und Schaufenster sind an Sonn- und Feiertagen während des Vormittagsgottesdienstes geschlossen zu halten.

An nachfolgenden Tagen: 1. Ostersonntag, 2. Pfingstsonntag, 3. Eidg. Bettag, 4. Allerheiligen, 5. Weihnachten, sind alle Verkaufsläden und Magazine bis abends 5 Uhr geschlossen zu halten.

§ 4. Wirtschaften jeder Art sind ausser für durchreisende Fremde an Sonn- und Feiertagen während des Vormittagsgottesdienstes geschlossen zu halten.


Digitized by Google

§ 5. Öffentliche Aufzüge mit Musik, Gesang u. s. w., öffentliche Vorstellungen und Belustigungen sind an Sonn- und Feiertagen während des Vormittags bis 11 Uhr, an den in § 3, Abs. 2, genannten fünf Tagen während des ganzen Vormittags untersagt.

§ 6. Übertretungen der Vorschriften dieses Gesetzes werden mit Geldstrafe von zehn bis hundert Franken bestraft.

Zu diesem Sonntagspolizeigesetz wurde vom Regierungsrate unterm 17. Dezember 1897 eine *Verordnung betreffend die Sonntagsruhe der Bäckerei-, Metzgerei- und Coiffeur-Geschäfte* erlassen.

Strafbestimmungen enthält auch eine vom Regierungsrate den 6. Dezember 1897 erlassene *Stempelverordnung,* welche sich als Vollziehungsverordnung zum Stempelgesetz vom 2. Dezember 1896 sowohl als zu den §§ 15—19 des Finanzgesetzes vom 9. März 1859 darstellt und in mehrfacher Beziehung weiteres Interesse beanspruchen kann. Die in Betracht fallenden Paragraphen lauten:

§ 15. Wer die Vorschriften über die Stempelpflicht übertritt, verfällt, sofern es sich nicht um Eingaben an Behörden handelt (§ 16), sofort in eine Busse, welche das Zwanzigfache der vorenthaltenen Stempelgebühr beträgt; neben der Busse ist noch die vorenthaltene Stempelgebühr zu entrichten.

Unkenntnis der Vorschriften über die Stempelpflicht hebt die Strafbarkeit nicht auf.

§ 16. Behörden und Beamte, die ein nicht oder nicht gehörig gestempeltes, jedoch stempelpflichtiges Aktenstück erhalten, sind bei eigener Verantwortlichkeit verpflichtet, dasselbe dem Abgeber zur Stempelung zurückzustellen. Bestreitet der Abgeber die Stempelpflichtigkeit des Aktes, so ist die Streitsache dem Regierungsrat zum Entscheide zu überweisen; weigert sich jener, den Stempelersatz zu leisten, so ist er dem zuständigen Statthalteramt zur Ausfällung der Stempelbusse zu verzeigen.

Beamte, welche obigen Vorschriften nicht nachkommen, sind strafbar wegen vorsätzlicher oder fahrlässiger Amtspflichtverletzung.

Ausserdem haben die Fehlbaren die Kosten zu bezahlen.

§ 17. Für den Betrag der Stempelgebühr und der Busse ist dem Abgeber eines stempelpflichtigen Aktes das Rückgriffsrecht auf den stempelpflichtigen Aussteller gewahrt.

Wenn mit einem stempelpflichtigen Aktenstücke der Barbetrag abgegeben wird, so hat die bezügliche Amtsstelle die Stempelung und Kassierung der Marken vorzunehmen.

Das blosse Nachstempeln bei früher schon stempelpflichtigen Akten oder das Anhängen von Stempelpapier an andere stempelpflichtige Papiere oder der blosse einfache Ersatz des Stempels an bar oder Frankomarken ist nicht zulässig. (§ 10, 4. Abs.)

Digitized by Google

Nimmt eine Amtsstelle wahr, dass solche Akten, die ursprünglich auf gestempeltes Papier hätten geschrieben werden sollen, auf ungestempeltes geschrieben worden sind, so hat dieselbe, obwohl nunmehr der einfache Stempelersatz geleistet werden will, vom Aussteller des betreffenden Aktes noch die Stempelbusse zu beziehen.

Unterwalden ob dem Wald. Berichterstatter: Gerichtspräsident *Adalbert Wirz* in Sarnen.

Auf dem Gebiete der Strafgesetzgebung sind keine Erlasse zu verzeichnen.

Glarus. Berichterstatter: Prof. *Zürcher* in Zürich.

Der Kanton Glarus ist erst im Jahre 1867 in die Reihe der Kantone mit systematischen Strafgesetzbüchern getreten. Der Verfasser des Strafgesetzbuches, Bundesgerichtspräsident Blumer, hatte nach den besten Mustern der damaligen Zeit gearbeitet und ein kurzes, einfaches Gesetzbuch erstellt, mit welchem der Kanton durchaus zufrieden sein konnte.

Ein revidiertes Strafgesetzbuch wurde der Landsgemeinde von 1887 vorgelegt und durch sie angenommen. Der Änderungen waren wenige. Beispielsweise seien die folgenden erwähnt:

Neu eingeführt wurden die Thatbestände der gemeingefährlichen Bedrohung der ganzen Bevölkerung einer Gegend und die individuelle Drohung von Verbrechen (§§ 54, 55). Der Titel: Vergehen gegen die Religion wurde umgeändert in einen Titel: Vergehen gegen den konfessionellen Frieden und darunter der einzige Thatbestand der Störung des Gottesdienstes und des Unfugs an gottesdienstlichen Gegenständen eingereicht. Neu hinzu kam der Thatbestand der Erregung öffentlichen Ärgernisses (§ 79). Sodann wurde vom Totschlagsverbrechen die Körperverletzung mit tödlichem Ausgang abgezweigt (§ 88). Neu waren ferner die Strafbestimmungen gegen den Verkehr mit gesundheitsschädlichen Nahrungs- und Genussmitteln und gegen die Verbreitung ansteckender Krankheiten (§§ 91, 92). In § 118 wurde die Bewirkung einer Explosion der Brandstiftung gleichgestellt und in § 132 der Mundraub als Übertretung von Diebstahlsverbrechen losgelöst. Endlich wurde aus den 1867 noch stehen gelassenen strafrechtlichen Bestandteilen des alten Landbuchs der Zinswucher als § 144 in das Strafgesetzbuch aufgenommen. Das waren eine Reihe recht nützlicher Verbesserungen, die zugleich zeigen, dass das Strafgesetzbuch von 1867 trotz des ihm gespendeten Lobes doch noch

Digitized by Google

verbesserungsbedürftig war. Die Vorlage enthielt übrigens auch einen Umsturzparagraphen, der indessen von der Landsgemeinde abgelehnt wurde.

Schon im Jahre 1891 war vom öffentlichen Verteidiger der Antrag gestellt worden, das Strafrecht neuerdings einer allgemeinen Revision zu unterstellen.

Der Anregung wurde unter Hinweis auf die bevorstehende Vereinheitlichung des Strafrechts keine Folge gegeben. Der langsame Gang der Vereinheitlichung scheint indes die Geduld der Glarner erschöpft zu haben.

Mit Beschluss vom 3. Februar 1897 beauftragte der Landrat das Obergericht, eine Vorlage für die Revision des Strafgesetzbuches und der Strafprozessordnung zu Handen der 1898er Landsgemeinde auszuarbeiten. Schon im November 1897 legte das Obergericht dem Landrate eine Redaktion der abgeänderten und neuen Paragraphen der beiden Gesetze mit einem erläuternden Berichte vor. Diese Arbeit ist von dem ersten Gerichtsschreiber Grünenfelder verfasst. Seither hat der Landrat zunächst die Revision des Strafgesetzbuches in Beratung gezogen, die Revision der Strafprozessordnung ist in zweite Linie gestellt worden, und wir beschränken uns daher darauf, über die Änderungen im Strafgesetzbuch zu berichten [1]).

Das Programm der Reform war nicht sehr klar. Es sei, sagt der Bericht des Obergerichts, wiederholt auf die Rigorosität und anderseits auf die Lückenhaftigkeit einzelner Bestimmungen des Strafgesetzbuches hingewiesen worden. Das Obergericht habe sich daher bemüht, auf Grund bisheriger Erfahrungen eine grössere Anzahl von Bestimmungen einfacher und präciser zu fassen und die Strafen zu mildern, und es glaube, dass damit die „Grundgedanken im Strafrecht" Humanität und Gerechtigkeit gebührende Berücksichtigung gefunden haben.

Das Obergericht suchte aus zwei Quellen zu schöpfen. Die eine, die Erfahrung der Praktiker, an welche sein Aufruf erging, floss spärlich, nur drei Anwälte liessen sich vernehmen, während der Staatsanwalt infolge starker geschäftlicher Inanspruchnahme nicht einmal Zeit fand, in der Kommission, zu der er beigezogen, zu erscheinen. Das alles ist nichts Überraschendes, es hält für den „Praktiker" schwer, über die Arbeit des täglichen Lebens hinaus den allgemeinen Überblick und den Vorausblick sich zu bewahren, irgendwie durchgreifenden Reformen ist er gewöhnlich abgeneigt,

---

[1]) Herr Regierungsrat Legler in Glarus hatte die Güte, dem Berichterstatter das nötige Material zusammenzustellen und zu überlassen.

Digitized by Google

denn er sieht in ihnen nur eine unfruchtbare Störung des regelmässigen Geschäftsganges.

Ein reicherer Gewinn wurde aus der andern Quelle gezogen, dem schweizerischen Vorentwurf und den Vorarbeiten zu demselben. Wenn auch der Devise „Humanität und Gerechtigkeit" gemäss eigentlich nur die eine Seite der schweizerischen Strafrechtsreform zur Geltung kam, so bleibt doch anerkennenswert, dass in dieser Richtung viel Gutes zu Tage gefördert worden.

Als Nachweis möge die nachfolgende Aufzählung einiger Hauptpunkte des Glarner Entwurfes dienen, die wir gelegentlich mit Randglossen begleiten.

Im Strafensystem zieht zunächst die Reform der Geldbusse unsere Aufmerksamkeit auf sich. Es wird (§ 12) ein Minimum von Fr. 10 in Kriminalfällen, von Fr. 5 in Polizeifällen festgesetzt und dabei hinzugefügt:

„*Bei der Ausmessung der Geldbusse sind nebst dem Grad der strafrechtlichen Verschuldung und den eingetretenen Folgen auch die Vermögens-, Erwerbs- und Familienverhältnisse des Schuldigen zu berücksichtigen.*"

Die Berücksichtigung der ökonomischen Lage des Schuldigen entspricht den Postulaten der Strafgesetzgebungspolitik in allen Ländern, es war uns Schweizern eine Genugthuung, unsere auswärtigen Fachgenossen darauf verweisen zu können, dass eine grosse Zahl kantonaler Gesetzgebungen den Gedanken bereits verwirklicht haben.

Nach dem alten Gesetz muss der Gehülfe milder bestraft werden als der Thäter; nach dem Entwurfe *kann* Strafmilderung eintreten. Wer aus Erfahrung weiss, wie wenig ausgeschieden Mitthäterschaft und Gehülfenschaft im Leben bei einander liegen, wird dem Vorschlage beipflichten. Man muss es nur bedauern, dass der Glarner Entwurf nicht auch beim Versuch die obligatorische Strafmilderung fallen liess.

Wichtiger als alles dies ist die veränderte Behandlung der jugendlichen Verbrecher. In Übereinstimmung mit dem schweizerischen Vorentwurf und dem beinahe einstimmigen Urteile der Schulmänner und Erzieher, die sich mit diesen Fragen beschäftigt, wird die Altersgrenze der absoluten Strafunmündigkeit von 12 auf 14 Jahre erhöht. Eine zweite Altersstufe, der bedingten Strafunmündigkeit, umschreibt das geltende Gesetz mit den Worten: „Kinder, welche das 12. Altersjahr überschritten". Die obere Altersgrenze ist nicht festgesetzt. Als Kriterium für die Annahme

Digitized by Google

der Mündigkeit gilt „die zur Unterscheidung der Strafbarkeit ihrer Handlung erforderliche geistige Ausbildung“ (§ 27). Der Entwurf setzt die obere Grenze auf das 18. Altersjahr fest und fügt der geistigen die sittliche Ausbildung hinzu. Beibehalten bleibt also das Discernement, die Möglichkeit der Unterscheidung, als Merkmal der Mündigkeit. Dass es bei der Beurteilung der Strafmündigkeit weniger auf das Unterscheidungsvermögen als auf die Reife der Einsicht und des Charakters ankomme, ist schon von vielen mit überzeugenden Gründen dargethan worden; es wäre entschieden richtiger gewesen, die Fassung des schweizerischen Vorentwurfs anzunehmen. Für das Alter unter 18 Jahren schliesst das geltende Gesetz (§ 38) die mit der Zuchthausstrafe verbundenen Ehrenverluste aus, der Entwurf schreibt allgemein Strafmilderung vor und verbietet die Anwendung der Zuchthausstrafe.

Die Notwehr wird, mit dem schweizerischen Vorentwurf, umschrieben als Abwehr „in einer den Umständen angemessenen Weise“, man weiss, dass diese Einschränkung sich richtet gegen das Zusammenschiessen von Kirschen naschenden Kindern und gegen ähnliche Ruchlosigkeiten.

Weder das alte Gesetz noch der Entwurf enthalten Bestimmungen über den Notstand. So recht aus dem vollen Leben gegriffen waren die Ausführungen eines Einsenders der „Neuen Glarner Zeitung“ vom 8. Dezember 1897:

„Anlässlich der Revision des Strafrechtes hätten wir erwartet, dass dabei auch der Strafausschliessungsgrund des Notstandes aufgenommen werde; es ist das jedoch weder im Entwurfe des Obergerichtes noch bei der Beratung im Landrate geschehen, was höchst wahrscheinlich der grossen Seltenheit dieses Strafausschliessungsgrundes zuzuschreiben ist. Trotzdem ist die gesetzliche Regelung desselben notwendig, denn es geht nicht an, dass auch nur einmal jemand bestraft werde wegen einer Handlung, welche zu unterlassen man niemandem zumuten könnte. Zum Beispiel ein Liegenschaftsbesitzer besitzt ein einziges Wegrecht, das über einen Wildbach führt. Bei einem Hochwasser wird die Brücke weggerissen, und das Vieh im Stalle kommt in die höchste Gefahr. Soll da der Eigentümer zusehen, wie letzteres elend in den Fluten umkommt, während er über fremdes, ihm rechtlich verschlossenes Eigentum dasselbe retten könnte? Oder es trifft einen Gemsjäger ein Unfall, bei dem er auch allen seinen Proviant verliert. Nach langen Mühen gelingt es ihm, wenigstens bis zu einer Alphütte zu gelangen, wo er Lebensmittel vorfindet. Darf er nicht, ohne wegen Diebstahl bestraft zu werden, durch deren Genuss sich vor dem Hungertode schützen, der ihn sonst unfehlbar treffen würde, da

Digitized by Google

mit der Hülfeleistung aus dem Thale zu lange gezögert oder starker Schneefall hindernd in den Weg tritt? Oder endlich von zwei Bergsteigern, die sich angeseilt haben, stürzt der eine ab, der andere hält ihn durch das Seil fest. Alle Bemühungen, dem Abgestürzten wieder festen Halt zu geben, misslingen, Hülfe kommt keine, der festhaltende Genosse ermüdet, und es tritt der grausige Moment ein, wo er sich sagen muss, dass er in der nächsten Minute nicht mehr stark genug sein werde, den Abgestürzten zu halten, ohne von ihm in die Tiefe gerissen zu werden. Ist es ihm da nicht gestattet, ohne Strafe zu gewärtigen, das verbindende Seil zu zerschneiden und so mit Aufopferung des Genossen sein eigenes Leben zu retten? Alles das sind Fälle des Notstandes, die fast in allen Gesetzbüchern vorgesehen sind und in denen Straflosigkeit gewährt wird und gewährt werden muss."

Endlich sei aus dem allgemeinen Teile noch erwähnt, dass der Entwurf die dem Glarnerrecht bisher fremde Verjährung des Vollzuges rechtskräftig zuerkannter Strafen einführen will.

Im *besondern* Teile des Entwurfes treffen wir eine ganze Reihe von Abänderungen, die sich auf die Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und seine Ordnung beziehen. Die Strafbarkeit des Ungehorsams gegen amtliche Verfügungen (§ 49) wird, in Übereinstimmung mit Art. 183 des schweizerischen Vorentwurfes und mit den Strafgesetzbüchern von Zürich, Basel u. s. w., abhängig gemacht von einer vorausgegangenen Androhung der Überweisung an das Gericht. Sodann ist das Erfordernis eines Strafantrags der betreffenden Behörde hinzugefügt worden.

Auch der Ungehorsam gegen ein Friedgebot (§ 52), die Drohung von Verbrechen (§ 56) und die unerlaubte Selbsthülfe (§ 61) sollen nur auf Antrag straflos sein. Interessant ist aber vorab die Umgestaltung des Unfugbegriffs. Die Strafbestimmung gegen Hausfriedensstörung enthielt im geltenden Gesetz und im Gesetz von 1867 den Zusatz:

„*Ruhestörerische und beleidigende Unfugen anderer Art, namentlich solche, die zur Nachtzeit verübt werden, sind mit Geldbusse bis auf Fr. 100, in schwereren Fällen mit Gefängnis zu bestrafen.*"

Eine solche Gesetzesbestimmung bot sich allerdings zu allen Auslegungskünsten. Das Obergericht bemerkt denn auch, nach der Überschrift des Titels hätte die Bestimmung nur in den Fällen Anwendung finden sollen, in denen ein Unfug gegen den Staat und seine Ordnung vorlag, thatsächlich wurden aber alle die Unfugen, die nicht leicht unter andere Bestimmungen zu bringen

Digitized by Google

waren, selbst Ehrverletzung durch anonyme Schmähschriften, nach diesem Paragraphen behandelt und bestraft.

Der neue Vorschlag lautet:

„*§ 53bis. Wer die öffentliche Ruhe, besonders zur Nachtzeit, durch Lärm, Geschrei oder Unfug anderer Art stört, oder wer die Bevölkerung oder Teile derselben durch falsche Gerüchte, Alarmzeichen oder ähnliche Handlungen absichtlich beunruhigt oder erschreckt, wird vom Polizeigericht mit Busse bis Fr. 100, in schwereren Fällen mit Gefängnis bis zu 8 Tagen bestraft.*“

Aus allem ergiebt sich übrigens, dass die Überschrift des ersten Titels für das, was darin eingestellt ist, viel zu eng ist.

Im dritten Titel will der Entwurf zwischen Eid und Handgelübde einen Unterschied in dem Sinne einführen, dass das falsche Handgelübde weit milder bestraft werden soll (§ 70bis). Eid ist das Erwahrungsmittel im Civilprozess, das Handgelübde kommt im Steueranlageverfahren bei der Aufnahme von Erbinventaren u. s. w. vor. Zu bedauern ist, dass der Glarner Civilprozess des Eides nicht entbehren zu können glaubte, anderwärts, wie in Zürich und Appenzell, geht es auch ohne denselben. Die Bekräftigung der Aussage durch die Worte „dieses schwöre ich“ darf übrigens kaum als eine konfessionslose, rein bürgerliche Handlung anerkannt werden, die durch Androhung von Rechtsnachteilen erzwungen werden darf. In andern Kantonen, die den Eid kennen, wird eben das Handgelübde als bürgerlicher Ersatz des Eides angesehen und dann aber auch der Bruch des Handgelübdes dem Falscheid gleichgestellt.

Der vierte Titel, Verbrechen gegen die Sittlichkeit, hat in mehreren Richtungen dem schweizerischen Vorentwurfe sich angeschlossen. Schon das bisherige Gesetz hat den geschlechtlichen Missbrauch von Kindern unter 14 Jahren, ohne Untersuchung der Geschlechtsreife, unter dieselben Strafandrohungen gestellt, wie die Notzucht gegenüber Erwachsenen. Nun wird vorgeschlagen, den Versuch der Vollendung gleichzustellen. Der Begriff der Schändung wird auf den Missbrauch Schwachsinniger u. s. w. (vgl. Art. 111 des Vorentwurfs) ausgedehnt. Die unzüchtige Nötigung (§ 78bis) des Entwurfes entspricht Art. 109 des Vorentwurfs. Der Ehebruch wird durch den Entwurf (§ 83) zum Antragsverbrechen, und zwar ist die Durchführung der Scheidungsklage Voraussetzung des Antrags. Der Antrag ist innert drei Monaten seit der Rechtskraft des Scheidungsurteils zu stellen.

Im fünften Titel, Verbrechen und Vergehen wider Leib und Leben, begegnen wir einer milderen Strafandrohung auf Kindsmord,

Digitized by Google

1—6 Jahre Zuchthaus an Stelle von 3—15 Jahren. Der zu allgemein gefasste Thatbestand der Kinderverschleppung (§ 100) ist ersetzt durch folgende Fassung:

„*Wer dem Inhaber der elterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt ein Kind absichtlich vorenthält oder entzieht, wird mit Gefängnis bestraft.*“

Die Bestimmungen über vorsätzliche Körperverletzung (§ 102) sind zwar besser gefasst, aber der Entwurf vermochte sich nicht vom System der Erfolgshaftung, die durch den folgenden § 103 nur wenig eingeschränkt wird, loszusagen. — Die Strafen des Zweikampfs sind gemildert.

Bei der Entführung (sechster Titel, § 108) ist dem zürcherischen Gesetze und dem schweizerischen Vorentwurf ein Zusatz entnommen worden: Hat eine Eheschliessung stattgefunden, so darf ein Strafverfahren erst dann stattfinden, wenn die Ehe nichtig erklärt worden ist.

Mit Bezug auf die Brandstiftung (achter Titel, jetzt als siebenter Titel behandelt, § 116) ist die Verübung „an einem Etablissement, durch dessen Brand einer grössern Zahl Personen der Verdienst entzogen wurde“, unter die ausgezeichneten Thatbestände eingereiht. Anderseits soll das Inbrandsetzen von dürrem Gras u. s. w. nur dann als Brandstiftung, die immer Zuchthaus nach sich zieht, bestraft werden, wenn eine erhebliche Gefährde oder ein erheblicher Schaden dadurch verursacht wurde. Das ist „Jurisprudenz des täglichen Lebens“, es ist nur die Frage, ob der Gesetzgeber sie in dieser Weise betreiben soll oder ob er nicht besser thut, den Weg des schweizerischen Vorentwurfs einzuschlagen und dem Richter die Würdigung des einzelnen Falles zu ermöglichen und zu erleichtern.

Als §§ 122—124 hatte das bisherige Gesetz die Art. 66—68 des Bundesstrafgesetzbuches (Verbrechen gegen die Sicherheit der Eisenbahnen u. s. w.) aufgenommen. Eine solche Einfügung von Bundesrecht in ein kantonales Gesetz ist nicht unbedenklich, der Richter muss eben doch nach Bundesrecht urteilen und zu diesem Behufe das Bundesgesetz zur Hand nehmen und vielleicht auch den allgemeinen Teil desselben aufschlagen, so dass ihm die Wiedergabe des Textes einzelner Artikel im kantonalen Gesetze nicht viel nützt. Dennoch will der Entwurf nichts daran ändern, der Bericht bemerkt nur beiläufig, der Telephonbetrieb sei wohl als zur Verwaltung des Telegraphen gehörig zu betrachten. Diese Frage ist in der That in diesem Sinne gelöst durch Art. 1 des

Digitized by Google

Bundesgesetzes betreffend das Telephonwesen vom 27. Juni 1889: „Die auf das Telegraphenwesen bezüglichen Bestimmungen des Bundesstrafrechts finden auch auf das Telephonwesen Anwendung.“

Der achte Titel umfasst die Eigentumsverbrechen. Auf Raub hat das bisherige Gesetz lebenslängliche Zuchthausstrafe angedroht, wenn bei der Ausübung des Verbrechens eine Person so misshandelt oder verletzt wurde, dass infolgedessen ihr Tod eingetreten ist. Der Entwurf setzt dafür zehnjährige bis lebenslängliche Zuchthausstrafe; in gleicher Weise ist auch bei der Brandstiftung, durch die ein Mensch das Leben verloren hat, die frühere absolute Strafandrohung beseitigt, sie ist nur noch aufrechterhalten beim Mord (§ 86), und zwar dort ohne Zulassung mildernder Umstände. Das ist, beiläufig gesagt, noch ein recht wunder Punkt der Gesetzgebung. [1])

Einfacher Diebstahl, Unterschlagung und Eigentumsbeschädigung bis zum Betrage von 100 Fr. sollen nur auf Antrag und zwar durch das Polizeigericht bestraft werden. Diebstahl, Unterschlagung und Schädigung kann bei Beträgen nicht über 10 Fr. mit blosser Geldbusse geahndet werden. Der Gedanke ist unzweifelhaft richtig, nur wird allzuviel auf den Betrag abgestellt. Einzig bei der Eigentumsbeschädigung ist dem Richter solche Milde ohne Rücksicht auf den Betrag gestattet, wenn der Thäter aus Unbedacht oder jugendlichem Leichtsinn gehandelt hat.

Zu § 144 ist statt der geltenden, nur gegen den Zinswucher gerichteten Strafbestimmungen der Wortlaut von Art. 83 des schweizerischen Vorentwurfs aufgenommen worden.

Die Ehrverletzungen sind als zehnter Titel an den Schluss gestellt. Das alte Gesetz unterscheidet Verleumdung und Beschimpfung, der Entwurf hat die Stoffanordnung des schweizerischen Vorentwurfs, Verleumdung, üble Nachrede, Beschimpfung, sich zu eigen gemacht. Nicht aufgenommen sind die Beschränkungen des Wahrheitsbeweises, die auf Verlangen der Vertreter der Westschweiz im Vorentwurfe Aufnahme gefunden. Dagegen hat der Glarner Entwurf die beiden Fälle, in denen der schweizerische Vorentwurf die Möglichkeit gewährt, von Strafe abzusehen, angenommen, nämlich den Widerruf der übeln Nachrede und die gegenseitigen Beschimpfungen.

---

[1]) Vgl. Wachenfeld, Die Begriffe von Mord und Totschlag, Marburg 1890, und die Motive zum schweizerischen Vorentwurf, Art. 50, Totschlag und Mord.


Digitized by Google

Dieser Entwurf wurde im Dezember 1897 vom *Landrat* durchberaten. Nach den Mitteilungen der Glarner Zeitungen nahmen die Verhandlungen folgenden Gang:

Zunächst beschloss der Landrat eine Reihe von Streichungen und von Änderungen am Entwurfe. Die Erhöhung der Altersgrenze der Strafmündigkeit auf 14 Jahre und der Ausschluss der Zuchthausstrafe bei jugendlichen Verbrechern wurde abgelehnt. Die neue Fassung des Notwehrbegriffs wurde verworfen. Die notwendige Strafmilderung gegenüber dem Gehülfen wurde nach dem alten Gesetze wiederhergestellt. Verworfen wurde der Zusatz, dass die Geldstrafe auch nach dem Vermögen, dem Einkommen und den Familienverhältnissen der Schuldigen zu bemessen sei. Man wandte ein, dass dies ein Klassengesetz sei; die Gleichheit vor dem Gesetze verlange, dass zwischen arm und reich kein Unterschied gemacht werde, sonst müsse man dem Reichen mehr Gefängnis oder Zuchthaus zudiktieren als dem Armen.

Die Umgestaltung von § 49, Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen betreffend, wurde zunächst mit der Begründung angefochten, es entstehe Rechtsungleichheit, wenn die Behörde ihren Anordnungen bald eine Strafandrohung beifüge, bald nicht. Schliesslich wurde die ganze Strafbestimmung hier gestrichen und in das Polizeistrafrecht verwiesen. Diese Art der Regelung hat gewiss gute Gründe für sich, aber wenn die Strafandrohung auf geringe Geldbussen sich beschränkt, so wird in vielen Fällen die Behörde gegenüber dem Widerstand Begüterter machtlos sein.

Die Ausscheidung des falschen Handgelübdes aus dem Thatbestand des Meineids (§ 70bis) wurde grundsätzlich gutgeheissen, dagegen die Strafandrohung verschärft und die Straflosigkeit des freiwilligen Rücktritts auf die Fälle falschen Zeugnisses aus Fahrlässigkeit beschränkt. Voraussichtlich wird der Richter da, wo freiwilliger Rücktritt vorliegt, das falsche Zeugnis als fahrlässiges behandeln, ist er doch jetzt schon geneigt zu einer solch milden Auffassung. (Vgl. einen Fall in Zeitschr. IV, S. 85.)

Im Abschnitt der Sittlichkeitsverbrechen wurde die Gleichstellung von Vollendung und Versuch bei Notzucht an Kindern wieder aufgehoben. § 78bis, unzüchtige Nötigung betreffend, wurde gestrichen, weil der Thatbestand unter den allgemeinen Begriff der Nötigung (§ 109) falle. In § 80 hat das geltende Gesetz die widernatürliche Unzucht an einer Person unter 16 Jahren mit Zuchthaus bis auf 10 Jahre bedroht, der Entwurf hatte diesen Auszeichnungsgrund gestrichen und überhaupt die Strafen gemildert. Der alte Paragraph wurde wieder hergestellt, was schon deswegen bedenklich ist, weil gerade solche Handlungen gelegentlich von jungen

Digitized by Google

Leuten unter 16 Jahren begangen werden. Auch die Neuerungen von § 83 werden angefochten, und der Paragraph wird an das Obergericht zurückgewiesen.

Im Titel „Verbrechen wider Leib und Leben" hatte der Entwurf die bisherigen Strafbestimmungen gegen Verwahrlosung von Schutzbefohlenen aufgenommen und lediglich beigefügt, dass je nach Umständen Entziehung der elterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt verhängt werden könne. Im Anschluss hieran wurde angeregt, die Vernachlässigung der Familie in weiterem Umfange unter Strafe zu stellen. Es wurde hingewiesen auf jüngere Familienväter, die ihre Familien im Stiche lassen, im Lande umherziehen und den Lohn verbrauchen. Es war wohl richtig, diese Anregung dem Obergericht zu überweisen; denn in der That fällt der soeben beschriebene Thatbestand nicht unter den Begriff eines Körperverletzungsverbrechens. In § 100 wurde das Erfordernis des Antrags und als Strafe blosse Geldbusse aufgenommen, umgekehrt wurde bei fahrlässiger Körperverletzung (§ 105) die frühere Androhung von Gefängnis in schwereren Fällen wieder aufgenommen.

In den Thatbestand des Wuchers (§ 144) sollte das Verbot eines höhern Zinses als 5 % wieder aufgenommen werden.

Noch kam der Titel „Ehrverletzungen"; man beriet darüber, ob die Bestimmungen des geltenden Gesetzes oder die des Entwurfes den Vorzug verdienen. Da fiel mitten in die Debatte der Antrag, die ganze Beratung über das Strafrecht abzubrechen, weil sie zu keinem Ziele führe, da die Behörde, von welcher der Entwurf ausgegangen, durch keinen Berichterstatter im Landrat vertreten sei. Man bestellte eine Kommission des Landrates, um das Geschäft für die Landsgemeinde von 1899 vorzubereiten. Mit 29 gegen 14 Stimmen wurde dann beschlossen, was richtigerweise zu Anfang hätte geschehen sollen, den Entwurf ohne Wegleitung an eine landrätliche Kommission von 7 Mitgliedern zu weisen. Die Kommission ist seither bestellt worden aus den Herren Regierungsrat Legler, Oberst Gallati, Staatsanwalt Schuler, Edwin Hauser, Peter Schmid, Dr. Hefti und Kriminalrichter Hophan.

Damit ist zunächst alles wieder hinfällig geworden, was der Landrat in der Einzelberatung beschlossen, ja die Kommission kann die Frage, ob überhaupt eine Revision vorzunehmen sei, neuerdings in Erwägung ziehen. In den Beratungen des Landrates hatten die aus dem schweizerischen Vorentwurf herübergenommenen Vorschläge des Obergerichtes in dem Vizepräsidenten Edwin Hauser einen warmen und kundigen Verfechter gefunden. Die Opposition wurde durch den Justizdirektor Legler geführt. Die Presse, insbesondere die Glarner Nachrichten, äusserten wiederholt bittern Tadel über

Digitized by Google

die Arbeit des Landrates, der Landrat selbst hat durch seinen Überweisungsbeschluss zu erkennen gegeben, wie wenig er selber von dem Ergebnis seiner Beratungen befriedigt war.

Eine erspriessliche Strafrechtsreform hat zur notwendigen Voraussetzung, dass die Übelstände und die Misserfolge des heutigen Strafrechts klar erfasst werden. Dabei muss sich der Praktiker bewusst sein, dass seine eigene Lebenserfahrung denn doch nur ein recht kleines Stück des ganzen socialen Lebens bildet, und er sollte es nicht verschmähen, das reiche Erfahrungsmaterial, das von andern und anderwärts gesammelt worden ist, mit in den Kreis seiner Erwägungen zu ziehen. Dann sind die möglichen und vielleicht auswärts schon geprobten oder erprobten gesetzgeberischen Massnahmen ins Auge zu fassen. Mit einigen Textausbesserungen an gesetzlichen Thatbeständen ist es nicht gethan. Das scheint schliesslich auch dem Landrat zum Bewusstsein gekommen zu sein. Ob die Kommission auf die Vorlage des Obergerichts zurückkommen oder noch weiter in der Revision gehen wird, muss dahingestellt bleiben. Von einzelnen Mitglieder der Kommission (Hauser und Gallati) erfahren wir aus den Berichten über die Verhandlungen des Landrats, dass sie eine Reform im Sinne des schweizerischen Vorentwurfs wollen. Ebenso klar ist die Stellung des Kommissionspräsidenten. Dabei haben sich aber auch schon zwei Mitglieder (Gallati und Schuler) für Verschiebung der Beratung unter dem Hinweis auf die kommende Strafrechtseinheit ausgesprochen, und das ist eine Ansicht, die wahrscheinlich Anklang finden wird. Gewiss ist die Strafgesetzgebung nicht Gegenstand einer Geheimwissenschaft, die nur dem Eingeweihten zugänglich ist; gegenteils, sie muss auf der Beobachtung des täglichen Lebens beruhen, wenn sie dem Leben dienen soll, und da kann jeder seinen Teil an Beobachtungen und Vorschlägen beitragen. Aber es giebt doch nur recht wenige, die sich gerade für diesen Zweig der Gesetzgebung interessieren und über die Ursachen der Verbrechen und die Mittel zu ihrer Bekämpfung wirkliche Beobachtungen anstellen. Man muss schon aus weiteren Gebieten als aus dem eines kleineren Kantons die Leute sammeln, die ein genügend umfangreiches Erfahrungs- und Beobachtungsmaterial zusammentragen und dasselbe zu einem einheitlichen Gesetzgebungsprogramme verarbeiten können.

Was auch aus der begonnenen Revisionsarbeit werden mag, wir glaubten, es sei die Pflicht einer schweizerischen Zeitschrift für Strafrecht, von allen gesetzgeberischen Vorgängen in der Schweiz Bericht zu erstatten. Und dass die gegenwärtige Glarner Strafgesetzrevision in einzelnen Punkten viel Lehrreiches und Anregendes bietet, wird selbst dieser gedrängte Bericht erkennen lassen.



Zug. Berichterstatter: Dr. *Cl. Iten,* Advokat in Zug.

Im Kanton Zug sind im Jahre 1897 folgende das Strafrecht berührende gesetzliche Erlasse in Kraft getreten:

1. *Gesetz betreffend Unentgeltlichkeit der Rechtspflege und des Rechtsbeistandes, vom 18. März 1897.*

§ 1. Wer nicht im stande ist, ohne Beschränkung des notwendigsten Lebensunterhaltes für sich und seine Familie die Kosten eines Civilprozesses, *der Verteidigung, resp. Vertretung in Strafprozessen als Angeklagter oder Civilpartei,* oder von gerichtlichen Verfügungen zur Geltendmachung seiner Rechte aufzubringen, hat nach Massgabe dieses Gesetzes Anspruch auf unentgeltliche Rechtspflege und Rechtsbeistand.

§ 7. Gesuche um Bestellung einer Vertretung oder Verteidigung in Strafprozessen sind an diejenige Untersuchungsbehörde zu richten, welche die Untersuchung abzuschliessen hat. Diese entscheidet unter Berücksichtigung von § 3.

In Haftfällen ist auf Verlangen des Inhaftierten immer ein Verteidiger zu bestellen. Für die Vertretung von Civilparteien ist ein Gesuch gemäss § 3 einzureichen.

2. *Gesetz über Bestreitung der Staatsauslagen, vom 1. Januar 1897.*

VII. Strafbestimmungen.

Betreffend Übertretung des vorstehenden Gesetzes gelten folgende Strafbestimmungen:

1. In Bezug auf das Salzregal.

§ 83. Wer ohne von der Staatsbehörde als Salzauswäger angestellt zu sein, Salz verkauft, verfällt in eine Busse von Fr. 50—200.

§ 84. Wer bei einer nicht vom Staate angestellten Person oder von ausserhalb des Kantons Salz bezieht, um dasselbe in unserm Kanton zu verbrauchen, hat nebst Schadenersatz eine Busse von Fr. 50—200 zu bezahlen.

2. In Bezug auf die direkten Steuern.

§ 85. Wenn es sich herausstellt, dass ein Pflichtiger sein Vermögen, sein Einkommen oder seinen Erwerb gar nicht oder unvollständig versteuert, so ist von ihm oder seinem Nachlasse das Zehnfache derjenigen Summe als Nachsteuer zu zahlen, die er dem Staate in den letzten zwei Steuerjahren zu wenig bezahlt hat.

Sind Erbfälle, Schenkungen oder Vermächtnisse verheimlicht worden, für welche eine Erbschaftssteuer hätte entrichtet werden

Digitized by Google

sollen, so soll dafür der dreifache Betrag der schuldigen Steuer bezogen werden.

Rührt das zu wenig versteuerte Vermögen von einer Mehrwertung der Liegenschaft her, so ist eine Nachsteuer nicht zulässig; ebenso, wenn die Vermehrung des Vermögens von der Werterhöhung solcher Sachen herrührt, die bei der Taxation schon vorhanden waren, aber einen geringern Wert hatten.

§ 87. Die eine Hälfte der bezogenen Steuervergütung fällt in die Staatskasse, die andere Hälfte in den Schulfonds der Wohngemeinde des betreffenden Steuerpflichtigen.

3. In Bezug auf die Wirtspatente.

§ 88. Betreff unberechtigter Ausübung des Wirtschaftsgewerbes gelten die Bestimmungen des jeweilen in Kraft bestehenden Wirtschaftsgesetzes.

4. In Bezug auf die Handelspatente.

§ 89. Wer ohne Patent eine Handelschaft gewerbsmässig betreibt oder nebst den selbst verarbeiteten Handelsartikeln angekaufte wieder verkauft oder sonst einen Handelszweig mit seinem Gewerbe verbindet, verfällt in eine Busse von Fr. 5—100, nebst Bezahlung der betreffenden Patenttaxe.

5. In Bezug auf die Alkoholpatente.

§ 90. Übertretungen der eidgenössischen und kantonalen Vorschriften betreffend den Kleinverkauf und den Ausschank von gebrannten Wassern werden nach Massgabe der bezüglichen Erlasse bestraft.

6. In Bezug auf die Markt- und Hausierpatente.

§ 91. Die Bussen wegen Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des Gesetzes über den Markt- und Hausierverkehr sind an Hand dieses Gesetzes auszufällen.

7. In Bezug auf die Stempelgebühren.

§ 92. Wer eine stempelpflichtige Schrift auf ungestempeltem Papier ausstellt, ohne sie innert 14 Tagen von dem Datum der Ausstellung an nachstempeln zu lassen, oder wer von einem dem Stempel unterworfenen, in der That aber nicht gestempelten Akten- oder Schriftstück Gebrauch macht, ohne dieselben mit der betreffenden Stempelmarke zu versehen, verfällt in die Busse der 20fachen für das betreffende Format oder Exemplar bestimmten Stempeltaxe.

Werden als Ersatz des Stempelpapiers geringere oder zu wenig Marken verwendet, als nach dem Format vorgeschrieben ist, so unterliegt der Akt, unter Abrechnung des verwendeten Stempel-

Digitized by Google

wertes, der nachträglichen Bestempelung und zugleich der fünffachen Stempelbusse.

Gebrauchte Stempelmarken sind ungültig.

Die Anfertigung falscher Stempelmarken wird der Urkundenfälschung gleich gehalten. Der wissentliche Gebrauch falscher Stempelmarken wird als Betrug bestraft.

Die Umgehung des Spielkartenstempels wird mit dem 50fachen Betrag der Stempeltaxe als Busse belegt.

§ 93. Die Busse wird bezogen:

1. In Bezug auf Schriften:
   a) vom Aussteller, insofern der Inhaber diesfällige Klaganzeige macht;
   b) je vom Aussteller und vom Inhaber, wenn ein Dritter dieselben einklagt;
   c) von jedem frühern Inhaber sowohl als vom Aussteller, wenn ein späterer Inhaber oder Besitzer die Klaganzeige macht.
2. In Bezug auf stempelpflichtige Druck-, Lithographie- oder anderswie vervielfältigte Schriftgegenstände: in erster Linie vom Herausgeber oder Verbreiter, in zweiter vom Drucker oder Lithographen und in dritter vom Besitzer.
3. In Bezug auf ungestempelte Karten: vom Verkäufer, wenn er Karten an Kantonsbewohner ungestempelt verkauft; vom Wirt oder Familienhaupt, wenn sie solche zum Spielen darreichen, und von allen, die mit denselben spielen.

§ 94. Die kantonalen und gemeindlichen Behörden und Beamten sollen, so oft bei ihren Verhandlungen eine Umgehung der Stempelabgabe vorkommt, die Busse sofort erkennen und zu Handen des Kantons beziehen. Gegen den Ausspruch findet keinerlei Rekurs statt.

8. In Bezug auf die Jagdpatente.

§ 95. Die diesfälligen Bussen werden durch das in § 78 vorgesehene besondere Gesetz festgestellt und gelten inzwischen die bezüglichen Vorschriften des bisherigen Gesetzes.

9. In Bezug auf die Fischereipatente.

§ 96. Übertretungen in betreff der Fischerei werden nach den einschlägigen eidgenössischen und kantonalen Gesetzen und Verordnungen über die Fischerei bestraft.

10. In Bezug auf die Hundesteuer.

§ 97. Wer einen mehr als 8 Wochen alten Hund hält, ohne die Taxe für denselben innert gegebener Frist bezahlt zu haben,

Digitized by Google

ist von der kantonalen Finanzdirektion mit Fr. 10 zu büssen und hat überdies die Taxe nachzuzahlen.

Nicht erhältliche Bussen sind in Gefängnis umzuwandeln, wobei ein Tag zu Fr. 5 zu berechnen ist, soweit nicht eidgenössische Gesetze andere Bestimmungen aufstellen.

§ 98. Wo keine besondere Bestimmung für den einzelnen Fall bereits festgestellt ist, hat jede Anzeige von Übertretungen der in diesem Gesetze enthaltenen Bestimmungen an die Finanzdirektion stattzufinden, welch letztere über die einzelnen Klagen entscheidet.

§ 99. Will der Gebüsste das Urteil der Finanzdirektion nicht anerkennen, so steht ihm innert 10 Tagen der Rekurs an den Regierungsrat offen.

§ 100. Leugnet der Beklagte die der Klage zu Grunde liegende Thatsache, oder sind mit einer eingeklagten Gesetzesübertretung solche erschwerende Umstände verbunden, welche den Fall zu einem Polizeivergehen gestalten können, so ist er auf Antrag der Finanzdirektion durch den Regierungsrat an das Kantonsgericht zu überweisen, welches dann nebst der eigentlichen Strafe zugleich auch die betreffende Busse auszusprechen hat.

§ 101. Von den gemäss diesen Strafbestimmungen ausgesprochenen, vom Staate bezogenen Bussen erhält der statthafte Leiter die Hälfte des Bussbetrages. Die Nachsteuern sind hiervon ausgenommen.

Anzeigen von Staatsangestellten sind ohne Zeugenbeweis gültig, wenn und inwieweit selbe auf eigener persönlicher Wahrnehmung beruhen und innert 24 Stunden gemacht werden.

§ 102. Das Recht zur Klagestellung über unrichtige Vermögensversteuerung erlischt zwei Jahre nach der unrichtigen Steuerzahlung.

Bei Klagen wegen Übertretung anderer Bestimmungen dieses Gesetzes tritt ebenfalls Verjährung ein, wenn selbe erst nach Jahresfrist der bezüglichen Übertretung gestellt werden.

Solothurn. Berichterstatter: Dr. *A. Affolter,* Fürsprech in Solothurn.

Gesetz betreffend die Hundesteuer vom 2. Dezember 1897 (angenommen in der Volksabstimmung vom 20. Februar 1898) enthält in § 6 folgende Strafbestimmung:

„Wer zum Zwecke der Umgehung der Steuer den Besitz eines Hundes in Abrede stellt oder der polizeilichen Aufforderung zur

Digitized by Google

Zahlung innert der anberaumten Frist keine Folge giebt, ist durch den Strafrichter zur Bezahlung der Steuer und in eine Geldbusse bis auf Fr. 50 zu verfällen. Sofern der Fehlbare den Urteilsbetrag nicht auf erste Aufforderung bezahlt, so ist dessen Hund polizeilich wegzuschaffen, ohne dass dadurch der weitere Vollzug des Urteils dahinfällt."

St. Gallen. Berichterstatter: Kantonsrichter Dr. *Jaeger* in St. Gallen.

Folgende Erlasse aus dem Berichtsjahr weisen strafrechtliche Bestimmungen auf:

1. Eine vom Regierungsrat in Ausführung einer einschlägigen Bestimmung des Sanitätsgesetzes erlassene „*Verordnung betreffend die medizinischen Berufsarten*", vom 15. Mai 1897, bestimmt in Art. 8, dass die *Sanitätskommission leichte Pflichtverletzungen* von Medizinalpersonen (Ärzten, Apothekern, Zahnärzten, Hebammen und niederen Chirurgen) disciplinarisch durch Verwarnung oder Verweis abwandeln könne, und dass wegen *grober Pflichtverletzung* der *Regierungsrat* die fehlbaren Medizinalpersonen bis zum Bestehen eines rechtskräftigen Gerichtsurteils zu suspendieren befugt sei. Die weiteren Bestimmungen dieses Artikels wiederholen nur bereits bestehende Vorschriften des allgemeinen Strafrechtes, nach welchen die Medizinalpersonen in Bezug auf die Ausübung ihrer Berufspflichten und die Folgen einer Verletzung derselben den Beamten und Angestellten gleichzuhalten sind [1]).

2. Eine regierungsrätliche Verordnung vom 20. Juli 1897, „*betreffend den Verkehr mit künstlichen kohlensauren Getränken*", stellt die Herstellung und den Verkauf von künstlichen kohlensauren Wassern, Selters- und Sodawassern, Siphons, Brauselimonaden ,und ähnlichen Fabrikaten unter die Kontrolle der Organe der Sanitätspolizei und enthält bestimmte Vorschriften über die Beschaffenheit der Fabrikationslokale, die Qualität des zu verwendenden Wassers und der Kohlensäure, über die Beschaffenheit der zur Verwendung gelangenden Apparate, über die Art und Weise der Bereitung der genannten Getränke etc.

Gemäss Art. 13 der Verordnung sind die Übertretungen dieser Vorschriften, sofern kein schwereres Delikt vorliegt, durch den Ge-

---

[1]) Vgl. Art. 171, Ziff. 3, Art. 129, Art. 144, 145, Art. 165—170 des Strafgesetzbuches vom 4. Januar 1886.



meinderat mit Bussen von Fr. 5—100, im Wiederholungsfalle bis auf Fr. 150 zu bestrafen.

3. Am 27. Dezember 1897 ist das Gesetz in Kraft getreten, durch welches der Kanton St. Gallen seinen Beitritt zum *Konkordat über die Stellenvermittlung von Dienstboten im Inlande* erklärt hat, welches Konkordat dadurch mit dem 1. Januar 1898 auch für St. Gallen Geltung erhalten hat.

Die Stellenvermittlungsbureaux werden dadurch unter staatliche Kontrolle gestellt, zur Patentlösung, Kautionsleistung und Registerführung verpflichtet und an einen vom Polizeidepartement zu genehmigenden Tarif gebunden. Auf die Übertretungen der Vorschriften des Konkordates ist Geldbusse bis auf Fr. 200 und Gefängnis bis auf 8 Tage angedroht (Art. 9). Nach Art. 10 sind die in einem der Konkordatskantone [1]) verhängten Strafurteile in den übrigen „auf blossen Vorweis des vom Polizeidepartement unterzeichneten oder gegengezeichneten Urteils hin vollstreckbar".

4. Endlich enthält auch noch ein vom 27. Dezember 1897 datiertes, ebenfalls mit 1. Januar 1898 in Anwendung getretenes „*Gesetz betreffend Massnahmen gegen die Reblaus*" Strafbestimmungen. Es sind nämlich Bussen von Fr. 50—500 angedroht für diejenigen, welche ein wegen Auftretens der Reblaus abgesperrtes Grundstück, in welchem Nachforschungen und Schutzarbeiten vorzunehmen sind, betreten, oder welche der Verpflichtung, von jeder wahrgenommenen Krankheitserscheinung an Reben, welche auf das Vorhandensein der Reblaus deutet, dem zuständigen Gemeindeamt Anzeige zu machen, nicht nachleben. Im Wiederholungsfalle kann mit dieser Geldstrafe auch Gefängnisstrafe bis auf 3 Monate verbunden werden.

Mitglieder von Rebkommissionen und Sachverständige, die ihren in dem Gesetze umschriebenen Pflichten nicht nachkommen, sind nach den allgemeinen Bestimmungen über die Amtsdelikte [2]) disciplinarisch oder gerichtlich zu bestrafen.

Aargau. Berichterstatter: Dr. jur. *Walther Merz* in Aarau.

1. Durch das *Kreisschreiben des Obergerichts des Kantons Aargau an die Bezirksgerichte betreffend das Verfahren bei Verurteilung von jugendlichen Verbrechern,* vom 22. Dezember 1896 (erschien erst 1897

[1]) Gegenwärtig ausser St. Gallen noch Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf.

[2]) Vgl. Art. 165—170 des Strafgesetzbuches vom 4. Januar 1886.


Digitized by Google

in der Gesetzessammlung, n. F., V, 1), ist den Bezirksgerichten mitgeteilt worden, dass gemäss den bestehenden gesetzlichen Vorschriften nicht sie, sondern einzig der Regierungsrat kompetent sei, die Versetzung in die Zwangserziehungsanstalt Aarburg zu verfügen. Indes ist seither im Grossen Rate die Abänderung der bezüglichen Bestimmungen im Sinne einer Übertragung dieser Befugnis auf die richterlichen Instanzen verlangt worden.

2. Die *Verordnung betreffend kommissionelle Behandlung einzelner Geschäfte beim Obergericht,* vom 24. Mai 1897 (G.-S., n. F., V, 17), hat in Vollziehung des Art. 53, Schlusssatz, der Staatsverfassung gewisse Streitfälle und Geschäfte an Stelle des Gesamtobergerichts den hierfür bestellten Kommissionen (3—5 Mitglieder) zur endgültigen Erledigung übertragen. Zur Beschlussfassung ist Vollzähligkeit der Kommission erforderlich, alle Geschäfte können durch Kommissionsbeschluss ans Gesamtobergericht gewiesen werden. Hier fällt § 3 der Verordnung in Betracht, welcher lautet:

Die *Kommission für Zuchtpolizeifälle* entscheidet:

a) über alle Rekurse gegen zuchtpolizeiliche Urteile der Gerichtspräsidenten;

b) über Rekurse gegen bezirksgerichtliche Zuchtpolizeiurteile, insofern das zu erlassende Urteil nicht höher geht als auf eine Freiheitsstrafe von 4 Wochen oder eine Geldbusse von Fr. 300, je für sich oder in Verbindung miteinander, und eine Entschädigung von Fr. 300.

Im weitern erstreckt sich die Strafkompetenz der Kommission, sei es, dass diese Strafe als Hauptstrafe, sei es, dass sie in Verbindung mit andern als Nebenstrafe ausgesprochen wird, noch auf:

Wegnahme von Waren und Gerätschaften, sofern deren Wert Fr. 300 nicht übersteigt;

Kantonsverweisung.

Pressvergehen fallen ausschliesslich in die Kompetenz des Gesamtobergerichts.

3. Das *Gesetz über das Jagdwesen,* vom 23. Februar 1897 (G.-S., n. F., V, 25), enthält folgende Strafbestimmungen:

§ 21. Übertretungen dieses Gesetzes und des Bundesgesetzes über Jagd und Vogelschutz vom 17. Herbstmonat 1875 sollen vom Bezirksamt untersucht und vom Bezirksgericht auf zuchtpolizeilichem Wege erledigt werden.

§ 22. Als Jagdfrevel wird bestraft:

a) Das Jagen und Einfangen von Gewild ohne Berechtigung (Art. 21 des Bundesgesetzes und §§ 4 und 10 dieses Gesetzes) mit einer Busse von Fr. 20—60.

Digitized by Google

b) Das Anbringen von Selbstschüssen (Art. 6 des B.-G.) mit Fr. 300 bis Fr. 500.

c) Das Giftlegen, der Gebrauch von explodierenden Geschossen, das Anbringen von Fangvorrichtungen mit den in Art. 6 des Bundesgesetzes über Jagd und Vogelschutz aufgestellten Ausnahmen (Art. 6 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 40 bis Fr. 100. Das Schlingenlegen soll mit dem Maximum der Busse bestraft werden.

d) Das Tragen von Stock- oder zusammengeschraubten Flinten (Art. 6 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 20.

e) Die Verfolgung des Jagdgeflügels durch Zerstörung von Nestern und Bruten und durch Ausnehmen der Eier (Art. 6 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 20—60.

f) Der Gebrauch von andern Hunden als Hühnerhunden im September (Art. 8 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 20.

g) Der Abschuss, sowie der Kauf und Verkauf von Rehkitzen, der Kauf und Verkauf von Wildbret nach Schluss der Jagd im Sinne von Art. 5 des Bundesgesetzes über Jagd und Vogelschutz mit einer Busse von Fr. 20.

h) Der Fang, das Töten, das Ausnehmen der Nester und das Feilbieten der durch das Bundesgesetz über Vogelschutz vom 17. Herbstmonat 1875 unter den Schutz des Bundes gestellten Vogelarten (Art. 17 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 10—30.

i) Der Vogelfang mittelst Netzen, Vogelherden, Lockvögeln, Käuzchen, Leimruten, Schlingen, Bogen und andern Fangvorrichtungen (Art. 19 des B.-G.) mit einer Busse von Fr. 10—30.

§ 23. Jagdfrevel während der geschlossenen Jagdzeit, zur Nachtzeit, sowie an Sonn- und Feiertagen, sind mit dem doppelten Betrag der in § 22 bestimmten Bussen zu belegen (Art. 22 des B.-G.).

§ 24. Als Gesetzesübertretung wird bestraft:

a) Das Jagenlassen von Hunden zur geschlossenen Jagdzeit (Art. 22 des B.-G.) für jeden Hund mit einer Busse von Fr. 5—15.

b) Eigentumsbeschädigung (Art. 21 des B.-G. und § 13 dieses Gesetzes [1]), sowie Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften des § 13, Absatz 2 und 3, dieses Gesetzes [1]) mit einer Busse von Fr. 5 bis Fr. 20.

---

[1]) § 13 lautet: «Die Jagdpächter dürfen ihr Jagdrecht niemals auf solche Weise ausüben, dass dadurch dem Grundeigentum oder den Kulturen Schaden zugefügt wird. Die Pächter sind für den Schaden, der aus einer Übertretung dieser Vorschrift hervorgeht, verantwortlich.

Treibjagden in Rebbergen sind untersagt.

Das Absuchen von eingefriedigtem Grundeigentum oder der Weinberge während der Traubenreife und vor Beendigung der Weinlese ohne Einwilligung des Grundeigentümers ist verboten.»


Digitized by Google

c) Die Ausübung der Jagd ohne die gesetzlichen Ausweise (§ 8 dieses Gesetzes [1]) mit einer Busse von Fr. 2.

d) Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften des § 5, Satz 1 [2]), § 9, Satz 2 [3]), und §§ 11 und 12, Satz 1, dieses Gesetzes [4]) mit einer Busse von Fr. 10—40.

e) Die Verwendung von Laufhunden (§ 12, Satz 2, dieses Gesetzes [4]) mit einer Busse von Fr. 50.

§ 25. Im Rückfalle sind alle Bussen angemessen zu verschärfen, und es soll die Jagdberechtigung für je zwei bis sechs Jahre entzogen werden (Art. 22 des B.-G.).

§ 26. Unerhältliche Bussen sind in Gefängnis umzuwandeln, wobei ein Tag zu Fr. 5 zu berechnen ist (Art. 151 des B.-G. über die Organisation der Bundesrechtspflege vom 22. März 1893).

§ 27. Die bei Jagdfrevel zur Verwendung gekommenen Waffen und Fanggeräte sind zu Handen des Staates zu konfiszieren, ebenso das erlegte, gefangene oder entwendete Wild zu Handen des Revierpächters.

4. Das *Gesetz betreffend das Brandversicherungswesen,* vom 25. Mai 1897 (G.-S., n. F., V, 49), enthält in § 82 folgende Strafbestimmung:

1. Widerhandlungen gegen die Vorschriften des § 4 [5]) sind ungültig und werden mit einer Busse bis zum halben Betrage der kantonalen Versicherungssumme belegt.

   Überdies verliert der Fehlbare im Brandfalle jeden Schadensersatzanspruch gegenüber der kantonalen Anstalt.

   Für die Rechte allfälliger Pfandgläubiger gelten die Vorschriften des § 49 [6]).

2. Der Gebäudebesitzer, welcher der Schätzungsbehörde einen Umstand, der einen Zuschlag bedingt, verschweigt, oder der

---

[1]) Diese Ausweise bestehen in den von der Finanzdirektion ausgestellten Jagdkarten.

[2]) Verbot der Unterpacht der Reviere.

[3]) Erteilung der Jagdbewilligung an Dritte durch mehrere Besteher eines Reviers (Zustimmung aller Anteilhaber erforderlich).

[4]) Die §§ 11 und 12 lauten:

§ 11. Das Wild darf in angrenzenden Revieren weder aufgejagt noch verfolgt werden. Angeschossenes oder verendetes Wild gehört dem Inhaber desjenigen Reviers, in welchem es tot niederfällt oder gefunden wird.

§ 12. Das Einsetzen irgend einer Wildgattung ist nur mit Bewilligung der Verpächterin gestattet.

Der Gebrauch von Laufhunden (solchen von über 36 cm. Risthöhe) ist untersagt.

[5]) Doppelte Versicherung der Immobilien.

[6]) Die Brandversicherungsanstalt hat den Pfandgläubigern Schadensersatz zu leisten.


Digitized by Google

es unterlässt, eine Veränderung, die einen Zuschlag zur Folge hat, binnen 14 Tagen, vom Zeitpunkte des Eintritts derselben an gerechnet, dem Gemeinderate anzuzeigen, ist in eine Busse von Fr. 20—500 zu verfällen.

3. Mit einer Busse von Fr. 10—300 sind zu belegen Widerhandlungen gegen die Vorschriften der §§ 45 [1]), 57 [2]), 58 [3]), 60 [4]), 62 [5]), 63 [6]), 66 [7]), 67 [8]), 71 [9]), 74 [10]) und 75 [11]).

4. Gemeinderäte, denen Nachlässigkeit in der Führung des Lagerbuches und der Mobiliarversicherungskontrolle, sowie der übrigen, bezüglich der Mobiliarversicherung ihnen auferlegten Pflichten nachgewiesen werden kann, sind mit einer Busse von Fr. 10—100 zu belegen.

Die vorgesehenen Bussen werden durch den Regierungsrat ausgefällt.

5. Die *Verordnung über die Ausübung des Begnadigungsrechtes und die Bewilligung der bedingten Freilassung,* vom 22. November 1897 (G.-S., n. F., V, 71), ist in dieser Zeitschrift, XI, 126—128, abgedruckt.

Neuchâtel. Rapporteur: M. le docteur *F.-H. Mentha,* professeur de droit pénal, à Neuchâtel.

Nous n'avons à signaler aucun acte législatif dans le domaine pénal pendant l'année 1897.

Cependant, la question de la revision de quelques articles du Code pénal est pendante devant le Grand Conseil. Il s'agit des

---

[1]) Verbot der Veränderungen an der Brandstätte vor der Abschätzung.

[2]) Verbot der weichen Bedachung für neue Gebäude.

[3]) Verbot des Aufbaues oder der seitlichen Erweiterung eines mit weicher Bedachung versehenen Gebäudes ohne Anbringen eines Ziegeldaches.

[4]) Verbot feuerpolizeiwidriger Feuereinrichtungen.

[5]) Mobiliarversicherungszwang.

[6]) Der Dienstherr hat die Fahrhabe der Dienstboten, und der Arbeitgeber diejenige der Arbeiter, soweit sie sich im Hause, resp. auf den Arbeitsstellen befindet, in die Versicherung aufzunehmen.

[7]) Verbot der Versicherung nicht vorhandener Mobilien oder zu einem höhern Wert, als sie haben, sowie Verbot der Doppelversicherung.

[8]) Versicherungsverträge über Mobilien sind binnen 8 Tagen von der Versicherungsgesellschaft oder ihren Agenten dem Gemeinderat des Ortes, wo die Gegenstände sich befinden, zur Genehmigung einzureichen.

[9]) Vorschriften zur Durchführung des Versicherungszwanges.

[10]) Verhalten bei Vermehrung oder Verminderung des Mobiliars.

[11]) Verfahren bei Abschätzung von Mobiliarschäden.


Digitized by Google

dispositions relatives à la banqueroute, délit dont on songe à étendre la notion pour la rendre plus indépendante de l'état de faillite, et surtout de l'article 399, qui frappe de trois ans de réclusion au minimum tout individu coupable de vol, d'abus de confiance ou d'escroquerie en seconde récidive. On demande ou d'abaisser ce minimum de trois ans pour la seconde récidive, ou de ne frapper de cette aggravation considérable de peine que la quatrième ou cinquième récidive. Cependant, l'article 399, dans sa teneur actuelle, ne manque pas de défenseurs; ils font remarquer que le législateur savait bien ce qu'il faisait; que cette sévérité est salutaire; enfin qu'avant de manifester les bons effets qu'elle peut avoir dans le domaine de la petite criminalité, il est nécessaire qu'elle se fasse connaître aux individus auxquels elle est destinée, ce qui demande un peu de temps, puisque ces gens-là n'étudient la loi pénale que par l'application pratique qu'on leur en fait.

Digitized by Google

Entscheidungen in Strafsachen. — Jurisprudence pénale.

I. Bundesgericht. — Tribunal fédéral.

Mitgeteilt von Dr. *Leo Weber*, Bundesrichter in Lausanne.

Urteile der II. Abteilung des Bundesgerichts.

1. Urteil vom 25. November 1897 in Sachen Gotthardbahngesellschaft.

A. Auf dem Bahnkörper der Gotthardbahngesellschaft zwischen dem Inschitunnel und der Inschibrücke (Km. 49 $^{500}/_{600}$), oberhalb Amsteg, zeigten sich seit Mai 1895 auffallende Geleisesenkungen, als deren Ursache sich kleinere Risse in den Bahnstützmauern erwiesen. Da weitere Beobachtungen ergaben, dass die Mauer selbst in Bewegung gekommen war, wurden die dringendsten Schutzarbeiten vorgenommen und ein Rekonstruktionsprojekt von umfassender Bedeutung (kolossale Stützpfeiler) vorgelegt, das die Genehmigung des Eisenbahndepartementes unterm 12. März 1896 erhielt. Während des mit grosser Emsigkeit betriebenen Baues zeigten sich am 4. Juli 1896 plötzlich neue klaffende Risse. Um die Fundamente für die Stützmauern erstellen zu können, waren Ausgrabungen notwendig. Das Aushubmaterial wurde in die Reuss abgeschüttet. Mit Schreiben vom 23. Juli 1896 gab der Allmendaufseher des Kreises VII der Baudirektion von Uri diese Abschüttungen zur Kenntnis, mit dem Bemerken, es sei anzunehmen, dass einige Tausend Kubikmeter abgeschüttet worden seien, und mit den weitern Beifügen, dass es allerdings sehr schwierig und für die Gotthardbahn mit grossen Kosten verbunden gewesen wäre, das Aushubmaterial anders zu placieren, dass sonach die Abschüttung «speciell in der Konvenienz der Gotthardbahn» gelegen habe und sie daher «mit der höchsten Strafe belegt werden» dürfte. Daraufhin erteilte die Baudirektion, gemäss Schlussnahme des Regierungsrates, dem Kantonsingenieur den Auftrag, möglichst genau festzustellen, wie viel Kubikmeter Aushubmaterial in die Reuss abgeschüttet worden sei, wie viel voraussichtlich noch abgeschüttet werde, und ob sich dafür nicht ein anderer Ablagerungsplatz vorfinde, eventuell welche Massnahmen der Gotthardbahn zur Unschädlichmachung der Ablagerungen anbefohlen werden könnten und sollten. Das vom 30. Juli 1896 datierte Gutachten des Kantonsingenieurs gelangt zu den Schlüssen: Das ganze Aushubmaterial betrage cirka 2380 Kubikmeter, wovon cirka

Digitized by Google

$^2/_3$ Erde und Geröll, $^1/_3$ fauler Felsen; der gesunde Felsen, welcher für die Auflager des Fundamentwerkes habe gesprengt werden müssen, sei nicht in die Reuss abgeschüttet, sondern in der Fundamentgrube zur Mauerung zurückbehalten worden. Es sei nicht möglich gewesen, diese Masse anders zu deponieren als in die Reuss. Weitere Massnahmen gegenüber der Gotthardbahn müssen voraussichtlich keine getroffen werden. Das abgeschüttete Material sei von einer solchen Qualität, dass den Abflussverhältnissen der Reuss wenig Eintrag gethan worden sei. Die Regierung des Kantons Uri trat hierauf mit der Gotthardbahngesellschaft in Unterhandlungen betreffend Ausrichtung einer Entschädigung; am 23. September 1896 wurde ein Augenschein durch die Baudirektion im Beisein zweier Bahningenieure vorgenommen; nach dem vom 24. gleichen Monats datierten Bericht der Baudirektion an den Regierungsrat hatten sich die Verhältnisse wesentlich verschlimmert; es sollten gegen 5000 Kubikmeter abgelagert sein, und sollte auf seiten der Gotthardbahngesellschaft «mehr Bosheit und Bequemlichkeit als Notwendigkeit» vorliegen. Da die Gotthardbahngesellschaft auf mehrere eine Entschädigung verlangende Zuschriften des Regierungsrates keine Antwort erteilte, fasste der Regierungsrat am 23. Januar 1897 den Beschluss, gegen sie Strafklage zu erheben und gleichzeitig die Entschädigungsforderung zu stellen. Am 29. Januar 1897 langte eine Antwort der Gotthardbahngesellschaft ein, welche ausführt, der Totalaushub betrage cirka 4500 Kubikmeter, wovon cirka die Hälfte im Reusstobel abgelagert worden sei; Schaden sei dadurch keiner entstanden; die Regierung möge «einen Billigkeitsstandpunkt einnehmen und von ihrem Entschädigungsbegehren absehen», eventuell eine Expertise anordnen, auf Grund deren der Fall endgültig entschieden werden solle. Der Regierungsrat beschloss jedoch am 6. Februar 1897 nach Einholung eines Gutachtens der Staatsanwaltschaft, «gestützt auf die Anzeigen und Berichte des Allmendaufsehers vom 23. Juli, des Kantonsingenieurs vom 30. Juli und der Baudirektion vom 24. September 1896», bei der Staatsanwaltschaft gegen die Direktion der Gotthardbahn Klage einzureichen. Am 15. März 1897 fand die Verhandlung vor Kreisgericht Uri statt, ohne dass vorher eine Untersuchung, ein Verhör mit den Direktionsmitgliedern oder irgend etwas dergleichen stattgefunden hätte. Die Staatsanwaltschaft stellte den Antrag, die angeklagte Gesellschaft zu Fr. 500 Busse zu verfällen; als Civilpartei klagte die Regierung des Kantons Uri eine Entschädigungsforderung von Fr. 5000 ein. Die Gotthardbahngesellschaft behielt sich laut kreisgerichtlichem Urteil alle Einreden, insbesondere die Inkompetenzeinrede bezüglich der Entschädigungsforderung, vor und machte geltend, sie könne nicht bestraft werden, indem sie sich gegen keine zu Recht bestehenden Gesetze und Verordnungen vergangen habe. Das Kreisgericht Uri verurteilte die Gotthardbahngesellschaft mit Urteil vom selben Tage zu einer Geldbusse von Fr. 1000 und wies die Entschädigungsforderung der Regierung auf den Civilweg. Die Begründung des Urteils geht dahin, dass die Abschüttung, weil ohne Einholung der Bewilligung bei einer zuständigen Behörde erfolgt, strafbar sei, und stützt sich lediglich «auf frühere ähnliche Straffälle und die daherige Praxis der Gerichte». Auf Appellation der Gotthardbahngesellschaft bezüglich des Strafpunktes hin hat das Obergericht des Kantons Uri mit Urteil vom 31. Mai

Digitized by Google

1897 den Entscheid des Kreisgerichtes bestätigt unter Annahme der im erstinstanzlichen Urteile enthaltenen Erwägungen, « und in Anbetracht ferner, dass die Abschüttungen unbestrittenermassen im Auftrage der Gotthardbahngesellschaft und in deren Interesse erfolgten und dieselbe somit hierfür verantwortlich und haftbar ist; dass es sich um eine grobe Zuwiderhandlung gegen das Verbot der Ablagerung von Material in ein dem Kanton gehörendes Gewässer handelt und daher als unerlaubte Handlung zu bestrafen ist». Erst vor zweiter Instanz hatte die Gotthardbahngesellschaft geltend machen lassen, sie sei als juristische Person deliktsunfähig.

B. Gegen das obergerichtliche Urteil hat die Gotthardbahngesellschaft rechtzeitig und formgemäss den staatsrechtlichen Rekurs an das Bundesgericht ergriffen, mit dem Antrage, das angefochtene Urteil sei aufzuheben, unter Kostenfolge, und mit der Begründung, dasselbe enthalte eine Verletzung von Art. 4 der Bundesverfassung, indem es einen Akt der Willkür, eine Rechtsverweigerung involviere. Eine solche Verfassungsverletzung erblickt die Rekurrentin in drei Richtungen: darin, dass sie, obschon als juristische Person deliktsunfähig, aus Konvenienzrücksichten bestraft worden sei; sodann darin, dass die über sie verhängte Strafe sich auf kein Gesetz, kein gültiges Verbot stütze; endlich darin, dass durch die Bestrafung der in Art. 14 der Verfassung des Kantons Uri aufgestellte Grundsatz der Trennung der Gewalten verletzt sei. Endlich weise, wird ausgeführt, das ganze Verfahren der Regierung darauf hin, dass die Strafklage nur zum Zwecke der Umgehung eines ordentlichen Civilprozesses gewählt worden sei.

C. Die Regierung des Kantons Uri trägt als Vertreterin des Staates Uri für sich und namens des Obergerichtes Uri auf Abweisung des Rekurses unter Kostenfolge an. Sie bestreitet, dass das angefochtene Urteil einen Akt der Willkür, eine Rechtsverweigerung enthalte. Im einzelnen führt sie aus: Die Einrede der Deliktsunfähigkeit der Rekurrentin sei von ihr erst in zweiter Instanz vorgebracht worden und deshalb dort nicht mehr zu hören gewesen; übrigens sei sie auch materiell unrichtig. Auf den Satz nulla poena sine lege sodann könne sich die Rekurrentin nicht berufen, weil im Kanton Uri ein kodifiziertes Strafrecht nicht bestehe, vielmehr in jedem einzelnen Falle Sache des Richters sei, zu erwägen und zu beurteilen, ob eine eingeklagte Handlung als strafbar zu qualifizieren sei, und wenn eine bestimmte Strafandrohung nicht existiere, wie die Strafe zu bemessen sei; die sich daraus bildende Gerichtspraxis sei als Rechtsquelle anzusehen. Übrigens habe der Regierungsrat seiner Zeit Abschüttungen in die Reuss verboten, obschon dies der einleuchtenden Unstatthaftigkeit dieser Handlungen wegen nicht einmal nötig gewesen wäre. Der Regierungsrat verweist ferner darauf, dass im Jahre 1891 gegenüber sieben verschiedenen Bauunternehmern der Gotthardbahn sieben Strafurteile im Betrage von Fr. 150—500 wegen Abschüttungen in die Reuss ausgefällt worden sind. Endlich betont er, es wäre der Rekurrentin ein Leichtes gewesen, bei ihm um Bewilligung zur Ablagerung einzukommen.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Da von der Rekurrentin Rechtsverweigerung behauptet wird, ist die Kompetenz des Bundesgerichtes zweifellos vorhanden,



wobei es jedoch, da ein kantonales Strafurteil in Frage steht, zur materiellen Prüfung des letztern nicht befugt ist.

2. Darin, dass die Rekurrentin, obschon sie juristische Person ist, von den kantonalen Gerichten als deliktsfähig behandelt worden ist, kann eine Willkür und also eine Verfassungsverletzung nicht erblickt werden. Die Frage der Deliktsfähigkeit der juristischen Personen ist in Theorie und Praxis bekanntlich streitig, und wenn nun ein Gericht sich für dieselbe ausspricht, so kann darin höchstenfalls eine Verletzung der Grundsätze des Strafrechts, unmöglich aber eine Verfassungswidrigkeit erblickt werden. Übrigens mag daran erinnert werden, dass Art. 34 des Bundesgesetzes über Bau und Betrieb der Eisenbahnen gegenüber den Bahngesellschaften eine Strafandrohung für den Fall wiederholter, verschuldeter Zugsverspätungen enthält, woraus wohl hervorgeht, dass der eidgenössische Gesetzgeber juristische Personen als deliktsfähig ansieht.

3. Die Rekurrentin stützt sich weiterhin insbesondere darauf, sie sei wegen Übertretung eines Verbotes bestraft worden, während ein Verbot, Abschüttungen in die Reuss vorzunehmen, gar nicht existiere, so wenig als die Androhung einer Strafe gegen die Übertretung eines solchen Verbotes. Nun geht aus den auf Veranlassung des Instruktionsrichters von der Regierung zu den Akten gebrachten Auszügen aus den Protokollen der kantonalen Baukommission und des Regierungsrates hervor, dass die genannten Behörden seit dem Jahre 1878 fortwährend gegen das Abschütten von Material in die Reuss, herrührend von Eisenbahnbauten, im Sinne deren Unzulässigkeit eingeschritten sind. Dies würde nun zwar für sich allein noch nicht genügen für den Nachweis eines in Form Rechtens bestehenden allgemeinen Verbotes, indem jene Verbote jeweilen auch nur gegen einzelne Personen, insbesondere die jeweiligen Bauunternehmer, gerichtet sein konnten. Allein die Regierung hat überdies zu den Akten gebracht eine vom Landrate erlassene, vom 11. Juni 1883 datierte Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz betreffend die Wasserbaupolizei im Hochgebirge, und Art. 4 dieser Verordnung nun lautet: „Von den der Oberaufsicht „des Bundes unterstellten Gewässern darf kein dem öffentlichen „Interesse nachteiliger Gebrauch gemacht, noch an denselben eine „Arbeit ausgeführt werden, welche diesem zuwiderlaufende Ver„änderungen in sich schliesst.

„Zu allen erheblichen Veränderungen und zu jeder diese Ver„hältnisse beeinflussenden Verwendung der öffentlichen Gewässer „ist die Einwilligung der zuständigen Behörden nachzusuchen und „notwendig.

Digitized by Google

„Zuwiderhandelnde werden nach Art. 13 des Bundesgesetzes „betreffend die Wasserbaupolizei im Hochgebirge mit Bussen von „50—500 Fr. bestraft und haften überdies für den allfälligen, da- „durch entstandenen Schaden.“

Die Kompetenz des Landrates zum Erlass dieser Verordnung ergiebt sich aus Art. 59, litt. *e*, der Verfassung des Kantons Uri vom 6. Mai 1888, wonach unter die Befugnisse des Landrates fällt „der Erlass von Verordnungen und der Vollziehungsverordnungen zu den Bundes- und kantonalen Gesetzen“. Die Ablagerung von Material in die Reuss nun kann jedenfalls — worüber dem Bundesgericht eine Kognition nicht zusteht — sehr wohl als unter die in Art. 4 genannter Verordnung fallenden Schädlichkeiten subsumiert werden, so dass die Behauptung der Rekurrentin, ein Verbot bestehe nicht, als unhaltbar angesehen werden muss, so sonderbar es auch erscheint, dass die urnerischen Gerichte und Vollziehungsbehörden nicht direkt auf dieses Verbot Bezug genommen haben.

4. Allein gleichwohl muss das angefochtene Urteil, weil auf Willkür beruhend, aufgehoben werden. Zwar kann der Umstand, dass hier eine Verurteilung zu der immerhin hohen Busse von 1000 Fr. stattgefunden hat, ohne dass vorher eine Untersuchung, ein Verhör mit den verantwortlichen Personen der angeklagten Gesellschaft vorgenommen worden wäre, nicht ausschlaggebend sein, indem Rekurrentin sich vor den Urner Gerichten vorbehaltlos auf die Strafklage eingelassen hat. Dagegen erscheint das Urteil aus einem andern Gesichtspunkte als verfassungswidrig: Der in Erwägung 3 citierte Art. 4 der Vollziehungsverordnung droht im Maximum eine Busse von 500 Fr. an: wenn nun die Urner Gerichte, ohne irgend welche Handhabe im Gesetze, dieses Maximum überschritten und der Rekurrentin, entgegen dem Antrage der Staatsanwaltschaft und entgegen der bisherigen Praxis, eine Busse im doppelten Betrage des gesetzlich angedrohten Maximums auferlegt haben, so liegt darin eine Willkür, eine ausnahmsweise, eine andere als die durch das Gesetz erlaubte Behandlung. Darin muss aber eine Verletzung sowohl des Art. 4 der Bundesverfassung, als auch des Art. 14 der Kantonsverfassung erblickt werden, letzteres aus dem Grunde, weil die Gerichte nicht befugt sind, die vom Landrate erlassenen Verordnungen von sich aus abzuändern. Trifft sonach die von der Rekurrentin behauptete Verfassungsverletzung in dieser Richtung zu, so muss das Urteil in toto aufgehoben werden.


Digitized by Google

Demnach hat das Bundesgericht erkannt:

1. Der Rekurs wird als begründet erklärt und daher das Urteil des Obergerichtes des Kantons Uri vom 31. Mai 1897 aufgehoben.

2. Dieser Entscheid ist der Rekurrentin, dem Regierungsrate des Kantons Uri und dem Obergerichte des Kantons Uri schriftlich mitzuteilen.

2. Urteil vom 2. Dezember 1897 in Sachen Weissenbach.

A. Le 28 juin 1897, le Dr Weissenbach, à Fribourg, fut appelé par la Paroisse réformée de Fribourg à se rendre dans la famille de Christian Schuhmacher, ressortissant bernois, demeurant à la rue de Lausanne, où se trouvaient plusieurs malades. Le même jour, il remit à la Direction de police de la ville de Fribourg une déclaration constatant qu'il y avait quatre cas de fièvre typhoïde déclarés dans la famille Schuhmacher et qu'il était impossible de les soigner dans l'appartement occupé par cette famille. La déclaration portait que Christian Schuhmacher, père, était gravement atteint et le fils Christian, de même que Frédéric et Gottfried étaient légèrement malades et pouvaient supporter le transfert à Berne, de même que le jeune Adolphe, atteint de vice du cœur.

Sur le vu de cette déclaration, la Direction de police de la ville de Fribourg décida de transférer les trois fils Frédéric, Gottfried et Adolphe Schuhmacher à l'hôpital de l'Isle à Berne. Elle adressa en conséquence à cet établissement la dépêche suivante:

« Envoyons selon ordre médical Schuhmacher Frédéric, Adolphe et Gottfried, atteints de fièvre typhoïde; ils arrivent train cinq heures.

« Polizeidirektion. »

Au reçu de cette dépêche, le directeur de l'hôpital de l'Isle protesta énergiquement auprès de la Direction de police du canton de Berne, qui protesta à son tour, par dépêche adressée au Département de police de Fribourg, contre le transport des trois malades en question, en demandant que ceux-ci fussent soignés à leur domicile, conformément à la loi fédérale du 22 juin 1875.

Cette dépêche, bien que parvenue à Fribourg le 28 juin à 1 h. 18 de l'après-midi, fut, par suite de diverses circonstances, remise le lendemain au matin seulement à sa destination.

La Direction de police de la ville de Fribourg n'en ayant pas eu connaissance, les trois malades furent expédiés à Berne, comme elle l'avait annoncé, et y arrivèrent un peu après cinq heures sous la conduite d'une diaconesse. Vu leur état, ils furent accueillis à l'hôpital de l'Isle. Mais le directeur de cet établissement renouvela sa protestation auprès de la Direction de police bernoise, déclarant porter plainte contre les auteurs du transfert des trois frères Schuhmacher, cette manière de procéder violant les prescriptions de la loi fédérale du 22 juin 1875 sur les frais d'entretien et de sépulture des ressortissants pauvres d'autres cantons, et allant à l'en-

Digitized by Google

contre des principes les plus élémentaires de la police sanitaire. Il déclarait qu'à leur arrivée à Berne Frédéric et Gottfried Schuhmacher avaient une forte fièvre; que d'après la diaconesse qui les accompagnait, ils avaient depuis huit jours 40° C. le soir et 38,5 à 39 le matin; qu'Adolphe était dans un état de faiblesse lamentable.

La Direction de police bernoise transmit cette plainte, par office du 29 juin 1897, à la Direction de police cantonale de Fribourg en l'appuyant énergiquement.

A la suite de cette réclamation, la Direction de police de Fribourg chargea le préfet de la Sarine d'instruire une enquête au sujet des faits incriminés.

Un procès-verbal d'enquête, daté du 2 juillet, porte que le Dr Weissenbach aurait été interrogé à cette date et aurait confirmé la déclaration qu'il avait faite le 28 juin à la police locale, expliquant que Frédéric et Gottfried Schuhmacher commençaient seulement à être atteints de typhus, qu'Adolphe n'était même pas suspect de typhus et souffrait plutôt de rhumatisme chronique et qu'enfin il n'y avait pas de danger à transporter ces malades, attendu qu'il ne peut y avoir de contagion pendant la première période de la fièvre typhoïde. Cette déposition est certifiée conforme par le préfet de Fribourg, mais n'est pas signée par le Dr Weissenbach.

La Direction de police de Fribourg ayant demandé à celle de Berne de plus amples renseignements sur l'état des trois malades à leur arrivée à Berne, il fut répondu par deux rapports des docteurs Bauer et Dättwyler. Le premier constate que Frédéric et Gottfried Schuhmacher étaient atteints du typhus lors de leur entrée à l'hôpital de l'Isle; Frédéric eut pendant les premiers jours une forte fièvre continue d'où l'on peut conclure qu'il était dans la seconde période de la maladie; Gottfried était déjà dans la quatrième période, avait une fièvre modérée le soir et point le matin. Les deux malades faisaient en arrivant l'impression d'être atteints de maladie grave. Le rapport du Dr Dättwyler porte qu'Adolphe Schuhmacher, admis à l'hôpital de l'Isle une première fois le 18 mars 1897, souffrait alors d'une maladie de cœur et de rhumatisme articulaire; il avait quitté l'hôpital le 28 mars absolument guéri du rhumatisme; quant à la maladie de cœur, elle était incurable; revenu le 28 juin, il ne souffrait pas de rhumatisme et n'avait pas le typhus, mais était très anémique et faible.

Dans un rapport du 17 juillet, écrit sur la demande de la Direction de la police locale de Fribourg, le Dr Weissenbach maintient, au contraire, que s'il s'est permis d'envoyer trois des fils Schuhmacher à l'hôpital de Berne, c'est parce que le plus jeune, atteint de rhumatisme articulaire aigu et récemment renvoyé non guéri de l'hôpital de l'Isle, ne pouvait sans grave danger rester dans un foyer d'infection comme celui que lui offrait le logement paternel, et parce que les deux autres frères n'étaient qu'au début de la maladie, ne pouvaient dès lors pas être contagieux et étaient par conséquent légalement transportables.

Ensuite de préavis de la Commission de santé, le Conseil d'Etat de Fribourg, se fondant sur les art. 355 et 391 de la loi sur la police sanitaire, décida dans sa séance du 13 août de suspendre le Dr Weissenbach

Digitized by Google

pour quinze jours dans l'exercice de ses fonctions, soit à partir du 30 août au 12 septembre inclusivement.

Cet arrêté est motivé comme suit:

Il résulte de l'examen des faits que soit l'autorité locale, soit le Dr Weissenbach se sont rendus coupables de graves infractions aux lois existantes, aux mesures sanitaires générales et aux règles de l'humanité, du bon ordre et des relations amicales entre Etats confédérés. Ou le Dr Weissenbach n'a pas connu la maladie des fils Schuhmacher, ou, connaissant cette maladie, il a gravement contrevenu aux dispositions des art. 93 et 176 de la loi sur la police de santé, ainsi qu'à la loi fédérale du 22 juin 1875, en ne révélant pas à la Direction de police cantonale les cas de typhus qu'il avait été appelé à soigner et en donnant une déclaration à l'autorité locale pour faire transporter trois des fils Schuhmacher à Berne. En outre, il ne s'est pas conformé à la circulaire de la Direction de police, du 1er décembre 1893, rappelant aux médecins les prescriptions qui leur incombent en cas de maladies contagieuses ou infectieuses.

L'arrêté du Conseil d'Etat de Fribourg fut notifié le 27 août au Dr Weissenbach par l'intermédiaire du préfet de Fribourg. Il fut inséré la veille déjà dans la Feuille des avis officiels du canton de Fribourg, puis de nouveau dans le numéro du 2 septembre.

B. Le 1er/3 septembre, le Dr Weissenbach adressa au Tribunal fédéral un recours de droit public contre le dit arrêté, dont il demande l'annulation. Le 26 octobre, l'avocat Bielmann a en outre adressé au Tribunal fédéral un mémoire complémentaire. Ce recours est basé en substance sur les moyens suivants:

Le Dr Weissenbach n'étant pas le médecin traitant de la famille Schuhmacher s'est borné à faire une déclaration à la Police locale, estimant que c'était à elle à entendre les médecins de la famille et à prendre les mesures légales, en particulier à décider s'il y avait lieu de transporter les fiévreux dans leur canton d'origine. Il n'a été appelé à se prononcer ni sur les conditions du transport, ni sur les mesures à prendre. — Il n'a jamais été informé qu'une enquête s'instruisait contre lui et n'a jamais été entendu. Le secrétaire de la préfecture est simplement venu lui demander des renseignements sur l'état dans lequel il avait trouvé la famille Schuhmacher. Mais cet employé n'avait aucune qualité pour instruire une enquête; il ne s'est pas même annoncé comme chargé d'y procéder. A défaut du préfet, c'est son lieutenant qui doit le remplacer et non son secrétaire. Le rapport adressé à la Police locale ne saurait remplacer l'audition régulière du recourant, attendu qu'il était destiné à la justification de l'autorité locale et non à celle de son auteur. Le recourant se défend d'avoir commis une erreur ou une négligence en faisant sa déclaration du 28 juin à la Direction de la police locale. La loi fédérale du 2 juillet 1886 énumère les maladies épidémiques qui offrent un danger général. Parmi celles-ci ne figure pas la fièvre typhoïde. Les cantons n'ont de compétence que pour l'exécution de la loi; ils ne peuvent rien y ajouter. C'est donc sans droit qu'une circulaire de la Directon de police cantonale, du 5 janvier 1891, ajoute aux maladies prévues par la loi fédérale la fièvre scarlatine et la fièvre typhoïde

Digitized by Google

et prescrit aux médecins de l'aviser de leur apparition en conformité de l'art. 93 de la loi sur la police de santé. En admettant que les cantons aient compétence pour édicter une semblable disposition, la circulaire en question empièterait en tout cas sur les attributions du pouvoir législatif ou du Conseil d'Etat et serait dès lors inconstitutionnelle. Il en serait de même de la circulaire de la Direction de police du 1er décembre 1893 prescrivant aux médecins appelés à traiter entre autres des cas de fièvre typhoïde d'en donner avis immédiatement «soit à l'autorité locale, soit à la Direction de police cantonale». Du reste, cette circulaire n'a nullement été violée. Elle doit en effet être comprise en ce sens que l'avis qu'elle prescrit est alternatif et non cumulatif. En avertissant la Direction de la police locale, le recourant a donc satisfait à cette prescription. Il est vrai que l'art. 93 de la loi sur la police de santé ordonne aux médecins d'aviser la Direction de police de tout ce qui peut intéresser la santé publique et notamment de l'apparition des épidémies. Mais la Direction de police et le Conseil d'Etat ont eux-mêmes réglé l'application de cette disposition par leurs circulaires et arrêtés. On ne saurait lui donner aujourd'hui une portée plus étendue. La question revient donc à savoir si le recourant s'est conformé à la circulaire du 1er décembre 1893. Or, l'affirmative a été démontrée. L'opinion contraire du Conseil d'Etat repose sur une interprétation arbitraire du texte de cette circulaire et constitue une violation de l'égalité devant la loi (art. 4 Const. féd.). L'art. 176 de la loi sur la police de santé et l'art. 1er de la loi fédérale du 22 juin 1875, que le recourant aurait soi-disant violés aussi, imposent des obligations aux cantons et aux communes et on ne conçoit pas comment un médecin aurait pu y contrevenir. L'arrêté du 13 août 1897 viole l'art. 7 de la Constitution fribourgeoise, à teneur duquel aucune peine ne peut être infligée que par une autorité compétente en application d'une loi et suivant les formes qu'elle prescrit. Il prive arbitrairement le recourant des droits qui lui sont garantis par les art. 2, 4, 31 et 33 de la Constitution fédérale. Il viole enfin l'art. 31 de la Constitution fribourgeoise proclamant le principe de la séparation des pouvoirs. Le Conseil d'Etat n'a en effet pas le droit de modifier par des circulaires les lois fédérales et cantonales. Il n'a pas non plus compétence pour statuer sur les infractions à la loi sur la police sanitaire: cette compétence est réservée aux présidents de tribunaux par la loi du 29 mai 1869 sur l'organisation judiciaire (art. 43). Cette dernière loi a abrogé le chap. VII et en particulier l'art. 391 de celle du 28 mai 1850 sur la police de santé. Dans tous les cas, quand il y a infraction, ce n'est pas à l'autorité administrative à prononcer, mais au président du tribunal. Or, l'arrêté attaqué accuse le recourant d'avoir commis «de graves infractions aux lois.» Le Conseil d'Etat était dès lors incompétent.

C. Le Procureur général du canton de Fribourg, agissant au nom du Conseil d'Etat, a conclu au rejet du recours. Dans deux mémoires en réponse à ceux du recourant, il fait valoir en substance ce qui suit:

L'arrêté incriminé ne viole aucune disposition de la Constitution fédérale. L'art. 33, loin d'enlever aux cantons le droit de régler la situation des médecins, leur reconnaît au contraire expressément ce droit. L'art. 31,

Digitized by Google

à supposer qu'il puisse s'appliquer à la profession de médecin, peut donner lieu à un recours au Conseil fédéral, mais non au Tribunal fédéral. Quant à l'art. 2, on ne voit pas comment il pourrait avoir été violé. Enfin il n'est pas non plus démontré que le Conseil d'Etat ait méconnu le principe de l'égalité devant la loi (art. 4 Const. féd.). La suspension prononcée contre le recourant n'est pas une peine au sens juridique, mais une mesure disciplinaire, ainsi que cela résulte de l'art. 391 de la loi du 28 mai 1850 appliqué par le Conseil d'Etat. Il faut distinguer entre les peines administratives et celles prononcées par les tribunaux. Les premières font exception à la règle générale de procédure posée par l'art. 389 leg. cit. Il résulte d'ailleurs de la nature des choses que les mesures prises par l'administration ne sont pas soumises aux formalités du code de procédure pénale. La loi organique du 24 mai 1869 et le code de procédure pénale ne visent que les autorités judiciaires pénales. La loi de 1869 n'a nullement abrogé le chap. VII de celle du 28 mai 1850. Elle n'a eu d'autre effet, en ce qui concerne la police de santé, que de mettre dans la compétence du président du tribunal, en lieu et place de celle du tribunal correctionnel, les infractions d'une nature pénale. Ces infractions sont notamment toutes celles commises par des citoyens, par exemple l'exercice illégal de la médecine, la vente d'aliments malsains, etc. En ce qui concerne les agents de l'administration, comme les médecins, les pharmaciens, sages-femmes, ils sont, selon le cas, punis disciplinairement (art. 391), ou encore, cumulativement avec la peine disciplinaire, déférés aux tribunaux s'ils ont commis un crime ou délit, par exemple un homicide ou une lésion par imprudence. Tel est le sens de l'art. 43 de la loi organique de 1869 et des art. 389 et 391 de la loi sur la police de santé. La mesure disciplinaire prise contre le recourant n'était donc pas soumise aux règles de la procédure pénale et aucune forme de procédure obligatoire en l'espèce n'a été méconnue. Quant à la prétendue inconstitutionnalité de la circulaire du 1er décembre 1893, il est tout d'abord évident que le recourant est dans l'erreur lorsqu'il soutient que l'art. 69 de la Constitution fédérale enlève aux cantons tout droit de légiférer en matière de police sanitaire. La législation fédérale ne renferme qu'un minimum de prescriptions à observer, au delà duquel les cantons sont libres d'édicter ou de maintenir en force des prescriptions plus sévères. L'autorité fribourgeoise était donc en droit d'assimiler la fièvre typhoïde aux autres maladies contagieuses prévues par la loi fédérale et d'imposer aux médecins l'obligation d'en signaler aussi l'apparition. La Direction de police était compétente pour édicter ces prescriptions en vertu des pouvoirs que lui donne la loi sur la police de santé (art. 5 et 8). Le reccurant ne s'est pas conformé à la circulaire de cette autorité du 1er décembre 1893. Cette circulaire exige que tout médecin appelé auprès d'un malade et qui découvre chez celui-ci une maladie contagieuse en avertisse l'autorité. L'avis doit être donné « soit à l'autorité locale, soit à la Direction de police cantonale ». Le sens de cette prescription résulte de l'alinéa qui la suit, portant que « la Direction de police communique aussitôt l'avis au bureau sanitaire fédéral ». Pour faire cette communication, la Direction de police cantonale doit être avertie dans tous les cas. Le recourant ne l'a pas avertie et son omission a mis le Gouvernement de Fribourg dans l'im-

Digitized by Google

possibilité d'empêcher la violation de la loi fédérale du 22 juin 1875 sur les frais d'entretien des pauvres d'autres cantons.

Vu ces faits et considérant en droit :

1° Le Tribunal fédéral n'est pas compétent pour connaître du recours en tant qu'il vise l'art. 31 de la Constitution fédérale garantissant la liberté de commerce et d'industrie. Les recours pour violation de cette disposition constitutionnelle rentrent en effet dans la compétence du Conseil fédéral (art. 113, Const. féd., et 189, 3°, O. J. F.).

En revanche le Tribunal fédéral est compétent à l'égard des autres violations de droits constitutionnels allégués par le recourant.

2° Il y a lieu de remarquer tout d'abord que ce dernier est dans l'erreur lorsqu'il soutient que l'art. 69 Const. féd. a enlevé aux cantons toute compétence législative en matière de police sanitaire contre les épidémies et les épizooties. Il est hors de doute, au contraire, d'une part, que les dispositions légales fédérales édictées en vertu de cet article, de même p. ex. que celles sur la chasse et la pêche, n'ont abrogé les lois cantonales qu'autant que celles-ci leur étaient contraires, et, d'autre part, que les cantons ont conservé la compétence d'édicter des prescriptions plus étendues ou plus rigoureuses que celles de la loi fédérale. Les dispositions de la loi fribourgeoise et des circulaires administratives concernant la fièvre typhoïde, non mentionnée à l'art. 1er de la loi fédérale du 2 juillet 1886 sur les mesures à prendre contre les épidémies, n'ont donc rien de contraire à l'art. 69 Const. féd.

3° Le recourant se plaint entre autres d'une violation du principe de la séparation des pouvoirs inscrit à l'art. 31 de la Constitution fribourgeoise.

Cet article dispose que les trois pouvoirs législatif, exécutif et administratif, et judiciaire, sont séparés, „d'après les limites déterminées par la loi". Il aurait été violé, selon le recourant, de trois manières :

a) Les circulaires de la Direction de police cantonale, des 5 janvier 1891 et 1er décembre 1893, assimilant la fièvre typhoïde aux maladies contagieuses prévues par la loi fédérale, constitueraient un empiètement du pouvoir exécutif sur les attributions du législatif.

Cette manière de voir n'est pas fondée. L'art. 2 de la loi sur la police de santé, du 28 mai 1850, donne au Conseil d'Etat la direction et l'inspection supérieures de l'administration sanitaire. Les art. 3 et 395 portent que le Conseil d'Etat prend les arrêtés et fait les règlements touchant l'administration sanitaire sur la proposition de la Direction de police. En vertu de ces dispositions,

Digitized by Google

le Conseil d'Etat était chargé de pourvoir entre autres à l'exécution de l'art. 93 de la loi portant que toutes les personnes qui exercent l'art médical doivent informer sur-le-champ la Direction de police de tout ce qui peut intéresser la santé publique, notamment de l'apparition des maladies contagieuses ou épidémiques. Il avait dès lors compétence pour déterminer quelles maladies devaient être considérées comme épidémiques ou contagieuses et pour régler la manière dont les autorités devaient en être informées.

b) Mais, dit le recourant, en admettant que le Conseil d'Etat fût compétent, c'est de lui qu'auraient dû émaner les circulaires des 5 janvier 1891 et 1er décembre 1893 et non de la Direction de police. Cette dernière s'est arrogé un pouvoir qui ne lui appartenait pas et les deux circulaires en question, émanant d'une autorité incompétente, sont sans valeur légale.

Il est exact qu'à teneur de l'art. 3 de la loi sur la police de santé, c'était au Conseil d'Etat à faire les règlements touchant l'administration sanitaire. Les circulaires des 5 janvier 1891 et 1er décembre 1893 émanant de la Direction de police ne répondent dès lors pas absolument aux termes de la loi. Mais on ne saurait voir dans ce fait un empiètement de l'un des pouvoirs mentionnés à l'art. 31 de la Constitution cantonale sur les attributions d'un autre. La compétence d'édicter ces circulaires appartenait en effet à l'autorité exécutive, dont la Direction de police fait partie, bien que subordonnée au Conseil d'Etat. Or le recourant n'a pas établi que le transfert à une autorité immédiatement subordonnée au Conseil d'Etat d'attributions appartenant à celui-ci soit en contradiction avec un principe constitutionnel quelconque. La loi seule aurait été violée. Mais la violation d'une loi, sauf le cas de déni de justice, ne peut donner lieu à un recours de droit public au Tribunal fédéral. Au surplus, il est à remarquer que le Conseil d'Etat connaissait depuis des années l'existence des circulaires en question et que non seulement il n'y a jamais fait d'objection, mais les a au contraire faites siennes en en faisant lui-même application.

c) En troisième lieu l'arrêté attaqué empièterait sur les attributions du pouvoir judiciaire, attendu que la compétence pour statuer sur les infractions à la loi sur la police sanitaire appartiendrait aux tribunaux et non au Conseil d'Etat.

D'après le recourant, l'art. 43 de la loi d'organisation judiciaire, du 29 mai 1869, aurait abrogé le chapitre VII de la loi sur la police sanitaire traitant du mode de procéder dans la poursuite des contraventions ; en tout cas ce serait à l'autorité judiciaire à prononcer toutes les fois qu'il y a infraction à la loi.

Digitized by Google

Suivant le procureur-général de Fribourg, au contraire, la loi organique de 1869 n'aurait nullement abrogé le chap. VII de la loi sur la police sanitaire, mais simplement transféré aux présidents de tribunaux les attributions qui appartenaient jusque là aux tribunaux correctionnels. En vertu des art. 389 et 391 de la loi sur la police sanitaire, les agents de l'administration sanitaire, comme les médecins, les pharmaciens, les sages-femmes, pourraient être punis disciplinairement et, s'ils ont commis un crime ou délit, p. ex. un homicide ou une lésion par imprudence, être en outre déférés aux tribunaux.

A teneur de l'art. 389 leg. cit. „les contraventions aux lois et règlements de la police sur la santé des hommes et des animaux sont, en règle générale, dénoncées et poursuivies selon les prescriptions renfermées dans l'organisation judiciaire, le code pénal et le code de procédure pénale".

D'après cette disposition, ce sont donc les autorités judiciaires qui, dans la règle, sont compétentes pour connaître, suivant les formes de la procédure pénale, des contraventions à la loi et aux règlements sur la police sanitaire.

Par exception à cette règle, l'art. 391 ibid. dispose ce qui suit: „Les agents de l'administration sanitaire sont réprimandés, suspendus ou révoqués dans l'exercice de leurs fonctions par l'autorité administrative compétente, sans préjudice aux autres peines qu'ils peuvent avoir encourues et qui sont du ressort des tribunaux."

Cet article aurait pu être invoqué comme fondement de la compétence du Conseil d'Etat dans le cas particulier, s'il était établi que les médecins fussent des agents de l'administration sanitaire au sens du dit article. Mais tel n'est pas le cas. La preuve que les médecins ne sont pas des agents de l'administration sanitaire résulte tout d'abord de l'art. 61 de la loi, qui énumère les agents spéciaux de la police sanitaire sans faire aucune mention des médecins en général. Elle résulte ensuite de l'art. 11, qui prévoit que la Direction de police adresse des rapports au Conseil d'Etat touchant l'administration sanitaire, puis ajoute: „A cet effet, elle se fait donner par tous les agents de la police de santé, ainsi que par les personnes qui exercent une partie quelconque de l'art médical, tous les renseignements dont elle a besoin." Cet article distingue donc entre les agents de la police de santé et les personnes exerçant l'art médical. Cette même distinction se retrouve à l'art. 390, tandis qu'à l'art. 391 il ne s'agit plus que des agents de l'administration sanitaire. Ce dernier article parle du reste d'agents exerçant des fonctions, par où il faut sans doute entendre des fonctions publiques. Or les médecins, bien qu'officiers publics patentés, exercent un art

Digitized by Google

ou une profession, mais non une fonction publique, ainsi que cela résulte entre autres des termes de l'art. 355 de la loi citée. Il suit de là que la compétence du Conseil d'Etat de Fribourg pour prononcer la suspension du recourant dans l'exercice de sa profession ne pouvait être déduite de l'art. 391 cité.

Il est d'ailleurs conforme à la nature des choses que les compétences disciplinaires d'une autorité s'étendent seulement aux fonctionnaires et employés qui lui sont subordonnés.

Mais dans l'arrêté dont est recours, le Conseil d'Etat n'invoque pas seulement l'art. 391 de la loi sur la police de santé applicable aux agents de l'administration sanitaire, mais en outre l'art. 355 ainsi conçu :

„Lorsqu'une personne patentée pour une partie quelconque de l'art médical est convaincue, dans l'exercice de son art, d'immoralité, d'incapacité ou de négligence, le Conseil d'Etat peut, suivant la gravité du cas, la réprimander, ou la suspendre de sa profession, ou lui retirer définitivement sa patente."

Il est procédé, dans ces cas, conformément à l'art. 389. Cette disposition ne s'applique pas aux cas dont la répression appartient aux tribunaux, soit en vertu de la présente loi, soit en vertu du code pénal.

Dans ses deux mémoires, le Procureur général de Fribourg ne fait aucun état de cet article, ce qui semble indiquer que d'après ce magistrat l'art. 355 ne pouvait servir à justifier la compétence du Conseil d'Etat. Cette opinion s'impose en effet en présence de la disposition du second alinéa de cet article portant qu'il est procédé, dans les cas prévus au premier, „conformément à l'art. 389". Ce texte se concilie sans doute mal avec la phrase suivante du même alinéa disant que „cette disposition ne s'applique pas aux cas dont la répression appartient aux tribunaux". La restriction ainsi apportée à l'application de l'art. 389 ne se conçoit pas, puisque cet article, comme on l'a vu plus haut, place précisément la répression des contraventions aux lois et règlements sanitaires dans la compétence des autorités judiciaires. Quelle que soit l'explication de ce désaccord de textes au moins apparent, le Tribunal fédéral ne saurait méconnaître la prescription claire et précise de l'art. 355 à teneur de laquelle il est procédé, dans les cas prévus à cet article, conformément à l'art. 389. Dès lors, à supposer que le recourant se trouvât dans l'un de ces cas, il n'aurait pu, à teneur de ce dernier article, être poursuivi que devant les autorités judiciaires et suivant les formes de la procédure pénale.

Même si l'on admettait en principe que le Conseil d'Etat est compétent pour statuer lui-même dans les cas prévus au premier


Digitized by Google

alinéa de l'art. 355, on devrait reconnaître qu'il n'était pas compétent dans l'espèce parce qu'aucun de ces cas ne s'offrait à son jugement. L'arrêté dont est recours ne constate en effet ni que le recourant se soit rendu coupable d'immoralité, ni qu'il ait fait preuve d'incapacité dans l'exercice de son art. Il lui reproche, il est vrai, d'avoir négligé d'avertir la Direction de police des cas de fièvre typhoïde qu'il avait reconnus dans la famille Schuhmacher. Mais il lui reproche surtout un fait positif, à savoir la déclaration remise par lui à la police locale de Fribourg portant que trois des fils Schuhmacher pouvaient être transportés à Berne. En faisant cette déclaration, il aurait, suivant le Conseil d'Etat, violé l'art. 176 de la loi sur la police de santé, ainsi que la loi fédérale du 22 juin 1875. Or il est certain que ce fait ne rentrait dans aucun des cas prévus à l'art. 355 cité et que dès lors il n'était pas soumis en vertu de cet article au jugement du Conseil d'Etat.

Il résulte des considérations qui précèdent que les art. 355, 389 et 391 de la loi de police sanitaire, en admettant qu'ils soient encore en vigueur, ne justifient pas la compétence du Conseil d'Etat pour rendre l'arrêté dont est recours. Il est dès lors inutile de rechercher si, comme le prétend le recourant, ils ont été abrogés par l'art. 43 de l'organisation judiciaire du 29 mai 1869, qui dispose que les Présidents des Tribunaux d'arrondissement prononcent définitivement, quelle que soit la peine, sur toutes les infractions aux lois concernant entre autres la police de santé. Il est clair que si cet article avait abrogé ceux plus haut cités de la loi sur la police de santé, l'incompétence du Conseil d'Etat pour rendre l'arrêté attaqué serait absolument évidente et hors de discussion.

Il est ainsi démontré que l'arrêté du Conseil d'Etat de Fribourg, du 13 août 1897, empiète sur les attributions des autorités judiciaires et viole par là le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs inscrit à l'art. 31 de la Constitution fribourgeoise, de même que l'art. 7 de la même constitution, à teneur duquel aucune peine ne peut être infligée que par une autorité compétente.

4° Le recours apparaissant comme fondé au regard des deux dispositions constitutionnelles précitées, il est inutile d'examiner les autres moyens invoqués par le recourant.

Par ces motifs :

Le Tribunal fédéral prononce :

I. Le recours est déclaré fondé et l'arrêté du Conseil d'Etat de Fribourg, du 13 août 1897, est annulé.

II. Communication du présent arrêt sera faite par copie au recourant Dr Weissenbach, ainsi qu'au Conseil d'Etat du canton de Fribourg.


Digitized by Google

3. Urteil vom 22. Dezember 1897 in Sachen A. S.

I. Mit Brief vom 14. April 1897 versprach A. S. in B. dem Präsidenten der eidgenössischen Pferdeankaufskommission für die Centralschweiz, Oberst Vigier, einen Betrag von 30 Fr., wenn Oberst Vigier ihm seine Stute als zur eidgenössischen Zucht tauglich erkläre.

II. S. wurde daraufhin von der Polizeikammer des Kantons Bern mit Urteil vom 25. August 1897 der Bestechung schuldig erklärt und in Anwendung des Art. 88 des bernischen Strafgesetzbuches korrektionell zu zehn Tagen Gefängnis und zu den Staatskosten verurteilt.

Die Polizeikammer ging in ihrem Entscheide von folgenden Erwägungen aus: Der von der Bestechung der Bundesbeamten und Angestellten handelnde Art. 56 des Bundesgesetzes über das Bundesstrafrecht vom 4. Februar 1853 passe auf den vorliegenden Fall nicht. Derselbe behandle nämlich in Absatz 2 die sogenannte aktive Bestechung nur als Teilnahmehandlung an der sogenannten passiven Bestechung. Die Strafbarkeit des Bestechers sei also von dem Erfolg seiner Thätigkeit bei dem zu Bestechenden bedingt. Im vorliegenden Falle sei kein Erfolg eingetreten. Es könne daher von einer Versuchshandlung auch nicht die Rede sein. Die Subsumtion des gegenwärtigen Falles unter den ersten Absatz des Art. 88 des bernischen Strafgesetzbuches dagegen sei an sich zutreffend, indem dieser Artikel in Abweichung vom Bundesstrafrecht die aktive Bestechung, möge sie erfolgreich sein oder nicht, als selbständigen Deliktsthatbestand aufstellt. Gegen die Zulässigkeit dieser Subsumtion werde nun aber eingewendet, der Umstand, dass es sich um die Bestechung eines Bundesbeamten handle, begründe grundsätzlich die ausschliessliche Anwendbarkeit des Bundesstrafrechts. Es sei zuzugeben, dass die Deliktsthatbestände des Bundesstrafrechts innerhalb des von ihnen selbst umschriebenen Umfangs nicht aus dem kantonalen Strafrecht ergänzt werden dürfen und dass daher vorliegend die Anwendung des Art. 88, Abs. 1, des bernischen Strafgesetzbuches unzulässig wäre, wenn derselbe sich lediglich als Versuchshandlung des in Art. 56, al. 2, des Bundesstrafrechts normierten Delikts darstellen würde. Aber es sei die Anwendbarkeit von im Bundesstrafrecht nicht enthaltenen, selbständigen Thatbeständen des kantonalen Strafrechts selbst auf solche Fälle, deren Natur eine Normierung durch das Bundesstrafrecht erwarten liesse, anzuerkennen, zumal da von der Souveränität der Kantone auf dem Gebiete des Strafrechts auszugehen sei. Ein solches Verhältnis sei vorliegend gegeben. Während nämlich das Bundesstrafrecht die Bestechung nur als gegen die Lauterkeit der Amtsführung gerichtetes Amtsdelikt kenne und den Bestecher als Teilnehmer bei demselben behandle, enthalte Art. 88, Abs. 1, des bernischen Strafgesetzbuches einen hiervon verschiedenen, selbständigen Thatbestand, indem bei demselben der Erfolg der aktiven Bestechung ausser Betracht falle. Die Subsumtion des vorliegenden Falles unter Art. 88, Abs. 1, des bernischen Strafgesetzbuches sei auch mit dem Wortlaut dieses letztern durchaus vereinbar.

III. Gegen diesen Entscheid erklärt S. den staatsrechtlichen Rekurs an das Bundesgericht.

Digitized by Google

Er beantragt Aufhebung des Urteils unter Kostenfolge und fordert an Taggeldern und Verteidigungskosten vor den kantonalen Instanzen 200 Franken.

Zur Begründung seiner Begehren führt Rekurrent aus: Art. 88 des bernischen Strafgesetzbuches sei auf den vorliegenden Fall nicht anwendbar. Dieser Artikel habe nur die Bestechung kantonaler Beamten im Auge. Für diese Annahme spreche Wortlaut, Zweck und Stellung der fraglichen Bestimmung im Systeme des bernischen Strafrechts. Vorliegend sei aber die Bestechungshandlung gegen einen Bundesbeamten gerichtet gewesen. Der Thatbestand der Bestechung von Bundesbeamten werde nach seiner aktiven und passiven Seite hin vom Bundesstrafrecht ausschliesslich beherrscht. Der vorliegende Fall würde demnach unter den Thatbestand des Art. 56 des Bundesgesetzes vom 4. Februar 1853 fallen. Da aber, wie die Vorinstanz richtig angeführt habe, Art. 56 die sogenannte aktive Bestechung nur als Teilnahmehandlung an der sogenannten passiven Bestechung behandle und die Strafbarkeit des Bestechers durch den im vorliegenden Fall nicht eingetretenen Erfolg seiner Thätigkeit bei dem zu Bestechenden bedingt sei, so kenne das Bundesrecht eine Strafandrohung für den vorliegenden Thatbestand überhaupt nicht. Die Polizeikammer habe demnach einen Thatbestand mit Strafe belegt, der weder im kantonalen Rechte noch im Bundesrechte unter einer Strafandrohung stehe. Es sei somit die Verurteilung des Rekurrenten als ein Akt der Willkür zu bezeichnen. Sie verstosse sowohl gegen das Prinzip der Gleichheit der Bürger vor dem Gesetze, wie gegen den das kantonale und das eidgenössische Strafrecht beherrschenden Grundsatz «nulla poena sine lege».

IV. Der Präsident des Bundesgerichtes hat auf Gesuch des Rekurrenten hin mit Verfügung vom 5. November 1897 die Vollziehung des von der Polizeikammer unterm 25. August 1897 erlassenen Strafurteils bis zum Entscheide des Bundesgerichtes sistiert.

V. In ihrer Rekursbeantwortung beantragt die Polizeikammer des Kantons Bern Abweisung des Rekurses.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Rekurrent nimmt an, in dem von ihm angefochtenen Urteile habe die Polizeikammer des Kantons Bern mit Recht erklärt, dass für den ihr vorgelegten Thatbestand das Bundesstrafrecht und speciell Art. 56 des Gesetzes vom 4. Februar 1853 über das Bundesstrafrecht keine Strafandrohung enthalte.

2. War aber der dem kantonalen Strafrichter unterbreitete Thatbestand im Bundesstrafrecht nirgends vorgesehen, so durfte der Richter offenbar untersuchen, ob besagter Thatbestand unter eine Bestimmung des kantonalen Strafrechts passe, und im Falle der Bejahung die kantonale Norm anwenden (Art. 3 der Bundesverfassung).

3. Da im übrigen die Polizeikammer des Kantons Bern bei der Verurteilung des Rekurrenten das kantonale Gesetzesrecht keines-

Digitized by Google

wegs offenbar willkürlich ausgelegt und angewendet hat, so steht es dem Bundesgericht gemäss konstanter Praxis nicht zu, den Entscheid vom 25. August 1897 einer nähern Prüfung zu unterwerfen.

Demnach hat das Bundesgericht erkannt:

Der Rekurs wird als unbegründet abgewiesen.

II. Kantonale Gerichte. — Tribunaux cantonaux.

Entscheidungen der Gerichte von Baselstadt in Strafsachen.

Mitgeteilt von Strafgerichtspräsident *Dr. Völlmy* in Basel.

---

1. Urteil des Strafgerichts vom 30. Oktober 1897 in Sachen M. K. Sch., 25 Jahre alt, des vollendeten und versuchten Wuchers und der Übertretung des Gesetzes betreffend das Trödelgewerbe angeklagt.

Erwägungen:

Im September dieses Jahres bot der Reisende J. S. der Angeklagten, die hier ein Trödelgeschäft betreibt, vier Pfandscheine über für Fr. 34 versetzte Gegenstände zum Pfand an gegen ein Darlehen von Fr. 2. Da die Sch. zum Abschluss eines solchen Geschäftes nicht berechtigt war, wies sie ihn ab. Als S., der erklärte, er bedürfe sofort dringend Geld und er werde im stande sein, in den nächsten Tagen das Geld wieder zurückzubezahlen, sein Ansuchen wiederholte, anerbot sie sich, die Pfandscheine für Fr. 2 zu kaufen und ihm dafür das Recht einzuräumen, in einigen Tagen die Scheine wieder zurückzukaufen. S. trat darauf ein und erklärte noch, es komme ihm dann auf einige Franken nicht an. Zwei Tage nachher kaufte S. die Scheine zurück und musste dafür Fr. 5 bezahlen. Einige Tage später war S. wieder in dringender Geldverlegenheit. Er trat wiederum der Sch. die Pfandscheine ab, diesmal gegen Fr. 3. Auch diesmal wurde wieder der Rückkauf vorbehalten. Als Rückkaufspreis ist nach Angabe des S. Fr. 6, nach Angabe der Sch. Fr. 5 festgesetzt worden. Als etwa 8 Tage später S. durch seinen Vater die Scheine bei Frau Sch. beziehen wollte, verweigerte diese, angeblich weil der Vater S. grob gewesen sei, die Rückgabe der Scheine.

S. erstattete daraufhin Strafanzeige.

Die Angeklagte hat sich des Wuchers nach § 152 *a* des Strafgesetzes schuldig gemacht. S. befand sich entschieden in einer

Digitized by Google

Notlage, als er die Hülfe der Sch. in Anspruch nahm. Diese Notlage war der Angeklagten bekannt; sie wurde übrigens, wie sich in der Verhandlung ergeben hat, von S. der Sch. ausdrücklich geschildert. Diese Notlage hat die Sch. ausgebeutet, indem sie sich für die kurze Frist von einigen Tagen ungefähr das Doppelte von dem, welches sie dem S. gegeben hatte, versprechen, beziehungsweise gewähren liess. Wenn es sich nun hier auch um kleine Beträge handelt und zugegeben werden muss, dass bei Berechnung eines normalen Zinsfusses für diese kurze Zeit Frau Sch. nicht genügend für ihre Mühe entschädigt worden wäre, so ist sie doch viel zu weit gegangen, so dass nach den Umständen des Falles die Vermögensvorteile in auffälligem Missverhältnis zu der Leistung stehen; insbesondere wenn man berücksichtigt, dass laut den Pfandscheinen der Wert der dort verpfändeten Gegenstände ein derartiger war, dass für den geringen auf die Pfandscheine hingegebenen Betrag kein Risiko bestand, ausgenommen natürlich ein etwaiger Verlust nach § 206 des Obligationen-Rechts. Diese Vermögensvorteile verschaffte sich die Angeklagte „für die Hingabe eines Darlehens versteckt in der Form eines andern Rechtsgeschäftes". S. wollte entschieden ein Darlehen. Wenn Frau Sch. das Geschäft nicht in der Form eines Darlehens, sondern als Kauf mit dem Recht auf Rückkauf abschloss, so geschah dies lediglich, weil sie zu einem Pfandleihgeschäft nicht berechtigt war, sondern die staatliche Bewilligung nur für das Trödelgeschäft, also nur zum Kauf und Verkauf, besass. Der Wille beider Parteien ging jedoch entschieden dahin, dass die Zahlung des Kaufpreises als Hingabe des Darlehens, der Unterschied zwischen dem Kaufspreise und dem verabredeten Rückkaufspreise als bedungene Vergütung für das Darlehen und die Übergabe der Scheine als Verpfändung derselben für das Darlehen aufzufassen seien.

Bei der Strafausmessung ist zu berücksichtigen, dass die Angeklagte gut beleumdet und nicht vorbestraft ist, und dass es sich um verhältnismässig kleine Beträge handelt.

Das Gericht hat demnach erkannt:

M. K. Sch. ist des vollendeten Wuchers schuldig und wird gemäss den §§ 152 *a* und 45 des Strafgesetzes zur Bezahlung einer Busse von Fr. 50 und der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 10, sowie zur Rückgabe der Pfandscheine und Zahlung von Fr. 3 Entschädigung an J. S. verurteilt.

2. Urteil des Strafgerichts vom 2. November 1897 in Sachen H. G., 39 Jahre alt, der fahrlässigen Gefährdung von Personen auf Eisenbahnen angeklagt.

Erwägungen:

Gemäss Beschluss des Bundesrates vom 22. Oktober d. J. erhebt die Staatsanwaltschaft gegen H. G. Klage wegen fahrlässiger

Digitized by Google

Gefährdung von Personen auf Eisenbahnen. Der Thatbestand ist folgender:

Sonntag den 18. Juli 1897, morgens 7 Uhr, sollte ein vom Angeklagten geführter Tramwagen der elektrischen Strassenbahnen am St. Albangraben mit einem in entgegengesetzter Richtung verkehrenden Wagen kreuzen.

Zu diesem Zwecke hätte G. vor der Kreuzungsweiche anhalten sollen, statt dessen fuhr er aber über dieselbe hinaus und musste dann, um dem entgegenkommenden Wagen freie Durchfahrt zu geben, wieder zurückfahren.

Bei Änderung der Fahrrichtung muss der auf dem Dache des Wagens befindliche Bügel, der die Stromverbindung mit der über dem Geleise hinlaufenden Drahtleitung bildet, jeweilen gekehrt werden, d. h. es geschieht dieser Vorgang meistenteils automatisch, und es liegt den Führern laut Reglement die Pflicht ob, sich jedesmal zu überzeugen, ob dies geschehe oder nicht. Kehrt sich der Bügel nicht selbst, so hat ihn der Führer eigenhändig zu kehren.

Beim Rückwärtsfahren unterliess es nun G., auf den Bügel zu achten, und da sich dieser nicht selbst kehrte, verwickelte er sich mit dem daselbst befindlichen Querdraht und riss diesen herunter. Der herabfallende Draht traf den auf der Plattform stehenden Passagier Dr. H., der infolge des dadurch erlittenen elektrischen Schlages einige Zeit arbeitsunfähig war.

Der Angeklagte bestreitet nicht, über die Kreuzungsweiche hinausgefahren zu sein und sich insofern einer Unachtsamkeit schuldig gemacht zu haben; doch erblickt darin das Gericht lediglich ein Disciplinarvergehen, das nicht direkt den Unfall herbeigeführt hat.

Das Gericht hat zunächst zu untersuchen, ob in der Thatsache, dass beim Rückwärtsfahren des Trams der nicht gekehrte Bügel auf dem Wagen den Querdraht C herunterriss, eine Fahrlässigkeit, respektive eine fahrlässige Unterlassung seitens des Angeklagten erblickt werden kann.

Der Sachverständige Betriebschef Löwit bestätigt auch heute, dass beim Rückwärtsfahren die Wagenführer sich vergewissern sollen, ob der Bügel sich von selbst gekehrt habe oder nicht. Je nach der Höhe des gespannten Drahtnetzes kehre sich der Bügel leichter oder schwerer; ebenso seien die Folgen des nicht sofortigen Kehrens verschieden. So könne z. B. auf einer geraden Strecke 50 Meter mit nicht gekehrtem Bügel gefahren werden und sich alsdann erst der Bügel von selbst kehren, ohne dass irgendwie nachteilige Folgen eintreten.

Bei der Handelsbank sei die Wendung des Bügels nicht leicht eine automatische, weil das Drahtnetz tiefer hänge und das Geleise eine leichte Kurve bilde; es werde daher an jener Stelle die Drehung des Bügels vom Wagenführer jeweilen selbst vorzunehmen sein. Immerhin sei der Angeklagte, welcher sein Amt sonst zu voller

Digitized by Google

Zufriedenheit der Verwaltung versehen habe, nicht besonders auf diese Stelle aufmerksam gemacht worden.

Das Gericht erachtet, dass das Verhalten des Angeklagten kein strafbar fahrlässiges gewesen sei. G. war nur für den Sonntagsdienst angestellt und besass somit weniger, als ein täglich fahrender Angestellter, die Geistesgegenwart, wie er sich in solchem Ausnahmsfalle zu verhalten habe. Dazu kommt eben noch, dass die allgemeine Vorschrift für das Kehren des Bügels nur dann gilt, wenn ein Führer bemerkt, dass die Drehung des Bügels nicht auf automatischem Weg stattfindet. Und nun war die Strecke von dem Punkte, von welchem sich der Wagen rückwärts bewegte, bis zu der Stelle, an welcher der Bügel sich an den Seitendraht festklammerte und denselben zerriss, eine so kurze, dass es nicht schon als strafbare Fahrlässigkeit kann bezeichnet werden, dass G. nicht vorher nach dem Bügel gesehen und angehalten hat.

Wenn der Unfall hätte verhütet werden sollen, so hätte der Angeklagte auf der einige Meter messenden Strecke beobachten müssen, dass der Bügel zum Selbstkehren keine Anstalten treffe, hätte alsdann den Wagen wieder anhalten und die Wendung des Bügels selbst vornehmen müssen. Wie der Sachverständige aber selbst zugiebt, wird das Wenden des Bügels gewöhnlich erst dann vorgenommen, wenn auf eine längere Strecke, als die oben erwähnte, die Drehung nicht automatisch vor sich geht.

Da demnach G. sich keiner strafbaren Fahrlässigkeit schuldig gemacht hat, so fällt die zweite Frage, ob überhaupt durch das Herabfallen des Drahts eine erhebliche Gefahr für die Reisenden entstanden war, dahin.

Das Gericht hat demnach erkannt:

H. G. wird von der Anklage freigesprochen.

3. Urteil des Strafgerichts vom 6. November 1897 in Sachen: 1) H. R., 22 Jahre alt; 2) F. H., 27 Jahre alt; 3) J. Sch., 31 Jahre alt; 4) X. L., 53 Jahre alt; 5) J. Z., 25 Jahre alt; 6) J. E., 25 Jahre alt, der Teilnahme an einer Schlägerei mit schweren Folgen angeklagt.

Erwägungen:

Am 18. Oktober 1897, abends cirka 8 Uhr, kamen die bei Fuhrhalter F. in Dienst stehenden Angeklagten R., H., Sch., L. und Z. mit ihren beladenen Steinwagen von Münchenstein und stiessen bei der Kreuzung der alten Reinacher- und der Gundoldingerstrasse auf einen Trupp heimkehrender Arbeiter, unter denen sich die Brüder Jakob und Emil E. befanden. Der zum vordersten Paar Pferde, das nicht angespannt war, gehörige Fuhrmann war etwas zurückgeblieben, welcher Umstand den angeblich in etwas angetrunkenem Zustande befindlichen Emil E. zu Schimpfereien ver-

Digitized by Google

anlasste, welche beim Hinzukommen der Fuhrleute bald in eine Schlägerei ausarteten. Jakob E. hat im Verlauf des Streits zugestandenermassen mit einer vollen Bierflasche dreingeschlagen. Die Fuhrwerke hatten zu Beginn der Schlägerei sämtlich angehalten; im Verlaufe derselben setzten sich jedoch die vordersten Pferde wieder in Bewegung und die andern folgten nach. Emil E. wollte, wie das Gericht nach dem Ergebnis der Verhandlung annimmt, die Deichselpferde des hintersten Wagens zurückhalten, geriet jedoch dabei unter die Pferde, und der beladene Wagen ging über ihn weg, ihn derart zurichtend, dass er am folgenden Morgen den Verletzungen erlag. Bei der herrschenden Dunkelheit hatten selbst die Zunächststehenden den Hergang nicht genau beobachtet, und der Bruder des Verunglückten, Jakob E., welcher etwas abseits in die Schlägerei verwickelt war, bemerkte erst, als die Wagen schon wieder ein Stück weit davongefahren waren, was vorgefallen war, und transportierte den Schwerverletzten mit Hülfe eines zurückgerufenen Kollegen, der sich an der Schlägerei nicht beteiligt hatte, nach Hause, wo ärztliche Hülfe requiriert wurde.

Die Entschädigungsfrage ist von der Familie des verunglückten Emil E. dem Ermessen des Gerichts anheimgestellt worden.

Da sich aus den Zeugenaussagen kein direkter kausaler Zusammenhang der zwischen den Brüdern E. und den angeklagten Fuhrleuten entstandenen Schlägerei und des dem Emil E. zugestossenen Unglücks ergiebt, so kommt das Gericht zur Verwerfung der erhobenen Anklage nach § 114 des Strafgesetzes und verneint auch aus dem gleichen Grund die Bestrafung der Angeklagten wegen fahrlässiger Tötung (§ 107 des Strafgesetzes). Dagegen rechtfertigt es sich, die angeklagten Fuhrleute an den Kosten participieren zu lassen, da dieselben durch ihr unkorrektes Benehmen (Streit bei den Pferden ohne genaue Beaufsichtigung derselben) die Untersuchung veranlasst haben.

Bezüglich Jakob E., dessen Behauptung, in Notwehr gehandelt zu haben, nicht erwiesen ist, erscheint in Anbetracht des seiner Familie zugestossenen schweren Unglücksfalles eine milde Bestrafung angezeigt.

Das Gericht hat demnach erkannt:

Sämtliche Angeklagten werden von der Anklage der Teilnahme an einer Schlägerei mit schweren Folgen freigesprochen.

Jakob E. ist der einfachen Körperverletzung mit gefährlichem Instrument schuldig und wird nach § 108 [2] des Strafgesetzes zu 1 Tag Gefängnis verurteilt.

Die Prozesskosten mit Inbegriff einer Urteilsgebühr von Fr. 30 sind von sämtlichen 6 Angeklagten zu gleichen Teilen zu tragen.

Digitized by Google

4. Urteil des Strafgerichts vom 10. November 1897 in Sachen Z. N. und dessen Ehefrau E. N., Kläger, gegen L. W., Beklagten, betreffend Ehrbeleidigung durch die Presse und Kreditschädigung.

Erwägungen:

Am 16. September d. J. ging von Z. N. eine schriftliche Klage gegen Professor W. ein wegen öffentlicher Ehrbeleidigung, enthalten auf Seite 20, 23 und 24 des elften Berichts des Basler Irrenhülfsvereins. Die Beleidigungen erblickte N. speciell in folgenden Äusserungen:

Seite 20. „Er vernachlässigte nach und nach seinen Dienst."

Seite 24. „Machte seine Arbeit nicht so, wie er sollte, war oft bequem, lässig, unregelmässig."

Seite 23. „Machte den Eindruck eines mässigen Schwachsinns auf Grund seiner mangelhaften Denk- und Erinnerungsfähigkeit."

Dann Seite 24 die Beschreibung, ich sei ein „schlaffer, weinerlicher, geistig gebrochener und geschwächter Mensch, dem man keine besondere Leistungsfähigkeit zuschreiben kann."

Endlich die grundlose Verdächtigung: „Wie weit seine vorangegangene Lebensweise als Musiker darauf von Einfluss war, liess sich nicht mit Sicherheit konstatieren."

N. stellte gegen Professor W. Strafantrag und beantragte gegen denselben 6 Monate Gefängnis oder Fr. 2000 Entschädigung, Verurteilung zu den Prozesskosten und Veröffentlichung des Urteils.

Am 18. September erklärte N. vor dem Strafgerichtspräsidenten, da auch seine Frau durch die Schrift Ws. angegriffen sei, erhebe dieselbe ebenfalls Klage.

In einer schriftlichen Eingabe vom 9. November d. J. bekannte sich Professor W. als Verfasser der eingeklagten Sätze. Die Veröffentlichung sei erfolgt zum Zwecke einer populären Belehrung der hiesigen Bevölkerung hinsichtlich des sogenannten Querulantenwahns. Auf Grund der von ihm und anderen beobachteten Thatsachen sei er zum gutachtlichen Schlusse gelangt, dass N. geisteskrank sei und an Querulantenwahn leide. Er beantragt deshalb Abweisung der Klage.

Da nach dem Ergebnis der heutigen Verhandlung das Gericht zur Überzeugung gekommen ist, die von den Eheleuten N. beanstandeten Bemerkungen Ws. seien von letzterem nicht in der Absicht, zu beleidigen, sondern zum Zwecke wissenschaftlicher Belehrung auf Grund ärztlicher Beobachtungen abgefasst worden, und da im fernern in der Art der Verbreitung keine strafbare Handlung kann erblickt werden, insbesondere da ja N. selbst vorher den Weg der Öffentlichkeit betreten hatte, um gegen Professor W. vorzugehen, so sind die Eheleute N. mit ihrer Klage abzuweisen.

Auf die vom Beklagten bloss eventuell vorgebrachte Einrede der Klagverjährung ist bei dieser Sachlage nicht einzutreten.

Digitized by Google

Das Gericht hat demnach erkannt:

Die Klage wird abgewiesen. Die Kläger bezahlen die Prozesskosten mit einer Urteilsgebühr von Fr. 10.

5. Urteil des Appellationsgerichts vom 6. Dezember 1897.

In der Rekurssache Z. N. und dessen Ehefrau E. N., Kläger Appellanten, gegen L. W., Beklagten Appellaten von einem Urteil des Strafgerichts vom 10. November 1897, betreffend Ehrbeleidigung durch die Presse und Kreditschädigung, ward im Anschluss an die Ausführungen des erstinstanzlichen Urteils und in fernerer

Erwägung:

Die Besprechung von Krankenfällen mit Bezeichnung der Person in erkennbarer Weise in öffentlichem Vortrage und Verbreitung dieses Vortrags durch den Druck ist an sich und grundsätzlich rechtlich unzulässig und könnte für sich allein einen Strafantrag begründen; in dem heute vorliegenden Falle kann nun aber kein strafbarer Missbrauch der Öffentlichkeit angenommen werden, da der Kläger selbst schon vorher seine Krankengeschichte in einer gegen den Beklagten aggressiven Weise publik gemacht und dadurch diese öffentliche Entgegnung, welche sich als Rechtfertigung qualifiziert, provoziert hat. Dass die letztere Unwahrheiten enthalten hat, ist nicht bewiesen, und ehrbeleidigende Angriffe sind ebensowenig darin zu finden. Die in letzterer Hinsicht von der Klagpartei namhaft gemachten Stellen sind fachmännische Urteile, die für die Kläger nicht ehrenrührig sind, wenn sie sie auch unangenehm berühren mögen.

Erkannt:

Es wird das erstinstanzliche Urteil bestätigt. Kläger Appellanten tragen eine zweitinstanzliche Urteilsgebühr von Fr. 10.

6. Urteil des Strafgerichts vom 27. November 1897 in Sachen J. F. B., 34 Jahre alt, des Betrugs und der Privaturkundenfälschung in gewinnsüchtiger Absicht angeklagt.

Erwägungen:

Der Angeklagte, welcher im Mai d. J. aus der hiesigen Strafanstalt entlassen worden war, fand keine ständige Beschäftigung. Von Ende Oktober an arbeitete er als Provisionsreisender für die Firma G., Metallgiesserei und Emaillierwerk. Er hatte den Auftrag, bei Wirten Bestellungen auf Email-Schilder, welche als Speisekarten dienten, aufzunehmen. Jede Bestellung sollte die Unterschrift des Bestellers enthalten. Als Provision war ihm je nach der Grösse des Schildes ein Betrag bis auf Fr. 5 zugesichert worden.

Digitized by Google

In der Folge gab der Angeklagte zahlreiche fingierte Bestellungen ein und fälschte auf den Bestellscheinen zum Teil die Unterschrift des betreffenden Wirts; andere Bestellscheine waren ohne Unterschrift abgegeben und angenommen worden.

Die Untersuchung hat nun ergeben, dass B. vom 24. Oktober bis zum 8. November d. J. auf Bestellungen mit der gefälschten Unterschrift des Wirts eine Provision von Fr. 100 und für solche, welche keine Unterschrift trugen, eine Provision von Fr. 35 erhalten hatte. Unter diesen letztern waren vier Aufträge richtig, die andern fingiert. Für die vier richtigen Aufträge hat der Angeklagte nach den Angaben der Geschädigten eine Provision von Fr. 11. 70 zu fordern. Die Rechnung stellt sich daher folgendermassen:

dem Angeklagten ausbezahlte Provisionen	Fr. 135. —
ab Provision für vier richtige Bestellungen	„ 11. 70

so dass B. einen rechtswidrigen Vermögensvorteil von Fr. 123. 30 teils durch fingierte Bestellungen mit gefälschten Unterschriften, teils bloss durch fingierte Aufträge sich verschafft und die Firma G. um diesen Betrag geschädigt hatte. Diese letztere behauptet noch weitern Schaden zu erleiden dadurch, dass von den unrichtig aufgegebenen Bestellungen 19 in Arbeit seien. Doch hat der Vertreter der Firma in der heutigen Verhandlung auf Entschädigung in dieser Hinsicht verzichtet, während für die oberwähnten Fr. 123. 30 eine Forderung auf Ersatz gestellt wird.

Der Angeklagte wurde am 10. November d. J. verhaftet; vom 15. bis 22. November war er an delirium alcoholicum in der hiesigen Irrenanstalt untergebracht. Er ist wegen Urkundenfälschung, Betrugs und Unterschlagung häufig mit Gefängnis- und Zuchthausstrafen vorbestraft.

Obwohl nun im Hinblick auf diese Vorstrafen und den neulichen Rückfall eine strenge Bestrafung gerechtfertigt wäre, so wirken auf die Beurteilung dieser Sache einige Erwägungen strafmildernd ein. Es ist zuzugeben, dass der Angeklagte zum grossen Teil durch eigene Schuld die Bahn des Verbrechens betreten hat, dass er aber nun infolge seiner erlittenen Vorstrafen auch bei gutem Willen nur schwer eine passende und ständige Arbeit zu finden im stande ist. Wenn er daher in Ermangelung einer besseren Arbeit das Geschäft eines Provisionsreisenden betrieb, bei welchem er auf die Wirtschaften angewiesen war und bei dem der Verdienst namentlich infolge der dabei zu machenden Auslagen, welche ihm nicht vergütet wurden, ein geringer war, so trägt sein Rückfall einen milderen Charakter.

Das Gericht hat demnach erkannt:

J. F. B. wird der Fälschung von Privaturkunden in gewinnsüchtiger Absicht im Betrage von Fr. 100 und des Betrugs im Betrage von Fr. 23. 30 schuldig erklärt und nach den §§ 69, 70/1, 150 bis 152, 138/1 und 45 des Strafgesetzes zu 6 Monaten Ge-

Digitized by Google

fängnis, zu einer Entschädigung von Fr. 123. 30 an die Firma G. und zur Bezahlung der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 5 verurteilt.

7. Urteil des Strafgerichts vom 1. Dezember 1897 in Sachen Gerolamo Longhi von Rovagnate (Italien), 39 Jahre alt, Taglöhner, und Giacomo Zanetel von Siror (Tirol), 36 Jahre alt, Erdarbeiter, des Betrugs angeklagt.

Erwägungen:

Am 28. Oktober d. J., nachmittags, kam Giacomo V., Maurer, von Riva San Vitale (Tessin), im Centralbahnhofe hier an. Auf dem Bahnhofplatze gesellte sich der Angeklagte Zanetel zu ihm, fing ein Gespräch an und gab vor, ebenfalls nach Hause zu reisen. Bald darauf kam der Angeklagte Longhi herzu und anerbot sich, in einer Wirtschaft Bier zu bezahlen. Die drei begaben sich hierauf in die Wirtschaft L. Unter dem Vorgeben, zusammen nach Hause reisen zu wollen, schlugen die beiden Angeklagten vor, alles Geld zusammenzulegen. Sie zeigten auch wirklich Banknoten und fragten den V., ob er auch Geld habe. Da dieser der Meinung war, die zwei Angeklagten hätten ihr Geld, das sie gezeigt hatten, zusammengelegt in ein Portemonnaie, welches Longhi hervorgezogen hatte, so gab auch er seine Barschaft im Betrage von Fr. 330 hin, bestehend aus zwei Banknoten à Fr. 100, zwei Banknoten à Fr. 50 und zwei Goldstücken von Fr. 10 und Fr. 20. Die gesamten Barschaften wurden sodann im Portemonnaie in ein Tuch eingewickelt und dem V. zum Aufbewahren gegeben, welcher das Paket, ohne es anzusehen, einsteckte. Welcher der beiden Angeklagten das Geld in Empfang nahm, ist nicht genau ermittelt worden; der Geschädigte behauptet, dass Longhi dies gethan habe; die Wirtin L., welcher das Benehmen Longhis und Zanetels auffiel, und welche deshalb dieselben beobachtete, bezeugt, dass Zanetel das Geld gesammelt und dem V. gegeben habe.

Unter dem Vorgeben, ihre Koffer zu holen, entfernten sich die beiden Angeklagten; Zanetel zuerst, Longhi kurz nachher. Da sie nicht mehr erschienen und V. die Zeche bezahlen musste, machte er das Paket auf und fand, dass dasselbe ausser Papierrollen nur ein leeres Portemonnaie enthielt. Auf Requisition der Wirtin L. konnten die Angeklagten bald darauf verhaftet werden. Dem Longhi wurde die Barschaft des V. abgenommen und ausser anderem Gelde auch eine 1 Dollar- und eine 5 Guldennote, deren Eigentum der Mitangeklagte Zanetel beansprucht. Beide Angeklagten besassen auch Vexiernoten, Longhi überdies ein Portemonnaie, welches demjenigen, das V. erhalten hatte, durchaus ähnlich sah.

Der Geschädigte hat die Angeklagten sofort erkannt. Longhi und Zanetel bestreiten die Anklage und wollen einander nicht

Digitized by Google

kennen. Longhi giebt zu, dass sowohl dasjenige Geld, welches V. als sein Eigentum anspricht, als auch die beiden Noten, welche Zanetel reklamiert, nicht ihm gehören, behauptet aber, er wisse nicht, wie dasselbe in seinen Besitz gekommen sei, und Zanetel seinerseits kann keine Auskunft geben, auf welche Weise die ihm gehörenden Noten in die Hände des Longhi gelangten.

Nach der Verhandlung unterliegt es jedoch keinem Zweifel, dass beide Angeklagten gemeinsam gehandelt, durch ihre falschen Vorspiegelungen und täuschenden Handlungen den V. zur Aushingabe seiner Barschaft bewogen haben und sich mit diesem Gelde haben fortmachen wollen. Denn dass sie, wie sie angeben, wieder zurückkehren wollten, wird schon dadurch widerlegt, dass Longhi beim Fortgehen dem Wirt sagte, V. bezahle die Zeche.

Dem Geschädigten V. wurde, da er in seine Heimat verreiste, am 30. Oktober d. J. die Summe von Fr. 330 verabfolgt.

Longhi und Zanetel erhalten von ihrer Heimatgemeinde ein schlechtes Leumundszeugnis. Longhi ist 1896 in Horgen wegen Taschendiebstahls mit 6 Monaten Arbeitshaus, Zanetel 1892 in Lützelstein wegen Diebstahls mit 6 Wochen Arrest und 1893 in Innsbruck wegen Betrugs mit 13 Monaten Kerker bestraft worden.

Das Gericht hat demnach erkannt:

Gerolamo Longhi und Giacomo Zanetel werden des Betrugs im Betrage von Fr. 330 schuldig erklärt und nach den §§ 150 bis 152 und 138/2 des Strafgesetzes zu einer Zuchthausstrafe von je $1^1/_2$ Jahren, zum Verlust des Aktivbürgerrechts auf die Dauer von 10 Jahren nach Erstehung der Strafzeit und je zur Hälfte zur Bezahlung der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 10 verurteilt.

Die Rückgabe der Fr. 330 an Giacomo V. wird bestätigt.

8. Urteil des Strafgerichts vom 11. Dezember 1897 in Sachen Johann Josef Schirk von Morsbronn (Elsass), 26 Jahre alt, Blechschmied und Maler, des Betrugs angeklagt.

Erwägungen:

Freitag den 26. November 1897 nachmittags machte der stellenlose Portier Gottfried St. auf der Strasse die Bekanntschaft des Angeklagten Schirk. Dieser lud ihn zu einem Glase Bier ein. Nachher trennten sie sich und trafen sich dann verabredetermassen wieder im Café Safran. Dort machte Schirk den St. mit einem Dritten, einem angeblichen Weinreisenden aus Genf, bekannt. Schirk und der Weinreisende spielten dann zusammen Karten. Nach den Angaben Schirks und St.s hat es sich dabei um das sogenannte Kümmelblättchenspiel gehandelt, wobei drei Karten auf den Tisch gelegt werden und man deren eine erraten muss. Schirk verlor

Digitized by Google

zuerst und dann gewann er das Verlorene wieder. Daraufhin hörten diese zwei mit Spielen auf. Beide überredeten hierauf den St., dass er auch spiele. St. spielte alsdann mit dem Weinreisenden. Er setzte zuerst 10, dann 7 Franken und verlor beide Beträge. Da St. jammerte, er habe nun sein ganzes Geld verloren, gab ihm der Weinreisende 2 Mark zurück, worauf St. sich mit Schirk entfernte. Als sich St. bald nachher von Schirk getrennt hatte, kam ihm die Überzeugung, er sei von den beiden betrogen worden. Am 27. November d. J. machte er Anzeige und stellte Strafantrag. Er verlangt auch Entschädigung. Schirk wurde am 27. November verhaftet. Er bestreitet, sich des Betrugs schuldig gemacht zu haben. *Er* habe ja gar nicht mit St. gespielt. Es ist gerichtskundig, dass beim sogenannten Kümmelblättchenspiel zuerst derjenige, der um sein Geld gebracht werden soll, dadurch getäuscht wird, dass zwei zum Schein so zusammen spielen, dass der dritte glaubt, es sei sehr leicht, bei diesem Spiele zu gewinnen. Wenn dann der dritte zum Spiel sich herbeilässt, werden die Karten durch eine geschickte Handbewegung so auf den Tisch gelegt, dass derjenige, welcher die Sache nicht kennt, mit Sicherheit verliert.

Da im vorliegenden Falle auf diese Weise gespielt worden ist, so hat sich Schirk des Betrugs, begangen gemeinsam mit dem unbekannten Weinreisenden, schuldig gemacht. Durch das vorangegangene Scheinspiel hat Schirk gemeinsam mit dem Unbekannten den St. getäuscht und ihn dadurch zum Spiel, wobei dieser den Umständen nach verlieren musste, gebracht. Der Vermögensvorteil, der dabei erlangt wurde, ist ein rechtswidriger, da es sich nicht um ein berechtigtes Spiel handelt, d. h. um ein solches Spiel, bei dem auf beiden Seiten entsprechend dem Risiko auch die Chancen für einen, sei es durch Zufall oder durch bessere Berechnung, eintretenden günstigen Erfolg gleich sind.

Bei der Strafausmessung fällt in Betracht, dass Schirk schon mehrfach hier und auswärts vorbestraft ist. Da er hier schon wegen betrügerischen Spiels in Untersuchung war und auswärts wegen gewerbsmässigen Glückspiels bestraft worden ist, da er ferner am Tage vor diesem Vorfall schon im Café Safran beim Kartenspiel beobachtet worden ist, so ist anzunehmen, Schirk betreibe das betrügerische Spiel gewerbsmässig. Sein Benehmen stellt sich deshalb als gemeingefährlich dar, und es rechtfertigt sich eine hohe Bestrafung.

Das Gericht hat demnach erkannt:

Johann Josef Schirk wird des Betrugs schuldig erklärt und nach den §§ 150—152 und 138^1 des Strafgesetzes zu einem Jahre Zuchthaus, zur Einstellung im Aktivbürgerrecht auf die Dauer von 10 Jahren nach Erstehung der Strafzeit, zu einer Entschädigung von Fr. 14. 50 an Gottfried St. und zur Bezahlung der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 10 verurteilt.

Digitized by Google

Obiges *Strafgerichtsurteil* in Sachen J. Josef Schirk, betreffend Betrug, vom 11. Dezember 1897, wurde durch Urteil des *Appellationsgerichts* vom 30. Dezember 1897 dahin abgeändert, dass *J. Josef Schirk* zu einer Gefängnisstrafe von 6 Monaten und zur Bezahlung einer Urteilsgebühr von Fr. 10 verurteilt worden ist.

9. Urteil des Strafgerichts vom 15. Dezember 1897 in Sachen M. Z. von St. Leon (Baden), 36 Jahre alt, verheiratet, Maurerparlier, in Binningen wohnhaft, des Meineids angeklagt.

Erwägungen:

Zwischen dem Baumeister M. D. und dem Metzgermeister E. Ch. schwebt gegenwärtig vor Civilgericht ein Prozess wegen einer Baute, welche D. dem Ch. im Herbste 1895 erstellt hatte. Ch. behauptete unter anderm verspätete und mangelhafte Ausführung des Baues und führte dabei an, dass von den an seinem Bau beschäftigten Arbeitern einige an einen andern ebenfalls von D. für Bäckermeister G. ausgeführten Bau hinübergenommen worden seien.

D. bestritt diese Angabe.

Im Vorverfahren vom 9. November d. J. wurde der Angeklagte, welcher zur Zeit der erwähnten Bauten Maurerparlier bei D. war, als Zeuge nach Ermahnung zur Wahrheit und unter Ablegung des Handgelübdes an Eidesstatt einvernommen. Er deponierte bezüglich der Einrede, dass Arbeiter vom Bau Ch. an den Bau G. versetzt worden seien: „Vom Bau Ch. wurden keine Arbeiter versetzt zur Baute des Bäckers G.“

Da Ch. diese Aussage für falsch hielt, liess er durch seinen Anwalt am 13. November Strafanzeige wegen wissentlich falschen Zeugnisses erstatten.

Das Ergebnis der Untersuchung ist folgendes:

Der Zeuge Jakob G. hat erklärt, dass zur Zeit, als bei seiner Baute das obere Stockwerk gemacht wurde, der grösste Teil der am Bau Ch. beschäftigten Arbeiter an seine Baute herübergenommen worden sei, und zwar mindestens 4 bis 5 Mann für höchstens 3 Tage. Auch nach Erstellung der Fundamente sei es etwa vorgekommen, dass der eine oder andere Arbeiter auf ähnliche Weise für einen halben Tag verwendet wurde. Z. habe um diese Versetzung wissen müssen.

Wenn auch dieser Zeuge in der heutigen Verhandlung anfangs seine Aussagen nicht mit der gleichen Bestimmtheit gemacht hat, so hat er dieselben doch in der Hauptsache bestätigt; in seinen Wahrnehmungen sei er deshalb sicher, weil er auf dem nämlichen Grundstücke, auf welchem die Baute errichtet wurde, gewohnt habe und der Bau G. ihm gegenüber liege.

Der zweite Zeuge, J. M., Spezierer, sagt aus, dass vom Bau Ch. zur Zeit, als die Façadensteinlieferungen im Rückstande waren,

Digitized by Google

einige Arbeiter an den Bau des G. beordert worden seien; für wielange, könne er nicht sagen. Z. selbst habe ihm die Versetzung mitgeteilt, welche er übrigens, da seine Liegenschaft hinten an den Neubau des Ch. anstosse, persönlich beobachtet habe.

Der Parlier M., welcher bei D. damals arbeitete, kann sich nicht mit Bestimmtheit erinnern, dagegen hat auch er erklärt, dass einmal ein Arbeiter vom Bau Ch. an den Bau G. gekommen sei bei Anlass der Kanalisation. Z. müsse dies gewusst haben.

Die übrigen vom Angeklagten angeführten Zeugen erklären zum Teil bestimmt, dass keine Arbeiter an den Bau herübergenommen worden seien; zum Teil können sie sich nicht mehr genau erinnern. Sie behaupten ferner, dass während der ganzen Baute bei G. nur sie allein daran gearbeitet haben. Diese Behauptung ist nun offenbar nicht richtig; denn nach den vom Verteidiger des Angeklagten eingelegten Zahltagsbüchlein sind schon beim ersten Zahltag, abgesehen von den Handlangern, noch fernere 9 Arbeiter ausbezahlt worden, die am Bau G. beschäftigt gewesen waren. Ihr Zeugnis kann daher nicht massgebend sein.

Aus den übrigen Zeugenaussagen geht jedoch mit Bestimmtheit hervor, dass faktisch Arbeiter vom Bau Ch. an den Bau G. versetzt worden sind. Wie viele Arbeiter solche Verfügungen betrafen, ob dies für längere Zeit geschah, oder ob der Bau dadurch gehemmt wurde, ist im heutigen Strafverfahren nicht näher zu untersuchen.

Der Angeklagte behauptet gleichwohl, dass er die Wahrheit gesprochen habe; er macht im fernern geltend, dass er nicht allgemein gefragt worden sei, ob Arbeiter vom Bau Ch. an den Bau G. herübergenommen worden seien, sondern die Frage habe dahin gelautet, ob während der 4 Tage, an welchen infolge rückständiger Hausteinlieferungen eine Verzögerung der Arbeiten am Bau Ch. eintrat, eine Versetzung der Arbeiter stattgefunden habe. Diese Frage habe er mit Recht verneint.

Dieser Erklärung steht das bestimmte Zeugnis des M. entgegen, der eine Wegnahme der Arbeiter vom Bau Ch. gerade zu der Zeit beobachtet hat, als die Steinlieferungen ausgeblieben waren.

Aber abgesehen davon, dass eine solche Beschränkung der Frage durch den damals vorsitzenden Civilgerichtspräsidenten bestritten wird, so deutet auch die Antwort, welche der Angeklagte gegeben hat, nicht auf eine solche hin. Er würde sonst gewiss irgend ein auf den beschränkten Zeitpunkt hindeutendes Wort in seine Antwort miteingeflochten haben.

Wohl das Richtigste hat der Angeklagte damit getroffen, wenn er im Verhör erklärt hat, da es sich um Thatsachen handle, die vor 2 Jahren sich ereignet hätten, könne er seine Aussagen nicht mehr so bestimmt machen; es sei allerdings vorgekommen, dass für einen halben Tag einmal ein Arbeiter vom Bau Ch. weggenommen worden sei, für eine Versetzung im eigentlichen Sinne habe er dies nicht angesehen.

Digitized by Google

Da er jedoch vor Civilgericht ohne irgend welche Einschränkung die Frage der Versetzung verneint hat, so war seine Behauptung unrichtig, seine Aussage als Zeuge in dieser Hinsicht falsch.

Dagegen kann der Anklage darin nicht beigestimmt werden, dass es sich um wissentlich falsches Zeugnis handelt. Denn es ist zuzugeben, dass es sich um Vorkommnisse handelte, die vor geraumer Zeit geschahen, dass sich der Angeklagte infolgedessen nicht mehr so genau hat erinnern können, und dass er sich auch über die Tragweite seines Zeugnisses nicht genügend Rechenschaft mag abgelegt haben. Gegen eine dolose Absicht spricht ferner der Umstand, dass er am Ausgange des Prozesses nicht beteiligt ist. Sein Verschulden liegt darin, dass er sich vor Civilgericht in so bestimmter Weise ausgedrückt hat. Er hat daher in fahrlässiger Weise gehandelt.

Hinsichtlich der Strafausmessung fällt in Betracht, dass der Angeklagte nicht vorbestraft und gut beleumdet ist.

Das Gericht hat demnach erkannt:

M. Z. wird des in fahrlässiger Weise abgelegten falschen Zeugnisses schuldig erklärt und gemäss § 82 des Strafgesetzes zu einer Geldbusse von Fr. 50, im Falle der Nichteinbringung zu 10 Tagen Gefängnis, und zur Bezahlung der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 5 verurteilt.

10. Urteil des Appellationsgerichts vom 3. Januar 1898.

In der Rekurssache *M. Z.* gegen *ein Urteil des Strafgerichts vom 15. Dezember 1897* betreffend fahrlässig abgelegtes falsches Zeugnis ward

in Erwägung:

Es scheint dem Appellationsgericht aus den Akten nicht nachgewiesen, dass Z. vor dem Civilrichter in fahrlässiger Weise falsches Zeugnis abgelegt hat. Der Appellant konnte den Umständen nach im Glauben sein, die Sache verhalte sich so, wie er dem Richter gegenüber versicherte, wie denn auch andere in der betreffenden Civilprozesssache abgehörte Zeugen im gleichen Sinne aussagen wie er, während allerdings andere das Gegenteil behaupten. Es stehen sich verschiedene Zeugenaussagen gegenüber, ohne dass der Beweis der Unrichtigkeit weder für die eine noch für die andere mit absoluter Sicherheit erbracht ist. Dass Z. seine Aussage in so bestimmter Weise ausdrückte, kann ihm ebenfalls nicht zum Verschulden angerechnet werden,

erkannt:

Es wird M. Z. freigesprochen.


Digitized by Google

11. Urteil des Polizeigerichts vom 24. Dezember 1897 in Sachen S. W., Commis und Hausierer, betreffend Hausieren ohne Patent.

Der Commis S. W. war infolge einer Denunziation des Schuhmachermeisters W. wegen Hausierens ohne Patent verzeigt worden. In der Verhandlung vom 17. Dezember hatte der Verzeigte bestritten, unbestellte Waren mit sich geführt und verkauft zu haben, er habe nur Bestellungen bei Privaten aufgenommen und das eine oder andere Mal auch die bestellte Ware nachträglich selbst überbracht. Eine Taxkarte zum Aufsuchen von Bestellungen bei Privaten habe er, weil nicht notwendig, nicht gehabt. In dieser Verhandlung wurde zwar der Beweis erbracht, dass W. auch unbestellte Waren mit sich geführt und angeboten hatte; dagegen erfolgte die Bestrafung nicht auf Grund des kantonalen Hausiergesetzes und der diesbezüglichen Strafbestimmung, sondern das Gericht verurteilte, nach Erweiterung der Verzeigung, den W. als Handelsreisenden, der die Schweiz bereiste und Privatkundschaft aufsuchte, unter Mitführung von Waren, ohne im Besitze einer Taxkarte zu sein, gestützt auf die Art. 1, 2, 8 [abc] des Bundesgesetzes betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden, zu einer Geldbusse von Fr. 60, eventuell 12 Tage Haft, indem es dem Polizeidepartement zu gleicher Zeit das Recht zusprach, die umgangene Taxe für das Jahr 1897 mit Fr. 150 nachträglich von W. zu erheben.

Nachträglich (am 18. Dezember 1897) wurde der Polizeigerichtspräsident durch das Polizeidepartement darauf aufmerksam gemacht, dass das hiesige Polizeidepartement schon seit längerer Zeit von den sogenannten Platzreisenden keine Patenttaxen beziehe, da durch das eidgenössische Handels- und Industriedepartement verschiedenen solcher Platzreisenden auf Anfrage mitgeteilt worden sei, dass ansässige Gewerbetreibende oder Kaufleute, die nur am Orte ihrer Niederlassung Kunden aufsuchen, nicht unter die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend Patenttaxen der Handelsreisenden fallen, und dass deshalb anzunehmen sei, S. W. habe bezüglich des Aufsuchens von Bestellungen ohne Patent in guten Treuen gehandelt.

Der Vorsitzende des Polizeigerichts gab dem Verurteilten von dieser Mitteilung Kenntnis, worauf derselbe am 22. Dezember ein Begehren um Wiederaufnahme des Prozesses stellte, das, vom Polizeipräsidenten provisorisch bewilligt, dem Polizeigericht am 24. Dezember unterbreitet wurde.

Das Polizeigericht erachtete in erster Linie in formeller Beziehung eine Wiederaufnahme eines Prozesses auch im Polizeistrafverfahren für möglich, wenn auch im Gesetz betreffend Verfahren vor Polizeigericht keine Bestimmungen über ein solches Verfahren enthalten sind, und zwar gestützt auf § 1 des Gesetzes betreffend Verfahren vor Polizeigericht: „Die Vorschriften der Strafprozessordnung gelten auch für das Verfahren vor Polizeigericht, sofern sie der Natur der Sache nach anwendbar sind.“

Digitized by Google

Die einschlägigen Bestimmungen der Strafprozessordnung sind § 128[1].

Dass diese Bestimmung der Natur der Sache nach auch für das Polizeistrafverfahren anwendbar ist, erachtet das Gericht als zweifellos.

Bezüglich des Verfahrens, das in § 129 St. P. O. eine Mitwirkung des Staatsanwalts, des Untersuchungsrichters und der Überweisungsbehörde vorsieht, erachtet das Gericht dagegen die durch das abweichende Verfahren vor Polizeigericht bedingte Modifikation, dass der Vorsitzende des Gerichts die in § 129 vorgesehenen Funktionen des Staatsanwalts und Untersuchungsrichters, das Polizeigericht selbst diejenige der Überweisungsbehörde übernimmt, für geboten.

Da in der abweichenden Praxis des Polizeidepartements — abgesehen, ob das Gericht dieselbe billigt oder nicht — allein schon eine Thatsache liegt, welche Natur und Umfang der strafbaren Handlung in erheblicher Weise zu gunsten des Beurteilten W. ändert, so erachtet das Gericht die Wiederaufnahme des Prozesses für thunlich, hebt das Urteil vom 17. Dezember auf und tritt in eine neue Behandlung der Verzeigung ein.

Was nun die Verzeigung wegen Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend Patenttaxen anbetrifft, so würde das Gericht auch in dem Falle, dass es die von den kantonalen und eidgenössischen Behörden gehandhabte Praxis als dem Gesetz widersprechend betrachten müsste, auf Grund von § 14 des Polizeistrafgesetzes zu einer Freisprechung gelangen müssen. Es kommt jedoch auch auf Grund eigener Interpretation des Bundesgesetzes dazu, eine Zuwiderhandlung als nicht vorhanden anzunehmen, und zwar aus folgenden Gründen:

§ 1 des Bundesgesetzes betreffend Patenttaxen lautet:

„Die Handelsreisenden, die für Rechnung eines inländischen „Hauses die Schweiz bereisen und dabei ausschliesslich mit Ge„schäftsleuten in Verkehr treten, welche den betreffenden Handels„artikel wiederverkaufen oder in ihrem Gewerbe verwenden, können, „sofern sie keine Waren mit sich führen, im ganzen Gebiete der „Eidgenossenschaft mit oder ohne Muster Bestellungen aufnehmen, „ohne dafür eine Taxe entrichten zu müssen.

„Durch besondere Schlussnahme des Bundesrates kann Han„delsreisenden, bei welchen im übrigen die Voraussetzungen dieses „Artikels zutreffen, das Mitführen von Waren gestattet werden, „wenn die sofortige Übergabe der Ware an den Käufer für den „Betrieb ihres Geschäftes notwendig ist.“

Diese Bestimmung, für sich allein betrachtet, würde die Annahme, dass auch am Orte ihrer Niederlassung Kundschaft besuchende Reisende einer Ausweiskarte bedürfen, nicht als irrige erscheinen lassen, wenn schon das Wort „bereisen“ eher darauf hindeutet, dass damit nicht das Aufsuchen von Personen am Wohn-

Digitized by Google

orte verstanden sei. Diese Gesetzesbestimmung für sich allein wäre also eine undeutliche, die dem Gerichte auch die Bestrafung der Platzreisenden als zulässig erscheinen lassen könnte. Bei einem solchen unklaren Gesetzestexte ist dagegen das Zurückgreifen auf die Botschaft zulässig und sogar geboten, und dort finden sich, während das Gutachten des Ständerats Cornaz beide Auslegungen zuliesse (pag. 7), folgende Ausführungen: „die Aufgabe der Handelsreisenden ist es, für ein anderwärts ansässiges Geschäft Verkäufe abzuschliessen, die dann erst von jenem Niederlassungsorte aus vollzogen werden", welche Motive die Praxis der Administrativbehörden rechtfertigen und demgemäss, da eine Zuwiderhandlung nicht vorliegt, zur Freisprechung führen müssen.

Es bleibt nun noch die ursprüngliche Verzeigung wegen Hausierens ohne Patent zu beurteilen; diese Übertretung ist nachgewiesen und W. deshalb gemäss § 162 des Polizeistrafgesetzes zu bestrafen.

Das Gericht hat daher erkannt:

Es wird das polizeigerichtliche Urteil vom 17. Dezember 1897 aufgehoben und S. W. wegen Hausierens ohne Patent in Anwendung von § 162 des Polizeistrafgesetzes zu einer Geldbusse von Fr. 20, welche im Nichteinbringungsfalle in 4 Tage Haft umgewandelt wird, verurteilt.

12. Urteil des Strafgerichts vom 12. Januar 1898, in Sachen Adolf Rykart von Rothrist (Aargau), 27 Jahre alt, geschieden, Taglöhner, durchreisend (verhaftet), des vollendeten und versuchten Betrugs und des einfachen Diebstahls angeklagt.

Erwägungen:

I. Am 26. Januar 1895 erhob der Angeklagte, der damals noch nicht geschieden war, bei B. „als Vorschuss" Fr. 60. Das Geld wurde ihm aus dem Grunde gegeben, weil Rykart sein Guthaben beim Konsumverein aus Warenbezügen des Jahres 1894, das erst ungefähr im Juni 1895 fällig wurde, an B. schriftlich cedierte. Im August 1895 erfuhr B., dass das vorstehend erwähnte Guthaben des Rykart im Betrage von Fr. 75. 80 der Volksbank verpfändet und dieser am 19. Juni vom Konsumverein ausbezahlt worden sei. Weitere Schritte that B. daraufhin nicht mehr. Er betrachtete den „Vorschuss" als verloren.

Die Erhebungen bei der Volksbank haben ergeben, dass schon im August 1894, zu einer Zeit, da Rykart hier in der Strafanstalt sass, die Frau des Rykart bei der Volksbank Fr. 25 erhob und dafür den Dividendenanteil auf ihr Büchlein des Allgemeinen Konsumvereins hinterlegte. Am 19. Juni 1895 erhielt die Volksbank vom Allgemeinen Konsumverein Fr. 75.80 Dividende auf obigem Büchlein. Von diesem Betrag wurden Fr. 45.80 am 20. November 1895 an

Digitized by Google

Rykart in bar ausbezahlt, Fr. 30 wurden gegen eine Wechselschuld verrechnet.

Rykart bestreitet, sich des Betruges schuldig gemacht zu haben, da er im Januar 1895 nichts von einer Verpfändung des Büchleins bei der Volksbank gewusst habe. Am 20. November 1895 habe er sich die Fr. 45. 80 ausbezahlen lassen, da ihm nicht bekannt gewesen sei, wie hoch sich sein Guthaben beim Konsumverein belaufen habe, und er angenommen habe, B. sei befriedigt und diese Fr. 45. 80 seien der ihm zu gute kommende Überschuss. Da die sämtlichen Behauptungen des Rykart mit den Thatsachen, wie sie überhaupt zur Zeit noch festgestellt werden konnten, nicht im Widerspruch stehen, so ist der Beweis, dass Rykart sich der Vorspiegelung falscher oder der Unterdrückung wahrer Thatsachen schuldig gemacht habe, nicht geleistet, und der Angeklagte ist deshalb schon aus diesem Grunde in Bezug auf diesen Anklagepunkt freizusprechen.

II. Am 2. Dezember 1897 nahm Rykart aus der Wohnung seiner geschiedenen Frau deren Konsumbüchlein weg und versuchte damit Anfang Dezember wieder bei B. unter der falschen Vorspiegelung, er sei berechtigt, über das Büchlein zu verfügen, gegen Cession des auf Grund des Büchleins zu erhebenden Dividendenanteils Fr. 20 zu erheben. Da B. der Sache nicht traute, wies er den Rykart ab. B. hat Strafantrag gestellt. Rykart hat sich demnach des Betrugsversuches schuldig gemacht.

Ob auch die Wegnahme des Büchleins strafbar sei, hat das Gericht, da dieser Punkt von der Anklage nicht aufgenommen worden ist, nicht zu prüfen.

III. Am 24. Oktober 1897 abends, als der Angeklagte sich in der Wohnung seiner geschiedenen Frau, Breisacherstrasse 70, aufhielt, steckte er ein dort auf dem Tische liegendes Portemonnaie, das dem Zimmermann S. M. A. gehörte, zu sich. Vor dem Untersuchungsrichter hatte Rykart zu Protokoll erklärt, er gebe zu, das Portemonnaie nebst Inhalt entwendet zu haben. Heute behauptet er, er habe, als er das Portemonnaie vom Tisch nahm, geglaubt, es sei sein Portemonnaie; seine Aussagen vor dem Untersuchungsrichter seien unrichtig protokolliert worden. Da nach dem Ergebnis der heutigen Verhandlung möglich ist, dass wirklich seitens des Rykart bei der Wegnahme des Portemonnaies ein Irrtum vorlag, so kann der Angeklagte wegen Diebstahls nicht bestraft werden. Da jedoch Rykart später, als er den Irrtum bemerkt hatte, das Portemonnaie nebst Inhalt sich rechtswidrig aneignete, so hat er sich der Unterschlagung schuldig gemacht.

S. M. A. hat Strafantrag gestellt. Das Portemonnaie, dessen Wert auf 25 Cts. angegeben wird, enthielt: 2 Fünffrankenstücke, etwas Münze, $6\frac{1}{2}$ dänische Kronen. Die dänische Krone hat zur Zeit einen Wert von Fr. 1. 30. Rykart hat später dem Geschädigten Fr. 5 zurückbezahlt. Für den Rest (Fr. 5 plus $6\frac{1}{2}$ Kro-

Digitized by Google

nen = Fr. 8. 45, plus 25 Cts. für das Portemonnaie, total Fr. 13. 70) wird Entschädigung verlangt.

IV. Bei der Strafausmessung ist zu berücksichtigen, dass der Angeklagte schon vielfach vorbestraft ist, dass er einen sehr schlechten Leumund geniesst und dass er dem Gerichte als liederlich und arbeitsscheu bekannt ist. Es rechtfertigt sich deshalb, eine Zuchthausstrafe auszusprechen.

Das Gericht hat demnach erkannt:

Adolf Rykart ist des Betrugsversuchs und der Unterschlagung schuldig und wird gemäss §§ 150—152, 25, 26, 140, 141, 145, 45 des Strafgesetzes zu einer Zuchthausstrafe von 1 Jahr und 10jähriger Einstellung im Aktivbürgerrecht nach Erstehung der Strafzeit, sowie zur Bezahlung der Prozesskosten mit Einschluss einer Urteilsgebühr von Fr. 5 und einer Entschädigung von Fr. 13. 70 an S. M. A. verurteilt.

Obiges Urteil ist am 31. Januar 1898 vom Appellationsgericht bestätigt worden.

13. Urteil des Strafgerichts vom 19. Februar 1898 in Sachen S. F., Kaufmann; E. H., Lithograph; E. Sch., Kunstmaler, wegen Verletzung des Bundesgesetzes betreffend das Urheberrecht an Werken der Litteratur und Kunst, vom 23. April 1883.

Erwägungen:

Bei Anlass der im Herbst letzten Jahres in Basel stattgehabten Böcklin-Ausstellung brachte der Angeklagte F. Postkarten in den Handel, die auf die Böcklin-Ausstellung Bezug hatten. Die Karten waren in seinem Auftrage von dem Mitangeklagten Sch. gemalt worden. Sie enthielten die Bezeichnung „Böcklin-Jubiläum Basel“ und ausserdem jeweilen ein Bild, das an die drei in der Ausstellung ausgestellten bekannten Böcklinbilder: „Najaden“, „Kampf von Centauren“ und „Die vier Lebensalter“, erinnern sollte. Die Bilder waren von dem Mitangeklagten H. in den Farben blau, rot und schwarz lithographiert worden.

Am 3. Dezember erhob Dr. Blanchet Strafklage namens der Photographischen Union in München gegen S. F. und stellte Anträge in Bezug auf Konfiskation und Entschädigung. Er legte eine Vollmacht ein, die ihn zur Strafklage ermächtigte. Die Vollmacht trug die Unterschrift „Photographische Union“. Des fernern liegt den Akten die beglaubigte Abschrift eines Vertrages bei, den Professor Dr. Arnold Böcklin am 19. Oktober 1889 mit der Verlagsanstalt für Kunst und Wissenschaft, vormals Friedrich Bruckmann in München, abgeschlossen hatte. Laut diesem Vertrag übertrug Professor Böcklin das ausschliessliche Vervielfältigungsrecht seiner sämtlichen Werke (also auch der noch zu schaffenden) der

Digitized by Google

obengenannten Verlagsanstalt, insoweit bis zu obigem Datum eine Reproduktionserlaubnis an andere noch nicht erteilt worden war. Der Vertrag enthielt ferner die Bestimmung, die Verlagsanstalt habe gegen jede unbefugte Vervielfältigung einzuschreiten. In dem Vertrage sind diejenigen Werke Böcklins erwähnt, für die bereits irgend ein Vervielfältigungsrecht vergeben worden war. Die oben erwähnten Werke Böcklins, die übrigens teilweise neueren Datums sind, sind nicht darunter verzeichnet. Dem Vertrage ist am Schlusse folgender Passus beigefügt: „Sämtliche uns im vorstehenden Vertrage übertragenen Vervielfältigungsrechte cedieren wir hierdurch im Einverständnis mit dem Künstler an die Photographische Union in München. München, den 2. Januar 1892. Verlagsanstalt für Kunst und Wissenschaft, vormals Friedrich Bruckmann, gez. J. Schwartz.“

Die Überweisungsbehörde hat nicht nur den zunächst eingeklagten F., sondern auch H. und Sch. dem Strafgerichte als Mitthäter zur Beurteilung überwiesen.

Seitens der Photographischen Union wird in der Klaganzeige geltend gemacht, die auf den Postkarten enthaltenen 6 verschiedenen farbigen Sujets stellen originalgetreue Teile Böcklinscher Bilder dar. In dieser Nachbildung auch nur einzelner Teile der Böcklinschen Bilder liege eine Verletzung des Urheberrechtes gestützt auf § 13 ff. des Bundesgesetzes betreffend Urheberrecht an Werken der Litteratur und Kunst, vom 23. April 1883, und der Übereinkunft betreffend die Bildung eines internationalen Verbandes zum Schutze von Werken der Litteratur und Kunst, vom 9. September 1886.

Die Angeklagten behaupten, sie hätten sich keiner strafbaren Handlung schuldig gemacht, es handle sich nicht um eine Reproduktion, sondern höchstens um eine Reminiscenz. Die Karten enthalten nur eine freie, etwas humoristisch gehaltene Anlehnung an Böcklinsche Bilder, bei der Figuren und Staffage und ebenso auch die Farbe nicht gleich seien.

Der Angeklagte F. giebt an, es seien 13,000 Stück dieser Karten bestellt und zum Verkauf gebracht worden. Er legt einen von Professor Arnold Böcklin an ihn gerichteten Brief zu den Akten, der folgendermassen lautet: „Es ist meine Meinung, dass die von Ihnen herausgegebenen illustrierten Postkarten durchaus nicht als Reproduktionen meiner Bilder können angesehen werden und dass sogar mir ein Unrecht geschieht, jene unschuldigen Kleckse als Nachahmungen zu betiteln.“ Ferner ein auf Veranlassung seines Advokaten hin von Professor F. Meili in Zürich verfasstes juristisches Parere, das sich in dieser Sache folgendermassen ausspricht:

„Die in den Postkarten enthaltenen Bilder erscheinen nur als herausgerissene und fragmentarische Teile der Originalarbeiten von Böcklin.

Digitized by Google

Überdies aber stellen sie Karikaturen derselben oder wenigstens humoristische Auszüge dar. Unter diesen Umständen kann von einer Verletzung des Autorrechts keine Rede sein.

1. Eine verbotene Nachbildung von Werken der bildenden Künste kann zwar in verschiedenen Formen geschehen. Aber immer ist es notwendig, dass die Wiedergabe eines konkreten Werkes in seinen wesentlichen Bestandteilen erfolge. Gerade diese Voraussetzung liegt hier nicht vor.

a) Es sind nur Fragmente der Böcklinschen Schöpfungen, die sich auf den Postkarten befinden — auch die Anklageschrift der Union erkennt ohne weiteres an, dass es sich nur um einzelne Teile der Bilder von Böcklin handle. Die Auszüge sind dabei frei gewählt.

b) Auch eine nur ganz oberflächliche Prüfung der eingeklagten Bilder zeigt ganz evident, dass der Gedanke, mit den Tableaux von Böcklin in Konkurrenz zu treten, bei den Postkarten absolut ferne lag.

Unter diesen Umständen wäre es meiner Ansicht nach ganz unrichtig, wenn im vorliegenden Falle gesagt würde, das geistige Eigentum, das an den Schöpfungen von Böcklin besteht, sei durch die Anspielungen und die Fragmente in den Postkarten verletzt worden.

Man darf überhaupt den Autorschutz nicht allzusehr überspannen, sonst nimmt er eine krankhafte Natur an. Ich verweise in dieser Beziehung auf:

Rivier, Principes du droit des gens, I, p. 323.

2. Abgesehen von dem Gesagten, muss betont werden, dass die Figuren auf den Postkarten die Bedeutung von Karikaturen oder humoristischen Fragmenten haben. Hiergegen giebt es keinen Autorschutz, so wenig als gegen die Kritik.

Es ist ein allgemeiner Rechtsgrundsatz, dass die Kritik, die Travestie (die humoristische und satirische Art), die Parodie (die Satirik mit Beibehaltung der ernsten Form) erlaubt sind. Nur darf natürlich darin nicht versteckt eine Nachahmung des substantiellen Inhalts der Originalschöpfungen liegen.

Diese Rechtsansicht ist ganz allgemein anerkannt. Ich verweise auf:

Pataille, Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire. 1879, XXIV, p. 240:

„Que la critique et la parodie d'œuvres d'art aussi bien que d'œuvres littéraires sont du domaine de chacun, et que la loi ne protège pas contre elles ceux qui livrent ces œuvres à l'appréciation du public.“

Pataille, a. a. O. 1889, XXXIV, p. 353:

„Que le fait de publier la parodie d'une chanson ne saurait donner lieu à aucune revendication de la part des auteurs ou propriétaires des chansons parodiées.“

Digitized by Google

Die französische Judikatur ist gerade deswegen sehr beachtenswert, weil die französische Gesetzgebung das Autorrecht nicht bloss seit sehr langer Zeit kultiviert, sondern auch überaus weit ausdehnt. Auch doktrinell ist in Frankreich anerkannt, dass die Parodien allseitig zulässig sind. Ich verweise z. B. auf:

Charles *Le Senne,* Code du Théâtre. Paris 1878, pag. 235:

„Il arrive très fréquemment que les pièces ou chansons à succès soient imitées et fassent naître des parodies. C'est un droit qui appartient à tous les écrivains et aux compositeurs de musique. Ils ne commettent de contrefaçon qu'autant que la parodie aurait été faite de telle manière qu'il pût y avoir confusion suffisante pour que le public s'y trompât."

Auf allen Gebieten des geistigen Eigentums ist die Satire und Komik erlaubt — dieser Ausspruch der Gerichtspraxis und der Doktrin in Frankreich ist völlig zutreffend.

Und damit stimmt auch, was Pouillet entwickelt. Ich verweise auf:

Pouillet, Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique, 1879, pag. 438:

„Que la parodie soit licite, c'est ce dont on ne saurait douter. Proscrire la parodie, ce serait condamner la critique, et les droits de la critique ne peuvent être méconnus. Mais il y a parodie et parodie; il se peut que, sous prétexte de parodie, il y ait une véritable reproduction de l'œuvre originale, et c'est précisément ce que, avec leur prudence et leur sagacité habituelles, les magistrats devront et sauront apprécier."

Mit dieser französischen Auffassung geht auch die italienische Doktrin einig. *Rosmini* (eine Autorität in dieser Materie) weist zutreffend darauf hin, dass die Parodie eine sehr alte Form der litterarischen Komposition sei und dass sie als erlaubt gelten müsse, wenn sie nicht zum Zwecke habe, eine Konkurrenz mit dem Originale herbeizuführen, und dass sie in einem solchen Falle eigentlich als Reklame dafür diene. Vgl.:

Rosmini, Legislazione e giurisprudenza sui diritti d'autori. Milano 1890. Nr. 249:

„La parodia è lecita quando non ha per iscopo nè per risultato di creare una concorrenza all'autore del dramma parodiato; che anzi il più delle volte gli serve ad una reclame da molti vagheggiata."

Endlich citiere ich:

Kohler, Das litterarische und artistische Kunstwerk und sein Autorschutz, 1892, S. 112 und 113:

„Sofern die Parodie Äusserlichkeiten, Bizarrerien des Stückes entlehnt (in mehr oder minder übertreibender Weise), ist sie unzweifelhaft gestattet."

Digitized by Google

Wenn man nun an die einzelnen Postkarten, die in diesem Prozesse eine Rolle spielen, ohne vorgefasste Meinung herantritt, so muss man, wie ich glaube, sagen, dass die betreffenden herausgerissenen Teilstücke der Gemälde von Böcklin humoristisch zu nehmen sind, und auch so genommen werden. Statt aller verweise ich speciell auf das Bild, in welchem der Tod dem Greis den Kopf abschlägt — wann soll denn eine Karikatur vorhanden sein, wenn sie nicht in diesem Bilde zu finden ist? Allerdings handelt es sich um harmlose Schöpfungen der Satire, aber sie wirken humoristisch gerade dadurch, dass einzelne Bilder des grossen Malers aus dem Zusammenhange herausgerissen sind und in dieser isolierten Gestalt keine wirklichen Gedankenbilder der Phantasie entlocken. Es fehlt ihnen die grosse geistige Vermittlung durch die übrigen Figuren des Originales, und gerade deswegen erzeugen sie eine im ganzen fröhliche Reminiscenz der Muse Böcklins.

Ich mache ferner darauf aufmerksam, dass den vorliegenden Postkarten nur ein sehr ephemeres Dasein beschieden sein wird. In solchen Erzeugnissen eine Verletzung des Autorrechtes finden zu wollen, gleicht fast dem Versuche, die Herstellung einer Statue in Chokolade als ein Attentat auf das geistige Werk des Künstlers aufzufassen: sieht man nicht, dass durch solche und ähnliche Überspannungen der an sich richtige Gedanke des Autorrechts diskreditiert wird? Vor einer solchen Übertreibung des geistigen Eigentums ist ernsthaft zu warnen — Vernunft darf nicht zum Unsinn werden!“

Das Gericht hat sich durch einen Augenschein im hiesigen Museum, woselbst die oben erwähnten Originalwerke Böcklins aufgehängt sind, davon überzeugt, dass es sich bei diesen Karten nicht um eine Verletzung des Urheberrechts handelt. Eine solche würde vorliegen, wenn vorsätzlich oder aus grober Fahrlässigkeit ein Werk der Kunst unerlaubt vervielfältigt worden wäre. Dies ist nun aber hier nicht der Fall. Bei diesen Postkarten wird das wesentlich Charakteristische der künstlerischen Äusserung Böcklins in Bezug auf Zeichnung und Farbe, das Eigenartige seiner Komposition, seiner Licht- und Raumverteilung, seiner Farbengebung u. s. w. nicht wiedergegeben. Die Karten stellen sich als selbständige Schöpfung dar, der das Original nur als Basis diente. Sie bezwecken gar nicht die Wiedergabe Böcklinscher Bilder, beziehungsweise einzelner Teile derselben, sondern sie wollen sowohl durch die Zeichnung, wie auch speciell durch die Zusammenstellung der Farben in origineller Weise den Zweck einer modernen „Ansichtspostkarte“ erfüllen und lediglich an die Böcklin-Ausstellung erinnern, keineswegs aber den Beschauer mit Böcklinschen Kunstwerken bekannt machen.

Bei dieser Sachlage hat das Gericht nicht näher zu untersuchen, ob die formellen Voraussetzungen zu einer Bestrafung vor-

Digitized by Google

handen seien. Ebenso ist über die adhäsionsweise im Strafprozess vorgebrachte Entschädigungsforderung nicht zu entscheiden.

Das Gericht hat demnach erkannt:

S. F., E. H. und E. Sch. werden von der Anklage freigesprochen.

14. Urteil des Strafgerichts vom 14. Dezember 1897 gegen den Wirt F. B. wegen Übertretung des Bundesgesetzes betreffend das Urheberrecht an Werken der Litteratur und Kunst, vom 23. April 1883. (Auszug.)

Am Samstag den 4. Juli und am Sonntag den 5. Juli 1896 gab die Kapelle des Kaiserregiments von Weingarten unter Leitung des k. württembergischen Kapellmeisters Hermann F. in B.s Biergarten in Basel Konzerte. Es wurden mehrere Stücke von Komponisten gespielt, welche der „Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique“ in Paris angehören. Namens dieser Komponisten erhob der Vertreter der Genossenschaft in der Schweiz, Herr Knosp in Bern, durch seinen Anwalt Strafklage gegen B., in dessen Wirtschaftsräumen die Konzerte abgehalten worden waren.

Über die Schuldfrage enthält das Urteil des Strafgerichts von Basel-Stadt folgende

Erwägungen:

Sind nun aber die Bedingungen erfüllt, welche das Ursprungsland zum Schutze des Urheberrechts vorschreibt, so geniessen diese Werke auch in der Schweiz desselben Schutzes.

Eine Verletzung dieser Urheberrechte ist laut der Klage in doppelter Weise geschehen, einmal durch die unerlaubte Aufführung der Werke in der Originalform, andrerseits dadurch, dass die Kapelle nach sogenannten Arrangements und Adaptationen gespielt habe.

Zu einer unerlaubten Wiedergabe wird nach Artikel 10 der internationalen Übereinkunft auch die nicht genehmigte indirekte Aneignung eines Werkes der Litteratur und Kunst gerechnet, welche mit verschiedenen Namen, wie Adaptationen, musikalische Arrangements u. s. w., bezeichnet zu werden pflegt, sofern dieselbe lediglich die Wiedergabe eines solchen Werkes in derselben oder in einer andern Form, mit unwesentlichen Änderungen, Zusätzen oder Abkürzungen darstellt, ohne im übrigen die Eigenschaft eines neuen Originalwerkes zu besitzen. Dass durch die unerlaubte Aufführung in dieser zweifachen Hinsicht eine Verletzung stattgefunden hat, ist in keiner Weise angefochten worden.

Steht nun aber fest, dass das Urheberrecht an den eingeklagten Werken verletzt wurde, so entsteht die weitere Frage: wer hat diese Verletzung begangen? Nach der Anklage wird der heutige Angeklagte für dieses Vergehen verantwortlich gemacht.

Diese Anschuldigung ist jedoch unrichtig. Nach Artikel 12 des Bundesgesetzes von 1883 hat sich derjenige einer Verletzung des

Digitized by Google

Urheberrechts schuldig gemacht, der vorsätzlich oder aus grober Fahrlässigkeit Werke der Litteratur und Kunst unerlaubt vervielfältigt, beziehungsweise aufführt.

Die Verhandlung hat nun in dieser Hinsicht folgendes ergeben:

Die einvernommenen Zeugen, Kapellmeister K. und S., bezeugen übereinstimmend, dass sie niemals vom Angeklagten um Abhaltung von Konzerten angegangen worden seien, sondern dass sie den Angeklagten um Überlassung seiner Lokalitäten gefragt haben. Der Wirt bezahle ihnen keinen Gehalt, sondern stelle ihnen lediglich sein Lokal zur Verfügung; sie, die Direktoren, tragen selbst das Risiko der Konzerte, sie seien die Veranstalter derselben und sie hätten sich auch stets als solche angesehen; sie führen die betreffenden Werke auf, sie beziehen das Eintrittsgeld, bezahlen die Annoncen, treffen die Auswahl der Werke und bringen die Programme gedruckt mit in das Konzert. Auch für Verpflegung der Musiker hätten sie selbst zu sorgen. Der Wirt habe sie jeweilen auch darauf aufmerksam gemacht, dass sie sich hinsichtlich der Musikwerke mit Knosp in Bern zu verständigen hätten.

Zur Unterstützung dieser Behauptungen hat der Angeklagte eine Korrespondenz eingelegt, aus welcher hervorgeht, dass namentlich die Dirigenten deutscher Musikkapellen den Angeklagten um die Bewilligung anfragen, an einem bestimmten Tage in seinem Lokale spielen zu dürfen.

Kapellmeister K. bezeugt ferner, dass er schon im Jahre 1894 mit dem Vertreter der französischen Gesellschaft, Knosp in Bern, einen Vertrag habe abschliessen wollen für seine Konzerte, dass er aber von Knosp abgewiesen worden sei, indem nicht er, sondern der betreffende Wirt haftbar sei. Diese Ansicht habe Knosp später plötzlich geändert, indem er ihn bei Konzerten in Biel und Neuenburg zu Verträgen veranlasst habe.

Dass das Verhältnis des Angeklagten zu der am 5. und 6. Juli 1896 bei diesem spielenden Musikkapelle Weingarten ein gleiches gewesen sei, ist vom Angeklagten behauptet und von keiner Seite bestritten worden.

Da nun das Gesetz mit klaren Worten bestimmt, dass nur derjenige strafbar sei, der Werke der Litteratur und Kunst unerlaubt vervielfältigt, bezw. *aufführt,* oder, wie es an anderer Stelle desselben Paragraphen, offenbar im gleichen Sinne, heisst, eine unbefugte Vervielfältigung vornimmt oder eine unzulässige Aufführung *veranstaltet,* so kann nach den oberwähnten Umständen der Angeklagte nicht als schuldig erklärt werden. Nicht er veranstaltet die Konzerte, sondern die Musikdirigenten; seine Rolle ist hierbei eine rein passive. In dem Überlassen des Lokals zu den Konzerten kann nicht eine Veranstaltung der Konzerte selbst erblickt werden. Durch ein Schreiben von Knosp vom 6. Februar 1897 an den oben genannten R. K., Musikdirektor in Mülhausen, welches vom Vertreter der Civilpartei in der Verhandlung ist eingelegt worden, wird

Digitized by Google

zudem dargethan, dass auch Knosp über die verantwortliche Person dieselbe Auffassung teilt. Er schreibt nämlich: „Heute noch verteidige ich das gleiche Prinzip, wie anno 1895. Sobald Sie engagiert sind, resp. fix bezahlt sind, dann sind nicht Sie der Konzertgeber, sondern derjenige, der Sie engagiert hat, muss für die Autorengebühren sorgen.“ Er fügt im Laufe des Schreibens noch bei: „Nun sagen Sie es selbst, dass Sie auf eigene Rechnung spielen, in diesem Fall sind Sie der Konzertgeber, und Sie müssen für die Kosten aufkommen.“

Es frägt sich nun noch, ob, wie der Vertreter der Civilpartei eventuell beantragt hat, der Angeklagte sich nicht der Gehülfenschaft zur Verletzung des Urheberrechts schuldig gemacht hat.

Eine Schuldigerklärung des Angeklagten in dieser Hinsicht kann jedoch schon deshalb nicht erfolgen, weil nach unsrer Prozessordnung nur die wissentliche Hülfeleistung strafbar ist, eine solche nach dem oberwähnten Thatbestande aber nicht anzunehmen ist. Die Nichtbeachtung des Verbots von Knosp kann darum nicht belastend sein, weil der Angeklagte von Anfang sich nicht als Veranstalter der Konzerte betrachtete und weil er nicht wusste, ob die Musikkapelle zur Aufführung der Werke berechtigt war oder nicht. Ob ihm hierfür, dass er sich nicht erkundigte, eine Fahrlässigkeit zur Last gelegt werden kann, hat das Gericht nicht zu untersuchen, da unser Gesetz eine fahrlässige Beihülfe nicht kennt.

Ob die Anklage richtiger gegen A. B., den Bruder des heutigen Angeklagten, statt gegen diesen hätte erhoben werden sollen, da ersterer Inhaber des Patents der Wirtschaft, letzterer dagegen Eigentümer der Liegenschaft ist, kann nach dem Vorerwähnten unerörtert bleiben. Ebenso die Frage, ob die Aufführung mit Absicht auf Gewinn geschah oder ob Artikel 11, Lemma 10, zur Anwendung gebracht werden könne.

Das Gericht hat demnach erkannt:

F. B. wird von der Anklage freigesprochen.

Digitized by Google

Strafrechtszeitung. — Nouvelles pénales.

Strafrecht.

Vereinheitlichung des Strafrechts. Der Geschäftsbericht des eidgenössischen Justizdepartements für das Jahr 1897 bemerkt über die Vereinheitlichung des Strafrechts, Seite 3:

«Die Verfassungsfrage über die *Vereinheitlichung des Strafrechts* ..... ist bei den eidgenössischen Räten anhängig (Bundesbl. 1896, IV, S. 733) und wird, nachdem der Ständerat unsere Vorlage bereits angenommen hat, im Jahr 1898 wohl auch vom Nationalrat behandelt werden.

Der im Jahre 1896 veröffentlichte « *Vorentwurf* zu einem schweizerischen Strafgesetzbuch nach den Beschlüssen der Expertenkommission » ist wiederholt und von verschiedenen Seiten teils in seinem gesamten Umfang, teils in seinen Einzelbestimmungen Gegenstand wissenschaftlicher Untersuchung und Kritik gewesen. Das Departement verfolgt alle diese kritischen Publikationen mit Aufmerksamkeit und gedenkt, unter Berücksichtigung derselben, nach Annahme der Rechtseinheit von Volk und Ständen den Vorentwurf einer wiederholten Prüfung und Revision zu unterwerfen.»

Strafvollzug.

Redigiert von Strafanstaltsdirektor *J. V. Hürbin* in Lenzburg.

Strafanstalt Neuenburg. Dem Jahresberichte pro 1896 entnehmen wir folgende Angaben:

Die Strafanstalt Neuenburg zählte im Jahre 1896 zu Anfang 95, am Ende 80 und im ganzen 212 Gefangene, wovon 77 kriminelle und 135 korrektionelle.

Eintritt. Eingetreten sind 117 Gefangene, 20 kriminelle und 97 korrektionelle.

Austritt. Ausgetreten sind 132, 20 kriminelle und 112 korrektionelle, und zwar 121 (91,69 %) infolge Ablaufs der Strafzeit, 2 (1,51 %) infolge Todes, 1 (0,76 %) infolge Begnadigung, 6 (4,53 %) infolge provisorischer Entlassung und 2 infolge Flucht.

Heimat. Von den Eingetretenen waren 38 (32,47 %) Neuenburger, 62 (53 %) Schweizer anderer Kantone und 17 (14,53 %) Ausländer.

Alter. 12 (10,26 %) zählten unter 20 Jahre, 39 (33,33 %) 20—29 Jahre, 32 (27,35 %) 30—39, 11 (9,40 %) 40—49, 12 (10,26 %) 50—59 und 11 (9,40 %) 60—69 Jahre.

Civilstand. Von 117 Gefangenen waren 79 (67,51 %) ledig, 15 (12,81 %) verheiratet, 16 (13,70 %) verwitwet und 7 (5,98 %) geschieden.

Konfession. Protestanten 85 (72,70 %), Katholiken 31 (26,45 %) und Israeliten 1 (0,85 %).

Digitized by Google

Schulbildung. 14 (11,95 %) hatten keine, 52 (44,45 %) eine mittelmässige, 51 (43,60 %) eine gute Schulbildung.

Erziehung. 15 (12,82 %) hatten eine schlechte, 25 (21,38 %) eine ungenügende und 77 (65,80 %) eine gute Erziehung.

Vermögen. 115 (98,30 %) hatten keines, 2 (1,70 %) solches zu hoffen.

Beruf. Handwerker 64 (54,70 %), Land- und Erdarbeiter und Tagelöhner 36 (30,77 %), Dienstboten 9 (7,68 %), Geschäftsleute 7 (6 %) und Künstler 1 (0,85 %).

Vorstrafen. Zum erstenmal bestraft sind 91 (77,80 %), rückfällig 26 (22,20 %).

Art des Verbrechens. Gegen Gesundheit und Leben 19 (16,24 %), gegen die Sittlichkeit 5 (4,27 %), gegen Treue und Glauben 3 (2,55 %), gegen das Eigentum 42 (35,90 %) und Polizeivergehen 48 (41,04 %).

Strafdauer. Die niedrigste Strafdauer der im Jahr 1896 eingetretenen Sträflinge betrug 30 Tage, die höchste Strafe 4 Jahre. 37 Urteile lauten von 30 Tagen bis auf 2 Monate, 21 auf 3 Monate, 14 auf 4 Monate, 8 auf 5 Monate, 8 auf 6 Monate, 1 auf 8 Monate, 1 auf 9 Monate, 1 auf 10 Monate, 7 auf 12 Monate, 1 auf 18 Monate, 1 auf 20 Monate, 2 auf 2, 12 auf 3 und 1 auf 4 Jahre. Überdies 2 Internierte von Devens für $4^1/_2$ und 23 Monate.

Disciplin. Von 212 Gefangenen mussten 155 (73 %) bestraft werden, somit 36 % mehr als im Vorjahre.

Verpflegungstage. Die Gesamtzahl stieg wiederum auf 32,634, der tägliche Durchschnitt also auf 89,10.

Gesundheitszustand beim Eintritt. Normal 112 (95,73 %), geschwächt 5 (4,27 %).

Verdienstrechnung. In 17,691 Arbeitstagen wurden Fr. 23,466. 80 verdient, also per Tag und Kopf Fr. 1. $32,_6$. Der Verdienstanteil der Gefangenen belief sich auf Fr. 2750. 35 oder per Kopf und Tag 12,30 Rp.

Finanzielles Ergebnis. Einnahmen Fr. 33,546. 05, Ausgaben Fr. 93,539. 10. Den Ausfall von Fr. 59,993. 05 deckte der Staat. Auf einen Verpflegungstag berechnet, betrug der Staatszuschuss Fr. 1. 83. *Hürbin.*

Bedingte Entlassung und Wiedereinberufung bedingt Entlassener. Die Ergebnisse der letzten 25 Jahre waren im *Kanton Zürich* folgende:

Jahre.	Entlassungen.	Wiedereinberufungen.	Jahre.	Entlassungen.	Wiedereinberufungen.
1872 . . .	1	--	1885 . . .	16	—
1873 . . .	8	1	1886 . . .	18	—
1874 . . .	22	—	1887 . . .	12	1
1875 . . .	24	—	1888 . . .	12	1
1876 . . .	10	2	1889 . . .	16	1
1877 . . .	24	1	1890 . . .	18	—
1878 . . .	22	3	1891 . . .	23	2
1879 . . .	8	—	1892 . . .	20	2
1880 . . .	20	—	1893 . . .	20	1
1881 . . .	18	2	1894 . . .	16	—
1882 . . .	29	1	1895 . . .	14	1
1883 . . .	27	1	1896 . . .	16	1
1884 . . .	20	2			

Total: Entlassungen 434,
Wiedereinberufungen . . . . 23.

Digitized by Google

Jugendliche Verbrecher.

Zwangserziehungsanstalt Aarburg. Diese im Jahre 1893 gegründete Anstalt zählte im Jahre 1896 im ganzen 94 Detinierte: 31 gerichtlich verurteilte Strafgefangene und 63 auf dem Administrativwege (Regierungsrat) eingewiesene Zöglinge. Stand am 1. Januar: 18 Sträflinge und 36 Zöglinge. Eingetreten während des Jahres: 13 Sträflinge und 27 Zöglinge. Ausgetreten 14 Sträflinge und 24 Zöglinge. Stand auf 31. Dezember: 17 Sträflinge und 39 Zöglinge.

Heimat. Von den 94 Detinierten gehörten 45 dem Kanton Aargau, 2 Thurgau, 4 Appenzell A.-Rh., 4 Baselland, 10 Genf, 4 Luzern, 4 Baselstadt, 2 Bern, 1 Zürich, 6 Neuenburg, 1 Waadt, 5 St. Gallen, 1 Schwyz, 1 Glarus, 2 Solothurn und 2 dem Auslande an.

Alter. Im 13. Altersjahre standen 5 (5,32 %), im 14. 7 (7,45 %), im 15. 8 (8,51 %), im 16. 23 (24,47 %), im 17. 29 (30,85 %), im 18. 13 (13,83 %), im 19. 7 (7,45 %), im 20. 2 (2,12 %). Für die Aargauer bildet in der Regel das 14. und 18. Jahr die Altersgrenze.

Konfession. Reformierte 48 (51,06 %), Römischkatholische 42 (44,68 %), Christkatholische 4 (4,25 %).

Muttersprache. Der deutschen Sprache gehörten an 73 (77,66 %), der französischen 20 (21,28 %) und der italienischen 1 (1,06 %).

Schulbildung. 11 Detinierte hatten früher die Sekundar-, die übrigen nur die Primarschule besucht, natürlich auch da nicht alle Klassen. Nur 1 besuchte z. B. die 4. und 2 die 3. Sekundarklasse, sodann 4 die 8., 4 die 7. und 12 die 6. Primarklasse. In der Anstaltsschule (2 Abteilungen: eine deutsche und eine französische) erhielt jeder Schüler wöchentlich 12 bis 14 Stunden Unterricht (exklusive Religionsunterricht, welcher besonders erteilt wird). Die Anstaltsbibliothek wurde fleissig benutzt.

Art des Vergehens. Von den pro 1896 eingetretenen 40 Detinierten sind bestraft worden:

16 (40 %) wegen Vergehen gegen das Eigentum,
6 (15 %) » » » die Sittlichkeit und
18 (45 %) » » » » elterliche Gewalt.

Strafdauer. Von den auf 31. Dezember 1896 anwesenden 56 Detinierten hatten zu verbüssen: 6 Monate 1 (1,78 %), 1 Jahr 23 (41,07 %), 1½ Jahr 2 (3,57 %), 2 Jahre 21 (37,50 %), 2½ Jahre 2 (3,57 %), 3 Jahre 3 (5,36 %), 4 Jahre 1 (1,78 %), über 4 Jahre 2 (3,57 %), unbestimmte Zeit 1 (1,78 %).

Disciplinarstrafen. Verweise 54, Strafdiät 40, heller Arrest 114 Tage, dunkler Arrest 151 Tage, Rückversetzungen in Einzelhaft 8, Schadenersatz 31 Fälle. Aus diesen vielen, zum Teil sehr strengen Disciplinarstrafen ist zu schliessen, dass die Handhabung der Disciplin viele Mühe verursacht. Dieses soll hauptsächlich bei der landwirtschaftlichen Beschäftigung der Fall sein. Es kam auch eine Desertion von öffentlicher Arbeit vor.

Verpflegung. Die Gesamtzahl der Verpflegungstage für die Detinierten betrug 20,594 mit einer Ausgabe von Fr. 8773, exklusive Feuerung, oder per Kopf und Tag 42,6 Rp.

Digitized by Google

Gesundheitszustand. Der Gesundheitszustand war ein recht günstiger. Angestellte und Detinierte zählten zusammen 65 Krankheitsfälle, die ärztliche Hülfe in Anspruch nahmen und bald wieder gehoben waren.

Gewerbliches. Die 40 Neueintretenden wurden folgenden Handwerken zugeteilt: Schneiderei 7, Schreinerei 6, Schusterei 4, Korbflechterei 14, Papierarbeit 2, Bäckerei 2, Landwirtschaft 5.

Die Anstalt zählte im ganzen 13,690 Arbeitstage, welche sich auf die einzelnen Gewerbe also verteilen: Korbflechterei 4236, Schneiderei 1834, Schusterei 1670, Schreinerei 1922, Papierarbeit 118, Stroharbeit 65, Bäckerei 26, Landarbeit und Arbeit im Freien überhaupt 2478 und Hausarbeit 1341. Die Zahl der arbeitslosen Tage belief sich auf 6904 (Schule 3604).

Nach Abzug der Materialankäufe mit Fr. 16,424. 52 verbleibt ein Bruttoarbeitsgewinn von Fr. 8760. 13 oder per Arbeitstag von nahezu 64 Rp.

Finanzielles Ergebnis. Sämtliche Einnahmen betrugen Fr. 51,347. 66.
» Ausgaben » » 70,786. 23.

Die Mehrausgaben von Fr. 19,438. 57 wurden aus dem Alkoholzehntel gedeckt. Die Vermögensvermehrung beträgt Fr. 9275. 60.

Schlussbemerkung. Von den entlassenen 38 Detinierten kehrten 21 ins Elternhaus zurück, 12 wurden durch die Direktion zumeist mit Hülfe der aargauischen Schutzaufsichtskommission bei guten Lehrmeistern untergebracht, und 5 sind zu ihren frühern Arbeiten oder in die Heimatgemeinde zurückgekehrt. *Hürbin.*

Digitized by Google

Die Rechtseinheit.

Am 13. November hat das Schweizervolk die Rechtseinheit durch Volksbeschluss mit grosser Stimmenmehrheit verfassungsmässig begründet.

Auf dem Gebiete des **Civilrechts** stand dem Bunde bisher die Gesetzgebung zu über die persönliche Handlungsfähigkeit, über das Obligationen-, Handels- und Wechselrecht, über das Urheberrecht an Werken der Litteratur und Kunst, über den Schutz neuer Muster und Modelle sowie solcher Erfindungen, welche durch Modelle dargestellt und gewöhnlich verwertbar sind, über das Betreibungsverfahren und das Konkursrecht.

Dem Art. 64 der Bundesverfassung ist nun folgende Bestimmung beigefügt worden:

„*Der Bund ist zur Gesetzgebung auch in den übrigen Gebieten des Civilrechts befugt.*"

Bisher enthielt der Art. 64 der Bundesverfassung folgenden Schlusssatz:

„Die Rechtsprechung selbst verbleibt den Kantonen mit Vorbehalt der dem Bundesgerichte eingeräumten Kompetenzen."

Dieser Satz hat die genauere und bestimmtere Fassung erhalten:

„*Die Organisation der Gerichte, das gerichtliche Verfahren und die Rechtsprechung verbleiben wie bis anhin den Kantonen.*"

Die Gesetzgebungsgewalt des Bundes wird somit nur für das Gebiet des *Civilrechts* abgeändert; auf dem Gebiete der *Gerichtsverfassung* und des *Civilprozessrechtes* bleibt sie unverändert. Auch für das Gebiet des Civilrechts begründet die Verfassungsbestimmung noch keine Gesetzgebungsgewalt. Dem

Digitized by Google

Bunde steht nicht die Gesetzgebung „auch in den übrigen Gebieten des Civilrechts“ zu; der Bund ist zur Gesetzgebung „auch in den übrigen Gebieten des Civilrechts“ nicht verpflichtet, aber *befugt*.

Auf dem Gebiete des **Strafrechts** stand dem Bunde die Gesetzgebung bisher nur in sehr beschränktem Umfange zu.

Der Art. 107 der Bundesverfassung vom 12. September 1848 enthielt die Bestimmung:

„. . . . Die Bundesgesetzgebung wird das Nähere bestimmen:

b. über die Verbrechen und Vergehen, welche in die Kompetenz des Bundesgerichtes fallen, und *über die Strafgesetze, welche anzuwenden sind.*“

Demgemäss wurde das Bundesgesetz über das Bundesstrafrecht der schweizerischen Eidgenossenschaft vom 4. Hornung 1853 erlassen, das wesentlich die Interessen des Bundesstaates schützt. In der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 fiel jedoch diese Bestimmung weg, so dass dem Bunde, äusserlich betrachtet, eine Erweiterung seiner Strafgesetzgebungsgewalt nicht mehr zustand.

Da Art. 114 der Bundesverfassung von 1874 es jedoch der Bundesgesetzgebung überlässt, „ausser den in den Artikeln 110, 112 und 113 bezeichneten Gegenständen auch noch andere Fälle in die Kompetenz des Bundesgerichtes zu legen“, und die Bundesstrafgerichtsbarkeit im Sinne unseres Bundesverfassungsrechts die Bundesstrafgesetzgebungsgewalt voraussetzt, so sollte diese Bestimmung auch für die Erweiterung der Bundesstrafgesetzgebungsgewalt gelten. Es lässt sich aber nicht in Abrede stellen, dass dieser Gedanke in der geltenden Bundesverfassung nicht klar zum Ausdruck gekommen ist.

Ist ein Gegenstand wie z. B. das Heerwesen, Zoll, Post und Telegraph der *Bundes*gesetzgebung unterstellt, so liegt damit dem Bunde auch der strafrechtliche Schutz dieses Gegenstandes ob. So ist das Militärstrafrecht, das Zoll-, Post- und Telegraphstrafrecht *Bundes*strafrecht. Auch das Auslieferungswesen ist Bundessache.

Im übrigen gehörte das Strafrecht den Kantonen. Doch hat die Bundesverfassung der kantonalen Strafgesetzgebungs-

Digitized by Google

gewalt im einzelnen Schranken gezogen, und zwar sowohl hinsichtlich des strafbaren Unrechts, als bezüglich der Strafmittel. Wegen Glaubensansichten darf nämlich niemand mit Strafen irgend welcher Art belegt werden. (Art. 49, Abs. 2.) Wegen politischer Vergehen darf kein Todesurteil gefällt werden. Körperliche Strafen sind untersagt. (Art. 65.)

Gemäss Bundesbeschluss betreffend Aufnahme eines Art. 64 bis in die Bundesverfassung gelten nun folgende Verfassungsgrundsätze:

1. „Der Bund ist zur Gesetzgebung im Gebiete des Strafrechts befugt.“

Es besteht also auch bezüglich der Strafrechtseinheit keine Verpflichtung für die Eidgenossenschaft; es wird ihr nur die Ermächtigung zum Erlass eines Strafgesetzbuches erteilt.

2. „Mit dem Zeitpunkt, in welchem das Strafgesetz in Kraft tritt, fallen die Absätze 2 und 3 des Art. 55 der Bundesverfassung dahin.“

Diese Bestimmung folgt mit Notwendigkeit aus der Übertragung der Strafgesetzgebung an den Bund. Art. 55 stellt nämlich den Satz auf: „Die Pressfreiheit ist gewährleistet“ und fügt in den Absätzen 2 und 3 bei: „Über den Missbrauch derselben trifft die Kantonalgesetzgebung die erforderlichen Bestimmungen, welche jedoch der Genehmigung des Bundesrates bedürfen.“ „Dem Bunde steht das Recht zu, Strafbestimmungen gegen den Missbrauch der Presse zu erlassen, der gegen die Eidgenossenschaft und ihre Behörden gerichtet ist.“ Ist das Strafrecht ausschliesslich Bundesstrafrecht, so bildet auch das Pressstrafrecht einen Bestandteil des Bundesstrafrechts.

3. „Die Organisation der Gerichte, das gerichtliche Verfahren und die Rechtsprechung verbleiben wie bis anhin den Kantonen.“

Es gilt also für die Strafgerichtsverfassung und für das Strafprozessrecht derselbe Vorbehalt, der für das Civilrecht aufgestellt worden ist.


Digitized by Google

4. *„Der Bund ist befugt, den Kantonen zur Errichtung von Straf-, Arbeits- und Besserungsanstalten und für Verbesserungen im Strafvollzuge Beiträge zu gewähren. Er ist auch befugt, sich an Einrichtungen zum Schutze verwahrloster Kinder zu beteiligen."*

Der Strafvollzug wird den Kantonen nicht ausdrücklich gewährleistet. Da jedoch dem Bunde nicht die Befugnis zuerkannt wird, den Strafvollzug zu übernehmen, sondern die Befugnis, den Kantonen für den Strafvollzug Beiträge zu gewähren, so folgt daraus, dass der Strafvollzug den Kantonen verbleibt. Da es Aufgabe der Strafgesetzgebung ist, Bestimmungen über Verbrechen und Strafen aufzustellen, so hat aber das schweizerische Strafgesetzbuch festzusetzen, welche Strafen von den Strafgerichten anzuwenden sind, und es hat diese Strafen, also auch die Freiheitsstrafen, nach Art und Mass zu regeln. Diese Regelung schliesst die hauptsächlichen Normen über den Strafvollzug in sich. Welche Grundsätze über Strafvollzug das schweizerische Strafgesetzbuch aufnehmen wird, steht heute noch nicht fest; doch besteht unter den Fachmännern keine Meinungsverschiedenheit darüber, dass jeder Sträfling arbeiten soll, und dass er mit Arbeiten zu beschäftigen ist, die möglichst seinen Fähigkeiten entsprechen und ihn in den Stand setzen, nach der Entlassung aus der Strafanstalt sein Brot ehrlich zu erwerben. Ferner ist man einig, dass die Sträflinge nachts in Einzelhaft gehalten werden sollen. Auch die Expertenkommission hat diese beiden Grundsätze ohne Widerspruch angenommen. Die Durchführung dieser Grundsätze bedeutet aber eine Reform unseres Gefängniswesens; denn es giebt nur wenige Strafanstalten und kaum ein Gefängnis in der Schweiz, wo jeder Sträfling in dieser Weise tags arbeitet und nachts in Einzelhaft zubringt. In Gefängnissen wird in der Regel nicht gearbeitet; selbst in manchen Anstalten verbringen die Sträflinge die Nacht in gemeinschaftlichen Schlafräumen.

Es ist daher nicht nur wünschenswert, sondern unerlässlich, dass der Bund den Kantonen sowohl für Verbesserungen im Strafvollzug, als für die Errichtung von Anstalten Beiträge leiste. Eine Centralisation des Strafvollzugs hätte namentlich für den Vollzug *längerer* Freiheitsstrafen grosse Vorteile dargeboten; denn es wäre dadurch möglich geworden, die Zuchthaussträflinge, es sind jährlich 1300 bis 1400, in drei oder vier

Digitized by Google

Anstalten zu vereinigen und sie von den Gefängnissträflingen vollständig abzusondern. Für die weiblichen Zuchthaussträflinge hätte eine einzige Anstalt ausgereicht. Dadurch wäre der Strafvollzug gleichmässiger, einfacher, wirksamer und weniger kostspielig geworden. Wenn diese Centralisation nun auch ausgeschlossen ist, so könnten sich doch mehrere Kantone unter finanzieller Mitwirkung des Bundes zum Baue einer Anstalt verbinden, oder es könnte ein Kanton im Einverständnis mit andern Kantonen eine interkantonale Anstalt errichten, wie sie z. B. in Lenzburg für junge Leute besteht. Ist die Eidgenossenschaft Strafgesetzgeber, so hat sie ein dringendes Interesse daran, darauf hinzuwirken, dass der Strafvollzug der Kantone dem Gesetze entspricht. Der Bundesrat wird sich daher ohne Zweifel mit den Kantonen in das Einvernehmen setzen, um Verbesserungen im Strafvollzuge zu fördern und zu veranlassen. Diese friedliche eidgenössische Intervention wird namentlich da sehr willkommen sein, wo ein interkantonaler Strafvollzug rätlich und zweckmässig erscheint. Selbstverständlich erfordert die Ausgestaltung des Strafvollzuges im Sinne des schweizerischen Strafgesetzbuches, wie es nun auch gefasst sei, Zeit und Geld. Doch ist es ein glückliches Zusammentreffen, dass eben jetzt mehrere Kantone, so Zürich und Waadt, im Begriffe stehen, neue Strafanstalten zu bauen. Sie werden also in der Lage sein, für das schweizerische Strafgesetzbuch vorzubauen.

Die schönste Errungenschaft der schweizerischen Strafrechtseinheit würde es sein, wenn sie eine Entvölkerung der Strafanstalten und Gefängnisse herbeiführen würde. Die Grundlage zu einem solchen Erfolge hat die Bundesverfassung in dem Satze begründet: „Er (der Bund) ist auch befugt, sich an Einrichtungen zum Schutze verwahrloster Kinder zu beteiligen.“ Für verwahrloste Kinder wird in der Schweiz, dem Lande Pestalozzis, unendlich *viel,* aber noch immer nicht *genug* gethan. Im Jahre 1894 befanden sich 1232 Kinder und junge Leute in Rettungs- und Zwangserziehungsanstalten; es waren aber nur 1009 Betten für sie vorhanden; 132 Knaben und 48 Mädchen wurden ausserdem wegen Mangel an Platz abgewiesen. Das sind amtliche Angaben des statistischen Jahrbuches der Schweiz. Nach einer Erhebung, die im Jahre 1897 von dem eidgenössischen statistischen Bureau veranstaltet wurde, beträgt die Gesamtzahl der schwachsinnigen, körperlich gebrechlichen und

Digitized by Google

der *sittlich verwahrlosten* Kinder in der Schweiz 13,155, davon befinden sich 2105 Kinder in Anstalten, während 2484 der Versorgung in einer Anstalt bedürftig erachtet werden. Von den freiwilligen Armenerziehungsvereinen wurden im Jahre 1894 2609 Kinder verpflegt, 1734 in Familien, 507 in Anstalten. Es wäre aber thöricht, zu glauben, erklärt der Berichterstatter, Pfarrer Karl Schweizer in Oberburg (Bern), es gebe im Lande nur 2600 Kinder, die arm und verwahrlost sind, und darum ist es Pflicht aller Menschenfreunde, mit Rat und That einzutreten für die Besserung des Loses auch dieser Kleinen. „Sorge man für bessere, christliche, wahrhaft menschliche Erziehung *aller* Kinder, dann mögen wohl einst auch Besserungsanstalten und Zuchthäuser einer finstern Vergangenheit angehören." Der Amerikaner Randall hat denselben Gedanken in das Wort zusammengefasst: „Rettet die Kinder, und ihr werdet keine Verbrecher mehr haben."

Nichts anderes bedeuten die einfachen Worte der schweizerischen Bundesverfassung: „Der Bund ist auch befugt, sich an Einrichtungen zum Schutze verwahrloster Kinder zu beteiligen", denn nur so erklärt sich ihr Zusammenhang mit der Vereinheitlichung des Strafrechts in der Schweiz.

Wenn über Verbrechen und Strafe Meinungsverschiedenheiten bestehen, die freilich mehr der Schule als dem Leben entsprungen sind, so besteht Einigkeit darüber, dass es eine schöne und edle Aufgabe des Bundes ist, den verwahrlosten Kindern seine starke und milde Hand zu reichen und sie von dem Verbrechen zu erretten.

Möge das Werk gelingen!

C. St.

Digitized by Google

Le procès Lucheni.

Par

Alfred Gautier, professeur à Genève.

I.

L'acte d'accusation.

Le procureur général expose que, par ordonnance en date du 22 octobre 1898, la Chambre d'instruction de la République et canton de Genève a renvoyé par devant la Cour de justice criminelle, siégeant avec le concours du jury, pour y être jugé, le nommé Lucheni, Luigi, né à Paris, en avril 1873, fils de Louise Lucheni, manœuvre, Italien, actuellement détenu;

Comme accusé d'avoir, le 10 septembre 1898, à Genève, volontairement commis un homicide sur la personne de Sa Majesté Elisabeth-Amélie-Eugénie, impératrice d'Autriche, reine de Hongrie, en se servant contre elle d'un instrument piquant, de forme triangulaire et allongée, avec cette circonstance que cet homicide a été commis avec préméditation et guet-apens.

Crime d'assassinat prévu et puni par les articles 83, 84, 249, 251 et 252 du Code pénal[1]).

---

[1]) *Art. 83.* La *préméditation* consiste dans le dessein formé avant l'action d'attenter à la personne d'un individu, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition. — *Art. 84.* Le *guet-apens* consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence. — *Art. 249.* Est qualifié volontaire, l'homicide commis avec l'intention d'attenter à la personne d'un individu lors même que l'auteur se serait trompé dans la personne de celui qui a été victime de l'attentat. — *Art. 251.* L'*homicide* commis volontairement est qualifié *meurtre*. Il sera puni de la réclusion de dix à vingt ans. — *Art. 252.* Tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens, est qualifié *assassinat*. Il sera puni de la réclusion à perpétuité.

Digitized by Google

Le procureur général, après un nouvel examen de la procédure, déclare:

Le 30 avril 1898, S. M. l'impératrice d'Autriche, reine de Hongrie, qui revenait des eaux de Nauheim, arrivait au Grand Hôtel de Caux; souffrante depuis un certain temps, elle attendait, de son séjour en Suisse, le rétablissement de sa santé; elle était accompagnée de plusieurs dignitaires de sa cour, mais voyageait strictement incognito sous le nom de comtesse de Hohenembs.

Ainsi que ce fut le cas déjà lors de ses précédents séjours dans le canton de Vaud, elle désira se rendre à Genève, spécialement dans le but de visiter Mme la baronne de Rothschild, à qui elle manifesta son intention, par lettre, le jeudi 8 septembre.

Le vendredi 9, à une heure de l'après midi, S. M. débarquait au quai du Mont-Blanc et se faisait immédiatement conduire à Pregny, chez Mme la baronne de Rothschild; elle passa la majeure partie de l'après-midi en sa compagnie; elle revint à Genève à six heures, à l'hôtel Beau-Rivage, où ses appartements avaient été préparés; dans la soirée, elle sortit à pied avec sa dame d'honneur, Mme la comtesse Sztaray, traversa la ville, alla jusqu'à la place Bel-Air et au boulevard du Théâtre, visita plusieurs magasins et regagna ensuite son hôtel vers neuf heures.

Le samedi 10 septembre, l'impératrice et la comtesse Sztaray sortirent de nouveau de l'hôtel vers 11 heures, visitèrent encore divers magasins et, après une courte promenade, rentrèrent à l'hôtel Beau-Rivage à une heure et quart. Devant s'embarquer pour Territet sur le bateau le *Genève,* qui partait à 1 h. 40, elles quittèrent définitivement l'hôtel à 1 h. 30 et se dirigèrent sur le trottoir qui longe le lac, l'impératrice se trouvant à droite; lorsqu'elles arrivèrent à peu près à la hauteur de l'hôtel de la Paix, un individu qui était accoudé sur la barrière du lac s'avança vers l'impératrice en courant, se baissa comme s'il voulait regarder sous son ombrelle et lui porta un coup en pleine poitrine avec une rapidité telle que nul n'observa qu'il tenait une arme à la main; la violence du choc terrassa l'impératrice; aidée de la comtesse Sztaray et d'un assistant, elle se releva. Debout, elle désira marcher seule et continuer sa route jusqu'à l'embarcadère; à une question de sa dame d'hon-

Digitized by Google

neur qui lui demandait si elle souffrait, elle répondit: «Je ne sais pas, je crois que j'ai mal à la poitrine.»

A peine arrivée sur le bateau, S. M. eut une syncope et resta quelques minutes sans connaissance; nul ne songeait alors à la gravité de l'évènement qui venait de se produire, le bateau partit.

L'impératrice revint à elle et prononça même ces mots: «Que m'est-il arrivé?» Elle perdit de nouveau connaissance et son état s'aggrava assez rapidement; à ce moment, le bateau était sorti de la rade et se trouvait à la hauteur de la campagne Plantamour, à Sécheron; il fut décidé de faire machine en arrière et d'aborder au débarcadère des Pâquis, le plus voisin de l'hôtel Beau-Rivage; le bateau aborda; entre temps, une civière avait été improvisée au moyen de deux rames réunies par des pliants.

C'est ainsi que l'impératrice fut transportée à son hôtel; quelques minutes après, elle expirait en présence de Mme la comtesse Sztaray, de Mme Meyer, directrice de l'hôtel, et de M. le docteur Golay, qui avait été mandé dès que l'on vit le bateau revenir en arrière.

A la nouvelle du décès de S. M., une consternation profonde s'empara de tous les habitants de la ville de Genève; magistrats et citoyens manifestèrent spontanément leur horreur pour le crime infâme qui venait de se commettre, et leur sympathie envers ceux qu'il atteignait directement.

L'agresseur de l'impératrice, aussitôt après l'avoir frappée, s'était enfui dans la direction de la rue des Alpes; il fut poursuivi par plusieurs témoins de son acte; lorsqu'il arriva à la hauteur du nº 5 de la rue des Alpes, il se trouva en présence de M. Rouge, aiguilleur de la Voie-Etroite, qui venait en sens inverse et étendit les bras pour lui barrer le passage; MM. Chammartin, électricien, Willemin, cocher, puis Fiaux, cocher, qui le poursuivaient et étaient sur le point de l'atteindre, prêtèrent alors main-forte et le maintinrent en état d'arrestation tandis qu'il cherchait à se dégager de leur étreinte. Conduit au poste de police des Pâquis, il chantonnait en route; il fut ensuite conduit au Palais de justice. Interrogé, il déclara se nommer Luigi Lucheni, être arrivé à Genève le 5 septembre, venant de Lausanne où il séjournait depuis le 20 mai, et s'être rendu à Genève dans le but de tuer le prince d'Orléans, dont

Digitized by Google

les journaux, disait-il, avaient annoncé la présence; ne l'ayant pas trouvé, Lucheni se serait rendu à Evian le mercredi 7, dans l'espoir de l'y rencontrer; déçu dans cet espoir, il serait revenu le lendemain à Genève, résolu à attendre, pour le frapper, quelque personnage de marque. Il apprit, dit-il, par les journaux du vendredi 9, que l'impératrice d'Autriche était descendue à l'hôtel Beau-Rivage; il se mit alors en surveillance dans les rues environnant cet hôtel et ne cessa sa surveillance que pour aller prendre ses repas.

Le samedi 10, à 1 heure 30, il vit le valet de chambre de l'impératrice se rendre au bateau; connaissant Sa Majesté pour l'avoir vue, dit-il, à Buda-Pesth en 1894, il se plaça sur le parcours qu'elle devait suivre, et lorsqu'elle fut à sa portée, il s'élança et la frappa au cœur avec une lime triangulaire qu'il avait achetée quelques jours auparavant à Lausanne, dans le but de commettre un attentat; il savait, a-t-il dit, qu'une telle arme occasionnait une blessure des plus dangereuses; « en frappant, ajouta-t-il, j'ai eu le sentiment que l'arme pénétrait profondément et que l'impératrice devait mourir ». Il reconnut ensuite s'être enfui après le crime et s'être débarrassé de son arme. Au cours de son interrogatoire, le téléphone annonça que l'impératrice venait d'expirer; dès que cette nouvelle fut portée à sa connaissance, Lucheni manifesta une grande joie. Il avoua être anarchiste et avoir agi avec préméditation, dans un but exemplaire, pour faire avancer la cause anarchiste; il nia catégoriquement avoir des complices.

Dès que le décès de l'impératrice leur eut été annoncé, le procureur général et le juge d'instruction se rendirent à l'hôtel Beau-Rivage, accompagnés de M. le Dr Mégevand, requis pour procéder à l'examen de la blessure, et, le cas échéant, à une autopsie partielle; ces messieurs furent rejoints plus tard par M. le professeur Aug. Reverdin, puis par M. le professeur Gosse, qui devaient collaborer avec M. le Dr Mégevand. Une autopsie partielle fut reconnue indispensable, et il fut décidé qu'il y serait procédé le lendemain; S. M. l'empereur d'Autriche avait dans l'intervalle été prévenu de cette nécessité et déclarait par dépêche s'en remettre aux décisions des magistrats genevois.

L'autopsie révéla l'existence d'une plaie triangulaire occasionnée par un instrument allongé et piquant qui avait fissuré la quatrième côte dans toute son épaisseur, et, pénétrant sur

Digitized by Google

une longueur de 85 millimètres, avait percé le bord antérieur du poumon gauche, déchiré le péricarde et traversé de part en part le ventricule gauche du cœur. La mort était indiscutablement consécutive à ces lésions, l'écoulement progressif du sang ayant arrêté les fonctions du cœur.

Deux heures après le crime, la concierge du n° 3 de la rue des Alpes ramassait, à l'entrée de l'allée de sa maison, une lime triangulaire grossièrement emmanchée. Si l'on observe qu'elle fut trouvée sur le passage de Lucheni lorsqu'il fuyait, que celui-ci ne portait aucune arme lors de son arrestation, que, dès son premier interrogatoire, soit plus d'une heure auparavant, il en avait fait la description; si l'on observe encore que cette lime correspond aux lésions constatées; qu'exhibée à Lucheni il la reconnut et qu'en outre un nommé Martinelli, arrêté comme complice de Lucheni, déclara l'avoir vue en sa possession à Lausanne et l'avoir emmanchée sur sa demande; il est hors de doute que, malgré toutes les suppositions qui se sont produites, telle est l'arme qui a causé la mort de l'impératrice; si elle ne présente pas de traces de sang perceptibles, ce qui serait scientifiquement explicable, c'est qu'elle ne fut remise à la justice que le dimanche 11 seulement, après avoir passé en plusieurs mains, la concierge qui l'avait trouvée ayant cru qu'il s'agissait d'un outil égaré par une personne qui déménageait.

Lucheni est enfant naturel, il est né à Paris en 1873, d'une mère venue en cette ville pour y cacher sa grossesse, et qui partit après ses couches pour l'Amérique; l'enfant fut successivement placé à l'hospice Saint-Antoine, à Paris, puis à l'hospice des Enfants trouvés, à Parme; confié par l'administration de cet hospice à des habitants de cette ville, les mariés Monici, il resta auprès d'eux jusqu'à l'âge de huit ans, puis se retrouve pendant un an à l'hospice; il est ensuite confié aux mariés Nicasi, à Verano-Melegari, qui lui manifestent un très vif intérêt; à cette époque, il est signalé comme étant intelligent et travailleur. Il suivit l'école et resta chez les mariés Nicasi jusgu'en 1887; il fut ensuite pendant deux ans chez les mariés Salvi d'Angelo à Solignano, puis revint à Varano et travailla au chemin de fer de Parme-Spezia. Il voyage ensuite, travaille successivement à Gênes, puis dans le canton du Tessin, à Airolo et à Chiasso, puis dans le canton de Genève, à Versoix, où

Digitized by Google

il séjourne de 1891 jusqu'au printemps 1892, chez M. Papis, entrepreneur; dès lors, il se rend à Zurich, passe en Autriche, va à Vienne, puis à Budapest, où il se trouve en mars et juin 1894; il va ensuite à Fiume et arrive à Trieste, où la police l'arrête et le rapatrie. En Italie, réfractaire à la classe de 1893, il est enrôlé en 1894 dans le 13e régiment de cavalerie de Montferrato, à Naples; en 1896, il fait du service en Afrique, revient à Naples, puis est congédié en décembre 1897; il entre alors en qualité de domestique chez son capitaine, le prince de Vera di Aragona, à Naples, puis à Palerme; il se montre d'une fierté assez ombrageuse et quitte sa place le 31 mars 1898. Il se rend à Gênes, puis à Martigny en passant par le Grand-St-Bernard et arrive à Lausanne en mai.

C'est en Italie que se sont, sans doute, éveillés en lui les premiers symptômes anarchistes qui se développèrent plus tard au cours de sa vie itinérante. A Lausanne, il se rencontre avec des camarades très suspects, on le voit lisant des journaux subversifs, il en envoie même à l'adresse d'un de ses anciens camarades de régiment à Naples; ses propos sont dès lors empreints d'un vif enthousiasme pour les idées qu'il a adoptées; on le trouve porteur d'écrits très violents et même menaçants; dans le courant du mois d'août, il va à Vevey en compagnie d'un camarade, cherche à acheter un poignard; quelques jours après, il achète à Lausanne la lime qu'il a utilisée le 10 septembre; il quitte Lausanne le 5 septembre; dès lors, on sait qu'il s'est trouvé le jeudi 8, au soir, dans un café à Genève; le vendredi 9, il est vu à diverses reprises dans la journée, notamment l'après-midi à 4 heures, devant l'hôtel Beau-Rivage; il est à remarquer que sa trace n'est point signalée dans les lieux où il dit avoir résidé et couché du 5 au 10 septembre et, durant cette période, qui est celle de la préparation du crime, on est réduit aux conjectures, car il ne dit pas la vérité. Lucheni s'est défendu avec énergie d'avoir des complices; cependant, et bien que nulle participation effective d'un complice n'ait été démontrée, il est possible que l'acte qu'il a commis ne soit pas le fait d'une conception purement individuelle; il a, en tous cas, dans cette conception la part la plus large, il est l'initiateur principal et l'exécuteur direct de son acte, mais certaines réticences de sa part et d'évidentes inexactitudes de son récit donnent à penser que Lucheni a beaucoup à dissi-

Digitized by Google

muler, et comme ce n'est point pour lui-même, puisqu'il ne s'épargne nullement dans ses déclarations, ce ne peut être qu'en faveur d'autrui.

Lucheni avoue avoir agi avec préméditation et guet-apens, autrement dit, il avoue avoir attendu sa victime au passage pour attenter à sa vie; ces deux circonstances aggravantes, qui font du meurtre l'assassinat, résultent d'ailleurs de l'enquête.

Le mobile qui l'a fait agir est bien manifeste, il a agi pour le compte des idées de sa secte et, la vanité aidant, il a voulu associer son nom à un acte retentissant, quoique infâme, en frappant mortellement S. M. l'impératrice d'Autriche.

Tels sont les faits qui résultent de la procédure; ils motivent la mise en accusation de Luigi Lucheni.

En conséquence, Luigi Lucheni est accusé du crime d'assassinat tel que ce crime est spécifié et circonstancié au préambule du présent acte.

II.

Impressions et notes d'audience.

J'ai tenu a reproduire *in extenso* l'exposé des faits tels que les présente la version officielle et d'ailleurs incontestée. Le lecteur ainsi mis au courant, me voilà dispensé de tout récit, de toute description de l'attentat et libre de ne donner ici que mes impressions personnelles. Je les donne pour ce qu'elles valent; elles n'ont d'autre mérite que d'avoir été pour la plupart reçues à l'audience même. Tout ce qui a trait au caractère de Lucheni, au mobile probable de son acte, tout cela n'est et ne peut être que conjecture. Je ne suis pas de ceux qui, parfois sans même avoir étudié leur sujet, prétendent imposer au monde entier leurs trouvailles psychologiques.

On sait quelle secousse de colère a fait vibrer notre population à la nouvelle du crime du 10 septembre. Si j'y reviens, ce n'est point pour nous faire un mérite de cette trop naturelle indignation; ce n'est pas non plus pour y chercher une sorte de justification dont nous n'avons nul besoin. Vouloir rendre Genève responsable, complice presque, de ce qui ne fut qu'un triste hasard, c'est déraison pure, et personne n'a pu prendre au sérieux les criailleries de quelques journaux péninsulaires. Ce qui m'intéresse là dedans, c'est de constater que cette réprobation, une des plus intenses, une des plus unanimes qui

Digitized by Google

aient jamais agité une ville, n'a pas suscité de mouvement sérieux en faveur du rétablissement de la peine capitale. C'était certes pourtant l'occasion ou jamais. Sans doute, dans le premier feu de la colère, beaucoup, parmi les femmes surtout, se sont écriés: «Quel dommage, qu'on ne puisse pas lui couper le cou!» cette parole-là nous l'avons tous entendue cent fois. Mais d'une boutade à un revirement d'opinion, il y a loin, et rien n'a été proposé, rien imprimé, pour réclamer un retour vers une loi plus rigoureuse. Ainsi la preuve est aujourd'hui faite, Genève ne souhaite pas de revoir l'échafaud. La constatation a son importance au lendemain du vote consacrant l'unification du droit pénal.

L'affaire ne soulevait guère d'autre question juridique. On a beaucoup disserté, c'est vrai, sur le droit d'asile, sur l'extradition et encore sur la remise possible du coupable aux autorités fédérales. Autant de paroles perdues; il est presque oiseux de réfuter aujourd'hui ces puérilités.

Le droit d'asile n'est point en cause et ceux même qui critiquent le plus vertement la façon dont la Suisse l'exerce n'en sauraient ici relever un abus. Lucheni n'était ni réfugié politique, ni déserteur, ni même criminel de droit commun. Il n'avait jamais été condamné. C'était un étranger ordinaire, voilà tout, un de ceux que chaque pays héberge tant qu'ils ne l'incommodent pas. Anarchiste, sans doute, mais de fraîche date et ne portant pas ses opinions écrites sur sa figure. Cet ouvrier n'était pas un de ces agitateurs de marque qu'on suit à la piste et dont on signale le passage. A Lausanne, il est vrai, il fréquentait mauvaise compagnie et se complaisait, il s'en est vanté à l'audience, à lire à la barbe de la police vaudoise des feuilles subversives. Son défenseur a regretté qu'on n'en eût pas pris occasion pour l'expulser; on peut penser ainsi aujourd'hui, mais qui eût pu prévoir le coup d'éclat par lequel allait s'illustrer ce néophyte?

Livrer le coupable à l'Autriche, ce n'était pas possible. Le code d'instruction pénale (art. 7) consacre formellement la compétence des tribunaux genevois pour les infractions commises sur notre territoire; le traité austro-suisse sur l'extradition (art. 14) parle dans le même sens. Beaucoup ont regretté qu'il en fût ainsi; c'étaient d'abord les partisans de la peine capitale, c'étaient ceux aussi qui auraient voulu épargner à

Digitized by Google

Genève les tracas du procès et la garde du prisonnier. Dans leur désir de trouver un biais qui permît l'extradition, ils ont recherché si la fiction de l'exterritorialité ne pouvait pas faire brèche aux règles ordinaires de compétence. Mais ce n'est pas soutenable. Les souverains sont soustraits aux juridictions étrangères quant à leurs propres actes, mais cette immunité purement personnelle n'enveloppe pas leurs agresseurs avec eux. L'opinion contraire conduirait à extrader pour simples injures à un souverain ou à un ambassadeur étranger.

Enfin, que penser de la compétence fédérale? J'ai entendu soutenir que, le régicide étant un crime contre le droit des gens (et en vérité la portée internationale d'une pareille infraction ne saurait être méconnue), l'assassin de l'impératrice aurait dû, de par la Constitution même (art. 112), être déféré aux assises fédérales. Par malheur pour le sérieux de cette thèse (au moins en droit actuel), le code pénal fédéral ne comprend pas le régicide dans l'énumération qu'il fait des crimes et délits internationaux (art. 73, 39, 41-43); il ne fait même pas mention des crimes contre la vie. Et rien mieux que les conséquences de ces dispositions incomplètes ne montre avec quel arbitraire la frontière a été tracée entre la compétence de la Confédération et celle des cantons. Celui qui aura outragé ou maltraité le représentant accrédité d'une puissance étrangère est traduit devant les assises fédérales; l'assassin de ce même ambassadeur ou d'un souverain est jugé par les tribunaux cantonaux.

Parlons maintenant du procès. J'ai pu le suivre d'un bout à l'autre, à bonne distance et en vue de l'accusé. Dans la salle archipleine, ce qu'on remarque d'inusité c'est la nuée de représentants de la presse, professionnels et occasionnels. J'ai parcouru quelques-uns de leurs comptes rendus, surtout ceux des journalistes français. Plusieurs s'étonnent de la nudité toute calviniste de notre salle d'assises; tel autre y dénonce l'absence de tout emblême religieux et pourtant, ajoute-t-il, nous sommes chez un peuple de croyants! Comme si le degré de ferveur pieuse devait se mesurer au nombre des images de sainteté étalées sur les murailles! D'autres enfin relèvent la simplicité des formes de notre justice, et ceux-là n'ont pas tort, puisque c'est comme un besoin de notre rusticité républicaine de proscrire tout ce qui ressemble à l'apparat. Notre justice marche

Digitized by Google

sans cérémonie; une poussée de puritanisme l'a même dépouillée depuis vingt ans de son costume traditionnel. Démocratie à rebours, au reste, car rien de plus égalitaire que cet uniforme qui dérobait aux yeux les différences du vêtement. Je ne veux pas dire que la justice soit meilleure parce qu'elle est en robe, mais je crois qu'en proscrivant de parti pris toute solennité, on est facilement conduit au laisser aller, presque au débraillé dans la tenue. Et la forme est souvent beaucoup plus près du fond qu'on ne l'imagine.

Mais voici Lucheni, et tous les regards s'attachent sur le héros du jour, car c'est bien ainsi que, dès le début, il entend se poser. Il supporte sans broncher la curiosité hostile qui pèse sur lui, et c'est d'un air tout à fait épanoui qu'il fait son entrée. « Oui, c'est moi! » dit-il aux journalistes en haie sur son passage. A l'audience de relevée, il s'est même incliné, face au public, d'un air gracieux et comme s'il se trouvait désormais en pays de connaissance. Sur ses lèvres, ce sourire qui ne le quittera guère jusqu'à l'arrêt final. Mauvais sourire, sang-froid de brute, ont dit certains journaux; mais ce sont là paroles de parti pris et de haine, et l'équité s'impose surtout envers l'ennemi. Pour qui veut tracer un portrait et non une caricature, l'aspect général n'a rien de répulsif, rien même d'antipathique, le sourire rien de provocateur. Le maintien dégagé, Lucheni a presque l'air d'être en visite ou d'assister en spectateur au procès d'un autre, et c'est très justement qu'une feuille de notre ville a noté ce trait caractéristique: son inaltérable bonne humeur. On dirait parfois un gamin qui s'amuse; il est vrai que le divertissement va lui coûter cher.

Sur la physionomie éveillée de ce petit homme presque blond, trapu, robuste, à l'air énergique et déluré, il n'est pas possible, au moins pour un profane, de surprendre le moindre symptôme de dégénérescence; le front est bas, mais non fuyant, les oreilles ne sont pas en anse, rien d'anormal, rien d'asymétrique. Bref, si c'est là un monstre, c'est au moral seulement.

A peine assis, il réclame l'assistance d'un interprète, mais il ne s'en servira que rarement. Impatient et brusque, il n'attend pas la traduction et baragouine avec volubilité, parfois non sans un certain bonheur d'expression, un français approxi-

Digitized by Google

matif, mais très compréhensible. Quelques journalistes lui ont reproché d'avoir non seulement calculé son attitude, ses gestes et ses effets, mais pesé jusqu'à ses moindres paroles. Le jugement est exagéré jusqu'à l'injustice. Que Lucheni pose pour la galerie et pour sa propre gloire, c'est évident; qu'on puisse, dans une certaine mesure, l'accuser de jouer un rôle, c'est probable et j'y reviendrai bientôt; mais sa parole jaillit spontanée, impétueuse parfois, et la plupart de ses répliques, de ses interruptions aussi, portent manifestement le cachet de l'improvisation. — Le président l'ayant averti d'écouter avec attention la lecture des documents accusateurs, Lucheni, qui n'a pas compris tout de suite, s'impatiente et crie en italien: « Faites, je m'en moque! » On pourrait même traduire par un équivalent plus énergique. Et voilà la bataille judiciaire engagée.

Je n'en suivrai pas en détail les péripéties, je n'écris point un compte rendu. Au reste, les faits de l'affaire n'offraient par eux-mêmes qu'un intérêt relatif. Rien qui pût faire palpiter les amateurs d'émotions fortes, nul mystère à percer, aucun doute possible sur l'issue, l'assassinat avoué, proclamé même par son auteur. Deux circonstances sans plus donnaient à ce procès son caractère sensationnel: la qualité de la victime; la secte dont l'accusé se fait gloire d'être un adepte.

C'est, en effet, dans les convictions de Lucheni, convictions fougueuses malgré leur récente origine, c'est là seulement que peut être cherché le mobile de son acte. Nous sommes en face de l'attentat anarchiste typique, du crime sans profit possible et profondément inutile en apparence. On s'explique encore le meurtre d'un gouvernant, d'un magistrat, d'un agent de l'autorité; mais ici, quel but s'est proposé l'assassin? A cette question, Lucheni a, paraît-il, répondu dans une lettre écrite en prison; il n'ignorait pas qu'un meurtre isolé ne pouvait servir à rien, mais il a voulu faire un exemple. Ainsi, ébranler la société capitaliste, la pousser par la terreur à des réformes, ou, si elle s'y refusait, faire naître après lui des ouvriers pour continuer l'œuvre, voilà sans doute ce que, d'une façon plus ou moins consciente, s'est proposé ce tueur de souverains.

A vrai dire, l'explication fournie par l'accusé dans son interrogatoire ne concorde pas absolument avec cette hypo-

Digitized by Google

thèse. « Qu'est-ce donc qui vous a poussé à frapper? » demande le président. « C'est la misère! » s'écrie-t-il. Peut-être le terme italien de *miseria* étant plus compréhensif que le nôtre, ne faut-il pas prendre l'expression au pied de la lettre; ce n'est probablement pas du dénûment que Lucheni a voulu parler, mais plus largement du malheur. N'importe, même avec cette atténuation, le mobile ainsi allégué n'est pas acceptable, j'essaierai tout à l'heure de le démontrer. Au reste, l'accusé s'est, sur ce point, contredit à l'audience même. Ecoutez-le dans la suite de son dialogue avec le président: « J'ai voulu tuer un gros personnage, « un Mont-Blanc », un de ceux qui depuis dix-neuf siècles oppriment l'ouvrier et exploitent le peuple. » — Ainsi, ce n'est déjà plus le malheur personnel, la difficulté à vivre, c'est le spectacle de l'infortune de la masse (et la chronologie de l'anarchiste est en défaut, car le malheur des faibles ne date pas de l'ère chrétienne!), c'est la compassion qui aurait poussé ce travailleur à incarner une rancune séculaire et à venger au hasard l'oppression des petits. Il serait donc un de ces assassins philanthrophes, comme on les a nommés, un de ceux qui tuent par amour de l'humanité. C'est possible, mais ce dévouement stupide et stérile est encore une des formes caractéristiques du mobile anarchiste.

Maintenant, quel rôle la misère, la malechance individuelle si l'on veut, a-t elle joué dans la genèse du crime? Est-ce elle qui a poussé Lucheni à frapper? Non, quoi qu'il en ait pu dire, car à elle seule elle ne saurait conduire un homme raisonnable à frapper une femme qui ne lui a rien fait. Si âpre soit-elle, la détresse n'est pas un mobile qui puisse pousser au magnicide celui qui n'a pas juré haine à la société. — Est-ce du moins cette infortune qui, indirectement, a armé le bras de l'assassin en le poussant à l'anarchie? Sa vie nous le dira. Et pour lui faire la part belle, je suis la version qui est la sienne, je tiens pour exacts, sans les discuter, tous les faits avancés par son défenseur.

Lucheni n'a connu ni famille, ni affection. « Ma mère! elle m'a renié à ma naissance! » s'écrie-t-il. Réduit à l'état de simple colis numéroté, il a été ballotté d'hospice en hospice, jeté de logis en logis chez des nécessiteux qui pour un salaire dérisoire acceptaient cette bouche de plus, sans trop savoir comment la nourrir. L'Italie, qui n'avait rien fait pour l'enfant, a

Digitized by Google

réclamé de l'homme trois ans de vie pour le service militaire. Soit; mais pour l'aider à franchir les mauvaises passes, Lucheni a pour lui son intelligence qu'il a vantée lui-même, déclarant en propres termes qu'il avait toujours réussi dans tout ce qu'il s'était donné la peine d'entreprendre. Il a appris un métier, il a travaillé et voyagé comme la plupart de ses compatriotes et, du moment qu'il a pu voler de ses propres ailes, il n'a pas prétendu avoir jamais été en proie au besoin. Soldat obéissant, zélé même, il gagne la confiance de son chef, qui le prend à son service. Ainsi pourvu d'une situation qu'envierait tout vrai misérable, le voilà hors de peine? Point! C'est à ce moment, au contraire, que sa vanité éclate, que son caractère ombrageux s'éveille; il ne lui convient pas d'être domestique! Est-il déjà entré en révolte contre la société? C'est peu probable. Son maître atteste n'avoir jamais eu à lui reprocher aucun propos suspect, aucune lecture, aucune fréquentation dangereuse. Un autre indice tend à prouver d'une part la nature vaniteuse du personnage, d'autre part et surtout l'absence chez lui de toute tendance antisociale au moment où il est libéré du service militaire. C'est une photographie (elle figure en tête d'un article de Lombroso dont il sera question plus loin) où Lucheni est représenté en uniforme et avec une décoration, la médaille d'Afrique, sans doute. Or, jamais anarchiste n'aurait, pour cette occasion, revêtu la livrée dégradante de la servilité; jamais il n'aurait placé sur sa poitrine un hochet ridicule!

C'est d'ailleurs sans animosité aucune que le révolté de demain quitte son maître pour reprendre sa vie d'ouvrier errant; il reste en correspondance avec lui et les siens. Notez que cette séparation date de mars 1898. C'est donc en six mois que la maladie anarchiste l'a envahi tout entier. A entendre son défenseur, l'origine de la crise serait celle-ci: il y a plusieurs années déjà, Lucheni, se trouvant momentanément sans travail, aurait eu par deux fois recours aux consulats italiens pour en obtenir un secours ou son rapatriement, et par deux fois un emprisonnement de quelques jours aurait été le seul témoignage de sollicitude de ceux qui ont pour mission de protéger leurs nationaux. De là un premier désappointement. Dans ces derniers temps enfin, confiant dans les titres que lui créaient les mois de service volontairement faits en

Digitized by Google

Erythrée, le soldat libéré aurait sollicité je ne sais quelle petite place dans l'administration (un emploi de geôlier, s'il faut en croire un journal) et, malgré ses lettres réitérées, les autorités italiennes n'auraient pas daigné lui faire la moindre réponse. De là la désaffection, puis le désir de vengeance.

Voilà tout ce qu'un avocat habile a pu trouver pour attendrir le jury. Est-ce là l'odyssée d'un miséreux? Lucheni s'est-il trouvé dans des circonstances exceptionnelles qui expliquent sa haine et sa révolte? Certes, société et patrie ont des reproches à se faire envers lui comme envers tant d'autres. Mais ce qui frappe dans cette biographie, c'est le fait que pendant tout le cours des années de dénûment, l'adolescent n'a point protesté contre son sort. C'est, au contraire, quand il est à même de subsister par son travail, c'est lorsqu'il a trouvé chez un maître une existence délivrée du souci de vivre, c'est alors qu'il s'insurge et déserte au camp anarchiste. Ainsi ce n'est pas le malheur qui l'a converti ou perverti, c'est tout au plus l'impatience d'une vie médiocre et dépendante dont s'accommodait mal son excessive vanité.

Comment ce travailleur aigri s'est transformé en anarchiste militant, on ne le saura jamais exactement. «Je me suis converti tout seul, affirme-t-il, pour des raisons que je sais, mais qu'il ne me convient pas de dire.» Explication bien invraisemblable. Comme tant d'autres, c'est la contagion qui l'aura perdu. Les théoriciens de la propagande par le fait, si vigoureusement flétris par la défense comme par l'accusation, portent sans doute dans cette évolution leur part de responsabilité. Lucheni a trop lu et mal lu. Le milieu où il a vécu ces derniers mois devait achever l'œuvre. Le microbe a trouvé la plus énergique des cultures. A Lausanne comme à Genève, l'anarchie est activement prêchée et c'est parmi les ouvriers italiens que se fait surtout la propagande. Pas de terrain mieux préparé pour cette semence qu'un caractère vaniteux et violent. De là sans doute la rapidité de la transformation.

Quelle que puisse être la source de cette conviction qui l'a poussé à l'assassinat, le néophyte éprouve à l'audience le besoin de l'étaler aux yeux du public, et c'est ici que l'on peut dire en toute justice qu'il a composé son personnage. Il s'efforce de ressembler au portrait du parfait anarchiste. De là

Digitized by Google

son cynisme. L'anarchiste ne doit pas manquer son coup. Lucheni raille donc les compagnons dont la timidité arrête le bras ou dont l'imprévoyance compromet le succès. Ah! si c'était lui qui eût tenté d'assassiner le roi d'Italie, l'affaire serait faite aujourd'hui; il est vrai que ce n'est que partie remise; il a tout prévu, lui, et s'en glorifie; sa sollicitude s'est étendue jusqu'au choix de l'arme. Cette lime triangulaire, le meurtrier savait bien qu'elle ferait une blessure qui ne pardonne pas; les mousquets de la cavalerie italienne ont une bayonnette de même forme, et les effets en sont terribles. Ainsi armé, il guette avec patience. Ecoutez-le parler: « J'ai attendu jusqu'*à le coup;* j'ai fait *l'impossible* pour ne pas manquer. — Avez-vous agi à dessein de façon à faire une blessure grave? — Eh oui! je savais bien que le cœur est à gauche. » Et il fait, en souriant toujours, le geste de frapper.

L'anarchiste sans peur et sans reproche ne connaît ni pitié ni remords. De là ces déclarations qui ont fait frissonner la salle: « Vous repentez-vous? — Non! (La réplique part comme une balle.) — Agiriez-vous de même si c'était à refaire? — Je le referais! » L'anarchiste méprise les grandeurs et se rit de la divinité. De là ces ricanements lorsqu'on parle de *Sa Majesté* l'impératrice, ou lorsqu'en lisant la formule du serment, le président prononce ces mots: « Vous jurez devant Dieu! » L'anarchiste se défie aussi de la justice des hommes. De là cette exclamation ironique lorsque, d'après cette même formule, les jurés prêtent serment de rendre la justice sans acception de personne, à l'égard du pauvre comme du riche, du faible comme du puissant, de l'étranger comme du citoyen. — L'anarchiste doit enfin professer le mépris le plus profond pour quiconque ne fait pas ouvrage de ses mains. Qui ne travaille pas ne doit pas non plus manger, voilà un de ses articles de foi. De là cette interruption sarcastique jetée à pleine voix dans le réquisitoire au moment où le procureur général retraçait la vie de simplicité et de dévouement de l'impératrice assassinée: « Oui, elle a toujours travaillé! »

Cette préoccupation de rester dans le ton et comme dans la peau de son personnage explique la manière d'être de l'accusé pendant tout le débat. Dès qu'un témoin parle dans le sens qui lui convient, faisant valoir ce qui lui paraît être de l'héroïsme ou relatant ses paroles de haine et de vengeance,

Digitized by Google

Lucheni ponctue de temps en temps sa déposition des mots: «Juste, juste!» proférés avec une visible satisfaction. Le représentant du ministère public décrit-il les détails de l'attentat et la violence furieuse du coup donné, l'accusé lance un sonore: «Très bien!» Tout cela pour lui c'est de la gloire. Mais quand on veut l'arracher de son piédestal, quand certaines déclarations le dénoncent comme accessible à la crainte, comme ayant cherché à fuir ou fait résistance, il entre en male rage. Un des auteurs de l'arrestation ayant affirmé: «Quand j'ai voulu le saisir, il s'est écrié: Je n'ai rien fait!» Lucheni s'agite et proteste avec véhémence. «J'ai dit: J'ai tué!» crie-t-il.

Quelle est la part de la conviction, quelle est celle de la gloriole dans cette attitude de justicier fier de son œuvre, c'est assez difficile à démêler. Au reste, apostolat et cabotinage ne sont pas deux termes inconciliables. Au président qui lui demandait: «Vous vouliez que votre nom parût dans les journaux?» Lucheni a, il est vrai, répondu: «Peu m'importe... je n'attendais que la galère!» Mais un témoin venu de Lausanne l'a contredit sur ce point, affirmant la réalité de ce propos tenu à un camarade: «Je voudrais tuer un personnage de marque pour que ça fût imprimé!» Ce n'est donc pas à l'audience seulement, c'est aussi dans la phase de décision que la soif de célébrité, la perspective de figurer en cas de capture au livre des martyrs de la cause ont peut-être joué leur rôle, et ce sont encore là parties intégrantes du mobile anarchiste.

«Pitre sanguinaire!» a dit un journal, et il y a sans doute du vrai dans ce jugement un peu sommaire. Quoi qu'il en soit, et si comédien il y a, il m'a semblé que l'acteur faiblissait au dénouement. Condamné, il a bien encore jeté à la face du public la bravade dernière: «Vive l'anarchie! Mort à l'aristocratie!» Mais quelle différence avec la belle assurance de tout à l'heure! Poussée d'une voix indistincte et molle, cette profession de foi sonnait faux. Est-ce peut-être qu'une fois le rideau baissé, le premier rôle voyait s'ouvrir des perspectives qui n'ont rien de riant? *È finita la commedia!*

A sa foi anarchiste, si ardente, si agissante surtout qu'elle ait pu être, Lucheni n'a cependant point consenti à sacrifier sa vie. Sans doute, s'il fallait l'en croire, il en aurait fait bon marché. A peine arrêté, en route pour le poste où on le con-

Digitized by Google

duit, il entend faire voir à quel point il tient l'existence pour quantité négligeable, et dit en substance: «La seule chose que je regrette, c'est que la peine de mort n'existe pas à Genève!» Et par cette misérable forfanterie, il a cru enraciner pour l'avenir la croyance en son héroïsme. Par malheur, pour qui réfléchit une seconde, ce propos prouve précisément le contraire; il établit que, d'avance, le meurtrier s'était mis au courant de notre législation, il montre que le fanatique s'était pourtant préoccupé de la peine. S'il était las de vivre et s'il voulait frapper haut, qui l'empêchait de passer la frontière et d'aller choisir sa victime dans un pays à guillotine? «Je n'avais pas d'argent, a-t-il répondu, je ne pouvais voyager.» La défaite est pitoyable. Caserio, qui était un convaincu, n'a-t-il pas fait à pied la route de la Méditerranée à Lyon pour y trouer la poitrine du Président? — Mais Lucheni, qui tient à sa légende, cherche à l'accréditer. C'est dans ce but que, peu après son arrestation, il se met en frais de correspondance et rédige un placet pour demander la faveur d'être mis en jugement dans le canton de Lucerne. Certes, il n'est pas assez imbécile pour avoir eu un instant d'illusion sur le succès possible de cette supplique et j'imagine qu'il aurait été singulièrement désappointé de la voir prise au sérieux. Mais il faut bien écrire pour la postérité!

Et sa liberté, l'assassin en avait-il du moins fait par avance abandon à sa cause? Pas davantage. L'enquête a mis hors de discussion ces deux faits décisifs: Lucheni a jeté son arme, Lucheni a pris la fuite. Il n'était donc point résigné à la captivité. «J'allais me livrer au poste de police le plus voisin», a-t-il affirmé. «A quoi bon prendre pour cela ses jambes à son cou?» lui fait observer le président et ces simples mots font justice de cette explication enfantine. S'il est vrai qu'une fois pris il n'a pas fait une résistance inutile, Lucheni, avant d'être pris, a tout fait pour se sauver.

Et peu s'en est fallu qu'il y réussît! Sa capture, il faut l'avouer, est un simple effet du hasard. Ce qu'on n'a point assez relevé au procès, c'est combien l'assassin avait minutieusement pris ses mesures pour augmenter ses chances de salut, c'est avec quelle habileté il avait choisi son point d'attaque. Il suffit, pour s'en convaincre, de visiter le lieu du crime et ses environs. A l'endroit précis où Lucheni guettait l'impé-

Digitized by Google

ratrice, le quai du Mont-Blanc, sur le trottoir duquel marchait la victime, est rejoint par la rue des Alpes. C'est dans cette dernière qu'une fois le coup frappé le meutrier s'élance, la remontant à toute course. Il est lucide et maître de lui, car, dès la première allée rencontrée à main gauche, celle du numéro 3, il jette adroitement derrière la porte la lime qui n'y sera retrouvée que plus tard. La bonne chance a voulu que quelques pas plus loin, devant la maison portant le numéro 5, le fuyard vint se heurter contre un passant qui venait en sens inverse et qui a eu l'heureuse inspiration d'étendre les bras pour le saisir. Sans cela, que se fût-il passé? A quelques mètres à peine au delà du lieu de capture, entre les numéros 5 et 7, s'ouvre un passage voûté. Si, par un brusque crochet à gauche, il eût pu s'y jeter à temps (il est fort probable que tel était son plan et qu'il avait étudié son itinéraire), Lucheni débouchait dans un vaste square, presque toujours désert, planté d'arbres, pourvu de nombreuses portes pouvant faire abri et percé sur toutes ses faces par de larges ouvertures donnant sur des rues fréquentées. Bref, il se trouvait là sur un terrain propice entre tous pour dépister ses poursuivants.

Une autre circonstance favorisait le fugitif: nul ne s'était douté de la gravité de son acte. On sait que cette incertitude s'est prolongée jusqu'au retour du bateau qui ramenait la souveraine déjà sans connaissance. C'est si vrai, que le parquet avait d'abord ouvert l'information pour *voies de fait* envers l'impératrice d'Autriche; c'est seulement au cours du premier interrogatoire de l'inculpé que les magistrats apprirent l'issue fatale. — Parmi les témoins du drame, nul ne connaissait la victime, nul n'avait vu d'arme (la couleur terne de l'acier, la rapidité du choc l'expliquent). Ils croyaient donc, les uns à un acte de violence légère, les autres à une tentative de vol. On comprend combien cette ignorance servait l'agresseur en atténuant l'indignation des assistants. On ne poursuit pas un brutal, ni même un voleur, avec le même élan, avec la même ténacité qu'un meurtrier. Lucheni avait donc les meilleures chances de salut; il a tout mis en œuvre pour les utiliser. Le hasard qui l'a fait échouer au port est heureux surtout pour Genève, et les citoyens qui ont barré le chemin à l'anarchiste ont bien mérité d'elle.

Digitized by Google

Si l'on ne peut faire grief à la Suisse d'avoir accueilli chez elle un étranger sans notoriété fâcheuse, la police de notre canton encourt-elle des reproches pour n'avoir pas mieux protégé la souveraine? L'impératrice voyageant incognito n'avait ni averti les autorités, ni requis une surveillance quelconque. Fallait-il la faire suivre contre son gré? Nous n'avons pas cette habitude envers nos hôtes. Elle-même eût sans doute mal accueilli l'escorte plus ou moins mal dissimulée qui eût pu dévoiler sa qualité et gêner la liberté de ses mouvements. A quoi d'ailleurs eussent servi les précautions prises? A moins de marcher autour d'elle en phalange serrée, ce qu'elle n'aurait pas toléré, comment des policiers auraient-ils empêché le bras de l'assassin aux aguets de se détendre comme un ressort, au moment où sa victime le frôlait presque au passage. Le peu que valent contre un homme résolu les haies de troupes et les cordons d'agents, bien des attentats, celui de Caserio entre autres, l'ont prouvé.

Tout espoir de fuite une fois perdu, Lucheni prend son parti en homme qui redoute avant tout d'être accusé de faiblesse. Il est prompt aux aveux, il s'acharne presque contre lui-même. Pourtant, il reste sur ses gardes et se dérobe dès que ses réponses pourraient compromettre d'autres compagnons. Il n'est donc point certain que sa franchise brutale soit exempte de réticences. «Je n'ai pas de complices», déclare-t-il avec énergie. De même qu'il affirme s'être converti par le seul travail intérieur, de même il prétend avoir tout résolu et tout exécuté sans aide aucune. A l'entendre, il serait le type du solitaire. L'accusation s'est montrée sceptique à cet égard. Non qu'on attribue à Lucheni des complices au sens matériel du mot, mais tout un ensemble de circonstances permet de soupçonner qu'il n'a peut-être pas agi de son propre mouvement et n'a point été livré à lui-même ainsi qu'il l'affirme.

D'abord, il n'a pas été possible de reconstituer, même approximativement, les faits et gestes de l'assassin pendant les quelques jours passés à Genève avant le crime. Les indications qu'il a fournies sur les logis qu'il prétend avoir occupés à ce moment-là paraissent fausses; il semble avoir cherché à ne laisser aucune trace de son passage. Tout ce qu'on sait, c'est que ce prétendu solitaire a été vu à diverses reprises en compagnie de compatriotes. — A l'entendre, l'idée de choisir

Digitized by Google

l'impératrice pour sa victime ne lui serait venue que la veille de l'attentat, soit le 9 septembre, en lisant dans les journaux l'annonce de l'arrivée de la souveraine. Or, les journaux ne l'ont signalée que le 10, et pourtant dès le 9 on a vu Lucheni aux abords de l'hôtel Beau-Rivage. — Toujours à l'en croire, son plan primitif aurait été de frapper un prince d'Orléans, pris au hasard en qualité de grand personnage; c'est dans ce but qu'il serait venu à Genève, c'est dans ce but qu'il aurait fait à Evian un voyage signalé par la police. Or, ce prince, qui n'avait fait que traverser notre territoire, avait depuis longtemps quitté Genève et les bords du lac. — Fait plus significatif, l'ancien serviteur adresse peu de jours avant le crime une carte postale à la famille de son maître. Dans cette carte qui, par simple coïncidence peut-être, est ornée d'une vignette représentant l'endroit précis où il a frappé, Lucheni raconte que parti pour la France, il a brusquement changé d'idée en route et qu'il est revenu de Culoz à Genève. A l'audience, il nie avoir jamais entrepris ce voyage. « Pourquoi donc ce mensonge à ceux à qui vous écriviez? — Fantaisie! » répond-il et l'on n'en peut tirer autre chose. Or, si l'on ne s'explique pas quel intérêt il aurait eu à tromper gratuitement ses correspondants par le récit d'un départ imaginaire, on comprend mieux qu'il cherche à l'audience à dissimuler un retour assez suspect. — Des propos tenus par lui à diverses reprises (annonce d'attentats prochains contre le roi d'Italie, contre le prince d'Orléans), il semble ressortir que Lucheni est embrigadé et qu'il est au courant de ce qui se trame dans les dessous anarchistes. — Enfin, d'où connaissait-il les traits de sa victime? Ses dires sur ce point ont varié de la façon la plus étrange. Tantôt il prétend avoir aperçu l'impératrice à Pest (à une époque où elle n'y a point paru), tantôt à Vienne; à l'audience enfin, il dit n'avoir vu que les photographies, et l'on sait combien sont imparfaits les portraits exposés de la souveraine.

De cet ensemble de faits au moins louches naissent les doutes que voici: Lucheni n'a-t-il pas été désigné pour commettre l'attentat par quelque comité occulte; n'a-t-il pas été rappelé à Genève dans ce but; n'a-t-il pas pris part à des conciliabules où les dernières mesures ont été arrêtées; n'a-t-il pas été escorté, encouragé, surveillé peut-être pendant cette période préparatoire et jusqu'au dernier moment; n'a-t-il pas

Digitized by Google

eu vent du voyage de l'impératrice à une époque où personne à Genève n'était encore au courant; ne s'est-il pas, la veille ou le jour même du crime, fait montrer la victime par quelque compagnon plus familier avec ses traits?

Jamais sans doute on ne saura ce qu'il y a de fondé dans ces hypothèses qui sont celles de l'accusation. On comprend en revanche d'emblée quelle est, au point de vue de la défense sociale, l'importance du problème. Œuvre d'un énergumène isolé, l'attentat du 10 septembre est un malheur irréparable sans doute, mais sans lendemain. Œuvre d'un instrument exécutant en aveugle la sentence rendue par d'autres, ce meurtre devient le symptôme d'un réveil anarchiste et le début peut-être d'une série de coups d'éclat; il dévoile en tous cas la puissante et mystérieuse organisation de la secte.

Si, sur cette question d'une complicité possible, le désaccord a régné entre l'accusation et la défense, l'entente s'est faite entre elles pour considérer Lucheni comme pleinement responsable. L'accusé d'ailleurs avait pris les devants, car, dans une lettre écrite en prison, il déclare qu'il n'est ni un fou, ni un criminel-né comme les appelle Lombroso. A vrai dire, ce n'est pas une raison pour le croire, et je suppose que le parfait criminel-né, si tant est qu'il existe, doit l'être sans s'en douter. Mais pour élucider la question, nous avons mieux que l'opinion de Lucheni, nous possédons celle du professeur de Turin lui-même. Ainsi appelé en cause et presque provoqué par l'accusé, Lombroso, peu avant le procès, a tenu à publier son jugement sur ce régicide; il a donc donné à la *Revue des Revues* [1]) un petit article dont Me Pierre Moriaud a lu quelques extraits à l'audience et qu'il a bien voulu me communiquer. Je l'ai lu en m'efforçant d'écarter tout parti pris et j'en suis demeuré stupéfait. Voilà donc la méthode d'observation telle que certains la pratiquent; tels sont, pris sur le vif, les procédés d'investigation de cette science positive! D'un ramassis de faits admis sans critique aucune, les uns exacts, d'autres dépourvus de toute justification [2]), quelques-uns entièrement con-

---

[1]) 1er novembre 1898, p. 240.

[2]) Exemples de faits non prouvés: A cette époque (à 13 ans), *il paraît* que Lucheni eut une attaque d'épilepsie (p. 241); à l'école il se serait montré insubordonné au point qu'un jour il brisa d'un coup de tête le portrait du roi (ibid.); devenu anarchiste militant, mais soupçonné par ses

Digitized by Google

trouvés[1]), puis d'un rapide examen graphologique, c'est de là qu'on prétend, sans même avoir vu le coupable, tirer un *diagnostic* infaillible sur ses caractères tant physiques qu'intellectuels et sur les mobiles qui l'ont fait agir!

Lombroso éprouve, nous dit-il, le besoin de rechercher les origines d'un forfait qu'il stigmatise d'ailleurs vigoureusement. Il scrute la signification de cet acte, d'abord dans ses causes psycho-physiques en étudiant la personnalité du criminel, ensuite dans ses causes sociales.

Dans la biographie du régicide, deux faits ont surtout frappé le savant italien: Lucheni aurait eu, *paraît-il,* une attaque d'épilepsie vers l'âge de treize ans; en outre, son père serait un alcoolique, un déséquilibré ivrogne. De preuve, aucune et nous devons croire le narrateur sur parole. Mais pour lui la démonstration est faite: Lucheni est un épileptique. A vrai dire, je m'y attendais bien un peu, sachant qu'il n'est plus aujourd'hui de bon crime sans un peu de haut-mal. C'est égal, pour un simple juriste, imbu des préjugés syllogistiques, la conclusion paraît un peu bien prématurée, mais elle satisfait le positiviste! *L'examen* corporel, tracé en quatre lignes, confirme les données de l'hérédité et de la biographie. Il ressort en effet de cette consultation à distance que l'accusé offre un grand nombre des caractères de dégénérescence « communs aux

compagnons de manquer de zèle et d'être un espion, il se décide, *pour se disculper,* à commettre un attentat sur un souverain quelconque. Notez qu'il s'agit là non de circonstances accessoires ou de simples détails, mais de faits primordiaux (détermination des caractères physiques et moraux de Lucheni, détermination du mobile), faits dont Lombroso tirera plus tard des conclusions comme si ce n'étaient pas de simples racontars.

[1]) Exemples de faits inexacts: Lucheni choisit l'impératrice sans doute parce qu'*il l'avait vue une première fois* lorsqu'elle était avec lui parmi les passagers sur le bateau (p. 241); il se fabrique un instrument; il s'exerce pendant longtemps au coup prémédité, presque pendant un mois (ibid.). (De la déposition de Martinelli il ressort que la lime achetée par Lucheni a été emmanchée quelques jours avant le crime par un de ses camarades); il se conduit en prison avec une *teinte de folie* (et cela notamment parce qu'après avoir réclamé un interprète quoique sachant fort bien le français, il a renoncé ensuite à ses services! puis parce qu'il chante, rit et se vante sans cesse, comme si ce n'était pas l'essence même du rôle qu'il joue!); il y a même un accès de démence (ibid.); il y fait des confidences aux reporters (!) et aux juges. — Il n'est pas exact non plus de dire (p. 243) que Lucheni soit brun.

Digitized by Google

épileptiques et aux criminels purs». L'écriture révèle l'existence d'une personnalité double, autre signe caractéristique de l'épilepsie, et ce dédoublement se retrouve dans la psychologie de Lucheni. Tantôt en effet il se montre affectueux, caressant même, bon serviteur, soldat excellent et enthousiaste, tantôt anarchiste violent et sanguinaire. Bref, c'est un esprit plein de contradictions, et là encore apparaît un caractère essentiel de l'hystérie et de l'épilepsie. — Est-il bien nécessaire, pour expliquer ces contrastes, de recourir à la psychopathologie? N'est-il pas plus plausible d'admettre que les sentiments altruistes si longtemps révélés par Lucheni lui étaient naturels, et d'expliquer leur disparition par l'intoxication anarchiste? Au reste, si toute contradiction dans le caractère est l'indice d'un état morbide, s'il suffit pour être épileptique de n'être pas toujours d'accord avec soi-même, alors Lombroso a raison sans doute, mais ce n'est plus Lucheni seulement, c'est nous tous qui sommes malades!

Mais voici la conclusion du chef de l'école italienne: « Lucheni confirme donc ce que j'ai voulu démontrer dans le *Crime politique*, à savoir que la cause hystérique la plus fréquente de ces impulsions est l'épilepsie. » Ces lignes, dans lesquelles un aveugle lirait l'esprit de système, nous révèlent comment et vers quel but l'examen a été conduit. Il importait que Lucheni fût convaincu d'épilepsie ou de son « équivalent psychique », parce que, dans un précédent ouvrage, Lombroso avait lancé l'hypothèse d'une relation étroite entre cette maladie et le délit politique. Reste à savoir ce que vaut la prétendue *confirmation*.

Ce qui m'intéresse comme juriste, ce n'est point tant le fond de la question que l'étude d'une méthode dont l'insécurité me frappe. Lucheni est-il oui ou non épileptique? je n'en sais rien et n'ai rien de ce qu'il faut pour l'affirmer ou le nier; il est après tout possible qu'il le soit. Mais pour qui veut se baser sur les seuls faits acquis et contrôlés, pour qui veut faire de l'observation et non de la divination, il n'est pas permis de tenir cette maladie pour scientifiquement démontrée chez l'assassin de l'impératrice.

Un mot encore sur cette hypothèse du criminel-né dont il a été question au procès. Dans le cas actuel, l'explication de l'acte par les tendances congénitales apparaît comme particulièrement hasardée. Lucheni a tué parce qu'il avait embrassé

Digitized by Google

la croyance anarchiste. Or, il semble que cette façon spéciale de penser ne naisse pas avec nous, mais s'implante chemin faisant, tantôt chez ceux que pousse à bout leur misère ou celle d'autrui, tantôt aussi chez ceux qui vivent en exploitant les rancunes des déshérités. Pour se révolter au point de voir le souverain bien dans la destruction, comme pour spéculer sur les passions des autres, encore faut-il avoir vécu. Bref, entre le mobile antisocial d'un crime donné et son explication par les causes anthropologiques, l'incompatibilité paraît absolue. Nous souririons si quelqu'un venait nous soutenir qu'il existe des anarchistes de naissance. Eh bien! nous aurions tort et c'est encore Lombroso qui l'affirme. A l'en croire, les novateurs politiques à outrance, vaniteux, mégalomanes et doués d'une génialité intermittente, se distinguent surtout par *leur grande impulsivité qui en fait des révoltés-nés* [1]). Le mot sonne étrangement. Je crois bien qu'il ne faut pas le prendre au pied de la lettre; je crois que pour Lombroso lui-même ces gens-là ne sont pas dès le berceau fatalement marqués comme irréconciliables; pour que le germe se développe, pour que la vocation révolutionnaire éclate, il faut que les circonstances extérieures, le milieu, l'occasion, donnent l'impulsion décisive. Mais alors à quoi bon ces néologismes ronflants et pourquoi ne pas dire simplement qu'il y a des natures prédisposées à la révolte?

Lombroso, je le répète, ne prétend point que les caractères psycho-physiques du criminel soient le facteur unique ni même le principal. Dans le cas de Lucheni, nous apprend-il, la cause organique individuelle entre pour *un bon tiers*. Et si cette arithmétique est de nature à rendre rêveur, encore faut-il savoir gré à l'anthropologue de s'être montré si modéré! Pour le surplus, pour la fraction qui complétera l'unité, Lombroso met le crime au compte des conditions économiques et sociales qui se résument en un mot: la misère. C'est elle qui explique la fréquence des attentats anarchistes en Italie comme en Espagne. C'est donc contre elle qu'il faut lutter, non à coup de lois d'exception, non par l'échafaud, qui pour un pseudo-martyr livré au bourreau fait surgir dix imitateurs, mais par l'amélioration des conditions de la vie pour le pauvre, par une meilleure justice, par une vraie liberté donnée à toutes les classes.

---

[1]) *Revue des Revues,* 1er novembre 1898, p. 245.

Digitized by Google

Bref, il préconise un traitement préventif de prophylaxie sociale et sur ce terrain-là il ne serait pas difficile de s'entendre.

Comment frapper le coupable? Sur ce point, et l'impossibilité de ressusciter la peine capitale une fois mise hors de doute, toutes les tendances scientifiques devaient, par des raisonnements différents, aboutir à une solution identique. Les juristes classiques, vieux jeu si j'ose parler ainsi, ont dû se dire qu'à pareil forfait devait correspondre une expiation de toute la vie. Les criminalistes de l'école moderne, d'accord ici avec les sociologues et les anthropologues, pensent qu'un malfaiteur de cette trempe s'est du premier coup révélé comme trop dangereux pour être rendu à la vie normale et qu'il convient, dans l'intérêt de la défense sociale, de le mettre pour toujours hors d'état de nuire.

C'est ce qu'ont fait les jurés genevois. Je suis très loin d'être un fervent du jury et, pour rendre la justice, je préfère des magistrats de carrière à des négociants ou à des agriculteurs. J'accorde pourtant que, dans un procès comme celui d'hier, la participation de l'élément laïque à l'œuvre de répression offrait un avantage. Non que les jurés aient fait plus ou mieux que n'eussent fait des juges, mais ils avaient été pris au hasard, dans la masse, et cette circonstance qui d'ordinaire met leur juridiction en état d'infériorité, cette origine populaire augmentait la portée du jugement rendu par eux. Le tribunal ne représentait pas la seule caste des juristes, il réflétait l'opinion nationale, et son verdict sans faiblesse a mis en évidence la répulsion de tout un peuple envers l'auteur de l'attentat.

Reconnu coupable d'assassinat avec préméditation et guet-apens, Lucheni subira la réclusion à perpétuité. Peut-on dire que cette condamnation soit trop rigoureuse? Forcé de faire flèche de tout bois, le défenseur de l'accusé a mis les jurés en garde contre le parti pris de sévérité; il leur a rappelé qu'aux termes de leur serment la justice doit être égale pour tous, quelque petit que soit le coupable, quelque haut placée que fût sa victime; il a cité des cas dans lesquels, dans cette même salle et par suite de verdicts mitigés, des condamnations dont la douceur étonne (une entre autres à huit ans de réclusion) ont été prononcées contre des meurtriers, des uxoricides même. Soit; mais je remarque d'abord qu'avant de raisonner sur ces espèces, il faudrait en connaître les circonstances exactes. Puis,

Digitized by Google

quand il y aurait manque d'équilibre entre ces décisions et la peine actuelle, qu'est-ce que cela prouverait après tout? Ne sait-on pas qu'à Genève comme partout le jury est sujet à des accès de clémence imprévue qui parfois vont jusqu'à la défaillance? Par sa rigueur, le verdict Lucheni peut faire contraste avec des jugements anciens; mais depuis quand demande-t-on au jury de tenir compte des précédents? N'est-il pas de son essence même d'ignorer l'œuvre de ses devanciers et de statuer d'après les seuls faits qui lui sont soumis? Ne serait-ce pas aussi fausser le jeu des circonstances atténuantes, que de les employer à établir l'uniformité entre les décisions de justice, alors qu'elles ont précisément pour but de créer dans la rigueur des peines les degrés que l'équité justifie, alors surtout que le jury ne les doit octroyer qu'à celui qui les a méritées? Bref, si relativement à d'autres cas de mansuétude peut-être excessive la condamnation du régicide paraît dure, elle est mille fois justifiée pour qui envisage l'espèce en elle-même, sans prendre de point de comparaison; et c'est ainsi qu'on doit procéder en matière pénale.

C'est si vrai que, loin de critiquer la fermeté du jury, beaucoup de gens, après comme avant le procès, n'ont déploré qu'une chose, c'est que l'état de notre législation n'ait pas permis de supprimer le meurtrier. Le vieux « dent pour dent » a plus de fidèles encore qu'on ne le pense. Ces regrets, je ne puis m'y associer; non qu'en principe je répugne à la peine de mort, mais je doute de l'opportunité de son application à des cas de ce genre. L'échafaud devient trop souvent le dernier tréteau du fanatique. Il y trouve l'occasion suprême de faire des prosélytes par la beauté de son attitude, et il faut reconnaître que la plupart des anarchistes meurent bien. Dans ces conditions, l'exécution est un spectacle plus pernicieux que salutaire; nous n'avons pas intérêt à susciter des vengeurs à ceux qui ont donné leur vie à la cause. En outre, à peine trépassé, le martyr d'hier est béatifié, on lui rend un culte; je ne crois pas qu'il soit politique de fournir à l'anarchie des saints pour son calendrier. — La réclusion perpétuelle, c'est au contraire la mort sans parade ni légende; c'est aussi l'oubli, plus cruel peut-être à supporter que tout le reste, pour celui qui pendant quelques jours s'est cru un héros.

Après s'être pourvu en cassation, Lucheni a retiré son recours; l'arrêt qui l'a frappé est donc dès maintenant irrévo-

Digitized by Google

cable. Transféré au pénitencier de l'Evêché où il doit subir sa peine, il y a été placé pour six mois en cellule continue, ainsi que le règlement l'autorise. Le détenu sera soumis ensuite au régime normal de la maison, c'est-à-dire au système d'Auburn (travail en commun pendant la journée avec silence obligatoire, isolement pendant la nuit).

Quelle sera l'efficacité de cette peine, qu'adviendra-t-il de cet homme de vingt-cinq ans à jamais muré dans sa prison, s'endurcira-t-il dans une éternelle impénitence? Il serait présomptueux de vouloir rien prophétiser à cet égard, et Lucheni est détenu depuis trop peu de jours pour qu'on puisse, d'après sa manière d'être actuelle, hasarder la moindre conjecture. Voici sur ce captif de marque quelques renseignements puisés, je l'affirme, à bonne source; il n'est point interdit à un criminaliste de faire à ses heures un peu de reportage. L'assassin a perdu ses allures de matamore; il ne fait pas d'embarras, il est soumis et respectueux tout en se montrant jaloux des menues faveurs que le régime autorise, la promenade surtout, contre une privation accidentelle de laquelle il a réclamé en termes du reste fort convenables. Il travaille dans sa cellule et sera sous peu instruit dans la cordonnerie, la branche d'industrie principale de l'établissement. Il fréquentera l'école dès que la période d'isolement aura pris fin et peut dès maintenant emprunter un livre par semaine à la bibliothèque, pour les loisirs du dimanche. Au directeur qui l'engageait à se perfectionner dans la langue française, il a répondu ce mot mélancolique: «A quoi bon?» Un prêtre catholique étant allé le voir, Lucheni l'a accueilli avec plaisir dès qu'il a su que l'entrevue n'avait aucun caractère confessionnel; il a reçu également la visite du président de la Société de patronage des détenus libérés (ce mot aussi est ici tristement ironique!). Il ne manifeste ni repentir, ni remords; les violents ont parfois des retours brusques, mais le jour n'en est pas venu. Pourtant ceux qui le gardent ont l'idée (supposition pure, cela va sans dire), qu'aujourd'hui déjà il hésiterait à faire ce qu'il fit voilà trois mois à peine. Le lendemain de son transfert à l'Evêché, le gardien qui pénétrait dans sa cellule a trouvé Lucheni les yeux pleins de larmes. Sur qui pleurait-il, l'anarchiste déjà désabusé peut-être?

Digitized by Google

Interkantonale Strafrechtspflege.

Einstellung einer Untersuchung. Privatstrafklage.

Von

Professor Dr. *Emil Zürcher* in Zürich.

Gegen eine Frau K.-F. in Winterthur war von der dortigen Bezirksanwaltschaft eine Untersuchung wegen falschen Zeugnisses angehoben worden. Diese Untersuchung wurde indessen von der Staatsanwaltschaft mit Verfügung vom 4. Dezember 1895 sistiert.

Gemäss § 779 des Gesetzes über die zürcherische Rechtspflege kann in einem solchen Falle der Geschädigte Privatklage erheben. Von diesem Rechte Gebrauch machend, liess die Geschädigte unterm 15. Juli 1898 der Anklagekammer des Obergerichts die Klage einreichen. Durch Beschluss vom 29. September 1898 wurde diese Klage vorläufig zugelassen.

Da aber die Angeschuldigte inzwischen ihren Wohnsitz im Kanton Glarus genommen und sich dort eingeheiratet hatte, beschloss die Anklagekammer zugleich, die Akten dem Regierungsrate zu unterbreiten mit dem Antrage, es möchte zunächst die Regierung des Kantons Glarus zu einer Beschlussfassung über die Auslieferung der Angeklagten veranlasst werden, in der Meinung, dass im Falle der Nichtauslieferung und daheriger Übernahme der Strafverfolgung durch die Glarner Behörden (Art. 1 des Auslieferungsgesetzes) eine weitere Untersuchung „hierorts“ nicht angeordnet würde.

Der Regierungsrat des Kantons Glarus lehnte die Auslieferung der Angeschuldigten ab, erklärte sich aber bereit, die Klage durch das Glarner Gericht beurteilen zu lassen. In dem Schreiben an die zürcherische Regierung ist folgendes ausgeführt:

Digitized by Google

„Gemäss Art. 1, lemma 2, des Bundesgesetzes über die Auslieferung vom 24. Juli 1852 sind wir vollständig berechtigt, Frau B.-F. (frühere K.-F.) nach glarnerischem Rechte beurteilen zu lassen. Eine Auslieferung hierseitiger Bürger hat in der Praxis nur in den seltensten Fällen stattgefunden, wenn ein ganz gravierender Thatbestand vorlag und eine Bestrafung sich als im öffentlichen Interesse liegend herausstellte.

Diese Momente liegen nun aber im konkreten Falle nicht vor. Der ganze Straffall bezieht sich auf die engsten Privatverhältnisse. Die Klage wurde von den zürcherischen Gerichten bereits weitläufig behandelt, dann ad acta gelegt und nun wieder neuerdings von der früheren gleichen Klägerin aufgegriffen. Wir halten allerdings dafür, dass die Klage formell nicht zulässig ist, weil, wie bereits bemerkt, der Prozess im Kanton Zürich seiner Zeit sistiert worden, was dem in unserem Kanton bestehenden Institute des Fallenlassens des Prozesses entspricht. Ist einmal durch unsere Gerichte eine Klage fallen gelassen, so ist eine Wiederaufnahme nicht mehr zulässig, es sei denn, dass absolut neue Beweismittel eine Revision des Prozesses begründen. Die Frage, ob der Sistierungsverfügung der zürcherischen Gerichte nicht ganz die gleiche Bedeutung beizumessen sei, wie einem Beschlusse des hiesigen Gerichtes wegen Fallenlassens des Prozesses, und ob nicht der ganze Fall als eine res judicata zu betrachten sei, ist indessen bei Aufrechterhaltung der Klage nicht von der administrativen Behörde, sondern von dem zuständigen Richter zu entscheiden."

Der Anwalt der Beklagten hatte s. Z. auch die Einwendung erhoben, dass, da das Glarner Recht das Institut der Privatstrafklage nicht kenne, eine Anhandnahme der Klage durch die Glarner Behörden von vornherein ausgeschlossen sei. Die Regierung ist auf diese Einwendung nicht eingetreten, sie hielt sie wahrscheinlich für unbegründet.

Immerhin schienen der Privatklägerin die Schwierigkeiten noch gross genug. Am 7. November 1898 zog sie ihre Privatklage bei der Anklagekammer des zürcherischen Obergerichts zurück.

Dieser Verzicht der Privatklägerin hat nun allerdings die endgültige Entscheidung der aufgeworfenen Fragen verhindert. Indessen dürfte es klar sein, dass die Schlussnahme der Regierung des Kantons Glarus durchaus richtig war. Das Auslieferungsbegehren war nach dem Bundesgesetz zulässig, die Eigenschaft der Angeschuldigten als Angehörige des Kantons Glarus konnte nur in Verbindung mit der Zusicherung dortseitiger Beurteilung verweigert werden. Die Prüfung des Thatbestandes sowie der prozessualischen Einwendungen, die sich dieser Verurteilung entgegenstellen könnten, war dem Richter vorzubehalten. Der Richter hätte dann die Prozessvoraussetzungen

Digitized by Google

und Prozesshinderungsgründe nach seinem Prozessgesetz und nur nach diesem zu beurteilen gehabt. Wäre er dabei zur Ablehnung der Anklage, zu einem Beschlusse auf Nichteintreten (non lieu) gekommen, so wäre doch dem Auslieferungsgesetze Genüge geleistet gewesen. Es kann nicht im Sinne des Wortlautes von Art. 1: „verpflichtet, nach seinen Gesetzen beurteilen und strafen zu lassen", liegen, dass durchaus die Anordnung einer Hauptverhandlung vor dem urteilenden Richter und ein Endurteil von letzterem gefordert werde. Das Bundesgesetz erwähnt z. B. des Strafausschliessungsgrundes der Verjährung nicht. Zur Beurteilung nach dem Gesetze gehört die Berücksichtigung dieses Grundes, und wenn nun sein Vorhandensein ausser Zweifel steht, wird man den Thäter nicht vor Gericht schleppen, sondern die Untersuchung kurzer Hand einstellen. In Glarus steht die ganze Voruntersuchung unter richterlicher Verfügungsgewalt. Der Präsident des Kriminal- und Polizeigerichts überweist die Anzeigen dem Verhöramt, das Gericht entscheidet über Fallenlassen des Prozesses, Ergänzung der Voruntersuchung oder Stellung des Angeschuldigten vor Gericht (§§ 32, 87 ff. der Strafprozessordnung). Nun giebt es aber auch Kantone, in denen die Verfügung über die Untersuchung dem Richter entzogen und staatsanwaltschaftlichen Behörden übertragen ist, wie z. B. Zürich. Ich zweifle nicht, dass die Verfügung der Strafverfolgungsbehörde ebenfalls als eine „Beurteilung" im Sinne des Bundesgesetzes anzusehen wäre.

Endlich die beiden Konfliktspunkte. Der Umstand, dass in Zürich nicht die staatlichen Strafverfolgungsorgane, sondern, auf die Privatstrafklage hin, die Gerichte gehandelt haben (das Gericht hätte auch den Untersuchungsrichter zu stellen, §§ 780 bis 782 des Gesetzes über die Rechtspflege), wäre der Strafverfolgung in Glarus nicht entgegengestanden, auch wenn Glarus die Privatstrafklage nicht kennt. Die Voraussetzung einer „gerichtlichen Verfolgung" gemäss Art. 1 des Bundesgesetzes ist hier ja noch viel wörtlicher erfüllt, als da, wo eine staatsanwaltschaftliche Behörde das Verfahren als Organ der Strafverfolgung durchführt.

Dagegen wäre allerdings die vorherige Einstellung der Untersuchung (Sistierungsverfügung) im Kanton Zürich der Anhandnahme durch den Gerichtspräsidenten in Glarus entgegengestanden. Zwar hat die zürcherische Sistierungsverfügung nicht

Digitized by Google

die übergrosse Bedeutung, welche Glarus dem Gerichtsbeschlusse betreffend Fallenlassen des Prozesses beimisst, nämlich die Bedeutung einer rechtskräftigen Freisprechung. [1]) Aber schliesslich hätte auch in Zürich eine Wiederaufnahme des Verfahrens nur auf Grund neuer Thatsachen geschehen können. [2]) Solche lagen aber nicht vor. Wenn nun die Geschädigte in Zürich die Strafklage lediglich infolge des besonderen Institutes der subsidiären Privatstrafklage betreiben konnte und Glarus dieses Institut nicht kennt, so musste eben „die Beurteilung des Falles nach den Gesetzen des Kantons Glarus“ zur Nichtanhandnahme der Klage durch Verfügung des zuständigen Gerichtes oder Strafverfolgungsorganes führen.

---

[1]) Vgl. Meyer, Strafverfolgung und Voruntersuchung in den kantonalen Strafprozessordnungen, Herisau 1897, Seite 191: Bedeutung der Einstellung des Verfahrens.

[2]) § 777 des Gesetzes über die Rechtspflege lautet: „Eine eingestellte Untersuchung kann wieder aufgenommen werden, sobald sich neuer Stoff für dieselbe ergiebt.“



Geldstrafe und Begünstigung.[1])

Von

Carl Stooss.

In scharfsinniger Erörterung gelangt *von Lilienthal* zu dem Satz: „Wer also dem zu Bestrafenden die Mittel zur Zahlung zuwendet, der verhindert die Bestrafung nicht, sondern er macht sie faktisch gerade erst möglich[2])." Demnach würde derjenige, der die Geldstrafe für einen andern aufbringt, sich um den Staat und den staatlichen Strafvollzug sogar verdient machen. Das scheint nun doch zu weit zu gehen.

Gewiss unterscheidet sich die Geldstrafe in Wesen und Zweck nicht von andern Strafen; nur das Mittel, dessen sich der Staat in der Geldstrafe bedient, ist eigenartig. Gerade deshalb ist es wichtig, daran zu erinnern, dass sich die Geldstrafe gegen den Willen des Schuldigen richtet (und nicht gegen das Vermögen), und dass die Minderung des Vermögens des Schuldigen lediglich das Mittel ist, durch welches der Wille des Schuldigen getroffen und dem Schuldigen ein Strafleiden zugefügt werden soll.

„Sie (die Geldstrafe) ist vollzogen, wenn die geschuldete Leistung aus dem Vermögen des Verurteilten bezahlt worden ist", sagt *von Lilienthal*[3]). Wenn dieser Satz auch richtig ist, so ist doch die Fassung anfechtbar, weil sie zu einem Missverständnis über die Natur der Geldstrafe Anlass geben kann. Wer zu Geldstrafe verurteilt ist, „*schuldet*" dem Staat keine „Leistung".

---

[1]) Vgl. Professor Dr. *H. Lammasch*, «*Begünstigung durch Bezahlung einer gegen einen andern erkannten Geldstrafe*», in Nr. 22 der Deutschen Juristen-Zeitung, Berlin, 15. November 1897, und Professor Dr. *K. von Lilienthal*, «*Begünstigung durch Bezahlung einer Geldstrafe für einen andern*», Nr. 24 der Deutschen Juristen-Zeitung, 15. Dezember 1897, S. 489.

[2]) Deutsche Juristen-Zeitung, S. 490.

[3]) S. 490.

Digitized by Google

Der Verurteilte ist verpflichtet, sich dem Strafzwang zu unterwerfen. Dieser besteht bei der Geldstrafe darin, dass der Schuldige eine Einbusse an seinem Vermögen erleidet.

Hat der Verurteilte die Vermögenseinbusse, die ihm der Strafrichter auferlegte, erlitten, so ist die Strafe vollzogen. Aber nicht darauf kommt es an, dass eine „geschuldete Leistung“ bezahlt wird, sondern dass diese „Leistung“ das Vermögen des Schuldigen mindert und dass sie daher voraussichtlich geeignet ist, den Schuldigen in seiner Innerlichkeit zu treffen. Ob der Verurteilte die staatliche Minderung seines Vermögens wirklich als ein Strafleiden empfindet, ist zwar keineswegs gleichgültig; allein es liegt nicht in der Macht des Staates, die psychische Wirkung der Strafe zu erzwingen. Demgemäss begnügt sich der Staat damit, dem Verurteilten ein Gut zur Strafe zu entziehen und die Strafe als erstanden anzusehen, wenn er dem Verurteilten das Gut entzogen hat. Zahlt der Verurteilte lachend das Strafgeld, bringt der Verurteilte seine Festungszeit vergnügt zu, so ändert dies an der Thatsache, dass die Strafe vollzogen ist, nichts. Die neuere Gesetzgebung zeigt übrigens das Bestreben, die Dauer der Freiheitsentziehung in gewissen Fällen von der Erreichung des Strafzwecks abhängig zu machen. So dauert z. B. nach § 14 des österreichischen Gesetzes vom 24. Mai 1885[1]) die Anhaltung Jugendlicher in einer Besserungsanstalt, solange als es der *Zweck* der Anhaltung erheischt; sie darf jedoch nicht über das zwanzigste Altersjahr ausgedehnt werden. Doch ist zuzugeben, dass die Anhaltung Jugendlicher in einer Besserungsanstalt nicht ausschliesslich dem *Straf*zwecke dient.

Da die Minderung des Vermögens des Schuldigen lediglich ein Straf*mittel* ist, durch dessen Anwendung der Staat den Willen des Schuldigen treffen will, so hat der Staat das Strafmittel *erfolglos* angewendet, wenn die Innerlichkeit des Schuldigen durch die Vermögenseinbusse nicht berührt wird. Vom Standpunkt des *Gesetzgebers* aus erscheint der Strafvollzug, den der Sträfling nicht als ein Strafleiden empfindet, als *misslungen*. Das fidele Gefängnis und die Geldstrafen, die der Verurteilte mit Humor zahlt, weisen, sobald sie typisch werden, auf ernste Schäden unseres Strafensystems und unseres Strafvollzugs hin. Daher scheint mir die Annahme *von Lilienthals:* Die Geldstrafe

---

[1]) R. G. B., Nr. 90.


Digitized by Google

„gilt präsumtiv als Strafübel — *braucht*[1]) aber als solches im einzelnen Falle ebensowenig empfunden zu werden wie die Freiheitsstrafe“, grundsätzlich nicht als zutreffend, wenn auch das Urteil, äusserlich betrachtet, nicht beanstandet werden kann.

Die Bedeutung der psychologischen Wirkung der Geldstrafe tritt in den Vorschlägen zur Reform der Geldstrafe besonders deutlich hervor.

Mit Recht wird verlangt, dass die Geldstrafe *nach den Mitteln des Schuldigen* bemessen werde. Diese Forderung gründet sich auf die Wahrnehmung, dass der Reiche sich gegen Vermögenseinbussen, die im Verhältnis zu seinem Vermögen unbedeutend sind, gleichgültig verhält, dass er sie nicht als Strafleiden empfindet, während der Unbemittelte durch die Zahlung des gleichen Betrages hart getroffen wird und diese Einbusse daher auch regelmässig stark empfindet. Da es der Staat nicht auf eine Bereicherung des Fiskus und nicht auf eine ökonomische Schädigung des Schuldigen abgesehen hat, sondern nur auf die Herbeiführung eines gerechten Strafleidens in der Person des Schuldigen, so muss die Geldstrafe so gestaltet werden, dass dieser Zweck voraussichtlich in jedem Fall erreicht wird.

Daraus folgt auch, dass die Geldstrafe gegen einen Schuldigen, der weder Vermögen noch Einkommen besitzt, nicht zur Anwendung kommen darf; denn es fehlt hier an dem Gegenstand, durch dessen Entziehung ein Strafleiden für den Schuldigen begründet werden könnte. Der von *von Lilienthal* in Aussicht genommene Fall, dass der Vollzug der Geldstrafe durch die finanzielle Unterstützung eines dritten erst ermöglicht wird, sollte daher überhaupt nicht vorkommen.

Wesentlich ist überall, dass *der Schuldige an seinem Vermögen eine Einbusse erleide, die geeignet sein kann, dem Schuldigen ein Strafleiden zuzufügen.* Der Erreichung dieses Ziels gilt die Strafpolitik des Gesetzgebers, die der Richter nach Kräften fördern soll.

Mit Rücksicht auf die Strafnatur der Geldstrafe ist es für den Staat von grösster Wichtigkeit, darauf hinzuwirken, dass der *Schuldige* die Geldstrafe *aus seinem Vermögen* bezahle und dass nicht ein anderer für ihn eintrete. Denn wenn ein anderer als der Schuldige das Strafgeld aufbringt, so erleidet der Schul-

---

[1]) Ich unterstreiche.

Digitized by Google

dige keine Vermögenseinbusse, und er wird daher auch keinem staatlichen Strafleiden unterworfen. Wie der Staat durch die Freiheitsstrafe nur dann auf den Schuldigen strafend einwirken kann, wenn die Freiheit dem Schuldigen und keinem andern entzogen wird, so kann der Staat durch die Geldstrafe nur dann auf den Schuldigen einwirken, wenn *diesem* und nicht einem andern Geld entzogen wird. Sobald daher der Strafbetrag nicht von dem *Schuldigen* aus *seinem* Vermögen bezahlt und dadurch sein Vermögen um so viel *gemindert* wird, wird das Strafmittel der Geldentziehung nicht etwa nur *erfolglos* gegen den Schuldigen angewendet, sondern er findet gar nicht gegen den *Schuldigen* Anwendung.

Am deutlichsten zeigt sich dies, wenn der Schuldige bei der Strafvollstreckung überhaupt nicht in Mitleidenschaft gezogen wird, indem ein anderer die Geldstrafe *für* den Verurteilten bezahlt. Auch *von Lilienthal* muss anerkennen, dass der Schuldige in diesem Fall dem Strafvollzug entzogen wird. Verhält es sich aber dem Wesen nach anders, wenn zwar der Verurteilte die Geldstrafe bezahlt, aber aus dem Gelde, das ihm ein dritter zu diesem Zweck zugewendet hat? Auch in diesem Fall erleidet der Schuldige keine Vermögenseinbusse; er kann daher die Zahlung der Geldstrafe unmöglich als ein Strafleiden empfinden. Civilrechtlich gestaltet sich freilich der Fall anders, wenn das Geld durch Schenkung in das Vermögen des Verurteilten übergegangen ist; denn dann hat der Schuldige nach civilrechtlichen Grundsätzen aus seinem eigenen Vermögen bezahlt. Für diesen Unterschied wird freilich nur der Jurist Verständnis zeigen. Anders verhält es sich endlich, wenn der Verurteilte die Geldstrafe wirklich aus Eigenem bezahlt, dann aber ein Freund ihn für die Einbusse schadlos hält. In diesem Fall hat der Verurteilte thatsächlich eine Vermögenseinbusse erlitten, durch welche ihm ein Strafleiden zugefügt werden konnte. Kritisch ist die Entscheidung, wenn jemand dem Verurteilten verspricht, er werde ihn für die Einbusse, die er durch die Zahlung der Geldstrafe erleide, schadlos halten und der Schuldige den Strafbetrag in der sichern Voraussetzung bezahlt, die Einbusse werde ihm vergütet werden und dies dann wirklich geschieht.

Der § 257 des Deutschen R. St. G. B.: „Wer nach Begehung eines Verbrechens oder Vergehens dem Thäter oder Theilnehmer

Digitized by Google

wissentlich Beistand leistet, um denselben der Bestrafung zu entziehen .... ist wegen Begünstigung .... zu bestrafen", bedroht nicht jede Handlung, durch welche der Schuldige der Bestrafung entzogen wird, sondern nur Handlungen, welche der Thäter vornimmt, *um* den Schuldigen der Bestrafung zu entziehen. Die begünstigende Handlung ist daher nur dann *strafbare* Begünstigung, wenn die Handlung *zu dem Zwecke der Begünstigung* vorgenommen wird; denn dann liegt ein zielbewusster Eingriff des Thäters in die staatliche Strafrechtspflege vor. Begünstiger ist demgemäss, wer die Geldstrafe an Stelle des Verurteilten bezahlt, damit der Schuldige der Strafe enthoben sei.

Bezahlt ein Schuldner die Geldstrafe für den Verurteilten. um eine Verrechnung herbeizuführen, so macht er sich nicht der Begünstigung schuldig. Auch derjenige ist nicht Begünstiger. der die Geldstrafe für den Verurteilten bezahlt, sich aber von dem Schuldigen die Rückerstattung des Betrages im Ernst versprechen lässt. Wer dem Verurteilten den Strafbetrag *schenkt*. um ihm die Geldstrafe abzunehmen, ist Begünstiger. Die Schenkung widerspricht Grundsätzen des öffentlichen Rechtes; sie ist daher nichtig. Indem der Strafgesetzgeber denjenigen unter Strafe stellt, der dem Thäter Beistand leistet, um ihn der Strafe zu entziehen, begründet er auch eine Strafpflicht des Staates gegen denjenigen, der einem zu Geldstrafe Verurteilten finanziellen Beistand leistet, um ihn der Strafe zu entziehen. Die entgegenstehenden Vorschriften des Civilrechts sind damit aufgehoben. Diese Einwirkung des Strafgesetzes auf das Civilrecht darf nicht auffallen. Es kommt ja auch vor, dass strafrechtliche Thatbestände durch Civilgesetze eingeschränkt werden, indem z. B. eine Handlung, die das Strafgesetz allgemein unter Strafe stellt, von dem Civilrecht ausnahmsweise als rechtmässig oder pflichtmässig erklärt wird. Man vergleiche die Notstandsbestimmungen des Deutschen bürgerlichen Gesetzbuchs und die Bestimmungen des Deutschen Handelsgesetzbuches über Seewurf.

Wenn dagegen jemand einem zu Geldstrafe Verurteilten ein Geldgeschenk macht, etwa zum Dank für Dienste, die er ihm geleistet hat, so erscheint diese Zuwendung nur dann als Begünstigung, wenn der Schenker damit den Zweck verfolgte, die Einbusse, die den Verurteilten treffen sollte, auf sich zu nehmen. Zweifelhaft ist der Fall, wenn die Verurteilung einer Person zu Geldstrafe Anlass, aber nicht Grund der Schenkung

Digitized by Google

ist. Ein Klient ist seinem Anwalt verpflichtet; er erfährt, dass der Anwalt zu einer Geldstrafe verurteilt worden ist, und benützt diesen Anlass, um ihm ein Geldgeschenk zu machen, das dem Betrag der Geldstrafe entspricht. Ist anzunehmen, dass der Klient dem Anwalt auch ohne diesen besondern Anlass eine Zuwendung von dieser Bedeutung gemacht hätte, so ist Begünstigung nicht vorhanden. Anders wäre zu entscheiden, wenn der Klient durch seine Zuwendung lediglich die Einbusse, die dem Anwalt aus der Geldstrafe erwächst, decken will.

Ist die Geldstrafe einmal vollzogen, so ist der Verurteilte bestraft, und er kann der Bestrafung nicht mehr entzogen werden. Die Begünstigung erstreckt sich nicht auf den Fall der Schadloshaltung für Einbussen, die dem Verurteilten aus dem Strafvollzug entstanden sind.

Die Anwendung dieser Grundsätze befriedigt das Rechtsgefühl in einigen Fällen nicht. Es will uns nicht einleuchten, dass der Verleger, der für den Redakteur eine Geldstrafe bezahlt, sich der Begünstigung schuldig mache. Der Grund dieser kritischen Empfindung liegt in der Vorstellung, dass Redakteur und Verleger eine Gemeinschaft eingehen, bei der dem Verleger die geschäftliche Thätigkeit und die finanzielle Haftbarkeit auffällt. Es erscheint uns daher billig, dass der Verleger für den Redakteur bezahle. Auch eine fernere Erwägung legt diesen Schluss nahe. Bei Pressdelikten wird von einigen Gesetzen zunächst der Redakteur strafrechtlich verantwortlich erklärt, während die Erfahrung dafür spricht, dass der Redakteur oft nur das ausführt, was der Verleger ihm aufträgt. Zahlt daher der Verleger, so zahlt er als der eigentliche Schuldige oder doch als Mitschuldiger.

Hieraus folgt jedoch nur, dass die Strafgesetzgebung die Verantwortlichkeit für Pressdelikte vielfach äusserlich regelt, ohne auf das Verschulden des Einzelnen gebührend Rücksicht zu nehmen. Es beweist dies aber auch, dass die strafrechtliche Natur der Geldstrafe noch immer verkannt wird und dass sie mit Geldleistungen anderer Art zusammengeworfen und verwechselt wird.

von Lilienthal findet es endlich unbillig, dass Personen wegen Begünstigung bestraft werden sollen, welche dem Begünstiger nahe stehen, wie der Vormund, der für den Mündel eine Geldstrafe aus seinem eigenen Vermögen bezahlt. Dieser

Digitized by Google

Einwand berührt die Kontroverse selbst nicht. Es würde sich in der That empfehlen, den Begünstiger straflos zu lassen, der mit dem Begünstigten in Beziehungen steht, die sein Verhalten als entschuldbar erscheinen lassen.

In diesem Sinne ist der schweizerische Entwurf gefasst (Art. 193, Al. 2). *von Lilienthal* möchte den Vater, der eine Geldstrafe für den Sohn bezahlt, nicht nur straffrei, sondern schuldlos erklärt wissen. So natürlich es auch ist, dass der Vater Geldstrafen, zu denen der Sohn verurteilt wurde, bezahlt, so ist diese Handlungsweise dem Staate gegenüber doch noch lange nicht gerechtfertigt. Ein verständiger Vater, der weiss, dass sein Sohn Strafe verdient hat, wird es dem Sohn überlassen, die Geldstrafe, die er sich durch sein Verhalten zugezogen hat, zu bezahlen, wenn wenigstens der Richter die Geldstrafe nach den Mitteln des Sohnes und nicht nach den Mitteln des Vaters bemessen hat.

Digitized by Google

Aktenstücke zur altaargauischen Kriminaljustiz.

Von

Dr. jur. *Walther Merz* in Aarau.

1. Landtag und Sühne um Totschlag in Aarau.

1558, 6. Wintermonat.

Sontags vor Martini.

Es hat sich leyder begeben, als Jacob Jost nachtes nach den nünen heim gewellt vnd ane gweer vnd tägen ouch ane hut vnd rock für sin hus kommen vnd in Jacob Pfaffen hus gwesen, do sind Brosi Amman vnd sin son Jacob Amman mit ime Jacob Josten sölicher gestalten in vneinigkeyt kommen, das sy beyde, nemlich Brosi der vatter mit einer halbarten vnd Jacob der son mit einem schwärt bewaffnet vnd ine den Josten angriffen, vnd der son mit dem schwärt dem Jöstlin sin kopf zerspalten, das im sin hirn vßg'flossen vnd für dashin kein wort mer gerett, vnd Brosi der vatter ine mit der halbarten durch einen arm vnd vornen an das herzen gestochen. Vff sölichs er Jacob Jost von demselbigen sonnentag an, was der ix. (sic!) tag Nouembris, bis am frytag dornach ze abent doch ane alle vernunft vnd rede gelept vnd also gestorben. Doruff mine herren ine am morgen (wie der bruch ist) in dem gotsacker besichtigot vnd schynbar befunden, das er des schwärt streychs in dem houpt vmbkommen vnd gestorben, vnd hieruff ine begraben lassen vnd die wortzeychen siner bekleydung also genommen. Es sind ouch Brosi Amman vnd sin son Jacob vff dem selbigen sonentag zenacht, wie sölichs vergangen, angends über die schindbrug vß, zu welichem thor er Brosi die schlüssel gehept, vßkommen vnd vff Werd zu entwichen. Also habent mine herren Brosin sin hus beschliessen vnd alle ding vffzeychnen lassen vnd flyssigklichen kuntschaft verhört, die dann geredt, wie hernach volget.

Meyster Matheus Rotblätz [1]), vnser schulmeister, sagt, wie es sich gefügt, als er by herre hofmeistern von Künigsvelden zu dem

[1]) Der Dichter des Dramas «Samson», das 1557 in Aarau aufgeführt wurde, vgl. Bächtold, Schweiz. Litteraturgesch., Zusätze, S. 210, wo er irrig Matthias genannt wird.

Digitized by Google

storchen zenacht geessen vnd vngeuar vmb die achte heimgangen vnd einen brief geschryben vnd dornach vmb die nüne schlafen gangen vnd als er welte das wasser vßschütten, käme Brosi Amman sampt sinem son vnd nach einem, den bekante er nit. Do sagte Brosi: „Schulmeisteri, ir habent vns den rägen gmacht", schimpfende. Antwortet er: „Ir thund ira vnrecht, sy hats nit than." Sagte Brosis wyb: „Zürnent nüt, min man hat gmeint, üwer frouw sye da." Vff das sagte Brosi zu ime schulmeistern: „Morn wellent wir den wyn, welchen ir mir abkouft, vmbher thun, dann es wil rägnen", vnd wunschte im ein gute nacht vnd syend also heimgangen, vnd habe er gezüge sinen laden zu gethan vnd sich ouch nider gelegt. Dornach über ein guts, als er entnuckt, sye ein geschrey kommen, fragte er gezüge sin wyb: „was will das geben?" Do horte er wol, das Jacob Jost schwüre, also stünde er gezüge vff vnd thäte die beyen vff, do horte er, das Jacob Jost den Brosi vßhin lüde vnd sagte: „das dich botz v etc. als alten hunds schende, kumm abhin, bist dus eeren wärt", do sagte der son: „Ätte laß mich abhin", do spräche Jost: „köment beyde abhin, das üch gots fünf etc. aller lalinen schend." Do sagte Brosi: „Muß ich dann abhin, so wil ich abhin vnd sölte es mich min lyb vnd läben kosten", vnd käment hinab vnd ein wyb mit inen, die hette ein liecht vnd hette der Brosi ein halbarten, aber er wüsse nit, was Jacob Jost gehept, dann es wäre by im vinster. Do schrüwe Jaco (!) Jost: „lassend mich vff dem minen sicher, bin ich dann vor dem minen vnd vff dem minen nit sicher vnd das by nacht vnd näbel?" Also schlügent sy zu sammen vnd wäre glich gschächen; hiezwüschet lüffent die lüth zuher, also schrüwe Brosis son: „ich hab im geben, er hat sy gnug, ich muß ein schärer han", vnd lüffe wider vmbher vnd schrüwe: „Jöstli hast du es yetzund?"

Schulmeisteri: Es sye ein hader angangen vnd habent geschrüwen, do lüde Jöstli den Brosi vßhin vnd sagte: „du alter hund!" Do spräche Jacob des Brosis son: „Ätte ich wil abhin", vnd als ir huswirt der schulmeister hinab gewellt, do habe sy in nit abher welle lassen.

Der engellendisch schärer [1]) sagt: Er sye an sinem bett gelegen vnd als er erwachet, habe gehört, das die wyber schrüwent: „Owe Owe", vermeynende, es wäre für, vnd als er hinus lugte, fragtent sy einem schärer nach.

Rudolf Wetter sagt: Er sye nach dem nachtmal nider gangen, demnach sye Jacob Jost vß Jacob Pfaffen hus kommen vnd habe siner frouwen gerüft, ine inzelassen. Hiezwüschet sye Brosi Amman

---

[1]) Rychardus Playsto, einer der von Maria der Katholischen 1557 Vertriebenen, der in Aarau Aufnahme gefunden, vgl. Ratsmanual 26.

Digitized by Google

ouch kommen, do habe Jacob Jost gesagt: „ist das kind min oder wes ist es?“ vnd habent also gewörtlet miteinanderen. Doruff lüffent sy mit waaffen zesammen. Do schrüwe Jacob Jost: „das üch botz hie vnd dört schende aller lalinen, wend ir mich dann in dem minen nit rüwig lassen, ir sind nit eeren wert.“ Vnd also habe er, gezüge, inen friden gepotten, vff das habent sy glych dornach den Josten geschlagen. Do schrüwe Jacob Amman: „Jöstli hast du es nun, gelt du habests?“

Rudolf Wetters hußfrouw sagt: Es habe ir kind grinnen vnd sy geweckt, do habe sy wolgehört, das Jacob Jost siner frouwen gerüfft vnd, als sy nit bald kommen, einen vnflat geschulten, do habent sy in des Brosi Ammans hus ime antwort geben vnd sonderlich der son. Do sagte Jacob Jost: „du lali, kan ich nit rüwig vor dir in dem minen sin?“ doruff sy wyters zu im gerett, vff das sagte Jost: „du lali, kum fürhär, ich bin in dem minen“, vnd das sagte er Jost für vnd für. Do schrüwe der son, wie er abhin kommen: „hie stan ich vff dem platz, tritt vßhär, du Jöstli.“ Do wäre der vatter ime angents vff dem hals vnd sagte: „du hast mich vßher gladen.“ Doruff antwurtet Jost: „nein, ich bin in dem minen.“ Do spräche Brosis frouw: „stich die halbarten in das läckerlin.“

Ebenso sagen aus: Hansen Thürigen seligen frouw, Barbara des Uli Germans wybe, Uli German, Michel Thanner der nider bader; ihre Aussagen enthalten nichts Neues.

Jacob Pfaff: Sagt, er habe anfangs nüt gehört, wann das themmer, volgens aber habe er wolgehört, das Brosi Amans wyb gesagt: „stoß die halbarten in ine durch vnd durch.“ Also lüffe er ouch zuher vnd fundent Jacoben, wie Michel der bader gemeldet hat. Do welte er gezüge lugen, wie es vmb das thor stünde, do wäre es offen vnd Brosi vnd sin son dussen. Do sagte er gezüge: „Ir habent ein hüpschen schimpf angfangen, mögent zwen einem brychen“, do antwortet Brosi: „das dich gots eliment schend, kum ouch hinus, so wend wir dir ouch also thun.“

Weiter sagen noch aus: Hans Vyrabent, Wolfgang Stadler, Hans Müller, Anna Blauwnerin, des Jacoben Blauwners in der Halden frouw vnd Hansen Arnolten, hammerschmids, schwöster. Die Blaunerin berichtet einzig noch etwas Neues: Jacob Jost habe, angegriffen, in seinem Hause eine Mistgabel erwischt, sei aber, bevor er sich damit wehren konnte, vom Sohn Amman niedergeschlagen und am Boden noch mit dem Schwert geschlagen worden.

Solichem nach sind Ambrosien Amman fründe vor minen herren gemeynen burgeren erschinen vnd sy getrungenlichen bitten

Digitized by Google

lassen, an dem landtag die klag nit zu dem gröbsten zefüren, sonders Jacoben Josten seligen fründe fründlich anzehalten, in zimligkeit zeklagen.

Also habend mine herren, die burgere Jacoben Josten seligen fründe beschickt vnd fragen lassen, ob sy den lantag füren oder ob mine herren das vßrichten müssend. Doruff sy zeantwort vallen lassen, wellend, wie fründen gepüre, den handel vßfüren, demnach ouch vff begäre miner herren innamen Ambrosis fründen zugesagt, die klag zimlichen zegestalten.

Vff sölichs habend mine herren sambstags vor Nicolai einen offnen lantag vor Hansen Marchers huse gehept, do dann Jacob Josten fründschaft zu Ambrosien Amman, siner husfrouwen Dorotheen vnd irem sone Jacoben vnd irer thochter Anna genant klein Anna, geklagt, das Ambrosius zu Jacoben seligen mit einer halbarten gestochen vornen in das härzgrüblin, vnd sinen arm durchstochen, derglychen Jacob der son ime sin kopf zerspalten vnd zeboden gehouwen vnd ine also über gepottnen vnd geschwornen friden vff dem sinen vnd vnder dem sinen entlybt vnd vnerlich vnd vnredlich vmgebracht, dorzu die muter gezüntt vnd sy beyde angereyzt vnd ine durchstechen heissen vnd sy keins wägs abgenommen, deroglychen sye die thochter disers vnvals alles ein vrsach, dann sy zu Jacoben Josten seligen gesagt, dis kindlin, weliches sin husfrouw kurzer tagen doruor geborn, sye nit sin, Jacoben, sonder eines henkers. Dorus diser zorn vnd widerwillen allen entsprungen. Also habend mine herren Ambrosien nach gemeynem bruch vnder den dryen thoren rüffen vnd also dry strassen zu dem landgricht offnen lassen, vnd als niemands von irentwägen kommen, habend mine herren vff ein mal zwen landtag vßschryen lassen.

Vff sölichs habend sich Ambrosien fründschaft durch mine herren beworben, mit Jacoben Josten seligen verwanten sich in der gütigkeyt zebetragen, weliches sy volg funden, vnd sind also beyder syten vff mitwuchen nächst vor liechtmes disers lix. jares in der obren ratstuben zesamen kommen vnd warend vff Jacoben Kyburtzen seligen anders genant Josten syten: Rudolf Vinsterbach als ein vogte Marxen Josten, disers Jacoben bruder, Jacob Murer als ein vogte Anna Lüggin, bemeltes Jacob Josten seligen eewyb, Jörgi Lüggi als ein vogte Jacoben seligen zwöyen kinden, Wolfgang Schmid als ein vogte Jacoben seligen übrigen zwöyer geschwüsterten Hansen vndÄsterli, item Jacob Blauwner der alt, Claus Wynegker zu Lüchenthal, Heini Meyer zu Küttingen, Heinrich Buman, Claus Ryschgasser, Hans Blauwner, des obernempten Jacoben son vnd Junghans vnd Jungjacob die Blauwner, geprüdere,

Digitized by Google

Hans Pfisterblauwner vnd Michel Brunner, alle zu Arouw, vnd hattend disere vff irer syten als wilkürlich berüffte vnderthädinger von minen herren Hansen Haberer, Sebastian Burckart, Hansen Saxer vnd mich den stattschryber [Gabriel Meyer].

Item vff Ambrosis parthye sind da gwesen Chrisostomus vnd Vli Linsi, geprüdere, zu Steckholtz, Hans Amman, disers Brosis bruder, zu Thunstetten vnd Vrs Wäber, sin schwächer, Hans Heinrich Sutor, Hans Sutor zu Seon, Vli Sutor zu Schaffissen, Hans Hettinger vnd Claus Morhart zu Lentsburg. Hans Jacob Morhart, Ambrosis thochterman, vnd Hans Arnold, hammerschmid hie zu Arouw, vnd habend von minen herren by inen gehept herren statthalter Cunrat Berwarten, Hansen Marcher, seckelmeister, Hansen Telspärg vnd Niclaus Huntzigker, vnd ist vnser obman gewäsen her schultheis Kieninger. Vnd sind vertragen wie hernach volget.

Des ersten ist beredt, das Ambrosi über den gemeynen ruf, so er an offnem landtag von vnser statt Arouw sampt sinem wyb vnd dem sone Jacoben vnd der thochter clein Ann von vnseren hochen gerichten, marchen vnd limiten der statt Arouw gehörig verrüfft werden ewigklichen, ouch sy, die fründschaft, vmb merer friden vnd ruwen willen nach wyters zwo myl wägs zirkelswyse nienen vmb die statt Arouw irren söllend vnd sich allda nienen hushäblich oder dienstlicher wyse niderlassen, sonders sich so wyt von der statt Arouw üsseren, es werde dann mittler zyt inen von der fründschaft der zwo myl wägs halben zugelassen (doch minen herren an irem ruf der statt zircell (!) vnuergriffenlichen ane schaden, wan dasselbig soll ewig blyben), doch soll inen, Brosin vnd den sinen, vorbehalten sin, iren vordrenden geschäften nach bis an der statt zwing vnd zirkel vnd gerichten ze wandlen, aber sich keineswägs allda innent den zwöyen mylen hushäblich niderzelassen.

Sodanne söllend Ambrosi, sin son Jacob, sin wyb vnd die thochter clein Anni des vilgedachten Jacoben Josten seligen wyb, kinder vnd verwanten myden, inen wychen in holz, in velde, vff wäg vnd vff stäg, ouch in offnen wirtshüseren, wo sy wüssend vnd vernemend, das Jacob Josten seligen fründe yemands im wyrtshus ist, söllent sy nit drin gan, vnd ob sy glych wol vor des Josten fründschaft da gewäsen vnd sich aber nach in kein ürthi nit gsetzt, söllend sy die wychen vnd hinus gan; wann sy aber ir vrthi angevangen, so mögend des Josten fründschaft ouch, ob sy wellent, da belyben oder warten, bis sy ir ürthi geendet, danenthin soll Brosi vnd die sinen wychen, alles nach gemeynem bruch der mydung in sölichen sprüchen gewönlich zebereden.

Vnd sölichs alles by zechen pfunden buß von den überträttenden, so vil vnd dick es beschicht, zebezüchen.

Digitized by Google

Zulest ist ouch beredt, das alle die spän, zänk vnd erverletzliche wort, so disere beyde parthyen einanderen bewyst, erzeygt vnd zugerett habend, das sölichs alles hiemit vffgehept, vertragen vnd versünt sin sölle der gestalten, das es entwäderer parthye an sinem glimpf vnd eeren nüt schaden sölle, vnd sölle kein parthye der andren das fürhalten by dem alten vrsatz, so beuor doruff gesetzt, das nemlichen die, so in vnser statt Arouw gesessen, wyb oder man, disern vrsatz brechen, das man denen by dem eyd vß der statt bieten sölle.

Hieruff habend beyde fründschaften einandren zugesagt, dorby zebelyben vnd minen herren schultheissen Kieninger in sin hand versprochen, dis alles trüwlich zehalten vnd aller raach abzestan vnd, ob einiche parthy an die andere ützid zesprechen, das recht dorumb zebruchen.

Donstags den achtenden tag nach liechtmes, habend mine herren die burgere einen landtag gehept vff dem rhathus in der grösseren stuben vß kraft irer fryheyt vnd altem gebruch vnd allda vff dem selbigen dritten vnd letsten landtag mit einheliger vrtheyl Ambrosien Aman, sinen son Jacoben, sin wybe vnd clein Annen die thochter als vnerliche vnd vnredliche thodschleger vnd vrsecher disers gethanen thodschlags an Jacoben Josten vßschryen vnd verrüffen lassen (diewyl sy, disere vier personen, nit erschinen vnd sich verantwortet) mit denen gedingen, das man ir gut minen herren als der oberkeyt vnd ire lyb den bluträcheren zubekent vnd das sy alle viere vnd yedes insonders ir tag vnd läbenlang vnsere statt Arouw vnd so wyt vnser herligkeit vnd gericht gat, zemyden by verlierung ires lybs vnd läbens.

Doruff habend nun die fründschaften mine herren verstendigot, wie sy vmb gottes willen vnd vß ernstlicher pitt Ambrosi vnd der sinen willen miteinandren vertragen wie obstat, doran mine herren ein wolgeuallen gehept, doch irer vrtheyl die statt zemyden vnnachtheylig, vnd habend ouch beyde fründschaft mine herren getrungenlichen bitten lassen, Ambrosien gut an offner gant zeuerkoufen vnd sölichs in dry theyl vßzetheylen: inen minen herren, als zu einer buß den einen vnd Jacob Josten seligen gelaßnen weyslinen den andren vnd Ambrosien vmb gottes, sines alters vnd guter bewysten diensten willen den dritten theyle zukommen lassen.

Hieruff mine herren einhäligklichen zeantwort vallen lassen, das si disers alles gern zulassen vnd gestatten wellend. Vnd habend also vff dem brügglin disere vier personen wie gemelt offentlichen durch iren geschwornen stattknächt vß irem statt fridkreys rüffen lassen vnd Ambrosien vß gnaden sin arm klein husräthli sampt

Digitized by Google

dem dritten theyl des guts vervolgen lassen, vnd den andren dritten theyl Jacob Josten seligen kinden zugeeygnet vnd den übrigen dritten inen als für die buß behalten, vnd habend also beuolchen, das huse, die räbacker vnd gärten an offner gant zeuerkoufen vnd dorzu dem stattschryber vnd dem weybel zugeben Hansen Telsperg vnd Hansen Saxer vnd alles zu dem trüwlichisten vßzerichten.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 26, fol. 510 ff.

Ein Fall von Körperverletzung mit tötlichem Ausgang ist aufgezeichnet im Ratsmanual 27, fol. 36 f, 56 f, d. d. 28. Wintermonat 1560. Das Verfahren ist genau so, wie in obigem Fall. Der Landtag findet vor Vrgielen Gewißen Haus unter freiem Himmel statt. Doch war dem Angeklagten — es war Kaspar Roßmann aus Lindau — freies Geleit durch *vier* Gassen angeboten.

Urteil: er soll ewig der Stadt Aarau Zirkel und Friedkreis verloren haben; wird er darin betreten, soll man ihn einziehen und enthaupten „vnd ein blutstraß zwüschet dem houpt vnd dem lyb machen, vnd also sin gut minen herren veruallen sin von wegen sines vnerlichen vnd vnredlichen thodschlags — er hatte den Vrgiel Wanger auf der Straße ohne Anlaß angegriffen, ihm einen Stoß auf die Brust versetzt und ihn, als er sich bückte, um sein Barett aufzuheben, am Haupte wund geschlagen, so daß er daran starb — so er an dem vnsern begangen, sodanne entnemme man in siner fründschaft, ine zerächen, vnd übergäbe man in sinen widersächern".

Der erste Landtag fand statt 28. Wintermonat 1560 auf dem Rathaus, der dritte vor Vrgiel Gewißen Haus am 1. März (Sambstags nach Mathye) 1561. Ankläger waren die nächsten Freunde des Getöteten, die Aufforderung, sich vor Recht zu stellen, erging an den Angeklagten, seine Obrigkeit und nächsten Freunde.

2. Strafverfahren gegen Diebe; Verfahren bei der Hinrichtung.

1706, 4. Jänner.

In Aarau wurde ein fremder Landstreicher eingelegt mit Complicen und zum Zwecke der Erpressung eines Geständnisses gefoltert.

Vngeacht nun alle marter nach der ordre mrh. an disen buben verwendt, erstlich ein, hernach 2 stein angehenkt vnd folgends dan auch ihme die lininen höslein vnd das hembd angelegt, beschoren vnd der mörsel angehenkt worden, so hat derselbe dennoch — — nicht das geringste bekennen wollen.

Digitized by Google

1706, 11. Jänner. Vor Rat.

Mh. wollen nachschlagen in denen manualen, auf was weis man pflege einem maleficanten das leben abzusprechen, was für formaliteten erfordert werden.

1706, 19. Jänner. Räht und Burger bim Eyd.

Weilen gestrigen tags die vrteil denen gefangenen zu fellen eingestelt worden, als ward erkennt, heuten damit fortzufahren, da vordrist dero vergicht mh. räht vnd burger abgeläsen worden.

Hierauf mh. räht vnd burger aus kraft habender freyheit dem regierenden herren schultheißen (welcher austrittet) den blutbann hingelichen, also daß er den stab in seine hand nemmen vnd by dem eyd vmbfrag halten solle. Maßen auch beschehen.

Worüber mh. räht vnd burger by dem eyd durch die mehreren stimmen erkennt: weilen der beütelschneider Jean Negrez, 3 stund von Toulon gebürtig, schon in seiner jugend auf, in dem 12. jahr seines alters angefangen, seinen nebend menschen so oft und viel zu bestählen, daß er die zahl nit wüßen möge, vnd vngeacht er nit allein von zugrifs wegen zu Grenoble mit ruhten geschmeizt vnd ihme ein strafzeichen gebrönt, sonder darüber auch (zwar, wie er vorgibt, aus schuld eines anderen) zu Toulon als ein verschrouwer vnd bekanter dieb, der dorten auch schon von vilen zugrifs wegen in gefangenschaft gewesen, auf die galeeren condemniert worden, allwo er 14 jahr geseßen, dennoch keine diser warnungen an ihme erschießen vnd dienen laßen, sonderen boshaft darin fortgefahren, hiemit täglich, wo er nur anlaß vnd gelegenheit darzu haben können, wider die heil. zehen gebott gottes, sonderlich aber wider das achte gebott vnd auch wider die liebe seines nechsten gehandlet, als solle selbiger diser arme übelthäter nechstkünftigen donstag nach zuvor ergehenden sollenniteten, dem scharpfrichter übergeben, welcher ihme seine diebische händ, mit welchen er so manchen mensch betrüebt, binden, ihne auf das gewohnliche richtorth füehren, vnd daselbsten mit dem strang vom leben zum tod hingerichtet vnd den vöglen des himmels zum raub überlassen werden.

Gott wolle seiner armen seelen gnädig sein.

Durch die minderen stimmen aber, deren nur 2 gewesen, ward ihme das leben geschenkt vnd auf die galeeren condemniert.

Auf diß auch mh. räht vnd burger über den gefangenen so genanten Bartholome, so aber Anthoine Poiret heißt vnd 3 stund von Valancienne gebürtig ist, wegen seinen vielfaltigen diebstählen, so er mit gelt wechslen begangen, ihre eydliche vrteil dahin ausgefellt vnd erkent durch die mehreren etimmen:

Digitized by Google

Weilen er nicht minder dan der zum tod des strangs condemnierte Jean Negrez das diebische zugreifen vnd gelt raubens viel jahr daher vnd zwar so oft vnd viel geüebt vnd die leüth bestohlen, daß er die zahl der mahlen, der orten vnd persohnen nicht alle anzeigen vnd spezifizieren können, danneben in einer noch stärkeren diebsgesellschaft begriffen; als soll dieser arme übelthäter gleich seinem gespanen auch auf besagten nechsten donnerstag durch den scharpfrichter mit dem strang vom leben zum tod hingerichtet vnd den vöglen der luft überlaßen werden.

Gott erbarme sich seiner armen seelen.

Durch die minderen stimmen aber, deren 18 gewesen, ward ihme das leben geschenkt vnd zu einer der gestrengsten leibsstrafen, so aber nicht dictiert worden, verfelt.

Die schon so lang gefangene Bernette oder Jeane Francoise Lulier von Genf, des verurteilten Bartholomes dirnen, dan habend mh. räht vnd burger, weilen auf sie kein diebstahl geklagt worden, ohne straf in bedenken ihrer ausgestandenen langwirigen gefangenschaft, erlaßen, doch soll ihra den eid auf 101 jahr von mrh. fridkreis ertheilt werden.

Weilen h. schultheiß Fischer aus schwachheit der execution nicht bywohnen kan, soll hr. großweybel seine stell vertretten. Vnd sollen mh. räht vnd burger vmb 10 uhr sich aufm rahthaus versamblen.

In betrachtung, nur hr. kammerer Nüesperli der französischen sprach allein kündig, habend mh. erkent, an den h. Moser vnd den französischen h. predicanten zu Zofingen zu sprechen, die maleficanten zum tod zu bereiten vnd zu trösten.

Am tag der execution soll h. großweibel doppelte wachten vnder die thor stellen vnd zwar vnder jedes 10 mann. Die maleficanten zu begleiten sollen 8 mrh. diener, als 2 gaßen-, 2 hochwächter, 2 secktrager vnd 2 thorbschließer mit halparten vnd sytengewehren.

Vnder den maleficanten soll der Bartholome zuerst vnd dan der Jean als der schlimmere hernach aufgeknüpf (!) werden, vnd sollen sie zu st. Lorenzen thor ausgefüehrt werden.

Zum hochgricht sollen neben hr. großweibel reyten hr. Jonaß Schmuziger, hr. Hiero. Hunziger, hr. Hier. Seiller, hr. Daniel Frank vnd ich der stattschreiber, vmb im fahl etwas vorfiele von importantz, nach gutfinden zu handlen.

Am tag der execution versamblen sich mh. räht vnd burger bim eyd in der rahtstuben vmb 10 uhren, inmitlest werden die maleficanten gespisen, der einte ward im spittahl hinden, der andere im oberen oder vorgemach gespeist; wann nun die geistl.

Digitized by Google

herren entpieten laßen, daß sy parat, gehen mh. räht vnd burger in der ordnung vor das rahthaus vnd setzten sich an den gemachten schranken, volgends wirt der übelthäter hergebracht, demselben wirt seine güet- vnd peinliche vergicht durch den stattschreiber, so oben am herren schultheißen auf dem bank stehet, abgeläsen. Nach disem wirt er gefragt, ob er deßen annoch bekannt seye? So er nun mit ja antwortet, rueft der herr schultheiß dem scharpfrichter mit nahmen, vnd zeigt ihme die vrteil mh. räht vnd burger an, mit befelch, solche an dem maleficanten zu exequieren, darauf der scharpfrichter den übelthäter annimbt, bindet, ihne auf den richtplatz füehrt vnd allda erstattet, was vrteil vnd recht mh. räht vnd burger vermögen hat.

Anthoine Poiret, Bartholomé genant, der zum tod condemnierte, hat am tag vor der execution, nach dem ich anstatt h. großweibels, weilen er der französischen sprach nicht kundig ist, mrh. räht vnd burger vrteil eröffnet vnd also das leben abgesprochen, noch sehr viel, ja by 50 articul vnd diebstehle bekent, so im thurnbuch zu finden.

Weilen am hochgricht eine neüe first vnd anders zu reparieren nöhtig ware, als sind nach altem brauch die zimmerleuth, maurer, schloßer, schmiden, büchsenmacher mit ihren gesellen vnd lehrknaben mit trummen vnd pfeiffen also mit klingendem spiel in der ordnung aus der statt zum hochgericht gezogen vnd, nachdem sie das erforderliche verfertiget, widerumb in die statt für das rahthaus kommen, allwo man ihnen ein nachtessen zugerüstet, beuor sie aber zum tisch sitzen wollen, hat hr. baumeister anstatt hr. großweibels, so es verrichten sollen, geschäften halber aber nicht können, in namen mrh. diesere handwerks-leüth widerumb redlich gemacht, also daß solches keinem aufheblich oder nachteilig sein soll.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 79, fol. 107, 116, 126 ff.

3. Landtag um fahrlässigen Totschlag.

1719.

Räht vnd burger by dem eyd montags vormittag den 17[tem] Julii 1719 landtags weis versamlet, im rahthaus by offener thüren.

Herr schultheiß Joh. Heinrich Huntzicker proponierte, die jenige begebenheit mit dem Ulli Suter dem fischer genannt Schneider Uli von Suhr, welcher auf mitwochen den 31[ten] Mey letsthin als an vnserem auffahrt märit in hiesigem statt bezirk vmb sein leben kommen, da der einte von denen zweyen knaben, so mit dem entleibten in streit gewesen, namlich des müllers sohn von Teüffen-

Digitized by Google

tahl Jacob Burger alhier in verhaft ist; der andere aber namlich des Gulm Berneten Bernet von Gränichen vngeacht herr landvogt Sinner auf Lenzburg auf mrh. früntl. ansuchen denselben zum anderen mahl zur behändigung aufsuchen laßen, nit zubetretten gewesen, sonderen dem verlaut nach außgewichen seye; derowegen dan und weilen weder göttliche noch weltliche recht zugeben, daß jemand dem anderen sein leben, so er von gott empfangen, benemmen solle, des entleibten hinderlaßene aber die raach mhh. räht und burger überlaßen, sie auch solche übernommen vnd der sachen nachgeschlagen, auch auf den heütigen tag den ersten landtag angesetzt, auch den anderen, da dann mehh. räth und burger vordrist kraft habender freyheit dem regierenden herren schultheiß nach genommenem außtrit den blutbann hingelichen mit zustellung des grichtsstabs, mit begwältigung, nun das blutgricht über disen leidigen handel zu halten und by dem eyd umfragen soll.

Hernach habend mehh. räht und burger zu dero fürsprech, die klag zu füehren, in dero namen verordnet hr. bauwherr Gysi: Vnd sind des abgeleibten kleider als wort zeichen in ring gelegt worden.

Hierauf der fürsprech innamen mrhh. räht und burger wegen des so unglücklichen todfahls Berneten Schneider Ullins von Suhr auf des Gulm Berneten sohn Bernet von Gränichen, so mit dem entleibten in streit gewesen, auf leib und leben geklagt; selbiger aber bisher nit betretten werden mögen noch dißmal erschinen.

Auf gethanen rechtsatz wurd by dem eyd erkent: daß dem ausgetrettenen beklagten Gulm Berneten sohn Bernet Fricker von Gränichen solle durch den weibel vnder der rahthausthüren geruffen werden sich zu verantworten, deme zwey von mhh. räht und burger zugegeben worden, als hr. landschreiber Rohtpletz und hr. Heinrich Schmuziger.

Der weybel sambt denen ausgeschoßenen herren haben berichtet, daß der ausgewichene sich nicht gestelt habe.

Hierüber mehh. räht und burger ferner bim eyd erkent: daß ihme nochmahlen solle geruffen werden, als am anderen landtag, mit widermahliger darlegung der kleideren vnd bysein beider gedachter herren.

Weilen nun der thäter widerumb nit erschinen, als habend mehh. räht vnd burger den dritten landtag angesetzt auf samstag den 5ten Augusti, der meinung, daß dem thäter solcher nach anleitung ihr gn. sazung solle durch offenen dreymahligen ruff kund gethan werden, so auf dem rahthausplatz beschehen soll.

Womit der erst und andere landtag verfüehrt und das blutgricht durch den weibel vßert beiden rahtstubenthüren aufgerufft worden.

Digitized by Google

Räht vnd burger by dem eyd auf dato den 5ten Augusti als angesetztem dritten landtag im rahthaus by offener thüren versamlet.

Herr schultheiß hat den vortrag gemacht wegen des den 31ten Mey letsthin in hiesigem stattbezirk an Vlli Suter dem fischer von Suhr beschehenen todschlags, deßen Bernhart Fricker, des Gulm Berneten sohn von Gränichen insonderheit beschuldiget wirt, aber entwichen und ungeacht gehaltenen erst- und anderen landtags nit erschinen, darumb dan auf den heütigen tag der dritte landtag angesetzt vnd ausgeköndt worden; derowegen mehh. räht vnd burger dem regierenden herren schultheißen in genommenem austritt kraft habender freyheit den blutbann widerum hingelichen, dergestalten, daß er nun in diser wichtigen sach bim eyd vmbfragen solle vnd möge.

Hierauf hat hr. großweibel Bueß innamen mrhh. räht und burger als bluträcher das recht auf den beklagten Bernhart Fricker begehrt vnd durch seinen erlaubten fürsprechen herr bauwmstr. Gysi anbringen laßen, weilen beklagter den erst- und anderen landtag vnbesucht vorby gehen laßen, daß er diser anklag halber sich auf den heütigen dritten landtag verantworte oder die gesatzmäßige straf leiden solle.

Da des abgeleibten kleider widerumb in den schranken gelegt worden.

Auf gethanen rechtsatz wurd bim eyd erkennt:

Daß dem beklagten Bernhart Fricker durch den kleinweibel under denen dreyen thoren noch für das dritt vnd letste mahl solle geruffen und für disen dritten landtag citirt werden vmb sich diser anklag halber zu verantworten, darzu ihme sicher geleit zugesagt sein solle, vnd sind dem kleinweibel zugegeben worden hr. Zacharias Wydler und hr. Joh. Heinrich Casthofer.

Weilen nun der kleinweibel und die ihme zugegebenen herren überbracht, daß der dritte rueff in gewohnter form behörigen orten beschehen seye, habend mehh. räht und burger erkent, zur endvrteil zuschreiten.

Inmaßen auf gethanen rechtsatz des h. klägers vnd gehaltene vmfrag durch die mehreren stimmen by dem eyd erkent vnd gesprochen: weilen vielgemelter Bernhart Fricker alle drey wegen obigen auf ihne geklagten todschlags an Vlli Suter dem fischer von Suhr auf obstehende zeit und ort beschehen, gehaltene offene landtagen, ohne sich deßwegen citierter maßen am rechten alhier zustellen vnd sich zu versprechen, vorby gehen lassen, als solle derselbe hiemit laut hochoberkeitlichen gesatzes fol. 79 und 164 [1])

[1]) Gerichtssatzung von Bern von 1615.


Digitized by Google

von fried in vnfrieden und von der sicherheit in vnsicherheit erkent sein, vnd auch allhiesige statt und dero friedkreis hundert und ein jahr lang nit mehr betretten; inmaßen, daß wann er darin ergriffen wurde, er in die gebührende straf gezogen werden solle, er habe sich gleichwohl mit des abgeleibten fründschaft versüehnt oder nicht. Wo auch er Fricker in hiesiger statt etwas eigenes haab und guths hätte, solte daßelbe zuhanden allhiesiger oberkeit confisciert und heimgefallen sein.

NB. Disere ganze verhandlung ist in der rahtstuben beschehen und hernach der ganze process substanzlich vor dem rahthaus in den schranken, dahin mehh. räht und burger sich begeben, verlesen worden.

Darauf der kleinweibel außgerufen:

Es hat nun jedermänniglich die an disem gehaltenen dritten landtag wider Bernhart Fricker von Gränichen ausgefelte endliche vrteil angehört und verstanden, welche ein jeder der ihn antreffen wird, ihme anzeigen und eröffnen mag.

Auf dis der dritte landtag aufgeruft worden.

Die vrteil ward by beschloßener thüren abgefaßet.

Es handelte sich im vorliegenden Falle höchstens um fahrlässige Tötung. Der Thatbestand ist im Ratsmanual ziemlich ausführlich dargelegt. Das Gutachten der Herren Medicorum vnd Chirurgorum, die die Leiche des Schneideruli öffneten, ging dahin, daß sie den Tod mehr einem Schlagfluß als aber einem Stoß und Fahl zumeßen.

Der Große Rat erkannte daher am 14. Julii 1719:

Jedoch weilen dises kein vorsetzlicher todschlag, soll der landtag im rahthaus by offener thüren gehalten werden vnd zwar auf künftigen montag der erst vnd andere landtag.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 93, fol. 149 ff. Vgl. dazu das Stadtrecht von Aarau in der Sammlung schweiz. Rechtsquellen, S. 426 n. 369.

4. Urfehde um Schwörens willen.

1405, 21. März.

Es ist ze wissende, dz Hans Wernher von Küngstein gesworn hắt einen eyd mit vff gehebter hand vnd mit gelerten worten liplich zu got vnd zu den heiligen an samstag vor oculi anno quinto, schultheißen vnd reten ze Arőw gehorsam ze sinde von des swerens vnd böser red wegen, so er vff der trinkstuben ze Arőw getắn hắt, alz er got vnd vnser frőwen des schnallenden übelz gewünschet hat, vnd da hắnt ime schultheis vnd rắt ein

Digitized by Google

buß geschöffet, daz er an samstag vor dem palm tag von der statt Arŏw găn sol vnd ăn gnad eines gantzen jares in ir gericht nit komen by dem vorgenanten sinem eyde, vnd danantbin stăt es an ir gnăd, vnd wenne er nach dem jare her wider in die gerichte wil, so sol er geben fünff phunt pfenning, ouch ăn gnăd.

Ouch hănt sy ime gebotten by dem vorgenanten sinem eyde von der stöss wegen, so er mit dem Segenser hatt, darzu nútzit ze tunde denne mit dem rechten.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 23, fol. 29.

5. Milderung der Strafe infolge eingelegter Fürbitte.

1457, nach 11. Wintermonat.

Anno [mcccc] lvij° nach Martini hant wir Cunrat Rasten in gefänkniß genommen, vmb das er búwmeister was vnd in der Kräpfinen ein merklich summ holz gehowen hat, das doch hoch vnd túr verbotten ist, darin er sin eid vnd ere verwurkt hat; desselben hat in nit benügt, er ist mit den räten, als er ouch im rat was, über der statt laden gangen vnd hat ein griff in ein seckel getan, als die andern rät das gelt gezelt hant, by iij pfunden oder mer, als er selbs verjehen hat, genomen vnd ist damit heim gangen vnd hat gesprochen, er müß zu eim teig lugen. Also ist die sach vßkommen vnd wolten wir ab im gericht han als ab einem úbeltätigen man, denn das er vns ab erbetten ward vorab durch der hochwirdigen muter gottes Marien vnd andrer vil erber lúten, priester, edel vnd vnedel, frowen vnd man, vnd also durch der grossen bitt willen ward im ein straf angeschlagen nach vswisung eines houptbriefs, doch so sol er ietz vnd die wile er lebt aller vnserer ämpter müssig gan als ein verteilter man. [Dise străf was hundert vnd sechszig guldin inhalt des alten buchs am x lvij blatt.]

Stadtarchiv Brugg: Rotes Buch VI, Bl. 55ª.

6. Sonderbare Strafjustiz in Aarau.

1573, 6. Weinmonat.

Schuldhes vnd rath zu Bern vnseren gruß zevor, ersammen lieben geträwen, wir habend vff hüt angehört verläsen, was ir vns vff vnser jüngst ervorderen zu bereitt, üwer zwifach gemelt vrtheil wider den gerichten Hans Öniger verstanden, dorüber zur gägen antwurt fügen wir üch gnädeklich zu vernemmen, das wir üwer handlung vnd grichs form gegen obgenampten Öniger geüpt, ganz frömbd vnd vngemas befunden, das ir erstlich der jänigen

Digitized by Google

fürpitt, so gägen üch interrediert[1]) vnd gnad werbung gethon, erhört, sy der selben gewert vnd also gnad vnd barmherzikeit dem strengen rechten fürgsetzt, sölichs auch noch gewonlichem bruch vor offnem gericht in menklichs der vmb stenderen in sunders des mißhandlenden menschen vnd syner fürpitteren zu- vnd anhör gehandlet, ouch üwere gnad vrtheil offentlich vßgesprochen, derselben den armen menschen, auch syne verwanten vnd fürpitter erfröwt, vnd volgends aber, als sych am gelt vnd vermögen mangel befunden, den vff gangnen costen ze ersezen vnd abzetragen, von der selbygen einzigen vrsach vnd geprästens wägen ine zum tod erkent, weliche vngebürliche grichs bruch vnd handlung vns gar hochlich beduret, vnd wie wol wir die selb jetz zmolen also, wie sy geschaffet vnd ergangen, gnädiger meinung wöllend beruwen laßen (dero doch sunst nit vergeßen), gelangt allein dorüber an üch vnser erst[1]) flisyg vermanung, das ir künftiger zit der glichen sachen nächen[1]) vnd flisyger bedenken wöllend, ordenlicher vnd geförmklicher diß vals ze handlen, das dem rechten gemes, auch byllich vnd üch rümlich sye. Domit synd gott befolchen.

Datum den 6. tag Octobris 1573.

Stadtarchiv Aarau: Berchtold Saxer, Freiheiten und Gerechtigkeiten der Stadt Aarau, fol. 66[a b]; Rotes Buch, fol. 168—170.

7. Untersuchung gegen eine Hexe in Aarau.

1586.

Elsi Hoptmans vergicht. Der hüneren halb wüße sy kein zal, ob es 100 oder mer ist, vnd das bi den 8 jahren lang; item 2 linlachen zu Horen gnan vnd zu Biberstein verkouft, item 7 eln zu einer jüpen irem fründ Bachli zu Brittnouw genommen vnd der Seckleren zekoufen gen, danne des Lentz Verwers frouwen ein grünen wiber schürlitz gnon, der zu Brugg vmb 10 bz. verkouft vnd ir tochter halb worden.

Danne gsagt, sye leider vor 19 wuchen zwüschen Denspüren vnd Asp der böß in bursmans kleidung zu ir kon vnd erstlich begert, by ir gschlafen, das sy verwilliget, hernach bgert, wöll sy leren hagel machen, da hab sy gsagt, da bhüt mih (!) gott vnd witers gsagt, sy lyd große armut vnd eins vnd ander, dan er gsagt, wöll ir bhilflich sin, da hab er iren etwas gen wöllen vnd gseit, es sye nit gelt, wen sy es zu handen von im neme, wols aber an ein orth legen, vnd witer sy glert, in einer eyer-

---

[1]) Sic!

schalen über d'Aren zefaren, da hab sy aber gseit, bhüt mich gott, da sye er von ir komen.

Item wie er von ir gscheiden, als er sy bschlafen, hats ein mechtig grüsch vnd töß geben, da hab sy gmerkt, das der tüfel sye, sye ouch kalt von natur gsin.

Es folgt das Bekenntnis einer Anzahl Diebstäle.

Item der tüfel hat zu ir gseit, wölle sy leren hagel machen, vnd hat gseit, söll sagen: tüfel ich beschweren dich, das du ein wetter machest mir.

Danne hab sy im verwilliget an der rechten hand den kleinen finger, sye aber sidhar nie komen. Item der tüfel habe sich Pöpeli gnempt.

Danne mit marter hat sy bkent: der tüfel hab sy bschlafen in eim hoüw hüslin nit wit von der brug vff der linggen hand vnd ir verheißen, in ir armut bhilflich sin.

Danne hab er iren in ein schrepfhörnli bulfer gen, darmit sy ein suw verhönt des vndervogts Denspüren, danne einer kalbelen zwüschen Küttigen vnd Denspüren solches z'eßen gen vor acht wuchen, wüß aber nit, wie's ir gangen, vnd des Heinis im höhen hus ein roß in der gaßen ob Herznacht vff dem ruggen gsalbet, ist hernach gstorben. Folgt das Geständnis einiger weiteren Fälle dieser Art und der Zusammenkunft mit 12 Weibern und dem Teufel Pöpeli auf dem Rütihof, wo ein hagel gsotten ward vnd dem tüfel nach gesprochen: haglen jetz ins düfels namen.

Elsi Hoptman, als sy verschreit, ein vnholdin zesin, ist sy gfangen vnd pinlich gfragt worden, vnd als sy dan ein guten theil verjechen, ist sy volgender nacht durch den bösen greizt, daß sy sich im loch niden an der mur leider selbs erhenkt, deßelben tags dornach ist sy vff dem Rein vßen zu eschen verbrent worden den 14. Brachmonats anno 86.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 28, fol. 456, 29, fol. 422 f.

8. Bestrafung eines jugendlichen Diebes in Aarau.

1590, 27. Brachmonat/7. Heumonat.

Sambstag nach Johanni ist gfangen glegen ein knab, heißt Hans Benteli, welcher am jarmarkt dem Heinrich Kellers frouwen ein brot gnon vnd, wie sy ims aberjagt, hat er sy zweimal ins antlit (!) gschlagen, ist also inglegt worden, doruff man in mit dem dumisen fragen laßen, der dan bkantlich, daß er — — (folgt nun auf $4^1/_2$ Folioseiten die Vergicht über eine lange Reihe von Diebstählen, teils in seiner Heimat zu Andelfingen, teils sonst im Zürcher Gebiet, sowie im Aargau, Thurgau, Schwyz, Unterwalden,

Digitized by Google

Luzern und im Hegau begangen, entweder allein oder mit andern Gesellen, auch einem meitli, heißt Bonescheübli; sie betragen samthaft 79 Brote, 13 Ankenballen, 9 Käse, 54 Linlachen. 16 Hemden, 10 Wamsel, 13 Schürletzwamsel, 1 lüntschen Mannenrock mit schwarzem taffet bsetzt, 2 Mäntel, 1 Paar Wollhosen, 1 Paar Schuhe, 1 lüntschen roten Wyberrock, 4 Dschopen, 2 Weibermäntel, 1 Winterhamsel, 2 Bombasyne, 1 Nadelband mit 5 Bz., etlich zwirneter Faden, 8 Stück Leder, 21 Gl. und 63 Bz.). Item er hat bekennt, syge mit etlichen syner gsellen zu Lenzburg gfangen glägen vnd habe inen einer, heyßt Hans, vsgholfen durch das sprachhüsli.

Diseren hat man von wegen siner jugent ans halsisen gstelt vnd volgentz ein ohr abhouwen laßen vnd den eid hinweg geben.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 29, fol. 559—563.

9. Der Nachrichter und das Publikum.

a) **1593,** 30. April/10. Mai.

Vff den letsten Aprellen hat man Joder Schörli, des nachrichters knecht in der gfenknus ghept von wegen das er dry köpf, so bald sin meister die in der hoptgruben abghouwen, zu Lenzburg vnder vnd an die lüth gworfen vß mutwillen, derhalben in vom meister von der statt gwisen, jedoch mag er alhie durch reisen, sonst sol er alhie nit wonen, hat ouch ein vrfeh (!) gschworen, sin gfangenschaft an nieman zerechen.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 30, fol. 41.

b) **1596,** 2./12. Christmonat.

Vff den 2. Cristmonats vor rhät vnd burgeren [in Aarau] ist abgrathen, diewil vil burger alhie, die mit M. Lorentzen dem nachrichter in sinem hus vnd anderen orten zechen, da aber schon etlich vor langist sind gwarnet worden, sich deßelbigen zemüßigen, vnd diewil aber min herren gsechend vnd hörend, daß solches zechen mit ime dem nachrichter je lenger je mer inryßt, so habend min herren erkhennd, das sy solches allerdingen wollend abgstelt han, dan so einer mer mit im eße vnd trunke vnds kuntlich vff in wirt, demselben sollend alle ehrliche gschelschaft (!) in wirtshüseren vnd sonst abgstrickt sin; darbi wil man bliben vnd jetzmalen sy alsampt oder jederman gwarnet han. Die wyber aber sollen hierinnen nit vergriffen sin.

Daselbst fol. 151.

Digitized by Google

10. Schellenwerk.

1615, 16./26. März.

Räte und Burger in Aarau beschließen, für die lüderlichen Gesellen, die sich weder an Gebot noch Verbot oder Gefängnis kehren, 1/2 Dutzend ysin gänskrägen machen zu lassen, die vnghorsammen anzufeßlen vnd mit muß, waßer vnd brot zur arbeit ynspannen. Am Rande wird zu diesem Beschluß bemerkt: Schällenwärk.

Daselbst: Ratsmanual 34.

11. Urteile wegen Gotteslästerung.

a) **1615,** 29. April/9. Mai.

Hans Müller der Lieber wird vor Rat zu Aarau verhört, ebenso am 1./11. Mai, macht widersprechende Aussagen, wird deshalb gefoltert und bekennt an der Marter, seine Frau Verena Morhardt, die bereits das fünfte uneheliche Kind erwartete, hätte ihm gedroht, wenn er sie nicht heirate, so werde sie ihn verklagen, daß er zu ihr gesagt habe: vnser herr gott sige auch ein hurer gsyn.

Die Frau läugnet, eine Konfrontation ist erfolglos. Am 2./12. Mai wird sie aus der Gefangenschaft vorgeführt und erklärt ohne Marter: sie habe mit ihrem jetzigen Manne zu thun gehabt, er sei aber nach erfolgter Schwängerung „rüw khöufig" worden und habe erklärt, das Kind wolle er nehmen, sie aber nicht; sie müsse mit ihm nach Bern vor das Chorgericht und werde dann ihres Fehlers wegen ertränkt werden. Doruf sy zu ihme gsagt, ob er sy dann allein für sein dirnen welle gehalten haben vnd sy in ein solliche noht bringen? Da hab er ihre geantwortet, ob es vnser hergott nit auch than habe? Sie habe darauf gedroht, diese Worte anzuzeigen, wenn er sie nicht heirate.

Vff disere bekhantnus ist Hans Müller widerumb mit angehenkten steynen vffzogen worden vnd an der marter beharret, dz er soliche grusamen wort von syner frouwen ghört vnd im in synen sinn nie khommen.

Darauf wird auch Verena Morhardt an der Marter aufgezogen und bekennt, diese Worte selbst gesagt und auf ihren Mann erdacht zu haben, damit er sie zkilchen führe. Tags darauf widerruft sie ihr Geständnis, wird daher vffzuzüchen vnd anzuhänken erkhent, bis sie die Vergicht wieder anerkennt. Die Sache wird nun vor Räte und Burger geschlagen, der Delinquentin werden die Prädikanten geschickt.

Digitized by Google

Am 4./14. Mai schicken Räte und Burger eine Delegation zu ihr, ob sie noch bekanntlich sei, die Vergicht wird ihr vorgelesen, sie verharrt dabei „styff". Hieruff sy nach altem gebruch wider an die marter gfüehrt, alda sy alles bestätigt. Ihre Verwandten und Kinder bitten um Gnade.

Urteil: einhellig und bei den Eiden wird erkannt, daß Verena Morhardt dieser Gotteslästerung wegen „durch den scharpfrichter mit dem schwährt vom lëben zum thod hütigen tags solle hingerichtet werden, also das ein wagenrad zwüschen dem lyb vnd dem houpt möge durch gfüehrt werden".

Die grusamen wort sollent von der zahrten jugent wegen in der verjycht nit gmelt, sonder vßglaßen werden.

Ein schultheis, der am ampt ist, soll vff dem platz persohnlich von ampts wegen erschynen wie zu glych myn herren.

Stadtarchiv Aarau: Ratsmanual 33, fol. 267—273.

b) **1616,** 31. Jänner/10. Hornung.

Stephan Oberman von Warmbach bei Rheinfelden, angeklagt der Gotteslästerung, des Fluchens und Drohungen, ferner „das er gegen seiner ordenlichen oberkeit das fünfte vhrphed vff ime trage", gesteht dies ein, schützt aber Trunkenheit vor. Urteil von Räten und Burgern zu Aarau: er soll dem Scharfrichter übergeben, von ihm auf den Marktplatz geführt werden und dort ein Kreuz auf die Erde machen und küssen, dann $^1/_2$ Stunde ins Halseisen an offenem Markt gestellt und endlich vom Scharfrichter mit Ruten aus dem Friedkreis verjagt und mit dem Eid verwiesen worden.

Daselbst fol. 315 f.

12. Ausschreiben betr. Fahndung auf Mordbrenner.

1550, 14. Heumonat.

Schultheis vnd rhat zu Bern vnsern grus zuuor ersammen lieben getrüwen, wir sind abermals bericht vnd gewarnet worden, wie vff ein nüws ein grusam mortbrönnen vorhanden vnd namlich so syend sechs houptmann darzu geordnet, da jeklicher dry oder vier hundert mortbrönner vnder im vnd ein sonderbar brönnzeichen haben sölle, gestaltet wie ir an hieringelegten truckten zedel sächen mögend. So nun wir vnd die vnser ouch ander vergangnen jaren durch die brönner merklich geschädiget, ist von nöten, das dise warnung nit allein nit verachtet, sonders menklich gut sorg, wacht vnd flissig vffsächen habe. Harumb vnser ernstlich will vnd meynung ist, das ir vff obgemeldt mortbrönner vnd

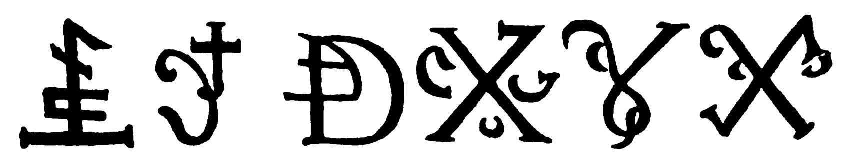
Digitized by Google

schädlich lüt acht habind, vnd wo die vberträtten, venklich angenommen werdind. Datum 14. Julii 1550.

Den ersammen vnsern lieben getrüwen schultheis vnd rhat zu Arouw.

Das zum Verschluß aufgedrückte Siegel ist gänzlich abgefallen.

Facsimile der gedruckten Beilage:



Stadtarchiv Aarau: Akten Bd. 167, Missiven III, Nr. 46.

Digitized by Google

Geschlechtertrennung in Strafanstalten

Aus den
Verhandlungen der Aufsichtskommission der Strafanstalt Zürich.

Mitgeteilt von

Professor Dr. *Emil Zürcher* in Zürich.

Die Beratung des Bauprogramms für eine neue Strafanstalt im Kanton Zürich hat auch der Frage nach der baulichen und administrativen Trennung oder Verbindung des Männer- und Weiberzuchthauses gerufen.

In dieser Richtung war der Direktion des Gefängniswesens unterm 26. Mai 1897 eine Eingabe des Schutzaufsichtsvereins für weibliche entlassene Gefangene zugekommen. Wir entnehmen der Eingabe folgendes:

«Mit Recht wird heutzutage die Gefangenschaft, die über die von den Gerichten verurteilten Glieder der menschlichen Gesellschaft verfügt wird, nicht nur als Strafe aufgefasst, sondern noch in höherm Masse als Erziehungs- und Besserungsmittel.

Es sind demgemäss die Gefangenanstalten derart einzurichten, und die Umgebung, in die die Gefangenen versetzt werden, soll derart beschaffen sein, dass sie ein möglichst günstiges Resultat dieser Besserung und Erziehung gewährleisten. Die Aufsicht über die Gefangenen soll wie die Arbeit, die ihnen zugewiesen wird, keinen andern als günstigen Einfluss ausüben können. Die schlimmen Elemente unter den Gefangenen werden voneinander getrennt, damit sie sich möglichst wenig berühren, möglichst wenig aufeinander einwirken.

In unserm Verkehr mit entlassenen weiblichen Sträflingen hat sich uns die Erfahrung aufgedrängt, dass es bei der Einrichtung des Küchendienstes ganz besonders schwer fällt, die oben angedeuteten Grundsätze durchzuführen.

Das Essen für die Männerabteilung wie für das Weiberhaus und das zahlreiche Wartpersonal wird gegenwärtig in ein und derselben Küche von weiblichen Gefangenen zubereitet. Die Arbeit, die von frühmorgens 4 Uhr bis abends 7 Uhr dauert, ist eine schwere zu nennen. Da sie Per-

Digitized by Google

sonen von kräftiger Konstitution voraussetzt, so ist Ablösung nur selten möglich. Wie sollte es auch anders sein, da gegenwärtig auf cirka 300 männliche Sträflinge und das zahlreiche Aufsichtspersonal cirka 30 weibliche entfallen? Die wenigen zum Küchendienst geeigneten Personen sind aufs äusserste angestrengt und stehen dabei unter einer einzigen Aufseherin, die sich bei 15stündiger Arbeit unmöglich die nötige geistige und körperliche Frische bewahren kann, um ihre oft schwierig zu behandelnde Umgebung jederzeit richtig zu leiten und angemessen auf sie einzuwirken. Die Köchinnen entbehren ferner der Sonntagsruhe. Und schliesslich ist nicht zu übersehen, dass ihnen aus ihrer Arbeit wenig Nutzen für ihr späteres Leben erwächst. Einer kleinen Küche vermag noch keineswegs vorzustehen, wer in einer grossen Hand angelegt hat, und wo wäre eine grosse Küche zu finden, in der die Freigelassenen sofort in Dienst treten könnten?

Abhülfe kann hiergegen unseres Ermessens auf keinem Wege besser erzielt werden als dadurch, dass für jede der beiden Abteilungen eine besondere Küche mit besonderem, aus den betreffenden Abteilungen genommenem Personal eingerichtet würde. Das hätte zur Folge, dass entsprechend der verhältnismässig kleinen Zahl weiblicher Gefangener die Küche der Weiberabteilung wenig Arbeit erfordern würde. Es könnten auch schwächere Personen zum Küchendienst herangezogen werden; es könnte öfters Abwechslung des Personals eintreten, zugleich auch den einzelnen Sträflingen mehr Abwechslung in der Arbeit zugeteilt werden; insbesondere könnten dann alle Weiber ohne Unterschied und gleichmässig zu den äusserst wichtigen Handarbeiten, wie Nähen und Stricken, herangezogen werden und darin Übung erlangen, ein für ihr späteres Leben in der Freiheit äusserst wichtiger Umstand; zudem würde verhütet, dass eine grössere Anzahl von den gefangenen Frauen den ganzen Tag in enger Berührung steht.

Da in den Plänen für die Neuanlage vorgesehen ist, das Weiberhaus als selbständiges Gebäude in seiner eigenen Einfassungsmauer zu erstellen, liesse sich unser Vorschlag um so eher ausführen, als das Überbringen der Speisen nach dem Männerhaus seine Schwierigkeiten hätte und hierfür passende Vorrichtungen erstellt werden müssten.

Durch Einrichtung zweier Küchen wären somit Männer- und Weiberhaus zwei voneinander unabhängige Anstalten, die nur die gemeinsame Direktion und Verwaltung hätten. In Frankfurt a. M. soll, wie Herr Direktor Curti kürzlich erwähnte, dieses System bestehen. Man soll in der Trennung dort noch weiter gehen und sogar die Wäsche des Männerhauses von Männern besorgen lassen. Auch in St. Gallen hätte mit der Wäsche diese Einrichtung bestanden.

Dass eine gänzliche Trennung für die Gefangenen von grossem Vorteil wäre, ist einleuchtend, wenn man weiss, wie leicht es Weiber giebt, die von dem blossen Gedanken, dass Männer in der Nähe sind, erregt werden, sich dadurch von der Arbeit abziehen lassen, oder dass gar das Verlangen sie erfüllt, sich denselben bemerkbar zu machen. Wie fein werden nicht oft die Fäden gesponnen, die herüber und hinüber führen! — Zudem würde durch eine gänzliche Trennung die Stellung der Aufseherinnen nicht unwesentlich erleichtert. Die Aufseherinnen, die von den Gefangenen unbe-

Digitized by Google

dingten Gehorsam zu verlangen haben, erreichen einen solchen nur dann, wenn sie selber unantastbar dastehen. Es sollte darum sogar jede Möglichkeit genommen sein, an dieser Unantastbarkeit zu zweifeln. Wie schwer ist das in einer Anstalt, wo männliches und weibliches Personal in öfteren Kontakt kommen. Man sei versichert, dass sogar tiefgesunkene Personen ein feines Gefühl haben für die moralische Tüchtigkeit ihrer Vorgesetzten und solche zu würdigen wissen.

Dass die Erstellung einer zweiten, allerdings viel kleinern Küche die Anlage etwas verteuern würde, ist nicht zu leugnen. Doch liesse sich die dadurch überflüssig gewordene Arbeitskraft für Kundenwäscherei für die nahe Stadt oder Ähnliches verwenden. Wenn die Wäsche für das Männerhaus den Weibern verbliebe, so könnte eine gewisse Entschädigung hierfür, wie für Näh- und Flickarbeit, dem Weiberhaus als Einnahme verrechnet werden. Jedenfalls würde es den Anschauungen, die sich in der Gegenwart mehr und mehr Bahn brechen, sicher nur entsprechen, wenn die Einrichtungen für die weiblichen Gefangenen nicht sowohl mit Rücksicht darauf getroffen werden, wie der Betrieb der ganzen Anstalt, die zu $^9/_{10}$ Männer enthält, möglichst billig geschehen könne, sondern mit Rücksicht darauf, wie die Erziehung und Besserung auch der weiblichen Gefangenen möglichst erfolgreich bewirkt würde. Der Staat hat ein sehr gewichtiges Interesse daran, dass die Sträflinge, also auch die weiblichen, möglichst gebessert die Anstalt verlassen und dadurch vor Rückfällen thunlichst bewahrt werden.»

Diese Eingabe veranlasste eine Umschau in andern Strafanstalten. Die uns umgebenden Grossstaaten haben die Geschlechtertrennung vollständig durchgeführt, indem sie für die Weiber besondere Anstalten gebaut haben und betreiben. In der Schweiz hat Neuenburg je eine besondere Anstalt für Männer in Neuenburg und für Weiber in Môtiers. Letztere Anstalt muss, um auch nur auf einen Bestand von 20 Gefangenen zu kommen, neben Verurteilten auch noch Untersuchungs- und Polizeigefangene aufnehmen.

Die Strafanstalt Zürich zählte je am Ende des Jahres

1897 . . .	213	männliche,	26	weibliche	Sträflinge.
1896 . . .	208	„	20	„	„
1895 . . .	196	„	20	„	„
1894 . . .	176	„	17	„	„
1893 . . .	177	„	25	„	„
1892 . . .	204	„	33	„	„
1891 . . .	170	„	28	„	„
1890 . . .	204	„	27	„	„
1889 . . .	184	„	30	„	„
1888 . . .	220	„	25	„	„
Im Durchschnitt	195	männliche,	25	weibliche	Sträflinge.

Digitized by Google

Diese Zahlen zeigten allein schon, dass die Erbauung eines besonderen, örtlich getrennten Weiberzuchthauses mit durchaus selbständiger Leitung und Verwaltung für den Kanton Zürich unthunlich wäre. Auch konnte man nach der Fassung, welche zuletzt der revidierte Artikel 64[bis] der Bundesverfassung erhalten, nicht wohl hoffen, dass in absehbarer Zeit die Vereinheitlichung des Strafvollzuges so weit gediehen sein werde, dass ein Weiberzuchthaus für einen grösseren Teil der Schweiz etwa in Frage käme.

Anderseits war man aber auch von Anfang an gewillt, für die Weiberabteilung ein besonderes, von der Männerabteilung möglichst sicher abgesperrtes Gebäude zu errichten, dessen Betrieb allerdings unter die Direktion und Verwaltung der Männeranstalt gestellt würde. Es konnte sich nur noch fragen, wie weit man mit Bezug auf das eingangs erwähnte Gesuch die unbestreitbaren ökonomischen Vorteile fahren lassen wollte, die damit verbunden sind, wenn die weibliche Arbeit in den Dienst der Gesamtanstalt gestellt werden kann.

Die Verhältnisse in den schweizerischen Anstalten sind in dieser Richtung recht verschieden geordnet.

St. Gallen trennt auch im Betriebe die beiden Abteilungen vollständig, so dass die Männer für sich kochen und waschen.

In *Lausanne* dagegen wird die Küche und die Wäscherei für die ganze Anstalt von den Männern besorgt. Herr Direktor Favre schrieb uns hierüber:

« Depuis 1864, il existe au pénitencier de Lausanne une maison spéciale pour les femmes. Cette maison est en communication avec la grande maison des hommes par un corridor couvert. Le rez-de-chaussée de la maison des femmes est occupé par des services accessoires pour l'établissement entier: lessiverie, cuisine, boulangerie, dans lesquels ne sont occupés que des hommes; mais l'escalier montant à l'étage est fermé, et le directeur et son remplaçant sont les seuls hommes qui en aient la clef.

Le service de cuisine est unique pour toute la maison; il est fait par des hommes. J'ai pour cela un employé chef de cuisine et des aides détenus. Il est interdit aux employés d'entrer dans la cuisine. Pour le service des femmes nous avons un ascenseur, dont la porte est fermée. A l'heure des repas, la surveillante de service descend et ouvre, le cuisinier porte la nourriture à l'ascenseur et celle-ci est montée, puis l'ascenseur est fermé de nouveau. Si j'avais à organiser quelque chose de neuf, je proposerais une cuisine à part pour les femmes, surtout lorsqu'elles sont en nombre assez grand.

Digitized by Google

J'ai déjà dit que pour les lavages, ils sont faits par les hommes, le nombre des femmes n'étant pas trop grand pour subvenir aux travaux de couture. Je me suis bien trouvé de cette organisation.

Les femmes ont la lessiverie à disposition de temps en temps pour les lavages qui leurs sont exclusifs.

Autant que possible, le quartier des femmes devrait aussi avoir son service de blanchissage à part.

Au point de vue de la sûreté, nous ne nous occupons pas outre mesure des femmes. Deux surveillantes au moins couchent dans des chambres qui peuvent être mises en communication avec le corridor entourant les cellules. La garde de nuit passe autour du bâtiment.

La surveillance est le point important. — Depuis le mois de novembre 1894, j'ai comme surveillantes des diaconesses de St-Loup et je ne puis que m'en féliciter. La surveillance est excellente, l'influence morale très bonne et je n'ai presque plus de punition à infliger. »

In *Lenzburg* wird Küche und Wäsche für die ganze Anstalt von den Frauen besorgt. Herr Direktor Hürbin sprach sich entschieden für dieses System aus:

« Bis zum Jahre 1874, also zehn Jahre lang, kochten hier auch die Männer, und wie? Ich ruhte nicht, bis dieses Institut abgeschafft und die Küche in den Weiberflügel verlegt war, wo sie aus mehrfachen Gründen auch hingehört. Die Weiber haben mehr Sinn für Reinlichkeit und Reinhaltung als die Männer. Solang die Männer hier kochten, verging keine Woche, ohne dass Beschwerden von Gefangenen einliefen, dass sie dieses oder jenes Unappetitliche im Essen gefunden hätten. Seit die Weiber kochen, haben solche Reklamationen ganz aufgehört. Sodann sind die Weiber fleissiger als die Männer (ich spreche natürlich nur von denen im Zuchthaus). Neben zwei Küchenaufsehern, die den ganzen Tag nur « versuchten », schmarotzten und andern Aufsehern zuschmuggelten, befanden sich in der Küche und im Zurüstungslokal noch sechs Sträflinge. Dasselbe und noch mehr und Besseres bringen jetzt eine Köchin und drei gefangene Weiber zu stande. — Endlich verfährt eine Köchin viel haushälterischer und sparsamer als ein Chef. »

Herr Direktor Hürbin hält bei günstigeren baulichen Einrichtungen, als die bisherige Strafanstalt Zürich allerdings besitzt, und bei guter Ordnung und Aufsicht die Gefahr des Verkehrs zwischen männlichen und weiblichen Sträflingen für durchaus vermeidbar.

Die Beamtenkonferenz der Strafanstalt Zürich zollte den guten Absichten, welche der Schutzaufsichtsverein für weibliche entlassene Gefangene bekundete, ihre volle Anerkennung und räumte auch ein, dass es wohl einiger Mehrkosten wert wäre, das Ziel einer völligen Abschliessung der Weiberabteilung zu

Digitized by Google

erreichen. Dennoch kam sie dazu, die Beibehaltung der Besorgung der gemeinsamen Anstaltsküche und Wäscherei durch die Weiber zu befürworten.

«Erstens würde eine Trennung von Küche und Wäscherei der Weiber und Küche und Wäscherei der Männer die Verwaltung sehr komplizieren und die Betriebskosten bedeutend erhöhen. Eine Küche, nur von Männern besorgt, würde sehr viel zu wünschen übrig lassen, und besonders am Tische der Angestellten würden fortwährend Klagen laut werden. Noch schlimmer würde es mit der Wäscherei werden. In Freiburg i. Br. haben sie die Erfahrung gemacht, dass die Männer nicht nur schlecht wuschen, sondern auch viel Zeug verdarben, so dass man von dort die Wäsche jetzt zur Besorgung nach Bruchsal schickt. Mit der Wäscherei ist aber auch die Flickerei an Hemden, Strümpfen u. dgl. verbunden, die man den Männern nicht wohl anvertrauen dürfte.

Wir können uns auch nicht verhehlen, dass auch dann, wenn die weibliche Abteilung der Strafanstalt abgetrennt und ganz auf sich selbst gestellt würde, doch immer noch zuweilen Männer dieselbe betreten müssten. Abgesehen von den Beamten der Anstalt müsste doch zuweilen der Schlosser in der Küche, an den Dampfkesseln, den Gas- und Wasserleitungen Reparaturen ausführen, Brennmaterial und Lebensmittel müssten durch Männer ins Haus geschafft werden u. s. w. Der Gedanke einer getrennten Haushaltung ist wohl recht, aber die Ausführung brächte grössere Schwierigkeiten und geringere Vorteile, als man sich vorstellt.

Immerhin könnten die Verbesserungen, welche die Frauen gewiss mit Recht anstreben, in etwas anderer Weise zu ihrem Rechte kommen. Was erstlich die Erleichterung für das Küchenpersonal anbetrifft, so kann dieselbe durch ein neues Reglement, das die Arbeitszeit herabsetzt, herbeigeführt werden [1]). Auch könnte durch öftern Wechsel der Gefangenen bei der Küchenarbeit etwas geholfen werden. Die angestrebte sittliche Hebung der Weiberabteilung würde am besten gefördert, wenn die Besoldung so festgesetzt werden könnte, dass stets für die Stelle der Oberaufseherin eine gebildete, charakterfeste Person reiferen Alters zu gewinnen wäre.»

Die Aufsichtskommission trat ebenfalls der Ansicht der Beamtenkonferenz bei. Niemand wird sich darüber wundern, dass die ökonomischen Momente schliesslich die ausschlaggebenden waren. Die kantonale Souveränität auf dem Gebiete des Strafvollzuges ist eben eine teure Sache, man muss da etwa Ersparnisse auf Kosten anderer Interessen machen.

Die Frage des Weiberzuchthauses ist übrigens nur ein Teil des weitergehenden Postulates, für verschiedene Kategorien

---

[1]) Seither hat die Aufsichtskommission der Strafanstalt Zürich beschlossen, den Oberbehörden die Reduktion der Arbeitszeit von 12 Stunden im Sommer und 11½ Stunden im Winter auf 11 und 10½ Stunden zu beantragen. Die Rücksicht auf die überanstrengten Angestellten machte eine solche Diensterleichterung dringend wünschbar.

Digitized by Google

von Verbrechern verschiedene Anstalten zu haben. Alt ist das Verlangen nach besondern Anstalten für Jugendliche, nach einem Zellengefängnis für besonders gefährliche und lebenslängliche Verbrecher, schon lange hat man einer Anstalt für irre Verbrecher gerufen. Der Vorentwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuches hatte ein Verwahrungshaus für Unverbesserliche gefordert. Die Ordnung einer Anstalt muss in sich einheitlich und uniform sein; der modernen Anforderung, Strafe und Strafvollzug zu individualisieren, kann nur durch eine Mehrheit von Anstaltsarten nachgekommen werden. Wie viel könnten wir da mit denselben Mitteln erreichen, wenn wir unsere Kräfte sammeln wollten und die Gefangenen, statt nach dem Begehungsort, nach ihrem Charakter sondern und in verschiedene Anstalten weisen würden! Vielleicht dass uns doch die durch Art. 64bis der Bundesverfassung zugesicherte Bundeshülfe einen Schritt weiter fördern wird [1]).

---

[1]) In der Sitzung des Grossen Rates des Kantons Neuenburg hat, wie einem Zeitungsberichte zu entnehmen war, Staatsrat Berthoud im Verlaufe der Budgetberatung darauf aufmerksam gemacht, dass die Frage einer interkantonalen romanischen Strafanstalt für Frauen in kurzer Zeit in Beratung gezogen werde.

Digitized by Google

Drei Fragen aus dem Gebiete der Schutzaufsicht.[1]

Von

J. V. Hürbin, Direktor.

---

1. Welche Massnahmen sind zu treffen, um die unmittelbare Rückfälligkeit nach der Strafvollendung zu verhindern?

Um die unmittelbare Rückfälligkeit nach der Strafvollendung zu verhindern, giebt es nach meiner Auffassung *kein sicheres Mittel* als die *Nachhaft*, wie dieselbe in § 362 des deutschen Reichsstrafgesetzbuches vorgesehen ist, wo es heisst: „Bei der Verurteilung zur Haft kann zugleich erkannt werden, dass die verurteilte Person nach verbüsster Strafe der Landespolizeibehörde zu überweisen sei. Die Landespolizeibehörde erhält dadurch die Befugnis, die verurteilte Person entweder bis zu 2 Jahren in ein Arbeitshaus unterzubringen oder zu gemeinnützigen Arbeiten zu verwenden."

Als Präservativmittel sekundärer Art sind aufzuführen: *Belehrungen* während der Strafzeit und eindringlicher, auf die Folgen hinweisender *Zuspruch bei der Entlassung, Vorsicht bezüglich Aushändigung des Pekuliums* (gar mancher klagte schon beim Wiedereintritt in die Strafanstalt: „Wenn ich nüchtern gewesen wäre, so hätte ich das nicht gemacht"), *Versorgung* beim Austritt *mit Arbeit* und *Verdienst* (Arbeiterheim als Übergangsstation, wo es im allgemeinen an Arbeitsgebern mangelt oder am nötigen Vertrauen fehlt), *ernsthafte Durchführung der Detention*, gepaart mit Menschenliebe, aber fern von aller Sentimentalität und Zugänglichkeit für Verstellungskünste, *Schutz-*

---

[1]) Der internationale Kongress für Schutzaufsicht im Juni 1898 zu Antwerpen hat für die zweite Sektion drei Fragen aufgestellt, welche auch ins Gebiet des Strafvollzuges gehören.

Digitized by Google

aufsicht in ihrer ganzen Thätigkeit und *persönliche Fühlung* mit den Schutzbefohlenen.

2. *Sollten nicht für eine gewisse Klasse von Entlasslingen, die zwar guten Willen, aber wenig Widerstandskraft haben, bleibende Asyle geschaffen werden, und wie sollten letztere eingerichtet werden?*

Einem beträchtlichen Teile der Entlassenen gebricht es an *sittlicher Kraft*, in der Freiheit sich aufrecht zu erhalten. Auch die aufs strengste durchgeführte Detention kann sie von dieser Schwäche nicht befreien. Sie haben bei der Entlassung zwar immer gute Vorsätze und machen die besten Versprechungen. Ja ihre Vergehungen sind in der Regel auch keine Kapitalverbrechen, sondern leichterer Natur. Allein es fehlt ihnen die Kraft, ihren guten Vorsätzen nachzukommen. Sie bleiben „*Zuchthauskunden*" und verursachen den Polizeibehörden und Polizeiorganen, den Gerichten und den Strafhäusern grosse Mühe und Arbeit. Sind sie wieder eingebracht und in der Strafanstalt an den alten, wohlbekannten Posten gestellt, so fühlen sie sich wieder ganz heimisch und glücklich. Ja sie können es nicht begreifen, wie man es während ihrer Abwesenheit und ohne ihr Zuthun daselbst hat machen können. Warum sollte man ihre Sehnsucht nicht erfüllen und solchen Leuten in einem sogenannten *Arbeitskloster* nicht das Bürgerrecht schenken, da sie von Natur doch nicht für die Freiheit geschaffen zu sein scheinen und in derselben sich nicht zu bewegen verstehen?

Die Einrichtung einer solchen Anstalt [1]) wäre ganz einfach; denn diese Individuen sind leicht zu handhaben und bereiten keine Schwierigkeiten. Sie arbeiten den ganzen Tag unverdrossen zu und ducken sich und geben in der Regel zu keinen Klagen Anlass. Wenn sie sich nur täglich dreimal *recht satt* essen können. Der Betrieb einer solchen *Versorgungsanstalt* stellt an den Sicherheitsdienst keine grossen Anforderungen. Sie gehen nicht davon, sondern sind froh, bei jeder Witterung ein Unterkommen zu haben. Gemeinsame Arbeit, auch landwirtschaftliche, und nachts Absonderung in Einzelschlafzellen, das wäre die ganze Einrichtung. Wahrscheinlich wäre auch nicht einmal eine Ringmauer nötig.

[1]) Vgl. Art. 22 und 41 des Vorentwurfes für ein schweiz. Strafgesetzbuch von Prof. Dr. Carl Stooss.


Digitized by Google

3. Ist es angezeigt, für die Gefangenen eine periodische Zeitschrift herauszugeben und Vorträge durch Personen, welche der Anstaltsverwaltung ferne stehen, halten zu lassen?

Das Wesen der Freiheitsstrafe beruht auf *dem Entzuge der persönlichen Freiheit* und *Selbstbestimmung* und in der *Verhinderung an jeglichem Verkehr mit der Aussenwelt*, ausgenommen mit den nächsten Verwandten. Dem Strafgefangenen dürfen also die gewöhnlichen Tagesneuigkeiten nicht mitgeteilt oder zum Lesen angeboten werden. Zeitschriften und Zeitungen politischer Natur sind somit aus der Strafanstalt ausgeschlossen. Was sollte eine periodische Zeitschrift für Gefangene dann noch für Stoffe behandeln? Offenbar nur solche *gewerblicher*, *naturwissenschaftlicher*, *geographischer* und *volkswirtschaftlicher* Art überhaupt. Solcher Zeitschriften giebt es aber jetzt schon unzählige. Soll man ihre Zahl noch vermehren und für Gefangene eine Art Anthologie oder Chrestomathie herausgeben? Ich glaube nicht. In jeder gut geleiteten Strafanstalt ist zum Gebrauche der Strafgefangenen eine Lesebibliothek vorhanden. Für diese erwerbe man populär geschriebene Zeitschriften gewerblichen, naturwissenschaftlichen, geographischen und volkswirtschaftlichen Inhaltes in einer dem Bedürfnis entsprechenden Anzahl und biete sie den Gefangenen als Bibliothekschriften zum Lesen an. Was seinem Inhalte nach keine gute Volksschrift ist, ist auszuschliessen, also alles, was man unter dem Kollektivnamen „Schundlitteratur“ begreift.

Auf gut und fasslich geschriebene Zeitschriften belehrenden Inhaltes kann man die Gefangenen, die Interesse und Verständnis dafür haben, auch *abonnieren* lassen. So halten z. B. einige Gefangene unserer Anstalt den schweizerischen „Gartenbau“ oder die „Schweizerische landwirtschaftliche Zeitschrift“, einige auch das „Schweizerheim“, andere die schweizerische „Handwerkerzeitung“ oder den „Fortbildungsschüler“. Alle diese Blätter sind viel billiger auf diesem Wege, d. h. vom Verleger zu beziehen, als wenn man sie für Gefangene besonders zustutzen und in kleinerer Anzahl herausgeben wollte.

Sollte man bei Herausgabe einer periodischen Zeitschrift *für Gefangene* aber daran denken, *speciell* und *absichtlich* auf ihre Geistesrichtung zu wirken und zu *moralisieren*, dann lasse man die Sache erst recht bleiben; denn die Sträflinge sind höchst misstrauische Leute. Sie merken die Absicht sehr bald und

Digitized by Google

werden verstimmt. Solche *absichtlich* für sie geschriebene Bücher und Zeitschriften lassen sie ruhig liegen und geben sie, wenn sie der Bibliothek gehören, ungelesen wieder zurück.

Ich schliesse also dahin: Es ist zweckmässig, den Strafgefangenen periodische Zeitschriften gewerblicher, naturwissenschaftlicher, geographischer, volkswirtschaftlicher und allgemein ethischer Art zukommen zu lassen, sei es durch das Mittel der Strafhausbibliothek, sei es durch Abonnement. Diese Zeitschriften sollen aber nicht für Sträflinge geschrieben sein, sondern vom allgemeinen Büchermarkte erworben werden und dazu dienen, die Gefangenen, welche vom Weltverkehr abgeschnitten sind, auf dem „Laufenden" zu erhalten.

Was endlich die *Vorträge* durch fremde Personen betrifft, so muss ich entschieden davon abraten. Diese Einrichtung ist für Strafanstalten zu umständlich und passt, auch abgesehen vom Mangel an Zeit und von der ausserordentlichen Inanspruchnahme des auch seiner Ruhe bedürftigen Aufsichtspersonals, nicht zur zweckmässigen Vollziehung des *Sicherheitsdienstes.* Der Neugierde der Sträflinge würden solche Vorträge schon entsprechen, offenbar aber mehr der Person, als der Sache wegen. Die Neugierde soll aber bei diesen Leuten gerade nicht befriedigt werden. Überhaupt ist daran festzuhalten, dass nicht alles für alle passt, zumal nicht für *Sträflinge.*

Digitized by Google

Ärztliches Gutachten

über den

Geisteszustand des Johannes Braun von Chur [1]

erstattet von dem

Gerichtsarzte Dr. *Joseph Jäger* in Chur,
Direktor der Irrenanstalt Waldhaus.

I. Aus den Akten.

Braun, Johannes, von Chur, geboren 1853, ledig, Rebmann, ist angeklagt, am 6. Mai l. J. seine eigene Braut, Barbara Calonder von Trins, durch Messerstiche getötet, zwei andere Personen schwer und eine dritte leicht verletzt zu haben.

Über die hereditären Verhältnisse des Angeklagten erfahren wir aus den Akten, dass sein Vater ein rabiater, böser Mann und Trinker gewesen sei. Sein Bruder war ebenfalls Potator; im Rausche roh und händelsüchtig. „All diese Leute tranken einen bösen Wein", sagt ein Zeuge.

Der Angeklagte war in der Jugend gut geartet, begabt und besuchte mit Erfolg die Schule, aus der er gute Zeugnisse heimbrachte. Später wurde er ein notorischer Trunkenbold. Zum Weintrinken gelangte er in seiner Eigenschaft als Rebmann und Torkelmeister. „Man habe ihn gerne gehabt und ihm deshalb viel zu trinken gegeben." Vom Wein kam er ans Bier. In den Siebzigerjahren war er in einer Brauerei angestellt, bis man ihn dort wegen Trunksucht entliess. Er trank dort mit ein paar andern um die Wette, in welch edelm Streite er es dazu brachte, dass er an zwei

[1]) Das Kantonsgericht von Graubünden hat den Johannes Braun am 11. November 1897 schuldig erkannt «der in verschuldeter Unzurechnungsfähigkeit begangenen Tötung ohne Vorbedacht an Anna Barbara Calonder, schweren Körperverletzung an Math. Jecklin und mittelschweren Körperverletzung an Ursula Jecklin». Braun wurde nach Abzug der Untersuchungshaft mit $2^1/_2$ Jahren Gefängnis und 10jähriger Einstellung in den bürgerlichen Rechten bestraft. Vergl. diese Zeitschrift, X. Jahrgang, 1897, S. 406 ff.: «Totschlag begangen durch einen Bewusstlosen».

Digitized by Google

sich folgenden Tagen je 36 Schoppen Bier trank. Aus der Brauerei gelangte er wieder in die Reben; fand aber seines Trinkens und seiner Unsolidität wegen nicht mehr dauernde Arbeit, so dass er allmählich zum Taglöhner herabsank und nun allerlei Hantierungen betreiben musste. Mit der Verschlechterung der Verhältnisse griff er „zum Gläschen des armen Mannes“, trank Schnaps und zwar „vom billigsten und schlechtesten“. Er holte seinen Trank weniger im Wirtshaus, als vielmehr aus erster Quelle, auf Rechnung, aus dem Laden. Sein Lebensmittelbezugsbüchlein aus dem Jahr 1892 enthält zur Hauptsache die Namen: „Schnabs, Trester und Taback“. Immerhin wurde auch noch Wein getrunken, denn im gleichen Jahr 1892 holte Braun bei einer einzigen Wirtin, vom 5. bis 20. November, im ganzen 87 Liter Wein à 60 Rappen.

Im Jahre 1892 verlobte sich B., zog aus der elterlichen Familie weg und richtete sich für den eigenen Hausstand ein. Da erhielt er von der Braut die Absage, worauf er 3 Jahre lang allein haushaltete. Dies Alleinsein ruinierte ihn gar sehr, da er viel trank, unregelmässig lebte und sich schlecht nährte. Eine zweite Verlobung, einige Jahre später, ging ebenfalls aus, weil die Eltern der Braut die Trunksucht B.'s kannten und fürchteten. Nach Verfluss dreier Jahre kehrte er wieder zu Mutter und Bruder zurück und verblieb bei ihnen, bis der Bruder vor cirka einem Jahre starb, und die Haushaltung sich auflöste. Seither lebte der Angeklagte wieder allein.

Übereinstimmend wird B. geschildert als ein gutmütiger, dienstfertiger und arbeitsamer Mann, sofern und solange er nüchtern war, aber in angetrunkenem Zustande sei er barsch, roh, grob und händelsüchtig gewesen. Wegen Streit und Skandal zwischen den zwei trunkenen Brüdern, die etwa aneinander gerieten und sich prügelten „wie im Krieg“, musste einmal, Ende der Achtzigerjahre, die Polizei einschreiten. Die nächsten Verwandten gelangten mehrmals, aber ohne Erfolg, an die Behörden mit dem Ansuchen, selbe sollen den B. wegen seiner Trunksucht und Grobheit „zu Handen nehmen“.

Über die Art und Weise, wie sich der Angeklagte in angetrunkenem Zustand gelegentlich aufführte, enthalten die Akten unter anderm folgende Beispiele: Von einer befreundeten Frau, die ihre Schweine im Stall seiner Mutter hatte, verlangte er eines Abends, indem er mit der Mistgabel drohte, sofortige Wegnahme der Schweine. Andern Tags schien er von dem Vorgang nichts mehr zu wissen. — Vor 4 Jahren erschien er vor dem Hause eines Arbeitgebers und stiess böse Drohungen aus. Die Bedrohten glauben, er sei damals im Delirium gewesen. Auch von dieser That schien

Digitized by Google

er andern Tags nichts mehr zu wissen. — Einmal, zur Zeit, da er allein hauste, kam er nachts ins Haus der Mutter gesprungen und hatte eine derartige Angst, „er werde vom Landjäger abgefasst“, dass er nicht in einem Zimmer allein bleiben durfte, und ihn die Mutter aus Erbarmen in ihre Kammer aufnehmen musste.

Im Militärdienst soll er einmal einen epileptischen Anfall erlitten haben, worauf er ins Spital kam.

Wie oft er schon das Delirium tremens hatte, ist aus den Akten nicht ersichtlich. Seit 1892 war er dreimal im Stadtspital wegen Delirium. Der Spitalarzt schreibt darüber: „Braun kam:

1. 1892 am 24. Mai und blieb bis 28. Mai. Auf geeignete Behandlung trat rasch Ruhe ein, so dass Patient in einigen Tagen entlassen werden konnte.

2. 1893. 10. November bis 25. November mit furibundem Delirium tremens aus dem Militärdienst hereingeschickt. Er demolierte uns die ganze Isolierzelle samt Inhalt. Ich berichtete damals an den Oberfeldarzt dahin gehend, der Braun habe schon mehrfach an Delirium tremens gelitten, sei ein unverbesserlicher Potator, in seinem Delirium unzurechnungsfähig und somit auszumustern.

3. 18. Dezember 1896 bis 23. Januar 1897 von der Polizei hereingebracht, weil er krank und komplet verwahrlost, in einem Stalle liegend, aufgefunden worden. Es stellte sich auch diesmal Delirium tremens ein, immerhin nicht so hochgradig wie Anno 1893; jedoch musste er auch diesmal 4 oder 5 Tage in die Zelle und war physisch komplet gestört.“

Seit dem Tod des Bruders lebte, wie schon bemerkt, Braun wieder allein. Am 1. September 1896 kam er als Mieter zu Herrn Jeklin, mit dem er bis zur blutigen That in bester, ungetrübter Freundschaft lebte. In der Folge verlobte er sich, nun das dritte Mal, mit der Magd Jeklins, der Jungfrau Barbara Calonder aus Trins. Sowohl laut Versicherungen Brauns, als auch nach Beobachtungen der gesamten Umgebung, herrschte zwischen den beiden Brautleuten, bis zum Ende, lauter Eintracht und Liebe; von Differenzen irgend einer Art finden sich nirgends auch nur Andeutungen. Am 27. April waren die Brautleute vor dem Civilstandsamt, wo nichts auffiel, und auf Anfang Mai erschien ihre Eheverkündigung im Amtsblatt der Stadt Chur.

Schon einige Tage vor der That fiel Braun durch mancherlei auf. Er wollte umziehen und wurde damit, trotz fremder Hülfe, gar nicht fertig, weil er öfters trunken war. Auch lag er in den letzten 14 Tagen viel am Tag im Bett, schlief nachts schlecht und träumte schwer. Eine in der Kammer nebenan schlafende Person hörte ihn in den Nächten stöhnen und jammern.

Digitized by Google

Am 27. April wurde er wegen Trunkenheit aus der Arbeit entlassen.

Einem Zeugen fiel er am 1. Mai im Wirtshaus durch seinen wirren Blick und sein Hinstieren auf.

Zwei Tage vor der That sagte er einer Frau, die ihm zur Verlobung gratulierte, in barschem Tone: „Man weiss noch nicht, was es giebt.“ Die Frau fürchtete sich vor dem Auftreten und sonderbaren Benehmen Brauns.

Einer andern Frau fiel er während des „Robens“ [1]) auf, „er war zu dieser Zeit finsterer als gewöhnlich und aufgeregter“.

Cirka 8 Tage vor dem Fall fiel er der Mutter und einer Schwester auf. „Er hatte so rollende und verstörte Augen.“

Am Tag vor der That kam er 11 Uhr morgens zu seiner Schwester und „machte ein kurioses Gesicht; es war ihm nicht recht in der Haut“. Er verlangte beständig von der Schwester, sie solle die Thüre schliessen, und erzählte, es habe ihn einer aus dem Irrenhaus „abklöpfen“ wollen; derselbe sei hinter einem Birnbaum gestanden. Dabei machte er mit der Hand so kuriose Bewegungen und zitterte am ganzen Leib. Die Schwester lud ihn zum Essen ein, worauf er erwiderte, er müsse fliehen. Sie sagte zu ihm, „was hast für einen Verfolgungswahn?“ und riet ihm, auf den Estrich zu gehen, denn dort thue ihm niemand etwas. Braun ging auf den Estrich, kam $^1/_4$ Stunde später wieder herunter, redete neuerdings vom „Abklöpfen“ und zitterte. — Um 1 Uhr kam er nochmals ins Haus der Schwester und machte, ganz gegen seine Gewohnheit, dem Schwager Komplimente, wie vor einem Fremden. Er erhielt vom Schwager Arbeit bei einem Gartenzaun mit einem andern. Eine Stunde darauf lief er von der Arbeit weg und gelangte auf Umwegen wieder zu Schwester und Mutter. Er zitterte am ganzen Leib, rollte die Augen und brachte vor, der andere habe gesagt, die Arbeit sei fertig. Wieder zur Arbeit zurückbeordert, kehrte er nach $1^1/_2$ Stunden schon wieder zurück und gab an, der andere habe ihm gesagt, der Schwager komme, er solle schnell gehen. Auf neue Zurechtweisung nahm er die Arbeit wieder auf. Er war immer im Zittern und sagte, obschon niemand in der Nähe war, man solle still sein, denn alle Arbeiter hören zu. Die Schwester erzählt weiter: „Cirka $^1/_4$ vor 5 Uhr kam er wieder, und zwar in einer Hast und einem Sprung. Er sagte zu mir, ich sollte ihm doch ein Winkelchen zeigen, wo er sitzen oder liegen könne, ohne dass man ihn sähe und ohne dass man ihn fortnehmen könne. Ich wies ihm dann aber eine andere Arbeit an, er zog den Rock aus und es ging eine Weile, bis er in seiner Aufregung einen Ort gefunden

[1]) *Roben,* d. h. die Mietwohnung wechseln, umziehen.

Digitized by Google

hatte für den Rock. Abends suchte er denselben, fand ihn aber nicht, so dass er noch am gleichen Orte hängt. Obschon auf den andern Tag zur Arbeit bestellt, zeigte Braun sich nicht mehr."

Ich gelange nun zur Darstellung der Blutthat. In der Nacht vom 5./6. Mai feierte Braun seine Brautnacht, d. h. die Braut lag bei ihm, sie verkehrten geschlechtlich und blieben die ganze Nacht wach. Die Braut war am Morgen des 6., als sie zu ihrer Dienstherrschaft kam, ganz gegen ihre Gewohnheit verstimmt und erzählte, Braun habe sie in der Nacht am Arme gerupft und gesagt: „Komm, schau! zwischen den beiden Bäumen da draussen ist ein Gottesacker und ein Grab, und Kinder pflücken Blumen ab, und der Schwager und die Mutter und die Schwester sind auch draussen und weinen." Sie habe ihm das auszureden versucht; aber er sei darauf bestanden. Die ganze Nacht sei er unruhig gewesen, habe die Augen furchtbar verdreht, so dass es ihr gefürchtet habe. Morgens, als sie vom Frühstück redeten, meinte er, das sei das letzte Mal, dass sie miteinander essen. Ferner behauptete er, er habe einen Brief bekommen mit der Nachricht vom Tode der Schwester.

Um 11 Uhr, als ihn die Calonder besuchte, musste sie mehrmals klopfen, bis er ihr öffnete. Er sass am Tisch beim Essen und warf der Braut einen scharfen Blick zu. Nachmittags 3 Uhr erschien er zweimal bei Jeklins, redete nichts und erwiderte keinen Gruss. Die Leute fürchteten ihn, „denn er hatte ein kurioses, ganz zusammengeschrumpftes Gesicht". Etwas vor 4 Uhr verlangte er, angekleidet, in der nahen Wirtschaft eine Flasche Bier, erhielt sie aber nicht, worauf er sich brummend entfernte. Um 4 Uhr ging Herr Jeklin zu ihm. Braun lag im Hemd im Bett und gab keine Antwort. Dem sich Entfernenden rief er dann in barschem Tone nach: „Die Braut soll gehen, wo die zweite auch", und dann wieder: „Sie soll allein heraufkommen."

Kurze Zeit darauf stürzte Braun vollständig nackt, „wie eine Rüfe" bei Jeklin in die Küche, wo die Calonder und das 14jährige Mädchen Jeklin beschäftigt waren, und versetzte der Braut mit seinem Taschenmesser tödliche Stiche in die Brust und dem Mädchen einen in die Seite. Auf das Geschrei der Verwundeten sprang Jeklin herzu, drückte die von Braun festgehaltene Thüre auf, in welchem Augenblicke ihm der Angeklagte mit dem Rufe: „Ich will euch schon zeigen" zwei Stiche in den Bauch (Blase) versetzte. — Nun flohen alle drei Verwundeten vors Haus, auf die Strasse, wo die Calonder alsbald umfiel und verschied. Braun sah vom Fenster herunter zu, wie Jeklin die Sterbende aufzuheben versuchte, und sprang dann mit dem blutigen Messer in der Hand ebenfalls auf die Strasse, wo bei seinem Anblick alles was konnte die Flucht

Digitized by Google

ergriff. Die splitternackte Gestalt, „die mit ausgebreiteten Armen“, ein Messer in der Hand und „mit zu Berge stehenden Haaren“ daherstürzte, trieb auch einen in vollständiger Ausrüstung des Weges kommenden Soldaten der eidgenössischen Armee in die Flucht. Der Soldat und Herr Jeklin retteten sich in die nahegelegene Wirtschaft zum Felsenkeller und drehten von innen den Schlüssel der Thüre. Als aber Braun „mit seinen furchtbaren Augen“ vor der Glasthüre des Lokals erschien, die Scheiben zertrümmerte und Anstalten machte, die Thüre zu öffnen, entflohen der Soldat, Herr Jeklin und das Schenkpersonal durch die hintere Thüre aus der Wirtschaft. Einzig der Eigentümer der Wirtschaft stellte sich Braun entgegen und stiess ihn mit der Hand durch die zerbrochenen Scheiben zurück, wobei ihn der Angeklagte mit dem Messer an der Hand ungefährlich verletzte. Braun liess aber nicht nach, fuhr fort, die Scheiben zu zerschlagen, wobei er sich an Hand und Arm selbst verletzte, drehte den Schlüssel und kam ins Lokal. Jetzt ergriff sein Gegner einen Stuhl und drückte damit den Eindringling zur Thüre hinaus und warf ihn die Treppe hinunter, so dass er ins Kies fiel. Braun stand alsbald auf und ging heimwärts davon. Auf dem Heimwege stiess er mit dem Messer und dem Rufe: „Was willst du?“ gegen einen Bekannten, der ihn anredete, und ebenso gegen ein kleines Mädchen, aber ohne zu verwunden. Darauf holte er in der Wohnung eine Axt, trat neuerdings vors Haus, schwang drohend Messer und Axt und warf schliesslich beide weg mit den Worten: „Da habt ihr's.“ Dann kam er, immer noch ganz nackt, vor die Hausthüre Jeklins, blieb dort eine Weile stehen und verschwand dann im Haus.

Die rasch herbeigeholte Polizei fand den Braun völlig nackt im Bette liegend. Er machte auf dieselbe den Eindruck, als sei er vollständig im Delirium, denn er schaute ganz stier drein, stiess unartikulierte Laute aus und leistete weiter keinen Widerstand, als man ihm Hände und Füsse band. Bis der Transport in die Irrenanstalt bewerkstelligt werden konnte, blieb Braun gebunden im Bette liegen und gab in der Folge auf einige Fragen zum Teil richtige, zum Teil verwirrte oder unpassende Antwort. Aus denselben klingt das Gefühl durch, dass er etwas Furchtbares angestellt habe und nun sterben müsse. Den Weg in die Anstalt legte B. raschen Schrittes zu Fuss und schweigend zurück.

Das Begleitzeugnis des Herrn Dr. Köhl besagt, dass B. an *Delirium tremens* leide und *vollständig unzurechnungsfähig* sei.

Digitized by Google

II. Beobachtungen in der Anstalt.

Braun wurde nach der That von der Polizei in die Irrenanstalt gebracht. Ich finde ihn im Wartezimmer halbnackt und blutend; er zittert am ganzen Leibe und beklagt sich über Kälte. In der That ist es draussen kalt. Auf Befragen nennt er mir seinen Namen und den Ort, wo man ihn hingebracht. Auf die Frage, was er angestellt habe und warum er blute, erzählt er eine verwirrte und abenteuerlich gefärbte, von der Wirklichkeit ganz abweichende Geschichte über eine Balgerei, die er mit dem Wirt vom Felsenkeller vorhin, etwa um 8 Uhr morgens, gehabt habe. Er meint, es sei Morgen, und ist in der Zeitrechnung um einen Tag zurück. Er folgt willig dem Wärter, lässt die Wunden behandeln und steigt ins Bad. Er zittert immerfort am ganzen Leib und hat auch Trema der Zunge und Hände. Im Bad trinkt er gierig mehrere Becher voll kaltes Wasser, worauf er stark nach Alkohol riechende Massen erbricht. Er ist beständig in Bewegung, macht allerlei zwecklose Manöver, phantasiert vor sich hin, giebt aber dazwischen auf wiederholtes Befragen über seine Person, sein Alter etc. richtige Auskunft. Meine Mitteilung, „er habe eine Frau erstochen“, nimmt er völlig gleichgültig hin, und auf langes Befragen, „wer das sein möchte“, nennt er den Namen Menga Veraguth. Ein weiterer Diskurs ist unmöglich, da er anfängt, krampfhaft zu husten, und völlig tonlos wird, so dass man ihn nicht mehr verstehen kann.

Nach dem Bad isoliert und ins Bett gebracht, schläft er bald ein und ist die ganze Nacht mit wenig Unterbrechung schlafend.

Am 7. morgens zeigt er sich misstrauisch, schaut und zeigt verstohlen gegen die Thüre und behauptet, der Wirt vom Felsenkeller sei auf dem Gang draussen, er höre ihn reden; derselbe sei auch nachts hier gewesen. Dann erzählt er, dass er gestern morgen, „wo noch keine Schulkinder auf dem Wege gewesen seien“, nackt (wie das gekommen, wisse er nicht) herumgesprungen, und dass er sich mit dem Wirt vom Felsenkeller gebalgt habe. Er meint, letzterer werde ihn nun wohl beim „Freien Rhätier“ und „Stadtanzeiger“ verklagen, und er müsse ihm nun einige Zeit aus dem Wege gehen. Die Balgerei mit dem Wirt erzählt er heute wieder wesentlich anders als gestern. Dabei gerät er in Eifer, macht uns allerlei Fechterstellungen vor und zeigt ganz genau, wie sie sich gepackt, gedreht, was er dabei kalkuliert und erwogen habe. Dann giebt er uns eine Instruktion über einige vorteilhafte Griffe beim Ringen. — Im weitern Gespräch wird ihm wieder gesagt, dass er eine Frau erstochen habe. Darauf ist er einen Augenblick erschrocken und meint: „Das kann nicht sein, das wäre ja grässlich, da käme ich ja mein Leblang hindera.“ In ideenflüchtiger Weise geht er aber

Digitized by Google

sofort auf ein anderes Thema über und hält uns mit Kennermiene einen Vortrag über die verschiedenen Wirkungen von Wein, Most, Bier, Schnaps und Sauser, wobei er besonders die berauschende Wirkung des „Röhrlens“ beim Sauser rühmt, denn er habe davon allemal einen prächtigen Dampf bekommen. Bei diesem Geschwätz ist B. in vorzüglicher, man könnte sagen weinfröhlicher Laune; vom finstern Mörder mit nagendem Gewissen merkt man in dem jovialen Plauderer gar nichts. Die Mitteilung von der erstochenen Frau scheint er sofort vergessen zu haben, da er weder uns noch die Wärter um näheren Aufschluss ersucht, sondern den ganzen Tag schläft und abends auf die Geschichte nicht mehr zu sprechen kommt. Abends meint er, er sei nun so gut hergestellt, dass er wieder heimgehen könne, doch sei es ihm auch gleich, noch da zu bleiben. Er meint wieder, es sei Morgen (weil er den ganzen Tag geschlafen hat), und ist in der Wochenrechnung ganz desorientiert.

Der heute morgen aufgenommene körperliche Befund ergiebt nichts anderes als: gerötete Konjunktiven, Zittern der Zunge und Hände und vergrösserte Leber.

In der Nacht vom 7./8. Mai schläft B. wieder wie ein Felsen, erwacht am Morgen ganz munter und steht auf. Seine Aufführung ist musterhaft; dabei ist er ganz sorglos, frägt auch nicht nach den Vorgängen der letzten Tage und wundert sich nur, dass die Woche schon so weit fortgeschritten. — Wir sprachen mit B. nun gar nicht mehr über die Blutthat und sorgten dafür, dass ihm auch keine Zeitungen zu Gesichte kamen.

Am 9. schrieb er einen Brief an die Angehörigen, worin er von seiner lieben Anna Barbara redet und die Schwester bittet, selbe zu besuchen, um ihre Meinung zu vernehmen.

Am 10. war B. beunruhigt und in etwas gedrückter Stimmung. Er erzählte ungefragt nun folgendes: „In der Nacht vom Mittwoch auf Donnerstag (5./6. V.) hat es mir geträumt, dass ich ganz splitternackt mit offenem Messer von meiner Wohnung über die Strasse nach dem Felsenkeller ging und dort Einlass verlangte. Die Wirtschaft war geschlossen; da schlug ich mit der rechten Faust die Thürscheibe ein und wollte eintreten, als der Herr Wirt mir entgegentrat. Ich versetzte ihm mit dem Messer einen Streich in die Seite und ebenso der Kellnerin — wahrscheinlich war es die Lena — die neben ihm stand. Da packte mich der Wirt und warf mich die Treppe hinunter; ich aber fiel in die Knie. Ich musste dann gehört haben, wie der Wirt sagte, „er wolle mir schon heraushelfen“. Da dachte ich, er gehe um einen Revolver, und sprang davon, um mich zu Hause zu verstecken. Bei meiner Woh-

Digitized by Google

nung ist mir Herr Jeklin begegnet, der mich fragte, was ich da anstelle. Auch mit Jeklin habe ich nun gerungen, aber das Messer nicht gebraucht. Darauf bin ich auf mein Zimmer gegangen. — Auch hat mir geträumt, es habe mir hier dieser Tage jemand gesagt, dass ich eine Frau getötet habe, „was Gott verhüten möge, Herr Jesus, Herr Jesus“. Es ist aber jedenfalls nur ein böser Traum.“

Am 11. erschien Braun in unserer Gegenwart zum erstenmal vor dem Verhörrichter. Das Verhör nahm den von uns erwarteten Verlauf. Braun beteuerte, von all den Blutthaten nichts zu wissen, erzählte auch hier wieder seinen bösen Traum und vernahm unter Zittern und Thränen die furchtbare Geschichte. Gleichen Tages wurde er ins Inquisitenhaus übergeführt.

Die weiteren Verhöre fielen in Bezug auf das Erinnerungsvermögen des B. gleich negativ aus wie das erste. Auch von verschiedenen Äusserungen und Vorgängen des 5. Mai will er nichts wissen, so z. B. von seinen Verfolgungsideen, von seinem Hin- und Herlaufen, vom Fortlaufen von der Arbeit, von dem vergessenen Rock etc.

III. Gutachten.

Braun leidet an chronischem Alkoholismus. Diese Diagnose eingehender zu begründen, ist wohl überflüssig, da schwerlich jemand an deren Richtigkeit zweifeln wird. Ich erinnere daher nur in ätiologischer Hinsicht an die von Braun seit vielen Jahren und in allen landläufigen Formen genossenen, enormen Mengen von Alkohol; in symptomatischer Hinsicht an die Verschlechterung und Verrohung des ursprünglich guten Charakters, an seine bis zur Unbrauchbarkeit angelangte Unzuverlässigkeit, an seine Zornmütigkeit und Händelsucht, an seine bis zur Unbesinnlichkeit gesteigerte Reizbarkeit, an seine verschiedenen Delirien und den epileptischen Anfall, den er im Militärdienst erlitten haben will. Es ist kaum daran zu zweifeln, dass er diesen Anfall wirklich gehabt hat, denn Epilepsie findet sich bei Trinkern in etwa 10 % der Fälle. Sie ist hauptsächlich vorhanden bei den schweren Formen des Alkoholismus.

Den Richter wird nun am meisten die Beantwortung der Frage interessieren: „In welchem Zustand befand sich B. zur Zeit, als er die Blutthaten verübte?“

Die Antwort hat bereits Herr Dr. Köhl gegeben. „B. leidet an *Delirium tremens* und ist vollständig unzurechnungsfähig.“

Digitized by Google

Das Delirium tremens ist eine in den chronischen Verlauf des Alkoholismus eingeschobene, akute, stürmische Episode. Der Ausbruch des Deliriums ist nie ein plötzlicher. Als Vorboten desselben finden sich vielfach gastrische Zustände, auffällig verändertes Aussehen, schlechter Schlaf mit ängstlichen Träumen und öfterem Aufschrecken, Verdriesslichkeit, Reizbarkeit und Angstgefühle bis zum Lebensüberdruss, nervöse Unruhe u. dgl. Die Dauer dieses Vorstadiums kann bis 12 Tage betragen. — Der eigentliche Paroxysmus ist ausgezeichnet durch Delirien und Tremor (daher der Name). Das Delirium dreht sich vorzugsweise um Hallucinationen, namentlich des Gesichtes. Die Hallucinationen haben vorwiegend einen schreckhaften und feindlichen Inhalt. Sie sind es, welche die Kranken in beständige Agitation versetzen, ihnen allerlei Ideen (der Verfolgung) aufdrängen und sie zu rücksichtslosen und unsinnigen Angriffs- und Abwehrhandlungen zwingen Hand in Hand mit Sinnestäuschungen und Wahnideen geht eine traumhafte Umnachtung des Bewusstseins, die sich zeitweilig zur völligen Bewusstlosigkeit steigert. Der Kranke weiss nicht mehr, wo er ist, und verkennt die Umgebung ganz. Der Schlaf fehlt auf der Höhe der Erkrankung völlig und die Unruhe ist eine beständige. Die Lösung der Krankheit erfolgt fast immer durch einen viele Stunden und Tage dauernden tiefen Schlaf.

Betrachten wir an Hand dieser kurzen Skizze unsern Fall, so finden wir zunächst, dass der ätiologische Boden zu einem Delirium bei Braun gegeben war. Zum Überfluss wissen wir noch, dass er schon mehrere Delirien durchgemacht hat und also um so leichter ein weiteres acquirieren konnte.

Durchgehen wir die Akten, so finden wir darin das einleitende Stadium unverkennbar dargestellt. Der Mann fällt den verschiedensten Personen auf durch verändertes Aussehen, rollende, verstörte Augen, Hinstieren etc.; er fällt auf durch seine Aufgeregtheit, die ihn hindert, das Roben zu vollenden; er schläft schlecht, stöhnt und jammert in der Nacht; es ist ihm offenbar unwohl, denn er liegt viel am Tag, er hat Angstgefühle, denen er in sonderbaren, bedrohlichen Reden, wie „Man weiss nicht, was es giebt“, Ausdruck verleiht.

Am 5. Mai, dem Tage vor dem Delikt, deliriert Braun bereits. Wer mit solchen Zuständen auch nur einigermassen bekannt ist, der wird aus den Angaben der Schwester die

Digitized by Google

Diagnose stellen. Da ist die Rede von gar allem, was zum Delirium gehört, da ist der Tremor, da sind Gesichts- und Gehörhallucinationen, da ist Verfolgungswahn, da ist Bewusstseinsstörung, da ist Unruhe und Angst etc. Darüber, dass sich das Delirium vom 5. in die Nacht und auf den 6. Mai fortsetzt, erhalten wir Gewissheit aus den Angaben der Braut, welche bei ihm die Nacht zubrachte. Sie hätte noch mehr zu erzählen gewusst, wenn der Tod ihren Mund nicht versiegelt hätte. Auch über den Grund ihrer ungewöhnlichen Verstimmung am Morgen braucht man sich nicht den Kopf zu zerbrechen, da das Zusammensein mit einem Bräutigam, der von Tod und Grab halluciniert, nicht zu den erwarteten Annehmlichkeiten einer Brautnacht gehören dürfte.

Wir haben also am 6. morgens ganz sicher einen Deliranten vor uns, der sich nach dem gewöhnlichen Verlauf der Krankheit dem Paroxysmus nähern muss. Dazu kommen noch als aufregende Momente die durchwachte Nacht und der geschlechtliche Umgang hinzu, die mit beigetragen haben werden, den Rest von Fähigkeit der Selbstbestimmung über den Haufen zu werfen und das noch flackernde Bewusstsein völlig auszulöschen, so dass Braun der reine Spielball seiner Delirien wurde. Entschieden wurde die Krankheit im Irrenhause in empirisch wahrer Weise durch den kritischen langen Schlaf. Diese Lösung, zusammen mit dem Bericht der Akten und den Beobachtungen, die wir am Kranken selbst machen konnten, lassen über die Richtigkeit der Diagnose, Delirium tremens, keine Zweifel mehr aufkommen.

Es wird nun vielleicht, trotz dieser Diagnose, die Frage nach dem Grade der Bewusstseinsstörung zur Zeit der That aufgeworfen.

Meine Antwort lautet: „Braun ist zur Zeit der Blutthat bewusstlos gewesen.“ Zum Beweise führe ich vor:

1. Die That selbst. Dieselbe trägt nicht nur den Stempel geistiger Störung, sondern den der bewusstlosen Raserei an der Stirn. Man muss hinter dieser ungeheuerlichen That, die ohne eine Spur äusserer Veranlassung, ohne einen Hauch rationeller Beweggründe dasteht, hinter diesem gegen Freund und Braut, gegen Erwachsene und Kinder, gegen Belebtes und Unbelebtes wie blind wütenden, nackten und seine eigene Haut nicht

Digitized by Google

einmal schonenden Menschen sofort den Bewusstlosen, einen Epileptiker, Deliranten, oder einen Verwandten der beiden, erkennen. Vergegenwärtigen wir uns den mit dem Messer in der Hand nackt daherstürmenden und um sich stechenden Braun, so fällt einem unwillkürlich der wütende Amokläufer Indiens ein, der, den Dolch in der Hand, durch die Strassen rennt und jeden niederstösst, den er erreicht. Der Amokläufer ist vogelfrei, wie ein wildes Raubtier, und die Polizei jener Länder soll mit einer langen Gabel bewaffnet sein, um derartige Wüteriche aufzufangen. Hätte der Soldat unserer Akten statt des nutzlosen Gewehres eine solche Gabel nebst Instruktion besessen, so hätten wir ein Stück Indien in Chur erlebt.

2. Der bewusstlose Zustand Brauns wird höchst wahrscheinlich gemacht durch die Nachricht von analogen Vorkommnissen in seinem Leben. Es sind in den Akten zwei Fälle aufgeführt, wo Braun in gefährlichen Drohungen sich erging, von denen er nachher offenbar nichts mehr gewusst. Ferner wird aus dem Spital von einem Delirium berichtet, in dem Braun gleich wie am 6. Mai getobt und zerstört hat.

3. Wird die Bewusstlosigkeit des Thäters bewiesen durch das Fehlen der Erinnerung nach der That. Alles, was aus Braun herausexaminiert wurde, sind bloss traumhafte, gefälschte und verschobene Erinnerungen, die sich auf den Schluss des Dramas beziehen.

Es ist einigen Zeugen aufgefallen, dass B. nach der Fesselung einige richtige Antworten gab. Diese Thatsache hat nichts Verwunderliches an sich, da sie sich leicht durch kurze Remissionen des Deliriums erklärt. Es ist allbekannt, dass der Delirant schon durch kräftige Ansprache momentan zur richtigen Rede und Antwort gebracht werden kann, um gleich darauf wieder ins Delirium zu verfallen. Nun ist B. unter anderm eine Treppe hinuntergeworfen und gebunden worden, welche Proceduren ihn sicherlich etwas aufrütteln mussten, nachdem vorher eine so starke psychische Entladung stattgefunden hatte.

Eine Zeitung (sie dürfte mit ihrer Meinung nicht allein sein) schreibt über den Fall: „Daselbst (im Felsenkeller) war die Wirtschaftsthüre verschlossen, aber Braun schlug eine Scheibe der Glasthüre ein und öffnete so die Thüre, handelte also mit voller Überlegung.“ Der Schreiber bedenkt offenbar nicht,

Digitized by Google

welche Unmasse komplizierter, zweckmässiger Handlungen wir alle, Tag und Nacht, richtig vollführen, ohne alle Überlegung, rein aus Übung, automatisch und instinktiv. Er bedenkt nicht, dass der Somnambule im tiefsten Schlaf erstaunlich zweckmässig handeln kann. Wir dürfen uns also nicht wundern, wenn auch der Delirant Ähnliches leistet, obschon er jeglicher Überlegung bar ist.

Ich schliesse mein Gutachten dahin:

1. *Braun leidet an chronischem Alkoholismus.*

2. *Er war zur Zeit der That im Delirium tremens und beging dieselbe in bewusstlosem Zustande.*

Digitized by Google

QUESTIONS

ADMISES AU PROGRAMME

DU

CONGRÈS PÉNITENTIAIRE INTERNATIONAL

DE BRUXELLES — 1900.

PREMIÈRE SECTION

Législation pénale.

1° Quels seraient, dans l'ordre d'idées indiqué par le Congrès de Paris, les moyens les plus pratiques d'assurer à la victime d'un délit l'indemnité qui peut lui être due par le délinquant?

Parmi les résolutions votées par le Congrès de Paris [1]) se trouve la suivante: «Le Congrès décide qu'il y a lieu de «prendre en très sérieuse considération les propositions qui «lui ont été soumises à l'effet d'attribuer à la partie lésée «une portion des gains réalisés par le travail du condamné «au cours de sa détention, ou à l'effet de constituer une «caisse spéciale des amendes sur les produits de laquelle des «secours seraient accordés aux victimes d'infractions réprimées «par la loi pénale; mais, estimant qu'il ne possède pas, en «l'état, des éléments suffisants d'appréciation pour la solution «immédiate de ces questions, il décide d'en renvoyer l'étude «plus approfondie au prochain Congrès international.» C'est

---

[1]) Comptes rendus du Congrès. Rapports de la Ire section, page 311.

Digitized by Google

pour répondre à ce vœu que la question est de nouveau inscrite au programme, et il s'agit de réunir dans les rapports qui seront élaborés dans les différents pays les éléments capables d'élucider la question.

2° Faut-il admettre l'extradition des nationaux?

3° Quels sont les principes à suivre en déterminant les limites de la compétence de la justice criminelle quant à la poursuite de délits commis à l'étranger ou en coopération avec des individus, nationaux ou étrangers, résidant à l'étranger?

Le développement rapide des relations et des communications internationales, en faisant disparaître peu à peu les barrières qui les entravaient et tendaient à séparer, sinon à certains égards à isoler les pays et les nations, tend à produire des difficultés de plus en plus graves à l'action préventive et répressive de la société. Elargissant le terrain d'opération des malfaiteurs et leur permettant d'échapper à la surveillance et à la poursuite en passant les frontières, la facilité des communications a fait naître de nouvelles formes de délits, des associations internationales, ou une exploitation méthodique de l'étranger. Il suffit de rappeler le nombre de plus en plus considérable de voleurs et d'escrocs étrangers qui font des voyages professionnels en pays étrangers ou qui affluent partout où ils espèrent trouver moyen d'exercer leur métier sans courir beaucoup de danger d'être pris en flagrant délit, et ils ont toute faculté de disparaître à temps ou de mettre en lieu sûr le produit de leur crime. Les complices dont ils se servent, les banquiers de voleurs, les receleurs sont également à l'abri des poursuites, et les formes multiples et ingénieuses d'escroqueries ou autres fraudes commerciales peuvent plus ou moins facilement s'opérer d'un pays à l'autre par le moyen d'opérations et de manœuvres habiles. Dans la plupart des cas, ces malfaiteurs échappent à une poursuite ou à une condamnation, grâce à l'état actuel de la législation pénale internationale, qui, sans être restée absolument stationnaire, est loin d'avoir suivi la marche rapide du développement social international. Il y a deux points surtout qui semblent mériter une sérieuse considération et que, par conséquent, la

Digitized by Google

Commission a cru devoir soumettre au Congrès en posant les questions 2 et 3 de la première section. La plupart de ces délits échappent à la répression, parce que la poursuite ne peut aboutir, à moins d'être faite au lieu du délit. Si elle est faite dans le pays d'origine où s'est réfugié le malfaiteur, cette poursuite offre tant de difficultés qu'on y renonce, parce que les limites très restreintes que la plupart des législations fixent à la juridiction du juge concernant les délits commis à l'étranger, assurent à ces faits une impunité absolue, non seulement pour le malfaiteur quand il a réussi à rentrer dans sa patrie, mais encore à l'égard de ses complices ou autres associés qui se trouvent entre les mains de la justice locale. Il y a donc lieu d'examiner d'abord si, dans l'état présent des relations internationales, les objections contre l'extradition des nationaux qui jusqu'ici ont prévalu dans la majeure partie des législations, objections qui souvent étaient dictées par le sentiment national, ont encore assez de force et de réalité pour leur sacrifier les intérêts sérieux de la répression, et, en second lieu, si les principes qui jusqu'ici ont déterminé dans la plupart des législations les limites de la juridiction concernant les délits commis à l'étranger, répondent réellement aux conditions actuelles des rapports internationaux.

4° Y a-t-il des catégories de délinquants auxquels puisse être appliquée la sentence indéterminée et comment cette mesure doit-elle être réalisée?

Le principe des sentences indéterminées, introduit dans la législation pénale de quelques Etats de l'Amérique du Nord, a donné des résultats tels qu'il compte de plus en plus dans ce pays de nombreux partisans, non seulement parmi les criminalistes, mais surtout parmi ceux qui sont chargés de l'exécution des peines ou qui, comme membres de sociétés de patronage, sont en contact avec les condamnés pendant et après leur détention. Il s'agit de porter cette question devant le prochain Congrès, d'éclairer l'opinion publique sur les avantages et les inconvénients des sentences indéterminées et d'examiner dans quels cas ce principe pourrait être appliqué en Europe. La Commission pénitentiaire a surtout voulu offrir aux pénologistes des Etats-Unis l'occasion d'exposer l'origine

Digitized by Google

de ce système, les dispositions législatives qui ont été adoptées et la manière d'exécuter ces sentences et, enfin, de communiquer au Congrès les résultats des expériences faites dans leur pays.

5° *Quelles mesures pourraient être recommandées dans le but de réprimer les actes délictueux généralement commis sous le nom de chantage? Y a-t-il lieu notamment d'établir une procédure spéciale pour la poursuite de ce genre de délits?*

Il s'agirait de prendre une mesure législative qui tendrait à réprimer dans la mesure du possible ce fléau, véritable danger social. Il peut revêtir diverses formes: tantôt il se présentera sous les dehors d'une action en justice qui, d'apparence fondée, recèle dans le fond une manœuvre coupable pour arriver à obtenir une somme pour prix du désistement; tantôt il se présentera sous la forme d'un article de presse qui, en faisant envisager la menace d'articles scandaleux, ne tend qu'à extorquer une somme d'argent à l'effet d'acheter son silence; tantôt il s'offrira sous la forme de lettres menaçant de relever un scandale ou un secret important au cas où la victime refuserait de payer une somme; il pourra revêtir, enfin, toute autre façon de menace ou de contrainte morale. Quels seraient les moyens pour faire cesser ces abus?

IIe SECTION

Institutions pénitentiaires.

1° a) *D'après quels principes le service sanitaire et médical des établissements pénitentiaires devrait-il être organisé?*

b) *Comment faut-il assurer le contrôle médical régulier de la santé physique et mentale des détenus?*

c) *Jusqu'où peut s'étendre la compétence du médecin dans la solution des questions relatives à l'alimentation des détenus, leur habillement, leur travail, les punitions qui leur sont infligées, etc.?*

Digitized by Google

Les questions relatives au service sanitaire dans les lieux de détention figurent rarement dans les programmes des Congrès précédents et cependant elles ont une importance de premier ordre. Aussi la Commission pénitentiaire a-t-elle inscrit les questions qui précèdent et qui peuvent être traitées séparément ou faire l'objet d'un rapport unique. Il est désirable que les rapporteurs exposent l'organisation actuelle du service sanitaire et médical dans les prisons de leur pays et les modifications jugées nécessaires par les hommes compétents et en particulier par les membres des conseils de surveillance et les directeurs d'établissements pénitentiaires.

2° En ce qui concerne les délinquants encore jeunes, y a-t-il lieu de préconiser le système des « Reformatories » tel qu'il est organisé aux Etats-Unis d'Amérique?

Cette question est jusqu'à un certain degré liée avec celle relative aux sentences indéterminées, toutefois elle doit être examinée d'une manière indépendante. Il importe de connaître en détail l'organisation de ces établissements telle qu'elle existe aux Etats-Unis et de savoir quels sont les résultats obtenus. La Commission espère recevoir surtout des directeurs des « Reformatories » et des membres des conseils d'administration des renseignements qui serviront de base à une discussion fructueuse au sein du Congrès. Il est désirable également que les personnes domiciliées en Europe et qui ont étudié le système introduit dans ces établissements et qui les ont même visités en Amérique communiquent un rapport sur le résultat de leurs études et de leurs observations.

3° L'expérience faite jusqu'à ce jour du régime de l'emprisonnement cellulaire, qu'il ait été appliqué, soit comme mode unique d'exécution de toutes les peines privatives de la liberté ou de certaines de ces peines seulement, soit durant le cours entier ou pendant une certaine période des dites peines, a-t-elle donné des résultats qui permettent d'apprécier la valeur de ce régime et de chacun de ses divers modes d'application au point de vue notamment:

Digitized by Google

a) *de son influence sur l'état de la criminalité et de la récidive dans les pays où il est, intégralement ou partiellement, appliqué;*
b) *de ses conséquences sur la santé physique et mentale des détenus qui y sont soumis pendant un terme plus ou moins long?*

Dans le cours de ce siècle, plusieurs pays ont adopté le régime cellulaire et l'ont appliqué sous des modes divers.

Les conditions d'application de ce régime ont été, à maintes reprises, discutées d'une manière approfondie, et il est permis aujourd'hui de considérer comme définitivement établie la théorie de l'emprisonnement séparé et comme épuisées les discussions doctrinales sur son mérite.

Le moment paraît donc venu de contrôler l'exactitude des vues théoriques qui ont été émises sur la valeur du régime cellulaire, en consultant les résultats de l'expérience.

Il semble qu'il faille chercher le critérium de la valeur d'un régime pénitentiaire dans les conséquences de ce régime sur l'état de la criminalité et de la récidive, d'une part, sur la santé physique et mentale des détenus, d'autre part.

C'est dans ce double ordre d'idées que la IIIe question est formulée. Son but est, en premier lieu, de faire dégager, si la chose est possible, la part d'influence qui doit être attribuée au régime cellulaire sur la marche de la criminalité et de la récidive dans les pays où il est appliqué; en second lieu, de recueillir les constatations faites quant aux effets de l'encellulement sur la santé physique et mentale des détenus encellulés.

Il s'agit, en un mot, de grouper des faits qui permettent de dresser le compte du régime cellulaire et de fournir les éléments d'un jugement raisonné sur sa valeur pratique.

Il est à peine besoin de faire remarquer — la question étant suffisamment explicite à cet égard — que celle-ci a trait non seulement au régime cellulaire intégral, mais à toute application partielle — quant à la durée ou aux catégories de peines — qui en a été faite.

Parmi les questions de détail qu'il serait utile d'examiner dans cet ordre d'idées, une place devrait être réservée à une étude spéciale tendant à définir si le mode de l'emprisonnement n'exerce point une certaine influence sur la nutrition

Digitized by Google

des détenus. Etant donné que le tarif alimentaire d'une prison ne peut et ne doit contenir que le strict nécessaire pour réparer les déperditions journalières du corps, il est toutefois important que l'organisme du détenu soit en état d'assimiler la plus grande quantité possible de substances nutritives. Il s'agirait donc de savoir quelle est à cet égard la différence entre l'emprisonnement cellulaire et l'emprisonnement en commun.

4° Les récidivistes doivent-ils être soumis à un régime disciplinaire plus sévère que les condamnés qui subissent une première peine, et en quoi cette aggravation du régime doit-elle consister?

Certaines législations édictent une aggravation de peine à l'égard de ceux qui récidivent dans des conditions déterminées, et ceux-là seuls sont légalement dénommés récidivistes auxquels il est fait application de ces dispositions spéciales.

Le terme «récidivistes» a, dans la 4e question, une portée plus générale. Il comprend tous ceux qui, après avoir subi une première peine, reviennent, dans un délai quelconque, en prison.

La question a pour but de rechercher si les récidivistes et, éventuellement, quelles catégories d'entre eux doivent être soumis à un régime différent de celui appliqué aux condamnés primaires; le cas échéant, sur quelle partie du régime (alimentation, communications, pécule, travail, etc.) devrait porter la différence et en quoi celle-ci consisterait.

IIIe SECTION

Institutions préventives.

1° Faut-il ranger parmi les moyens de prévention du crime l'émigration ou l'établissement dans une possession coloniale, dans certains cas, des mineurs qui

Digitized by Google

ont été soumis au régime éducatif des établissements de réforme ou autres similaires?

Dans l'affirmative, comment y aurait-il lieu d'y pourvoir?

Les Sociétés de patronage, de même que les directeurs d'établissements d'éducation destinés aux enfants vicieux et criminels, ont observé assez souvent que les élèves, après avoir passé quelques années dans l'école de réforme et être retournés dans le milieu défavorable d'où ils étaient sortis, perdaient bientôt les habitudes d'ordre et de travail contractées dans l'établissement, oubliaient leurs bonnes résolutions et retombaient en faute. L'Angleterre a organisé l'émigration de ceux des élèves de ses «Reformatories» pour lesquels un changement de milieu est indiqué et après les avoir préparés à la vie de «colons» les achemine au Canada. Il s'agit de savoir si cet exemple devrait être imité et de quelle manière l'émigration devrait être organisée, même dans les pays qui ne possèdent pas de colonies. Nous faisons appel en particulier aux rapporteurs anglais pour nous donner des renseignements et le résultat des expériences acquises.

2° *Quelle est, dans les divers pays, l'influence reconnue de l'alcoolisme sur la criminalité?*

A quels moyens spéciaux y a-t-il lieu de recourir, à l'égard des condamnés en général, pour combattre l'alcoolisme?

Les deux questions qui précèdent n'ont pas besoin de commentaires. Elles se recommandent d'elles-mêmes et provoqueront sans nul doute de nombreux rapports.

3° *Dans quelle mesure et dans quelles conditions l'action des sociétés de patronage peut-elle être favorisée par des offices qui se chargent gratuitement de fournir des renseignements et de procurer des emplois?*

L'expérience démontre péremptoirement que la manière la plus efficace de secourir les condamnés à leur sortie de prison est de leur procurer une occupation soit *temporaire*, soit *permanente*.

Digitized by Google

C'est là une des tâches les plus difficiles des sociétés de patronage. Si elle ne peut être accomplie avec succès, il peut en résulter des conséquences très fâcheuses, funestes même pour l'avenir des condamnés.

Il est également constaté que la création de stations de refuge en vue de donner une occupation temporaire aux condamnés libérés n'était qu'une demi-mesure destinée à répondre aux besoins existants, à en conjurer les inconvénients.

Un grand pas vient enfin d'être fait dans la recherche de la solution de cette importante question, en ce sens que des institutions récemment créées se sont donné pour tâche de se mettre constamment au courant des mouvements de la place du travail en vue de servir d'intermédiaire entre l'offre et la demande. L'importance de cette innovation gît en ceci que ces institutions exercent leur activité d'une manière purement *gratuite* et qu'elles considèrent comme rentrant dans leur activité ultérieure d'employer dans chaque cas tous les moyens pour satisfaire aussi promptement que possible les demandes de travail et de la manière la plus satisfaisante pour les intéressés.

En considération de l'importance incontestable et considérable de ces institutions pour les sociétés de patronage, il est désirable que, sur la base des expériences faites jusqu'ici, on discute d'une manière approfondie les questions suivantes:

a) Quelle est la position que doivent prendre les sociétés de patronage vis-à-vis de l'œuvre de l'offre du travail organisée et gratuite? doivent-elles créer elles-mêmes et diriger de semblables institutions, ou doivent-elles se borner à en favoriser la création et s'assurer le droit d'immixtion dans la direction de ces institutions?

b) Quelles conventions sont nécessaires en vue, d'un côté, de permettre aux établissements de placement de satisfaire au bon moment à toutes les demandes de travail pour les prisonniers libérés, et, d'un autre côté, de mettre les sociétés de patronage en mesure de répondre immédiatement, par la voie la plus juste et la plus pratique, aux demandes de travail de leurs protégés et de les garantir surtout du danger de caresser des espérances exagérées et d'encourir de cruelles déceptions.

Digitized by Google

Dans ces discussions, on tiendra compte spécialement du placement des jeunes gens des deux sexes âgés de moins de 18 ans pour des places de domestiques ou d'apprentis.

Par contre, ne rentrent pas dans le cadre de ces discussions toutes les institutions de placement dont les services ne sont rendus qu'à titre onéreux ou uniquement à des membres de certaines sociétés ou corporations (sociétés commerciales, sociétés d'artisans, etc.).

IVe SECTION

Questions relatives aux enfants et aux mineurs.

1° Quelles conditions doivent être exigées pour que les mineurs puissent être considérés comme récidivistes et quelles conséquences la récidive doit-elle entraîner à leur égard?

La question posée est provoquée par la 5e question de la première section du Congrès de St-Pétersbourg et par la première de la même section du Congrès de Paris. Il s'agirait d'examiner la question de la récidive lorsqu'il s'agit de jeunes délinquants et de trouver une solution qui soit en harmonie avec le but que se propose l'éducation des mineurs.

2° Y a-t-il lieu de rendre obligatoire et de quelle façon y a-t-il lieu d'organiser l'intervention des comités de patronage à l'égard des jeunes délinquants pour lesquels il a été rendu une sentence provisoire ou une condamnation avec sursis?

Il est hors de doute que le but essentiel des condamnations conditionnelles et autres innovations semblables est d'affermir dans ses bonnes résolutions pendant tout le temps d'épreuve l'individu condamné pour la première fois, en lui assurant qu'il sera sursis à l'application de la peine moyennant une bonne conduite prolongée et même, sous certaines conditions, que la sentence sera considérée comme nulle et non avenue.

Digitized by Google

L'expérience démontre que le but d'amendement susmentionné des jeunes condamnés ou délinquants ne peut pas être atteint, si l'on ne peut les soustraire constamment à certaines influences pernicieuses qui ont été la cause principale de la première transgression de la loi et que l'on ne puisse pas exercer sur eux une influence éducative.

En conséquence, il serait désirable de discuter à fond les questions suivantes:

a) De quelle manière peut-on réaliser le plus efficacement le but d'amendement spécialement en faveur des délinquants de l'âge de 18 ans et au-dessous frappés d'une condamnation conditionnelle ou d'autres mesures semblables? Est-il sourtout désirable de leur donner une éducation ultérieure et de leur enseigner une profession?

b) Quelles tâches doivent être, à cet égard, attribuées à l'Etat et à ses organes et lesquelles peuvent être accomplies avec plus de succès par les sociétés de patronage pour détenus libérés?

c) Le placement sous la surveillance des sociétés de patronage doit-il être obligatoire?

d) De quelle manière ces questions peuvent-elles être influencées si, dans un pays quelconque, l'éducation correctionnelle de la jeunesse moralement abandonnée (écoles de réforme) se trouve déjà réglée par la loi?

3° *D'après quelles règles convient-il d'organiser l'enseignement professionnel dans les établissements de réforme ou autres similaires destinés aux enfants?*

La question appelle un exposé des règles qui doivent présider à une organisation rationnelle de l'enseignement professionnel dans les écoles de réforme, de bienfaisance, etc., en tenant compte de son but, qui est d'assurer, en même temps que la formation morale des élèves, leur aptitude à exercer, après leur libération, un métier qui leur permette de gagner honnêtement leur vie.

Digitized by Google

4° *Ne conviendrait-il pas pour assurer une éducation rationnelle des jeunes délinquants, ainsi que des enfants vicieux ou seulement moralement abandonnés, de combiner le système du placement dans un établissement avec celui de la mise en apprentissage ou de la mise en pension dans des familles?*

Le système de l'éducation dans des établissements spéciaux de ces différentes catégories d'enfants a été jusqu'à présent mis en opposition avec celui de la mise en pension dans des familles honnêtes. Les partisans de ce dernier système pensent qu'un séjour prolongé dans un établissement n'est pas pour les élèves une préparation normale à leur rentrée dans la société, tandis que l'éducation donnée dans une famille offre à cet égard une plus grande garantie de succès. Ceux qui préconisent les établissements allèguent que le nombre des familles honnêtes, disposées à recevoir en pension des enfants de cette catégorie, est très restreint et que la création de ces institutions s'impose. Il y aurait lieu d'examiner si les deux systèmes ne pourraient pas être combinés, c'est-à-dire, au début, placement dans un établissement où les enfants prendraient des habitudes d'ordre, de propreté et de travail, et, après ce stage préparatoire plus ou moins court, mise en pension dans des familles recommandables, qu'il serait alors plus facile de trouver en nombre suffisant.

Ce système combiné est déjà appliqué aux Etats-Unis d'Amérique et en Danemark et a fait le sujet d'une discussion au sein du Congrès de St-Pétersbourg, mais la question mérite d'être de nouveau examinée.

Digitized by Google

Die Strafgesetzgebung des Bundes und der Kantone.

Jahresbericht für das Jahr 1897.

Législation fédérale et cantonale.

Rapport pour l'année 1897.

Zweite Abteilung.

Bund. Berichterstatter: Dr. jur. *Walter Burckhardt,* Adjunkt des Vorstehers der Abteilung für Gesetzgebung und Rechtspflege im eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement in Bern.

Regulativ des Bundesrates betreffend die Aufsicht über die Handfeuerwaffen durch die Divisionswaffenkontrolleure, vom 29. Januar 1897. Die Abschnitte VI und VII enthalten Strafbestimmungen über disciplinwidriges Verhalten und Nichterscheinen der Mannschaft bei den Waffeninspektionen, über mangelhafte Unterhaltung der Waffen und die Notmunition. Die Strafe ist überall Arrest.

Bern. Berichterstatter: Kammerschreiber *W. Ernst,* in Bern.

I. Strafgesetzbuch.

1. § 89 des am 1. Januar 1898 in Kraft getretenen Gesetzes über das Armen- und Niederlassungswesen vom 28. November 1897 [1]) enthält folgende Novelle zum bernischen Strafgesetzbuch:

§ 89. Ein Kind, welches eine strafbare Handlung begangen hat, jedoch zur Zeit der That das 15. Altersjahr nicht zurückgelegt hatte, wird strafrechtlich nicht verfolgt. Die Strafverfolgungsbehörde überweist das Kind dem Regierungsstatthalter. Derselbe stellt den Sachverhalt fest und untersucht, ob das Kind sittlich gefährdet, verdorben oder verwahrlost sei und ob sein Wohl seine Versorgung in einer Familie oder die Aufnahme in eine Erziehungs- oder

---

[1]) Vgl. diese Zeitschrift, Band 10, Seite 476, 479 ff.

Digitized by Google

Besserungsanstalt erfordert. Er erstattet hierüber dem Regierungsrat Bericht und Antrag, der auf Grund des § 88 die geeigneten Massnahmen anordnet.

Ist eine solche Massnahme nicht geboten, so kann das fehlbare Kind durch die Schulkommission mit Schularrest oder mit Verweis bestraft werden.

Nach dem durch die Novelle *aufgehobenen Art. 44 des bernischen Strafgesetzbuches* trat die Strafmündigkeit bereits mit dem zurückgelegten *zwölften* Altersjahre ein.

2. Die Behandlung der Strafunmündigen und der jugendlichen Verbrecher im bernischen Rechte gestaltet sich nunmehr (im Zusammenhange) folgendermassen:

Ein Kind, welches das fünfzehnte Altersjahr zur Zeit der That nicht zurückgelegt hatte, wird für eine von ihm begangene strafbare Handlung strafrechtlich nicht verfolgt (§ 89 Armengesetz).

Die Strafverfolgungsbehörde überweist es dem Regierungsstatthalter, welcher den Sachverhalt feststellt (§ 89 Armengesetz).

Ergiebt sich aus einer vom Regierungsstatthalter nach dieser Richtung vorzunehmenden Untersuchung, dass das Kind sittlich gefährdet, verdorben oder verwahrlost ist, und dass dessen Wohl seine Versorgung in einer Familie oder die Aufnahme in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt erfordert, so ordnet auf seinen Bericht und Antrag hin der Regierungsrat die hierzu geeigneten Massnahmen an (§§ 88 und 89 Armengesetz).

Die Dauer dieser Massnahmen wird durch ihren Erfolg bestimmt; das Kind verbleibt unter staatlicher Fürsorge, bis die sittliche Gefährdung gehoben ist, oder es als gebessert angesehen werden kann; jedoch nicht über das Alter der Mehrjährigkeit hinaus (§ 88 Armengesetz).

Dem Regierungsrat steht ausserdem die Befugnis zu, gegen das Kind, wenn die öffentliche Sicherheit es erfordert, geeignete Sicherungsmassregeln zu treffen, die nötigenfalls in der Verwahrung in einer angemessenen Enthaltungsanstalt bestehen können (Art. 47, Al. 1, St. G. B.).

Die Behörde, welche den Strafpunkt erledigt, soll, wenn sie die Anordnung solcher Sicherungsmassregeln für nötig hält, beim Regierungsrat einen sachbezüglichen Antrag stellen (Art. 47, Al. 3, St. G. B.).

Die Enthaltung darf die höchste Strafdauer, welche im Fragefalle gegen das Kind hätte ausgesprochen werden können, und jedenfalls dessen zwanzigstes Altersjahr nicht überschreiten (Art. 47, Al. 2, St. G. B.).

Digitized by Google

Sind Massnahmen im Sinne des § 89, Al. 2 (bezw. § 88), des Armengesetzes nicht geboten, so kann das fehlbare Kind durch die Schulkommission mit Schularrest oder mit Verweis bestraft werden (§ 89, Al. 3, Armengesetz).

Hatte ein Angeschuldigter im Augenblicke der Begehung einer strafbaren Handlung das 15., aber nicht das 16. Altersjahr zurückgelegt, so ist zu entscheiden, ob er *mit* oder *ohne* Unterscheidungskraft gehandelt hat (Art. 45, Al. 1, St. G. B.).

Ist letzteres der Fall, so soll er freigesprochen werden (Art. 45, Al. 2, St. G. B.).

Dem Regierungsrat steht die Befugnis zu, gegen den Freigesprochenen, wenn die öffentliche Sicherheit es erfordert, geeignete Sicherungsmassregeln zu treffen, die nötigenfalls in der Verwahrung in einer angemessenen Enthaltungsanstalt bestehen können (Art. 45, Al. 2, und 47 St. G. B.).

Die urteilende Gerichtsbehörde soll zutreffendenfalls beim Regierungsrat einen sachbezüglichen Antrag stellen (Art. 45, Al. 2, St. G. B.).

Die Enthaltung darf die höchste Strafdauer, die im Fragefalle gegen den Thäter hätte ausgesprochen werden können, und jedenfalls dessen zwanzigstes Altersjahr nicht überschreiten (Art. 47, Al. 2, St. G. B.).

Hat der Angeschuldigte mit Unterscheidungskraft gehandelt, so wird gegen ihn statt der verwirkten lebenslänglichen Zuchthausstrafe Enthaltung in einer Besserungsanstalt von zwei bis zu zwölf Jahren, statt der verwirkten zeitlichen Zuchthaus- und der Korrektionshausstrafe Enthaltung in einer Besserungsanstalt von höchstens der Hälfte der auf die begangene That gesetzten höchsten Strafdauer ausgesprochen.

Überdies kann unter das niedrigste Strafmass herabgegangen werden.

Die ausgesprochenen Enthaltungsstrafen sollen wenn möglich in Anstalten, die ausschliesslich für jugendliche Verurteilte bestimmt sind, vollzogen werden (Art. 46 St. G. B.).

Gegen Verbrecher, die im Zeitpunkt des Begehens eines mit lebenslänglicher Zuchthausstrafe bedrohten Verbrechens das achtzehnte Altersjahr noch nicht zurückgelegt hatten, soll statt dieser Strafe zwanzigjähriges Zuchthaus ausgesprochen werden (Art. 48 St. G. B.).

3. Die Novelle (deren weitere Ausführung auf dem Dekretswege vorgesehen ist, § 90 Armengesetz) hat als praktische gesetzgeberische Verwirklichung der auf das Hinaufrücken der Strafmündigkeitsgrenze gerichteten Reformbestrebungen auf dem Gebiete der Strafrechtspflege hervorragende Bedeutung.

Digitized by Google

Erfreulich ist, dass der bernische Gesetzgeber damit den Art. 9 des schweizerischen Entwurfs der Hauptsache nach als kantonales Recht aufgenommen und zugleich organisatorisch ausgestaltet hat. Die Erfahrungen, welche die Durchführung der Novelle zeitigen wird, werden der Vorbereitung eines schweizerischen Strafgesetzbuches zu statten kommen. Dass die Novelle gerade dem Erlasse des *Armengesetzes* ihre Entstehung verdankt, darf nicht verwundern, da es nahe lag, die *erzieherische* Fürsorge des Staates für die sittlich gefährdeten, verdorbenen oder verwahrlosten Kinder, wie sie als Massnahme zur Bekämpfung der Ursachen der Armut ins Auge gefasst wurde, durch eine Einschränkung der *Straf*thätigkeit des Staates gegen die jugendlichen Verbrecher in erhöhtem Masse zur Geltung zu bringen.

Dabei ist anzuerkennen, dass schon die bisherige Gesetzgebung das erzieherische Moment in der Behandlung der Jugendlichen betont hatte [1]), und dass daher die durch die Novelle geschaffene Neuerung, wenigstens praktisch, weniger einschneidend ist, als es den Anschein hat.

II. Nebengesetze.

1. *Dekret betreffend die Feuerordnung vom 1. Februar 1897.*

Veranlassung zum Erlass dieses Dekrets gab hauptsächlich das Bedürfnis, die Feuerordnung vom 25. Mai 1819 (deren Bestimmungen vielfach in Vergessenheit geraten zu sein scheinen) zu revidieren — so bezüglich der Organisation der Feuerschau — und sie insbesondere auch den durch das Entstehen neuer Feuereinrichtungen (Motoren, Dampfmaschinen u. s. w.) veränderten Verhältnissen anzupassen. Das Dekret enthält:

a) *Allgemeine Vorschriften* zur Handhabung der Feuerpolizei (§§ 1 bis 29);

b) Vorschriften über die *Feueraufsicht* (§§ 30—50);

c) Feuerpolizeiliche *Bauvorschriften* (§§ 51—107).

Gemäss § 111 werden bestraft Widerhandlungen gegen die Vorschriften des ersten Teils (§§ 1—29) mit einer Busse von Fr. 2—50. Widerhandlungen der Feueraufseher gegen die Bestimmungen der §§ 34 (vorschriftsgemässe Vornahme der Feuerschau), 36 (Beauftragung eines Stellvertreters mit derselben im Verhinderungsfall), 40 (Führung des Kontrolldienstbuches), 41 (Vorgehen beim Vorfinden feuerpolizeilicher Übelstände), 43 (Abgabe des Kontrolldienstbuches beim Präsidenten der Ortspolizeibehörde zu Handen derselben), und solche des Präsidenten und der Mitglieder der Ortspolizeibehörde gegen

---

[1]) Vgl. *Stooss:* Grundzüge, Band I, Seite 187.


Digitized by Google

ihre Obliegenheiten (§§ 43, 44) mit einer Busse von Fr. 5—100; Widerhandlungen der Architekten, Baumeister und Bauhandwerker, sowie der Eigentümer oder Mieter der betreffenden Gebäude gegen die Vorschriften des dritten Teils (§§ 51—107) und der §§ 35 (Benachrichtigung der Feueraufseher vom Beginn der Erstellung einer Feuerungs- oder Beleuchtungsanlage, oder einer Rauchleitung, bezw. von der Vornahme von Veränderungen an solchen) und 42 (Pflicht der Hausbewohner bezw. Hauseigentümer, den Anordnungen der Feueraufsichtsorgane nachzukommen) mit einer Busse von Fr. 10—500.

Die Einleitung des ordentlichen Strafverfahrens ist bedingt durch die Nichtunterziehung des Straffälligen unter die ihm durch die Ortspolizeibehörde eröffnete Busse.

Kaminfeger, denen durch die Feueraufseher eine Pflichtvernachlässigung nachgewiesen ist, werden durch die Ortspolizeibehörde zur Verantwortung gezogen; dieselbe erhebt bei erheblicher Pflichtvernachlässigung gegen sie Strafklage; in weniger erheblichen Fällen ist sie befugt, die Fehlbaren mit einer Busse bis auf Fr. 20 zu belegen (§ 43, Al. 2).

Die Feueraufseher, sowie die Organe der kantonalen Brandversicherungsanstalt haben bei der Ausübung der ihnen durch das Dekret übertragenen Funktionen die Eigenschaft von Beamten der gerichtlichen Polizei im Sinne des Art. 38 und ff. des Gesetzbuches über das Verfahren in Strafsachen (§ 39).

2. Durch Beschluss vom *3. März 1897* hat der *Regierungsrat* in Erwägung, „dass nach den zwei bundesgerichtlichen Urteilen vom 9. Dezember 1896 in Sachen Waldvogel und Mithafte und Peyrou gegen die Polizeikammer des bernischen Appellations- und Kassationshofes fortan jede Anwendung des Ratsbeschlusses vom 27. August 1884 betreffend die Heilsarmee durch Ergreifung des Rekurses an das Bundesgericht verunmöglicht werden kann, somit die fernere Aufrechthaltung jenes Beschlusses ohne praktischen Wert wäre“, seinen Beschluss vom *27. August 1884 betreffend das Auftreten der Heilsarmee* aufgehoben.

Derselbe hatte die Übungen der Heilsarmee, sowie jede propagandistische Thätigkeit derselben im Gebiete des Kantons Bern bei Strafe (Busse bis zu Fr. 200 oder Gefangenschaft bis zu 3 Tagen) untersagt.

3. *Verordnung betreffend die Einfuhr und den Verkauf von Fleisch vom 19. März 1897.*

Dieselbe enthält, in Ergänzung der Verordnung über das Schlachten von Vieh und den Fleischverkauf vom 14. August 1889, Bestimmungen betreffend die sanitätspolizeiliche Kontrolle über das Fleisch und die Fleischwaren, welche von ausserhalb des Kantons

Digitized by Google

eingeführt werden; ferner das Verbot der Verwendung anderer chemischer Mittel als des Kochsalzes und Salpeters für die Konservierung des zum Verkauf bestimmten, der Fleischschau unterliegenden Fleisches.

Widerhandlungen gegen die Bestimmungen der Verordnung werden mit einer Busse bis zu Fr. 200 bestraft.

Vorbehalten sind die Strafbestimmungen des § 12 des Gesetzes über den Verkehr mit Nahrungsmitteln vom 26. Hornung 1888.

Bei zweifellosem und vom Beschuldigten nicht bestrittenem Thatbestand kann die Ortspolizeibehörde, sofern es sich nur um eine geringe Fahrlässigkeit handelt, über den Schuldigen eine Busse von Fr. 1—20 verhängen. Die Verfügung der Ortspolizeibehörde hat die Wirkung eines rechtskräftigen Urteils, wenn der Beschuldigte nicht innerhalb drei Tagen von der Eröffnung an bei der Ortspolizeibehörde Einsprache erhebt.

Bei rechtzeitigem Einspruch fällt die Verfügung dahin und es findet das ordentliche Strafverfahren statt (Art. 9).

4. *Verordnung über die Einfuhr ausländischen Nutzviehs in den Kanton Bern vom 14. April 1897.*

Dieselbe enthält (parallel zur Verordnung über die Einfuhr ausländischen *Schlachtviehs* vom 30. Mai 1894) Schutzvorschriften gegen die durch den Import ausländischen Nutzviehs erwachsende Viehseucheneinschleppungsgefahr.

Hervorzuheben ist, dass nach § 3 alles in den Kanton Bern eingeführte ausländische Nutzvieh (Rindvieh, Schafe und Schweine) am Bestimmungsort einer Quarantäne von 12 Tagen unterliegt.

Widerhandlungen gegen die Bestimmungen der Verordnung werden mit einer Busse von Fr. 10 bis Fr. 500 bestraft.

5. *Verordnung betreffend die Herstellung und Verwendung des Acetylengases vom 14. April 1897.*

Für die Installationen zur Fabrikation des Acetylens, im grossen oder zum Selbstgebrauch, hat die durch §§ 24 ff. des Gewerbegesetzes vom 7. November 1849 vorgeschriebene Publikation stattzufinden und ist die gesetzliche Bau- und Einrichtungsbewilligung auszuwirken.

Betriebe, welche diese Bewilligung nicht besitzen, sind untersagt (§ 1 der Verordnung).

Im weitern enthält die Verordnung Schutzvorschriften gegen Feuer- und Explosionsgefahr bei der Herstellung, bezw. Verwendung des Acetylens.

Widerhandlungen unterliegen, nach § 12, den in § 95 des citierten Gewerbegesetzes angedrohten Strafen (Busse von Fr. 1 bis Fr. 100).

Digitized by Google

Die Bewilligung kann jederzeit ohne Entschädigung zurückgezogen werden, wenn der Inhaber den Bedingungen derselben nicht nachkommt oder der Betrieb der Anlage erhebliche Klagen wegen Gefährdung oder Belästigung der Nachbarschaft verursacht (§ 13).

6. *Dekret über die Wirtschaftspolizei vom 19. Mai 1897.*

Dasselbe enthält (in Ausführung des Art. 26 des Wirtschaftsgesetzes vom 15. Juli 1894) Bestimmungen über die Öffnungs- und Schliessungsstunde der Wirtschaften, über das Tanzen, sowie über die übrigen öffentlichen Belustigungen.

Widerhandlungen des Wirts gegen die erstangeführten Bestimmungen werden mit einer Busse von Fr. 10 bis Fr. 100 bestraft.

Die Gäste, welche auf die Aufforderung des Wirtes oder eines Polizeiangestellten sich nach der Schliessungsstunde nicht entfernen, verfallen in die gleiche Busse, unter Vorbehalt der Art. 95 und 96 des Strafgesetzbuchs (betreffend Hausfriedensbruch und unerlaubte Selbsthülfe) im Falle grober Widersetzlichkeit.

Widerhandlungen des Wirtes gegen die Bestimmungen über das Tanzen und die übrigen öffentlichen Belustigungen werden ebenfalls mit einer Busse von Fr. 10 bis Fr. 100 bestraft.

Nebst der Busse ist der Wirt immer auch zur Bezahlung der gegebenenfalls verschlagenen Gebühren zu verurteilen.

Rückfall innerhalb zwölf Monaten seit der letzten endlichen Verurteilung bildet einen Schärfungsgrund, bei dessen Vorhandensein die Strafe bis auf das Doppelte der für die neue Widerhandlung angedrohten Busse erhöht, die Schliessung der Wirtschaft verfügt und der Inhaber für kürzere oder längere Zeit unfähig erklärt werden kann, eine Wirtschaft auszuüben oder den Handel mit geistigen Getränken zu betreiben, bei einer Busse von Fr. 500 im Widerhandlungsfalle (Art. 20).

7. *Verordnung über die Apotheken nnd über den Verkauf und die Aufbewahrung von Arzneistoffen und Giften vom 16. Juni 1897.*

Dieselbe ersetzt die über den gleichen Gegenstand erlassene Verordnung vom 18. Juni 1894 [1]). Sie enthält Bestimmungen über die Errichtung, Führung, Einrichtung, Beaufsichtigung und die Verrichtungen der öffentlichen und Privatapotheken, über den Detailverkauf der Arzneistoffe, über die Droguenhandlungen und über den Verkauf von Giften.

Widerhandlungen unterliegen, nach Art. 81, den Strafbestimmungen des Gesetzes über die Ausübung der medizinischen Berufsarten vom 14. März 1865.

---

[1]) Vgl. diese Zeitschrift, Band 9, Seite 340.


Digitized by Google

In Widerhandlung gegen die Verordnung verkaufte Gifte sind gemäss den Vorschriften des Gesetzbuchs über das Verfahren in Strafsachen in Beschlag zu nehmen (Art. 81, Al. 2).

8. *Verordnung betreffend das Fahren kleinerer Schiffe in der Nähe der Dampfschiffe vom 16. Juni 1897.*

Dieselbe verbietet, mit Ruder-, Segel- oder Motorschiffen in den Kurs der konzessionierten Dampfschiffe oder näher als 30 Meter an dieselben heranzufahren.

Die Schiffvermieter haben die Mieter und Fahrgäste auf dieses Verbot aufmerksam zu machen.

Widerhandlungen werden mit Bussen von Fr. 5 bis Fr. 70 bestraft.

9. Am 13. November 1897 hat der Regierungsrat, „in Erwägung 1. dass die Gründe, welche im Jahre 1893 das Verbot des Tragens oder Führens der roten Fahne zweckmässig erscheinen liessen, zur Zeit nicht mehr bestehen; 2. dass der Regierungsrat jederzeit, wenn die Umstände es nötig erscheinen lassen sollten, gestützt auf Art. 39 der Staatsverfassung dieses Verbot erneuern kann“, seinen Beschluss vom 26. Juli 1893 betreffend das Verbot des Tragens oder Führens der roten Fahne [1]) aufgehoben.

Unterm 24. November 1897 hat das Bundesgericht ein Urteil der Polizeikammer des Appellations- und Kassationshofes des Kantons Bern vom 21. Juli 1897 in Sachen Joseph Egenter, welches den citierten regierungsrätlichen Beschluss vom 26. Juli 1893 zur Anwendung gebracht hatte, aufgehoben, weil zur Zeit der Ausfällung des Urteils der Polizeikammer dasselbe keine verfassungsrechtliche Geltung mehr gehabt habe.

10. Das vorerwähnte *Gesetz über das Armen- und Niederlassungswesen vom 28. November 1897* bestimmt in § 62, dass gegen bernische Angehörige, welche sich ausserhalb des Kantons, aber innerhalb der Schweiz aufhalten, die Art. 21 bis 26 des Armenpolizeigesetzes vom 14. April 1858 ebenfalls anwendbar sind; zuständig ist in diesem Falle der Richter des Heimatortes der strafbaren Person.

Für Widerhandlungen gegen § 115 des Gesetzes (welcher den Gemeinden untersagt, Personen, die ihnen infolge amtlicher Anordnungen zugeführt werden, abzuweisen, sie vielmehr verpflichtet, solche Personen aufzunehmen und für deren einstweilige Unterkunft und Verpflegung zu sorgen) verfällt die betreffende Gemeinde in eine Busse von Fr. 20 bis Fr. 200 für jede ihr zugeführte Person.

---

[1]) Vgl. diese Zeitschrift, Band 9, Seite 338.


Digitized by Google

Widerhandlungen gegen § 117 des Gesetzes werden mit einer Busse von Fr. 10 bis Fr. 200 bestraft, wenn das Vergehen durch das Strafgesetzbuch nicht schärfer geahndet wird.

(§ 117 lautet: Jedes Umgehen der gesetzlichen Ordnung, von welcher Person oder welcher amtlichen Stelle oder Behörde es sei, ist untersagt, und alle Ergebnisse einer derartigen Handlungsweise sind nichtig. Namentlich verboten ist jede Anordnung von Gemeindebehörden oder Vorgesetzten oder anderen Personen, welche in rechtswidriger Weise ihre wohnsitzberechtigten Angehörigen, sei es durch Druck oder Gewährung von Unterstützungen irgend einer Art zum Übersiedeln in andere Gemeinden des Kantons oder ausserhalb desselben veranlassen, ebenso jedes Eingreifen derselben in das Vermietungsrecht von Wohnungen, welche andern gehören, zum Zweck, das gesetzlich berechtigte Einziehen zu verhindern.)

III.

1. Als mittelbar auch der Vorbeugung gegen Verbrechen dienende Massnahmen fallen die Bestimmungen des zweiten Abschnitts des erwähnten Armengesetzes vom 28. November 1897 in Betracht, insbesondere § 88. Derselbe lautet:

Ist ein Kind, welches das 16. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat, sittlich gefährdet, verdorben oder verwahrlost und erfordert sein Wohl, dass es in einer Familie versorgt oder in eine Erziehungs- oder Besserungsanstalt aufgenommen werde, so ordnet der Regierungsrat die geeignete Massnahme auf Antrag der Armendirektion an, wobei auch die Frage betreffend Entzug der elterlichen Gewalt zu ordnen ist.

Die Dauer dieser Massnahmen wird durch ihren Erfolg bestimmt. Das Kind verbleibt unter staatlicher Fürsorge, bis die sittliche Gefährdung gehoben ist oder es als gebessert angesehen werden kann; jedoch nicht über das Alter der Mehrjährigkeit hinaus.

Diese Bestimmungen können auch auf Kinder angewendet werden, welche sich ausserhalb des Kantons, aber innerhalb der Schweiz befinden.

2. Am 19. Mai 1897 hat der Grosse Rat die Errichtung einer zweiten Rettungsanstalt für Mädchen im sogenannten Brüttelenbad beschlossen.

Uri. Berichterstatter: Dr. *Franz Muheim,* Fürsprech in Altdorf.

1. Der Landrat erklärte am 26. Jänner 1897 folgendes von der Budgetkommission gestellte *Postulat* als erheblich:


Digitized by Google

„Dem Regierungsrate wird der Wunsch ausgesprochen, die Frage zu prüfen, ob das Gebäude der *Strafanstalt* nicht besser *zu andern* humanitären *Zwecken verwendet* würde.“ (Amtsblatt, S. 38.)

Diese Frage ist zur Begutachtung an die Polizei- und an die Armendirektion überwiesen worden (S. 53), deren Gutachten noch aussteht.

Auch will es scheinen, dass die landrätliche Kommission mehr von einem unbestimmten Gefühl als von einem präcisen Gedanken geleitet gewesen sei.

2. Das von der Landsgemeinde am 2. Mai 1897 genehmigte *Armengesetz* enthält mehrere Strafbestimmungen, so Art. 8, der „unter Androhung strenger korrektioneller Strafen“ die Ascendenten und Descendenten, sowie die Geschwister verpflichtet, „sich gegenseitig nach Möglichkeit zu unterstützen“. Diese Bestimmung, wenn nicht cum grano salis interpretiert, ist gegenüber der Mutter (bezw. Grossmutter) etwas bedenklich, da ja dieselbe gesetzlich erst dann als Erbe zur Hinterlassenschaft ihres Kindes berufen wird, wenn keine Verwandten Vatermark bis in den vierten Grad vorhanden sind, und auch dann bloss in Konkurrenz mit den Verwandten Vatermark im fünften Grade, wobei zu bemerken, dass die Komputation nach halben Graden sich vollzieht, so dass z. B. Pronepoten zu einander erst im dritten Grade verwandt sind.

Gemäss Art. 35 hat „in schweren Fällen“ von gesetz- und vorschriftswidriger Behandlung der zur Pflege überwiesenen Personen „Überweisung an die Staatsanwaltschaft zu erfolgen“.

Die Armenpflegen können mit 24 Stunden und im Wiederholungsfalle mit 48 Stunden Polizeiarrest bestrafen: den Missbrauch der Unterstützung, Arbeitsscheu, Veräusserung oder Versetzen anvertrauter Sachen, Widersetzlichkeit, Wirtshausbesuch und Spielen um Geldeswert von Unterstützungsgenössigen. Die gleiche Kompetenz haben die Gemeindepräsidenten gegen den Strassenbettel. „Bei erschwerenden Umständen oder in weitern Fällen“ ist die „Anzeige“ an die Polizeidirektion oder die „Überweisung“ an die Staatsanwaltschaft vorgesehen (Art. 43—51). Die Bewilligung zur Gabensammlung der durch Naturereignisse geschädigten oder von Unglücksfällen betroffenen Personen steht lediglich dem Regierungsrate zu (Art. 48). Gabensammeln ohne diese Bewilligung und Ausstellung von schriftlichen Empfehlungen soll mit Fr. 5—20 gebüsst werden.

3. In der Landratssitzung vom 20./21. Oktober 1897 (Amtsblatt, S. 450/451) wurde das *Postulat* betreffend baldige Vorlage des in der Verfassung vorgesehenen Gesetzes über *Sonntagsheiligung*, sowie eine Einladung an das Obergericht auf eine *schärfere Be-*

Digitized by Google

strafung der Sonntagsentheiligung hinzuwirken, erheblich erklärt. Als wesentlichster Fall von Sonntagsentheiligung scheint das Tanzen verpönt zu sein.

4. Die *landrätliche Verordnung* über den *Markt- und Hausierverkehr* vom 25. November 1897 hat in Art. 35 Geldbussen von Fr. 5—300 vorgesehen für:

a) den Verkauf von vom Markt- und Hausierverkehr ausgeschlossenen Gegenständen, Art. 5 und 12;

b) das Ausrufen oder Ganten von Krämern und das Hausieren am Marktorte und dergl., Art. 6;

c) Errichten eines Wanderlagers ohne Bewilligung, Art. 13;

d) Abzahlungsgeschäfte beim Hausier- und Marktverkehr, Art. 14;

e) Handel mit Antiquitäten ohne Patenttaxe, Art. 15;

f) Hausieren durch Personen unter 16 Jahren, Art. 16;

g) gewerbsmässigen Verkauf von Blumen, Früchten und dergl., Detailverkauf von (bloss geistigen?) Getränken, Einführung und Pressen von Trauben, ohne Bewilligung, hinsichtlich Personen ohne festen Wohnsitz im Kanton, Art. 17 und 18;

h) Hausieren von Fleisch ohne Bescheinigung des sogenannten Fleischschauers des Ursprungsortes der Ware, Art. 19;

i) Nichtbefolgung der den Hausierern und Kolporteuren auferlegten Censur betreffend die Muster der Bücher, Schriften und dergl., worauf Bestellungen gemacht werden wollen, Art. 20;

k) Offenhalten von Schaubuden, Produktionen herumziehender sogenannter Künstler an hohen Sonn- und Festtagen und an Advent- und Fastensonntagen, Art. 22;

l) Belästigung des Publikums durch Bettel, Prellerei, Zumutungen und dergl., Art. 27;

m) Missbrauch des Patentes, Art. 33;

n) Hausieren zur Nachtzeit und an Sonn- und Feiertagen, Art. 34.

Bestraft wird ferner:

a) Ausverkauf unter falschem Namen mit Fr. 30—300, Art. 35;

b) Widersetzlichkeit gegen ortspolizeiliche Verfügungen mit Fr. 5—20, Art. 35;

c) Theateraufführungen oder Musikproduktionen auswärtiger „Gesellschaften“ ohne Bewilligung des Gemeindepräsidenten mit Fr. 5—50, Art. 23.


Digitized by Google

Schwyz. Berichterstatter: Bezirksammann *A. Bürgi* in Wyl (St. Gallen).

Abgesehen von der Schlussnahme, durch welche der schwyzerische Kantonsrat als zuständige Behörde zur Erläuterung zweifelhafter Gesetzesstellen unterm 3. August 1897 die in der kantonalen Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über das *Obligationenrecht* enthaltenen Bestimmungen betreffend die Viehpfandverschreibung als durch § 109 der kantonalen Einführungsverordnung zum Bundesgesetz betreffend *Schuldbetreibung und Konkurs* aufgehoben erklärt hat — eine Schlussnahme, deren wir mit Rücksicht auf unsere seinerzeitigen Ausführungen in Band V, pag. 434/435, der Zeitschrift für Schweizer Strafrecht über das dem schwyzerischen Rechte eigentümliche Institut der Pfandverschreibung und deren Verhältnis zu § 80 des schwyzerischen Kriminalstrafgesetzes erwähnen müssen — sind nach Ausweis der schwyzerischen Gesetzessammlung in diesem Kanton im Jahre 1897 keine andern Bestimmungen strafgesetzlicher Natur erlassen worden, als die in der kantonsrätlichen Verordnung über die Unterstützung der Viehzucht vom 5. August 1897 enthaltenen. Da sich diese mit den in der nun aufgehobenen gleichnamigen Verordnung vom 20. Mai 1892 aufgestellten Strafbestimmungen, über welche wir bereits in Band IX, pag. 480, der Schweizerischen Zeitschrift für Strafrecht referiert haben, vollständig decken, so halten wir eine nochmalige Reproduktion derselben für überflüssig.

Unterwalden nid dem Wald. Berichterstatter: Regierungsrat *A. Flueler* in Stans.

1. *Verordnung über Herstellung und Verwendung des Acetylengases.* Landrat, den 26. Juli 1897. § 18. Busse, abgesehen von den civilrechtlichen Folgen, Fr. 5—100, eventuell Betriebseinstellung bis nach Erfüllung der Vorschriften.

2. *Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs.* Landrat, den 18. April 1894, ergänzt und abgeändert Landrat, den 26. Juli 1897. VII. Strafbestimmungen gleich älterer Verordnung, Gesetzbuch, III. B., Fol. 65 (nun aufgehoben).

Fribourg. Rapporteur: *Emile Perrier*, procureur général à Fribourg.

Dans le courant de 1897, le Grand Conseil du canton de Fribourg a édicté une seule loi intéressant le domaine pénal, à savoir: la loi du 17 novembre 1897, *concernant les vins artificiels,* dont voici les dispositions essentielles:

Digitized by Google

„Sont soumises au contrôle des autorités de police, la fabrication et la vente des vins artificiels, soit les vins fabriqués avec des raisins secs et, en général, toute boisson vineuse qui n'est pas le produit obtenu exclusivement par la fermentation du jus du raisin frais à la vendange.

„Ces boissons ne peuvent circuler, être importées ou mises en vente dans le canton qu'en portant la dénomination de „vins fabriqués". Cette règle est applicable aux vins artificiels de provenance étrangère au canton.

„Les locaux servant à la fabrication et à la vente des vins artificiels, destinés au commerce, sont placés sous la surveillance de la police. Ils doivent être pourvus d'une enseigne spéciale.

„Les autorités de police doivent faire procéder, en tout temps, à l'inspection des locaux et des appareils à la fabrication des vins et ordonner les mesures nécessaires pour qu'ils ne présentent aucun danger pour la sûreté et la santé publiques.

„Ces mêmes autorités peuvent faire analyser ces boissons, ainsi que celles qui sont importées ou mises en vente dans le canton, et en prescrire la destruction lorsqu'elles seraient reconnues malsaines, sans préjudice des peines statuées par le Code pénal.

„Celui qui importe, fait circuler, vend ou débite des vins artificiels sans les désigner par la dénomination de vins fabriqués, est passible d'une amende de 10 à 100 francs. La contravention à l'article 3, 1er alinéa, est punie de la même amende."

Baselstadt. Berichterstatter: Regierungsrat Dr. *H. David* in Basel.

I. Am 7. April 1897 hat der Regierungsrat die „*Ordnung betreffend Organisation und Verwaltung der kantonalen Rettungsanstalt Klosterfiechten*" erlassen. Nach dieser Ordnung können in die Anstalt aufgenommen werden Knaben im Alter von 10—16 Jahren, welche:

1. nach § 54 des Schulgesetzes wegen andauernder Widersetzlichkeit oder besonderer Vergehen, sowie wegen Verwahrlosung durch die betreffende Inspektion (Schulbehörde) mit Genehmigung des Vorstehers des Erziehungsdepartementes aus der Schule entfernt worden sind;
2. ohne aus der Schule entfernt worden zu sein, wegen ihrer Aufführung oder infolge häuslicher Verhältnisse versorgungsbedürftig sind;
3. nach den §§ 31 und 32 des Strafgesetzes nicht strafrechtlich verfolgt werden können, jedoch auf Antrag des Polizeidepartementes oder der Überweisungsbehörde oder des Strafgerichts

Digitized by Google

durch Beschluss des Regierungsrates in einer Erziehungs- oder Besserungsanstalt versorgt werden sollen;

4. nach § 33 des Strafgesetzes wegen einer strafbaren Handlung zu einer Gefängnisstrafe verurteilt worden sind, wenn das Strafgericht die Vollstreckung der Strafe in einer Erziehungs- oder Besserungsanstalt ausgesprochen hat, sowie wenn auf Antrag des Strafgerichts vom Regierungsrat eine weitere Versorgung über die Strafzeit hinaus beschlossen worden ist.

Die Versorgung ist entweder eine Zwangsversorgung, die durch Beschluss des Regierungsrates auf Antrag der zuständigen Behörden und nach Anhörung der Versorgungskommission erfolgt, oder eine freiwillige, die die Versorgungskommission auf Ansuchen der Familie oder der Heimatbehörde beschliesst. Die Versorgung soll mindestens ein Jahr dauern und kann sich bis zur Vollendung des 16. Altersjahres erstrecken. Der Zweck der Anstalt, die Zöglinge zu tüchtigen und sittlich guten Menschen heranzubilden und zu einem ehrlichen Fortkommen zu befähigen, soll angestrebt werden durch liebevolle Behandlung, Ermahnung und väterliche Zucht, durch sorgfältige Erziehung und guten Schulunterricht, durch religiöse Unterweisung, durch Anhaltung zu Ordnung und Arbeit. Die Beeinflussung der Zöglinge soll über die Anstaltszeit hinaus fortgesetzt werden, und zwar in der Weise, dass der Hausvater so gut als möglich und soweit als nötig für die geeignete Unterbringung der Ausgetretenen in Dienst oder Lehre sorgt und die Verbindung mit denselben bis zu ihrer Selbständigkeit möglichst zu erhalten sucht. Die Zöglinge erhalten Schulunterricht und Unterricht in den Handarbeiten nach einem Lehrplan, der sich im allgemeinen nach dem der öffentlichen Primarschule und Sekundarschule, bezw. der Handarbeitsschulen richtet. Des fernern werden die versorgten Knaben nach den Weisungen des Hausvaters zu den leichteren land- und hauswirtschaftlichen Arbeiten in Haus, Garten und Feld angehalten. Das jährliche Kostgeld von Fr. 250 ist von der Familie, bezw. Heimatbehörde sicherzustellen. Bei Zwangsversorgungen haftet der Staat für das Kostgeld, soweit dasselbe von der Familie oder der Heimatbehörde des Zöglings nicht erhältlich gemacht werden kann.

Die Anstalt steht unter Aufsicht und Oberleitung der Versorgungskommission, welche aus einem Präsidenten und sechs Mitgliedern besteht und vom Regierungsrat auf eine Dauer von drei Jahren ernannt wird. Die unmittelbare Leitung und Verwaltung der Anstalt liegt dem Hausvater ob, dem die erforderliche Zahl von Gehülfen (Lehrer) beigegeben wird. Die Betriebskosten der Anstalt werden bestritten aus dem Ertrage der Landwirtschaft, den Kostgeldern, aus freiwilligen Beiträgen und aus einem jährlichen

Digitized by Google

festzusetzenden Staatsbeitrag (der gleich ist dem jährlichen Betriebsdeficit).

II. Am 8. April 1897 ist ***das Gesetz betreffend die Effektenbörse und den Verkehr in Wertpapieren*** erlassen worden. Durch dieses Gesetz ist die Effektenbörse unter staatliche Aufsicht gestellt worden. Es ist das Ergebnis derjenigen Bestrebungen, die vor einiger Zeit die Öffentlichkeit beschäftigten und die Bekämpfung gewisser Missbräuche an den Börsen zum Ziele hatten. Es ist hier nicht der Ort, über das Gesetz selbst und über die Organisation, die der Börse gegeben wurde, zu berichten, weil dies zu weit führen würde. Hingegen seien diejenigen Bestimmungen, die als Erweiterungen unseres kantonalen Strafgesetzes bei diesem Anlasse beschlossen wurden, hier angeführt:

§ 152 b. Mit Geldbusse oder mit Gefängnis wird bestraft:

1. wer wissentlich oder grobfahrlässig falsche Nachrichten verbreitet, die geeignet sind, die Kurse von Wertpapieren zu beeinflussen oder zum Abschlusse von Spekulationsgeschäften aufzumuntern;
2. wer durch Abschluss von Scheingeschäften die Kurse beeinflusst;
3. wer in gewinnsüchtiger Absicht andere unter Benützung ihres Leichtsinns oder ihrer Unerfahrenheit zum Abschluss von Spekulationsgeschäften, die nicht zu ihrem Gewerbebetrieb gehören, verleitet;
4. wer bei Emission von Aktien oder Obligationen oder bei Offerten von Wertpapieren in Prospekten oder sonstigen Bekanntmachungen wissentlich oder grobfahrlässig falsche Thatsachen behauptet;
5. wer als Kommissionär bei Abwicklung eines Geschäftes absichtlich zum Nachteile des Auftraggebers handelt.

Die Strafbestimmungen sind in den 21. Abschnitt des Strafgesetzes nach den Bestimmungen über Betrug und Wucher eingereiht, weil sie sich auf gewinnsüchtige, von unredlichen Veranstaltungen mannigfaltiger Art begleitete Handlungen beziehen, die auf die Ausbeutung anderer gerichtet sind.

Weniger schwerwiegende Thatbestände wurden als Übertretungen in das Polizeistrafgesetzbuch als § 159 a aufgenommen, und zwar in folgender Fassung:

Mit Geldbusse oder Haft wird bestraft:

1. wer Termin- und Prämiengeschäfte abschliesst mit schweizerischen öffentlichen Beamten, sowie mit Angestellten in inländischen Privatgeschäften, sofern deren Vorgesetzte bezw.

Digitized by Google

Prinzipale nicht ihre ausdrückliche Zustimmung dazu erteilt haben;

2. wer Termin- und Prämiengeschäfte abschliesst mit Personen, deren Identität nicht festgestellt ist oder die mittellos oder insolvent sind und deren Mittellosigkeit und Insolvenz bei Abschluss des Geschäftes bekannt war oder bei Anwendung übungsgemässer Sorgfalt hätte bekannt sein können;
3. wer Kontantgeschäfte abschliesst, anders als gegen Barzahlung des Kaufpreises und Auslieferung der Titel nach den Börsenusancen mit den sub 1 und 2 genannten Personen;
4. wer Geschäfte irgend welcher Art in Wertpapieren mit minderjährigen und bevormundeten Personen ohne Einwilligung des Inhabers der elterlichen bezw. vormundschaftlichen Gewalt abschliesst;
5. wer sonst den Bestimmungen dieses Gesetzes, sowie den in der Ausführung dieses Gesetzes erlassenen Verordnungen und Reglementen zuwiderhandelt.

Die Bestimmungen des Strafgesetzes bleiben vorbehalten.

Wie ersichtlich, enthalten die angeführten Thatbestände wenn auch nicht immer in einwandfreier, so doch in annehmbarer Form so ziemlich alles, was in den Untersuchungen über die wirksame Bekämpfung der Missbräuche an der Börse hervorgehoben wurde.

III. Der § 44 des Polizeistrafgesetzes bestimmte, dass Steuerpflichtige, welche ungeachtet an sie gerichteter Mahnung ihre Steuer nicht entrichten, oder die von ihnen (von der Steuerbehörde) verlangte Auskunft nicht geben, mit Geldbusse bis zu 30 bezw. 50 Fr. bestraft werden sollen. Ähnlich bestimmte § 46 des P. St. G., dass, wer die Einkommens- oder Erbschaftssteuer wissentlich zu gering erlegt, oder bei Gemeinde- und Vermögenssteuer durch wissentlich unrichtige Angaben die Einteilung in eine zu niedere Klasse veranlasst, mit Geldbusse in zwei- bis fünffachem Betrag des zu wenig Entrichteten, bei Zahlungsunfähigkeit mit Haft bis zu drei Monaten bestraft werden soll. Da im Falle des § 44 die ausgesprochene Geldbusse im Falle der Zahlungsunfähigkeit in Haft umzuwandeln war und im Falle des § 45 diese Umwandlung den Zahlungsunfähigen gegenüber ausdrücklich angedroht war, so befürchtete man in Zukunft die Einrede des Schuldverhaftes. Anlässlich des Erlasses eines neuen Steuergesetzes wurden die alten Bestimmungen aufgehoben und an ihre Stelle folgende, wie man annimmt, weniger anfechtbare Thatbestände gesetzt:

§ 44. Personen, welche ungeachtet an sie gerichteter Mahnung der Steuerbehörde die verlangte Auskunft nicht geben, werden mit

Digitized by Google

Geldbusse bis zu Fr. 30 und bei Wiederholung bis zu Fr. 50 bestraft.

Denselben Strafen unterliegen zahlungsfähige Steuerpflichtige, welche ihre Steuern nicht entrichten.

§ 45. Wer eine von den Steuerbehörden gegen ihn wegen Nichtentrichtung von Steuern oder Steuerumgehung verfügte Ordnungsbusse, Nachzahlung oder Strafzahlung ungeachtet seiner Zahlungsfähigkeit nicht entrichtet, wird mit Haft bis drei Monate bestraft.

Es soll also nicht die Unmöglichkeit, zu bezahlen, sondern der böse Wille trotz vorhandener Möglichkeit getroffen werden.

Das Gesetz ist am 14. Oktober 1897 erlassen worden und am 1. Januar 1898 in Kraft getreten.

Baselland. Berichterstatter: Obergerichtspräsident *E. Tanner* in Liestal.

Das Jahr 1897 weist keine Erlasse strafrechtlicher Natur auf; dagegen ist dem Bericht über das Jahr 1896 folgender, am 1. Januar 1897 in Kraft getretener Regierungsratsbeschluss nachzutragen:

Regierungsratsbeschluss betreffend Erweiterung der Obliegenheiten des Strafanstaltsdirektors, vom 4. November 1896.

Der Regierungsrat des Kantons Basel-Landschaft, gestützt auf die §§ 7 und 14 des Gesetzes betreffend die Verwaltung der Strafanstalt, beschliesst:

Die in den §§ 107—124 der Hausordnung für die basellandschaftliche Strafanstalt festgesetzten Obliegenheiten des Direktors werden dahin erweitert, dass derselbe pflichtig erklärt wird, dafür besorgt zu sein, dass diejenigen Strafgefangenen und Zwangsarbeiter, bei denen dies notwendig erscheint, bei ihrer Entlassung womöglich angemessene Beschäftigung finden können. Über seine daherige Thätigkeit hat der Direktor besondere Kontrolle zu führen.

Schaffhausen. Berichterstatter: Rechtsanwalt *E. Ziegler* in Schaffhausen.

Die einzige Bestimmung strafrechtlicher Natur in den gesetzgeberischen Erlassen des Jahres 1897 findet sich in dem *Gesetz betreffend die obligatorische Viehversicherung und die Entschädigung für Verlust bei Seuchen,* vom 2. März 1897, in Kraft getreten am 1. Januar 1898, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. 15 vom 13. April 1897, sowie in der offiziellen Gesetzessammlung, neue Folge, Bd. X, 1, Seite 2/14.


Digitized by Google

Die Versicherung gegen den Verlust von Rindvieh durch Unfall und Krankheit, welche bisanhin schon auf dem Wege der Freiwilligkeit durch Genossenschaften gepflegt wurde, ist nunmehr für den ganzen Kanton als eine obligatorische eingeführt worden (für Schweine, Ziegen und Schafe bleibt die Versicherung eine fakultative).

Art. 37 dieses Gesetzes sagt: „Übertretungen der Vorschriften dieses Gesetzes werden mit Polizeibusse bis auf Fr. 200 bestraft." Als solche, unter diese Bussandrohung fallende Vorschriften dürften anzusehen sein:

Dass jeder Besitzer von Rindvieh dasselbe aufnehmen lassen muss, sofern keine Ausschliessungsgründe vorliegen (Art. 12). Dass ungesundes, zu junges oder zu altes Vieh nicht in die Versicherung aufgenommen werden darf (Art. 13/16). Dass ein in die Versicherung aufgenommenes Tier nicht auch noch anderweitig versichert werden darf (Art. 17). Dass jedes versicherungspflichtige Tier sofort anzumelden, einzuschätzen und auf Verlangen tierärztlich zu untersuchen ist (Art. 19/20). Dass jeder Viehbesitzer verpflichtet ist, der Perlsucht verdächtige Tiere anzuzeigen, dass solche Tiere sofort tierärztlich zu untersuchen, eventuell zu impfen oder zu schlachten sind (Art. 28).

Durch dieses Gesetz ist dasjenige ***betreffend Entschädigung bei Viehverlust und Unterstützung der Viehversicherungsgesellschaften beziehungsweise Vereine durch den Staat,*** vom 19. Februar 1889 (O. G. S., n. F., Band VIII, Heft 2, Seite 62), ausser Kraft gesetzt worden.

Appenzell Inner-Rhoden. Berichterstatter: *J. B. E. Neff,* Kantonsgerichtsaktuar in Appenzell.

Im Jahre 1897 wurden in Appenzell Inner-Rhoden keine Gesetze oder Verordnungen strafrechtlicher Natur erlassen.

Ein kantonales Strafgesetz liegt noch im Entwurf und soll in der Novembersitzung des Grossen Rates (1898) zur Behandlung kommen.

Appenzell Ausser-Rhoden. Berichterstatter: Obergerichtsschreiber *Hohl* in Trogen.

1. ***Übereinkunft zwischen den Regierungen der Kantone Appenzell Ausser-Rhoden und Appenzell Inner-Rhoden, betreffend die Fischerei in den Grenzgewässern.*** Genehmigt von der Standeskommission von

Digitized by Google

Appenzell Inner-Rhoden am 8. März, vom Regierungsrat von Appenzell Ausser-Rhoden am 16. März, vom Bundesrat am 25. März 1897.

Betreffend Polizei und Strafverfahren sind in Art. 6 folgende Bestimmungen aufgeführt:

Behufs Ausübung der Fischereipolizei haben die Vertragskantone sich gegenseitig bestmöglich zu unterstützen. Das Strafverfahren richtet sich nach den Vorschriften desjenigen Kantons, auf dessen Gebiet eine Übertretung verübt wurde.

2. *Steuergesetz für den Kanton Appenzell Ausser-Rhoden.* Von der Landsgemeinde angenommen den 25. April 1897.

Das Gesetz enthält keine Strafbestimmungen betreffend unrichtige Versteuerung, Steuerdefraudation etc. Diesbezügliche Klagen sind daher nach den einschlägigen Bestimmungen des Strafgesetzes zu ahnden.

In mehreren — auch seit der Inkrafttretung des neuen Gesetzes — vorgelegenen Fällen ist Steuerdefraudation letztinstanzlich — obergerichtlich — als Betrug bestraft worden (Gefängnis, Geldbusse und Herabsetzung in den bürgerlichen Ehren und Rechten).

3. *Regulativ zu den §§ 153 und 156 des Strafgesetzes betreffend Tanz und Polizeistunde.* Revidiert am 20. Juli 1897.

Dasselbe enthält im wesentlichen Bestimmungen betreffend *a)* die Aufforderung der Wirte an die Gäste zum Verlassen der Wirtschaften (12 Uhr); *b)* die Folgen der Widerhandlung gegen diese Aufforderung; *c)* die Bewilligungen zur Überschreitung der Polizeistunde. „Widerhandlung gegen die Aufforderung der Wirte zum Verlassen der Wirtschaft wird als Hausfriedensstörung geahndet.“ Bewilligungen zur Überschreitung der Polizeistunde dürfen nur für Tanz- und Ehrenanlässe erteilt werden. Die Überschreitung darf nur bis morgens 4 Uhr dauern. Ausgeschlossen sind die Bewilligungen für den Karfreitag, Ostersonntag, Pfingstsonntag, Bettag und Weihnachtstag und deren Vorabende. — Unter Ehrenanlässen sind zu verstehen: *a)* Theatralische, musikalische und gesangliche Aufführungen von Vereinen; *b)* Gelegenheitsanlässe von Gesellschaften familiären und öffentlichen Charakters.

Am Schlusse jedes Amtsjahres haben die Polizeiämter an die Justiz- und Polizeikommission sachbezüglich Bericht zu erstatten.

4. *Specialverordnung betreffend das Begräbniswesen im Kanton Appenzell Ausser-Rhoden.* Vom Kantonsrate erlassen am 26. August 1897.

§ 26 enthält die Bestimmung, dass Übertretungen der Verordnung den einschlägigen Bestimmungen des Strafgesetzes unterliegen.


Digitized by Google

5. ***Reglement betreffend die Aufstellung und den Betrieb von Acetylengas-Beleuchtungsapparaten.*** Erlassen vom Regierungsrat den 9. November 1897.

§ 10 enthält die Bestimmung, dass Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften dieses Reglements strafrechtlich verfolgt werden.

Graubünden. Berichterstatter: Dr. *Edgar Hilty,* Advokat in Chur.

Das *Polizeistrafgesetzbuch,* in Kraft seit 1. Januar 1898, hat sich bewährt. Über die in demselben neu enthaltenen Deliktsbestände ist bereits referiert worden. Wichtig ist auch das Procedere und die Gerichtsorganisation. Wir kennen in Graubünden keine Appellation in Strafsachen. Auch haben wir der Trichotomie der Deliktsgattungen entsprechend nicht auch drei Gattungen von Strafgerichten, sondern nur zwei: die Kreisgerichte mit ihren Ausschüssen einerseits und andererseits das Kantonsgericht. Ein Strafurteil ist anfechtbar nur formell, also nur wegen Formfehlern, und zwar ist das Kassationsgesuch an die Regierung zu richten in der Frist von sieben Tagen ab Kenntnisnahme des Urteils. Die Rechtsprechung in Strafsachen ist eine prompte und erst neulich wurde vom Tit. Kreisgericht Schiers ein Italiener, welcher sich als Anarchist berühmte, wegen Unfuges zu drei Tagen Gefängnis und Landesverweisung verurteilt. — Allgemein ist man gespannt auf die Entwicklung des Stoossschen Entwurfes, indem, diesem materiellen Recht angepasst, eine Ausscheidung der Kompetenzen zwischen Kantonsgericht und Kreisstrafbehörden wieder erfolgen muss.

Thurgau. Berichterstatter: Obergerichtspräsident Dr. *Fehr* in Frauenfeld.

Abgesehen von einer Modifikation der in § 12 der regierungsrätlichen Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über Jagd und Vogelschutz enthaltenen Strafsanktionen ist für das Jahr 1897 kein Erlass strafrechtlicher Natur zu verzeichnen.

Tessin. Rapporteur: Dr *Vigizzi* à Locarno.

Cette année encore l'activité du législateur tessinois n'a pas eu à se manifester d'une façon remarquable dans le domaine de la législation pénale. Nous n'avons en effet à signaler que les deux décisions, d'ordre tout à fait administratif, que voici:

Digitized by Google

Décret du 17 novembre 1897 et loi d'attuation s'y référant, à propos de l'institution d'un casier judiciaire où seront inscrites toutes les condamnations prononcées contre les ressortissants du canton du Tessin par les Tribunaux tessinois, d'autres cantons ou étrangers. Ce casier judiciaire sera entretenu par les soins du Département cantonal de justice. Il est fait devoir au Ministère public et au Juge d'instruction de consulter le dit casier au commencement de tout procédé contre qui que ce soit.

Décret du 18 novembre 1897 établissant deux jurisdictions, au lieu des trois existantes auparavant, pour l'exercice des fonctions du Ministère public dans tout le canton: le tout n'ayant absolument aucune importance au point de vue du droit.

Vaud. Rapporteur: Prof. Dr *G. Favey,* à Lausanne.

La Revue a déjà donné le texte de la loi du 13 mai 1897 sur le sursis à l'exécution des peines. En dehors de cette loi, nous pouvons mentionner les dispositions législatives suivantes:

1° *Arrêté du 19 janvier 1897 sur l'exécution, l'exploitation et la surveillance des installations électriques,* complété par un *Règlement du bureau de contrôle des installations électriques, du 17 novembre 1897.*

Toutes les installations électriques, tant intérieures qu'extérieures, doivent être établies conformément au Règlement de l'association suisse des électriciens, du 9 août 1886, qui est déclaré faire partie intégrante de l'arrêté et textuellement reproduit. Ces installations sont soumises à un contrôle; en cas de défectuosité reconnue, un délai est accordé pour la correction, et si celle-ci n'est pas opérée dans le délai voulu, le contrevenant est puni d'une amende de 20 à 300 fr., et de 500 fr. en cas de récidive; en outre, l'utilisation des installations peut être complètement suspendue en cas de danger. Enfin, les propriétaires sont déclarés civilement responsables des suites d'une installation défectueuse vis-à-vis des caisses d'assurances mobilière et immobilière.

2° *Loi du 17 février 1897 sur les agents d'affaires.*

La loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite permet aux cantons de subordonner l'exercice de la profession d'agent d'affaires à des conditions de capacité et de moralité, et tel est le but de la nouvelle loi. Les personnes qui font profession de représenter habituellement les parties devant les tribunaux doivent se pourvoir d'une patente accordée par le Tribunal cantonal et délivrée à la suite d'examens et du dépôt d'un

Digitized by Google

cautionnement; la surveillance est exercée dans chaque district par les Présidents de tribunaux.

Le Tribunal cantonal peut prononcer contre les agents d'affaires patentés des peines disciplinaires : l'admonition, une amende jusqu'à 500 fr., la suspension jusqu'à 6 mois, et la destitution.

En outre, sont punis d'une amende de 100 à 1000 fr. celui qui représente habituellement les parties sans être pourvu d'une patente, et celui qui offre ses services au public sans patente ou en laissant croire qu'il est patenté.

3° *Arrêté du 9 avril 1897, sur la circulation des tombereaux.*

Certaines voies publiques, particulièrement dans les environs de Lausanne, ont été gravement endommagées et rendues presque impraticables par la circulation intense de tombereaux à deux roues. En attendant la revision déjà entreprise de la loi de 1851 sur la police des routes, le Conseil d'Etat a été autorisé à restreindre et à interdire même la circulation de ces véhicules sur certaines voies publiques. Les contraventions à cette défense sont réprimées par une amende de 20 fr.

4° *Arrêté du 23 avril 1897 exemptant certaines professions des règles sur la durée du travail des apprentis.*

La loi du 21 novembre 1896 sur l'apprentissage, dont nous avons rendu compte l'an dernier, détermine la durée du travail des apprentis, mais autorise à apporter des exceptions à ces règles pour certaines professions. Le Conseil d'Etat a fixé les professions au bénéfice de ces exemptions, en les subordonnant à certaines conditions. Même dans les professions exemptées, les apprentis doivent pouvoir recevoir l'instruction primaire; ils doivent avoit un repos de 8 heures la nuit, un dimanche libre sur trois et une demi-journée libre dans la semaine s'il y a travail le dimanche après midi. Les contraventions sont punies par les amendes prévues par la loi de 1896.

5° *Loi du 14 septembre 1897 sur l'organisation sanitaire.*

Cette loi, qui remplace celle du 13 mars 1886, renferme des dispositions très complètes et détaillées sur toutes les questions relatives à la santé des hommes et des animaux, sur l'exercice de l'art de guérir, la vente des poisons, le commerce du bétail, etc.

Les peines prévues sont des amendes qui, en cas de récidive, peuvent être doublées et cumulées avec un emprisonnement ne pouvant excéder 100 jours.

Sont punies d'une amende jusqu'à 300 fr. toutes personnes qui exercent illégalement une partie de l'art de guérir en s'annonçant en cette qualité sans être porteurs du diplôme ou de l'autorisation

Digitized by Google

exigés, en excédant les limites de l'autorisation, ou en prenant un titre de nature à faire croire au public l'existence d'une autorisation.

Toutes les personnes autorisées à pratiquer une branche de l'art de guérir, convaincues d'immoralité, d'incapacité ou de négligence dans leur profession peuvent être frappées par le Conseil d'Etat d'une réprimande, de la suspension ou du retrait de l'autorisation de pratiquer; ces mesures disciplinaires ne sont prises qu'après audition du dénoncé et sur préavis du Conseil de santé et des hospices.

A côté de ces dispositions générales, deux chapitres sont consacrés, l'un aux contraventions relatives à la police de santé des hommes, et l'autre aux contraventions relatives à la police de santé des animaux.

Dans le premier de ces chapitres, nous relevons l'obligation des médecins d'aviser l'autorité sanitaire de tous les cas de maladies épidémiques ou contagieuses, de délivrer des certificats aux victimes d'accidents donnant lieu à l'application des lois fédérales sur la responsabilité civile, l'interdiction aux médecins de vendre des médicaments, sauf autorisation spéciale justifiée par l'éloignement d'une pharmacie. Il est interdit aux dentistes de provoquer seuls l'anesthésie au moyen du chloroforme ou de l'éther. De nombreuses dispositions règlent la vente des médicaments et des substances réputées toxiques, délivrés uniquement sur prescription médicale ou sur autorisation du préfet; est réservée, cependant, la vente en gros des substances toxiques employées dans l'industrie.

La loi pose le principe de l'obligation de la vaccination.

Dans les dispositions sur les inhumations, apparaît pour la première fois, dans le canton, la faculté de l'incinération.

Dans les prescriptions relatives à la police de santé du bétail, rentrent des dispositions sur la prévention des maladies épizootiques, sur les devoirs des inspecteurs du bétail, des propriétaires et des fruitiers de montagne, sur la police des foires et marchés, sur le transport du bétail, enfin sur la police des boucheries et la vente des viandes.

6° *Loi du 1er décembre 1897, modifiant le chapitre V de la loi sur la chasse du 1er juin 1876.*

Cette loi a eu pour but de préciser certaines dispositions de la loi sur la chasse. Elle réprime: la vente du gibier dès le huitième jour après la fermeture de la chasse, le fait de chasser sans permis ou hors la période autorisée, ou avec des engins prohibés, le fait de laisser chasser des chiens ou de ne pas les munir d'entraves, etc. Est considéré comme étant en contraveetion de chasse, sauf preuve du contraire, toute personne qui, dans le temps où la

Digitized by Google

chasse est interdite, est rencontré dans la campagne avec une arme ou un engin de chasse.

Les contraventions sont réprimées par des amendes de 5 à 300 fr., doublées en cas de récidive.

7° *Arrêté du 31 décembre 1897 sur la vente et le transport des matières explosibles et inflammables.*

Cet arrêté qui remplace, en les complétant, des dispositions antérieures, interdit de vendre ou de conserver en dépôt des matières explosibles telles que les fulminates, les picrates, les pyroxiles, la nitroglycérine, la dynamite, etc., sans une autorisation spéciale. Il fixe les quantités de poudre qui peuvent être conservées dans les habitations, règle la construction et l'emplacement des dépôts d'explosifs et détermine les mesures de sécurité à prendre pour le transport de ces substances.

Des dispositions du même genre sont prévues au sujet des matières inflammables telles que l'alcool à brûler, les huiles essentielles, les vernis, les huiles minérales et leurs dérivés, l'éther, le sulfure de carbone, le phosphate, le carbure de calcium, etc.

Il est interdit de se servir de la néoline, de la gazoline ou de la benzine de pétrole pour l'éclairage particulier; l'emploi du pétrole pour l'éclairage des granges, écuries, remises, n'est autorisé qu'au moyen de certains appareils.

Les contraventions sont réprimées par des amendes de 10 à 500 fr., doublées en cas de récidive; certaines infractions peuvent entraîner en outre l'interdiction d'exercer leur profession pendant deux ans au plus contre les négociants.

Wallis. Berichterstatter: Nationalrat Dr. *Loretan* in Leuk.

Im Gebiete des Strafrechts sind keine gesetzgeberischen Erlasse zu verzeichnen.

Genève. Rapporteur: Dr *E. Picot,* juge à la Cour de justice à Genève.

Une seule loi d'ordre pénal a été promulguée dans le courant de l'année 1897, la loi du 26 mai 1897 *abrogeant le chapitre II, livre II, titre VI, du Code d'instruction pénale et le remplaçant par des dispositions nouvelles.* Le chapitre modifié est celui qui traite de *la Revision;* les changements qui y sont apportés ont pour but de permettre de demander la revision d'un arrêt ou d'un jugement attribuant par erreur un faux état civil à la personne condamnée.

Digitized by Google

M. le Prof. A Gautier, dans un article paru cette année dans la „Revue pénale suisse" (page 91) sous le titre: *Un nouveau motif de revision dans la procédure genevoise,* a exposé d'une manière détaillée les modifications apportées par cette loi à notre procédure pénale et les circonstances qui ont amené ces modifications; inutile donc d'y revenir.

Cette unique loi forme tout le bagage législatif en matière pénale de notre corps législatif pour l'année 1897. Il ne nous reste dans le domaine réglementaire qu'à citer un réglement concernant *la fabrication et l'emploi du carbure de calcium et du gaz acétylène du 10 juillet 1897* et qui prévoit les peines de police. Quelques réglements municipaux sur la voirie (Carouge), l'enlèvement des immondices (Ville de Genève) ont reçu l'approbation de l'Etat, mais ils ne sauraient présenter aucun autre intérêt que celui d'être munis aussi de la sanction des peines de police.

Digitized by Google

Entscheidungen in Strafsachen. — Jurisprudence pénale.

Kantonale Gerichte. — Tribunaux cantonaux.

Urteil des Obergerichtes des Kantons Zürich in Sachen Bolliger.

Mitgeteilt von Prof. *Emil Zürcher* in Zürich.

Wiederherstellung. — Wird gegen ein schwurgerichtliches Urteil auf Grund neuer Thatsachen oder Beweise Revision verlangt, so muss die Revisionsinstanz den Wert der neuen Vorbringen zunächst auf Grund der Untersuchungsakten beurteilen. — Neue Thatsachen und Beweismittel sind solche, welche dem urteilenden Richter nicht vorgelegen hatten; darauf kommt nichts an, dass sie schon zur Zeit des Urteils bestanden haben, aber aus irgend welchen Gründen nicht vorgelegt wurden.

Vorbemerkung. Am Morgen des 6. November 1894 wurde in einem Baumgarten hinter dem Künstlergütli in Zürich, unfern des Polytechnikums, der Leichnam eines kleinen Mädchens aufgefunden. Die Kleider waren mit Blut und Erde beschmutzt, im Gesicht, in den Haaren, in Ohren und Nase fand sich feiner Sand vor, und der Unterleib zeigte scharfe Schnittwunden, aus welchen die Gedärme herausquollen. Der Gerichtsarzt stellte fest, dass das Mädchen den Tod durch Erstickung erlitten; die Schnittwunden seien kurz nach dem Tode beigebracht worden.

Das Kind war Prisca Bolliger, das vierjährige Töchterchen des Adolf Bolliger von Wittwyl, Aargau, geb. 1869, Handlanger, wohnhaft an der Brunngasse in Zürich I. Bolliger lebte daselbst mit seiner Mutter und seinem Bruder zusammen. Seine Ehe mit der Mutter der Prisca war am 24. Januar 1893 auf sein Betreiben gerichtlich geschieden worden, das Kind dem Vater zur Erziehung überlassen.

Digitized by Google

Aus den Aussagen der Angehörigen des Adolf Bolliger ergab es sich, dass die Prisca am 5. November, abends halb 6 Uhr, in einen nahen Laden geschickt worden war, um einen Hemdkragen zu holen. Etwa um 6 Uhr sei Adolf Bolliger heimgekommen. Man erzählte ihm, dass das Kind so lange ausbleibe. Die Ladeninhaberin bezeugte, dem Kinde den Kragen gegeben zu haben, eine halbe Stunde bevor der Vater dem Kinde bei ihr nachgefragt. Festgestellt wurde ferner noch, dass der Vater 7 Uhr 45 Min. auf dem Polizeiposten Prediger Anzeige erstattete. Die Aufnahme der Anzeige habe mindestens 10 Minuten in Anspruch genommen. Nachher setzte Bolliger die Nachforschungen fort bis gegen 11 Uhr nachts.

Wenige Minuten nach 6 Uhr war von zwei Zeuginnen ein Mann gesehen worden, der ein Kind auf dem Arme trug, welches einen Hemdkragen in der Hand hielt. Die Begegnungsorte liegen auf dem Wege von der Brunngasse zum Polytechnikum.

Endlich hatten mehrere Zeugen um 8 Uhr einen Mann in den Garten eintreten sehen, in welchem nachher die Leiche gefunden worden. Der Mann trug etwas, er kauerte dann nieder, hielt sich einige Zeit in dem Garten auf und verliess denselben durch die obere Thüre.

Wer war der Mann, der das Kind mit dem Hemdkragen um 6 Uhr gegen den Berg hinaufgetragen, wer derjenige, der abends um 8 Uhr das Paket, das offenbar die Leiche enthielt, in jenen Baumgarten verbrachte? Ob es derselbe, ob es verschiedene gewesen, war zunächst nicht die wichtigste Frage; der eine wie der andere war entweder Thäter oder Gehülfe am Morde des Kindes.

Zunächst richtete sich die Untersuchung gegen einen italienischen Obst- und Gemüsehändler, Albertini, der in geschlechtlicher Beziehung einen höchst bedenklichen Ruf hatte. Sein erster Alibinachweis erwies sich als unrichtig; dennoch war etwas Überzeugendes gegen ihn nicht zu ermitteln, er beteuerte seine Unschuld, und das Verfahren gegen ihn wurde Anfang Dezember eingestellt.

Inzwischen, am 22. November, liess Staatsanwalt Fehr den Bolliger verhaften und erhob gegen ihn Anklage auf Mord unterm 28. Dezember.

Diese Anklage kam in den Tagen vom 3. bis 6. April 1895 vor Schwurgericht zur Verhandlung. Der Staatsanwalt suchte nachzuweisen, dass Bolliger der Mann gewesen sei, der das Kind 6 Uhr abends gegen das Polytechnikum hinaufgetragen, und dass auch er

Digitized by Google

um 8 Uhr die Leiche in der Wiese niedergelegt; in beiden Zeitpunkten finden sich Lücken im Alibibeweis des Angeklagten; nach seinem äusserst rohen Charakter sei er einer solchen That fähig, er hatte Beweggründe, sich des ihm lästigen Kindes zu entledigen. Die Geschwornen erklärten den Angeklagten schuldig und der Gerichtshof verurteilte ihn wegen Mordes zu lebenslänglichem Zuchthaus.

Gegen dieses Urteil erhob der Verteidiger des Bolliger, Dr. Sträuli, Kassationsbeschwerde und reichte zugleich dem Regierungsrat ein Begnadigungsgesuch ein. Das abweisende Urteil des Kassationsgerichtes findet sich abgedruckt in dieser Zeitschrift, Band IX, Seite 147.

Inzwischen hatte sich Advokat Wolf, der den Schwurgerichtsverhandlungen gefolgt war, der Sache mit einem solchen Eifer angenommen, dass kein Besserer zum Vormunde des Sträflings Bolliger gefunden werden konnte, als gerade er. Im „Tagesanzeiger" erschienen von ihm eine Reihe von Artikeln, in denen der doppelte Nachweis geleistet werden sollte, dass Albertini und nicht Bolliger der Thäter gewesen sein konnte. Von diesen Artikeln wurde im Juni 1895 ein Separatabdruck herausgegeben unter dem Titel: „Der Schwurgerichtsprozess Bolliger. Nach den Akten und Verhandlungen dargestellt und kritisch beleuchtet von Advokat G. Wolf, alt Oberrichter in Zürich."

Am 4. Juli 1895 reichte Advokat Wolf dem Obergericht ein Wiederherstellungsgesuch gegen das Urteil des Schwurgerichts ein. Das Obergericht ordnete Vervollständigung der Untersuchung an und gelangte am 29. April 1896 mit Stimmenmehrheit zu einem abweisenden Beschlusse. Die Abweisung wurde in der Hauptsache damit begründet, dass die Mehrzahl der angerufenen Beweismittel, wenn sie auch den Geschwornen nicht vorgelegt worden, so doch dazumal schon in der Untersuchung erhoben und deshalb der Verteidigung zugänglich waren, während die wirklich neu entdeckten Beweismittel unerheblich seien. Gegen dieses Urteil erhob der Vertreter des Bolliger einmal Beschwerde wegen Rechtsverweigerung beim Bundesgericht, das am 21. Oktober 1896 ein abweisendes Urteil ergehen liess, und sodann die Kassationsbeschwerde, die vom Kassationsgericht unterm 18. Februar 1897 verworfen wurde. Inzwischen war neuerdings eine Reihe von Artikeln im „Tagesanzeiger" erschienen und in einem Separatabdruck: „Der Schwurgerichtsprozess Bolliger, II. Teil", im Februar 1897 gesammelt worden.



Nach Erledigung aller dieser Rechtsmittel griff der Vormund Bolligers auf das längst eingereichte Begnadigungsgesuch zurück. Die Regierung veranlasste nun einerseits ein Gutachten der Staatsanwaltschaft und des Obergerichts, anderseits ein solches der juristischen Fakultät. Die „Begutachtung des Begnadigungsgesuches von Adolf Bolliger von Wittwyl, erstattet von der Staatsanwaltschaft“, gedruckt Zürich 1897 in der Buchdruckerei Rüegg, beruhte auf einer sorgfältigen Bearbeitung der Akten durch Herrn Staatsanwalt v. Schulthess und gelangte zu dem Schlusse, dass zwar weder der Beweis für Albertinis Schuld noch der für Bolligers Nichtschuld vorliege, dass aber, weil eben auch kein Schuldbeweis gegen Bolliger erbracht sei, die Begnadigung zu empfehlen sei. In ähnlicher Weise hatte sich auch das Obergericht ausgesprochen. Das Gutachten der staatswissenschaftlichen Fakultät an den Regierungsrat, das ebenfalls zu Handen des Regierungsrates und des Kantonsrates gedruckt worden war, teilte sich in ein Mehrheits- und ein Minderheitsgutachten. Ersteres schloss, ohne auf die Thatsachenprüfung sich einzulassen, dahin, es würde eine Begnadigung wegen Unrichtigkeit des Schuldurteils die Überprüfung des Urteils durch den Kantonsrat voraussetzen und damit gegen den verfassungsmässigen Grundsatz der Gewaltentrennung (Art. 56 der Staatsverfassung) verstossen. Die Minderheit hielt aber dafür, dass grundsätzlich nichts einzuwenden sei gegen die Bethätigung der Gnade, welche im Dienste der idealen Gerechtigkeit die Fehler der wirklichen Gesetzgebung und Rechtspflege verbessern soll.

Unterm 28. April 1898 legte der Regierungsrat dem Kantonsrat einen Beschlussesentwurf vor, wonach dem Adolf Bolliger die lebenslängliche Zuchthausstrafe in Gnaden erlassen werden sollte, jedoch mit dem Vorbehalt, dass diese Beschlussfassung vom Kantonsrate aufgehoben oder abgeändert werden könne, wenn der Regierungsrat, gestützt auf neue thatsächliche Konstatierungen, dies beantrage (Amtsblatt des Kantons Zürich, 1898, Textteil, Seite 427). Ausser den genannten Drucksachen wurden dem Kantonsrate eingehändigt: „Aktenstücke in der Angelegenheit Bolliger betreffend Begnadigung, Beilage zum Antrag des Regierungsrats.“ Diese Druckschrift enthält: 1. die Anklagerede des II. Staatsanwaltes Fehr vor Schwurgericht, 2. Urteil des Schwurgerichts vom 6. April 1895 nebst dem Schlussverhör Bolligers, 3. Urteil des Kassationsgerichtes vom 24. Juni 1895, 4. Beschluss des Obergerichtes betreffend Restitutionsgesuch, vom 29. April 1896, mit den Aus-

Digitized by Google

führungen der Minderheit, 5. Urteil des schweizerischen Bundesgerichts vom 21. Oktober 1896, und 6. Urteil des Kassationsgerichtes vom 18. Februar 1897.

Mittlerweile hatte Advokat G. Wolf seinen Broschüren über den Schwurgerichtsprozess Bolliger einen III. Teil, „Das Begnadigungsgesuch“, im November 1897 und im Juni 1898 einen IV. Teil: „Das Begnadigungsgesuch, Antwort auf das Gutachten der juristischen Fakultät, der Beschluss des Regierungsrates, die Notwendigkeit der Restitution“, folgen lassen.

Am 16. August 1898 erstattete die kantonsrätliche Begnadigungskommission durch ihren Referenten, alt Gerichtspräsident Dr. Frei, dem Rate Bericht und Antrag. Die Rede des Herrn Dr. Frei ist seither in einer beschränkten Anzahl von Abzügen gedruckt worden. Der Kommissionalantrag, der durch den Kantonsrat, in der Hauptsache ohne Widerspruch, zum Beschluss erhoben wurde, lautet:

1. Auf das Begnadigungsgesuch des Adolf Bolliger wird zur Zeit nicht eingetreten.

2. Der h. Regierungsrat wird eingeladen, in Anwendung von § 768 des Gesetzes betreffend die Rechtspflege, die Staatsanwaltschaft anzuweisen, beim h. Obergericht ein Gesuch um Restitution gegen das am 6. April 1895 über Adolf Bolliger gefällte schwurgerichtliche Urteil einzureichen.

Schon unterm 23. September 1898 war Advokat Wolf mit einem Restitutionsgesuch zuvorgekommen. Das Gesuch stützte sich teils auf den Restitutionsgrund von § 1103, Ziff. 1, des Gesetzes betreffend die Rechtspflege, wobei gegen eine Reihe von Zeugen der Verdacht falscher Zeugnisablegung erhoben wurde, teils auf § 1103, Ziff. 3, neue Thatsachen und Beweismittel beschlagend.

Unterm 22. Oktober langte auch seitens der Staatsanwaltschaft ein Restitutionsgesuch ein, worin Staatsanwalt Merkli, von der Überzeugung der Nichtschuld Bolligers ausgehend, den Fall als gegeben erklärt, dass aus neuen Thatsachen und Beweismitteln mit hoher Wahrscheinlichkeit sich ergebe, es habe ein anderer als Bolliger das Verbrechen begangen. Nach Sträulis Kommentar (Supplementsband) zu § 1103, Nr. 4, sei es nicht nötig, den Dritten individuell zu bezeichnen; wenn es sich mit hoher Wahrscheinlichkeit ergebe, dass der Verurteilte das Verbrechen nicht begangen habe, so müsse es eben ein Dritter begangen haben.

Der mehrfach citierte § 1103 des Gesetzes betreffend die Rechtspflege lautet:

Digitized by Google

„Gegen ein rechtskräftiges Urteil, durch welches eine Strafe verhängt wurde, kann Wiederherstellung in den frühern Zustand verlangt werden:

1. Wenn es sich zeigt, dass durch ein Verbrechen zum Nachteile des Verurteilten auf das Ergebnis des betreffenden Strafverfahrens eingewirkt wurde;
2. wenn seit der Beurteilung ein Straferkenntnis ausgefällt wurde, das mit der erstern in unverträglichem Widerspruche steht;
3. wenn seit Ausfällung des Urteils Beweismittel aufgefunden wurden, aus welchen mit hoher Wahrscheinlichkeit hervorgeht, dass das Verbrechen von einem andern als dem Verurteilten verübt, oder dass ein Verbrechen überall nicht oder nicht in dem bezeichneten Umfange begangen worden ist; im letztern Falle jedoch nur, wenn deshalb eine erhebliche Minderung der verhängten Strafe einzutreten hat."

Nach diesen Vorbemerkungen teilen wir im folgenden Erwägungen und Dispositiv des obergerichtlichen Urteils mit.

Das Obergericht

hat in seiner Sitzung vom 8. November 1898

aus folgenden Gründen:

I. Nachdem das erste Restitutionsgesuch, das Adolf Bolliger drei Monate nach seiner Verurteilung durch das Schwurgericht gestellt hatte, vom Obergerichte durch Mehrheitsbeschluss vom 29. April 1896 als unbegründet abgewiesen worden, und auch die Anrufung des Kassationsgerichtes und des Bundesgerichtes ohne Erfolg geblieben war, musste das von Bolligers amtlichem Verteidiger gleich nach dem Schwurgerichtsurteile eingereichte Begnadigungsgesuch in Behandlung gezogen werden. Mit einem einlässlichen Berichte vom 14. Juli 1897 stellte nun der gegenwärtige erste Staatsanwalt Dr. v. Schulthess beim Regierungsrate den Antrag, dass Bolliger zu begnadigen sei; er begründete den Antrag damit, dass er (im Gegensatze zu dem gewesenen zweiten Staatsanwalt W. Fehr, der die Anklage vor dem Schwurgerichte vertreten hat) von der Schuld des Verurteilten keineswegs überzeugt sei, wenn auch nicht geradezu dessen Unschuld als bewiesen erscheine. Und das Obergericht selbst sprach sich am 8. November 1897 in seiner Begutachtung des Begnadigungsgesuches zu Handen des Kantonsrates dahin aus:

Soweit ohne genaue Kenntnis der schwurgerichtlichen Verhandlungen eine Nachprüfung des Strafurteiles möglich sei, können schwere Bedenken gegen dieses geltend gemacht werden. Wenn auch ein Beweis für die Unschuld Bolligers nicht erbracht erscheine,

Digitized by Google

so fehle es doch an einem genügenden Schuldbeweise. Allerdings seien im schwurgerichtlichen Verfahren gewisse, den Angeklagten belastende Momente aufgedeckt worden, und es lasse sich begreifen, dass dieselben in Verbindung mit dem ungünstigen Eindrucke, den Bolliger gemacht, bei den Geschwornen die Überzeugung von der Richtigkeit der Anklage hervorgerufen haben. Allein eine ruhige, objektive Prüfung ergebe, dass alle jene Momente doch nicht stichhaltig genug seien, um mit aller Beruhigung annehmen zu können, dass Bolliger wirklich der Mörder seines Kindes sei.

Der Regierungsrat legte das Begnadigungsgesuch mit Weisung vom 28. April 1898 dem Kantonsrate vor, indem er beantragte, den Adolf Bolliger mit dem Vorbehalte zu begnadigen, dass er zur Straferstehung wieder einberufen würde, falls sich seine Schuld nachträglich unzweifelhaft ergeben sollte. Der Kantonsrat beschloss indes am 16. August 1898, auf das Begnadigungsgesuch einstweilen nicht einzutreten, sondern zu gewärtigen, ob die Einreichung eines Restitutionsgesuches durch die Staatsanwaltschaft selbst, die er durch bezügliche Einladung an den Regierungsrat anregte, einen für den Verurteilten günstigen Erfolg haben werde. Daraufhin wurden die im faktischen Teile wörtlich aufgenommenen Restitutionsgesuche eingereicht.

II. Das als Restitutionsbehörde heute in ausserordentlicher Weise besetzte Obergericht findet nun auf Grund des gesamten Aktenmaterials auch seinerseits, dass über die Richtigkeit des über Adolf Bolliger ausgesprochenen Schuldurteiles die gewichtigsten Zweifel bestehen müssen, wenn man nicht geradezu mit dem Vormunde Bolligers und dem Vertreter der Staatsanwaltschaft für das gegenwärtige Restitutionsverfahren den Unschuldsbeweis als geleistet betrachten wolle.

Der Staatsanwalt hat die dem Angeklagten zur Last gelegte That in der Anklageschrift örtlich und zeitlich etwas unbestimmt umschrieben, indem er die Tötung des Kindes Bolliger als „in Zürich in der Zeit von abends sechs Uhr des 5. bis morgens sieben Uhr des 6. November 1894“ erfolgt bezeichnete. In der Verhandlung vor den Geschworenen hat er aber die Thatumstände in folgender Weise genauer präcisiert: Das getötete Kind, welches kurz vor sechs Uhr abends im Sattlerschen Laden an der Brunngasse einen Hemdenkragen geholt, sei von seinem Vater, dem Angeklagten, am Abend des 5. November 1894, etwa $6^1/_4$ Uhr, lebend nach der Gegend des Polytechnikums getragen und dort umgebracht worden, indem er es durch einen Schlag auf den Kopf betäubte und ihm das Gesicht in einen Sand- oder Erdhaufen stiess, so dass es erstickte. Um 6 Uhr 20 bis 25 Minuten sei der Angeklagte von der That nach Hause gekommen. Um 7 Uhr 45 bis 50 Minuten habe er auf dem städtischen Polizeiposten beim „Prediger“ dem Polizeimanne Frei angezeigt, dass sein Kind verschwunden sei. Hierauf sei er wieder zu der in der Nähe des Thatortes versteckten Kinds-

Digitized by Google

leiche gegangen und habe diese etwas vor 8 Uhr im Stadlerschen Gute gerade unterhalb der Verhaftsanstalt im „Berg“ an der Stelle ausgesetzt, wo sie am folgenden Morgen in verstümmeltem Zustande aufgefunden worden ist.

Nach dem gerichtsärztlichen Gutachten muss der Tod des Kindes in der Zeit von 6 bis 8 Uhr abends eingetreten sein, was unzweifelhaft auch die urteilenden Geschwornen angenommen haben. Nun wurden in der Gerichtsverhandlung folgende Beweise dafür vorgebracht, dass der Angeklagte weder um 6¼ Uhr sein Kind fortgetragen haben könne, noch dass er etwas vor 8 Uhr habe an der Stelle sein können, wo die Kindsleiche gefunden worden:

1. Abgesehen von den Aussagen von Bolligers Angehörigen, wonach er cirka 6 Uhr nach Hause gekommen, als man das Kind schon vermisste, deponierten die Zeugen Marie Gasser, er sei um 6 oder 6¼ Uhr, und Esther Vogel, er sei etwas nach 6 Uhr nach Hause gekommen, und der Zeuge Benedikt Rauch hat den Bolliger ziemlich genau um 6¼ Uhr vor dessen Haus an der Brunngasse angetroffen und dabei von dessen Mutter vernommen, dass das Kind Elise vermisst werde. Die Ladenbesitzerin Witwe Sattler sah den Bolliger um 6½ Uhr an der Ecke Brunngasse-Zähringerplatz stehen und hörte, wie er seinem Kinde nachfragte, und auch der Zeuge Max Watzel hat „zwischen 6 und 6½ Uhr“ den Bolliger in gleicher Weise in der Brunngasse beobachtet (vgl. die in der gedruckten Aktensammlung enthaltenen Ausführungen der obergerichtlichen Minderheit vom 26. April 1896).

Nach diesen Zeugnissen und den in Betracht kommenden Distanzen, die im früheren Restitutionsverfahren des genauesten festgestellt worden sind, könnte Adolf Bolliger unmöglich sein Kind in der von der Anklage behaupteten Art und Zeit nach der Gegend des Polytechnikums verbracht und dort ums Leben gebracht haben. Und doch muss nach dem so gewichtigen Zeugnis der Anna Schurter (vgl. gedrucktes Gutachten des I. Staatsanwaltes Dr. v. Schulthess, S. 113) offenbar angenommen werden, das Kind, das sie wenige Minuten nach 6 Uhr durch einen Mann die Künstlergasse hinauf gegen das Polytechnikum tragen sah und das einen Hemdenkragen in den Händen hielt, sei das Kind Elise Bolliger gewesen.

2. Während die Zeit von 6½ bis 7¾ Uhr auch nach der Art der Anklagebegründung für die Frage der Schuld des Adolf Bolliger nicht wesentlich in Betracht fällt, so ist dagegen sehr wichtig, was mit Bezug auf die Verbringung der Kindsleiche an deren Fundort festgestellt worden ist.

Nach den Aussagen der vor Schwurgericht einvernommenen Zeugen Frau Keller, Gefangenwärterin im „Berg“, und Fuhrknecht Albert Dressel daselbst hat der Mann, der nach Staatsanwalt Fehrs Vorstellung die Kindsleiche im Stadlerschen Gute aussetzte, sich etwa 10 Minuten lang in diesem Gute aufgehalten und dasselbe unmittelbar vor 8 Uhr verlassen. Adolf Bolliger aber hat sich nach

Digitized by Google

der Deposition des vor Schwurgericht einvernommenen Stadtpolizisten Frei um 7 Uhr 45 Minuten noch im Polizeiwachtlokal bei der Predigerkirche befunden, wo er Anzeige vom Vermissen seines Kindes erstattet hatte. Und der Polizist Frei wurde im früheren Restitutionsverfahren nochmals einvernommen, wobei er seine Aussagen dahin ergänzte: Bolliger sei einige Minuten vor 7³/₄ Uhr auf die Wache gekommen, um 7³/₄ Uhr sei mit dem Notieren seiner Angaben begonnen worden, und seine Anwesenheit möge etwa 10 Minuten gedauert haben; etwa 5 Minuten nach seinem Weggehen sei die auf 8 Uhr bestellte Ablösungsmannschaft eingetroffen (vergleiche Ziffer 9 der oben citierten Minderheitsausführungen).

In Anbetracht der Aussage des Stadtpolizisten Frei ist auch der I. Staatsanwalt Dr. v. Schulthess in seinem Gutachten (S. 137) zu dem Schlusse gelangt, dass Adolf Bolliger nicht der Mann sei, der etwas vor 8 Uhr abends die Kindsleiche an den Fundort gelegt haben soll. Freilich erklärt er, es bleibe die Möglichkeit bestehen, dass ein anderer für ihn die Leiche dorthin getragen habe. Und im Restitutionsentscheide vom 29. April 1896 (in Erwägung 6 am Schlusse) hat die Mehrheit des Obergerichtes angenommen, die Geschwornen werden für nicht bewiesen erachtet haben, dass der Mann, welchen Frau Keller und der Knecht Dressel etwas vor 8 Uhr beobachtet hatten, wirklich der Mörder gewesen sei, und dass die Verbringung der Kindsleiche in das Stadlersche Gut schon um jene Zeit stattgefunden habe.

III. Soweit die Wiederherstellung gegen ein schwurgerichtliches Urteil auf Grund neuer Thatsachen oder Beweise verlangt wird, darf und muss die Restitutionsinstanz den Wert der neuen Vorbringen zunächst auf Grund der Untersuchungsakten beurteilen, und die Einwendung hält nicht Stich, dass ja immer ungewiss bleibe, auf welchen Beweisgründen der Wahrspruch der Geschwornen beruhe (vgl. die Ausführung der obergerichtlichen Minderheit vom 29. April 1896; ferner die Restitutionsentscheide in Sachen Rudolf Meier betreffend Betrug vom 8. Dezember 1866 und in Sachen Dangelmeier betreffend Brandstiftung vom 26. August 1873).

Frägt man sich nun, weshalb die Geschwornen wohl über den Alibibeweis, die Beweise, wonach Adolf Bolliger in den entscheidenden Zeitpunkten nicht am Orte der That anwesend war, hinweggeschritten sein mögen, so lässt es sich denken:

a. dass die Geschwornen die Sachdarstellung des Staatsanwaltes Fehr als richtig angenommen und eben einfach denjenigen Zeugenaussagen, welche zu gunsten Bolligers lauteten, keinen Glauben beigemessen haben, oder

b. dass sie sich die Verübung des Mordes durch den Angeklagten auf eine ganz andere, von der Auffassung des Staatsanwaltes abweichende Art und Weise dachten.

Die vom Schwurgerichtspräsidenten den Geschwornen vorgelegte und von ihnen bejahte Frage hätte eine von der Darlegung der

Digitized by Google

Staatsanwaltschaft abweichende Vorstellung von der That nicht ausgeschlossen; denn sie wurden gefragt, ob Bolliger „in der Zeit von abends sechs Uhr den 5. bis morgens sieben Uhr den 6. November 1894 in Zürich vorsätzlich und mit Vorbedacht sein eheliches, am 4. Dezember 1890 geborenes Töchterchen Elisa Prisca Bolliger mittelst Erstickens rechtswidrig getötet" habe. Allein es ist nach dem unter Ziffer II Gesagten kaum anzunehmen, dass die Geschwornen sich die Verübung der That zeitlich und örtlich ganz anders vorgestellt haben. Auf jeden Fall aber ist es höchst wahrscheinlich, dass die Geschwornen, nachdem ihnen der Ankläger anerkanntermassen vorgetragen, ein Sittlichkeitsdelikt sei als ausgeschlossen zu betrachten, ein Interesse an der Beseitigung des angeblich dem Vater lästigen Kindes nur dem Angeklagten Bolliger zuschrieben, dass sie keine Möglichkeit einer andern Thäterschaft vor sich sahen.

Die Restitutionsbehörde ist berechtigt und verpflichtet, sich so gut als möglich in den in keiner Weise schriftlich fixierten Ideengang, der die Geschwornen zu einem Schuldurteile brachte, hineinzudenken, um so entscheiden zu können, ob nach den Gesetzen logischen Denkens die als Wiederherstellungsgründe geltend gemachten neuen Thatsachen, wären sie rechtzeitig zur Kenntnis gekommen, ein anderes Urteil hätten bewirken können.

IV. In der mündlichen Beweisverhandlung vor den Geschwornen wurde zwar im allgemeinen erörtert, dass im Anfange der Untersuchung der Früchteverkäufer M. Albertini, geboren 1842, aus Canneto (Provinz Mantua), als Angeschuldigter behandelt und in Haft gesetzt worden sei. Da aber das Verfahren gegen ihn vom Staatsanwalte mit Genehmigung der Justizdirektion sistiert worden war, so wurden in der Schwurgerichtsverhandlung gegen Bolliger nicht alle Zeugen einvernommen, die zur Begründung einer Anklage gegen Albertini hätten vorgeladen werden müssen. Weil nicht zwei Beschuldigte alternativ angeklagt werden dürfen, d. h. eine Anklage, entweder der A. oder der B. sei Thäter einer strafbaren Handlung, nicht zulässig ist, so hätte wohl auch die Produktion aller für oder gegen die Thäterschaft Albertinis sprechenden Zeugen ihre Schwierigkeiten gehabt.

Das Obergericht kann nun unmöglich so weit gehen, wie der Vormund des Adolf Bolliger in seinem Restitutionsgesuche, der erklärt, dass die Prozessakten den vollen Beweis für die Schuld des Albertini enthalten. Dagegen findet das Obergericht in Übereinstimmung mit der Ansicht der obergerichtlichen Minderheit vom 29. April 1896, dass hinsichtlich der Möglichkeit der Verübung des Verbrechens durch einen andern als den Verurteilten Bolliger erhebliche neue Thatsachen und Beweismittel, welche die Geschwornen bei ihrem Wahrspruche nicht gekannt haben, ans Licht getreten seien.

Digitized by Google

Auf den erst nach dem Schwurgerichtsurteile aufgetauchten neuen Zeugen Thomann kann aus den im Restitutionsentscheide vom 29. April 1896 angegebenen Gründen kein entscheidendes Gewicht gelegt werden. Wohl aber muss den im folgenden zu erörternden Aussagen der Mädchen Helene Weyers und Ida Haab (vgl. die Ausführungen der Minderheit vom 29. April 1896) ausschlaggebende Bedeutung beigemessen werden.

1. Die 1885 geborene Helene Weyers, die im Hause Brunngasse 14 wohnte, ist am 23. November 1894 vor der Bezirksanwaltschaft als Zeugin einvernommen worden und hat damals erklärt, dass am Abend des 5. jenes Monates um sechs Uhr herum, um welche Zeit das Kind Bolliger verschwand, der Früchtehändler Albertini in der Brunngasse hin und her gegangen sei, und dass dieser sowohl ihr jüngeres Schwesterchen Wanda als auch sie selbst mit Backwerk habe anlocken wollen, worauf sie beide heimgesprungen seien. Vor Schwurgericht wurde die Helene Weyers nicht einvernommen; ebensowenig ihre Mutter, die im früheren Restitutionsverfahren vorgeladen wurde und die Aussagen des Kindes indirekt bestätigte.

2. Nach einem Polizeirapporte vom 9. November 1894, der als Akt 30 bei den sogenannten Fahndungsakten liegt, die einen Teil der Untersuchungsakten ausmachen, hat das 1880 geborene Mädchen Ida Haab, das im „Schwarzen Adler" im Niederdorf wohnte, dem Polizeiwachtmeister Bodmer und vorher mehreren Privatpersonen mitgeteilt, das Kind Bolliger sei am Abend des 5. November, noch etwa um vier Uhr, bei ihm gewesen und habe ihm unter anderem gesagt: Es habe drei „Schätze", nämlich zwei Buben und einen Mann, und dieser Mann werde an jenem Abend wieder in die Brunngasse kommen. Auch die Ida Haab wurde vor Schwurgericht nicht einvernommen; dagegen im früheren Restitutionsverfahren, wobei sie ihre Aussage noch präcisierte: die Elise Bolliger habe gesagt, der Mann komme um sechs Uhr zu ihr.

Die Aussagen der beiden Mädchen wären nun offenbar geeignet gewesen, die über Bolliger urteilenden Geschwornen zu der Ansicht zu bringen, dass das eingeklagte Verbrechen doch höchst wahrscheinlich von einem andern als dem Angeklagten, dem Vater des getöteten Kindes, verübt worden sei, dass der Thäter, sei es nun der aus der Untersuchung entlassene Albertini oder ein unbekannter Dritter, doch höchst wahrscheinlich von unsittlichem Geschlechtstriebe beherrscht gewesen und so das Kind entführt und nach vollendeter oder versuchter Verbüssung seiner Lust es ums Leben gebracht habe.

V. Der abweisende Restitutionsentscheid vom 26. April 1896 beruht, was die vom Standpunkte der urteilenden Geschwornen aus neuen Aussagen der Mädchen Weyers und Haab anbelangt, auf der Annahme, es handle sich hier nicht um neue Beweise im Sinne des Gesetzes, indem nur in Betracht komme, was „seit der Aus-

Digitized by Google

fällung des Urteils aufgefunden" worden. Es hat auch das Kassationsgericht in seinem Entscheide vom 18. Oktober 1897 dem Satze zugestimmt, „dass Beweismittel, welche schon zur Zeit der Ausfällung des Urteiles vorhanden und zugleich auch dem Angeklagten, beziehungsweise seinem Verteidiger, schon bekannt waren, zur Begründung eines Restitutionsgesuches nicht benützt werden können".

Das Obergericht hält aber in seiner ausserordentlichen Zusammensetzung für den gegenwärtigen Fall einstimmig dafür, dass der angeführte Satz unrichtig sei, dass er zwar dem Wortlaute des Gesetzes zu entsprechen scheine, aber dessen wahren Sinn nicht treffe. Es geht dabei davon aus, dass ein Strafurteil nicht ein Entscheid über einen Parteistreit ist wie ein Urteil des Civilrichters: nur aus Gründen äusserer Zweckmässigkeit sind dem Staatsanwalte und dem Beschuldigten die Parteirollen des Klägers und des Beklagten zugewiesen. Feststellung der Schuld oder Nichtschuld des Angeklagten durch den Richter ist das Endziel des Strafverfahrens, und zu dessen Erreichung hat das Gericht den Sachverhalt von Amtes wegen auch ohne Antrag der Anklagebehörde oder des Angeklagten zu erforschen, soweit nicht eine unvermeidliche Ausnahme notwendig eintritt im Falle der Verwirkung von gesetzlichen Fristen zur Ergreifung von Rechtsmitteln (Appellation, Kassation). Und so muss es denn auch jederzeit möglich sein, ein der Wahrheit widersprechendes Strafurteil wieder aufzuheben; denn die Begnadigung, die unter Umständen als etwelches Korrektiv wirken könnte, ist doch zunächst dafür bestimmt, wirklich Schuldigen die gesetzlich über sie verhängte Strafe zu erlassen oder zu ermässigen. Schon am 20. Oktober 1840 (vgl. Schaubergs Beiträge, 3. Bd., S. 32) hat das Obergericht des Kantons Zürich den Grundsatz ausgesprochen, dass „in Strafsachen, zumal wenn das Urteil kondemnierend war, immer Revision (Restitution) stattfindet, sofern auch nur mit einiger Wahrscheinlichkeit sich annehmen lässt, dass die dem Revisionsbegehren zu Grunde gelegten Thatsachen, wenn sie dem Richter zur Zeit der Ausfällung seines Urteiles bekannt gewesen wären, ein dem Angeschuldigten günstigeres Resultat zur Folge gehabt hätten". Ob die scheinbaren Parteien, die Anklagebehörde und der Angeklagte, von den dem Strafrichter unbekannt gebliebenen erheblichen Thatsachen Kenntnis gehabt haben oder nicht, darf für die nachträgliche Ermittlung der Schuld oder Unschuld auf dem Wege der Restitution nicht in Betracht fallen.

Speciell mit Bezug auf schwurgerichtliche Strafurteile dürfen Thatsachen und Beweise, die schon in den Voruntersuchungsakten „vorhanden" waren, aber in der Gerichtsverhandlung selbst gar nicht zur Erörterung gelangten, in einem allfälligen Restitutionsverfahren nicht einfach deshalb unberücksichtigt gelassen werden, weil die Parteien (Staatsanwalt und Angeklagter) ja infolge des Lesens der Akten davon Kenntnis gehabt haben, also „nichts Neues" vorliege. Die reine Mündlichkeit des Schwurgerichtsverfahrens, bei dem die für sich allein über die Schuldfrage entscheidenden

Digitized by Google

Geschwornen die Untersuchungsakten nicht zu lesen bekommen, beruht auf dem Gedanken, dass durch die Sorge des Staatsanwaltes, des Verteidigers, sowie des Präsidenten alle für und gegen die Anklage verwertbaren Untersuchungsresultate und Umstände zu öffentlicher und mündlicher Darlegung vor den Geschwornen gebracht werden. Sollte nun einmal irgend ein Umstand als vermeintlich wertlos in der Gerichtsverhandlung nicht zur Erörterung gebracht werden, der sich später als für die Schuldfrage sehr bedeutungsvoll erweist, so darf gewiss einem Verurteilten, der seine Unschuld auf dem Wege der Restitution feststellen will, nicht entgegengehalten werden, er hätte ja den fraglichen Umstand in der Gerichtsverhandlung geltend machen können. So ist auch in einem Restitutionsentscheide vom 17. Oktober 1862 zu gunsten der Frau Regula Stocker, die vom Schwurgerichte der Brandstiftung schuldig erklärt worden war (vgl. Gwalters Zeitschrift, 12. Bd., S. 450), gesagt: die Wiederherstellung sei nicht etwa an einen förmlichen und vollständigen Beweis für die Nichtexistenz des fraglichen Verbrechens oder die Begehung desselben durch einen anderen geknüpft, sondern könne auch schon da erteilt werden, wo seit der Verurteilung Thatsachen zu Tage getreten seien, die den urteilenden *Richter,* wenn sie ihm bekannt gewesen wären, mit höchster Wahrscheinlichkeit bewogen haben würden, die Schuldfrage nicht zu bejahen.

Nun galt allerdings zur Zeit des ebenerwähnten Restitutionsentscheides die Strafprozessordnung vom 30. Herbstmonat 1852. Diese bestimmte in § 171, litt. *a,* dass eine Wiederherstellung gegen Strafurteile zulässig sei, wenn „es sich zeigt, dass das Verbrechen, wegen dessen die Verurteilung stattgefunden hat, überall nicht begangen oder von einem andern verübt worden ist". Die Strafprozessordnung vom 30. Weinmonat 1866 brachte eine veränderte Redaktion des Restitutionsparagraphen: Nach § 334, Ziffer 3, war die Wiederherstellung zulässig, „wenn seit Ausfällung des Urteiles Beweismittel aufgefunden wurden, aus welchen mit hoher Wahrscheinlichkeit hervorgeht, dass das Verbrechen von einem andern als dem Verurteilten verübt worden", und diese Redaktion ist in § 1103 des gegenwärtigen Rechtspflegegesetzes beibehalten worden. Es kann aber keinem Zweifel unterliegen, dass man bei der Gesetzesrevision von 1866 die Wiederherstellung gegen Strafurteile nicht in der Weise erschweren wollte, dass für den *Richter* bedeutungsvolle neue Thatsachen nur insofern berücksichtigt werden dürfen, als der Verurteilte oder der Staatsanwalt zur Zeit der Gerichtsverhandlung noch nichts davon gewusst haben. Nach dem Protokoll über die Vorberatung der Strafprozessordnung von 1866 scheint mehr nur das Bestreben gewaltet zu haben, eine gewisse Analogie der Redaktion des Restitutionsparagraphen mit dem Paragraphen betreffend die civilprozessualische Revision herzustellen. Die Civilprozessordnung gestattet nun die Revision, „wenn der Revisionskläger nach Ausfällung des rechtskräftigen Urteils Beweis-

Digitized by Google

mittel aufgefunden hat, welche er selbst bei Anwendung des erforderlichen Fleisses nicht hatte kennen und beibringen können" — die Strafprozessordnung aber erlaubt die Restitution, wenn neue Beweismittel „seit der Ausfällung des Urteils aufgefunden wurden", also ohne als Subjekt des Auffindens den Restitutionspetenten oder überhaupt eine Partei zu nennen. Das „aufgefunden werden" bedeutet eben nichts anderes als das frühere „sich zeigen" oder das „beigebracht werden" oder „ans Tageslicht treten" anderer Prozessordnungen.

Und durch einen Obergerichtsbeschluss vom 9. April 1859, der in Schaubergs Zeitschrift, 7. Bd., S. 278, leider nicht vollständig veröffentlicht und deshalb für das gegenwärtige Restitutionsverfahren erst nachträglich verwendbar wurde, ist in *präjudizieller* Weise ausgesprochen: „Die Worte „wenn sich zeigt" u. s. f. sind dahin zu „interpretieren: wenn der Verurteilte neue Thatsachen oder Beweis- „mittel vorbringt, von denen sich mit höchster Wahrscheinlichkeit „annehmen lässt, dass, sofern sie dem urteilenden Richter vorgelegen „hätten, derselbe ein „Schuldig" mit Bezug auf das betreffende „Verbrechen nicht ausgesprochen haben würde. Die „Neuheit" der „Thatsachen oder Beweismittel für eine solche Annahme ist nur in „dem Sinne zu verstehen, dass dieselben dem *urteilenden Richter* „nicht vorgelegen haben; dagegen kommt darauf, ob die That- „sachen oder Beweismittel schon zur Zeit des Urteils existiert haben, „oder hätten beigebracht werden können, weiter nichts an."

VI. Darf schon nach dem Gesagten dem Verurteilten Adolf Bolliger die Restitution gewährt werden, so kann davon Umgang genommen werden, auch noch alle übrigen als Restitutionsgründe geltend gemachten Umstände zu erörtern. Speciell ist die Frage der Richtigkeit der Einstellung des Strafverfahrens gegen M. Albertini hier nicht weiter zu untersuchen. Der Vertreter der Staatsanwaltschaft, der den Verurteilten Bolliger für unschuldig hält und nicht weiter anklagen wird, so dass der Gerichtshof des nächsten Schwurgerichtes ohne weiteres dessen formelle Freisprechung vorzunehmen haben wird, mag seinerseits über die allfällige Wiederaufnahme jenes Verfahrens entscheiden.

Der Bewilligung der Restitution steht natürlich der Umstand nicht entgegen, dass ein früheres Restitutionsgesuch des Verurteilten abgewiesen worden ist. Denn einmal wird die Restitution nunmehr von der Staatsanwaltschaft selbst beantragt; sodann schliesst das Gesetz die Wiederholung eines Wiederherstellungsgesuches unter Anrufung der nämlichen Gründe keineswegs aus;

beschlossen:

1. Das sowohl von dem Verurteilten Adolf Bolliger als von der Staatsanwaltschaft gestellte Restitutionsgesuch wird gutgeheissen, und es wird demgemäss das über Bolliger gefällte Schwurgerichtsurteil vom 6. April 1895 aufgehoben unter Überweisung der Akten an das nächste Schwurgericht zur Erlassung eines neuen Urteils

Digitized by Google

im Sinne von § 1108, Absatz 2, des Gesetzes betreffend die Rechtspflege.

2. Adolf Bolliger wird sofort auf freien Fuss gesetzt.

3. Die Kosten werden auf die Gerichtskasse genommen.

4. Dieser Beschluss ist dem Vertreter des Adolf Bolliger, dem Staatsanwalte und dem Präsidenten des nächsten Schwurgerichtes mitzuteilen.

Mit Urteil vom 21. November 1898 hat sodann das *Schwurgericht* in dieser Sache

auf Grund der

durch Obergerichtsbeschluss vom 8. November 1898 bewilligten *Restitution* gegen das *Schwurgerichtsurteil vom 6. April 1895,* wodurch Adolf Bolliger wegen *Mordes* zu lebenslänglichem Zuchthause verurteilt worden ist, weil er sein vierjähriges Töchterchen Elise „in der Zeit von abends sechs Uhr des 5. bis morgens sieben Uhr des 6. November 1894" vorsätzlich und mit Vorbedacht durch Ersticken rechtswidrig getötet habe,

sowie auf Grund der Erklärung des heutigen Vertreters der Staatsanwaltschaft, dass die gegen Adolf Bolliger erhobene *Anklage fallen gelassen* werde,

nach Anhörung der Parteivorträge

zu Recht erkennt:

1. Adolf Bolliger wird des ihm zur Last gelegten Verbrechens nichtschuldig erklärt und daher freigesprochen.

2. Die Kosten des nunmehr dahingefallenen schwurgerichtlichen Strafurteiles über Adolf Bolliger vom 6. April 1895, sowie die Kosten der Untersuchung und die seither entstandenen Kosten werden auf die Gerichtskasse genommen.

3. Dem Adolf Bolliger wird für den vom 22. November 1894 bis 8. November 1898 ausgestandenen Verhaft eine Entschädigung von Fr. 7000 und für die Bemühungen und Auslagen seines Rechtsbeistandes eine weitere Entschädigung von Fr. 1200 aus der Staatskasse zugesprochen.

4. Dieses Urteil, welches den Parteien unter Hinweis auf die gesetzliche Kassationsfrist von vier Tagen mündlich eröffnet worden, ist dem Adolf Bolliger und dem Staatsanwalte schriftlich mitzuteilen und gemäss § 1109 des Gesetzes betreffend die Rechtspflege im Amtsblatte zu veröffentlichen.


Digitized by Google

Urteil
der
Polizeikammer des Appellations- und Kassationshofes des Kantons Bern
vom 18. Dezember 1897
in Sachen Jean Hermann wegen Widerhandlung gegen das Bundesgesetz betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden.

Mitgeteilt von *W. Ernst*, I. Kammerschreiber des Obergerichts, in Bern.

Motive:

1. Der Angeschuldigte, Jean Hermann, Nähmaschinenhändler in Bern, hat zugestandenermassen den Mitangeschuldigten, Salomon Half, veranlasst, ohne die gemäss Art. 2 des Bundesgesetzes betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden hierzu erforderliche (rote) Taxkarte für ihn bei Privaten Bestellungen auf Nähmaschinen aufzunehmen; die Bedenken, welche Half in betreff der Zulässigkeit eines solchen Vorgehens äusserte, beschwichtigte Hermann mit dem Versprechen, er stehe ihm für allen dadurch entstehenden Schaden gut.

Half nahm nun auch in der That im Frühjahr 1897 bei zwei Privaten in der Gegend von Gümmenen Bestellungen für Hermann auf.

Er wurde infolgedessen durch den erstinstanzlichen Richter wegen Widerhandlung gegen das citierte Bundesgesetz mit Geldbusse bestraft; Hermann, der in die bezügliche Untersuchung mit einbezogen wurde, wurde freigesprochen.

Hiergegen appelliert die Staatsanwaltschaft, soweit Hermann betreffend, indem sie geltend macht, derselbe sei als intellektueller Urheber der von Half begangenen Widerhandlung ebenfalls strafbar.

2. Die Frage nach der Begründetheit dieser Auffassung ist auf Grund der Allgemeinen Bestimmungen (erster Abschnitt) des Bundesgesetzes über das Bundesstrafrecht der schweizerischen Eidgenossenschaft zu beurteilen; denn wie Stooss („Das Bundesstrafrecht in seinem Verhältnis zu der eidgenössischen Specialstrafgesetzgebung", Zeitschrift für Schweizer Strafrecht, Band VIII, Seite 249 ff.) zutreffend des näheren ausführt, ist das Bundesstrafgesetz vom 4. Hornung 1853 eine allgemeine Rechtsquelle (des Bundesstrafrechts), nicht bloss Specialgesetz, so dass Lücken der Bundesspecialstrafgesetze — eine solche ist vorliegend bezüglich des Teilnahmeverhältnisses bei Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden vorhanden — aus ihr zu ergänzen sind.

3. Nun wird in Art. 19 des citierten Bundesstrafgesetzes als Urheber mit der auf das Verbrechen gesetzten Strafe bedroht, „wer

Digitized by Google

durch eigenes Handeln *oder durch Aufstiften anderer Personen die Hauptursache* einer Übertretung" ist.

Hermann ist daher in der That wegen Widerhandlung gegen das Bundesgesetz betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden zu bestrafen, da er nach dem unter Ziffer 1 angeführten Thatbestand ohne Zweifel den Half vorsätzlich zu der eingeklagten Widerhandlung angestiftet hat und dadurch „deren Hauptursache gewesen ist".

4. Hermann ist auch solidarisch mit Half zu den Kosten des erstinstanzlichen Verfahrens zu verurteilen.

Aus diesen Gründen hat die Polizeikammer

erkannt:

Jean Hermann wird schuldig erklärt der Widerhandlung gegen das Bundesgesetz betreffend die Patenttaxen der Handelsreisenden und in Anwendung der Art. 2, 4, 8[a], zweites Lemma, des citierten Gesetzes, des Art. 19 des Bundesgesetzes über das Bundesstrafrecht der schweizerischen Eidgenossenschaft vom 6. April 1853, sowie der Art. 368 und 468 St. V.

verurteilt:

polizeilich zu Fr. 120 Busse, welche für den Fall der Unerhältlichkeit umgewandelt wird in 24 Tage Gefängnis;

sowie solidarisch mit dem mitverurteilten Angeschuldigten, Salomon Half, zu den erstinstanzlichen Kosten des Staates, bestimmt auf Fr. 30. 10;

und allein zu den oberinstanzlichen Kosten des Verfahrens, bestimmt auf Fr. 24.

Urteil des Polizeirichters von Bern

vom 30. Juni 1898

in Sachen R. G. wegen Misshandlung.

Mitgeteilt von Polizeirichter Dr. *W. Jäggi* in Bern.

Motive:

I. G. L., Milchhändler in Schlieren, Gemeinde Köniz, erhob am 24. Januar 1898 gegen R. G., geb. 1863, Lehrer in Schlieren, Strafanzeige wegen Misshandlung, begangen an seinem am 20. April 1886 geborenen Knaben Friedrich Samuel L. In der Strafanzeige heisst es wörtlich:

„Mitte Dezember abhin wurde mein Sohn Samuel, 12 Jahre alt, während einer Rechnungsstunde, infolge falscher Darstellung

Digitized by Google

einer Rechnung von G. misshandelt. Wie mir mein Sohn Samuel mitteilte, versetzte ihm G. mehrere Schläge mit der flachen Hand und mit der Faust rechts und links zum Kopf, so dass er (Samuel) aus der Nase blutete. Gleichen Mittag musste Samuel mit einigen andern Kindern wegen begangenen Fehlern über die gewöhnliche Schulzeit im Schulzimmer verbleiben und erhielt während dieser Zeit von G. wieder ein tüchtiger Handschlag zum Kopf. Von da an hatte Samuel die Esslust bedeutend verloren, ass oft, besonders Abends, gar nichts und zeigte keine Fröhlichkeit. Am 4. Januar abhin Nachmittags während der Zeichnungsstunde ergriff ihn G. an den Haaren, zog ihn an denselben auf und nieder, schüttelte ihm den Kopf, gab ihm wieder tüchtige Schläge bald mit der flachen, bald mit der geballten Hand rechts und links zum Kopf. Samuel hatte von da an stärkeren Kopfschmerz und musste Vormittags den 5. Januar die Schule aussetzen. Nachmittags ging er trotz dem Unwohlsein in die Schule. G. ging betreffenden Nachmittags mit seinen Schülern spazieren. Während des Spaziergangs klagte er einem Schulkameraden Ernst Scherz auf der Fuhren, es sei ihm so tummlig im Kopfe, der Kopf schmerze ihn sehr von den erlittenen Schlägen von gestern (4. Januar), die ihm Lehrer G. versetzt hatte. Donnerstag 6. Januar blieb Samuel im Bett, wurde von Tag zu Tag kränker trotz ärztlicher Behandlung. Herr Dr. Hänni vermutet Gehirnentzündung und zweifelt, dass er wieder genese."

Seit 7. Januar wurde der Knabe L. von Dr. Hänni in Köniz ärztlich behandelt; schon bei seiner ersten Untersuchung (10. Januar) stellte dieser seine Diagnose auf tuberkulöse Gehirnentzündung. Mittwoch den 17. Januar fand sodann eine Untersuchung durch die beiden Ärzte Dr. med. Kürsteiner und Dr. Ost statt, die sich in ihrem Bericht äusserten wie folgt: „Wir halten dafür, dass der Knabe an Erscheinungen leidet, wie sie einer Hirnhautentzündung zukommen, und zwar der sogenannten tuberkulösen Hirnhautentzündung, wie sie im Kindesalter häufig vorkommen. Wenn auch zugegeben werden muss, dass in weitaus den meisten Fällen keine traumatische Entstehung nachzuweisen ist, wird es doch häufig beobachtet, dass diese Krankheit im Anschluss an eine Kopfverletzung sich entwickelt hat. Wir halten es daher, gestützt auf die bestimmten Angaben des Knaben und seiner Eltern, für wahrscheinlich, dass ein ursächlicher Zusammenhang zwischen den Misshandlungen des Lehrers und der Entwicklung des Leidens des Samuel L. bestehen dürfte."

Der Knabe L. starb am 28. Januar 1898, ohne dass eine Abhörung in der gegen G. vom Untersuchungsrichteramte II Bern geführten Voruntersuchung noch möglich gewesen wäre. Am 31. Januar fand die gerichtliche Sektion statt. Die vom Untersuchungsrichter ernannten Experten, Professor Dr. C. Emmert und Dr. med. M. Howald, kommen in ihrem Gutachten über die Natur der aufgefundenen Verletzungen und die Todesursache des Samuel L. zu folgenden Schlüssen:

Digitized by Google

1. Der Tod des Knaben Samuel L. war bedingt durch eine tuberkulöse Hirnhautentzündung.

2. An einem kausalen Zusammenhange zwischen der erlittenen Misshandlung und dem Auftreten einer tuberkulösen Meningitis kann wohl nicht gezweifelt werden, wobei dieser kausale Zusammenhang so aufzufassen ist, dass die Misshandlung als Gelegenheitsursache den Anstoss gab zum Ausbruch einer akuten tuberkulösen Hirnhautentzündung beim Vorhandensein einer alten chronischen und latent verlaufenden Bronchial-Drüsentuberkulose.

Das kantonale Sanitätskollegium, dem die Akten zur Oberbegutachtung übermittelt worden waren, sagt in seinem Bericht vom 15. März 1898: „Das Sanitätskollegium erklärt sich mit den Schlüssen der beiden Sachverständigen einverstanden, erlaubt sich aber, dazu zu bemerken, dass eine tuberkulöse Meningitis bei den vorhandenen Bedingungen auch ohne solche Gewalteinwirkung als Gelegenheitsursache auftreten kann."

Am 24. März 1898 wurde die Untersuchung gegen G. geschlossen erklärt und die Einsendung der Akten an die Anklagekammer des Kantons Bern verfügt. Diese erkannte am 6. April 1898:

R. G. wird dem korrektionellen Richter des Amtsbezirks Bern überwiesen wegen Misshandlung des Knaben Samuel L., begangen im Dezember 1897 und im Januar 1898, welche Misshandlung für den Misshandelten keine Arbeitsunfähigkeit zur Folge hatte. (§ 11 der Novelle vom 2. Mai 1880, eventuell Art. 256, 5, St. G. B.)

Durch diesen Überweisungsbeschluss hat die Anklagekammer jeden Kausalzusammenhang zwischen den eingeklagten Misshandlungen des Lehrers G. an dem Knaben L. und dem am 28. Januar 1898 eingetretenen Tode des letztern verneint, und es fragt sich für den urteilenden Richter nur noch, hat sich der angeschuldigte Lehrer G. der Misshandlung eventuell der Thätlichkeiten im Sinne des Überweisungsbeschlusses gegenüber dem Knaben Samuel L. schuldig gemacht.

II. R. G. ist seit Oktober 1892 Lehrer an der Oberschule in Schlieren; er hat in ein und demselben Zimmer gleichzeitig 5 Schuljahre mit einer durchschnittlichen Anzahl von 64 Kindern zu unterrichten. Der verstorbene Samuel L. gehörte auch zu dessen Schülern. Wenn derselbe auch nicht ein bösgearteter Knabe war, so war derselbe nach Zeugnis des Lehrers und seiner Mitschüler in der Schule öfters unaufmerksam und zu Dummheiten aufgelegt. (Vergleiche die Depositionen der Zeugen Scherz, Rosa Streit, Adolf Wälti, Samuel Michel etc.)

Lehrer G. giebt nun zu, dass er den Knaben L. ungefähr Mitte Dezember wegen Unaufmerksamkeit und weil er sein Heft mit Tinte beschmiert hatte, in der Weise strafte, dass er ihn — L. trug lange Haare — ein wenig strubelte (vgl. pag. 42). Wie Lehrer G. den Knaben L. damals strubelte, riss sich letzterer los und schlug hierbei sein Gesicht auf den Tisch auf, so dass er aus der Nase blutete.

Digitized by Google

Diese Darstellung des Lehrers wird von einer Reihe der abgehörten Schüler in gleicher Weise bestätigt. Am 4. Januar 1898 sodann musste Samuel L., sowie seine ganze Klasse nach Schluss der Schule im Schulzimmer verbleiben. Nach Aussage des Lehrers war L. wiederholt sehr unaufmerksam, weshalb er ihn wieder strubelte. Weitere Thätlichkeiten oder Misshandlungen sind nicht bewiesen, insbesondere ist nicht bewiesen, dass Lehrer G. dem Knaben L. oder seinen übrigen Schülern je Faustschläge zum Kopf versetzt hätte. Alle abgehörten Schüler bestätigen, dass Lehrer G. den Knaben Samuel L. nicht mehr und nicht anders strafte als alle Schüler, die ungehorsam waren, und dass die Strafen nie unverdient gewesen seien. Wie schon bemerkt, war das Nasenbluten nicht die Folge von Thätlichkeiten des Lehrers G., und es hatten jene Thätlichkeiten keine Verletzungen zur Folge. *Objektiv* qualifizieren sich die Handlungen G.s als *Thätlichkeiten* im Sinne des Art. 256, 5, St. G. B., nach dessen Wortlaut mit einer Geldbusse von einem bis vierzig Franken bestraft wird, „wer sich Thätlichkeiten gegen andere hat zu Schulden kommen lassen, die keine Verletzungen (Wunden, Quetschungen, Beulen) zur Folge hatten, wenn die Umstände nicht eine korrektionelle Strafe erfordern".

III. Die Verteidigung macht nun verschiedene Gründe geltend, die eine Bestrafung des Lehrers G. ausschliessen sollen. In erster Linie weist sie darauf hin, dass hier, wo es sich nach Überweisungsbeschluss nur um ein Antragsdelikt handle, ein gesetzlicher gültiger Strafantrag fehle, da der Vater L. nicht berechtigt gewesen sei, für seinen Sohn Samuel einen solchen zu stellen. Dieser Einwand ist jedoch nicht begründet. Allerdings ist das Recht zum Strafantrag rein persönlicher Natur und muss in der Regel vom Verletzten persönlich und kann nur unter besondern Verhältnissen von einem andern als dem Verletzten selbst, einem Stellvertreter desselben, ausgeübt werden. Mangels des Vorliegens gesetzlicher Bestimmungen ist es jeweilen Sache des Richters, zu entscheiden, welches diese besondern Verhältnisse sind. die eine Stellvertretung bei Stellung des Strafantrages als zulässig erscheinen lassen. Nach konstanter Praxis der Polizeikammer ist nun eine Stellvertretung im Willen dann zulässig, sobald dem Verletzten als Rechtssubjekt die Fähigkeit mangelt, selbst einen bewussten Willen zu haben und denselben in deutlich erkennbarer Weise zu äussern. Es fragt sich daher im vorliegenden Falle, ob der Knabe Samuel L. die zur Stellung eines Strafantrages erforderliche Einsichts- und Willensfähigkeit besass. Mit Rücksicht auf das jugendliche Alter desselben (Samuel L. ist geboren 1886) ist diese Frage zu verneinen, da keine Anhaltspunkte für eine gegenteilige Annahme sich ergeben. Vater L. ist daher berechtigt, an Stelle seines Sohnes als gesetzlicher Vertreter desselben Strafantrag zu stellen. (Vgl. Urteile der Polizeikammer vom 5. Februar 1896 in Sachen King und vom 19. Februar 1898 in Sachen Friedrich Dubach.)

Digitized by Google

IV. Im weitern macht die Verteidigung geltend, Lehrer G. habe in Ausübung eines ihm gegenüber seinem Schüler gesetzlich zustehenden Rechtes der körperlichen Züchtigung gehandelt, das er *nicht* überschritten habe. Dass dem Lehrer ein Züchtigungsrecht gegenüber seinen Schülern zustehe, ergebe sich aus Satzung 155 C. G., die analog auf die Lehrer auszudehnen sei, aus § 38 Primarschulgesetz vom 6. Mai 1894 und aus den anlässlich der Beratung über die Eingabe des bernischen Lehrervereins am 18. Mai 1897 gepflogenen Verhandlungen und der Schlussnahme des Grossen Rates des Kantons Bern.

Das geltende bernische Strafgesetzbuch von 1864 enthält keine Bestimmung darüber, wem ein Züchtigungsrecht zusteht und wem nicht. Dass den Eltern ein solches gegenüber ihren Kindern zusteht, ergiebt sich aus Satzung 155 C. G. Allein es darf diese Bestimmung nicht ohne weiteres ausdehnend interpretiert werden. Somit kann weder aus dem geltenden Civil- noch dem Strafgesetz für den Lehrer ein Züchtigungsrecht abgeleitet werden, und es fragt sich daher nur noch, ob sich ein solches aus andern Quellen ergebe.

Das zur Zeit der Einführung des bernischen Strafgesetzbuches geltende Gesetz über die öffentlichen Primarschulen des Kantons Bern vom 1. Dezember 1860 enthielt in § 31 die Bestimmung: „In der Handhabung der Zucht und Ordnung sollen die Lehrer besonnen, fest und mit der grössten Umsicht zu Werke gehen, den Geist der Liebe nicht verleugnen und nie in der Leidenschaft *strafen.*“ Mag nun auch damit dem Lehrer ein Strafrecht gegenüber seinen Schülern eingeräumt worden sein, so konnte es sich immerhin fragen, ob dieses auch das Recht körperlicher Züchtigung umfasse. Allein jenes Gesetz wurde durch das Schulgesetz vom Mai 1870 und dieses durch das noch heute geltende Gesetz über den Primarunterricht vom 6. Mai 1897 aufgehoben. § 38 dieses letzteren Gesetzes lautet: „Die Primarlehrer haben die Pflicht, durch Unterricht, Zucht und gutes Beispiel an der Erfüllung des Schulzweckes zu arbeiten.“ Das „Strafrecht“ des Lehrers wird nicht mehr erwähnt, und eine gesetzliche Bestimmung, aus der eine Befugnis des Lehrers zur körperlichen Züchtigung seiner Schüler hergeleitet werden könnte, ist nicht mehr vorhanden. Wenn auch in der Sitzung des Grossen Rates vom 20. November 1891 (anlässlich der Beratung des Schulgesetzes, vgl. Tagblatt des Grossen Rates, Jahrgang 1891, pag. 477 und ff.) und in der Sitzung vom 18. Mai 1897 bei Beratung über die Eingabe des Bernischen Lehrervereins (vgl. Tagblatt des Grossen Rates 1897, pag. 176 ff.) einzelne Redner aus § 146 St. G. B. und Satzung 155 C. G. ein Züchtigungsrecht des Lehrers ableiten wollten und anerkennen, so sind diese Meinungsäusserungen nicht Gesetz und daher für den Richter irrelevant.

Nach dem dermaligen Stand der bernischen Gesetzgebung steht dem Lehrer ein Recht der körperlichen Züchtigung gegenüber seinen

Digitized by Google

Schülern nicht zu, und es finden daher, falls er gegenüber seinen Schülern Handlungen vornimmt, die nach dem bernischen Strafgesetzbuch mit Strafe bedroht sind, die bezüglichen Bestimmungen des genannten Gesetzbuches (bezüglich Misshandlungen, Thätlichkeiten) auch auf den Lehrer Anwendung. Über die Frage der Opportunität dieses Zustandes hat sich der Richter nicht auszusprechen.

Falls ein Strafantrag seitens des Verletzten oder seines gesetzlichen Vertreters vorliegt, sind nicht nur Misshandlungen, sondern auch Thätlichkeiten des Lehrers gegenüber seinem Schüler, die keine Verletzungen zur Folge haben (im vorliegenden Falle das Haarrupfen), strafbar.

Diese Auffassung wird einerseits von der Theorie vertreten (vgl. Prof. Dr. Carl Stooss in Zeitschrift des schweizerischen Strafrechts, Band X, pag. 381), sie scheint aber auch von der richterlichen Überweisungsbehörde (Anklagekammer) geteilt zu werden. Da ein Kausalzusammenhang zwischen dem Tode des Knaben Samuel L. und den von seiten des Lehrers G. erlittenen körperlichen Strafen verneint wurde, so hätte die Anklagekammer, falls sie ein Züchtigungsrecht des Lehrers zu Recht erkennen würde, im vorliegenden Falle die Untersuchung aufheben müssen; denn objektiv gaben die Akten der Voruntersuchung keine Anhaltspunkte dafür, dass ein Missbrauch eines Züchtigungsrechtes im Sinne von Art. 146 St. G. stattgefunden hätte. Durch ihren obenerwähnten Überweisungsbeschluss bekundet nun die Anklagekammer, dass auch sie ein Züchtigungsrecht des Lehrers als nicht zu Recht bestehend annimmt, sie subsumiert deshalb die aus den Akten der Voruntersuchung sich ergebenden Handlungen des G. unter die Bestimmungen des § 11 der Strafgesetznovelle vom 2. Mai 1880 resp. Art. 256, 5, St. G.

V. Schliesslich bringt der Angeschuldigte an, der Kläger L. selbst habe ihm seiner Zeit die Erlaubnis gegeben, seine Buben zu haaren, und dadurch sein Antragsrecht auf eine Bestrafung in casu verwirkt. Allein auch dieser Einwand kann nicht gehört werden. Mag auch der Kläger L. seiner Zeit einmal (es war dies vor 4 Jahren) eine dahingehende Äusserung gethan haben, so liegt darin nicht für dahin und daweg ein Verzicht auf das Recht, vorkommenden Falles einen Strafantrag zu stellen. Immerhin ist dieses Moment bei Ausmessung der Strafe in Betracht zu ziehen.

VI. Ist auch G. wegen seiner Handlungen gegenüber dem Knaben Samuel L. im Sinne von Art. 256, 5, St. G. B. schuldig zu erklären und wegen Thätlichkeiten zu bestrafen, so rechtfertigen die Umstände ein Herabgehen auf ein Minimum der gesetzlich angedrohten Strafe.

VII. Vater L. stellt sich namens seines Sohnes als Civilpartei und verlangt von dem Angeschuldigten eine Entschädigung für erlittene Unbill und Schmerzen, Läufe, Gänge, Abwartskosten u. s. w. im Betrage von Fr. 300, ohne die einzelnen Posten näher zu specifizieren.

Digitized by Google

Da nun jeder Kausalzusammenhang zwischen den Thätlichkeiten G.s und dem Tode des Samuel L. verneint worden, auch keine Arbeitsunfähigkeit, keine Verletzung und kein Schaden als Folge jener Thätlichkeiten nachgewiesen worden ist, so ist das Entschädigungsbegehren der Civilpartei unbegründet und es muss dieselbe damit kostenfällig abgewiesen werden.

Soweit es die Staatskosten der Voruntersuchung betrifft, fallen sie, da bis zum Überweisungsbeschluss ein Offizialdelikt in Frage stand, dem Staate auf.

Gestützt auf diese Erwägungen wird

erkennt:

1. R. G., Lehrer, ist schuldig erklärt der Thätlichkeiten, die keine Verletzungen zur Folge hatten, begangen gegenüber seinem Schüler Samuel L. im Dezember 1897 und im Januar 1898 in Schlieren, Gemeinde Köniz.
2. Die Civilpartei G. L. ist mit ihrem Begehren auf Entschädigung abgewiesen und es werden in Anwendung von Art. 256, 5, St. G. B., Art. 365 und 368 St. V. polizeilich

verurteilt:

1. G., obgenannt, zu einer Busse von Fr. 1.
2. L.:
   a. Zu den Kosten der Verteidigung des G., bestimmt auf Fr. 80.
   b. Zu dem Anteil Staatskosten, bestimmt auf Fr. 77. 70.

Digitized by Google

Litteratur-Anzeigen. — Bibliographie.

Das Strafgesetzbuch für den Kanton Zürich. Neue Ausgabe vom 6. Dezember 1897, nebst dem Gesetz betreffend den Vollzug der Freiheitsstrafen. Für Juristen und Nichtjuristen, besonders auch für Geschworene erläutert durch Dr. **Rudolf Benz,** *Redaktor des Gesetzes. Dritte, mit Berücksichtigung der Gerichtspraxis vollständig umgearbeitete Auflage von Dr.* **Emil Zürcher,** *Professor in Zürich. Zürich, Friedrich Schulthess, 1898.*

Der Kanton Zürich hat am 6. Dezember 1897 eine neue Ausgabe seines Strafgesetzbuches veranstaltet. In diese neue Ausgabe sind die Abänderungen und Zusätze, die das Strafgesetzbuch im Laufe der Jahre erfahren hat, systematisch eingeordnet. Diese Ausgabe bot den geeigneten Anlass für eine neue Auflage des *Kommentars* zu dem Zürcher Strafgesetzbuch, der ursprünglich von dem Verfasser des Gesetzes, Dr. *Rudolf Benz,* herrührt, und dessen zweite Auflage Prof. *Emil Zürcher* bearbeitet hat. Die vorliegende *dritte* Auflage des Kommentars darf als ein selbständiges Werk *Professor Zürcher*s angesehen werden. Dies gilt ganz besonders von der bemerkenswerten *Einleitung,* in der der Verfasser Wesen und Aufgabe der Strafgesetzgebung lichtvoll und einfach auseinandersetzt. Der Kommentar selbst zeichnet sich durch eine volkstümliche Darstellung aus, die für den Nichtjuristen fasslich ist, aber auch den Kriminalisten befriedigen muss. Die Rechtsprechung wird eingehend angeführt, die Litteratur passend berücksichtigt. Neben dem Strafgesetzbuch wird das Gesetz betreffend den Vollzug der Freiheitsstrafen abgedruckt. Ein Sachregister erleichtert die Benützung des kleinen Werkes.

Wer sich über das in Zürich geltende Strafrecht unterrichten will, kann die dritte Auflage des Benz-Zürcherschen Kommentars, die in drei Lieferungen vollständig vorliegt, nicht entbehren.

St.

Albert Friedrich Berner, *Lehrbuch des Deutschen Strafrechts. Achtzehnte Auflage. Mit dem Portrait des Verfassers. Leipzig 1898.*

Der Nestor der deutschen Kriminalisten, Professor *Berner,* der jüngst sein 50jähriges Professorenjubiläum feierte, könnte auch das

Digitized by Google

40jährige Jubiläum seines Lehrbuches festlich begehen. Denn die erste Auflage von Berners Lehrbuch ist im Jahre 1857 erschienen. Vergegenwärtigen wir uns, wie es mit dem Strafrecht in Deutschland damals stand und wie es heute ist, so ergiebt sich daraus schon allein, welche Aufgabe Berner löste, indem er sein Lehrbuch per tot discrimina rerum während vier Jahrzehnten lebendig zu erhalten wusste. Berner erzählt selbst die Geschichte seines Buches (S. 59). Das Lehrbuch in seiner ersten Auflage suchte er durchweg philosophisch zu konstruieren. In der Darstellung der neueren Gesetzbücher beschränkte er sich auf die Grundzüge und bot für das fehlende Detail in einer umfangreichen Entwicklung der philosophischen und historischen Elemente des Strafrechts einen Ersatz. Die zweite Auflage arbeitete er gründlich um, und wurde dabei namentlich auch durch die französische Litteratur beeinflusst. Das Lehrbuch wurde in mehrere Sprachen übersetzt. Berners Lehrbuch gewann einen bedeutenden Einfluss auf das *deutsche Strafgesetzbuch;* denn dieses hat, wie Berner auf Grund eines Citates feststellt, *„zum grossen Teil die in den ersten vier Auflagen des Lehrbuches vertretenen Anschauungen wiedergegeben“.* Seit der 5. Auflage (vorbereitet durch die Schrift „Strafgesetzgebung in Deutschland“) schliesst sich das Lehrbuch dem deutschen Strafgesetzbuche an, lässt die philosophische Konstruktion, da wo es nötig ist, hinter den konstruktiven Zusammenhang des Gesetzbuches zurücktreten, nimmt die leitenden Gedanken in die Interpretation der Gesetze auf und beschränkt die geschichtlichen und philosophischen Einleitungen, um für das geltende Recht Raum zu gewinnen. Es war seit seinem ersten Erscheinen bis zur Gründung des neuen deutschen Reiches das *letzte* Lehrbuch des deutschen Strafrechts, da von den älteren Lehrbüchern keines mehr eine neue Auflage erlebte und ein neueres Lehrbuch nicht herausgegeben wurde.

In der Vorrede nimmt Berner zu den Fragen, die die Gegenwart bewegen, mit der Milde und der Unbefangenheit, die ihn auszeichnen, Stellung. *„Persönliche Polemik halte ich für unwissenschaftlich; in der Wissenschaft gelten nur Gründe, nicht persönlicher Eifer.“*

Das ist ein erlösendes Wort, für das viele dem verehrten Meister Dank wissen werden. Gewiss ist die persönliche Polemik unwissenschaftlich; denn die Wissenschaft sucht die Wahrheit ohne Ansehen der Person. Berner äussert sich in der Vorrede eingehend über das Problem der Willensfreiheit, über Schuld und Strafe, Vergeltung und Schutzprinzip, ferner über Zurechnungsfähigkeit, Teilnahme, Zusammentreffen und über die Bedeutung des Strafvollzugs. Überall lehnt Berner extreme Anschauungen ab und sucht zwischen den Gegensätzen zu vermitteln, weil er die Wahrheit in der Vereinigung der Ansichten findet, die sich schroff gegenüberstehen.

So ist es Berner gelungen, sein Buch wie sich selbst frisch und lebendig zu erhalten und die Wissenschaft auch durch die achtzehnte Auflage seines Lehrbuchs zu fördern und anzuregen. *St.*

Digitized by Google

Hermann Blass, *Das Rechtsgut der Elektrizität im Civil- und Strafrecht. Inauguraldissertation. Zürich, Druck von Friedrich Schulthess, 1898. 89 Seiten.*

Der Verfasser handelt von der Elektrizität als Rechtsgut, insofern elektrische Beleuchtung und Kraftübertragung, nicht sonstige Anwendungsformen uns interessieren. Er hat sich mit den technischen Fragen und der betreffenden Fachlitteratur eingehend vertraut gemacht, wenngleich er mit Recht behauptet, dass trotz alles Streites über das Wesen der Elektrizität und noch vielfach uns das Verständnis hemmendem Dunkel das Recht sie zu nehmen hat, als was sie im wirtschaftlichen Leben erscheint. Handelt es sich da zuerst um den Begriff der Sache im juristischen Sinne, so ist ein Element, die Beherrschbarkeit, offensichtlich gegeben, aber auch das andere dazu notwendige fernere der Abgrenzung im Raum, so dass man als entscheidendes juristisches Kriterium des Sachbegriffs die räumliche Beherrschbarkeit hinstellen muss. Danach ist Sache alles, was vermöge seiner Selbständigkeit, Individualität und Abgeschlossenheit das Nehmen und Geben, wie das Behalten gestattet. Ist diese Definition richtig, so ist Elektrizität ganz gleich zu behandeln, wie Flüssigkeiten und Gase. Handelt es sich weiter um die Frage, ob sie Bestandteil des strafrechtlich geschützten Vermögens ist, so ist für die hier vertretene (allerdings noch umstrittene) wirtschaftliche Auffassung derselben auch die Elektrizität im ökonomischen Vermögensbegriff mitenthalten. Sie fügt sich auch ganz ungezwungen dem Gedanken des Gesetzes ein, der für die Bestimmungen wider rechtswidrige Aneignung aus der Verfügungsgewalt des Eigentümers massgebend ist. Und sollte selbst die Naturwissenschaft unzweifelhaft etwa einst nachweisen, dass von Körperlichkeit keine Rede sein könne, wäre damit gegen die juristische Sachnatur nichts Entscheidendes gewonnen (31). Je nach Lage der Verhältnisse kann natürlich auch Betrug und Sachbeschädigung in Frage kommen (34—39). Doch ist wohl in der Mehrzahl der Fälle Diebstahl anzunehmen und die englische Bestimmung in der Electric Lighting Act von 1882 (wie in Nordamerika in zwei oder mehreren Staaten bestehende ähnliche Vorschriften) durchaus sachgemäss (40). Auf die feinen civilistischen Ausführungen (41 ff.) gehen wir nicht ein, freuen uns aber, dass die Charakterisierung als Diebstahl immer mehr Anhänger gewinnt. Vgl. oben S. 237 (Separatabdruck, S. 49), die Zustimmung seitens *Berner* in der 18. Auflage seines Lehrbuchs, S. 552, Note 1, und *Frassati* in dem Suppl. VI alla Rivista penale, pp. 257—277; endlich die meines Erachtens durchaus beifallswerte Sentenz der C. S. in Rom vom 13. Juli 1898, deren wichtigste Stelle ich der immer mehr erweiterten trefflichen Zeitschrift „La Giustizia Penale", anno IV, 19 settembre 1898, pp. 1065—1068, entnehme[1]).

A. Teichmann.

---

[1]) «....Or, se taluno con le sue forze e mercè i suoi mezzi ha generata questa speciale forma di energia, che nominasi elettricità, se l' ha im-

Digitized by Google

Brandis, Dr. W. *Rechtsschutz der Zeitungs- und Büchertitel. Ein Beitrag zur ungenügenden Bekämpfung des unlautern Wettbewerbs durch die Gerichte. Berlin (Franz Lipperheide) 1898.*

Das Reichsgesetz zur Bekämpfung des unlautern Wettbewerbs vom 1. Juli 1896 verbietet in Art. 8 die Benutzung des Namens oder der besonderen Bezeichnung einer Druckschrift, wenn dies darauf berechnet war und geeignet ist, Verwechslungen mit dem Namen oder der besonderen Bezeichnung hervorzurufen, deren sich ein anderer befugterweise bedient. In dem Prozesse des Verlegers der „Modenwelt", gegründet 1865, gegenüber der „Kleinen Modenwelt", gegründet 1889, und der „Grossen Modenwelt", gegründet 1898, wies das Reichsgericht die Klage des ersteren ab, unter anderem auch aus dem Grunde, dass der beklagte Verleger zur Zeit des Inkrafttretens des eingangs erwähnten Reichsgesetzes schon wohlerworbene Rechte an den angefochtenen Zeitungstiteln besessen. Es ist dies dieselbe civilistische Hochhaltung erworbener Rechte, welche das Reichsgericht auch bestimmt hat, die Geltendmachung wucherlicher Ansprüche, die sich auf ein vor Inkrafttreten des Wuchergesetzes abgeschlossenes Geschäft gründeten, zu schützen.

Der Hauptteil der Schrift ist einer eingehenden Darstellung und Kritik des bezeichneten Prozesses gewidmet. Gründliche Untersuchungen über die Natur des Rechtsschutzes der Bücher- und Zeitungstitel, gestützt auf einen reichhaltigen litterarischen Apparat und eine fleissige Beispielsammlung aus dem Leben, erheben die Gelegenheitsschrift zum Range einer wissenschaftlichen Monographie über den Rechtsschutz der Zeitungs- und Büchertitel von bleibendem Werte. *Z.*

Justus Clemens, *Strafrecht und Politik. Kriminalpolitische Gedanken eines alten Richters. Berlin, Otto Liebmann, 1898.*

Der Verfasser will eine Reihe der wichtigsten, allgemein interessierenden Punkte aus dem Gesamtgebiete der Strafrechtspflege

---

prigionata in sottili fili metallici, formandone una corrente produttrice dei suddetti effetti, se ha rese le particelle e vibrazioni della stessa, trasmissibili e trasportabili da luogo in luogo, tale elettricità è esclusivamente sua ed il prodotto che ne deriva forma una parte legittima della sua proprietà mobiliare e se altri dolosamente se ne impossessa per farne lucro, commette il furto di un oggetto, che ha giuridica qualità di cosa mobile. Infatti, se tale qualità è per legge dovuta a tutte quelle cose, che sono capaci di possesso, che hanno un valore, e che possono essere tolte dal di loro luogo, tali elementi si riscontrano nella elettricità.» — Es wird auch darauf hingewiesen, dass in der dem Senat erstatteten Relazione zu Art. 381 des Entwurfs (jetzt Art. 402) gesagt ist: «Si vorrebbe con una aggiunta prevedere il furto di fluido come il gaz, la luce elettrica, ed altre forze imponderabili. Ma questa proposta è inutile quanto alla sottrazione di detti fluidi, essendo evidente in essi la qualità di cose mobili, e possibili le altre nozioni di furto, che sono richieste per costituire il delitto di furto.»

Digitized by Google

besprechen. Sein Programm deutet der Verfasser in dem Pseudonym an, unter dem er auftritt. *Gerechtigkeit* soll allem vorangehen. Aber die Gerechtigkeit soll sich mit *Milde* vereinen. Doch ist der Verfasser weit entfernt von jeder Sentimentalität, da und dort zeigt er sich nicht einmal als ein Clemens und wenigstens den Socialdemokraten gegenüber nicht als ein Justus. Er hält die Socialdemokraten nicht für eine Partei, sondern für einen rücksichtslos zu bekämpfenden Feind, und will sie aus allen staatlichen Betrieben entlassen (S. 31). Zwischen Socialdemokraten und Anarchisten zu unterscheiden, erklärt der Verfasser als baren Unsinn (S. 36).

Die kriminalpolitischen Gedanken des Verfassers sind sehr beachtenswert. Insbesondere weiss Justus Clemens die Mängel der deutschen Strafrechtspflege aus einer „bald dreissigjährigen Erfahrung als Richter" überzeugend und treffend zu schildern. Eine scharfe Kritik übt Justus an dem Institut der *Staatsanwaltschaft.* „Die Staatsanwaltschaft ist ganz folgerichtig von vornherein eine von „oben" begünstigte Behörde gewesen und wird es bleiben, solange sie besteht." Er will die Anklage Richtern übertragen; dann wären die „epidemischen" Anklageperioden (Bismarck- und Majestätsbeleidigungen) nicht mehr möglich.

Doch sind die Vorschläge über die Organisation der Anklage durch Richter nicht unbedenklich; dem Untersuchungsrichter die Vertretung der Anklage zu übertragen, kann doch nicht vom guten sein. Will man die Staatsanwaltschaft nicht, so ersetze man sie durch ein unabhängiges Richterkollegium, das die Aufgabe hat, über Anklagen zu entscheiden und sie zu vertreten.

Justus spricht sich gegen die Erweiterung der *Berufung* aus, er will gegen Urteile von Strafgerichtshöfen nur die Revision zulassen. Dagegen will er das Laienelement auch in den Strafkammern durch *Schöffen* vertreten lassen. Warum sollte es sich nicht auch für Deutschland empfehlen, *ständige* Laienrichter einzuführen? Es giebt überall erfahrene Leute, die sich leicht für einen Tag in der Woche frei machen können.

Überhaupt will der Verfasser in der Strafrechtspflege die Verbindung mit dem Volk wiederherstellen. Er warnt vor Entscheidungen und Entscheidungsgründen, die das Volk nicht versteht und die das Zutrauen zu den Strafgerichten mindern. „Die Gründe des Reichsgerichts sind sehr geistreich, aber den juristischen Laien unverständlich" (S. 40). „Das Volk will aber Strafurteile verstehen können" (S. 41). Die Beschlüsse des deutschen Juristentages über dolus eventualis seien in einem schwer verständlichen „Juristendeutsch" gefasst.

So spricht Justus Clemens noch über viele Einrichtungen und Strafgesetzgebungsfragen, überall spricht er aus Erfahrung und aus eigener Anschauung. Doch trifft er mit seiner Kritik wohl eher das Richtige als mit seinen Reformvorschlägen. Gewiss sind aber die kriminalpolitischen Gedanken des „alten Richters" sehr zeit-

Digitized by Google

gemäss und anregend. Sie schildern die deutsche Strafrechtspflege, wie sie ist und wie sie nach der Meinung des Verfassers sein sollte.

Das Stärkste, was in der Schrift steht, ist wohl der Satz: „Nach deutschen Begriffen hebt Ehrlosigkeit jede sonst gegen den Thäter zu nehmende Rücksicht auf" (S. 82). Demgemäss stösst sich Justus Clemens nicht daran, dass die Zuchthaussträflinge in Deutschland du genannt und körperlich gezüchtigt werden. *St.*

Archiv für Kriminal-Anthropologie und Kriminalistik. Mit einer Anzahl von Fachmännern herausgegeben von Dr. **Hanns Gross.** *Leipzig, Verlag von F. C. W. Vogel. I. Band, 1. Heft.*

Dr. *Hanns Gross* hat sich durch sein *Handbuch für Untersuchungsrichter* etc. und durch seine *Kriminalpsychologie* einen bedeutenden wissenschaftlichen Ruf erworben. Für das, was er mit von Liszt *Kriminalistik* nennt, ist er eine Autorität. Die Kriminalistik, erklärt Hanns Gross in seinem Aufsatz über Kriminalistische Institute, bildet das naturwissenschaftliche Element im Strafrecht; was sie weiss, was sie erforscht und finden will, was sie lehrt und bietet, ruht auf dem exakten Boden des Versuchs, des Experiments und der Anschauung; die Realien des Strafrechts im ausgedehntesten Sinne sind die Objekte ihrer Forschung und ihrer Leistung, sie machen die naturwissenschaftliche Methode ihrer Bearbeitung notwendig und diese erfordert wieder Sammeln, Untersuchen, Vergleichen, Versuchen und Zeigen. Um Kriminalistik betreiben zu können, sind daher kriminalistische Institute erforderlich. Es ist aber dafür auch eine Zeitschrift notwendig, in der alles, was versucht und gearbeitet wird, veröffentlicht wird, und in der ein Meinungsaustausch über Fragen der Kriminalistik und eine Prüfung der Anregungen, Vorschläge und Ansichten, die mitgeteilt werden, stattfindet. Ein solches Organ begründet Hanns Gross in dem Archiv, das der Kriminalistik und gleichzeitig der Kriminal-Anthropologie dienen soll, deren Aufgabe es sei, sich mit den geistigen und körperlichen Erscheinungen am Menschen in Beziehung auf das Verbrechen zu befassen.

In dem ersten Heft spricht sich der Herausgeber über „Aufgabe und Ziele" der Zeitschrift aus. Die Beiträge teilen sich in: 1. Original-Arbeiten, 2. Kleinere Mitteilungen, 3. Litterarische Besprechungen.

Das erste Heft enthält folgende Original-Arbeiten:

I. Beiträge zur forensischen Beurteilung von Sittlichkeitsvergehen mit besonderer Berücksichtigung der Pathogenese psychosexueller Anomalien von Dr. Freiherr *von Schrenck-Notzing.* — II. Aus der Praxis des Gerichtschemikers von Prof. Dr. *M. Dennstedt.* — III. Zeugen-Prüfung von *A. Oskar Klaussmann.* — IV. Über das Untersuchen von Urkundenfälschungen von Amtsgerichtsrat Dr.

Digitized by Google

Albert Weingart. — V. Aus der gerichtsärztlichen Praxis von Dr. *Karl Kautzner.* — VI. Unbewusste Bewegungen und Strafrecht. Kriminalpsychologische Studie von Dr. *Josef Berze.* — VII. Kriminalistische Institute von Dr. *Hanns Gross.*

Diese Arbeiten enthalten eine Fülle lehrreichen und anregenden Materials von verschiedenem Werte. Die Zeitschrift bietet keineswegs nur für Gelehrte Interesse, vielmehr werden hauptsächlich die Praktiker des Strafrechts, Strafrichter, Staatsanwälte, Untersuchungsrichter, und nicht zuletzt Verteidiger, unendlich viel aus der Zeitschrift lernen, das ihnen in ihrer amtlichen und beruflichen Thätigkeit trefflich zu statten kommen wird und das sie (darauf legen ja Praktiker grosses Gewicht) *unmittelbar* verwerten können. Auch der gerichtliche Mediziner, der Psychiater und der Psychologe darf die Zeitschrift nicht ignorieren, denn sie schlägt in sein Fach ein. Ob die Kriminalistik, wie Hanns Gross annimmt, sich die wissenschaftliche Stellung einer *selbständigen* Disciplin erworben habe, braucht hier nicht erörtert zu werden; sicher ist, dass das, was die Kriminalistik behandelt, für den Kriminalisten wichtig und wissenswert ist. Die Strafrechtswissenschaft wird durch die Zeitschrift von Hanns Gross um so sicherer gefördert werden, je sorgsamer der Zusammenhang mit ihr gepflegt und aufrecht erhalten wird. Der Kriminalist soll die Errungenschaften der Naturwissenschaften und ihre Methoden seinem Fache dienstbar machen; aber er soll ein Jurist bleiben und nicht ein Naturforscher werden. Gewiss soll sich der Kriminalist mit Kriminalistik beschäftigen; denn das gehört zu seinem Fach, aber der Kriminalistiker darf nicht vergessen, dass auch er nichts anderes als ein Kriminalist ist. *St.*

Dr. Hanns Gross. *Handbuch für Untersuchungsrichter als System der Kriminalistik. Dritte vermehrte Auflage. Erste Hälfte. Leuschner & Lubensky, Graz 1899.*

Dr Hanns Gross, *conseiller de justice à Graz. Manuel pratique d'instruction judiciaire à l'usage des procureurs, juges d'instruction, des officiers et des agents de police judiciaire, fonctionnaires de la police, gendarmes, agents du service de la sûreté, etc. Traduit de l'allemand par M. Bourcart, professeur à la Faculté de droit de Nancy, M. Wintzweiler, professeur d'allemand au Lycée de Nancy, avec une préface de M. Gardeil, professeur du droit criminel à la Faculté de Nancy. 2 vol. Paris, Marchal et Billard, 1899.*

Die erste und die zweite Auflage des Handbuches für Untersuchungsrichter von *Hanns Gross* sind in dem 7. Jahrgang dieser Zeitschrift (1894), S. 155 und 248, besprochen worden. Seither ist das Werk „in fast alle Kultursprachen" übersetzt worden. Von der

Digitized by Google

dritten Auflage liegt die erste Hälfte vor, die zweite wird im Januar 1899 erscheinen. Die dritte Auflage ist bedeutend bereichert. Ich wiederhole einfach, was ich früher bemerkte: „Die Bibliothek eines Kriminalbeamten und eines Verteidigers ist unvollständig, wenn ihr das Handbuch für Untersuchungsrichter von Hanns Gross fehlt.“

St.

Ernst Landsberg, *Geschichte der Deutschen Rechtswissenschaft, III. Abteilung, erster Halbband (Text und Noten). Fortsetzung zu der Geschichte der Deutschen Rechtswissenschaft, erste und zweite Abteilung, von R. Stintzing. (Aus: Geschichte der Wissenschaften in Deutschland, Neuere Zeit, XVIII. Band.) München und Leipzig, R. Oldenbourg, 1898.*

Als am 13. September 1883 *R. v. Stintzing* eines jähen, viel zu frühen Todes starb, war von seiner „Geschichte der Deutschen Rechtswissenschaft“ — einer Abteilung der „Geschichte der Wissenschaften in Deutschland“, herausgegeben auf Veranlassung und mit Unterstützung des Königs von Bayern durch die historische Kommission der königlichen Akademie der Wissenschaften — erst die erste Abteilung im Drucke erschienen (im Jahre 1880), umfassend die Zeit vom 13. bis 16. Jahrhundert und bis in die erste Hälfte des 17. Jahrhunderts hinein. Indessen fanden sich im Nachlasse des Verewigten genügende Manuskript-Konvolute vor, die eine Fortsetzung des grossartigen Werkes für das 17. Jahrhundert ermöglichten; und diese Herausgabe erfolgte bekanntlich, genau nach den Stintzingschen Prinzipien, im Jahre 1884 durch *Ernst Landsberg*, als zweite Abteilung des Werkes, welche das 17. Jahrhundert mit Ausnahme des Naturrechts enthält.

Der historischen Kommission bei der königlichen Akademie der Wissenschaften zu München gelang es, den genannten Herausgeber der II. Abteilung als Verfasser für die Vollendung des Werkes zu gewinnen. So liegt denn heute die III. Abteilung vor uns, welche die Naturrechtsschule des 17. Jahrhunderts und das ganze 18. Jahrhundert behandelt. Die äussere Anordnung des Stoffes geschah im allgemeinen — eben weil als Fortsetzung des Stintzingschen Werkes gedacht — in derselben Weise wie bei Stintzing: Einteilung in Kapitel, Untereinteilung derselben in Nummern und Aufbau nach der biographischen Methode. Indessen hat Landsberg, entgegen Stintzing, die äussere Biographie der Juristen stark zurückgedrängt und nur den hervorragendsten derselben eine eigentliche Biographie gewidmet; alle übrigen Daten sind in einen speciellen, „Noten“ enthaltenden Beilageband verwiesen, der zugleich eine genaue Bibliographie und damit eine Fülle gelehrten Materiales enthält.

Inhaltlich nun ist diese Abteilung naturgemäss im wesentlichen eine Geschichte der Deutschen Rechtswissenschaft im *Zeitalter des*

Digitized by Google

Naturrechts geworden. Der Verfasser beginnt mit Hugo Grotius, führt uns das Wirken Samuel Pufendorfs und Leibnizens juristische Thätigkeit vor Augen; dann geht er über Männer der alten Schule hinweg zu Samuel Stryk, dem Vermittler zwischen der neuen Bewegung und der alten Jurisprudenz, und schildert uns eingehend die Gestalt des Christian Thomasius, der den „letzten und entscheidenden Schritt auf dem Wege der Trennung von Theologie und Jurisprudenz, welchen Grotius eingeschlagen hatte“, gethan hat (Seite 94). Es folgt die Besprechung der „Publizisten“ und der „Hallischen Schule“, dann diejenige der „Praktiker“ und der „eleganten Jurisprudenz“ (der Antiquitätenforschung). Dann werden die „Höhepunkte“ der naturrechtlichen Entwicklung mit Johann Gottlieb Heineccius, Wolf und Leyser erstiegen und wir werden mit dem Gesetzgebungswerk Preussens unter Friedrich II. mit Samuel von Cocceji vertraut gemacht — mit Cocceji, der das Institut der Aktenversendung am 20. Juni 1746 aufgehoben und damit „eine für die gesamte Entwicklung der deutschen Jurisprudenz entscheidende Massregel“ getroffen hat, welche „die Trennung von Rechtsprechung und Rechtswissenschaft, Hebung des Ansehens der Gerichtshöfe, Entlastung des gelehrten Juristen von der Spruchthätigkeit, aber auch Entfremdung von Theorie und Praxis“ mit sich führte; wir lernen in Bayern unter Maximilian III. Joseph und Kreitmayer „das erste schüchterne Wehen des Geistes der Aufklärung“ kennen. Nach einer Darstellung der Antiquitätenforschung und der Wolfschen Schule treten zwei grosse Staats- und Völkerrechtslehrer auf den Plan: Moser und Pütter, ersterer ausgeprägter Gegner der „rationalistisch philosophierenden, naturrechtlich konstruierenden Zeit“, durch und durch Empiriker und Praktiker, letzterer der grosse Systematiker Wolfscher Zucht, aber durchaus selbständig mit seinem „Übergewicht der juristischen Befähigung“; Jurist, und nichts als Jurist. Dann schildert uns das (X.) Kapitel: „Sieg der Aufklärung“, zunächst das Eindringen aufklärerischer Gedanken in den Kreis der katholischen Kirche, des katholischen Kirchenrechts, mit den zwei Haupttypen des Febronianismus und des Josephinismus. Sodann den Sieg der Aufklärung im Strafrecht, mit *Karl Ferdinand Hommel*, dem Deterministen, dem Übersetzer des Beccaria, der zugleich eine würdigere Auffassung des Strafrechts anbahnte, indem er die Forderungen aufstellte: den Verbrechen möglichst vorzubeugen durch Bemühung um Hebung der ökonomischen und sittlichen Lage des Volkes; Verbrechen, Sünde und verächtliche Handlung seien schärfer zu sondern; endlich sei jeweilen das gerechte Mass und eine vernünftige Art der Strafe zu wählen. Es werden uns die Bemühungen für Herstellung einer neuen Kriminalgesetzgebung, die damit verbundenen Untersuchungen über das Verbrechen und das Wesen der Strafe, der Kampf für und wider die Tortur, ja für und wider die Todesstrafe anschaulich gemacht. Im Staatsrecht folgt F. C. von Moser, der tapfere Kämpe gegen Fürstendespotismus und Verkommenheit damaliger kleiner deutscher Höfe. Die beiden letzten

Digitized by Google

Kapitel lassen uns mit Martius und den Vorläufern der historischen Schule schon das Anbrechen einer neuen Zeit ahnen; sie zeigen uns Kant — und gleichzeitig im Preussischen Landrecht und der Österreichischen Gesetzgebung um die Jahrhundertwende den Abschluss der naturrechtlichen Entwicklung Wolfscher und Kantischer Richtung. Eine neue Zeit steht vor der Thür und begehrt Einlass: die historische Auffassung mit ihrer Verinnerlichung des Civilrechtes.

Dies in kurzen Zügen der wesentlichste Inhalt des schönen Buches. Für das Strafrecht speciell ist die uns vor Augen geführte Zeit nach mehr als einer Richtung hin interessant: beginnt doch jetzt erst die Loslösung von der Theologie, wird der Kampf gegen die Carpzovsche Schule und Praxis aufgenommen und durchgeführt, sehen wir die widersprechendsten Auffassungen von der Stellung des Richters vertreten; wir begleiten die Kämpfe um das Verbrechen der Ketzerei, um Abschaffung der Folter und endlich für und wider die Todesstrafe.

Was den Hauptwert des Buches ausmacht und es ganz im *Stintzingschen* Geiste über eine trockene Bibliographie weit hinaushebt, ist das, dass die allgemeinen, leitenden Gedanken, die Zeitströmungen, überall in den Vordergrund gerückt sind. Und wir ersehen daraus: wohl hat jene Zeit eine Unmasse seichter, unbedeutender Schriften hervorgebracht; wohl litt sie etwas unter Vielschreiberei; aber sie war beherrscht von grossen Gedanken.

Einen Vorzug der *Stintzing*schen Darstellung freilich scheint uns der Verfasser nicht völlig erreicht zu haben: die Unmittelbarkeit und Anschaulichkeit, die Wärme der Schilderungen der die Zeitgedanken tragenden Persönlichkeiten. Es ist, als ob er ihnen kühler, kritischer gegenüberstünde.

Aber ein gutes Buch ist es, und es ist nur zu hoffen, dass der Schlussband nicht allzulange auf sich warten lasse.

Lausanne, September 1898. *Th. Weiss.*

Dr. Franz von Liszt, *ord. Professor der Rechte in Halle a. S. Lehrbuch des deutschen Strafrechts. Neunte durchgearbeitete Auflage. Erster Teil. Berlin, J. Guttentag, 1898. 303 Seiten.*

*von Liszt*s Lehrbuch des deutschen Strafrechts ist gegenwärtig das am stärksten verbreitete Lehrbuch des deutschen Strafrechts; eine Auflage folgt rasch auf die andere, die 7. Auflage ist im Jahre 1897 erschienen, die 8. Auflage kaum ein Jahr später. Demgemäss übt *von Liszt* auf die strafrechtlichen Anschauungen sowohl der akademischen Jugend als der Praktiker einen sehr bedeutenden Einfluss aus. Die Vorzüge des von Lisztschen Lehrbuches sind längst anerkannt, namentlich die übersichtliche Anordnung des Stoffes, die geschickte und anziehende Darstellung und die Reichhaltigkeit und Vollständigkeit des Inhaltes.

Digitized by Google

Zunächst darf mit Befriedigung festgestellt werden, dass v. Liszt an den Behauptungen, die er in seinem Münchener Vortrage aufgestellt hatte, nicht festhält.

In München sagte er:

„Die Begriffe „Schuld" und „Sühne" mögen in den Schöpfungen unserer Dichter weiterleben wie bisher; strenger Kritik der geläuterten wissenschaftlichen Erkenntnis vermögen sie nicht stand zu halten [1])."

In dem Lehrbuche führt von Liszt, S. 156, Anm. 1, nun aus:

„Dass mit der Aufgabe der Willensfreiheit der Schuldbegriff überhaupt einschneidende Veränderungen erleidet, kann und soll nicht geleugnet werden. Aber der Begriff selbst bleibt bestehen. Dasselbe gilt von der Zurechnungsfähigkeit insbesondere [2])" .....

Besonderes Interesse bieten die Abschnitte der Einleitung über *die Geschichte des Strafrechts* und über *die Grundlagen der Kriminalpolitik*.

Das, was *von Liszt* über *Kriminalpolitik* ausführt, veranlasst mich zu einigen Bemerkungen. Im Inhaltsverzeichnis wird als Gegenstand des Abschnittes angegeben: „Die Grund*lagen* der Kriminalpolitik"; im Text, S. 59, findet sich die Überschrift „Grund*züge* der Kriminalpolitik". Das bedeutet aber sachlich eine Verschiedenheit. In diesem Abschnitte zeigt sich überhaupt eine gewisse Unsicherheit und Unbestimmtheit, die durch die glänzende Form nur verdeckt, aber nicht gehoben wird; namentlich wird der *Begriff Kriminalpolitik* nicht befriedigend erklärt.

Eine erste Definition der Kriminalpolitik giebt von Liszt im ersten Paragraphen des Lehrbuchs, S. 2.

„Über das geltende Strafrecht hinaus führt uns die Erkenntnis der Strafe als eines in die Hand des Staates gelegten *Mittels zur Bekämpfung des Verbrechens.* Diese Erkenntnis legt uns die Frage nach dem Rechtsgrunde und den Zielen der staatlichen Strafgewalt, aber auch nach dem Ursprung und der Eigenart des Verbrechens nahe." Und nun schliesst von Liszt: „Die wissenschaftliche Lösung dieser Frage ist Aufgabe der *Kriminalpolitik*." Demnach wäre die Ermittlung des Rechtsgrundes und der Ziele der Strafgewalt, sowie des Ursprunges und der Eigenart des Verbrechens Aufgabe der Kriminalpolitik. Daran knüpft von Liszt eine im ganzen zutreffende Charakteristik der Kriminalpolitik: „Sie giebt uns den Massstab für die Wertschätzung des Rechts, welches gilt, und sie deckt uns das Recht auf, welches gelten sollte; aber sie lehrt uns auch, das geltende Recht aus seinem Zwecke heraus zu verstehen und seinem Zweck gemäss im Einzelfalle anzuwenden."

---

[1]) Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, 1897, Band 17, S. 84.

[2]) Diese Anmerkung hat von Liszt in der 9. Auflage beigefügt. Dagegen enthielt auch die 8. Auflage den Satz: «Vergolten soll werden nach der *Schuld* des Thäters. Denn auf sie gründet sich der sociale Unwert des Verbrechens.» 8. und 9. Aufl., S. 81.


Digitized by Google

Unter dem Titel „Grundzüge der Kriminalpolitik“ behandelt von Liszt sodann:

1. *das Strafrecht als Interessenschutz* (§ 13);
2. *die Ursachen und die Arten der Kriminalität* (§ 14);
3. *die Forderungen der Kriminalpolitik* (§ 15).

In § 15 fasst von Liszt die Kriminalpolitik als „*Pönologie*“ auf; sie „hat es mit dem *einzelnen Verbrecher* zu thun“. „Sie verlangt im allgemeinen, *dass die Strafe als Zweckstrafe sich in Art und Mass nach der Eigenart des Verbrechers richte,* den sie durch Zufügung eines Übels (durch einen Eingriff in seine Rechtsgüter, in Leben, Leib, Freiheit, Ehre, Vermögen) von der künftigen Begehung weiterer Verbrechen abhalten will.“

von Liszt versteht also unter *Kriminal*politik lediglich die *Straf*politik; die Strafpolitik setzt aber seines Erachtens eine Feststellung des Rechtsgrundes und der Ziele der staatlichen Strafgewalt und der Ursachen des Verbrechens voraus. Auch diese Feststellung gehört nach von Liszt noch zur Kriminalpolitik. „Die wissenschaftliche Lösung dieser Frage ist Aufgabe der Kriminalpolitik“, sagt er. Doch ist Kriminalpolitik dabei als Wissenschaft und nicht als praktische Thätigkeit gedacht.

Ob der Leser des Lehrbuchs, namentlich der Studierende, dadurch eine klare Vorstellung über Kriminalpolitik im Sinne von Liszts erlangt, mag dahingestellt bleiben. Meines Erachtens fasst von Liszt die Kriminalpolitik aber unrichtig auf. Kriminalpolitik ist nämlich *die Staatskunst, das Verbrechen zu bekämpfen.* Die erste Frage für den Kriminalpolitiker, also namentlich für den Strafgesetzgeber, der ein Strafgesetzbuch zu entwerfen hat, ist daher die Frage: Welche Handlungen sind als Verbrechen zu behandeln? Die Frage kann auch so gestellt werden: Welche Güter oder Interessen müssen durch die Bestrafung derer geschützt werden, die diese Güter schädigen oder verletzen? Das ist *Kriminal-,* also Verbrechenspolitik.

An diese erste Frage reiht sich die zweite: Durch welche Strafen oder Massnahmen kann der Schutz, den der Staat zu gewähren hat, am wirksamsten erreicht werden? Da der Staat zu dem Mittel der Strafe erst greifen soll, wenn ihm andere ebenso wirksame Mittel nicht zu Gebote stehen, so muss der Kriminalpolitiker untersuchen, ob das Verbrechen nicht anders als durch Strafe wirksam geschützt werden könne. Dies kann er nur entscheiden, wenn er die *Ursachen* des Verbrechens oder vielmehr der Handlungen, deren Kriminalisierung in Frage steht, kennt. Endlich setzt eine fruchtbare und wirksame Thätigkeit des Kriminalpolitikers vor allem die Einsicht in das Wesen der Strafpflicht und in die Natur des strafbaren, richtiger straf*pflichtigen* Unrechts voraus.

Die Kriminalpolitik verdient und rechtfertigt also wirklich ihren Namen. Sie ist zunächst *Kriminal*politik und dann erst *Straf*politik.

Digitized by Google

Ich halte es auch für unrichtig, wenn von Liszt annimmt, die Kriminalpolitik habe es mit dem einzelnen Verbrecher zu thun. Der Kriminalpolitiker wird allerdings da auf Individualisierung der Strafe hinwirken, wo dies zur Bekämpfung des Verbrechens im allgemeinen wirksam erscheint. Aber der Kriminalpolitiker fasst als Staatsmann überall das Ganze ins Auge, er wägt die Vorzüge und die Nachteile, die sich im allgemeinen aus der Bestrafung einer That ergeben, ab, und zieht in Erwägung, wie eine Strafe, die im Gesetze gegen den Thäter festgesetzt ist, auf diesen *und auf die Gesamtheit* und etwa auch auf *den Beschädigten* unmittelbar und mittelbar wirke. Nicht selten ist übrigens die Kostenfrage für kriminalpolitische Entscheidungen von grosser Bedeutung.

von Liszt dürfte also Veranlassung haben, den Abschnitt über Kriminalpolitik einer weiteren Durchsicht zu unterwerfen.

Ich benutze den Anlass, um einen Irrtum von Liszts, der sich auf diese Zeitschrift bezieht, richtigzustellen. In dem Aufsatz „Rechtswidrigkeit und Verbrechen“ habe ich nicht die Fassung aufgestellt: „Rechtsverletzungen, deren Zweckbestimmung Rechtsgüterschutz ist, sind nicht strafpflichtig“, vgl. von Liszt, S. 136, Anm. 5. Ich behauptete dies nicht von *Rechts*verletzungen, sondern von Verletzungen. Wer Notwehr übt, begeht keine Rechtsverletzung, aber er verletzt ein Gut des Angreifers. Wenn von Liszt annimmt, meine Formel „versage sofort, wenn die Frage nach der Rechtswirkung der Einwilligung der Verletzten geprüft werden soll“, so ist mir dieser Einwand, so apodiktisch er aufgestellt wird, einfach unverständlich. Einmal begründet die Einwilligung des Verletzten der Natur der Sache nach überhaupt nicht allgemein eine Ausnahme von der Strafpflicht. Wenn die Einwilligung des Verletzten aber eine Ausnahme von der Strafpflicht begründen sollte, so wird dadurch die Lösung, die ich für *andere* Fälle gefunden zu haben glaube, in keiner Weise berührt. *St.*

Dr. L. Oppenheim, *o. ö. Professor der Rechte a. D. der Universität Basel. Das Gewissen. Basel, Benno Schwabe, Verlagsbuchhandlung, 1898. 50 Seiten.*

Auch mit der Wahl dieses Themas hat Verfasser einen glücklichen Griff gethan. Denn es ist wohl gerade heutzutage wichtig, sich mit der Bedeutung des Gewissens für die strafrechtliche Verantwortlichkeit zu beschäftigen, wo wir leider recht häufig einem „verkehrten“ Gewissen begegnen. Er konnte sich dabei an ein ausgezeichnetes Werk von *Elsenhans,* Wesen und Entstehung des Gewissens, eine Psychologie der Ethik, Leipzig 1894 [1]), anlehnen,

[1]) Dr. *Th. Elsenhans* nennt in seinem sehr empfehlenswerten Schriftchen «Psychologie und Logik», 3. Aufl., 2. Abdruck, 1898 (Sammlung Göschen, Nr. 14), S. 37, Gewissen: «die ersten Regungen des sittlichen Gefühls (primäres), wie die durch das Denken vermittelte sittliche Beurteilung (sekun-

Digitized by Google

wenngleich ihn vornehmlich die juristische Seite des Problems interessierte. Betrachten wir alle das Gewissen als einen höchsten Richter; so müssen wir doch auch nicht verkennen, dass selbst dieser irren kann. So muss denn eine wissenschaftliche Prüfung ihren hohen Wert für uns haben; denn wer kein Verständnis für das Wesen und die Funktion des Gewissens hat, kann auch die Funktionen des Rechts im individuellen, nationalen und internationalen Leben nicht verstehen (9). Ausgehend von dem bei allen Menschen vorhandenen gleichen formellen Inhalt des geistigen Lebens, nämlich Vorstellungen, Gefühlen und Willensbestrebungen, bezeichnet Verfasser das Gewissen als die Thatsache des Regewerdens unserer sittlichen, bezw. religiösen Vorstellungen und Gefühle in Bezug auf von uns vorgenommene oder erst vorzunehmende oder in der Ausführung begriffene Handlungen. Eine *Anlage* hierzu im menschlichen Geschlecht von der Zeit seiner Entstehung an können wir wohl annehmen, aber es muss erst erzogen werden. Sehr ansprechend werden die Faktoren dieser Entwicklung geschildert; es sind dies: Religion, Moral und Recht, Sitte, Wissenschaft und Kunst, das Beispiel, Ereignisse, die persönliche Erkenntnis im Ringen nach Wahrheit. Sehr verschiedenfach aber, je nach begleitenden Umständen, ist die Funktion in den einzelnen Individuen. Da kommt es denn auch zur Verkehrung des Gewissens, wenn gute Handlungen als schlecht und schlechte als gut empfunden werden (29). Hier entsteht die schwierige Frage: Sollen oder dürfen Menschen, die auf Grund ihres verkehrten Gewissens ein Verbrechen begehen, bestraft werden? Mit Energie protestiert Verfasser dagegen, dass das Gewissen unter allen Umständen die höchste Autorität sei (31). Denn jeder ist bis zu einem gewissen Grad der *Bildner* seines eigenen Wissens und muss in dieser Richtung den Ansprüchen der Vernunft und ihrer Kritik sich unterordnen, mag auch daneben ein Grund in gesellschaftlichen Missständen nicht ganz zu verkennen sein. Autorität aber kann nicht das blinde, sondern nur das sehende Gewissen beanspruchen, das der Vernunft die Berechtigung seines Spruches zwingend klargemacht hat (40). Der Ausgangspunkt einer Gewissenswandlung liegt in Verstand und Gemüt, kann plötzlich wie langsam erfolgen; es ist aber höchste sittliche Anforderung, vor einer Verkehrung des Gewissens auf der Hut zu sein! Der Weg der Veränderung von Moral, Religion und Recht geht durch das Gewissen der Einzelnen hindurch. Aus der Wechselwirkung

däres)»; — Dr. *G. Glaser,* Zurechnungsfähigkeit, Willensfreiheit, Gewissen und Strafe, Lpz. Wien 1887, S. 59, das Gewissen: «das die Einsicht in die Vollbringung einer guten oder einer unrechten That begleitende Gefühl der Zufriedenheit oder der Pein»; — Schulinspektor a. D. *Friedrich Wyss* in seinem trefflichen «Handbuch der humanen Ethik für Eltern und Erzieher», Bern, Verlag von Schmid & Francke, 1899, S. 211 (mit Benedikt), das Gewissen: «das Gesamtbewusstsein der hemmenden und antreibenden Gefühle zum Zweck der Meidung unsittlicher und der Förderung sittlicher Thaten».

Digitized by Google

zwischen ihnen und der Gesellschaft entsteht eine stets fortschreitende Erweiterung von Moral, Religion und Recht. „Wie die Gewissensanlage die Voraussetzung aller Kultur, so ist seine Erweiterung und Vertiefung eine der Aufgaben aller Kultur.“ — Mit voller Befriedigung wird jeder Freund ethischer Kultur den hohen sittlichen Ernst anerkennen, der die Darlegung seitens des Verfassers kennzeichnet, und von der mit Begeisterung vorgetragenen Lebensauffassung desselben sich angezogen fühlen.

A. Teichmann.

R. Saleilles, *L'individualisation de la peine. Étude de criminalité sociale. Paris, Félix Alcan, éditeur, 1898, VI, 281 pages.*

Der Verfasser, dessen wertvollen Aufsatz über den Versuch ich oben, S. 220 (S. 32 des Separatabdrucks), erwähnte, empfing die Anregung zu kriminalistischen Studien durch die Société générale des prisons, seine Hinneigung zu sociologischen Untersuchungen durch die Arbeiten von *Tarde.* Er widmet vorliegendes, von letzterem mit einem Vorworte versehenes Werk, das den ersten Band einer Reihe sociologischer Untersuchungen bildet, dem Andenken an einen lieben nahen Verwandten, Prof. *Bufnoir,* dessen civilrechtliche Vorlesungen er nach dessen plötzlichem Tode vor einer zahlreichen Zuhörerschaft mit grossem Erfolge aufnahm. Es ist die Wiedergabe von zehn Vorlesungen vor einem gemischten Auditorium, in denen er die auf Willensfreiheit beruhende moralische Verantwortlichkeit mit anders abgeleiteten Strafprinzipien zu vereinigen versucht. Dieser geistvolle Versuch spitzt sich in folgender These zu (164): „La peine, justifiée par l'état virtuel de liberté, ne comporte plus, pour son application, d'investigations relatives à la mesure de la liberté. La mesure de la peine n'est que nominalement et légalement dans la responsabilité du fait. Elle doit être effectivement et pratiquement dans la criminalité virtuelle de l'individu. La conception de la peine implique la responsabilité; il faut que l'on croie à la responsabilité pour qu'une mesure prise contre un malfaiteur soit une peine. Mais l'application de la peine n'est plus affaire de responsabilité, mais l'individualisation. C'est le crime que l'on punit, mais c'est la considération de l'individu qui détermine le genre de mesure qui lui convient. La responsabilité, fondement de la peine, et l'individualisation, critérium de son application: telle est la formule du droit pénal moderne.“

In einer auf die neuesten Arbeiten gestützten geschichtlichen Übersicht stellt Verfasser die Entwicklung der Idee der Strafe von der älteren Zeit mit ihrer Vergeltungsstrafe bis zur Jetztzeit mit ihrer Zweckstrafe dar, und weist darauf hin, dass die neuere französische Gesetzgebung, wie die mancher andrer Länder, ganz klar zeige, wie heute das Individualisierungsprinzip die Oberhand ge-

Digitized by Google

wonnen habe [1]. Er betont das Unzureichende der in jüngster Zeit aufgestellten verschiedenen Theorien, aus denen er sich oben skizzierte neue Auffassung gebildet hat. Auch fernerhin muss behufs Ausschliessung richterlicher Willkür die Strafe in einem Maximum angedroht sein und bleiben, insofern für die Dauer der Strafe die Bedeutung der That entscheidet; wo dagegen die Natur oder Art derselben in Betracht fällt, hat Individualisierung zu entscheiden. So könne man etwa drei Klassen scheiden: 1) délinquants sans criminalité de nature, gegen die „peines d'intimidation", 2) incorrigibles, gegen die „peines de sûreté", und 3) délinquants primaires, gegen die „peines de réforme" anzuwenden wären (255). Die sonstigen Versuche jüngster Zeit, z. B. nach den schwer fassbaren und verschieden gefassten „Motiven" zu trennen, seien, namentlich bei Nichtberücksichtigung der angewendeten Mittel, gescheitert; ebenso aber auch das System paralleler Strafen, mit dem man auf entehrende und nicht entehrende Strafen in voller Verleugnung der heutigen Grundidee der Strafe komme. Handle es sich aber um die Möglichkeit einer „individualisation légale, judiciaire ou administrative", so sei allein die letzte Form verwendbar. Der Richter habe die Natur der Strafe zu bestimmen, die Strafanstaltsverwaltung deren Dauer nach den gemachten Erfahrungen zu fixieren. Hiermit käme man zum System unbestimmter Urteile nach amerikanischem Vorbild. Sei dieses jedoch bei uns en bloc nicht annehmbar, so bleibe als einzige Lösung nur ein gemildertes derartiges System mit Minimalbestimmung, vielleicht doppelter Zeitgrenze, übrig, dem die Zukunft gehöre. Der Nachweis der praktischen Durchführbarkeit einer solchen Regelung soll in einem weiteren Werke „Problèmes de politique criminelle", das der Verfasser in Aussicht stellt, geliefert werden. Hier wird Verfasser Gelegenheit haben, einige für das Verständnis des Lesers wichtige Punkte noch eingehender zu behandeln, auf die *Tarde* in seinem Vorworte als wohl nicht völlig klargestellt hinweist. Jedenfalls bietet das Werk eine höchst anziehende Lektüre, bei der man auf viele neue tüchtige Arbeiten über diese schweren Fragen aufmerksam wird.

A. Teichmann.

Chirurgische Operation und ärztliche Behandlung. Eine strafrechtliche Studie von Dr. **Carl Stooss.** *Berlin, Otto Liebmann, 1898.*

Die Strafrechtswissenschaft hat bisher ziemlich übereinstimmend die chirurgische Operation als erlaubte Körperverletzung angesehen.

[1] Eine genaue Aufzählung der neuern und neuesten französischen Strafgesetze bis zur Loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats, commis envers les enfants, giebt *Le Poittevin* im Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, VIIe vol., livraison 2, pp. 165—175. Über dieses Gesetz vgl. *Sirey,* Lois annotées, 1898, pp. 577—585.

Digitized by Google

Streit war eigentlich nur über die Begründung der Erlaubnis des Gesetzes; lag sie in der Einwilligung des Verletzten, war sie auf eine Berufsberechtigung zurückzuführen oder war es gar eine Art dem Strafgesetz derogierenden Gewohnheitsrechtes, wie zuletzt Oppenheim behauptete. Zwischen *Stooss* und *Oppenheim* entspann sich eine Polemik in dieser Zeitschrift, Jahrgang V, 465, VI, 53, 332, VII, 192. Stooss wies nach, dass Oppenheims Theorie so ungenügend, unbefriedigend sei, wie alle früheren Erklärungsversuche.

Was nun aber in jenen polemischen Aufsätzen erst angedeutet war, die positive Lösung der Frage, das wird in der zu besprechenden Abhandlung zum endgültigen Abschlusse gebracht: Die chirurgische Operation ist nicht eine Art von Körperverletzung, sondern ein dem Begriffe der Körperverletzung direkt entgegengesetzter Begriff. Für den gebildeten Nichtjuristen ist das allerdings keine ganz neue Entdeckung; wir müssen ihn leider versichern, dass es eine keineswegs leichte Arbeit war, die allgemein anerkannte Wahrheit in das Begriffssystem der klassischen Strafrechtswissenschaft einzufügen.

Die Untersuchung schlägt den allein richtigen Weg ein, sie geht von der Betrachtung der Thatsachen aus und kontrolliert schrittweise die Richtigkeit der gewonnenen Schlüsse an ihrer Anwendbarkeit für die Beurteilung der Thatsachen. Es war ein glücklicher Gedanke, die Untersuchung von Anfang an auszudehnen auf die ärztliche Behandlung überhaupt, also auch auf das Gebiet der innern Medizin, die ja vielfach Mittel anwendet, welche entweder geradezu gefährlich sind oder doch das Wohlbefinden augenblicklich in hohem Masse beeinträchtigen, um zu dem letzten Ziele der Heilung zu gelangen. Das grosse Thatsachenmaterial, auf welchem die Untersuchung aufgebaut ist, hat der Jurist unter Mitwirkung eines Arztes, nämlich seines Bruders, Prof. Max Stooss, an der medizinischen Fakultät der Universität Bern, verwertet; also ein brüderliches Zusammenarbeiten der beiden Fakultäten.

Das Ergebnis ist ein in höchstem Grade befriedigendes, weil sich aus demselben eine vernünftige Lösung aller einschlägigen Streitfragen mit Leichtigkeit ergiebt. Die Operation gegen den Willen des Kranken wird mangels seiner Einwilligung nicht zur strafbaren Körperverletzung, sie bildet möglicherweise den Thatbestand eines Verbrechens gegen die persönliche Freiheit. Die Heilbehandlung durch jemanden, der zur Ausübung medizinischer Praxis nicht befugt ist, ist darum noch keine Körperverletzung, sondern ein Ungehorsamsdelikt gegenüber der Polizeivorschrift. Die misslungene Operation hat zu einem von der Vorstellung im Vorsatze abweichenden Erfolge geführt, die Heilbehandlung wird dadurch nicht zur strafbaren Körperverletzungshandlung, sondern als strafbarer Thatbestand kann nur in Betracht fallen die bei der Heilbehandlung etwa vorgekommene Fahrlässigkeit. Mit Recht scheidet Verfasser den Fall der Zerstörung der menschlichen Frucht zur Rettung der Mutter aus. Die menschliche Frucht ist für das Straf-

Digitized by Google

recht ein selbständiges Schutzobjekt; es liegt eine wirkliche Verletzung vor, die dann aber unter dem Gesichtspunkte des Notstandsrechtes zur Beurteilung kommt. Freilich reicht der Notstandsbegriff der deutschen Rechtswissenschaft hier nicht aus.

Wie konnte die klassische Jurisprudenz überhaupt je zur Annahme einer Körperverletzung bei der chirurgischen Operation gelangen? Weil unstreitig, führt der Verfasser aus, die Operation verletzende Nebenwirkung hat; denn überall fliesst gesundes Blut, und mit den kranken Teilen müssen auch benachbarte, noch unversehrte Teile entfernt werden. Aber der Charakter eines Vorgangs ist nach seinen Hauptwirkungen, nicht nach seinen Nebenwirkungen zu beurteilen, nach dem Ergebnis für den Gesamtorganismus des Menschen, nicht nach der Einwirkung auf einen kleinen Teil desselben. Gewiss liegt hier die Fehlerquelle, nämlich in der Zerreissung eines zusammengehörigen, einheitlichen Thatbestandes. Greifen wir in ein anderes Gebiet hinüber. Eine Maschine bedarf der Reparatur. Sie wird zu diesem Behufe auseinandergenommen, schadhafte Teile werden entfernt, an andern wird herumgefeilt und gehobelt, und der klassische Jurist, der nicht das Ganze der Arbeit zu umfassen vermag, sieht darin eine Reihe von Sachbeschädigungen, die zur Strafe gezogen werden müssten, wenn nicht die Einwilligung des Eigentümers und die Herzenseinfalt des Arbeiters, der nicht zu zerstören, sondern aufzubauen glaubt, die Strafbarkeit ausschliessen würden.

In dem Gesagten liegt denn auch die entschiedene Ablehnung der Annahme, dass sich Operation und Körperverletzung nicht objektiv, sondern nur subjektiv voneinander unterscheiden. Die Operation ist auch in ihrer äusseren Erscheinung durchaus verschieden von der Körperverletzung; die Technik des Chirurgen ist eine ganz andere, als die des Fechters und des Schützen. Die subjektive Seite hat daher ihre reale, greifbare Grundlage. Es ist aber auch unrichtig, das subjektiv Unterscheidende zurück in das Motiv oder weiter hinaus in die Absicht und den Zweck zu verlegen. Der Vorsatz ist das Entscheidende; bei der Körperverletzung besteht der Vorsatz in der Vorstellung des Schadens als Erfolg, bei der Operation in der Vorstellung, die unerlässlichen Vorbedingungen der Heilung, wo nicht diese selber, zu schaffen: dort der Tod, hier das Leben als vorgestellter objektiver Erfolg. Davon sind grundverschieden die Fälle, da Wille und Vorstellung auf eine wahre Verletzung gerichtet waren, die Verletzung aber um des zu erreichenden Zweckes willen erlaubt erscheint, z. B. bei der Tötung oder Körperverletzung in Notwehr.

Die Gedankenreihen, zu welchen das Buch die Anregung giebt, liessen sich noch weiter ausspinnen. Nur eine Bemerkung noch. Der Verfasser verschmäht es, sich mit der positivistischen Theorie auseinanderzusetzen. Wir geben zu, dass es im vorliegenden Falle nicht nötig war; denn dem Positivisten macht die Lösung des Problems keine Mühe, hier die sociale Handlung des Heilkünstlers oder

Digitized by Google

des Helfenden, wenn auch Nichtzünftigen, dort die antisociale Handlung der Zerstörung. Eine sociale Handlung kann aber nie Symptom verbrecherischer Potenz sein, selbst wenn nachweislich lauter egoistische Motive und gar kein einziges altruistisches Motiv mitgespielt hätte.

Die Ergebnisse der Untersuchung bedeuten für die Strafrechtswissenschaft eine wahre Errungenschaft. Ebenso erhalten die civilrechtlichen Probleme, die sich an diese Fälle anknüpfen, durch sie einen festen Ausgangspunkt. Wir hoffen aber auch, dass das Buch in medizinischen Kreisen Beachtung finden werde; ist doch dessen Studium geeignet, insbesondere dem jüngern Arzte für folgenschwere Entschliessungen in schwierigen Lagen jene Sicherheit zu geben, die ihm die Beherrschung seiner Wissenschaft und seiner Kunst allein noch nicht einzuflössen vermag. *Zürcher.*

Dr. Emil Suess, *Die Stellung der Parteien im modernen Strafprocesse. Eine strafprocessuale Abhandlung in rechtsvergleichender Darstellung. Wien 1898. Manz'sche k. u. k. Hof-, Verlags- und Universitätsbuchhandlung. VI, 465 Seiten.*

Schon öfters ist darauf hingewiesen worden, dass die dogmatische Ausbildung unseres Prozesses überhaupt, insbesondere des Strafprozesses, noch verhältnismässig neu ist und erst grossenteils aus den Anfängen herausgearbeitet werden muss. Hat man ja zuerst sich mit dem von jeher mehr feinjuristisch ausgebildeten Civilprozesse beschäftigt und diesem eine festere Konstruktion angedeihen lassen. Einen grossen Fortschritt für das Gebiet des Strafprozesses bedeutet uns das jüngst erschienene Werk von Dr. jur. *Wolfgang Mittermaier* in Heidelberg, *die Parteistellung der Staatsanwaltschaft im reformierten deutschen Strafverfahren,* Stuttgart 1897. Er bezeichnet darin (160) den Prozess als Rechtszweckverfahren zur Verwirklichung eines Rechtsverhältnisses entsprechend dem objektiven Rechte. Auch bei ihm muss wie bei andern Verfahrensarten das zu verwirklichende Rechtsverhältnis nur ein subjektives sein, was freilich noch allzuwenig anerkannt ist. Zu scheiden sind hierbei die Rechtsverhältnisteilnehmer und der Rechtsprechende. Die zu aktiver Mitwirkung Berechtigten sind die Prozesssubjekte: die Parteien und der Richter, zwischen denen das Prozessverhältnis besteht [1]). Es ist dies das öffentlich-rechtliche Verhältnis zwischen

[1]) Gerade in Bekämpfung dieser Ansicht gelangt neuestens wieder *Konrad Bornhak* in seiner Abhandlung «Zur Reform des Strafprozesses» in der Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft XIX, 64—84, zu der Anempfehlung eines «allein dem Wesen des Strafrechts und den Bedürfnissen der Strafrechtspflege entsprechenden» öffentlichen und mündlichen Inquisitionsprozesses, natürlich mit der Notwendigkeit «der Auflösung der Staatsanwaltschaften»! Vgl. über diese Bewegung nach dem Untersuchungsprozess zurück die Bemerkungen von *Ortloff,* das Vorverfahren des deutschen Strafprozesses, Giessen 1893, S. 3, Note 2.

Digitized by Google

zwei Parteien und dem Richter zu gegenseitiger Berechtigung und Verpflichtung, ein zwischen den Parteien behauptetes Rechtsverhältnis durch die Mitwirkung der Parteien und den Richterspruch zu verwirklichen. Mit Recht macht er geltend, dass auch auf dem Gebiete des öffentlichen Rechts das Rechtsleben sich in subjektiven Rechtsverhältnissen verwirklicht. Hierbei muss neben dem Richter auch den Rechtsverhältnisteilnehmern beiderseits die volle Interessenverfügung belassen werden. Jedes Prozesssubjekt hat gegenüber allen andern Recht und Pflicht, bei der Entwicklung des materiellen Rechtsverhältnisses zur Eingehung und Lösung des Prozessverhältnisses mitzuwirken. Aber auch der Richter ist als Organ des Staats gegenüber den Parteien verpflichtet. „Seine Thätigkeitspflicht ruht in der Staatsmacht, die ihn gegenüber dem Staat zur Handlung rechtlich verbindet. Aber zugleich giebt der Staat den Parteien das Recht, vom Richter als dem Darsteller dieser bestimmten staatlichen Thätigkeit dieselbe ihrerseits zu verlangen und anderweitige Staatshülfe ihrerseits rechtmässig zu Erzwingung derselben anzurufen“ (167). Er führt sodann weiter aus, dass „Partei nur der ist, der vom Richter eine materielle Rechtsstellung für sich verwirklicht haben will, beziehungsweise gegen den sie begehrt wird“. Somit ist der Begriff immer ein „formeller“, d. h. rein prozessrechtlicher; aber er hat eine materielle Unterlage insofern, als die Partei allgemein im stande sein muss, eine solche Stellung einzunehmen. Es konzentriert sich aber (173) der Begriff der Partei dahin, dass darunter der im Prozesse auftretende Interessenvertreter zu verstehen ist. Wir müssen dem als Thäter verfolgten Einzelnen materiell Parteirechte zugestehen, denen die Interessenvertretung des Staates nur im Staatsanwalt entgegentreten kann. Diese selbständige Darstellung des Interesses des Beschuldigten wird völlig verkannt, wenn man sie deshalb leugnet, weil der Beschuldigte auch Beweismittel sei, welche Ansicht eben übersieht, dass auch im Civilprozess die Parteien Träger eines Beweismittels und Objekte des späteren Urteilsvollzuges sein können und dass man heute mehr und mehr die Parteien als Zeugen auftreten lassen will. Die Parteithätigkeit der zwei Seiten kann ungleich sein, wenn die Interessen ungleich sind, wie dies im Strafrecht der Fall ist, wo jedenfalls der Staat ein auch über die Gegenseite hinausreichendes Interesse hat. Etwas anderes ist es, ob deswegen die prozessualen Rechte ungleich sein dürfen; das wird mit Recht bestritten, denn sonst wird ausser der dem sachlichen Interesse entsprechenden Prozessmacht der einen Seite ein weitergehendes Übergewicht geschaffen, für das keine Berechtigung besteht. So muss „jedes Recht auf Gehör, auf Kontrolle aller Prozesshandlungen, auf Rechtsmittel, beiden Seiten gleichmässig, und auch nicht etwa dem Staatsanwalt zu gunsten des Gegners zustehen. Besteht aber diese Ungleichheit, so hebt sie doch noch nicht den Parteicharakter auf“ (175).

In diesen Sätzen, die ich glaubte etwas ausführlicher, als sonst nötig wäre, hier aufzunehmen, liegen meines Erachtens die Pro-

Digitized by Google

grammpunkte der Lösung der bekannten „Waffengleichheit“ im Strafprozesse. Es ist erfreulich, in ihrem Urheber wieder einen neuen Vertreter der jedem Kriminalisten teuern Juristenfamilie „Mittermaier“ zu begrüssen, der sich auch, irre ich nicht, in voller Übereinstimmung befindet mit den Ausführungen in dem trefflichen Werke *Birkmeyers*, *„Deutsches Strafprozessrecht“*, Berlin 1898, das weit über den Kreis der Zuhörer hinaus, denen es in erster Linie gewidmet ist, allen mit Strafprozessrecht sich Beschäftigenden eine reiche Fundgrube wissenschaftlicher Förderung bietet.

Der Verfasser des nun hier speciell zu besprechenden Werkes, gleichfalls einer Gelehrtenfamilie angehörig, konnte wohl, trotz Kenntnis obigen Werkes von *Mittermaier*, dieses nicht mehr für seine Darstellung verwerten. So geht er denn auch von der Meinung derer aus, die von einer Dreiseitigkeit des oben behandelten Verhältnisses nichts wissen wollen, und hätte deshalb, ohne festeren Konstruktionsanhalt, leicht der Versuchung erliegen können, jene wünschbare Waffengleichheit der Parteien nach radikaler Umsturztendenz zu gestalten. Um so wohlthuender ist es, sagen zu können, dass er im Gegenteil umsichtig an das Vorhandene anknüpft und sich vor Befürwortung der Einführung mehr oder minder utopischer Reformen weislich hütet. Um nun zu den vielen Einzelfragen Stellung nehmen zu können, durchgeht er die Gestaltung der wichtigeren Institute des Strafprozesses in Österreich, Deutschland, Frankreich und England [1]), wodurch wir eine schätzenswerte rechtsvergleichende Übersicht gewinnen, die dadurch an Interesse gewinnt, dass der Verfasser sehr selbständig zur Auffassung mancher Bestimmungen seitens der Praxis in diesen Ländern steht und durch eigene Beobachtung an Ort und Stelle sich mit den Verhältnissen vertrauter zeigt, als dies sonst ohne solche der Fall sein kann.

Die *erste Abteilung* behandelt die Parteien des Strafprozesses. Zuerst wird die heutige Stellung der Staatsanwaltschaft und ihr Thätigkeitskreis dargestellt unter Betonung der praktischen Ergebnisse; in Hinsicht einer Reform wird der Einrichtung einer mit allen Garantien des Richterstandes ausgestatteten, von der Justizverwaltung unabhängigen Behörde, die vom Richterstande auch in der Carriere streng geschieden sein sollte, im übrigen mit dem Strafvollzuge und Verwaltungsgeschäften bei den Gerichten betraut sein könnte, das Wort geredet. Bei dem obersten Gerichte des Staates wäre eine zur Wahrung der Gesetze eingreifende Behörde mehr nach französischem als österreichischem Systeme zu bestellen (47). Angesichts der jetzigen Organisation der Staatsanwaltschaft und

[1]) Eine wichtige Ergänzung dieses Materials lässt sich jetzt teils aus der leider nicht sehr gelungenen deutschen Übertragung der neuen ungarischen Strafprozessordnung gewinnen, die doch recht viel gutes Neues neben allerdings manchem Bedenklichen enthält, teils aus der sehr lesenswerten Darstellung von *Dr. Friedrich Alfred von Doleschall*, «Die ungarische Strafprozessordnung und ihre Nebengesetze» im «Gerichtssaal», Bd. LV, 350—422.

Digitized by Google

des Umstandes, dass wenig Aussicht vorhanden ist, es werde in nächster Zeit dieselbe bei allen Gerichten durch Juristen vertreten sein, dürfte eine Beseitigung der prinzipalen Privatklage unthunlich sein, wenn auch England, Frankreich und Italien zeigen, dass sie nicht gerade eine unbedingte Notwendigkeit sei. Wohl aber ist ein uneingeschränktes Anklagemonopol verwerflich und ihm gegenüber eine am besten etwa in der Form der österreichischen Subsidiarklage gehandhabte Kontrolle unentbehrlich, während andere Mittel, wie z. B. die Überwachung durch höhere Gerichtshöfe oder gerichtliche Beschwerde des Verletzten, mit Übelständen verbunden sind. Welche Missstände aber gar die Gestattung der Popularklage zeitige, beweise genügend die Entwicklung in England. Ungeeignet sei auch konkurrierendes Anklagerecht von Gerichtsbehörden. Was im allgemeinen die Stellung der beklagten Partei betrifft, so sollte diese vor allem als Partei in Betracht fallen, dann erst als Beweismittel. Nur insoweit diese Stellung mit der ersteren nach juristischen und logischen Grundsätzen vereinbar ist, könnte sie gleichzeitig vom Angeklagten eingenommen werden. Jeder Beschuldigte müsse das Recht, doch nicht die Pflicht haben, über die Strafsache Aufklärungen zu erteilen (121). Befragung von seiten des Anklägers, sowie jede auf Geständnis hinarbeitende Thätigkeit richterlicher Funktionäre wäre in einer jeden Zweifel ausschliessenden Form zu untersagen, womit ein doch etwa abgelegtes Geständnis erst seinen wahren Wert erhalte und Nachprüfung möglich mache. Weniger durchgreifende Reformvorschläge lassen sich betreffs der Intervention von Nebenvertretern auf seiten des Angeklagten befürworten, von englischen Einrichtungen abgesehen. Es werde genügen, dem gesetzlichen Vertreter auch bei der Hauptverhandlung ein weiteres Feld für seine Thätigkeit einzuräumen (151). Sofern die möglichst zu sichernde Anwesenheit des Beschuldigten in allen Stadien eines gegen ihn geführten Verfahrens in Frage kommt, wird mit vollem Recht, wie ich glaube, die Zulässigkeit einer Kontumazialverhandlung nur auf engbegrenztem Gebiete zugestanden, wo wirklich Verzicht auf Anwesenheit und Gehör statthaft sein kann, immerhin auch hier unter Gestattung einer Vertretung durch einen passenden Machthaber, nicht bloss durch Anwälte oder Rechtsverständige [1]). Ebenso wird für die Verteidigung von dem wichtigen, nicht genug zu beherzigenden Satze ausgegangen, dass der Verteidiger nach dem Geiste der modernen Gesetze als ein Organ zu betrachten ist,

[1]) In dieser Richtung scheinen mir die Vorschriften der neuen ungarischen Strafprozessordnung, §§ 472/473, das Richtige zu treffen, während die des früheren Entwurfes durch *S. Mayer* («Zur Reform des ungarischen Strafprozesses», Wien 1885, S. 151 ff.) eine scharfe Kritik erfuhren. So kennt auch das norwegische Verfahren in wichtigeren Strafsachen keinen besonderen Kontumazialprozess; vgl. *Hagerup*, den norske straffeproces, 1892, p. 234, und die trefflichen Motive von *Goos* zum dänischen Strafprozessentwurf vom März 1875, S. 84 (unter Hinweis auf das entscheidende Werk von *H. Meyer*, das Strafverfahren gegen Abwesende, 1869). Hierüber meine Besprechung in Goltd. Archiv, XXVIII, 81—100.


Digitized by Google

das nicht minder als der öffentliche Ankläger zur Findung des Rechtes, der materiellen Wahrheit berufen ist, mögen auch einige Einschränkungen bezüglich der dem Anwalte obliegenden Wahrheitspflicht gemacht werden. Wie er jeder Bevorzugung der strafverfolgenden Partei entgegentritt, ist Verfasser andrerseits dafür, dass der „favor defensionis“ verwerflich ist, sobald infolgedessen der Angeklagte allein über Rechte verfügt, die ebensogut auch dem Ankläger zu teil werden können, abgesehen natürlich von Rechten, die nur der einen oder der andern Prozesspartei eingeräumt werden können (116). Für Österreich scheint ihm eine Erweiterung der obligatorischen Verteidigung und eine mässige Entlohnung des Armenverteidigers aus dem Staatsschatze empfehlenswert, ersteres namentlich da, wo die persönliche Beschaffenheit des Beschuldigten mehr in Betracht fällt als etwa nur die Schwere des Verbrechens oder die Art der Verübung der That (166). Er bescheidet sich mit dem, was augenblicklich erreichbar erscheint, wenn ihm auch die Errichtung eines öffentlichen Verteidigeramtes der Schlussstein der voraussichtlichen Entwicklung zu sein scheint. Hier spendet er natürlich seinen Beifall dem französischen Gesetze vom 8. Dezember 1897, nicht ohne dabei (185) zu wünschen, dass die Praxis den wohlwollenden Absichten der Gesetzgeber Folge leiste und nicht durch ungerechtfertigte Beschränkungen der Freiheit der Verteidigung wieder in Fehler verfalle, „die besonders in jüngster Zeit den Ruf der französischen Gerichte arg kompromittiert haben!“ Leider nur zu wahr [1]).

Wertvoll sind die nun folgenden Erörterungen über das Adhäsionsverfahren, das nach Ansicht des Verfassers am besten in Österreich geregelt ist (225).

Die *zweite Abteilung* (225—317) giebt eine Schilderung des Vorverfahrens in den vier Ländern und erörtert rücksichtlich wünschbarer, nicht völlig unvermittelt zu nennender Reformen folgende Fragen:

1. Ist eine Ausdehnung oder eine Einschränkung, beziehungsweise gänzliche Abschaffung der gerichtlichen Voruntersuchung zu empfehlen? — Dahin beantwortet, dass eine solche Voruntersuchung als beste Schutzwehr für den unschuldigen Beschuldigten durchaus beizubehalten sei (304).
2. Inwieweit ist das Vorverfahren nach den Grundsätzen der Öffentlichkeit und Mündlichkeit umzugestalten? — Dahin beantwortet, dass sogenannte Volksöffentlichkeit als gerechtfertigtes Postulat des modernen Prozesses anzusehen und wenigstens fakultativ einzuführen sei, unter Beibehaltung einer Ratskammer als Appellinstanz gegen untersuchungsrichterliche Verfügungen (309).

---

[1]) Über dieses jedenfalls sehr mangelhafte Gelegenheitsgesetz vergleiche *Le Poittevin* in Revue pénitentiaire 1898, pp. 958 ss., und *Kahn* in Revue critique 1898, pp. 565—587.

Digitized by Google

3. Welche Rolle hat der Polizei im Vorverfahren zuzufallen? — Am besten die der französischen „police judiciaire" mit direkter Unterstellung unter den Staatsanwalt (313).
4. Ist die Inhaftnahme des Angeschuldigten wegen Kollusionsgefahr zu rechtfertigen? — Nein (316); mindestens müssten strengere Erfordernisse (nicht wie sehr oft recht vage) aufgestellt und Garantien gegen richterliche Übergriffe geschaffen werden.

Gewiss sind diese Punkte einer Hervorhebung wert und die Vorschläge gut begründet. Doch möchte auch nach andern Seiten mancher Fehler unserer heutigen Organisation auffindbar sein, in welcher Richtung mir die Ausführungen von *M. Heckscher,* Mängel des Strafverfahrens und Vorschläge zur Abhülfe, Berlin 1888, sowie der darin mitgeteilte Vorschlag von *L. von Bar* über die Gestaltung des Vorverfahrens, grössere Beachtung, als sie bisher fanden, zu verdienen scheinen. Namentlich käme auch das Zwischenverfahren und die sehr fragwürdige Beschliessung der Eröffnung des Hauptverfahrens zu weiterer Diskussion.

Die *dritte Abteilung* ist der Stellung der Parteien im Hauptverfahren gewidmet (317—425). Da in diesem der Schwerpunkt des modernen Verfahrens liegt, ist trotz aller bisher schon eingeführten Besserungen doch noch manches zu wünschen. So befürwortet Verfasser von vornherein die Ausschliessung einer Einflussnahme des Vorsitzenden auf die künftige Gestaltung des Beweisverfahrens, wodurch die Unabhängigkeit der Parteien von dem Gerichte hinsichtlich ihres Vorbringens in der Hauptverhandlung und die Befreiung des Präsidenten von einer ihn notwendigerweise befangen machenden Thätigkeit erzielt werden kann. Verlesung einer kurzen Anklageschrift nach englischem Vorbild, kurze Ausführung des Staatsanwalts über die beabsichtigte Beweisführung, die dann von ihm vorzunehmen sei, Vorführung der Beweise seitens der beklagten Partei mit obligatorischem Kreuzverhör und ohne diskretionäre Gewalt des Vorsitzenden, doch mit Befugnis des Gerichtes zur Heranziehung weiterer Beweismittel, Darstellung des Sachverhaltes durch den Angeklagten, sofern er nicht jede Auskunft verweigert, schliesslich Schlussvorträge der Parteien sind die Stadien dieser Verhandlung. Im Schwurgerichtsverfahren wird man sich, ehe nicht grosse Veränderungen eingetreten, zur Beseitigung des Vortrages des Präsidenten entschliessen müssen. Endlich ist aber, worin dem Verfasser gewiss beizustimmen, zu wünschen, dass selbst noch nach Schluss des Beweisverfahrens der Ankläger die Anklage zurückziehen darf.

Erwähnt sei hier, dass Verfasser mehrfach der in England seit längerer Zeit erwogenen Möglichkeit oder Zulässigkeit der Vernehmung des Angeklagten als Zeugen erwähnt, die er für durchaus unzulässig erklärt und deren Annahme eine wesentliche Verschlechterung des Verfahrens bringen müsste. Inzwischen ist aller-

Digitized by Google

dings dieser Schritt in England gethan worden, durch die endlich am 12. August 1898 zu stande gekommene Criminal Evidence Act, 1898 (61 et 62 Vict., ch. 36), die Fortführung eines schon in der Criminal Law Amendment Act (48 et 49 Vict., ch. 69) s. 20 aufgenommenen Gedankens [1]).

Die *vierte Abteilung* (425—465) bespricht die Parteien im Rechtsmittelverfahren. Eine durchgreifende Reform des kontinentalen Verfahrens erscheint nicht erforderlich; namentlich wird vor Einführung der Berufung gewarnt, soweit für das Vorverfahren die unbeschränkte Parteienöffentlichkeit adoptiert werden sollte, mag auch die Zulässigkeit der Anfechtung der von niederen Gerichten gefällten Urteile im Punkte der Schuld sich nur mit Opportunitätsgründeu rechtfertigen lassen. Andrerseits sollte die Parteiengleichheit dahin führen, dass der Ankläger zur Einlegung von Rechtsmitteln nur zum Nachteile des Angeklagten berechtigt wäre. Soweit ein Rechtsmittel nur vom Angeklagten ergriffen ist, wäre eine reformatio in pejus abzulehnen. Mit Recht wird die Wiederaufnahme eines Verfahrens zu Ungunsten des Angeklagten an strengere Voraussetzungen geknüpft als die zu seinen Gunsten. Endlich dürften auch ausserordentliche Wiederaufnahme und Nichtigkeitsbeschwerde zur Wahrung des Gesetzes nach den damit in Österreich gemachten Erfahrungen auch für andere Länder empfehlenswert sein.

Das hier Gesagte dürfte zeigen, dass hier eine ernste wissenschaftliche Leistung vorliegt, deren einzelne Lösungen bei diesen und jenen Fragen die Gegner nicht sofort verstummen lassen werden, aber doch hinreichenden Anlass zu weiterer gedeihlicher Behandlung bieten.

A. Teichmann.

---

[1]) Weitere Ausführungen über diese nicht ganz einfach abzuweisende Neuerung erhoffen wir von *H. Speyer,* avocat à la cour d'appel, docteur en sciences politiques et administratives in Brüssel, der in seinem wertvollen Werk «Les vices de notre procédure en cour d'assises. Etude de législation comparée», Bruxelles, Paris 1898, pp. 85 ss., näheren Aufschluss gab und am Schlusse von der erstmaligen Verwendung am 12. Oktober 1898 zu berichten weiss. Der in der Revue de droit international, tome XXX (1898), pp. 478—494, erschienene Artikel «Les règles de la preuve en droit pénal anglais» ist ein Auszug aus jenem Werk.

Digitized by Google

Strafrechtszeitung. — Nouvelles pénales.

Strafrecht.

Code pénal vaudois. Le Code pénal vaudois a subi, ces dernières années, une série de modifications, et, dans certains cas, on a aboli les minima applicables à certains délits, en ne laissant subsister que les minima prévus dans la partie générale, qui sont de un jour, aussi bien pour la peine de la réclusion que pour celle de l'emprisonnement.

Au mois de mai dernier, M. le député Fauquez, usant de son droit d'initiative, déposa un projet de loi en un seul article, disposant que toutes les dispositions du Code pénal édictant un minimum de peine, étaient modifiées dans le sens de la suppression du minimum.

Ce projet fut renvoyé au Conseil d'Etat pour préavis. Dans sa dernière session, et contrairement au préavis du Conseil d'Etat, le Grand Conseil s'est prononcé en principe pour la suppression des minima et a invité le Conseil d'Etat à présenter dans la prochaine session un projet de loi faisant droit à cette invitation.

On peut se demander si cette modification est bien opportune, du moment que l'unification du droit pénal paraît devoir se réaliser dans un avenir prochain. *F.*

Neue kantonale Strafgesetzbücher. Der Entwurf eines Strafgesetzes für den Kanton *Appenzell I.-Rh.* ist dem Grossen Rate in dessen Novembersitzung vorgelegt worden. Er beschloss, zur Beratung der Vorlage im Monat Dezember zusammenzutreten. Ein ausführlicherer Bericht ist uns gütigst zugesichert.

In *Glarus* unterbreitet die landrätliche Specialkommission dem Landrate einen Bericht über die Revision des Strafgesetzbuches, der Strafprozessordnung und des Sportelntarifs im Strafprozess. Die angehängten Gesetzesentwürfe enthalten nur die von den bisherigen Gesetzen abweichenden Bestimmungen.

Was nun die Revision des Strafgesetzbuches anbetrifft, hätten wir dem ausführlichen Berichte im 3./4. Hefte der Zeitschrift, Seite 258, leider nicht viel beizufügen.

Die Revision des Strafprozesses bringt insbesondere zwei Neuerungen, die Schaffung einer Einzelkompetenz des Gerichtspräsidenten in Übertretungssachen und die Verminderung der Mitgliederzahl des Polizeigerichtes von fünf auf drei.

Digitized by Google

In beiden Gesetzesentwürfen findet sich viel verdienstliche Detailarbeit, aber an den grossen Reformfragen: Behandlung der Jugendlichen, bedingte Verurteilung des erstmaligen Gelegenheitsdelinquenten, Bekämpfung des Gewohnheitsverbrechertums, Schutz gegen verbrecherische Irre und Alkoholiker, ist der glarnerische Gesetzgeber stillschweigend vorübergegangen. Man hat den Begnadigungsparagraphen verändert, ohne die Frage der bedingten Entlassung auch nur zu streifen. Doch war es der Wunsch des Obergerichts und der landrätlichen Specialkommission, *jugendliche Personen* in den Strafanstalten möglichst von den übrigen Sträflingen abzusondern: es sei diesem Wunsche «soweit als möglich» Rechnung getragen worden. Freilich muss man dabei nicht vergessen, bemerkt der Bericht S. 5 und 6 entschuldigend, «dass wir diesfalls nicht frei verfügen können, sondern bezüglich der Strafanstalten auf ein Vertragsverhältnis mit andern Kantonen angewiesen und uns infolge davon auch den bezüglichen Reglementen zu unterziehen haben, denn es wird jedenfalls noch lange dauern, bis wir zur Errichtung einer eigenen Strafanstalt gelangen». Dieses Geständnis kennzeichnet den Strafvollzug manches kleinen Kantons. Der Kanton Glarus hat zwar das Recht, gesetzlich zu bestimmen, wie die Freiheitsstrafen, die auf Grund des Glarner Strafgesetzes erkannt werden, zu vollziehen sind, da er aber keine Strafanstalt besitzt, so richtet sich der Vollzug der von den Glarner Strafgerichten erkannten Freiheitsstrafen thatsächlich nach der Gesetzgebung des Kantons, in dessen Strafanstalt der Kanton Glarus seine Sträflinge unterbringt. Es ist also die Ausübung der kantonalen Souveränität auf dem Gebiete des Strafvollzugs nichts als Schein. Für Kantone wie Glarus wären subsidiäre Bundesstrafanstalten, die Sträflinge in Ermanglung kantonaler Strafanstalten aufnehmen würden, ein dringendes Bedürfnis. Sich von einem andern Kanton den Strafvollzug vorschreiben zu lassen, wird nicht als eine Schädigung der kantonalen Souveränität empfunden; dagegen wäre es ein «Armutszeugnis», zuzugestehen, dass der Kanton ausser stande ist, Freiheitsstrafen selbst zu vollziehen, und den Strafvollzug dem Bunde zu überlassen. *Z.*

Strafvollzug.

Redigiert von Strafanstaltsdirektor *J. V. Hürbin* in Lenzburg.

Die Strafanstalt Lenzburg zählte im Jahre 1897 zu Anfang 197, am Ende 199 und im ganzen 419 Gefangene: 376 männliche und 43 weibliche; 138 Kriminelle, 223 Korrektionelle, 45 Zwangsarbeiter, 12 Pensionäre und 1 Untersuchungsgefangenen.

Eintritt. Eingetreten sind 221: 201 Männer und 20 Weiber.

Austritt. Ausgetreten sind 223 und zwar 2 (0,92 %) infolge definitiver Begnadigung, 31 (14,22 %) infolge provisorischer Freilassung, 1 (0,46 %) infolge Tod und 183 (84,40 %) infolge Ablauf der Strafzeit.

Heimat. Von den Eingetretenen waren 152 (68,78 %) Aargauer, 46 (20,81 %) Schweizer aus andern Kantonen und 23 (10,41 %) Ausländer.

Alter. 16 (7,24 %) zählten unter 20 Jahren, 87 (39,37 %) 20—30, 50 (25,34 %) 30—40, 39 (17,65 %) 40—50, 19 (8,59 %) 50—60 und 4 (1,81 %) über 60 Jahre.

Digitized by Google

Civilstand. 125 (56,56 %) waren ledig, 71 (32,13 %) verehelicht, 18 (8,15 %) verwitwet und 7 (7,36 %) geschieden.

Konfession. 138 (62,45 %) reformiert, 78 (35,29 %) römisch-katholisch und 5 (2,26 %) christ-katholisch.

Schulbildung. 1* (0,45 %) besass keine, 103 (46,61 %) geringe, 85 (38,46 %) ziemlich gute und 32 (14,48 %) gute Schulbildung.

Erziehung. 78 (35,29 %) hatten eine ungenügende und 143 (64,71 %) eine ziemlich gute bis gute Erziehung genossen.

Leumund. 51 (23,08 %) besassen vorher einen schlechten, 33 (14,93 %) einen getrübten und 137 (61,99 %) einen guten Leumund.

Vermögen. 12 (5,43 %) besitzen Vermögen, 36 (16,29 %) haben solches zu hoffen und 173 (78,28 %) sind arm.

Beruf. Handwerker befanden sich darunter 119 (53,85 %), Land- und Erdarbeiter und Taglöhner 51 (23,08 %), Fabrikarbeiter 14 (6,33 %), Dienstboten 23 (10,41 %), Beamte und Angestellte 5 (2,26 %), Geschäftsleute 7 (3,16 %) und Berufslose 2 (0,91 %).

Vorstrafen. Zum erstenmal bestraft sind 138 (62,44 %), rückfällig 83 (37,56 %).

Art des Verbrechens. Vergehen gegen Gesundheit und Leben 32 (14,48 %), gegen die Sittlichkeit 22 (9,95 %), gegen die Sicherheit 9 (4,07 %), gegen Treue und Glauben 29 (13,12 %), gegen das Eigentum 56 (25,34 %) und Polizeivergehen 73 (33,04 %).

Strafdauer. Die niedrigste Strafdauer der im Jahre 1897 eingetretenen Sträflinge betrug einen Monat, die höchste Strafe lautete auf lebenslänglich (2 Männer); 11 Urteile betrugen je 1 Monat, 36 1—2 Monate, 29 3 Monate, 14 4 Monate, 38 6 Monate, 37 7—12 Monate, 28 13—24 Monate, 21 2—5 Jahre, 1 5 1/2 Jahr, 2 lauteten auf lebenslänglich; unbestimmt ist die Strafzeit für 4 Zwangsarbeiter (Pensionäre).

Disciplin. Die Disciplin der Sträflinge kann auch in diesem Jahre im allgemeinen als gut bezeichnet werden. Von 419 Individuen mussten 106 (25 %) disciplinarisch verwarnt oder bestraft werden.

Ernährung. Die Gesamtzahl der Verpflegungstage der Gefangenen betrug 68,756. Ein Verpflegungstag kostete durchschnittlich cirka 43 Rp. Es wurden im ganzen verwendet: Brot 53,113 Kilos, Rindfleisch 2125, Schweinefleisch und Speck 308, ganze Milch 23,482, Magermilch 22,520, Kartoffeln 22,930, Fett 1793, Mehl 746, Gries 823, Reis 1770, Bohnen 3700, Erbsen 1542, Hafergrütze 1480, Gerste 1071, Öl 24, Maccaroni 601, Leguminose 956, Magerkäse 667, Kaffee 320 Kilos, verschiedene Gemüse für Fr. 553. 90 und Obst für Fr. 24.

Berechnet man den Nährgehalt dieser verbrauchten Nahrungsmittel, so ergeben sich durchschnittlich per Kopf und Tag:

an Eiweiss	120	Gramm
an Fett	52	»
an Kohlehydraten	606	»

---

*) Italienischer Maurer.

Digitized by Google

Gesundheitszustand. Auf 419 Gefangene kamen 68 Erkrankungen oder 16,23 %. Einmal erkrankten 57 Personen, zweimal 4 und dreimal 1, zusammen 68.

Gestorben ist in der Strafanstalt niemand, dagegen starb der wegen Krebs der Mandeln in die Krankenanstalt verbrachte und dort operierte J. St. von B.

Korrespondenz und Besuche der Gefangenen. Briefe wurden abgeschickt 1080 und noch etwas mehr in Empfang genommen. Besuche 548.

Verdienstrechnung. Von den 12 Gewerben wurden bei auswärtigen Bestellern in 45,725 Arbeitstagen brutto Fr. 60,495. 59 verdient, also per Kopf und Arbeitstag 132 Rp., mit Hinzurechnung der Arbeiten für den Hausbedarf (Hausdienst, Garten- und Landbau: 10,290 Arbeitstage) 120 Rp.

Nach Abzug der Pekulien und Unkosten und mit Zuzug des Gewinnes auf den Materialien betrug der Netto-Verdienst von den auswärtigen Bestellern Fr. 68,928. 87 oder pro Tag und Kopf 150,74 Rp. und inklusive der zwei Gewerbe, Hausdienst und Garten- und Landbau Fr. 75,136. 84 oder 134,13 Rp. pro Tag und Kopf.

Der Verdienstanteil der Gefangenen belief sich auf Fr. 7114 oder auf 13 Rp. pro Arbeitstag (1896 ebensoviel).

Finanzielles Ergebnis. Einnahmentotal Fr. 83,251. 45; Ausgabentotal Fr. 108,911. 94. Den Ausfall von Fr. 25,660. 49 deckte der Staat. Auf einen Verpflegungstag berechnet, betrug der Staatszuschuss cirka 38 Rp.

Im Jahr 1896 belief sich der Staatszuschuss auf Fr. 29,091. 01, im Jahr 1895 auf Fr. 32,863. 80 und im Jahr 1894 auf Fr. 30,131. 55.

Strafanstalt Neuenburg. Dem Jahresberichte der Direktion pro 1897 entnehmen wir folgende Angaben.

Die Strafanstalt Neuenburg zählte im Jahre 1897 zu Anfang 80, am Ende 84 und im ganzen 161 Gefangene, wovon 80 kriminelle und 81 korrektionelle Männer.

Eintritt. Eingetreten sind 81 Gefangene, 23 kriminelle und 58 korrektionelle.

Austritt. Ausgetreten sind 77, 23 kriminelle und 54 korrektionelle und zwar 63 (81,80 %) infolge Ablauf der Strafzeit, 1 (1,30 %) infolge Tod, 3 (3,90 %) infolge definitiver Begnadigung und 10 (13 %) infolge provisorischer Freilassung.

Heimat. Von den Eingetretenen waren 18 (22,20 %) Neuenburger, 40 (49,40 %) Schweizer anderer Kantone und 23 (28,40 %) Ausländer.

Alter. 2 (2,50 %) zählten unter 20 Jahren, 27 (33,30 %) 20—29 Jahre, 16 (19,76 %) 30—39, 16 (19,76 %) 40—49, 12 (14,80 %) 50—59 und 8 (9,88 %) 60 und mehr Jahre.

Civilstand. Von 81 Gefangenen waren 49 (60,50 %) ledig, 16 (19,75 %) verheiratet, 3 (3,70 %) verwitwet und 13 (16,05 %) geschieden.

Konfession. Protestanten 52 (64,20 %), Katholiken 28 (34,40 %) und Konfessionslose 1 (1,40 %).

Schulbildung. 1 (1,20 %) hatte keine, 74 (91,40 %) hatten eine mittelmässige, 6 (7,40 %) eine gute Schulbildung.

Digitized by Google

Erziehung. 17 (21 %) hatten eine schlechte, 15 (18,50 %) eine ungenügende und 49 (60,50 %) eine gute Erziehung genossen.

Vermögen. 76 (93,83 %) haben kein solches, 5 (6,17 %) aber Vermögen zu hoffen.

Beruf. Handwerker 49 (60,50 %), Land- und Erdarbeiter und Tagelöhner 21 (25,93 %), Dienstboten 6 (7,40 %) und Geschäftsleute 5 (6,17 %).

Vorstrafen. Zum erstenmal bestraft sind 57 (70,37 %), rückfällig 24 (29,63 %).

Art des Verbrechens. Gegen Gesundheit und Leben 14 (17,30 %), gegen die Sittlichkeit 8 (9,88 %), gegen Treue und Glauben 5 (6,17 %), gegen das Eigentum 34 (41,97 %) und Polizeivergehen 20 (24,68 %).

Strafdauer. Die niedrigste Strafdauer der im Jahr 1897 eingetretenen Sträflinge betrug 40 Tage, die höchste Strafe 10 Jahre. 14 Urteile lauteten von 40 Tagen bis auf 2 Monate, 12 auf 3 Monate, 9 auf 4 Monate, 3 auf 5 Monate, 6 auf 6 Monate, 1 auf 9 Monate, 12 auf 12 Monate, 3 auf 18 Monate, 1 auf 2 Jahre, 12 auf 3, 2 auf 4, 1 auf 6, 1 auf 6½ und 1 auf 10 Jahre.

Disciplin. Von 161 Gefangenen mussten 81 (50,30 %) disciplinarisch bestraft werden.

Verpflegungstage. Die Gesamtzahl der Verpflegungstage betrug 27,620, der Tagesdurchschnitt also 75,67 Sträflinge.

Gesundheitszustand beim Eintritt. Normal 75 (92,60 %), geschwächt 6 (7,40 %).

Verdienstrechnung. In 16,015 Arbeitstagen wurden Fr. 19,276. 20 verdient, also per Tag und Kopf Fr. 1,20[4]. Der Verdienstanteil der Gefangenen belief sich auf Fr. 2560. 30 oder per Kopf und Tag auf 11[4] Rp.

Finanzielles Ergebnis. Einnahmen Fr. 31,508. 25. Ausgaben Fr. 91,567. 85. Den Ausfall von Fr. 60,059. 60 deckte der Staat. Auf einen Verpflegungstag berechnet, betrug der Staatszuschuss Fr. 2,17.

Strafanstalt Zürich. Dem Jahresberichte der Direktion des Gefängniswesens pro 1897 entnehmen wir folgende Angaben:

Die kantonale Strafanstalt Zürich zählte im Jahre 1897 zu Anfang 228, am Ende 239 und im ganzen 519 Gefangene. Täglicher Durchschnitt 244 (pro 1896: 249). Höchster Stand 290, tiefster 218.

Eintritt. Eingetreten sind 291 Gefangene: 38 Zuchthaus-, 186 Arbeitshaus- und 67 Gefängnissträflinge.

Austritt. Ausgetreten sind 280: 45 Zuchthaus-, 168 Arbeitshaus- und 67 Gefängnis-Sträflinge und zwar 245 (87,50 %) infolge Ablauf der Strafzeit, 5 (1,79 %) infolge Tod, 6 (2,13 %) infolge Kommutation, 14 (5 %) infolge provisorischer Freilassung und 10 (3,58 %) infolge Versetzung.

Heimat. Von den 451 Zuchthaus- (144) und Arbeitshaussträflingen (307) waren: 175 (38,80 %) Zürcher, 170 (37,70 %) Schweizer aus andern Kantonen und 106 (23,50 %) Ausländer.

Alter. 28 (6,20 %) zählten unter 20 Jahren, 195 (43,23 %) 20—30 Jahre, 108 (23,94 %) 31—40, 71 (15,74 %) 41—50, 36 (8 %) 51—60 und 13 (2,89 %) über 60 Jahre.

Digitized by Google

Civilstand. Von 451 Gefangenen waren 292 (64,75 %) ledig, 116 (25,72 %) verheiratet, 20 (4,43 %) verwitwet und 23 (5,10 %) geschieden.

Konfession. Reformierte 284 (63 %), Katholiken 165 (36,58 %) und Israeliten 2 (0,42 %).

Schulbildung. 19 (4,21 %) hatten keine, 71 (15,74 %) eine dürftige, 361 (80,05 %) eine ordentliche bis gute Schulbildung.

Erziehung. 77 (17,10 %) hatten eine schlechte, 215 (47,67 %) eine mangelhafte und 159 (35,23 %) eine gute Erziehung.

Vermögen. 401 (88,91 %) hatten keines, 41 (9,09 %) solches zu hoffen und 9 (2 %) waren im Besitz von Vermögen.

Beruf. Handwerker 145 (32,15 %), Feld- und Roharbeiter, Fuhrleute und Fabrikarbeiter 157 (34,81 %), Dienstboten 66 (14,63 %), Kaufleute, Fabrikanten, Beamte, Lehrer und Ärzte 36 (8 %) und Beruflose 47 (10,41 %).

Vorstrafen. Zum erstenmal bestraft sind 60 (13,30 %), alle übrigen sind rückfällig. *Ist's möglich?* 9 Individuen sind 20- bis 31mal bestraft. *Unerhört!*

Art des Verbrechens. Die 590 Straffälle verteilen sich wie folgt: Gegen Gesundheit und Leben 55 (9,32 %), gegen die Sittlichkeit 88 (14,91 %), gegen die Sicherheit 16 (2,70 %), gegen Treue und Glauben 115 (19,49 %), gegen das Eigentum 275 (46,58 %) und Polizeivergehen 41 (7 %).

Strafdauer. Die niedrigste Strafdauer der im Jahr 1897 eingetretenen Sträflinge betrug 6 Monate, die höchste Strafe lautete auf lebenslänglich. 185 Urteile lauten auf 6—12 Monate, 160 auf 1—3 Jahre, 58 auf 3—5, 26 auf 5—10, 12 auf 10—15 und 10 auf lebenslänglich.

Disciplin. Von 451 Gefangenen werden 217 Disciplinarfälle verzeichnet, somit 48,11 %. 174 Tage Dunkelarrest.

Verpflegungstage. Die Gesamtzahl der Verpflegungstage betrug 89,218, der tägliche Durchschnitt also 244,4.

Gesundheitszustand beim Eintritt. Körperlich normal 422 (93,57 %), leidend 29 (6,43 %). Geistig normal 434 (96,23 %), beschränkt oder gestört 17 (8,77 %).

Verdienstrechnung. In 58,481 Arbeitstagen wurden Fr. 75,251. 50 verdient, also per Tag und Kopf Fr. 1,26[3]. Der Verdienstanteil der Gefangenen belief sich auf Fr. 5874. 45 oder per Kopf und Tag auf 8,92 Centimes.

Finanzielles Ergebnis. Einnahmen Fr. 92,559. 32. Ausgaben Fr. 179,591. 27. Den Ausfall von Fr. 87,031. 95 deckte der Staatszuschuss. Auf einen Verpflegungstag berechnet, betrug der Staatszuschuss 97,6 Centimes.

Genf. Dieser Kanton bringt seine jugendlichen Verbrecher und Taugenichtse seit Jahren in der Zwangserziehungsanstalt Aarburg unter. Jetzt hat der Grosse Rat die Gründung einer eigenen Zwangserziehungsanstalt auf sein Traktandenverzeichnis genommen. Darin sollen jugendliche Missethäter von 16 bis 20 Jahren untergebracht werden, welche sich einem leichtsinnigen Leben, mit Müssiggang verbunden, ergeben haben. In der neuen Anstalt will man ihnen Freude und Lust zur Arbeit und Sparsamkeit beibringen. Der Aufenthalt in der Anstalt soll auf ihre Zukunft keinerlei Makel werfen. So weit sind wir mit diesem Projekte

Digitized by Google

durchaus einverstanden und begrüssen dasselbe mit der vollen Überzeugung, dass solche Anstalten vortreffliche Dienste leisten können, wenn darin richtige Ordnung, Ernst und Liebe walten; *dagegen müssten wir mit aller Entschiedenheit davon abraten, mit einer solchen Erziehungsanstalt für die Jungen eine Zwangsarbeitsanstalt für Vagabunden, Bettler, Trinker und gewissenlose Eltern etc. zu verbinden,* wie es im Projekte zu liegen scheint. Man wird doch die Jugend, die dafür nur zu empfänglich ist, nicht etwa für ein Lasterleben vorbereiten wollen, dass man ihr solche Muster vorzuführen beabsichtigt? Das Beispiel wirkt mächtig, im Bösen vielleicht noch mächtiger als im Guten. Man darf daher Gewohnheitssünder nicht vor die Jugend hinstellen und in einer Besserungsanstalt mit Individuen zusammenbringen, die man zu bessern wünscht. Böse Menschen haben ihre helle Freude daran, ihre Mitmenschen in die gleiche Pfütze zu ziehen, in der sie selbst schon stecken. Also Vorsicht! *H.*

Waadt. Die neue Strafanstalt, welche der Kanton Waadt zu erstellen beabsichtigt und wofür ernstliche Studien gemacht werden, soll in Payerne, wo der Kanton schon lange Jahre eine landwirtschaftliche Kolonie für Zwangsarbeiter (Arbeitshaus) besitzt, erbaut werden, und zwar nach panoptischem System (Lenzburg) mit mehrern Flügeln, welche strahlenförmig von einem gemeinschaftlichen Centrum (Mittelbau) ausgehen. Als Strafsystem ist das irische oder gemischte mit 3 Stufen in Aussicht genommen, das wegen seiner Vorzüge immer mehr Anhänger findet.

Gleichzeitig trägt man sich auch mit dem Gedanken, eine *Zwangserziehungsanstalt* zu errichten, da die Zahl der jugendlichen Verbrecher und Nichtsnutze immer mehr zunimmt und deren Unterbringung den vollziehenden Behörden viele Sorgen bereitet. Dieselbe soll vorläufig für cirka 50 bis 60 Individuen berechnet werden. Darüber scheint man aber noch nicht einig zu sein, ob man gemeinschaftliche Schlafsäle oder Nachtzellen einführen will. Wir müssen uns aber geradezu darüber verwundern, dass man nach allen gemachten Erfahrungen bezüglich dieser Frage nur einen Augenblick im Zweifel sein kann. Die Schlafsäle solcher Anstalten sind die Brutstätten der Lasterhaftigkeit und die Züchtereien der geheimen Sünden! *H.*

Die Verlegung der Strafanstalt Zürich. Der Kantonsrat fasste in seiner Sitzung vom 10. Mai 1898 folgenden Beschluss:

I. Das Strafhausareal und die Polizeikaserne im Ötenbach in Zürich werden an die Stadt Zürich verkauft um den Preis von Fr. 1,650,000; dagegen tritt die Stadt an den Staat zu Eigentum ab:

a) einen Teil des Theaterbrandplatzes beim Obmannamt, cirka 11 Aren gross, um die Summe von Fr. 200,000;

b) die ehemals Wild-Nägelische Liegenschaft, zwischen der untern Zäune und dem kantonalen Gerichtsgebäude gelegen, mit Wohn- und Geschäftshaus, um die Summe von Fr. 250,000.

Der diesbezügliche Tauschvertrag vom 19. Juni 1897 wird genehmigt.


Digitized by Google

II. In Regensdorf ist eine neue kantonale Strafanstalt zu errichten. Für Landerwerb, Bau und Möblierung wird ausser dem durch den Tausch erzielten Vorerlös von Fr. 1,200,000 dem Regierungsrate ein Kredit von Fr. 515,000 bewilligt.

III. Eine neue Polizeikaserne mit Lokalitäten für die kantonale Verwaltung ist neben der Militärkaserne in Zürich zu erstellen. Für Bau und Möblierung wird dem Regierungsrate ein Kredit im Betrage von Fr. 560,000 erteilt.

IV. Dieser Beschluss ist der Volksabstimmung zu unterstellen.

V. Mitteilung an den Regierungsrat zur Anordnung der Volksabstimmung mit der Einladung, den beleuchtenden Bericht abzufassen.

Dabei hat es die Meinung, dass die detaillierten Ausführungspläne dem Kantonsrate später zur Genehmigung vorgelegt werden sollen.

Das Volk hat den Beschluss am 3. Juli 1898 mit 33,830 Ja gegen 8200 Nein genehmigt.

Gefängniskleider für Untersuchungsgefangene. In einem besondern Falle richtete der Verteidiger eines Angeklagten, der aus Gründen der Sicherheit in einer Strafanstalt untergebracht und mit Gefängniskleidern angethan worden war, an die Anklagekammer des betreffenden Kantons das Begehren, dem Untersuchungsgefangenen seien die Gefängniskleider wieder abzunehmen, weil es nicht angehe, jemanden, der nicht verurteilt sei, in Sträflingskleider, resp. Gefängniskleider zu stecken. Eine solche Behandlung sei ein unberechtigter Eingriff der Staatsorgane in die Ehre und allgemein menschliche Würde des Untersuchungsgefangenen.

Die Anklagekammer hat das Begehren aus folgenden Gründen abgewiesen. Den Untersuchungsbehörden steht offenbar das Recht zu, alle gesetzlichen Massnahmen zu treffen, welche dazu geeignet sind, einen Untersuchungsgefangenen im Untersuchungsverhafte bis zur Verweisung an das urteilende Gericht festzuhalten. Der Inquisit hat sich gegen seine Unterbringung in der Strafanstalt nicht aufgelehnt, wohl aber gegen die Kleidung, die er dort tragen müsse. Nach dem bei den Akten liegenden Berichte der Strafanstaltsdirektion besteht für alle daselbst detinierten Personen eine gleichmässige Kleidung, welche nach Vorschrift des Gesetzes von allen im Strafhaus untergebrachten Gefangenen (nicht etwa bloss von Strafgefangenen) getragen werden muss. Wenn von dieser Vorschrift nun auch gegenüber dem Inquisiten Gebrauch gemacht wurde und gemacht wird, so hat er keinen zutreffenden Grund, sich darüber zu beklagen, und zwar um so weniger, als er sich bekanntlich schon einmal durch die Flucht den Untersuchungsbehörden entzogen hat, und da gerade das Tragen der in der Strafanstalt vorgeschriebenen Kleidung geeignet ist, eine nochmalige Flucht zu verhindern, bezw. die Wiederergreifung des Flüchtlings zu erleichtern.

Sodann hat das Tragen von Anstaltskleidern für Untersuchungsgefangene, die ohne Protest die Untersuchungshaft in der Strafanstalt bestehen, an und für sich auch nichts Entehrendes oder die Menschenwürde Verletzendes an sich, da es nicht „Sträflingskleider“ im eigentlichen Sinne des Wortes sind und daher auch nicht zur *Strafe,* sondern nur aus Gründen

Digitized by Google

der Sicherheit getragen werden müssen. Es haften daran auch keinerlei Auszeichnungen, welche die Menschenwürde irgendwie verletzen könnten. Es sind Kleider vom gleichen Schnitte und gleicher Farbe, wie sie in gewissen Gegenden auch in der Freiheit vorkommen. Was sie auszeichnet, ist ihre Uniformität, ihre Dauerhaftigkeit und Billigkeit, alles Eigenschaften, welche sich für die Führung von Strafhäusern als zweckmässig erweisen, die aber durchaus nichts Entehrendes an sich haben.

Endlich hat man in den Bezirksgefängnissen, in denen Untersuchungsgefangene in der Regel ihre Untersuchungshaft durchzumachen haben, ebenfalls besondere Kleider für Inquisiten, welche anzuziehen sich keiner derselben weigern kann. Der Beschwerdeführer, resp. dessen Klient ist also nicht schlechter gestellt, als ein in einem Bezirksgefängnis detinierter Untersuchungsgefangener. *H.*

Pénitencier de Lausanne. Le Grand Conseil du canton de Vaud vient de prendre une décision importante. Le Pénitencier de Lausanne, dont la construction avait été décrétée en 1819 déjà, pouvait passer, au moment où il fut élevé, comme un modèle d'établissement pénitentiaire; mais, comme tant d'autres en Suisse, il ne répond naturellement plus aux exigences de notre époque, malgré les modifications apportées à l'édifice. Suffisamment isolé il y a 80 ans, le pénitencier est aujourd'hui entouré de constructions, et les vastes terrains qu'il occupe entravent l'extension d'un quartier d'avenir; ces terrains, achetées 30,000 fr. en 1819, sont estimés valoir aujourd'hui 600,000 fr.

Une reconstruction du pénitencier s'imposait à assez brève échéance; il n'était point facile, sans parler du coût élevé des terrains, de trouver un emplacement favorable dans les environs du chef-lieu; aussi le Conseil d'Etat a-t-il été amené à chercher ailleurs, et la solution qu'il proposait vient d'être ratifiée par le Grand Conseil.

L'Etat avait créé sur des terrains achetés à la commune de Payerne une colonie agricole et professionnelle, à proximité de cette ville; plus tard, une seconde colonie a été établie dans la plaine de l'Orbe, qui suffit amplement à recevoir tous les condamnés à la peine de l'internement. Le nouveau pénitencier sera construit sur les terrains disponibles à Payerne; un concours va être ouvert pour les plans du nouveau bâtiment, et le jury du concours a déjà été désigné.

Quant aux terrains laissés vacants à Lausanne, ils sont destinés à recevoir les nouvelles installations de la faculté de médecine de l'Université. *F.*

— Einer weitern Mitteilung über den gleichen Gegenstand entnehmen wir noch folgendes:

Die zur Prüfung der Pläne vom Staatsrate am 23. September 1898 bestellte Jury besteht aus den Herren Staatsrat Virieux (Präsident), Staatsrat Viquerat, Architekt Juvet, Architekt Chatelain, Architekt Melley, Direktor Hürbin, Direktor Dr. Curti, Direktor Favre und Advokat Dubuis.

Diese Kommission wird sich zunächst mit der Aufstellung eines Programms für den Bau zu befassen haben.

Digitized by Google

Preisaufgaben.

Preisausschreiben der Holtzendorff-Stiftung[1]. Über die Preisfrage: «*Ist die Deportation unter den heutigen Verhältnissen als Strafmittel praktisch verwendbar?*» hat nach dem Urteil des Preisgerichts Rechtsanwalt Dr. *A. Korn* in Berlin die beste Arbeit geliefert. In der That zeichnet sich diese Preisarbeit durch eine sehr umfassende und sorgfältige geschichtliche Darstellung und durch eine äusserst gründliche und unbefangene Erörterung der wichtigen kriminalpolitischen Frage aus. Die gekrönte Preisarbeit wird veröffentlicht werden.

— Die Holtzendorff-Stiftung stellt als neue Preisaufgabe folgendes Thema:

Anwendungsgebiet und rationelle Gestaltung der Privatklage.

Es wird eine Erörterung verlangt, in welchem Umfange in den hauptsächlichsten Kulturländern Europas zur Zeit das Privatklageverfahren in Anwendung ist und welche prozessuale Gestaltung dasselbe hier erhalten hat; daran hat sich die Erörterung der Frage anzuschliessen, welcher Umfang und welche prozessuale Gestaltung dem Privatklageverfahren de lege ferenda zu geben sein dürfte.

Die Preisarbeiten, welche in deutscher, französischer, englischer oder italienischer Sprache abgefasst sein können, aber mindestens mit lateinischen Lettern geschrieben sein sollen, müssen bis spätestens 1. April 1899 an den Schriftführer der Stiftung, Herrn Rechtsanwalt Dr. *Halle* zu Berlin W., Kronenstrasse 56, eingesandt sein. Dieselben sind mit einem Erkennungsworte zu versehen, und es ist ein versiegeltes Couvert unter gleichem Erkennungsworte beizulegen, in welchem der Name und die Wohnung des Verfassers angegeben sind.

Über die eingegangenen Arbeiten entscheidet ein Preisgericht, bestehend aus drei Herren, nämlich:

1. Professor *von Lilienthal,* Heidelberg;
2. Professor Dr. *Ladislaus Fayer,* Budapest;
3. Professor *Albéric Rolin,* Gent.

Im Falle, dass einer oder der andere dieser zunächst bestimmten Preisrichter fortfallen sollte, treten dafür ein:

Generalstaatsanwalt *Getz,* Christiania;
Reichsgerichtsrat *Dietz,* Leipzig;
Kammergerichtsrat Dr. *Kronecker,* Berlin.

Die Arbeit, welche von dem Preisgericht als beste und zugleich des Preises würdige anerkannt wird, erhält die ausgesetzte Prämie von 1600 Mk. = 2000 Fr. Die preisgekrönte Arbeit wird mit der Auszahlung der Prämie ausschliessliches litterarisches Eigentum der Holtzendorff-Stiftung, deren Vorstand auf Vorschlag des geschäftsführenden Ausschusses über ihre Veröffentlichung und Übersetzung Bestimmung trifft.

Die nicht preisgekrönten Arbeiten werden den Verfassern zur freien Verfügung zurückgesandt.

---

[1]) Vgl. 9. Jahrgang, 1896, S. 161.


Digitized by Google

Die Entscheidung des Preisgerichts wird in den Mitteilungen der Internationalen kriminalistischen Vereinigung veröffentlicht.

Anfragen und Mitteilungen, welche dies Preisausschreiben betreffen, sind an den Schriftführer zu richten.

Im Januar 1898.

Der geschäftsführende Ausschuss der Holtzendorff-Stiftung:

Dr. *Aschrott*, Landrichter in Berlin. Professor *von Liszt*, Halle a. S. Professor *A. Prins*, Brüssel.

Personalnachrichten.

Advokat Stephano Gabuzzi in *Bellinzona* ist am 29. April 1898 von der staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich «wegen seiner Verdienste um die Strafprozessgesetzgebung und die Rechtspflege des Kantons Tessin überhaupt und als Anerkennung langjährigen Fleisses in der Verbreitung der Kenntnis des schweizerischen Bundesrechtes in der italienischen Schweiz» zum *Doctor utriusque juris honoris causa* ernannt worden.

Die Pflege einheimischen, schweizerischen Rechtes auf dem kleinen italienischen Sprachgebiete stellt an den Fleiss der Wenigen, die in diesem Gebiete wissenschaftlich, gesetzgeberisch oder die Rechtsprechung sammelnd und darstellend sich bethätigen, ganz besondere Anforderungen. Als langjähriger Redaktor des «Repertorio di Giurisprudenza patria» hat Gabuzzi eine angestrengte Thätigkeit entwickelt; sein Strafprozess, den er verfasst, mit Motiven versehen und im Rate verfochten, ist seit dem 3. Mai 1895 Gesetz. Gabuzzi hat auch als Mitglied der Expertenkommission des schweizerischen Justizdepartements mitgeholfen an der Erstellung des Entwurfes für das schweizerische Strafgesetzbuch.

Digitized by Google

Anhang. — Supplément.

Bundesbeschluss

betreffend

die Erwahrung der Volksabstimmung vom 13. November 1898 über die Revision des Art. 64 der Bundesverfassung.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,

nach Einsicht

der Protokolle betreffend die Sonntag den 13. November 1898 stattgefundene Volksabstimmung über die durch Bundesbeschluss vom 30. Juni vorgelegte Revision des Art. 64 der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874,

einer Botschaft des Bundesrates vom 3. Dezember 1898,

aus welchen Aktenstücken es sich ergiebt, dass

I. *in Beziehung auf die Abstimmung des Volkes* in den Kantonen 264,914 für die Annahme der Vorlage mit Ja, 101,762 für die Verwerfung derselben mit Nein, und

II. *in Beziehung auf die Standesstimmen* 15 ganze und 3 halbe Stände für die Annahme und 4 ganze und 3 halbe Stände für die Verwerfung sich ausgesprochen haben,

erklärt:

I. Die mit dem vorerwähnten Bundesbeschluss vom 30. Juni 1898 vorgelegte teilweise Änderung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 ist sowohl von der Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger als von der Mehrheit der Kantone angenommen und tritt sofort in Kraft.

II. Demgemäss ist in den Art. 64 der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 als Absatz 2 folgende Bestimmung aufgenommen:

«Der Bund ist zur Gesetzgebung auch in den übrigen Gebieten des Civilrechts befugt»,

Digitized by Google

und es ist der letzte Absatz des Art. 64 der Bundesverfassung folgendermassen abgeändert:

«die Organisation der Gerichte, das gerichtliche Verfahren und die Rechtsprechung verbleiben, wie bisanhin, den Kantonen».

III. Der Bundesrat ist mit der Veröffentlichung und weitern Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Bundesbeschluss

betreffend

die Erwahrung der Volksabstimmung vom 13. November 1898 über Aufnahme eines Art. 64 bis in die Bundesverfassung.

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft,

nach Einsicht

der Protokolle betreffend die Sonntag den 13. November 1898 stattgefundene Volksabstimmung über den durch Bundesbeschluss vom 30. Juni als Art. 64bis vorgelegten Zusatz zur Bundesverfassung vom 29. Mai 1874,

einer Botschaft des Bundesrates vom 3. Dezember 1898,

aus welchen Aktenstücken es sich ergiebt, dass

I. *in Beziehung auf die Abstimmung des Volkes* in den Kantonen 266,610 für die Annahme der Vorlage mit Ja, und 101,780 für die Verwerfung derselben mit Nein, und

II. *in Beziehung auf die Standesstimmen* 15 ganze und 3 halbe Stände für die Annahme und 4 ganze und 3 halbe Stände für die Verwerfung sich ausgesprochen haben,

erklärt:

I. Die mit dem vorerwähnten Bundesbeschluss vom 30. Juni 1898 vorgelegte teilweise Änderung der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 ist sowohl von der Mehrheit der stimmenden Schweizerbürger als von der Mehrheit der Kantone angenommen und tritt sofort in Kraft.

II. Demgemäss erhält die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 folgenden Zusatz:

Digitized by Google

« Art. 64bis.

« Der Bund ist zur Gesetzgebung im Gebiete des Strafrechts befugt.

« Die Organisation der Gerichte, das gerichtliche Verfahren und die Rechtsprechung verbleiben, wie bisanhin, den Kantonen.

« Der Bund ist befugt, den Kantonen zur Errichtung von Straf-, Arbeits- und Besserungsanstalten und für Verbesserungen im Strafvollzuge Beiträge zu gewähren. Er ist auch befugt, sich an Einrichtungen zum Schutze verwahrloster Kinder zu beteiligen. »

Mit dem Zeitpunkt, in welchem das Strafgesetz in Kraft tritt, fallen die Absätze 2 und 3 des Art. 55 der Bundesverfassung dahin.

III. Der Bundesrat ist mit der Veröffentlichung und weitern Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Botschaft

des

Bundesrates an die Bundesversammlung, betreffend die eidgenössische Volksabstimmung vom 13. November 1898.

(Vom 3. Dezember 1898.)

Tit.

In Vollziehung von Art. 3 der Bundesbeschlüsse vom 30. Juni 1898 betreffend Revision des Art. 64 der Bundesverfassung (Vereinheitlichung des Civilrechts) und betreffend Aufnahme eines Art. 64bis in dieselbe (Vereinheitlichung des Strafrechts, Bundesbl. 1898, IV, 13 und 15) haben wir unterm 8. Juli abhin die Volksabstimmung über diese beiden Verfassungsrevisionen (am gleichen Ort, Seite 17 und folgende) auf den 13. November angesetzt.

Die Abstimmung hatte gemäss den von den Kantonsregierungen gemachten Zusammenstellungen der Wahlprotokolle folgendes Ergebnis:

Digitized by Google

A. Vereinheitlichung des Civilrechts (Art. 64 der Bundesverfassung).

Kantone.	Stimm-berechtigte.	Abgegebene Stimmzettel.			Ja.	Nein.	Standesstimme.
		Gültig.	Leer.	Ungültig.			
Zürich	96,571	61,018	7830	40	48,616	12,402	Ja
Bern	126,341	52,170	2175		43,777	8,393	Ja
Luzern	34,928	12,886	1219		8,077	4,809	Ja
Uri	4,562	3,267	59		704	2,563	Nein
Schwyz	13,448	5,492	—	—	2,415	3,077	Nein
Obwalden	3,946	1,260	123	1	512	748	Nein (1/2)
Nidwalden	3,081	1,597	26	1	733	864	Nein (1/2)
Glarus	8,196	4,386	354	9	3,569	817	Ja
Zug	6,185	2,326	198		1,766	560	Ja
Freiburg	30,181	16,342	221	52	5,493	10,849	Nein
Solothurn	23,048	14,515	242	365	12,076	2,439	Ja
Baselstadt	16,825	6,316	233	4	6,042	274	Ja (1/2)
Baselland	13,461	6,274	360	4	4,705	1,569	Ja (1/2)
Schaffhausen	8,129	6,641	247		5,881	760	Ja
Appenzell A.-Rh.	12,481	8,413	540	19	6,037	2,376	Ja (1/2)
Appenzell I.-Rh.	3,017	2,307	98	2	453	1,854	Nein (1/2)
St. Gallen	53,574	38,944	2422	—	28,057	10,887	Ja
Graubünden	23,405	14,699	271	13	8,829	5,870	Ja
Aargau	45,000	35,357	1808	75	25,155	10,202	Ja
Thurgau	24,826	14,997	348	4	12,403	2,594	Ja
Tessin	38,001	8,973	129	38	5,336	3,637	Ja
Waadt	65,448	19,908	578	33	17,752	2,156	Ja
Wallis	28,058	13,979	173	31	4,535	9,444	Nein
Neuenburg	28,485	5,936	310	12	4,901	1,035	Ja
Genf	22,928	8,673	56	27	7,090	1,583	Ja
	734,075	366,676			264,914	101,762	Ja: 15 ganze und 3 halbe Stände. Nein: 4 ganze und 3 halbe Stände.

Digitized by Google

B. Vereinheitlichung des Strafrechts (Art. 64bis der Bundesverfassung).

Kantone.	Stimm-berechtigte.	Abgegebene Stimmzettel.			Ja.	Nein.	Standesstimme.
		Gültig.	Leer.	Ungültig.			
Zürich	96,571	61,319	7537	32	49,142	12,177	Ja
Bern	126,341	52,105	2187		43,495	8,610	Ja
Luzern	34,928	13,556	549		8,223	5,333	Ja
Uri	4,562	3,302	29		710	2,592	Nein
Schwyz	13,448	5,546	—	—	2,472	3,074	Nein
Obwalden	3,946	1,317	66	1	530	787	Nein (1/2)
Nidwalden	3,081	1,603	21	—	730	873	Nein (1/2)
Glarus	8,196	4,480	261	8	3,620	860	Ja
Zug	6,185	2,356	198		1,768	588	Ja
Freiburg	30,181	16,377	193	45	5,521	10,856	Nein
Solothurn	23,048	14,600	188	334	12,336	2,264	Ja
Baselstadt	16,825	6,384	165	4	6,092	292	Ja (1/2)
Baselland	13,461	6,464	170	4	4,830	1,634	Ja (1/2)
Schaffhausen	8,129	6,627	261		5,890	737	Ja
Appenzell A.-Rh.	12,481	8,496	458	18	6,374	2,122	Ja (1/2)
Appenzell I.-Rh.	3,017	2,327	77	3	519	1,808	Nein (1/2)
St. Gallen	53,574	39,147	2290	—	28,205	10,942	Ja
Graubünden	23,405	14,733	271	13	9,039	5,694	Ja
Aargau	45,000	35,458	1723	59	25,309	10,149	Ja
Thurgau	24,826	14,964	411	6	12,380	2,584	Ja
Tessin	38,001	8,970	129	38	5,178	3,792	Ja
Waadt	65,448	19,788	695	36	17,653	2,135	Ja
Wallis	28,058	13,921	218	34	4,583	9,338	Nein
Neuenburg	28,435	5,875	372	17	4,872	1,003	Ja
Genf	22,928	8,675	54	27	7,139	1,536	Ja
	734,075	368,390			266,610	101,780	Ja: 15 ganze und 3 halbe Stände. Nein: 4 ganze und 3 halbe Stände.

Digitized by Google

Hiernach hat sich die Mehrheit sowohl des Volkes als auch der Stände für die Annahme der beiden Vorlagen ausgesprochen. Beschwerden betreffend die Abstimmung sind keine eingelangt.

Indem wir uns beehren, Ihnen beigeschlossen zwei Entwürfe zu Bundesbeschlüssen betreffend Erwahrung des Abstimmungsresultates zu unterbreiten, benutzen wir diesen Anlass, Sie, Tit., unserer vollkommenen Hochachtung zu versichern.

Bern, den 3. Dezember 1898.

Im Namen des schweiz. Bundesrates,

Der Bundespräsident:

Ruffy.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

Ringier.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google